

**TRUSTEESHIP
COUNCIL**

**CONSEIL
DE TUTELLE**

T/219

12 novembre 1948

ORIGINAL: FRENCH

QUATRIEME SESSION

RAPPORT ANNUEL SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, POUR 1947

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres du Conseil de tutelle une communication du Gouvernement français en date du 14 juin 1948, accompagnant des exemplaires du rapport sur le Territoire sous tutelle du Cameroun sous l'administration française, pour l'année 1947*.

* Comme le Secrétariat n'a reçu jusqu'ici qu'un nombre restreint d'exemplaires de ce rapport, il est obligé de limiter la distribution de ce rapport.

République française

Délégation
aux Nations Unies

New York le 14 juin 1948

MONSIEUR ROGER GARREAU, AMBASSADEUR DE FRANCE,
REPRESENTANT DE LA FRANCE AU CONSEIL DE TUTELLE
DES NATIONS UNIES,

à

MONSIEUR TRYGVE LIE,
SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES,
Lake Success.

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint trois exemplaires du rapport de l'administration française sur le Territoire sous tutelle du Cameroun. Dès que d'autres exemplaires seront en ma possession, je vous les ferai parvenir.

Veuillez agréer, etc..

(signé)

p.o.

H. LAURENTIE

RAPPORT ANNUEL

DU

GOUVERNEMENT FRANÇAIS
AUX NATIONS UNIES SUR
L'ADMINISTRATION DU

CAMEROUN

PLACÉ SOUS LA TUTELLE
DE LA FRANCE



ANNÉE 1947

PLAN GÉNÉRAL

A. — INTRODUCTION.....	5
B. — STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS.....	13
C. — RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES.....	17
D. — PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES ; MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC.....	21
E. — PROGRÈS POLITIQUE.....	23
F. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE.....	31
G. — PROGRÈS SOCIAL.....	87
H. — SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT.....	121
I. — PUBLICATIONS.....	129
J. — RECHERCHES.....	131
K. — RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.....	135

ANNEXE GÉNÉRALE

CARTES ET PRINCIPAUX TEXTES RÉGLEMENTAIRES PUBLIÉS AU CAMEROUN

A. — INTRODUCTION

QUESTION 1.

Caractères géographiques généraux.

a) Géographie physique, superficie, caractéristiques physiques, climat.

Au cœur de l'Afrique, et reliant l'Afrique Equatoriale au sud à l'Afrique tropicale au nord, le Cameroun dessine un triangle de 432.000 kilomètres carrés de superficie, appuyé à l'ouest à une droite reliant obliquement le Tchad au fond du golfe de Guinée. Sa base, rectiligne, sensiblement parallèle à l'Equateur, court sur 800 kilomètres le long du 2° degré de latitude Nord. Sa hauteur s'étend sur une distance de 1.500 kilomètres, selon une direction générale sud-nord, pour rejoindre le Tchad, un peu au-dessous du 13° parallèle.

Touchant l'Océan Atlantique à l'ouest (200 kilomètres de côtes), il est partout ailleurs entouré de possessions françaises et étrangères, aux caractères très divers.

De cette brève description se dégage immédiatement la physionomie dominante de ce territoire surtout continental : le Cameroun est une *terre de transition* sans unité géographique ni même ethnique. En effet :

1° Son relief, son hydrographie et son climat font de lui la *charnière* entre deux Afriques différentes : l'Afrique tropicale au nord et l'Afrique Equatoriale au sud, charnière dont le dos *serait constitué par l'espace compris entre le fleuve Sanaga et la faille de la Benoué*;

2° Son peuplement, résultant de sa géographie physique, fait de lui le *carrefour* de toutes les races, de toutes les langues, de tous les systèmes religieux et sociaux de l'Afrique Noire.

Le relief et le climat permettent de diviser le Cameroun en quatre régions naturelles, toutes différentes les unes des autres et de répartir ainsi l'hydrographie du territoire en quatre bassins :

1° *La région Sud* : qui s'étend de la mer à l'ouest, jusqu'au bassin du Moyen-Congo, à l'est, est bordée au nord par le fleuve Sanaga. C'est la région des plateaux et de la forêt équatoriale dense (altitude moyenne : 800 mètres) sauf sur le littoral où la plaine côtière étroite (pas plus de 50 à 100 kilomètres de large) et basse, va de l'embouchure du Cameroun au Wouri, au nord, à celle du Campo ou N'Tem au sud.

Le climat est du type équatorial, chaud et humide et comprend quatre saisons.

A cette région, correspondent le bassin Atlantique (Wouri, Sanaga, Nyong, N'Tem, etc.) et le bassin du Moyen-Congo (Sangha) ;

2° *La région centrale du haut-plateau de l'Adamaoua* (800 à 1.500 mètres d'altitude), bordée au sud par la Sanaga et au nord par la Benoué, région charnière qui opère la transition entre le sud et le nord. C'est la région où vient mourir la forêt et naître la savane.

Climat intermédiaire entre le sud et le nord : sec, mais relativement frais, grâce à son altitude élevée;

3° *La région Nord*, bordée au sud par la falaise abrupte de l'Adamaoua qui surplombe la faille de la Benoué, est une vaste plaine couverte par la savane qui s'abaisse insensiblement vers le Tchad.

Le climat est tropical, brûlant et sec, avec deux saisons fortement tranchées (une saison sèche et une saison des pluies).

La région comprend *deux bassins* : celui du Niger, avec la Benoué (véritable voie commerciale vers l'ouest, et la Nigeria britannique) et celui du Tchad avec la Logone et le Chari;

4° *La région montagneuse de l'Ouest* comprend des chaînes élevées (1.500 à 2.000 mètres) qui se rattachent au système montagneux du mont Cameroun (dans la zone britannique). Elles bordent à l'ouest la région Sud et, au nord-ouest, l'Adamaoua.

Le climat est très frais, humide et brumeux.

i **

En considérant les grandes divisions du climat résultant de la distribution annuelle des précipitations et des orages, le Cameroun peut être divisé en cinq secteurs principaux :

Le secteur Nord, descendant en général jusqu'à Tibati;

Le secteur Centre, dont les limites semblent être :

— vers le nord : entre Yoko et Tibati;

— vers l'est : Bertoua;

— vers le sud : Ambam;

— vers l'ouest : Eseka, N'dikinimeki;

Le secteur Est centré sur Batouri;

Le secteur Ouest, comprenant l'estuaire du Wouri et la région montagneuse du nord-ouest;

Le secteur côtier, centré sur Campo.

i **

1° JANVIER - FÉVRIER.

D'une manière générale, saison sèche au Cameroun; mais, cependant, alors que règne une sécheresse absolue à partir des plateaux de l'Adamaoua en allant vers le Nord, celle-ci est tempérée dans les secteurs Centre et Est par une faible tendance orageuse et pluvieuse, cette tendance devenant même très nette pour les secteurs Ouest et Sud.

2° MARS.

Transition entre la saison sèche et la saison des pluies et orages dans l'ensemble du territoire.

En général dans la seconde quinzaine, la saison des pluies et orages gagne peu à peu vers le Nord-Cameroun où la sécheresse absolue peut persister par endroits pendant tout le mois.

Saison des pluies et orages dans l'ensemble du territoire.

Au nord de Ngaoundéré, elle ne commence à se manifester nettement que fin avril, les orages restant encore assez rares pendant le mois de mai.

Dans le secteur Est, par contre, les manifestations orageuses et pluvieuses sont fréquentes et importantes. Les orages sont même accompagnés parfois de chutes de grêle.

Dans le reste du Cameroun (centre, ouest et sud), les orages sont fréquents, mais en général anodins et tendent à diminuer à partir du 15 mai.

4° JUIN.

Saison des pluies et orages dans les secteurs Nord et Est, début de la petite saison sèche dans les secteurs Centre et Sud.

Début de la saison des pluies dans le secteur Ouest.

Dans le secteur Nord, les orages deviennent très fréquents, mais les précipitations restent encore faibles. Dans l'Est, les manifestations orageuses restent importantes en fréquence et en intensité.

Dans le secteur Centre, les pluies diminuent progressivement et dans le secteur côtier Sud, la petite saison sèche est généralement établie à partir du 15.

Dans l'Ouest, les manifestations orageuses tendent à disparaître complètement.

5° JUILLET - AOÛT.

Saison des pluies orageuses dans les secteurs Nord et Est.

Petite saison sèche dans les secteurs Centre et Sud.

Saison des pluies dans le secteur Ouest.

Dans le secteur Nord les orages sont désormais quotidiens, accompagnés en général de pluies faibles à modérées dans les régions de la Bénoué et du Nord-Cameroun, et de pluies abondantes sur les plateaux de l'Adamaoua. Dans l'Est, par contre, les manifestations orageuses, tout en restant fréquentes, diminuent d'intensité.

Dans le secteur Centre les orages sont rares et très localisés, plus fréquents toutefois dans la région de la savane, à mesure que l'on se rapproche de l'Adamaoua. Les précipitations tombent le plus souvent sous forme de brumes; dans le secteur côtier, aucune manifestation orageuse durant tout le mois de juillet, et dans la majeure partie du mois d'août les pluies sont rares.

Dans le secteur Ouest les précipitations sont fréquentes et abondantes, mais les orages sont rares et faibles.

6° SEPTEMBRE.

Saison des pluies et orages dans les secteurs Nord et Est.

Transition entre la petite saison sèche et la saison des pluies et orages dans les secteurs Centre et Sud.

Transition entre la saison des pluies et la saison des pluies et orages dans le secteur Ouest.

Dans les secteurs Nord et Est, les orages sont quasi quotidiens et accompagnés de grains nombreux.

Dans le secteur forestier du Centre les orages sont à peu près quotidiens, mais les pluies n'apparaissent qu'en fin de mois, de même que dans la région de Campo où les précipitations ne deviennent abondantes que vers la fin du mois.

Dans le secteur Ouest la tendance orageuse s'accroît progressivement, à mesure que diminuent les précipitations, dont le caractère devient intermittent.

Saison des pluies et orages dans l'ensemble du territoire.

Alors, cependant, que dans le nord et l'est, les précipitations diminuent et que les orages se localisent, dans le secteur côtier Sud, au contraire, les pluies deviennent abondantes et les orages plus fréquents.

8° NOVEMBRE.

Transition entre la saison des pluies et orages et la saison sèche pour l'ensemble du Territoire.

De façon générale, à partir du 15, le caractère orageux et pluvieux s'atténue nettement.

9° DÉCEMBRE.

Saison sèche dans l'ensemble du Territoire.

La très grande sécheresse qui règne dans le nord est sensiblement atténuée au sud de Ngaoundéré par des orages locaux.

Après ce court aperçu chronologique, voici de façon détaillée l'évolution du temps dans chaque secteur.

Températures dans certaines stations du Cameroun.

STATIONS.	MOIS.	MOYENNE.	MAXIMUM	MINIMUM
			ABSOLU.	ABSOLU.
DOUALA.	I.	26,06	33,3	19,0
	II.	26,47	33,5	19,5
	III.	26,60	34,2	19,8
	IV.	26,42	35,8	20,4
	V.	25,92	35,0	19,0
	VI.	25,16	33,1	20,1
	VII.	23,94	31,2	19,6
	VIII.	23,91	30,7	19,3
	IX.	24,48	32,4	19,6
	X.	24,90	32,2	19,6
	XI.	25,65	33,1	19,0
	XII.	26,03	32,9	19,0
	Année. . .	26,46	35,8	19,0
GAROUA.	I.	26,06	42,0	13,4
	II.	27,49	42,0	14,6
	III.	32,12	43,5	16,6
	IV.	—	44,0	20,7
	V.	—	42,2	19,5
	VI.	—	39,9	18,5
	VII.	—	38,0	19,2
	VIII.	—	37,0	19,1
	IX.	—	36,0	14,5
	X.	—	38,0	18,2
	XI.	—	39,7	14,0
	XII.	—	39,8	12,7
	Année. . .	—	44,0	12,7
NGAOUNDÉ.	I.	22,84	32,2	15,0
	II.	23,57	32,3	16,0
	III.	23,21	33,4	15,8
	IV.	23,14	32,8	16,0
	V.	22,60	31,4	16,0
	VI.	20,97	30,0	16,8
	VII.	21,34	29,7	16,1
	VIII.	21,62	30,2	14,2
	IX.	22,29	30,8	16,1
	X.	21,62	31,4	14,8
	XI.	22,29	33,0	14,0
	XII.	22,78	34,4	14,2
	Année. . .	22,34	33,4	14,0

STATIONS.	MOIS.	MOYENNE.	MAXIMUM	MINIMUM
			ABSOLU.	ABSOLU.
MAROUA.	I.	—	41,0	12,9
	II.	—	43,7	12,8
	III.	—	44,2	16,1
	IV.	—	45,6	16,0
	V.	—	45,9	18,0
	VI.	—	43,4	18,8
	VII.	—	40,0	18,2
	VIII.	—	38,4	17,2
	IX.	—	37,6	18,0
	X.	—	41,4	16,4
	XI.	—	42,2	14,6
	XII.	—	40,2	12,0
	Année. . .	—	45,9	12,0
DSCHANG.	I.	19,65	30,3	8,8
	II.	20,76	31,8	9,4
	III.	21,27	32,2	10,9
	IV.	21,45	28,4	12,5
	V.	20,57	28,3	13,2
	VI.	19,75	26,2	12,2
	VII.	18,76	25,9	12,0
	VIII.	18,66	27,3	11,5
	IX.	19,02	27,2	11,5
	X.	19,36	27,2	9,2
	XI.	20,39	28,2	9,9
	XII.	19,77	31,0	8,7
	Année. . .	20,00	32,2	8,7
NGAOUNDERE. . .	I.	—	33,2	9,5
	II.	—	35,2	10,2
	III.	—	35,9	11,2
	IV.	—	32,1	14,9
	V.	—	32,2	15,2
	VI.	—	30,5	14,0
	VII.	—	29,5	14,5
	VIII.	—	28,8	14,6
	IX.	—	30,7	14,5
	X.	—	31,4	14,6
	XI.	—	32,2	10,4
	XII.	—	33,9	10,2
	Année. . .	—	39,1	9,5
BATOURI.	I.	22,25	33,2	10,9
	II.	23,27	36,0	12,9
	III.	23,87	37,2	12,2
	IV.	23,73	36,8	16,0
	V.	22,95	35,8	16,0
	VI.	22,50	34,7	15,5
	VII.	21,65	32,0	15,2
	VIII.	21,78	32,0	15,2
	IX.	22,05	33,8	16,0
	X.	22,32	33,5	15,0
	XI.	22,74	34,6	14,0
	XII.	22,38	34,0	11,7
	Année. . .	22,63	37,2	10,9

STATIONS.	MOIS.	MOYENNE.	MAXIMUM	MINIMUM
			ABSOLU.	ABSOLU.
CAMPO.	I.	26,76	32,6	20,1
	II.	26,16	32,3	19,8
	III.	26,16	32,6	19,7
	IV.	26,10	33,1	20,0
	V.	25,64	31,7	20,8
	VI.	24,93	30,7	18,3
	VII.	23,73	29,9	18,6
	VIII.	23,83	28,9	16,9
	IX.	24,28	29,5	20,5
	X.	24,51	30,2	19,1
	XI.	25,06	30,3	19,9
	XII.	25,60	30,6	19,0
	Année. . .	25,14	33,1	16,9

Pluviométrie de certaines stations du Cameroun.

STATIONS.	MOIS.	HAUTEUR	MAXIMA	NOMBRE
		MENSUELLE.	en 24 HEURES.	de JOURS.
DOUALA.	I.	42,2	40,9	7
	II.	97,0	62,5	10
	III.	220,6	193,2	16
	IV.	208,9	122,7	18
	V.	413,9	160,0	23
	VI.	420,7	170,6	24
	VII.	634,6	214,0	29
	VIII.	684,8	172,9	29
	IX.	577,3	172,7	27
	X.	357,8	167,3	26
	XI.	145,0	65,0	17
	XII.	69,8	75,4	10
	Année. . .	3.872,6	214,0	235
GAROUA.	I.	1,0	1,0	0
	II.	0,3	6,3	0
	III.	6,4	34,0	1
	IV.	35,6	33,2	4
	V.	115,5	73,0	11
	VI.	154,0	95,3	11
	VII.	179,3	86,0	11
	VIII.	218,0	150,2	14
	IX.	207,1	96,0	14
	X.	78,6	53,0	8
	XI.	1,6	27,0	0
	XII.	0,3	0,0	0
	Année. . .	999,8	150,2	74
YAOUNDE.	I.	44,7	41,7	7
	II.	35,3	46,0	3
	III.	122,2	48,3	11
	IV.	193,7	64,2	14
	V.	127,6	60,0	16
	VI.	148,8	40,2	14
	VII.	46,8	46,7	9
	VIII.	69,0	25,0	9
	IX.	170,5	63,4	17
	X.	303,3	78,6	22
	XI.	128,3	46,4	11
	XII.	9,5	14,0	3
	Année. . .	1.456,7	78,6	133

STATIONS.	MOIS.	HAUTEUR MENSUELLE.	MAXIMA en 24 heures.	NOMBRE de JOURS.
MAROUA.	I.	0.0	0.0	0
	II.	0.0	0.0	0
	III.	0.3	2.0	0
	IV.	12.5	31.0	2
	V.	51.1	65.6	7
	VI.	102.5	102.0	10
	VII.	183.4	52.5	15
	VIII.	280.6	159.5	12
	IX.	154.9	75.7	11
	X.	24.1	72.0	3
	XI.	0.1	2.6	0
	XII.	0.0	0.0	0
	Année. . .	809.5	159.5	66
DSCHANG.	I.	25.5	40.5	6
	II.	50.5	44.2	5
	III.	140.0	52.8	15
	IV.	177.2	57.2	21
	V.	193.7	54.6	23
	VI.	228.8	68.6	24
	VII.	227.9	81.1	23
	VIII.	196.0	64.0	25
	IX.	338.5	66.6	27
	X.	233.7	81.8	26
	XI.	50.4	43.7	5
	XII.	14.4	37.0	4
	Année. . .	1.876.6	81.8	218
NGAOUNDERE. . .	I.	4.5	42.0	0
	II.	1.0	19.5	0
	III.	30.9	45.6	4
	IV.	152.9	70.8	13
	V.	198.2	79.2	19
	VI.	290.7	104.0	21
	VII.	263.7	115.0	22
	VIII.	261.8	109.5	21
	IX.	253.1	80.3	21
	X.	159.7	48.5	15
	XI.	7.3	35.9	1
	XII.	4.3	84.0	0
	Année. . .	1.631.6	115	137
BATOURI.	I.	29.8	19.4	3
	II.	58.5	55.9	4
	III.	115.5	64.9	8
	IV.	164.5	109.5	11
	V.	224.3	80.8	15
	VI.	153.7	64.7	15
	VII.	109.5	59.7	11
	VIII.	171.0	169.2	12
	IX.	251.9	101.3	13
	X.	257.2	91.2	20
	XI.	70.0	44.4	8
	XII.	46.8	43.0	5
	Année. . .	1.358.8	169.2	130

STATIONS.	MOIS.	HAUTEUR MENSUELLE.	MAXIMA en 24 heures.	NOMBRE de JOURS.
CAMPO.	I.	110.4	107.0	16
	II.	154.5	128.0	14
	III.	198.2	124.0	16
	IV.	298.6	119.5	20
	V.	340.0	167.5	24
	VI.	165.5	155.0	17
	VII.	97.5	166.7	13
	VIII.	139.4	95.1	22
	IX.	490.8	137.5	27
	X.	509.6	170.9	28
	XI.	227.7	114.7	22
	XII.	102.2	122.4	15
	Année. . .	2.834.4	170.6	234

b) Géographie politique, frontières, divisions administratives, villes (grandes et petites), etc.

A part la côte de l'Atlantique et le système montagneux de l'Ouest, barrière naturelle entre la zone britannique et la zone française, le Cameroun sous tutelle française n'a que des frontières artificielles.

Il est bordé :

- au nord-ouest, par la Nigeria britannique;
- au sud, par la Guinée espagnole, le Gabon et une partie du Moyen-Congo;
- à l'est, par le Moyen-Congo et l'Oubangui-Chari;
- au nord-est et au nord, par le Tchad.

Sa capitale est Yaoundé; son port principal, en eaux profondes, à l'embouchure du Wouri : Douala.

Le Cameroun est divisé en « 11 régions administratives » elles-mêmes compartimentées en « subdivisions », dont les principaux centres constituent en général des chefs-lieux, savoir :

RÉGIONS.	CHEFS-LIEUX.	PRINCIPAUX CENTRES.
1. Nord-Cameroun . . .	Maroua.	Kaélé, Yagoua, Makolo, Mora, Fort-Fourcau.
2. Bépoué.	Garoua.	Guider, Poli, Rgy-Bouba.
3. Adamaoua.	N'Gaoundéré.	Tibati, M'éganga, Banyo.
4. Bamiléké.	Dschang.	Bafoussam, Bagang, Banganté.
5. Bamoun.	Foumbam.	Foumbot.
6. Mbam.	Bafia.	Ndikinimi, Yoko.
7. Nyong et Sanaga. . .	Yaoundé.	Nanga-Eboko, M'Balmayo, Akalinga, Saa.
8. Haut-Nyong.	Abong-Mbang.	Doumé - Lomié, Messaména.
9. Lom-et-Kadei.	Batouri.	Bétaré - Oya, Yokadouma.
10. Mungo.	Nkong-amba.	Mbanga, Yabassi.
11. Wouri.	Douala.	Bonabéri.
12. Sanaga-Maritime. . .	Edéa.	Eséka, Babimbi.
13. Kribi.	Kribi.	Lolodorf, Campo.
14. N'Tem.	Ebolowa.	Ambam, Djoum, Sang-mélina.

QUESTION 2.

Renseignements généraux concernant la composition ethnique de la population.

Le territoire du Cameroun est peuplé d'environ 2.700.000 habitants très inégalement répartis dans les régions du sud et du nord, celles de Yaoundé, Dschang et Maroua étant le centre des plus importants rassemblements. La population européenne compte près de 2.500 individus dont 1.700 Français. La population autochtone ne forme pas, nous l'avons déjà dit, une unité ethnique. Dans le sud comme dans le nord on est frappé par une extrême diversité de races, aux langues et aux mœurs très différentes. Le Cameroun est ainsi le point d'aboutissement de migrations humaines que l'occupation européenne a cristallisées, tout en leur enlevant leur caractère guerrier.

L'élément le plus ancien semble bien avoir été constitué par les négrides ou pygmées. On les trouve surtout dans le sud, comme dans tous les pays de la zone forestière africaine. On en retrouve encore épars dans la grande forêt, plus ou moins métissés avec les Noirs, vivant de chasse et de cueillette.

Le sud est l'habitat de diverses tribus se rattachant généralement au groupe Bantou. Ces populations semblent avoir émigré en plusieurs vagues. Les premiers Bantous ont poussé plus au sud et ont occupé les pays situés dans la forêt. C'est le sous-groupe Fang qui comprend les Boulous, les Bétis (Ewondos, Banés, Etons, Nvélés, Nbidambanés) les Bassas, les Nakas, les Njems, les Ngoumbés, les Bakokos. D'autres venus certainement plus tard ont occupé les bords septentrionaux et méridionaux de la Sanaga ; ce sont : les Bafias, les Manguissas, les Sanagas, les Banens, les Nyokons, les Yambassas, les Yambettas, les Tsingas, les Baveks, les Bayas, les Kakas, etc... Le bord de la mer est aussi habité par des peuples bantous, mais qui semblent être venus par voie de mer et qui ont dû repousser les premiers occupants de la côte vers l'intérieur. Ce sont les Doualas, les Malimbass, les Batangas, les Wouris, les Abos.

Dans les montagnes du nord-ouest vivent les Bamilékés.

Le plateau central de l'Adamaoua, transition entre le sud et le nord, est peuplé dans sa partie méridionale par des tribus dont il est malaisé de déterminer l'appartenance et qui semblent être venues après l'établissement des Bantous, dans le sud. Ce sont les Bamouns, les Vutés, les Bayas, les Lakas, les Nboums, les Yangueres. Ils s'apparentent plus au type soudanais qu'au type bantou.

Dans la partie centre et nord, l'élément dominant est le Foulbé (Peuhl et Bororo) qui n'est pas d'origine noire, mais khamitique. Il voisine avec les Maoussas, les Tikars, les Durus, les Nboums, et les Lakas qu'on trouve déjà sur les versants sud du plateau. Les Foulbés mis à part, toutes ces populations sont d'origine soudanaise. Après avoir occupé la vallée sud de la Bénoué, elles durent se replier sur les hauts plateaux de la région de Ngaoundéré, de Tibati et de Banyo sous la poussée des conquérants Foulbés.

Au nord, dans la vallée de la Bénoué et dans la plaine de Maroua on retrouve aussi des Foulbés, métissés pour la plupart avec les populations païennes, qu'ils ont refoulées, lors de leur arrivée, vers les montagnes de l'ouest ou vers

le Logone. Les peuplades païennes d'origine soudanaise comprennent les Massas, les Kanuris, les Toupouris, les Matakams, les Kirdis, les Durus, les Mboums, les Kapsikis, les Mofus, les Falis, les Guissigas, les Mousgoums, les Massas, les Sao, les Namchis, les Moundangs et beaucoup d'autres.

A côté de ceux-ci vivent des populations islamisées : les Arabes, les Chaos, les Kotokos et les Foulbés.

Les Arabes et les Kotokos (métis issus des Massas et des Saos) seraient venus d'Égypte au VIII^e siècle. Ils peuplent la basse plaine du Tchad.

QUESTION 3.

Caractéristiques principales de la structure raciale, linguistique, religieuse et sociale de la population.

Comme il vient d'être souligné, les caractéristiques de la géographie physique du Cameroun ont fait de ce pays un carrefour des nombreux peuples du continent noir.

D'où la diversité de la structure raciale, linguistique, religieuse et sociale des multiples populations du Territoire si différentes par leur origine.

Cependant, afin de simplifier et de schématiser, on peut distinguer et opposer encore sur ces points les régions du nord et les régions du sud.

Dans le nord vivent des populations de races soudanaises, de langues soudanaises (Peuhl, Haoussa, Kirdi) souvent islamisées, très rarement chrétiennes, avec un élément païen important (les Kirdis). Une forte hiérarchie sociale règne chez les Musulmans, au sommet de laquelle se trouvent des chefs ayant une autorité presque absolue, tels les Sultans et les Lamidos. Ces populations se livrent surtout à l'élevage, au commerce et à l'artisanat.

Dans le sud sont installées des populations de races et de langues bantoues (Douala, Bassa, Ewondo, Boulou), animistes d'origine mais le plus souvent christianisées, dont la structure sociale réside essentiellement dans le clan patriarcal et où l'autorité des chefs est très atténuée. Leurs occupations principales sont la chasse, la pêche et l'agriculture.

Là encore le plateau de l'Adamaoua opère la jonction entre ces deux groupements : les indigènes de cette région, qui appartiennent plutôt au type soudanais, parlent cependant par endroits des idiomes dits semi-bantous (tels les Vutés et les Bayas).

Là encore les Bamilékés gardent un caractère proprement original bien qu'ils présentent des traits communs avec les races du sud. Leurs chefs ont encore une très forte autorité et un grand prestige, leurs idiomes n'ont gardé que de très vagues consonances bantoues. Ils sont en très grande majorité animistes et plutôt réfractaires au christianisme. Ce sont des agriculteurs et surtout d'excellents commerçants. Ils constituent une population particulièrement prolifique.

Outre leurs idiomes propres les populations du sud emploient un langage commun : le pidgin, à base de mauvais anglais.

Les institutions juridiques sont constituées par le Coran pour les populations islamisées et par des coutumes locales (ayant tout de même entre elles un certain fond commun) pour les peuplades animistes.

QUESTION 4.

Ressources naturelles, flore, faune et caractère fondamental de l'économie.

LA FLORE.

I. — Généralités.

La flore du Cameroun dont le territoire s'étend entre les 2° et 13° degrés de latitude Nord et le 9° et le 16° degrés de longitude Est, se trouve être, par cette situation privilégiée, très riche en essences d'intérêt économique et floristique. Elle se rattache au bloc de l'Afrique Centrale et Equatoriale, et comprend de nombreuses espèces communes aux territoires voisins de même latitude.

D'autre part, certaines espèces, comme des reliques d'un passé géologique, se retrouvent conservées dans les replis des montagnes des monts Cameroun et Mandara. Tel est le cas, par exemple, du *Woodfordia* de la flore éthiopienne.

II. — Zones végétales du Cameroun.

Les différentes zones caractérisant la végétation sont du sud au nord :

1° *La zone forestière* : du 2° au 5° degrés de latitude Nord. Riche en essences économiques (palmier, cacaoyer, caoutchouc).

Le domaine forestier se présente en formation dense et fermée qu'on appelle communément la grande forêt. Cette forêt s'étend au sud de la Sanaga et se relève au nord-ouest vers Yabassi et au nord-est vers Doumé;

2° *La zone soudanaise* : du 5° au 9° degrés de latitude Nord. Vaste étendue de savanes boisées où transhument les troupeaux venant du Nord.

Elle occupe le plateau de l'Adamaoua et prend sa véritable physionomie de la falaise de Yoko à la dépression de la Bénoué (Garoua).

3° *La zone sahélo-soudanaise* : du 9° au 13° degrés de latitude Nord. Vastes pâturages et végétation épineuse (acacia); région d'élevage par excellence.

Elle s'articule par la Bénoué à la flore soudanaise, et occupe la dépression quaternaire qui s'incline lentement vers le Tchad.

A. — ZONE FORESTIÈRE ÉQUATORIALE

1° Flore agricole.

Elle se caractérise par des plantes utiles comme le palmier à huile, le cacaoyer, les lianes à caoutchouc.

Les cultures indigènes y sont encore rudimentaires et limitées aux productions vivrières.

Les cultures européennes d'organisation récente (1920) comprennent des plantations de *coffea arabica*, *coffea robusta*, *coffea excelsa*, dans les riches régions volcaniques de l'ouest; les cultures de *ramie* de Pendja, les cultures bananières de Pendja-Loum; les plantations d'hévéa brésiliens de la Disengué.

Enfin on trouve de nombreuses essences fruitières d'importation (agrumes, manguiers, ananas).

2° Flore forestière.

Ce n'est pas une forêt vierge primaire au sens amazonien du mot, car partout l'exploitation des essences industrielles et les cultures ont entamé la grande sylvie primitive. Celle-ci s'appauvrit en essences précieuses surtout représentées par des méliacées, et s'enrichit en essences moins exigeantes et moins exploitées représentées surtout par des légumineuses.

Des peuplements différents caractérisent le bord des cours d'eau, les bas-fonds marécageux de la forêt, les clairières et les jachères anciennes (essences de lumière).

Dans la région côtière, en bordure du golfe de Guinée, on trouve la mangrove. Plus à l'intérieur apparaissent des peuplements de *Pandanus*. Au sud, vers Kribi, s'étendent de très belles plages de sable bordant la mer et couvertes de cocotiers, comme une île océanienne.

B. — Zone soudanaise.

Lorsqu'on quitte la grande forêt équatoriale, la physiologie de la végétation soudanaise apparaît peu à peu. Ce sont d'abord des galeries forestières de faciès guinéen. Elles occupent les bas-fonds et les gorges humides du plateau. Puis apparaissent bientôt les savanes à *imperata* et à *pennisetum* où se profile le rônier.

Des groupements boisés homogènes propres à la savane, des sous-bois de fougères, donnent une physionomie particulière à la forêt-parc au nord de la Sanaga. Parfois ce sont des boqueteaux isolés qui forment des îlots de verdure plus denses à côté d'une végétation rabougrie.

Plus au nord l'apparition de nouvelles espèces annonce la zone soudano-sahélienne de Garoua-Maroua.

Chaque année de vastes incendies détruisent les grandes herbes sèches de la savane et attaquent la maigre végétation boisée. Des réserves forestières avec des systèmes de pare-feu permettent de limiter les dégâts.

Cette région de grande transhumance de bovins est d'un faible intérêt économique par suite de son isolement géographique, de son climat et de l'appauvrissement même de son sol.

C. — Zone soudano-sahélienne.

Dès qu'on a passé la Bénoué à Garoua, l'aspect de la végétation change profondément avec l'apparition des mimosées épineuses et la disparition du bongossi de savane; ce sont maintenant les diverses espèces d'acacia, le karité, qui ont des stations limitées.

Des ficus isolés surgissent des broussailles pour apporter un peu d'ombre sur les argiles dénudées; au nord de Mora on trouve des peuplements de *Lampra Barteri*.

Le long des cours d'eau desséchés (mayos) des bouquets d'arbres jouissent d'une situation privilégiée. L'apparition d'une flore particulière annonce les sables alluvionnaires de la région sahélienne. On retrouve enfin dans les montagnes du Mandara toute une flore riche en espèces et distincte de celle de la plaine.

Les céréales (mil, fonio, maïs), la culture intensive de l'arachide pour l'exportation et surtout les nombreux produits de l'élevage font de cette région une des plus riches que l'éloignement condamne malheureusement à un certain isolement économique.

La région sahélienne proprement dite commence à Mora et s'étend jusqu'aux abords du lac Tchad.

LA FAUNE.

Le Cameroun a une faune extrêmement variée.

Les études sur la faune sont assez abondantes, mais on ne trouve toutefois de travaux zoogéographiques que sur les mammifères.

Les mammifères.

RÉGION DU SUD.

Zone de forêt primaire.

On y rencontre l'éléphant d'Afrique, l'hylochère, le potamochère, le bongo, le buffle nain de forêt dense. Parmi les anthropoïdes, le gorille, le chimpanzé; pour les autres : le colobas, le talapoin, etc...

Parmi les rongeurs, citons l'anomalure ou écureuil volant, l'aulacode, l'athérure. Parmi les ongulés, on rencontre peu de grandes espèces, mais les céphalophes et les néotragines sont fréquents.

Zone de forêt secondaire.

Elle est essentiellement située autour de Yaoundé et d'Akonolinga. On n'y rencontre plus ni éléphants, ni gorilles, ni chimpanzés, ni bongos, ni hylochères.

On distingue toutefois les régions suivantes :

Pays de Niang. — Aspect différent dû à l'altitude. Quelques éléphants et buffles seulement dans la région de M'Bo. Il semble qu'il n'y ait pas de gorilles. On y rencontre peu de grandes antilopes; seuls les guibs, les céphalophes subsistent; on y voit déjà de très rares oryxotéropes.

Pays de Yoko et de Bétaré. — L'aspect en est également modifié par l'altitude. La densité de la faune est relativement faible, sauf dans les vallées du Djerem, du Pangar et du Mocku. On y trouve les buffles, les guibs, les chimpanzés, les gorilles, les bongos; les hylochères font défaut. Très peu de céphalophes, d'éléphants et de potamochères. Les rongeurs abondent (surtout les muridés). Parmi les insectivores signalons le potamogale. Les carnivores sont bien représentés par le lion. C'est la limite sud de l'aire du chat doré et du serval.

RÉGION DU CENTRE.

Cette région comprend les plateaux de Ngaoundéré. La densité de la faune y est faible; les étendues libres sont fréquentes. Il y a eu là une action, très efficace, des populations et des épizooties anciennes pour la destruction de la faune. On ne voit plus d'éléphants et il y a peu de buffles. Par contre, presque toutes les grandes antilopes sont représentées dont l'élan de Derby. Parmi les rongeurs, il faut signaler le lièvre et les muridés. Les carnivores comprennent le cynhyène et le chat de Cafrerie. Les singes sont fréquents, mais le singe rouge et le tatalus sont rares. On signale des manteaux blancs.

RÉGION DU NORD.

C'est au bas des falaises du plateau de Ngaoundéré que commence cette région.

On y distingue deux zones, climatiques et zoologiques :

a) *Zone à climat soudanien*, s'étendant jusqu'au 11° parallèle Nord, vers Mora (Garoua, Mokolo, Maroua). C'est une zone très riche en faune sauvage. Les ongulés sont représentés par le rhinocéros noir, la girafe, le phacochère, l'élan de Derby. C'est l'aire d'habitat des bubales. Les carnivores comprennent en particulier des ratels et des chacals.

b) *Zone à climat sahélien* : elle s'étend sur les circonscriptions de Fort-Foureaux, pays de plantes épineuses et de terrains sablonneux. Parmi les ongulés, les girafes sont nombreuses : le cob de Buffon, les phacochères et les cobs onctueux sont fréquents. Les buffles sont très rares, décimés par les épizooties anciennes de peste bovine. Les céphalophes sont également très rares et représentés par le céphalophe couronné. C'est l'habitat du damalisque et des gazelles Korin. Parmi les rongeurs, les lièvres sont fréquents, on y rencontre aussi le porc-épie et le hérisson. Enfin, les carnivores sont nombreux : mangoustes, civettes, genettes, chats de Cafrerie, guépards, lynx et hyènes.

Il faut signaler aussi un exemple de faune forestière résiduelle sur les bords marécageux du Tchad avec le situtonga.

Les oiseaux.

Les déplacements continuels de ces animaux rendent les recherches plus complexes. La liste-inventaire des oiseaux du Territoire comporte (Reiss, 1945) 755 espèces dont ont été exclues celles qui n'ont été qu'aperçues. Signalons comme les plus intéressantes les espèces suivantes :

— *au sud* : la pintade noire, les râles pygmées, les tourterelles et les pigeons, les martinets (martinets épineux), les calaos crieurs, etc.;

— *au nord* : citons le cormoran à longue queue, les hérons, les aigrettes, les pique-bœufs, la cigogne épiscopale, le marabout, l'ibis sacré, les canards, les oies, les vautours, les éperviers, les busards, les grues et les tourterelles.

Enfin, signalons sur l'ensemble du Territoire des perroquets.

En tout 23 familles sont donc représentées parmi lesquelles il faut signaler des espèces de passage comme l'hirondelle. La faune avienne est intimement liée au milieu. La flore et les saisons jouent un grand rôle dans la répartition des espèces.

Les reptiles et les amphibiens.

Les reptiles et les amphibiens sont très nombreux au Cameroun. Le document le plus complet (F. Nieden, 1910) signale 66 espèces de reptiles et 83 espèces d'amphibiens, dont quatre seulement pour les Apodes (nombres portant sur l'ancien territoire du Cameroun allemand).

3 espèces de crocodiles sont signalées; 5 espèces de tortues, 2 espèces de varans et 11 espèces de caméléons.

Parmi les amphibiens, signalons 10 espèces de grenouilles et, pour l'ensemble de leur genre, 61 espèces. Les crapauds sont représentés par 3 espèces seulement.

La répartition des reptiles et amphibiens est très influencée par les conditions écologiques. Le caméléon existe partout avec une certaine localisation des espèces. Les chéloniens sont également bien répartis. Enfin on trouve surtout des crocodiles dans le sud et le sud-ouest du Territoire.

Les poissons.

La faune ichthyologique du Cameroun est bien connue par les travaux du professeur Th. Monod et il y a à son sujet de très bonnes monographies.

Poissons de la côte.

La répartition de la faune ichthyologique le long de la côte est très variable dans l'espace comme dans le temps. Le nombre d'espèces pour l'ensemble serait de 123.

Citons : la raie guitare, la raie perlée, la petite sardine, la sardine plate, le mullet, le capitaine, le brochet de mer, la dorade rouge, la perche de mer, le corb, l'otolith, la dorade tachetée, la sole tachetée, les silures, le poisson faucille, le poisson disque, la carangue dorée. La faune marine comporte encore des crabes, deux espèces de crevettes, la fausse écrevisse, etc...

Poissons des bassins côtiers.

C'est-à-dire les bassins du Wouri, de la Sanaga, du Nyong, du Ntem, etc... On y distingue, en quantité plus ou moins importante selon les saisons, quatre genres principaux groupant plus de 120 espèces.

Poissons des steppes soudanaises
(bassin du Niger et Tchad).

Les faunes en sont analogues, pauvres en espèces (70 à peine); signalons dans la Bénoué la raie-scorpion d'eau.

Les mollusques.

Nous signalerons pour le lac Tchad des planorbes, des ampullaris, des mélanis et des valvata; des pélecypodes sont connus. La faune côtière est riche en gastéropodes.

Les insectes.

Coléoptères (De Lisle, 1944).

Ils sont très répandus et représentés par 7 familles terrestres et 3 aquatiques.

Arachnides.

Nous citerons les scorpions et les solifuges; les mygalis sont caractéristiques.

Les termites et fourmis de toutes espèces abondent sur tout le Territoire, les mouches également (tsé-tsé) dans la forêt et jusque dans les environs de Yaoundé.

Les papillons de l'est et du sud sont assez bien connus grâce aux travaux de la Mission de délimitation entre le Cameroun et l'A. E. F. (Périquet, 1912-1914).

QUESTION 5.

Principaux événements survenus en 1946 et 1947.

I. — DOMAINE POLITIQUE.

Les derniers mois de l'année 1945 ont vu la création d'une première Assemblée locale instituée par décret du 9 octobre 1945 suivie de l'élection des premiers parlementaires du Cameroun, les 21 octobre et 4 novembre 1945. En 1946 avec la nouvelle Constitution, une nouvelle Assemblée locale a été créée par décret du 25 octobre 1946 et de nouveaux élus ont été choisis le 10 novembre 1946. En février 1947 le Cameroun a élu deux représentants au Conseil de la République, et en octobre 1947, cinq à l'Assemblée de l'Union Française.

L'Assemblée locale du Territoire a tenu deux sessions en 1947, en avril une session générale, en octobre une session plus spécialement consacrée au budget. La Commission permanente a siégé chaque mois quelques jours pour le règlement des affaires courantes.

En février 1947 le gouverneur général Delavignette, haut commissaire de la République, appelé aux fonctions de directeur des affaires politiques au Département, a quitté le Territoire; il a été remplacé par M. René Hoffherr, membre du Conseil d'Etat et directeur à la Présidence du Conseil, qui, après une longue carrière nord-africaine, a participé à la préparation de la Charte de San-Francisco et a siégé plusieurs mois à New-York, comme membre de la Délégation française à l'O. N. U.

II. — DOMAINE ÉCONOMIQUE.

Le mouvement coopératif s'est particulièrement développé en 1947; coopérative de production, de vente et de consommation : 14 coopératives ont été créées en 1947 dont

2 de consommation et 12 de production (agricoles), ce qui porte à 34 le nombre de celles qui existent au Cameroun.

Aux coopératives il convient également de rattacher les syndicats professionnels : 11 syndicats, la plupart agricoles, se sont constitués en 1947, ce qui porte à 76 le nombre des syndicats ou Unions de syndicats reconnus; 40 sont affiliés à la C. G. T., 22 à la C. F. T. C., 14 sont indépendants, parmi lesquels 8 sont des groupements patronaux. Le mouvement syndical C. F. T. C. dont la naissance au Territoire remonte à 1912 a été organisé définitivement en avril 1946.

III. — DOMAINE SOCIAL.

On peut ranger, sous cette rubrique, les réformes qui ont été réalisées tant dans le domaine du travail que dans celui de l'enseignement et de la justice, car elles sont inspirées du même souci d'émancipation et d'amélioration de la condition matérielle et morale des Africains.

La loi du 11 avril 1946 a interdit le travail forcé dans les territoires d'outre-mer; le Service de l'inspection du travail a été réorganisé au Cameroun par arrêté du 29 août 1946; il doit permettre de suivre désormais plus étroitement, grâce à un personnel spécialisé, les conditions matérielles d'existence des travailleurs, et de proposer les mesures que justifiera l'évolution de ces conditions; dans cet ordre d'idées ont été également instituées des commissions paritaires régionales prévues par circulaire du 9 septembre 1946 comportant à la fois des représentants des associations syndicales et des éléments patronaux; ces commissions aux cours de réunions dont la périodicité est prévue, établiront des propositions de rajustement de salaire, ou dresseront de simples procès-verbaux d'ajournement à la réunion suivante lorsque ne sera constaté aucun élément nouveau, ni aucune modification des indices du coût de la vie justifiant des augmentations.

La création des cadres communs comprenant les différents personnels européens et africains s'inspire également de cette idée qu'à égalité de titres tous les citoyens français et de l'Union Française, les administrés sous tutelle française ont accès aux mêmes cadres; le statut des fonctionnaires des cadres communs du Territoire a été fixé par un arrêté du 19 mars 1947 et l'organisation des divers cadres a fait l'objet d'arrêtés parus à la même date.

Dans le domaine de l'enseignement, un effort tout particulier a été accompli en ce qui concerne les bourses de formation et de perfectionnement dans la Métropole; en 1947, 48 candidatures ont été retenues pour les bourses de formation et 103 candidatures pour les bourses de perfectionnement, relevant des disciplines les plus variées, construction, beaux-arts, électricité, commerce, magistrature, administration, enseignement, etc...

Enfin, au point de vue justice, la disparition des peines de l'indigénat supprimé par décret du 20 février 1946, a été suivie d'une réforme de structure qui en était la conséquence logique, à savoir l'abolition de la justice indigène en matière pénale (décret du 30 avril 1946) et son remplacement par la loi pénale française appliquée par des juridictions françaises dont relèvent désormais également Africains et non-Africains; au cours de l'année 1947, la nouvelle justice pénale s'est progressivement installée et le Territoire s'est détaché des liens de dépendances qui l'unissaient encore à l'A. E. F. du point de vue judiciaire, par la création du Tribunal supérieur d'appel institué par décret du 27 novembre 1946.

B. — STATUT DU TERRITOIRE ET DE SES HABITANTS

STATUT DU TERRITOIRE.

QUESTION 6.

Quelles sont les bases de l'administration dans le droit international et dans le droit constitutionnel? Existe-t-il une loi organique par laquelle l'autorité chargée de l'administration a fixé et défini le statut du Territoire sous tutelle? Signaler les modifications qui ont pu être apportées à cette loi organique.

En droit international, les bases de l'administration sont constituées par les dispositions de l'Accord de tutelle approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 décembre 1946.

Cet Accord est devenu partie du droit français à la suite du décret du 29 janvier 1948 qui en a prescrit la publication.

Du point de vue du droit constitutionnel interne la France administre le Territoire selon la législation française conformément à l'article 4, paragraphe A, alinéa 1^{er}, de l'Accord de tutelle.

Il y a lieu de remarquer que le mandat exercé par la France sur le Cameroun lui accordait déjà les mêmes pouvoirs.

Cette législation doit être, en outre, maintenant conforme aux dispositions de l'Accord de tutelle et aux principes généraux de la Charte.

L'organisation administrative, territoriale et judiciaire a été définie dans son détail par un ensemble de textes qui ont été fournis en temps voulu dans les différents rapports à la Commission des mandats ou qui figurent en annexe au présent rapport.

QUESTION 7.

Quelle est la nature du système législatif, administratif et judiciaire et, en particulier :

- a) **La nature et la composition des organes législatifs (ou autres organismes représentatifs), exécutifs et judiciaires, en ce qui concerne notamment la participation de la population locale.**
- b) **La méthode selon laquelle est assurée la représentation populaire, en particulier, la capacité électorale et l'importance du corps électoral par rapport à la population totale;**
- c) **Les institutions du Gouvernement local et la mesure dans laquelle le Territoire jouit de l'autonomie législative, administrative et budgétaire?**

Définir l'étendue et le caractère des pouvoirs des organes législatifs et exécutifs ainsi que l'étendue et le caractère des pouvoirs de contrôle détenus et

exercés par le chef de l'administration et par d'autres fonctionnaires ou organismes officiels du Territoire.

1. La législation du Territoire est l'œuvre des autorités françaises par application de l'article 4, paragraphe A, alinéa 1^{er}, de l'Accord de tutelle qui déclare que l'autorité chargée de l'administration aura pleins pouvoirs de législation, d'administration et de juridiction sur le Territoire, et, sous réserve des dispositions de la Charte et du présent accord, l'administrera selon la législation française comme partie intégrante du Territoire français. Plus précisément elle est édictée par les autorités auxquelles la Constitution reconnaît compétence pour participer à l'élaboration des règles de droit. Ce sont : d'une part, le Président de la République, en vertu de l'article 31 de la Constitution; d'autre part, l'Assemblée nationale, le Président de la République et l'Assemblée de l'Union en application de l'article 72.

On notera enfin que le Président du Conseil, chargé par l'article 47 d'assurer l'exécution des lois est également habilité à intervenir pour préciser les modalités d'application des lois introduites au Cameroun.

A côté de ces dispositions générales à l'élaboration desquelles les représentants du Cameroun prennent part, il existe une réglementation locale résultant d'arrêtés du Haut Commissaire. Ici encore la population du Territoire est appelée à faire connaître ses vues lorsqu'il s'agit de matières qui ne peuvent être réglées qu'après délibération ou avis de l'Assemblée représentative en vertu des articles 33 à 47 du décret du 25 octobre 1946.

2. L'examen du régime législatif fait donc apparaître une constante participation des élus du Territoire à l'œuvre législative ou réglementaire. Il y a là un fait nouveau. Jusqu'à la guerre la législation applicable au Cameroun était élaborée, comme les termes du mandat le permettaient et pour sa plus grande partie, par des décrets gouvernementaux. En matière réglementaire, l'administration locale était le fait du Commissaire de la République qui pouvait, dans certains cas, prendre simplement l'avis des notables du pays. Ce système a été profondément modifié et, sans renoncer à la consultation des notables qui restent socialement considérables, la France a tenu à introduire, dans ce Territoire, les premiers éléments d'un régime représentatif basé sur l'élection, afin d'assurer aux habitants une participation active à la conduite des affaires du pays.

Le système électoral en vigueur peut se résumer ainsi :

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Au Cameroun les électeurs sont groupés en deux collèges, dont l'un comprend les citoyens de statut français et l'autre les citoyens qui ont conservé leur statut personnel. Le suffrage universel s'applique aux électeurs de statut français. En revanche, c'est d'après le système des capacités qu'est établie la liste des électeurs du 2^e collège.

Le corps électoral de ce collège comprend :

1° Les notables évolués;

2° Les membres et anciens membres d'assemblées locales;

3° Les membres et anciens membres justifiant de deux ans de présence dans des coopératives ou syndicats, les membres et anciens membres des conseils d'administration des sociétés indigènes de prévoyance;

4° Les titulaires de distinctions honorifiques françaises ou locales;

5° Les fonctionnaires titulaires ou auxiliaires, ceux qui occupent ou ont occupé pendant deux ans au moins un emploi stable dans un établissement commercial, agricole, artisanal ou industriel, ou qui possèdent un carnet de travail;

6° Ceux qui justifient savoir lire le français;

7° Les membres ou anciens membres des juridictions indigènes;

8° Les ministres des cultes;

9° Les militaires ou anciens militaires des armées de terre, de mer et de l'air;

10° Tous les commerçants, industriels, planteurs et artisans et en général tous les titulaires d'une patente;

11° Tous les chefs de collectivités indigènes et les chefs de village;

12° Tous les propriétaires d'immeubles assortis d'un titre;

13° Tous les titulaires d'un permis de chasse ou d'un permis de conduire.

L'élection a lieu au scrutin uninominal à un tour (loi du 5 octobre 1916).

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE.

Les conseillers de la République représentant le Cameroun sont élus par l'Assemblée représentative au scrutin majoritaire à deux tours. La majorité absolue n'est exigée qu'au 1^{er} tour (loi du 27 octobre 1916).

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE.

Elle est élue selon la méthode du double collège par le même corps électoral que celui prévu pour les élections à l'Assemblée nationale. La désignation des délégués à l'Assemblée s'opère au scrutin de liste majoritaire à deux tours.

On signalera enfin que la réorganisation de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Cameroun, qui sera incessamment réalisée, prévoit l'élection de tous les membres par un corps électoral élargi.

Ce système aboutit numériquement aux résultats suivants :

1 ^{er} collège.....	2.590
2 ^e collège.....	39.615

42.205 électeurs pour une population totale d'environ 2.800.000 habitants, soit approximativement un électeur pour 67 habitants.

3. L'aménagement des pouvoirs du représentant sur place de l'exécutif se caractérise aujourd'hui par une déconcentration et une décentralisation plus grandes.

Dans le domaine international, la France assure la défense et la représentation des intérêts du Cameroun.

En ce qui concerne le droit interne, le pouvoir exécutif appartient à l'autorité française (Président de la République, Président du Conseil des Ministres, Ministre de la France d'outre-mer et Haut Commissaire) mais l'évolution

actuelle est marquée par l'extension des pouvoirs du Haut Commissaire, chef du Territoire. Dépositaire des pouvoirs de la République, il représente sur place la France et dirige les services administratifs du Territoire. En cette qualité, il dispose de pouvoirs importants. L'institution d'une Assemblée représentative a d'ailleurs modifié sa situation, en fonction des attributions propres à cette Assemblée.

L'action du Haut Commissaire s'exerce de plus en plus en collaboration avec la représentation du pays. Leur collaboration est assez voisine de celle qui existe en France entre le préfet et le conseil général; cette politique ne tend pas vers une application du système du « responsable government ». Juridiquement, le Haut Commissaire n'est pas responsable de sa politique devant l'Assemblée locale; il ne relève que de l'autorité française.

4. Ce régime de collaboration va se préciser en examinant le statut de l'Assemblée représentative. Cet organisme élu dans les conditions ci-dessus indiquées, groupe 40 membres, dont 16 appartiennent au collège des membres français et 24 à celui des membres camerounais. Les « délégués à l'Assemblée » sont élus pour cinq ans et indéfiniment rééligibles. Ils tiennent chaque année deux sessions ordinaires, dont la durée maximum est d'un mois. Ils peuvent en outre être réunis extraordinairement. L'Assemblée élit son bureau et elle est maîtresse de son règlement.

Chargée de la gestion des intérêts propres au Territoire, elle est appelée à connaître la plupart des problèmes d'administration que soulève la vie du pays; sans doute peut-elle correspondre directement avec le Ministre et lui faire part de ses observations concernant la situation du Territoire, il n'en reste pas moins que son champ d'action est limité aux tâches administratives.

L'Assemblée remplit sa mission en prenant des délibérations, qui sont le plus souvent définitives, en émettant des avis sur la demande de l'administration ou en adoptant des vœux de sa propre initiative. Le titre III du décret du 25 octobre 1915 énumère les affaires pour lesquelles l'intervention de l'Assemblée est obligatoire. La simple lecture de ce texte fait apparaître l'étendue de la collaboration que l'Assemblée apporte au Haut Commissaire en tant que chef des services publics du Territoire et peut même discuter les crédits prévus pour les dépenses obligatoires.

Cette compétence est cependant limitée par un système de contrôle, comparable à celui que le droit commun administratif admet dans la métropole. Il est exercé par les autorités exécutives; le plus souvent, il comporte la collaboration du Conseil d'Etat qui, chargé par le législateur de prendre part à la rédaction des textes organiques concernant les Assemblées locales d'outre-mer, est appelé de ce fait à en faire assurer l'application correcte.

Le Haut Commissaire prononce la nullité des actes de l'Assemblée intervenus en dehors des sessions ou hors du lieu des séances (art. 30, décret du 26 octobre 1916).

Les délibérations concernant le tarif des impôts et taxes sont définitives par elles-mêmes, mais elles ne peuvent être mises à exécution que si l'annulation n'en a pas été demandée et obtenue (art. 36, 2°).

Enfin les délibérations relatives au mode d'assiette et aux règles de perception des impôts et taxes ne peuvent être appliquées qu'après avoir été approuvées par un décret en Conseil d'Etat (art. 37, 1°).

Ce contrôle, qui s'exerce dans des délais limités, n'est nullement arbitraire; il repose sur un ensemble de traditions juridiques et de règles de droit et l'intervention du Conseil d'Etat constitue une garantie supplémentaire pour l'Assemblée.

Cette dernière élit chaque année une commission permanente qui se réunit une fois par mois et qui est chargée de suivre l'application des délibérations de l'Assemblée. Cette commission est l'instrument efficace de la collaboration des élus et de l'administration; en effet, elle ne se contente pas d'une mission de surveillance, elle a le pouvoir de décider au lieu et place de l'Assemblée, dans les limites de la délégation qui lui a été faite.

5. L'évolution municipale trouve son origine dans un décret du 23 avril 1941 organisant le régime des communes mixtes du Cameroun. En application de ce texte, un arrêté du 25 juin 1945 a créé des communes à Douala et à Yaoundé. Ces villes sont administrées par une commission municipale désignée par le Haut Commissaire et que préside un administrateur-maire.

Une nouvelle étape sera prochainement franchie qui conduira à l'élection d'un conseil municipal à Douala.

Il est enfin dans les vues de la puissance tutrice de développer la participation des habitants à la gestion des affaires de leur cité; c'est pourquoi l'on envisage la création de nouvelles communes dans quelques centres importants.

6. L'exposé du régime judiciaire sera fait en réponse aux questions 28 à 31 du paragraphe G. Il suffira d'indiquer que l'organisation judiciaire repose, ici comme en France, sur le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires. De récentes réformes viennent à l'appui de cette indication.

Le régime de l'indigénat, qui permettait à l'administration de sanctionner par des peines d'amendes ou d'emprisonnement les infractions aux règlements, a été supprimé par les décrets des 22 décembre 1945 et 20 février 1946.

Dans ce même domaine, le rapprochement avec le système métropolitain a été également accentué par la suppression des tribunaux répressifs indigènes dont les attributions ont été transférées aux juridictions européennes, les tribunaux civils indigènes conservant leur compétence. D'autre part, les juridictions européennes jugent conformément à la législation applicable devant elles, c'est-à-dire conformément au Code pénal métropolitain (décret du 30 avril 1946).

Cette réforme, extrêmement délicate à réaliser parce qu'elle substitue à la personnalité des lois le principe de la territorialité, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1946; elle a d'ailleurs été accompagnée d'un certain nombre de mesures transitoires que l'importance de l'innovation rendait nécessaires.

STATUT DES HABITANTS.

QUESTION 8.

Quel est le statut national spécial qui a été conféré aux autochtones? Quel est le terme consacré par le droit ou par l'usage pour désigner ce statut spécial et comment ce terme est-il défini?

QUESTION 9.

De quelle nature est la citoyenneté conférée aux habitants des deux sexes et quels sont les droits et devoirs afférents à cette citoyenneté?

La France a suivi, dans ce domaine, les principes définis par la résolution qu'avait adoptée, le 23 avril 1923,

le Conseil de la S. D. N. et qui concerne le statut national des habitants indigènes d'un territoire sous mandat B et C.

Les Camerounais placés sous la tutelle française ne se sont pas vu conférer un statut national spécial, mais ils ont conservé le statut qu'ils possédaient lorsque le territoire était sous mandat; ils sont désignés maintenant par le terme « administrés sous tutelle française ».

Ce statut est distinct de celui des nationaux de la puissance administrante et les Camerounais ne peuvent être admis dans la nationalité française que s'ils ont présenté une demande de naturalisation.

Toutefois les Camerounais sous tutelle française jouissent sans aucune restriction des droits et libertés garantis par le Préambule de la Constitution française.

QUESTION 10.

La population du Territoire jouit-elle, dans le territoire métropolitain, de l'autorité chargée de l'administration et dans ses colonies, protectorats ou autres territoires placés sous sa dépendance, des mêmes garanties, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, que la population desdites colonies, protectorats et autres territoires placés sous la dépendance de l'autorité en question? Dans la négative, quel est le traitement qui leur est accordé à cet égard?

Les Camerounais bénéficient, en France et dans les dépendances françaises, d'une protection de leur personne et de leurs biens, semblable à celle dont profitent les populations des autres territoires sous dépendance française.

QUESTION 11.

Quel est le statut des collectivités d'immigrants?

Il n'existe pas de réglementation de l'immigration collective. En fait, l'apport étranger résulte d'entrées individuelles régies par le décret du 7 octobre 1930 qui concerne l'admission et le séjour des Français et étrangers au Cameroun et qui prévoit les sanctions pénales et donne au Haut Commissaire la possibilité de refouler les personnes qui contreviendraient à ces dispositions.

1° *Admission.* — Pour être admis à pénétrer sur le Territoire il faut produire un passeport régulièrement établi et visé par les autorités compétentes, fournir un extrait du casier judiciaire, présenter un certificat médical de non-contagion, enfin disposer d'un cautionnement de rapatriement (1) (décret de 1930, art. 1 à 3).

2° *Résidence.* — Pour résider au Cameroun, il faut faire viser son passeport à l'arrivée et établir une déclaration de résidence; une carte d'identité est ensuite délivrée ainsi qu'un récépissé de versement du cautionnement ou de la déclaration de caution (décret de 1930, art. 6 à 12).

3° *Sortie.* — Elle doit être précédée d'une déclaration de sortie.

Enfin le décret du 15 juin 1927 donne au Haut Commissaire le droit d'expulser tout Français ou étranger dont la présence serait nuisible à l'ordre public dans le Territoire.

(1) Ou de la garantie d'une personne connue, établie au Territoire.

Un décret du 13 octobre 1937 règle l'émigration et l'immigration des indigènes dans le même esprit de libéralisme.

ÉTAT CIVIL INDIGÈNE.

QUESTION 12.

Y a-t-il un registre de l'état civil dans le Territoire? L'enregistrement des naissances et des décès est-il obligatoire? S'il y a des exceptions, pour quelles raisons? Jusqu'à quel point a-t-on réussi à faire appliquer les règlements relatifs à l'état civil?

1° L'état civil européen est réglementé par un arrêté du 8 janvier 1935 qui prévoit l'institution de centres d'état civil dans chaque subdivision excéntrique (1). Les fonctions d'officier d'état civil sont tenues par le chef de région ou de subdivision, qui les exerce conformément au Code civil.

2° L'organisation de l'état civil indigène résulte de l'arrêté du 16 mars 1935. Cet état civil ne concerne que les personnes ayant conservé le statut coutumier.

Il existe trois sortes de registres : l'un pour les naissances, reconnaissances et adoptions; l'autre pour les décès et le dernier pour les mariages. Les deux premiers comportent une souche et un volant au déclarant; le troisième comporte deux volants destinés aux conjoints.

La rectification et la reconstitution d'actes d'état civil ne peuvent résulter que d'un jugement rendu par le tribunal du 1^{er} degré dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être enregistré.

Les énonciations des actes sont fixées par les articles 11 à 21 de l'arrêté de 1935 auquel il suffit de renvoyer.

Les actes d'état civil sont enregistrés dans des centres créés par le Haut Commissaire sur proposition des chefs de région. A leur tête sont placés des officiers de l'état civil choisis parmi les chefs indigènes en fonctions qui agissent sous l'autorité des chefs de subdivisions (art. 25 à 27).

L'obligation de faire enregistrer, dans un centre, les actes d'état civil résulte d'arrêts du Haut Commissaire pris pour chaque circonscription au fur et à mesure de l'organisation des centres. Le défaut d'enregistrement donne lieu, lorsque ce dernier est obligatoire, à l'application des pénalités prévues aux articles 28 à 32 de l'arrêté de 1935.

Le tableau ci-après donne l'état actuel des centres d'état civil indigène.

La répartition des centres, dont le nombre a été accru, a fait l'objet de modifications destinées à en assurer un meilleur fonctionnement.

Le développement de l'état civil repose sur l'éducation de la masse qui ne s'opère que lentement. Néanmoins les Africains reconnaissent de plus en plus l'intérêt qu'offre pour eux l'état civil. Les agents indigènes sont strictement contrôlés et ils comprennent mieux l'étendue de leurs responsabilités.

Dans son ensemble le système fonctionne convenablement et la puissance tutrice s'attache à l'étendre aux zones non encore touchées et à le rendre de plus en plus exact dans les circonscriptions où il est déjà en application.

RÉGIONS.	SUBDIVISIONS.	TOTAL DES CENTRES.
Wouri.	Douala. 2	2
Nyong et Sanaga.	Yaoundé. 44	111
	M'Balmayo. 11	
	Nanga-Eboko. 13	
	Saa. 14	
	Akonolinga. 26	
M'Bam.	Bafia. 19	29
	Yoko. 6	
	Ndikinimeki. 4	
Bamoun.		17
Sanaga Maritime.	Edéa. 10	27
	Esséka. 9	
	Babimbi. 8	
N'Tem.	Ebolowa. 11	35
	Sangmélima. 11	
	Anbani. 9	
	Djoum. 4	
Mungo.	M'Banza. 8	37
	N'Kongsamba. 10	
	Yabassi. 19	
Nord Cameroun.		6
Bénoué.		3
Adamaoua.		4
Kribi.	Kribi. 12	24
	Lolodorf. 10	
	Campo. 2	
Haut-Nyong.	Abong-Mbang. 3	21
	Doumé. 8	
	Lomé. 10	
Lom et Kadéï.	Batouri. 3	11
	Bertoua. 5	
	Betaré-Oya. 1	
	Yokadouma. 2	
Bamileke.	Dechang. 34	85
	Bafang. 22	
	Bafoussam. 17	
	Bangangté. 12	

Enregistrement des actes d'état civil.

Wouri.	} Régions où l'enregistrement des actes d'état civil indigène est obligatoire dans toutes les circonscriptions.
Mingo.	
Bamileke.	
Bamoun.	
Nyong et Sanaga.	
Haut-Nyong.	
Kribi.	} Régions où l'enregistrement n'est obligatoire que dans les circonscriptions dotées d'un centre d'état civil.
Sanaga Maritime.	
N'Tem.	
M'Bam.	
Lom et Kadéï.	
Bénoué.	
Nord Cameroun.	} Région où l'enregistrement obligatoire n'a pas encore été mis en application.
Adamaoua.	

(1) Ces centres existent actuellement dans chaque région ou subdivision.

C. — RELATIONS INTERNATIONALES ET RÉGIONALES

QUESTION 13.

Enumérer les traités, conventions et autres accords internationaux qui s'appliquent au Territoire. Indiquer dans chaque rapport annuel lesquels de ces traités, conventions et autres accords ont été conclus au cours de l'année sous revue.

QUESTION 14.

Quelles dispositions l'autorité chargée de l'administration a-t-elle prises en ce qui concerne la coopération du Territoire avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées?

QUESTION 15.

Quelle a été l'activité exercée dans le Territoire par les institutions non gouvernementales de caractère international?

QUESTION 16.

Quelle coopération et quelles relations d'ordre général, ont, le cas échéant, été établies avec des Territoires voisins relevant de l'autorité chargée de l'administration ainsi qu'avec d'autres Territoires, en matière politique, administrative, économique, scientifique, technique et culturelle?

QUESTION 17.

Quelles sont les dispositions qui, le cas échéant, ont été prises pour associer ou fédérer le Territoire avec d'autres territoires en matière douanière, fiscale ou administrative?

I.

Le tableau ci-après donne, par année, la liste des principaux accords internationaux qui ont été mis en vigueur au Cameroun, ainsi que les lois ou décrets pris pour leur ratification ou leur introduction. Les actes qui ne comportent pas de spécification ont trait aux relations économiques.

1922.

Convention avec l'Angleterre sur les actes de procédure du 2 février 1922 (D. 8-7-32).

1926.

Convention de Genève sur l'esclavage du 25 septembre 1925 (D. 8-7-31).

1927.

Convention radiotélégraphique de Washington du 25 décembre 1927 (D. 27-8-27).

1928.

Convention aérienne avec l'Espagne du 22 mars 1928 (D. 25-4-28; D. 9-3-33).

Convention avec l'Autriche (D. 30-7-28).

Convention avec la Belgique et le Luxembourg du 29 février 1928 (D. 13-3-28).

Convention de Rome pour la protection des œuvres artistiques du 2 juin 1928 (D. 21-12-33).

1929.

Convention consulaire et d'établissement franco-yougoslave du 30 janvier 1929 (D. 23-10-31).

Convention avec la Yougoslavie du 30 janvier 1929 (D. 4-11-31).

Convention de l'Union postale universelle du 28 juin 1929 (D. 3-5-32; D. 17-11-33; D. 25-11-32).

Convention avec la Hongrie du 21 décembre 1929 (D. 3-5-31; D. 9-5-33; D. 8-6-33).

1929.

Convention de Varsovie sur les transports aériens internationaux du 12 octobre 1929 (D. 25-7-33).

Convention avec la Grèce du 11 mars 1929 (D. 23-3-39).

Convention avec Cuba du 6 novembre 1929 (D. 12-6-29).

Convention avec la Turquie du 29 août 1929 (D. 14-10-31).

Convention de Genève sur les blessés et malades militaires du 27 juillet 1929 (D. 11-2-40).

1930.

Convention franco-yougoslave du 12 mars 1930 (D. 1-10-37).

Convention de commerce avec la Roumanie du 27 août 1930 (D. 21-5-32).

Accord de Lisbonne d'octobre 1930 sur le balisage (D. 5-10-33).

Accord avec le Portugal du 20 décembre 1930 (D. 15-4-31).

1931.

Accord avec le Brésil du 9 septembre 1931 (D. 26-10-31).

Arrangement avec la Grèce du 23 mai 1931 (D. 7-11-31).

Accord avec la Grèce du 23 mai 1931 (D. 2-8-31).

Accord avec l'Allemagne du 3 février 1931 (D. 16-8-31).

Convention de Genève sur le contrôle des stupéfiants (D. 30-6-33).

1932.

Convention internationale des télécommunications des 9-10 février 1932 (D. 31-3-38).

Convention franco-roumaine du 15 janvier 1932 (D. 15-2-32; L. 30-4-32).

Convention avec le Portugal du 12 juillet 1932 (D. 5-10-32; D. 17-3-34).

1933.

Accord franco-canadien du 12 mai 1933 (D. 8-5-33).

Accord avec la Finlande du 20 février 1933 (D. 1-3-33).

Accord franco-tchécoslovaque du 12 mai 1933 (D. 15-6-33).

Accord avec l'Esthonie du 27 avril 1933 (D. 1-7-33).

Accord avec l'Autriche du 9 juin 1933 (D. 1-8-33).

Modus vivendi avec la Turquie du 27 juillet 1933 (D. 6-8-33).

Accord avec la Grèce du 3 juillet 1933 (D. 5-9-33).

Accord avec la Belgique du 29 juillet 1933 (D. 6-9-33).

1934.

Arrangement relatif aux échanges commerciaux franco-allemands du 28 juillet 1934 (D. 28-12-34; D. 16-2-35; D. 4-5-35; D. 10-7-35).

Arrangement franco-espagnol du 21 décembre 1934 (D. 30-4-37).

Convention de l'Union postale universelle du 20 mars 1934 (D. 28-9-36).

Accord avec le Canada du 29 septembre 1934 (D. 29-9-34).

Convention avec la Suisse du 29 mars 1934 (D. 10-8-34; D. 18-7-34; D. 30-3-34).

Accord avec l'Allemagne du 28 juillet 1934 (D. 29-7-34; D. 28-7-34).

Accord avec l'Espagne (D. 6-3-34).

1935.

Arrangement commercial franco-canadien (D. 4-3-35).

Arrangement commercial avec l'Union belgo-luxembourgeoise du 6 avril 1935 (D. 6-4-35).

Traité de commerce avec les Pays-Bas du 28 mai 1935 (D. 10-8-35).

Modus vivendi franco-turc du 6 août 1935 (D. 10-8-35).

Accord avec l'Espagne du 21 décembre 1935 (D. 21-12-35).

Accord avec l'Afrique du Sud du 17 décembre 1935 (D. 20-1-36).

Convention internationale pour l'unification des méthodes d'analyse des vins du 5 juin 1935.

Accord commercial avec la Pologne du 18 juillet 1935 (D. 29-9-35).

1936.

Accord avec le Canada du 20 mars 1936 (D. 28-3-36).

Convention franco-dominicaine du 4 mars 1936 (D. 28-9-36).

Accord avec la Pologne du 1^{er} juillet 1936 (D. 9 et 18-7-36).

Convention avec la Suisse du 29 mars 1936 (D. 29-9-36).

Modus vivendi franco-italien du 11 août 1936 (D. 1-12-36; D. 17-8-36; D. 9-1-37; D. 30-6-37; D. 29-12-37; D. 31-1-38; D. 31-3-38).

Arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 (D. 29-12-36).

1937.

Accord franco-canadien du 31 juillet 1937 (D. 5-8-37).

Accord franco-allemand du 10 juillet 1937 (D. 15-7-37).

Convention internationale sur la radiodiffusion du 23 mars 1936 (D. 1-6-38).

Convention commerciale franco-suisse du 31 mars 1937 (D. 13-4-37).

Traité de commerce franco-polonais du 22 mai 1937 (D. 22-5-37; D. 31-5-37; D. 31-12-37).

Convention franco-lettonne du 1^{er} octobre 1937 (D. 31-10-37).

Convention franco-esthonienne du 16 octobre 1937 (D. 26-11-37).

Convention d'extradition franco-équatorienne du 13 avril 1937 (D. 7-3-38).

1938.

Convention franco-équatorienne du 31 octobre 1938 (D. 15-12-38).

Accord franco-allemand du 2 août 1938 (D. 31-3-39).

1939.

Accord de paiement franco-polonais (D. 31-3-39).

Arrangement franco-yougoslave du 10 février 1939 (D. 31-3-39).

Convention franco-finlandaise du 26 juin 1939 (D. 13-7-39).

Convention postale du 23 mai 1939 (D. 23-6-47).

Accord avec la Yougoslavie du 30 décembre 1939 (D. 30-12-39).

Accord avec la Turquie du 23 août 1939 (D. 27-1-40).

1940.

Accord avec l'Espagne du 18 janvier 1940 (D. 20-1-40).

Accord avec la Grèce du 31 janvier 1940 (D. 3-2-40).

Accord avec la Hongrie du 27 février 1940 (D. 28-2-40).

Accord avec l'Italie du 6 mars 1940 (D. 29-3-40).

Aucun accord spécial au Cameroun n'a été conclu en 1946, en dehors de l'accord de tutelle; mais le Territoire a bénéficié des arrangements internationaux conclus par la France dans le domaine du commerce extérieur et sur lesquels des précisions seront données en réponse à la question n° 66.

II.

COOPÉRATION DU TERRITOIRE AVEC LES ORGANES DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES.

La puissance tutrice a représenté les intérêts du Territoire dans les différentes réunions des commissions du Conseil économique et social et des institutions spécialisées diverses où ont été débattues les questions intéressant les Territoires sous tutelle et les Territoires dépendants. En particulier, le Territoire a commencé la préparation, pour ce qui le concerne, de l'inventaire forestier mondial demandé pour 1950 par la F. A. O. Il a donné toute documentation utile aux représentants de la France à la Conférence de l'U. N. E. S. C. O. qui s'est tenue à Mexico en 1947 et au cours de laquelle ont été discutés les problèmes de l'éducation fondamentale.

C'est dans le cadre de cette coopération de la puissance tutrice avec les divers organismes internationaux que le Territoire sera appelé à étendre ses liens avec ceux-ci dans la poursuite des fins du régime de tutelle. Aucune mission d'un organisme international n'a été jusqu'ici appelée dans le Territoire.

III.

COOPÉRATION RÉGIONALE EN MATIÈRE POLITIQUE, ADMINISTRATIVE, SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET CULTURELLE.

Le Cameroun a participé, comme les autres territoires français d'Afrique ou placés sous l'administration fran-

caise, à la politique de mise en œuvre de la coopération régionale et interafricaine sur le plan technique.

a) *Sur le plan régional.*

Le Cameroun, de par sa situation géographique, entretient les relations les plus étroites avec la Nigeria et avec les autres territoires français tels que l'A. E. F.

Dans le cadre régional le Cameroun a participé aux différentes conférences qui ont groupé techniciens français et britanniques et observateurs belges, libériens et portugais quand cette participation présentait un intérêt technique, au cours des années 1946 et 1947. En mai 1946, la Conférence vétérinaire de Dakar groupait des techniciens des territoires français et sous administration française, ainsi que ceux des territoires britanniques de la Côte-Ouest. Les sujets traités comportaient essentiellement la coordination de la recherche, de l'action contre les épizooties, et le problème du mouvement du bétail. En novembre 1946, la Conférence médicale d'Accra à laquelle le Cameroun était représenté par le chef de son Service de santé, a mis sur pied un projet détaillé de coopération scientifique et pratique entre les services médicaux des territoires britanniques et des territoires français voisins. Les laboratoires du Cameroun ont été articulés aux autres laboratoires français et britanniques pour les analyses et la préparation de différents vaccins.

Afin de faciliter la coopération technique dans les différents domaines envisagés, la France et la Grande-Bretagne ont décidé d'améliorer les communications routières, ferroviaires, téléphoniques et télégraphiques entre leurs

territoires respectifs. La Conférence des communications de Dakar, en avril 1947, a, entre autres problèmes, examiné la question des liaisons entre le Cameroun français, le Cameroun britannique et la Nigéria. Des recommandations ont été faites qui donnent lieu maintenant à une mise en œuvre coordonnée des services compétents de la Nigéria et du Cameroun.

b) *Sur le plan interafricain.*

Le Cameroun comme les autres territoires français, et administrés français, est appelé à participer à la collaboration interafricaine établie entre les principales puissances responsables en Afrique Noire sur les questions techniques d'intérêt commun. En février 1948 sont prévues les Conférences interafricaines sur la tsé-tsé et la Conférence anglo-franco-belge sur le travail. En septembre et octobre auront lieu la Conférence interafricaine des sols au Congo belge et la Conférence interafricaine de la peste bovine en Afrique-Orientale britannique.

Ainsi, dans le cadre régional, comme dans le cadre panafricain, le Cameroun est appelé à prendre part à la large coopération technique qui, aux simples relations de bon voisinage, tend à ajouter des programmes d'action commune dans les laboratoires comme sur le terrain.

Cette coopération internationale complète celle déjà établie entre les différents territoires et fédérations placés sous l'administration française qui a permis, en particulier, la formation de personnel africain dans les établissements d'enseignement supérieur de l'Afrique-Occidentale française.

D. — PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES ; ORDRE PUBLIC

PAIX ET SÉCURITÉ INTERNATIONALES.

QUESTION 18.

Quelles obligations l'autorité chargée de l'administration a-t-elle assumées à l'égard du Conseil de sécurité en ce qui concerne le Territoire?

Ces obligations sont celles qui découleraient de l'application de l'article 4, B, 2 de l'Accord de tutelle. A l'heure actuelle, aucun accord précis n'est intervenu et aucune demande du Conseil de sécurité n'a été adressée au Gouvernement français.

MAINTIEN DE L'ORDRE PUBLIC.

QUESTION 19.

Quelles sont les forces entretenues en vue du maintien de l'ordre intérieur? Quels sont leurs organisation, recrutement, conditions de service, nationalité, équipement et ressources? Quel est le montant des dépenses annuelles afférentes au maintien de l'ordre public? Indiquer les armes et les munitions importées pendant l'année pour les besoins locaux.

I. — GENDARMERIE ET GARDE CAMEROUNAISE (force auxiliaire autochtone de police).

Personnel européen. — Officiers : 2; sous-officiers : 46 (gendarmes).

Personnel africain. — Gardes : 900.

Recrutement.

Nul ne peut être admis dans le corps de la garde camerounaise s'il ne réunit pas les conditions suivantes :

1° Être citoyen de l'Union Française ou administré français;

2° Être en position militaire régulière eu égard au statut dont il relève;

3° Jouir de ses droits civils et politiques;

4° N'avoir encouru aucune condamnation, justifier d'une bonne conduite et d'une bonne moralité;

5° Être âgé de 20 ans au moins et 25 ans au plus;

6° Avoir une taille minimum de 1 m. 70;

7° Savoir parler et comprendre le français;

8° Être vigoureusement constitué et satisfaire à une visite médicale d'incorporation et à un examen d'aptitude sportive.

Pour les anciens militaires, la limite d'âge peut être

reculée d'une année par année de service militaire accomplie dans la limite de cinq années.

Budget.

Personnel. 26.510.000 francs.

Matériel. 15.809.000 francs.

TOTAL..... 42.319.000 francs C. F. A.

II. — POLICE ET SÛRETÉ.

Personnel européen. — 15, dont 8 gendarmes détachés. Secrétaires : 5.

Personnel autochtone. — Agents de police : 493.

Armement.

Néant.

Budget.

Personnel. 13.709.000 francs.

Matériel. 4.980.000 francs.

TOTAL..... 18.689.000 francs C. F. A.

Recrutement.

1° Être de statut africain.

2° Être âgé de 20 ans au moins et 25 ans au plus (1).

3° Savoir parler et comprendre le français.

4° Présenter toutes garanties de moralité.

5° Satisfaire à un examen d'aptitude physique dont les épreuves sont fixées par le directeur de la Sûreté générale.

III.

La Puissance tutélaire entretient sur le Territoire des forces militaires de l'importance d'un bataillon dont l'emploi pour le maintien de l'ordre ne serait envisagé qu'après utilisation totale des forces de police, en cas de nécessité absolue, et conformément à la réglementation sur la réquisition des forces armées par les autorités civiles.

QUESTION 20.

Y a-t-il eu des cas de violence ou de désordre collectifs qui aient nécessité l'emploi de forces de police ou de forces militaires? Quelles ont été les causes de ces violences ou de ces désordres? Quelles mesures ont été prises à l'égard de ces manifestations et pour en supprimer les causes?

Il n'y a pas eu en 1947 dans ce Territoire de cas de violence ou de désordre collectifs qui aient nécessité l'emploi de forces de police ou de forces militaires.

(1) Pour les anciens militaires, la limite d'âge peut être reculée d'une année par année de service accomplie dans la limite de cinq années.

E. — PROGRÈS POLITIQUE

ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

QUESTION 21.

Quelles mesures législatives ou autres ont été prises pendant l'année pour favoriser, conformément à l'article 76 b) de la Charte, le progrès politique du Territoire spécialement vers la capacité à s'administrer lui-même ou vers l'indépendance?

La Constitution du 27 octobre 1946 proclame que tous les ressortissants de l'Union française ont la qualité de citoyens de cette Union qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de ladite Constitution.

Ces droits et libertés sont étendus sans aucune restriction aux habitants du Cameroun.

Comme il est dit en réponse à la question 6, la législation applicable au territoire est élaborée dans les mêmes conditions que celle applicable aux territoires d'outre-mer composant la République française. Elle est basée sur les mêmes principes qui sont ceux proclamés par le préambule de la Constitution. Les droits et libertés garantis par ce préambule sont donc également à la base de la réglementation appliquée au Cameroun.

Le progrès politique des habitants du Territoire a été favorisé d'une façon indiscutable par l'ensemble des mesures énumérées ci-dessous qui leur ont permis d'élire leurs représentants aux Assemblées métropolitaines et locales dans les mêmes conditions que les citoyens de la République française. Ils participent donc à la vie politique de la République comme n'importe lequel de ses ressortissants métropolitains ou autres. Plus particulièrement la création d'une Assemblée locale aux pouvoirs très étendus les fait participer directement à la gestion de leurs propres affaires et à l'administration du Territoire.

QUESTION 22.

Indiquer brièvement, si possible par un schéma, la structure de l'administration du Territoire, en donnant le détail du personnel, des responsabilités et des fonctions de chaque service.

Les textes des décrets du 23 mars 1921 et du 4 mai 1946 déterminant les attributions, les pouvoirs du Haut Commissaire, des arrêtés du 14 mars 1936 organisant les services du Territoire et de l'arrêté du 16 avril 1935 déterminant les attributions des chefs de région, figurent en annexe.

SCHÉMA DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU CAMEROUN

HAUT COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE

DIRECTION DU CABINET
Service d'Information et de Presse, Propagande

JUSTICE.

FORCES ARMÉES ET GENDARMERIE.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

INSPECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES.

DIRECTION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

ADMINISTRATION DES RÉGIONS TERRITORIALES.

A. P. A. | A. E. | FINANCES. | PERSONNEL. | SURETÉ.

I. G. T.

SERVICES TECHNIQUES.

Enseignement.
Santé.
Elevage.
Chasses.
Forêts.
Agriculture.
Météo.
Mines.
Travaux publics.
Transmissions.
Enregistrement.
Douanes.
Contributions.
Trésor.

Maroua.
Adamaoua.
Bénoué.
Kribi.
Sanaga-Maritime.
Lom et Kadei.
Bamileke.
Noun.
Mungo.
M'Bam.
N'Tem.
Nyong et Sanaga.
Wouri.
Haut-Nyong.

PERSONNEL.

A. — PERSONNEL EUROPÉEN. EFFECTIF.

DIRECTION OU SERVICE.	ANNÉE 1938.	ANNÉE 1947.	EN PLUS.	EN MOINS.	OBSERVATIONS.
Administration générale.	207	246	39		Tous les ser- vices non techni- ques.
Agriculture. . . .	29	57	28		Mise en va- leur agricole.
Forêts.	5	13	8		Protection de la forêt.
Météo.	5	11	6		Protection de la navigation aé- rienne.
Travaux publics.	181	213	32		Routes, ports, chemins de fer.
Service topogra- phique.	5	11	6		Levés de ter- rains.
Mines.	7	11	4		Prospection.
Enseignement . .	31	98	67		Enseigne- ment du 1 ^{er} et du 2 ^e degrés
Santé publique.	79	103	24		Hygiène mo- bile, hospitalisa- tion.
Élevage.	10	11	1		Protection des bovins et ovins.
Transmissions. .	52	58	6		Postes, télé- graphes, télé- phones.
Trésor.	15	24	9		Mouvements de fonds, comp- tes courants.
Douanes.	14	19	5		Droits d'im- portation et d'exportation.
Chasses.		1	1		Protection de la faune.
Affaires sociales et culturelles.		2	2		Divers, statis- tiques, radio.
Police, sûreté..	21	68	47		Protection des personnes et des biens.
Justice.	12	26	14		Id.
Auxiliaires con- tractuels.	47	116 (1)	69 (1)		(1) Compris dans les autres services.

B. — PERSONNEL AFRICAÏN. EFFECTIF.

DIRECTION OU SERVICE.	ANNÉE 1938.	ANNÉE 1947.	EN PLUS.	EN MOINS.	OBSERVATIONS.
Administration générale.	346	674	328		
Agriculture. . . .	30	147	117		
Forêts.	18	40	22		
Travaux publics.	123	271	148		
Service topogra- phique.	15	27	12		
Enseignement...	182	377	195		
Santé publique..	415	1.192	777		
Élevage.	29	70	41		
Transmissions . .	183	504	321		
Trésor.	11	42	31		
Douanes.	91	378	287		
Police, gendar- merie.	160	1.356	1.196		
Chasses.		15	15		
Affaires sociales et culturelles.		4	4		
Justice.	8	36	28		
Mines.	4	11	7		
Météo.	10	187	177		
Auxiliaires con- tractuels (1).	775	2.354	1.579		(1) Compris dans les autres services.

QUESTION 23.

Indiquer s'il y a lieu les modifications qui se sont produites dans la composition du personnel.

Les chiffres donnés ci-contre montrent que les effectifs de l'Administration ont augmenté depuis 1938.

Il convenait en effet de renforcer l'armature administra- tive du Territoire et ce à la suite de la multiplica- tion croissante des attributions du Gouvernement.

Le personnel européen a augmenté dans la proportion de 44 p. 100. Le personnel africain, dans la proportion de 228 p. 100. L'autochtone tient donc une place de plus en plus importante dans l'administration du Territoire.

On trouve un exemple de cette politique rationnelle dans la création du cadre commun.

Avant et pendant la guerre, la situation du personnel était ainsi fixée :

1° Fonctionnaires des cadres généraux, généralement européens, nommés par l'autorité métropolitaine (adminis- trateurs, ingénieurs, médecins, etc.) ;

2° Personnels des cadres locaux, généralement eux aussi européens, mais nommés par l'autorité locale (imprimerie, service topographique, enseignement) ;

3° Un corps de fonctionnaires africains qui compre- nait à son tour un cadre général (médecins africains), un cadre supérieur (instituteurs), un cadre secondaire (écri- vains-interprètes) et enfin un cadre subalterne (plantons, facteurs des P. T. T., etc.).

La grande réforme qui a été réalisée en 1947 est la créa- tion d'un cadre unique ou cadre commun aux Européens et aux Africains.

Actuellement il existe donc au Cameroun un cadre géné- ral de direction et un cadre commun qui vise à la fusion des cadres locaux européens et africains.

QUESTION 21.

Donner un bref aperçu des lois et règlements concer- nant le droit de suffrage et exposer d'une façon détaillée leur application aux hommes, aux femmes et aux groupes raciaux.

Le droit de vote a été reconnu aux administrés sous tutelle française qui ont des représentants, d'une part aux grandes Assemblées siégeant dans la métropole : Assem- blée nationale, Conseil de la République et Assemblée de l'Union Française, et, d'autre part, à l'Assemblée repré- sentative locale.

Cependant, en raison des degrés différents d'évolution des administrés sous tutelle française, il n'a pas encore paru possible d'accorder en bloc le droit de vote à tous les Camerounais sans distinction. Il a fallu également, pour assurer la régularité des opérations électorales, pou- voir identifier de manière certaine les électeurs.

Sont électeurs, notamment aux termes de l'article 40 de la loi du 5 octobre 1946 déterminant les modalités des élections à l'Assemblée nationale, les Camerounais des deux sexes âgés de 21 ans et rentrant dans l'une des caté- gories ci-dessous :

— notables évolués ;

— membres et anciens membres des Assemblées locales, du Conseil d'administration, des Chambres de commerce, des Syndicats agricoles, etc. ;

— membres et anciens membres des Associations coopé- ratives agricoles et des Sociétés de prévoyance agricole ;

— membres de l'Ordre national de la Légion d'honneur, fonctionnaires, propriétaires d'immeubles, ministres des cultes, commerçants patentés, militaires et anciens militaires, titulaires de permis de chasse, de permis de conduire, etc.

Les élections à l'Assemblée nationale ont lieu au scrutin uninominal à deux tours. Les électeurs sont groupés en deux collèges. L'un comprend tous les citoyens régis par le Code civil, l'autre les administrés sous tutelle ayant conservé leur statut personnel. Le premier collège élit un représentant; le second, deux représentants.

Les élections au Conseil de la République ont lieu au suffrage restreint à deux tours. Les membres de l'Assemblée représentative constituent deux collèges correspondant aux deux sections de l'Assemblée. La section africaine élit deux représentants, et l'autre section, un.

Les cinq membres camerounais de l'Assemblée de l'Union Française sont également élus par les deux collèges de l'Assemblée représentative, mais au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

Enfin les élections à l'Assemblée locale ont lieu au scrutin de liste à deux tours. Un décret a divisé le Territoire en 13 circonscriptions pour permettre d'assurer la représentation de toutes les minorités ethniques.

QUESTION 25.

Montrer, au moyen de tableaux statistiques si possible, la mesure dans laquelle les autochtones prennent part à l'administration générale, les fonctions qu'ils remplissent et les conditions dans lesquelles ils sont employés.

Dans la réponse à la question 22 on a donné le tableau comparatif des fonctionnaires européens et des fonctionnaires africains.

Depuis 1940 de nombreux postes confiés jusqu'alors à des Européens ont été réservés aux Africains. Les « agences spéciales », dont la responsabilité pécuniaire est lourde, et qui sont dans les postes de l'intérieur les auxiliaires du Trésor, sont actuellement confiées aux autochtones. En outre les « médecins africains », quoique non titulaires du diplôme de médecine, occupent fréquemment des postes médicaux importants.

Le principe actuel est : à diplôme égal, fonction et salaire égaux ». Ainsi un docteur en pharmacie autochtone occupe, après avoir fait ses études en France, l'emploi d'un pharmacien européen. Il n'y a plus aucune différence de traitement. La création du cadre commun est une application de ce principe fondamental.

AVANT LA CRÉATION DU CADRE COMMUN.		DEPUIS LA CRÉATION DU CADRE COMMUN.	
Cadre général.	Médecins et pharmaciens.	Cadre général.	Sans changement.
	Sages-femmes.		Instituteurs.
Cadre supérieur.	Instituteurs.	Cadre commun.	Commis d'ordre européens des cadres communs.
	Commis d'ordre.		Ecrivains.
Cadre secondaire.	Receveurs des P. T. T.		Moniteurs.
	Ecrivains interprètes.		Commis des P. T. T.
Cadre subalterne.	Moniteurs.		Plantons.
	Commis des P. T. T.		
	Interprètes.		
	Facteurs des P. T. T.		
	Police.		

QUESTION 26.

Expliquer brièvement les différentes coutumes qui déterminent le comportement et les conditions de vie dans les groupes autochtones et indiquer jusqu'à quel point l'administration du Territoire les reconnaît. Dans quelle mesure ces coutumes ont-elles été mises en application par la création de représentants gouvernementaux, conseils et organisations judiciaires autochtones et autres mesures destinées à aider la population du Territoire à réaliser progressivement dans les domaines culturel et matériel, son évolution vers la capacité à s'administrer elle-même ou indépendance comme le prescrit la Charte?

On ne peut ici qu'indiquer ou décrire très sommairement quelques coutumes. Les réponses aux questions 121 à 128 essaient en effet d'analyser les règles essentielles de la vie sociale. Cependant, il convient de noter que si l'on peut dire qu'il y a au Cameroun 200 coutumes et 200 dialectes, on retrouve cependant partout les principes généraux qui sont à la base de la société africaine. Les différences fort nombreuses de détail, de tribu à tribu, de clan à clan, sont du domaine de l'ethnographie et demanderaient des développements qu'il est impossible de donner ici.

Sommairement on peut écrire qu'il y a une coutume musulmane suivie par les musulmans ou les islamisés du Nord-Cameroun; que les païens du Nord (Soudanais) ont gardé les traditions des groupes du Centre Afrique; que les tribus du Sud, bien que christianisées, vivent toujours sur un fonds de règles ancestrales. Mais il reste entendu que de nombreux rites existant dans une tribu sont inconnus de la tribu voisine, même parente (le rite Sô des Boulous, par exemple), et que les rites agraires des Makras ne ressemblent pas, quant à l'apparence, aux rites Bamoums. La base certaine est un « animisme » soutenu et aggravé par les sortilèges et la sorcellerie.

1° Dans les tribus islamisées du Nord-Cameroun, la règle est en principe le Coran, et son commentaire la « Souna ». On y suit comme dans toute l'Afrique Noire, le rite malékite. En fait on pratique seulement quelques coutumes : double témoignage (*testis unus, testis nullius*) ; serment sur le Coran; mariage (quatre femmes légitimes, avec dot, concubinage, répudiation, divorce, etc...). Il convient d'ajouter que l'islamisme pur est rare.

On tient pour islamisé celui qui dit « les prières » et porte les vêtements généralement en usage dans les pays musulmans.

2° Les non-musulmans du Nord, d'origine soudanaise, sont rangés parmi les « animistes », expression un peu vague et que l'on utilise faute de mieux. Au sens propre du mot ils sont païens, *pagani*, ce qui traduit le mot arabe Kirdaï (singulier Kirdi) importé par les troupes du Tchad en 1915 et ignoré dans le Nord-Cameroun avant cette date. Les Foulbés les appellent « Habbé », non-Foulbé.

On se bornera à l'examen des règles dans les tribus du Sud-Cameroun de souche bantou, le mariage ayant un rôle économique de premier plan.

LE MARIAGE DANS LE SUD-CAMEROUN.

1° Les fiançailles sont parfois de longue durée. Lorsque le consentement des familles est obtenu, un repas est donné où l'on sacrifie un animal. Ce repas, véritable rite de communion, lie des contractants. Tout mariage qui a

lieu sans ce rite est considéré comme sans valeur. A Douala, cette cérémonie se nomme « mbob'a malé ».

2° La dot est fixée par la famille de la femme. Le sens économique de la dot est indiqué dans la réponse aux questions 127 et 128.

Ce régime entraîne les conséquences suivantes :

a) Un enfant né avant les rites et les premiers versements n'appartient pas à la mère, mais à la famille de la mère. On n'attache pas, d'ailleurs, une importance capitale à la perte de la virginité. L'état de « fille-mère » n'est pas au Cameroun une situation honteuse.

Les enfants nés avant le mariage (nés et non pas seulement conçus) ou nés après sa dissolution dans un délai correspondant à la durée normale d'une grossesse, appartiennent à la famille du père.

Les affaires dites « d'attributions d'enfant » sont souvent présentées devant les tribunaux civils.

b) La mort du mari n'entraîne pas, *ipso facto*, pour la femme, la liberté. Elle peut, suivant la coutume, se libérer en remboursant aux héritiers du défunt la dot payée pour elle. D'après la tradition, la veuve fait partie du patrimoine du défunt et comme telle est partie intégrante de l'héritage; l'héritier légitime peut donc en disposer.

Le divorce est prévu par la coutume. Le mari peut le demander pour les motifs suivants : stérilité, adultère, absences répétées, crime. La femme a le droit de demander le divorce pour : maladie contagieuse apportée par le mari, sévices graves, refus du mari d'assurer son entretien.

Lorsque le divorce est prononcé aux torts du mari, celui-ci ne peut réclamer le remboursement de la dot.

La polygamie est tenue par les Africains pour signe de richesse. Elle est d'origine économique et ne semble pas en voie de disparition. Les jeunes filles ne répugnent d'ailleurs pas à épouser un mari polygame car elles ont ainsi moins de travail. Plusieurs épouses se partagent la besogne.

L'administration française reconnaît et tolère toutes les coutumes qui ne sont pas contraires à l'ordre public ou aux principes généraux de civilisation.

Mais autant il est difficile d'interdire les tatouages tribaux ou les incisions, autant il serait dangereux de vouloir interdire brutalement, par un texte législatif, la polygamie. Il convient de la combattre par une propagande continue.

Voici les textes réglementaires qui ont marqué la volonté de la puissance tutrice de transformer peu à peu les mœurs et les usages :

— arrêté du 26 décembre 1922, réglementant le mariage des musulmans et des non-musulmans et fixant l'âge minimum des conjoints à 18 et 15 ans;

— décret du 30 novembre 1926, édictant des peines sévères pour le cas de mariage d'impubères;

— arrêtés des 11 octobre 1928 et 26 mai 1939, complétant le texte initial du 26 décembre 1922 (énumération des cas de divorce, par exemple en cas de polygamie non acceptée par la première épouse, etc.);

— décret du 27 août 1939, réglementant les mariages indigènes dans le but de relever la condition de la femme (le texte est joint en annexe).

La France a laissé utiliser, dans toute la mesure du possible, les règles coutumières indigènes existant antérieurement à l'arrivée des Européens. Ainsi le Tribunal

indigène de conciliation composé de trois chefs ou notables s'efforce de régler à l'amiable les litiges civils qui peuvent naître entre autochtones; s'il échoue, l'affaire est alors portée devant le Tribunal coutumier.

Ces tribunaux, comme leur nom l'indique, sont des juridictions indigènes qui se rattachent étroitement à la coutume.

Le décret du 26 juillet 1944 a organisé ces tribunaux, composés d'un président et de deux juges, assesseurs africains ayant voix délibérative.

Ces tribunaux, qui peuvent tenir des audiences foraines, connaissent de toutes les affaires en matière civile et commerciale à charge d'appel devant les juridictions de droit commun.

La présidence du Tribunal coutumier peut être confiée à une notabilité indigène. Par contre, en ce qui concerne les actions relatives à l'état des personnes, à la famille, au mariage, au divorce et à la filiation, les Tribunaux coutumiers ne sont pas compétents et les instances sont introduites devant les tribunaux de droit commun qui appliquent la coutume. Il ne s'agit pas là d'une mesure de méfiance à l'égard des juges coutumiers, mais bien d'une garantie supplémentaire donnée aux autochtones.

Le commandement territorial est toujours assuré par les chefs traditionnels qui agissent sous le contrôle de l'Administration; les chefs conservent le droit de conciliation en matière civile et de très nombreux différends sont ainsi réglés dans le cadre strict de la collectivité indigène. Le chef peut être assisté des notables du groupement.

L'Administration a, d'autre part, par arrêté du 9 octobre 1925, créé des Conseils de notables. Ces organismes consultatifs assistent les chefs de circonscription dans l'examen des questions d'ordre financier, économique ou social, éclairant l'Administration sur les incidences possibles de tel ou tel projet sur la vie sociale du pays.

Les membres de ces Conseils sont élus pour trois ans.

Une décision du 6 août 1933 a fixé la liste des groupements ethniques qui doivent obligatoirement être représentés aux Conseils.

QUESTION 27.

Décrire brièvement l'organisation des activités administratives qui s'exercent dans ce domaine aux divers stades, les connaissances exigées du personnel et les mesures prises en vue de sa formation.

Dans les réponses aux questions n° 21 et 24 on a noté l'institution d'une Assemblée représentative au sein de laquelle les représentants de la coutume africaine, élus par les populations, peuvent se faire entendre.

A un échelon moindre, on a vu que des Conseils de notables et des Tribunaux coutumiers étaient créés, les premiers depuis 1925, les seconds depuis 1944.

Les membres de ces Conseils ou juridictions sont des Africains qui joignent à leur connaissance des anciennes coutumes une conception plus large de l'évolution humaine et qui, par cela même, sont les organes de liaison indispensables entre la mentalité européenne et le comportement africain.

Une forte connaissance de la coutume est exigée des assesseurs aux Tribunaux coutumiers.

D'autre part, en matière d'état civil, par exemple, les fonctionnaires sont assistés de secrétaires connaissant le français. En effet, si aucun diplôme délivré par la puissance tutrice n'est exigé des chefs indigènes, des notables

et des assesseurs, les secrétaires d'état civil, par contre, sont obligatoirement formés dans les écoles où ils apprennent le français ainsi que quelques rudiments de droit administratif.

La coutume africaine influe donc sur la politique suivie par l'Administration française comme sur les décisions des Assemblées politiques ainsi que sur les avis et délibérations des Conseils et des Tribunaux.

ORGANISATION JUDICIAIRE.

QUESTION 28.

Décrire l'organisation judiciaire tant pour le civil que pour le criminel, y compris le système d'appel. Observe-t-on certaines distinctions d'après le sexe ou la race? Quelle est la langue officielle des tribunaux et cours de justice? Emploie-t-on d'autres langues (c'est-à-dire des dialectes autochtones) dans ces tribunaux et cours de justice?

Organisation judiciaire civile.

Elle est double.

1° Un ordre de juridiction connaît des litiges dans lesquels aucune des parties ne possède le statut civil français. Il comprend des Tribunaux coutumiers ou des Tribunaux du premier degré, des Tribunaux du deuxième degré et une Chambre d'homologation. Ces juridictions appliquent les coutumes locales dans la mesure où elles ne sont pas contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs;

2° Un autre ordre de juridictions connaît de tous les autres litiges. Il comprend des Justices de paix investies d'attributions correctionnelles, des Justices de paix à compétence étendue, un Tribunal de première instance et un Tribunal supérieur d'appel.

Les deux ordres sont basés sur le principe du double degré de juridiction. En outre, le contrôle en droit des décisions rendues en dernier ressort est assuré par la Chambre d'homologation pour le premier ordre, par le Tribunal supérieur d'appel ou par la Cour de cassation suivant les cas, pour le deuxième ordre.

Organisation judiciaire criminelle.

La loi pénale est la même pour tous les habitants du Cameroun. Les infractions à cette loi sont jugées par les Tribunaux du deuxième ordre tel qu'il a été défini ci-dessus. En outre, il existe une Chambre des mises en accusation auprès du Tribunal supérieur d'appel et une Cour criminelle.

La encore est appliqué le principe du double degré de juridiction. Le contrôle en droit des décisions en dernier ressort est également assuré, suivant les cas, par le Tribunal supérieur d'appel ou la Cour de cassation.

[**]

Aucune distinction n'est faite d'après le sexe. En ce qui concerne la race, les juridictions civiles définies au paragraphe 1° ci-dessus, qui appliquent les coutumes, peuvent avoir à trancher un conflit de coutumes, ce qui correspond

la plupart du temps à une différence de race entre les plaideurs. En ce cas, la coutume de chacune des parties doit être représentée en la personne des assesseurs autochtones que comprend le tribunal.

La langue officielle des Tribunaux et Cours de justice est le français. Cependant, les parties ont toujours la faculté de s'exprimer en leur dialecte propre, et la présence d'un interprète attaché à chaque tribunal leur assure la possibilité de suivre les débats et de comprendre le prononcé du jugement.

QUESTION 29.

Comment sont constitués les cours et tribunaux des diverses instances? En ce qui concerne les différentes catégories de cours de justice et de tribunaux, quelles personnes peuvent être appelées à en faire partie? Quel est leur statut? A qui revient le droit de nommer ou de révoquer les membres? Est-ce que des fonctionnaires exerçant des fonctions administratives ou législatives exercent aussi des fonctions judiciaires? Si oui, quelles sont-elles?

Les juridictions du premier ordre sont constituées par trois juges dont un président assisté d'un greffier. Les juridictions du deuxième ordre ont une constitution variable. Les Justices de paix investies d'attributions correctionnelles et les Justices de paix à compétence étendue sont à juge unique assisté d'un greffier. Le Tribunal de première instance et le Tribunal supérieur d'appel comprennent chacun trois juges dont un président et un représentant du ministère public, assisté d'un greffier. La Cour criminelle est formée de cinq juges dont un président et un représentant du ministère public, assisté d'un greffier.

[**]

Toutes les personnes possédant la nationalité française ou la qualité d'administré sous tutelle française peuvent faire partie des juridictions, sous les conditions (âge, capacité, etc.) définies par la réglementation en vigueur. Le statut des membres des tribunaux est variable. Ils peuvent être en effet, suivant les cas, magistrats, fonctionnaires ou simples particuliers.

Le personnel de toutes les juridictions est, en principe, nommé et révoqué par le Haut Commissaire de la République française, après avis du chef du Service judiciaire, à l'exception des hauts magistrats qui dépendent, à ce titre, directement, du Gouvernement de la République française.

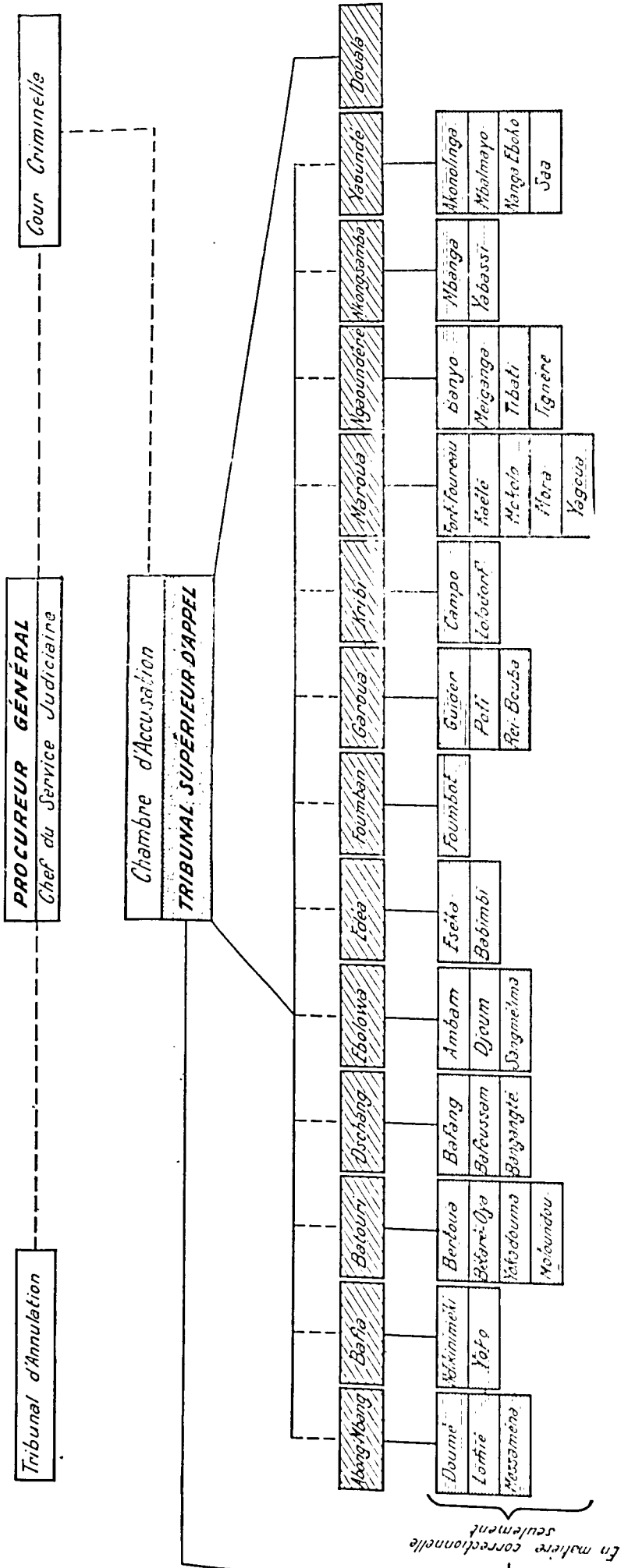
[**]

Le principe de l'organisation judiciaire française tant dans la métropole que dans les territoires d'outre-mer est celui de « la séparation des pouvoirs » entraînant comme corollaire la règle de « la séparation des autorités administratives et judiciaires ». Cette règle est intégralement respectée devant les juridictions du deuxième ordre telles que définies ci-dessus.

Pour les juridictions du premier ordre, le principe de la séparation des pouvoirs n'est pour l'instant appliqué, faute de personnel qualifié, qu'en ce qui concerne la Chambre d'homologation.

TABLEAU I.

Tribunaux français statuant en matière civile pour les Européens et en matière pénale tant pour les Africains que les Européens.



LÉGENDE :

— Voie de l'appel.

TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'APPEL
(appels des tribunaux de 1^{re} instance et des justices de paix statuant en matière correctionnelle).

TRIBUNAL DE 1^{re} INSTANCE

1^{er} degré

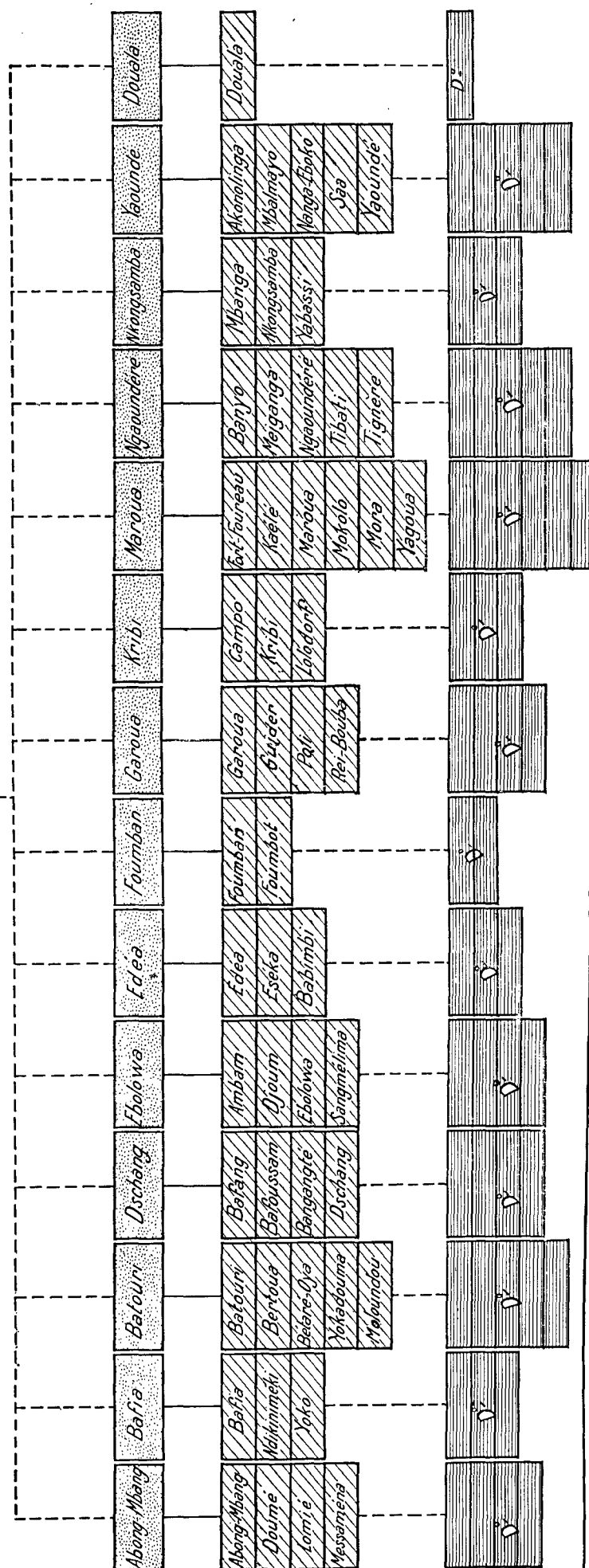
JUSTICE DE PAIX A COMPÉTENCE CORRECTIONNELLE LIMITÉE

1^{er} par subdivision sauf dans celle du chef-lieu de région (petites affaires civiles, commerciales et affaires de simple police, certaines affaires correctionnelles limitées).

TABLEAU II.

Tribunaux indigènes réglant toutes les affaires dépendant de la coutume locale de droit privé.

**CHAMBRE D'HOMOLOGATION
DU TRIBUNAL SUPÉRIEUR D'APPEL**



LÉGENDE :

Voie de l'appel.

TRIBUNAL DU 2^e DEGRÉ

l par région (appels des tribunaux du 1er degré).

TRIBUNAL DU 1er DEGRÉ

1 par subdivision.

TRIBUNAL COUTUMIER

conciliation (1 par subdivision).

QUESTION 30.

Quelle est la procédure d'instruction et de jugement employée pour régler les affaires?

La procédure d'instruction en matière civile est écrite et entièrement laissée à l'initiative des parties. En matière pénale, elle est écrite et inquisitoire en ce qui concerne l'instruction préalable, orale et également inquisitoire en ce qui concerne l'instruction à l'audience.

Les débats dans les deux cas sont oraux, publics et contradictoires (sauf en cas de huis clos).

Les jugements et arrêts sont rendus et lus en audience publique. Ils sont rédigés et conservés par les greffiers des différentes juridictions.

QUESTION 31.

Les Cours et les Tribunaux appliquent-ils la coutume locale? Si oui, dans quels cas et sous quelles conditions?

Les Cours et les Tribunaux appliquent les coutumes locales dans les seuls cas où le statut de droit privé des autochtones est en jeu et à la condition naturellement que la coutume ne reste pas silencieuse sur le point litigieux, ou qu'elle ne soit pas contraire aux grands principes de civilisation et de liberté individuelle appliqués par la puissance tutrice.

QUESTION 32.

Tous les éléments de la population ont-ils le droit de siéger dans les Cours et les Tribunaux, par exemple, à titre de juges, assesseurs, avocats ou jurés?

Tous les éléments de la population, français ou africains, ont le droit de siéger ou d'exercer dans les Cours

et Tribunaux à titre de juges, assesseurs, greffiers, jurés ou avocats, sous réserve de remplir certaines conditions de capacité et d'honorabilité qui sont les mêmes pour tous sans distinction de race ni de religion, ni même en principe de sexe.

QUESTION 33.

L'organisation judiciaire comprend-elle des Tribunaux composés exclusivement d'éléments autochtones? Quelle est leur compétence? Peuvent-ils infliger des peines que la loi ne prévoit pas? Comment appliquent-on les peines qu'ils prononcent?

Les Tribunaux coutumiers sont des Tribunaux composés exclusivement d'éléments autochtones, savoir : un président et deux assesseurs africains, un greffier africain.

Leur compétence est celle des Tribunaux civils du 1^{er} degré quant aux biens seulement.

Ils ne prononcent pas de peines, puisqu'ils jugent au civil.

QUESTION 34.

De quelle manière l'autorité administrative a-t-elle assuré l'égalité de traitement des ressortissants de tous les Etats membres des Nations Unies quant à l'administration de la justice?

Les ressortissants de tous les Etats membres de l'O. N. U. ont une égalité de traitement absolue avec les Français :

1° Ils ne sont pas astreints à fournir une caution pour plaider devant les Tribunaux du Cameroun;

2° L'égalité de traitement est assurée à tous les ressortissants des Etats membres des Nations Unies traduits devant les Tribunaux camerounais, tant au civil qu'au pénal. Ils sont jugés selon la loi en vigueur au Cameroun.

F. — PROGRÈS ÉCONOMIQUE

GÉNÉRALITÉS.

QUESTION 35.

Donner un résumé général de la situation économique du Territoire pendant l'année en insistant particulièrement sur tous les faits exceptionnels favorables ou défavorables.

I. — Avant la guerre.

La France, dans l'exercice de son mandat, s'était efforcée d'instaurer au Cameroun une économie saine et équilibrée reposant sur la polyculture et la mise en valeur des richesses naturelles. Elle y était parvenue par des mesures de soutien direct à l'égard des produits dont la production était en cours de développement et de détaxes douanières au profit de ceux dont les cours fléchissaient.

Les résultats de cette politique devaient se faire rapidement sentir; la production du Territoire et, par voie de conséquence, son commerce s'accroissaient rapidement et d'une façon progressive et continue. Dès 1932 la balance commerciale, qui jusqu'alors avait été déficitaire, devenait excédentaire et le demeurait au cours de toutes les années ultérieures.

La double dévaluation du franc, dont le cours en 1936 et 1938 par rapport à la livre passe successivement de 75 francs à 105 fr. 20, puis à 177 francs, fut un nouveau stimulant pour les exportations, et l'année 1937 fut celle où les échanges commerciaux atteignirent leurs chiffres les plus élevés et où la prospérité du Territoire fut la plus grande.

Le mouvement commercial porte sur 247.000 tonnes, dont 69.000 pour les importations et 178.000 pour les exportations, d'une valeur de 521 millions de francs (258 pour les importations et 263 pour les exportations). L'excédent de la balance commerciale qui, en 1936, avait atteint près de 42 millions, ne s'élève cependant cette année-là qu'à 5.330.000 francs, le cours des produits exportés n'ayant pas monté aussi vite que celui des marchandises importées.

Par ordre de valeur les principales exportations sont alors, en millions de francs : cacao, 100; palmistes, 48; huile de palme, 21; bois, 17; arachides et café, 13; or et bananes, 9; caoutchouc et minerai d'étain, 5.

L'Union Française est de beaucoup le meilleur client du Territoire. Elle absorbe plus de la moitié de ses exportations, soit pour 1937, 109.000 tonnes sur 178.000, représentant 143 millions sur un total de 263; viennent ensuite les Pays-Bas (68 millions), l'Allemagne (23), le Commonwealth britannique (9), les Etats-Unis (7) et la Belgique (4).

Les principaux fournisseurs du Territoire sont le Commonwealth britannique (63 millions), le Japon (61), l'Union Française (38), les Etats-Unis (28), l'Allemagne (20), la Belgique (11).

Mais au cours de la crise que subit le commerce mondial en 1938 cette situation se trouve modifiée et la France devient le principal fournisseur du Territoire.

Le Cameroun a supporté sans trop de difficultés le fléchissement de l'économie mondiale survenu en 1938. Si les importations accusent une baisse, les exportations se maintiennent à peu près au même niveau. Il convient d'ailleurs de remarquer que la diminution des exportations porte presque exclusivement sur les bois et que, par contre, celles de cacao, café et bananes continuent à augmenter malgré le fléchissement des cours.

1° MOUVEMENT COMMERCIAL.

	IMPORTATION.		EXPORTATION.		TOTAL DU MOUVEMENT COMMERCIAL.		EXCÉDENT de la BALANCE commerciale en millions de francs.
	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS DE FRANCs.	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	
1920.	19	47	29	45	68	92	— 2
1930.	54	172	112	136	166	308	— 36
1937.	69	258	178	263	247	521	— 5
1938.	58	215	164	251	222	466	— 36
1939.	60	239	144	243	204	482	+ 4

2° TRAFIC.

	PORT DE DOUALA.	CHEMINS DE FER.	
	MARCHANDISES EMBARQUÉES ET DÉBARQUÉES (en milliers de tonnes).	VOYAGEURS (EN MILLIERS).	TONNAGE KILOMÉTRIQUE (EN MILLIERS KILOMÈTRES).
1920.	55	261	3.506
1930.	167	437	14.287
1937.	237	698	38.501
1938.	230	652	38.725
1939.	199	624	33.951

	CACAO.	PALMISTES.	HUILES DE PALME.	BOIS.	ARACHIDES.	CAFÉ.	BANANES.
1920.	2,5	22,5	2,6	0,4	—	—	—
1930.	10,5	36,3	6,8	51	2,3	0,7	—
1937.	26,5	38,4	9,9	51,3	12,1	2,5	34
1938.	31	33	8,8	40,8	7,9	4,2	25
1939.	27	26	2,5	30,2	9,8	5,3	28

Ainsi, à la veille de la guerre, tout permettait de croire que le Cameroun, grâce à son économie harmonieusement équilibrée, était entré dans une période durable de prospérité et de développement et bien qu'entretenant librement et sur un pied d'égalité des relations commerciales avec les principaux pays du monde, il s'intégrait cependant de plus en plus dans l'économie générale de l'Union Française.

II. — Les années de guerre.

La guerre allait arrêter ce développement et apporter des modifications profondes à cet état de choses.

Tout d'abord la nature des relations commerciales allait être totalement changée par l'intégration de l'économie du Territoire dans l'économie de guerre des puissances alliées. Au libre jeu des échanges se substitue une réglementation très stricte sur les importations et les exportations ainsi que sur toutes les opérations de change par application, dès le 2 septembre 1939, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, et de divers décrets ultérieurs. Le règlement des échanges commerciaux s'effectue désormais obligatoirement par l'intermédiaire d'un Office local des changes institué le 28 octobre 1940. Durant toute la guerre cette réglementation se renforce de plus en plus; à partir de 1944 toutes les importations et les exportations sont soumises à des autorisations administratives préalables, et celles en provenance ou à destination des pays étrangers, à l'octroi de licences (décret du 30 novembre 1944).

La structure de l'économie du Territoire allait être de même profondément modifiée à partir de 1940. Au cours de cette année et en 1941 le mouvement commercial accuse une chute brutale tombant à 122.000 puis 101.000 tonnes, soit moins de la moitié de ce qu'il était en 1937. En 1941 la balance commerciale devient exceptionnellement déficitaire. Durant les années 1942, 1943 et 1944 la reprise des échanges commerciaux est lente mais continue. Ils atteignent successivement 124.000, 154.000 et 161.000 tonnes. Mais cette progression est due surtout aux exportations, les importations accusant une diminution de 1943 à 1945.

La raréfaction des importations et l'écoulement progressif des stocks obligent l'administration locale à réglementer le commerce intérieur et, à partir de 1944, à exercer un contrôle rigoureux sur les prix, les stocks et la répartition des marchandises importées (décret du 14 mars 1944).

D'autre part, la production est orientée en fonction des besoins de guerre. Les cultures vivrières sont développées. La récolte du caoutchouc atteint le chiffre le plus élevé, dépassant 3.000 tonnes en 1944, de même que la production du rutil 2.900 tonnes. Celle de l'or se chiffre à 717 kilogrammes en 1942 et 635 kilogrammes en 1944, dont la totalité est envoyée à la Caisse centrale de Brazzaville. Les exportations de palmistes demeurent sensiblement à leur niveau d'avant guerre. Les bois, par contre, subissent une baisse considérable.

Afin de permettre aux producteurs de traverser cette période de crise, le Gouvernement britannique achète sur place jusqu'en 1944 des quantités importantes de produits de plantations : café, bananes et cacao.

Grâce à ces mesures et aux exportations d'or, la balance commerciale bénéficie de très forts excédents : 110 millions en 1942, 120 millions en 1943 et 154 millions en 1944.

Enfin un bouleversement total est apporté dans la répartition géographique des échanges commerciaux.

De 1940 à 1944 les relations commerciales avec la France sont suspendues. Il convient cependant de noter que depuis décembre 1941 le Cameroun forme une union douanière avec l'Afrique Equatoriale française. Aussi le Cameroun obtient-il des puissances alliées de nouveaux débouchés et de nouvelles sources de ravitaillement. Le Commonwealth britannique, les Etats-Unis et l'Union Sud-Africaine deviennent ses fournisseurs et ses clients presque exclusifs.

En 1941, sur 36.000 tonnes importées, le Cameroun a reçu 23.000 tonnes de l'Angleterre et de ses colonies, 5.800 tonnes des Etats-Unis, 1.900 tonnes de l'Union Sud-Africaine. En 1944, sur 44.000 tonnes, il reçoit 28.000 tonnes du Commonwealth, 7.900 tonnes des Etats-Unis et 3.400 tonnes de l'Union Sud-Africaine. De même il a exporté en 1941, sur un total de 65.000 tonnes, 55.000 tonnes sur l'Angleterre et ses colonies et sur les Etats-Unis 6.800 tonnes. Et en 1944, sur un total de 117.000 tonnes, 95.000 tonnes sur les Territoires britanniques et 2.600 tonnes sur l'Union Sud-Africaine.

III. — Année 1945.

L'année 1945 marque le début de la période de transition entre cette économie de guerre et la future économie du Territoire.

Elle est caractérisée par la reprise des échanges commerciaux entre le Cameroun et l'Union Française. Les importations en provenance de l'Union Française ne représentent encore que 1.847 tonnes sur un total de 36.000, soit en valeur 36 millions sur 435. Mais les exportations vers l'Union Française atteignent 67.000 tonnes sur 92.000 tonnes, soit en valeur 474 millions sur 649. Si l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Union Sud-Africaine demeurent les principaux fournisseurs de la France, ses colonies redeviennent les premiers clients du Territoire.

Cette situation s'explique par la réglementation des exportations : la totalité des oléagineux et du café est réservée à la France. Les exportations de cacao, bois et bananes ne peuvent s'effectuer vers l'étranger que dans la limite des contingents fixés par le Ministère de la France d'outre-mer en fonction des conventions internationales relatives à la répartition des denrées de première nécessité et des accords commerciaux passés avec certains pays.

Le mouvement commercial dépasse pour la première fois en valeur un milliard, atteignant 1.084 millions dont 649.000.000 pour les exportations, en y comprenant les envois d'or à la Caisse centrale de Brazzaville (24 millions). L'excédent de la balance commerciale atteint le chiffre de 214 millions. Mais cette augmentation en valeur est loin de correspondre à une augmentation réelle de tonnage.

En tonnage le chiffre des importations est assez faible. Le déficit se fait surtout sentir pour le riz, le sucre, le ciment, les matériaux de construction, les tissus, le matériel d'équipement, l'outillage, les véhicules et les machines.

Pour les exportations le tonnage n'est, d'autre part, que de 92.971 tonnes. Il convient de remarquer que les exportations de cacao, de café et de caoutchouc atteignent les chiffres les plus élevés qu'elles aient jamais atteints soit respectivement : 38.440 tonnes, 6.699 tonnes et 3.364 tonnes. Par contre, celles de palmistes subissent une diminution de plus de la moitié sur l'année précédente :

17.914 tonnes; celles du bois demeurent toujours très faibles, 14.960 tonnes.

Plusieurs facteurs expliquent ce marasme des exploitations. La pénurie des marchandises importées et l'accroissement de la circulation monétaire n'ont pas incité les autochtones à la production.

D'autre part les profondes réformes sociales et politiques introduites au Cameroun comme dans le reste des territoires français d'outre-mer, au cours de cette année, ont eu des répercussions dans le domaine économique; la suppression du travail obligatoire et le nouveau statut de la main-d'œuvre nécessitent une adaptation des conditions de production. Enfin, et surtout, un événement local a eu des conséquences les plus fâcheuses : ce fut en juin 1946 la rupture du pont de chemin de fer de Japoma qui, à 15 kilomètres de Douala, réduisit considérablement le trafic ferroviaire des marchandises sur la ligne Douala-Yaoundé.

De 1940 à 1945 l'économie du Cameroun se chiffre ainsi :

1° MOUVEMENT COMMERCIAL.

	IMPORTATION		EXPORTATION		TOTAL DU MOUVEMENT COMMERCIAL		EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE	
	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	En milliers de tonnes.	En millions de francs.	D'après le mouvement commercial (en millions de francs).	Excédent réel (en millions de francs).
1940.	31	161	91	217	122	378	+ 36	+ 36
1941 (1). . . .	36	193	65	179	101	378	— 19 (4)	+ 6
1942 (2). . . .	36	274	87	299	124	574	+ 24 (5)	+ 110
1943 (2). . . .	48	325	106	412	154	738	+ 86 (6)	+ 120
1944 (2). . . .	44	422	117	545	161	968	+ 122 (7)	+ 154
1945 (3).	56	436	92	649	128	1.084	+ 214 (8)	+ 214

- Y compris les importations et les exportations faites par les autorités militaires.
- A partir de 1942 les chiffres de celles-ci ne sont plus compris dans le mouvement commercial. Elles s'élèvent (importations et exportations) à :
- pour 1943 : 66 millions;
 - pour 1944 : 76 millions;
 - pour 1945 : 9 millions.
- (2) Y compris en raison de l'unification douanière avec l'A. E. F. des opérations relatives à ce Territoire évaluées à :
- pour 1942 : à environ 20 millions pour les importations et 50 millions pour les exportations;
 - pour 1943 : à environ 20 à 25 millions pour les importations et 50 à 60 millions pour les exportations;
 - pour 1944 : à environ 25 millions pour les importations et 70 millions pour les exportations.
- (3) Les chiffres indiqués pour 1945 représentent le trafic réel du Cameroun (y compris 24 millions d'or) Les opérations effectuées d'autre part pour l'A. E. F. se sont élevées à :
- | | | |
|-----------------------|--------------------------|---------------------------|
| Importations. | 4,8 milliers de tonnes. | 11,2 millions de francs. |
| Exportations. | 9 milliers de tonnes. | 106,6 millions de francs. |
| TOTAL. | 13,8 milliers de tonnes. | 117,8 millions de francs. |
- (4) En fait la situation économique n'a pas correspondu au déficit de la balance commerciale, car le Gouvernement britannique acheta plus de 25 millions de produits qui ne purent être exportés.
- (5) Non compris les récoltes achetées sur place par le Gouvernement britannique, soit 65,5 millions de francs, ni les exportations d'or sur la Caisse centrale de Brazzaville : 43 millions. Il faut, par contre, déduire 20,5 millions de café payés par le Gouvernement en 1941 et exportés en 1942.
- Le chiffre réel de l'excédent de la balance commerciale est donc évaluable pour 1942 à plus de 110 millions.
- (6) Auxquels il faut ajouter 11,7 millions de produits achetés par le Gouvernement britannique et 28,7 millions d'or exportés à Brazzaville, soit un excédent réel de 120 millions.
- (7) Auxquels il faut ajouter des envois d'or à Brazzaville : 31,9 millions.
- (8) Y compris le chiffre des envois d'or à Brazzaville : 24 millions.

2° TRAFIC.

	PORT DE DOUALA	CHEMIN DE FER	
	Marchandises embarquées et débarquées (en milliers de tonnes).	VOYAGEURS EN (MILLIERS).	TONNAGE KILOMÉTRIQUE (en milliers de tonnes kilométriques).
1940.	99	706	25.662
1941.	104	816	27.820
1942.	110	725	31.256
1943.	161	830	32.932
1944.	153	985	37.955
1945.	137	1.144	28.084

3° EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS (en milliers de tonnes).

	CACAO.	HUILE DE PALME.	BOIS.	ARACHIDES.	CAFÉ.	BANANES.	CAOUTCHOUC.	PALMISTES.
1940.	24,3	2,4	11,4	9,2	4,2	16,9	1,6	17,3
1941.	20,3	7,2	8,7	1,7	0,1	—	1	21,9
1942.	15	1,2	14,1	0,9	6,6	—	2,9	36,5
1943.	32,4	6,4	15,3	1,1	8,5	—	3	30,1
1944.	35	4,6	22,1	0,3	5	—	2,9	35,2
1945.	38,4	3,9	14,9	1,7	6,7	0,2	3,3	17,9

MINÉRAIS.

	ÉTAIN.	RUTILE.	OR.
	TONNES.	TONNES.	KILOGRAMMES.
1940.	280	306	547
1941.	323	1.338	710
1942.	342	2.153	717
1943.	285	2.749	678
1944.	236	2.902	635
1945.	189	1.009	506

IV. — Année 1946.

Deux traits caractéristiques vont marquer l'année 1946 : reprise remarquable de la production et du commerce et élaboration d'un plan d'équipement du territoire dont les premières applications ont lieu en fin d'année.

Le mouvement commercial double en valeur et en tonnage. Il passe à 2.009.427.000 francs C. F. A. dont 1.004.457.000 francs pour les importations et 1.004.970.000 francs pour les exportations auxquelles il convient d'ajouter 20.163.000 francs pour les envois d'or à la Caiss. de Brazzaville.

Le Cameroun subit le contre-coup de la dévaluation monétaire du 25 décembre 1945 qui a fixé le cours du franc C. F. A. à 70 par rapport au dollar, 280 par rapport à la livre et 1,70 par rapport au franc métropolitain.

Cette dévaluation s'est conjuguée avec l'accroissement du prix de revient des marchandises importées, surtout sensible pour celles en provenance de la métropole.

L'indice des prix par rapport à 1938 passe à une

moyenne de 672 pour les importations tandis qu'elle n'est que de 328 pour les exportations.

Le rétablissement des liaisons ferroviaires sur la ligne de Yaoundé en janvier 1946, grâce à un pont provisoire, facilite la reprise des exportations qui s'élèvent à 129.446 tonnes, chiffre encore inférieur du quart à ce qu'il était en 1937.

Par ordre d'importance et par milliers de tonnes elles portent sur les bois (12), le cacao (23,9), les palmistes (26), le café (5,8), les bananes (5,3), le caoutchouc (3,5), les arachides (1,6), et l'huile de palme (1,5). D'autre part, les exportations de minerai d'étain s'élèvent à 85 tonnes de rutile à 1.678 tonnes. La production d'or est de 378 kilogrammes.

L'exportation des bois a donc repris au cours de cette année la place qu'elle occupait avant-guerre. La baisse subie par le café provient de la faiblesse du cours et d'une épiiphytie d'antestia qui a causé de graves dégâts aux plantations d'arabica. Pour les bananes leur exportation est liée au fret bananier encore insuffisant. Il convient du

reste d'ajouter aux exportations de bananes fraîches 909 tonnes de bananes séchées.

En valeur, les exportations sont par ordre d'importance et en millions de francs : cacao, 346; café, 117; bois, 103; bananes fraîches et séchées, 97; caoutchouc, 93; palmistes, 86; or, 20; peaux, 17; rutile, 17; huile de palme, 9; étain, 9; arachides, 3.

Au cours de l'année les prix de la production furent relevés suivant les prix F. O. B. déterminés par le Ministère de la France d'outre-mer en fonction des cours mondiaux. A cet égard le Gouvernement français a poursuivi une politique d'alignement des prix sur les prix mondiaux; mais, comme il a été dit, les rajustements demeurent inférieurs aux hausses subies par les marchandises importées.

La répartition de ces exportations entre les principaux clients du Cameroun a été la suivante : Union Française, 77.000 tonnes, valant 672 millions; Angleterre et ses colo-

nies, 11.000 tonnes valant 70 millions; Etats-Unis, 7.800 tonnes, valant 86 millions, et Union Sud-Africaine, 4.700 tonnes, valant 10 millions.

Le total des marchandises importées s'élève à 55.000 tonnes atteignant presque celui de 1938. Pour la farine, le sucre, le ciment, les carburants, les machines électriques, les automobiles, les pneumatiques et les médicaments, les importations dépassent les chiffres les plus élevés d'avant-guerre. Par contre un déficit très notable subsiste pour le riz, le sel, le pétrole, les fers et aciers de construction, les tôles, les tissus, les machines agricoles, l'outillage et le matériel ferroviaire.

Les principaux fournisseurs ont été l'Angleterre et ses colonies pour 383 millions, les Etats-Unis pour 321, l'Union Française pour 185 et l'Union Sud-Africaine pour 33 millions.

La comparaison entre les années 1937, 1941 et 1946 qui sont les plus caractéristiques de l'évolution économique subie par le Cameroun s'établit ainsi :

a) IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.		TOTAL DU MOUVEMENT COMMERCIAL.		EXCÉDENT DE LA BALANCE commerciale.
	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	EN MILLIERS de tonnes.	EN MILLIONS de francs.	En milliers de tonnes.	En millions de francs.	En millions de francs.
1937.	69	258	178	263	247	520	— 5
1941.	36	198	65	179	101	378	— 19
1945.	36	435	92	649	128	1.084	— 214
1946.	55	1.004	129	1.004	184	2.008	— 0,5

b) TRAFIC.

	PORT DE DOUALA.	CHEMIN DE FER.	
	MARCHANDISES EMBARQUÉES ET DÉBARQUÉES (milliers de tonnes).	VOYAGEURS (en milliers).	TONNAGE KILOMÉTRIQUE (en milliers de tonnes kilométriques).
1937.	237	698	38.501
1941.	104	816	27.820
1945.	137	1.144	38.084
1946.	194	1.595	43.438

c) EXPORTATION DES PRINCIPAUX PRODUITS (en milliers de tonnes).

	CACAO.	PALMISTES.	HUILE DE PALME.	BOIS.	ARACHIDES.	CAFÉ.	BANANES.	CAOUTCHOUC.
1937.	26,5	38,4	9,9	51,3	12,1	2,5	24	1,3
1941.	20,3	31,9	7,2	2,7	1,7	0,1	—	1
1945.	38,4	17,9	3,9	14,9	1,7	6,7	0,2 (1)	3,3
1946.	33,9	26,1	11,5	42,8	1,6	5,8	5,3 (2)	3,5

(1) Il s'agit de bananes séchées.
(2) Non compris 38 millions de bananes séchées (9 tonnes).

	CACAO.	PALMISTES.	HUILE DE PALME.	BOIS.	ARACHIDES.	CAFÉ.	BANANES.	CAOUTCHOUC.
1937.	100,3	48	21,5	17	13,2	13,1	9,9	5,1
1941.	56,4	24,6	12,2	9,8	1	0,5	—	11
1945.	222,4	43,3	19,6	341	4,6	88,3	8,6 (1)	88,3
1946.	345,6	86,2	9	103	3	1.177,3	58,7 (2)	98

(1) Il s'agit de bananes séchées.

(2) Non compris 38 millions de bananes séchées (9 tonnes).

MINÉRAIS.

	ÉTAIN.		RUTILE.		OR.	
	TONNES.	MILLIONS DE FRANCS.	TONNES.	MILLIONS DE FRANCS.	KILOGRAMMES.	MILLIONS DE FRANCS.
1937. . . .	436	5,5	103	0,1	437	9,7
1941. . . .	328	7,1	1.398	7,5	710	31
1945. . . .	189	6,5	1.039	9,2	506	24,1
1946. . . .	85	3,1	1.678	16,8	371	20,1

QUESTION 36.

Quels sont les programmes de mise en valeur en cours de réalisation et ceux qui ont été entrepris, achevés ou envisagés au cours de l'année? Indiquer leur étendue, les méthodes d'organisation, d'administration et de financement, ainsi que le degré et les méthodes de contrôle public de ces programmes. Dans quelle proportion dispose-t-on de capitaux privés et publics pour le financement de ces programmes? Quelles sont l'importance et l'origine des achats gouvernementaux de biens de production nécessaires au progrès économique?

Quelles méthodes applique-t-on ou envisage-t-on pour diriger ou encourager les investissements dans le Territoire?

La France dans son désir de marquer sa sollicitude au Cameroun a décidé en 1946 d'associer ses finances à celles, trop réduites, du Territoire en vue de promouvoir un vaste plan de mise en valeur.

Une loi métropolitaine du 30 avril 1946 dispose que dans un délai de six mois le Ministre de la France d'outre-mer établira pour les territoires relevant de son contrôle des plans de développement économique et social portant sur une période de 10 années. Ces plans comportent la transformation de ces territoires en pays modernes pour tout ce qui concerne leur équipement public et privé et englobent la production, la transformation, la circulation et l'utilisation des richesses de toute nature desdits territoires.

Ils ont pour objet, et par priorité, de satisfaire aux besoins des populations autochtones et de généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social.

Le Cameroun a eu sa part dans un vaste programme qui prévoit :

a) Des travaux d'intérêt social (urbanisme, santé et hygiène, enseignement et sports) pour une somme de : 1.450.000.000 de francs;

b) Des travaux intéressant la production du sol, l'équipement agricole, la protection des forêts, l'élevage, pour : 800.000.000 de francs;

c) Le développement des mines, la production de l'énergie électrique, l'industrialisation du pays, pour : 940.000.000 de francs;

d) L'amélioration des moyens de transport et des communications terrestres, maritimes et aériennes pour : 1.480.000.000 de francs.

Un crédit supplémentaire de 445 millions a, en outre, été prévu pour assurer la mise en œuvre des services nés du plan afin de ne pas alourdir le budget local dans les premières années.

Au total, ce programme décennal d'amélioration coûtera 8.115.000.000 de francs C. F. A., soit 13.795.500.000 francs métropolitains.

Le financement en est assuré par un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) qui est alimenté en recettes :

- par une dotation de la métropole;
- par des contributions des territoires intéressés;
- par des avances à long terme et à faible intérêt (2 p. 100) consenties par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

Pour les années 1946 et 1947, sur un total de 996 millions intéressant le Cameroun, la métropole a dépensé 315 millions.

En ce qui concerne l'immédiat, l'Assemblée représentative locale a approuvé au cours de la session de novembre 1946 les budgets spéciaux des plans d'équipement des années 1946 et 1947; le premier arrêté à 271.000.000 de francs C. F. A. ou 460.760.000 francs métropolitains; le second arrêté à 725.000.000 de francs ou 1.232.500 francs métropolitains.

Au cours des années 1946 et 1947 d'importantes commandes de matériel ont été passées en France, aux États-

Unis, en Angleterre et en Belgique. Des entreprises de travaux publics se sont installées sur place. Des études préliminaires et certains travaux d'électricité, d'infrastructure aérienne ainsi que l'amélioration des ports et du réseau ferré sont en cours.

Au chiffre de près de 14 milliards de francs prévu pour le secteur public, il faut ajouter un chiffre sensiblement égal pour les investissements du secteur privé. En effet, la loi du 30 avril 1946 a prévu la création de Sociétés mixtes et de Sociétés d'Etat, destinées à faciliter l'exécution de ce plan.

Les Sociétés d'Etat fonctionnent avec les méthodes et la souplesse des entreprises commerciales et industrielles privées. Elles sont soumises seulement à des vérifications *a posteriori* des services administratifs de contrôle.

La Compagnie française du Cameroun (C. F. C.) et la Société des forêts tropicales (S. F. T.) spécialisées dans l'exploitation des bois sont des Sociétés d'économie mixte, Sociétés anonymes mais dans lesquelles l'Etat français, les collectivités et les établissements publics peuvent être représentés au Conseil d'administration.

Il y a au Cameroun, dans le secteur privé ou mixte, 30 Sociétés anonymes, 10 Sociétés à responsabilité limitée, 5 Sociétés en nom collectif et 1 Société en commandite.

Le réinvestissement des bénéfices donne lieu à une exonération fiscale. Cette mesure vise à favoriser le maintien au Cameroun des profits réalisés dans une exploitation ancienne.

Les réinvestissements doivent être effectués sous forme de constructions, d'installations industrielles ou commerciales ou sous forme d'achats et de mise en valeur des terrains précédemment en friche.

Corollairement les répartitions des bénéfices, sous forme de distributions d'actions nouvelles gratuites ne donnent pas lieu à imposition. Cette mesure a pour effet d'encourager les capitaux et favoriser l'accroissement des fonds de roulement des Sociétés anonymes.

D'autre part les droits d'enregistrement concernant la constitution, la prorogation ou l'augmentation de capital des Sociétés, ont été réduits en 1947 dans des proportions appréciables. Ces droits qui étaient de 2 p. 100 du capital en 1939 et de 3, puis de 5 p. 100 en 1946, ont été ramenés à 1 p. 100.

De plus, le produit des actions, obligations, parts des Sociétés ayant leur siège au Cameroun ne supporte pas l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, impôt qui varie de 15 à 40 p. 100 du revenu des actions et parts dans la métropole et dans la plupart des territoires d'outre-mer.

Enfin il est à noter qu'autrefois l'émission des billets de banque appartenait à une banque privée privilégiée, la Banque de l'Afrique Occidentale qui conservait les bénéfices de l'opération. Depuis 1944 l'émission est réservée à la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

QUESTION 37.

Dans quelle mesure le Gouvernement, des entreprises privées, ou une action commune de l'un et des autres favorisent-ils le développement des ressources naturelles en vue du progrès économique des habitants, dans le domaine de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'industrie minière, des sources d'énergie, de l'irrigation et dans d'autres domaines?

En ce qui concerne l'agriculture, le développement économique est assuré par les services administratifs compre-

nant une Direction centrale, des secteurs, des régions et des postes agricoles. De plus la Direction de l'agriculture dispose de stations d'essais, d'un laboratoire, de centres d'apprentissage agricole et d'une Ecole supérieure d'agriculture.

Deux organismes para-administratifs participent également à ces travaux. Ce sont :

— l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (I. F. A. C.) qui, installé dans la région bananière du Territoire (ouest) poursuit actuellement des travaux importants sur la production de cette riche culture;

— l'Institut de recherches sur les huiles et oléagineux (I. R. H. O.) qui s'est vu confier l'aménagement des palmeraies naturelles et la construction d'usines d'huile prévues au plan d'équipement économique et social du Cameroun. L'exploitation en sera, ensuite, confiée à une Société.

Enfin, de nombreuses Sociétés et Coopératives agricoles tant européennes qu'autochtones, participent à l'essor économique du Territoire.

**

En ce qui concerne l'industrie minière les substances minérales exploitées au Cameroun n'ont pas été jusqu'ici introduites dans la consommation locale. Cela tient au caractère même de ces substances.

En effet les trois principaux produits exploités sont : l'or, le rutile et la cassitérite. L'or ne pourrait localement trouver son utilisation — en admettant que le régime actuel de monopole au profit d'institutions bancaires soit supprimé — que dans les travaux d'orfèvrerie. Cette industrie n'est encore qu'embryonnaire.

Le rutile (minerai de titane) ainsi que la cassitérite (minerai d'étain) demandent, pour être utilisés, un traitement nécessitant d'importantes installations; l'équipement actuel du Territoire en force motrice ne suffirait pas à leur fonctionnement. C'est donc par voie indirecte que les Camerounais profitent économiquement du développement de l'activité minière, et tout d'abord par certaines réalisations dans les régions minières :

— construction de voies de communication et de pénétration;

— aménagement des camps (par les entreprises privées) s'effectuant sous une idée directrice de fixation de la main-d'œuvre, ce qui conduit à des améliorations constantes de l'habitat (logement, adduction d'eau, etc.);

— économats (des entreprises privées où le travailleur s'approvisionne en aliments, vêtements et ustensiles à des prix intéressants);

— services sanitaires (gouvernementaux et des entreprises privées) faisant bénéficier les travailleurs de soins gratuits.

Enfin le Territoire bénéficie collectivement des mesures fiscales (droits d'institution, taxes superficielles, taxe *ad valorem*, droit d'affermage) propres à l'industrie minière. Il profite aussi des participations aux bénéfices découlant de conventions passées avec certaines entreprises privées.

Le développement de l'exploitation des ressources naturelles du sous-sol est favorisé :

a) *Par le Gouvernement* sous les formes suivantes :

— établissement de la carte géologique du Territoire;

— travaux de grande prospection;

— études générales économiques se rapportant à l'industrie minière et documentation;

— laboratoire de chimie et de minéralogie (en voie de création);

— stations d'essais de mécanisation (en voie de création);

— enseignement professionnel (formation de techniciens pour l'industrie minière);

— primes à certaines productions;

— prêts à long terme aux producteurs (F. I. D. E. S.);

b) *Par les entreprises privées*, sous les formes d'investissement en matériel et en travaux de prospection;

c) *Par l'action commune du Gouvernement et du secteur privé* avec le concours d'un Office spécial en cours d'institution : le Bureau des recherches et de participation minière (Société d'Etat dotée de la personnalité civile), chargé des intérêts miniers du Territoire, soit par sa seule action soit en participation avec les entreprises privées.

**

Des études sont en cours également pour l'électrification du réseau ferré.

Par ailleurs, l'installation de la distribution d'eau pure dans toutes les cités du Territoire fait l'objet de travaux préliminaires et d'études :

— à Douala : 15.000 mètres cubes par jour pour 60.000 habitants;

— à Yaoundé : 10.000 mètres cubes par jour pour 33.000 habitants.

D'autres distributions plus modestes sont à l'étude pour les villes de Nkongsamba, Dschang, Foumban, Edéa, Kribi, Ebolowa, Bafia, Ngaoundéré, Garoua et Maroua.

Toutes ces distributions d'eau doivent comporter des stations d'épuration.

Les dépenses de cet ordre sont payées sur les fonds du plan d'équipement :

1946	Electricité.	5.000.000 de francs C. F. A.
	Eau.	8.000.000 de francs C. F. A.
1947	Electricité.	12.000.000 de francs C. F. A.
	Eau.	59.000.000 de francs C. F. A.

QUESTION 38.

Quels sont les études principales, les enquêtes spéciales ou les programmes de recherche relatifs au progrès économique, y compris les investissements, en voie d'exécution, achevés, entrepris ou envisagés au cours de l'année?

En indiquer les résultats absolus et relatifs.

Il a été répondu à la plupart de ces questions dans les réponses faites sous les n° 36 et 37.

On peut y ajouter que l'inventaire des forces hydrauliques est entrepris; que l'étude des plans d'urbanisme des villes de Douala et de Yaoundé est déjà très avancée; que des expériences de sélection professionnelle avec textes adaptés aux Africains sont en cours avec des résultats très encourageants.

QUESTION 39.

Existe-t-il un système de planification ou de mesures administratives pour le progrès économique (dans le cadre du Gouvernement du Territoire ou de l'Autorité chargée de l'administration)? Dans quelles conditions la participation des autochtones est-elle prévue? Dans quelle mesure les institutions internationales appropriées participent-elles à ces programmes?

Il a été répondu en partie à cette question dans les réponses n° 36 et 37.

Le plan décennal de mise en valeur a commencé à être appliqué dès 1946.

Il est à signaler cependant, en ce qui concerne la participation des autochtones au progrès économique, le rôle joué par l'Institut des recherches sur les huiles et oléagineux (I. R. H. O.) qui aura une grosse importance dans la mise en valeur des richesses du Territoire en corps gras (palmistes).

Cet organisme para-administratif, après mise en train de son programme, devra céder la place à une Société pour laquelle il est prévu une participation importante (50 p. 100) des éléments autochtones du Cameroun.

QUESTION 40.

Quelles ont été les mesures prises par l'Autorité chargée de l'administration pour mettre en vigueur les dispositions de l'article 76 d) de la Charte relatives à l'égalité de traitement dans le domaine économique?

L'égalité de traitement dans le domaine économique a été instaurée bien avant l'institution de la Charte des Nations Unies.

Depuis 1918, en effet, un grand nombre d'actes internationaux ont affirmé ce principe.

D'abord l'article 22 du Traité de paix de 1919 réglant la question de la dévolution des anciennes colonies allemandes (art. 5).

Puis une des trois conventions de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 qui porte révision des actes généraux de Berlin et de Bruxelles et qui pose le principe d'une complète égalité commerciale.

Enfin, plus spécialement au Cameroun, l'article 6, paragraphe 2, de l'Acte de Londres du 20 juillet 1922 qui constitue la Charte organique du Territoire, dispose que la puissance mandataire accorde à tous les ressortissants des Etats membres de la S. D. N., et dans les mêmes conditions qu'à ses propres ressortissants, la liberté du transit et de la navigation et leur assurera une complète égalité économique, commerciale et industrielle.

Les dispositions de l'article 6 du Mandat français (accord de Londres de 1922) susvisé ont été étendues aux Etats-Unis par un accord spécial : la Convention de Paris du 13 février 1923.

Ainsi donc, depuis que la France a adhéré au Pacte de la S. D. N., le Cameroun est sous le régime de la porte ouverte. Son régime douanier, réglementé par la loi du 13 avril 1928, a tenu compte de ces accords internationaux. Il n'y a en matière douanière qu'un tarif unique assurant à toutes les marchandises ou produits importés ou exportés, quels que soient leur origine, leur provenance ou leur destination, des conditions douanières égales. Ce

tarif a été plusieurs fois modifié pour ce qui concerne le mode d'assiette, les règles de perception et les taux de taxes, mais le principe d'égalité a toujours été maintenu. Les dispositions de l'article 76 d) de la Charte étaient donc appliquées au Cameroun avant même l'approbation de l'Accord de tutelle.

QUESTION 41.

Quelles sont les formes de l'activité économique assumées dans le Territoire par les nationaux ou par des groupements ou des associations de ressortissants d'Etats Membres des Nations Unies autres que l'Autorité chargée de l'administration?

Schématiquement les formes de l'activité économique assumées par les nationaux (ou groupements) d'Etats Membres des Nations Unies, sont essentiellement commerciales.

Le commerce extérieur est caractérisé par des importations de matériel et d'objets manufacturés (tissus, produits alimentaires) et des exportations de produits du cru (production agricole, sylvestre, minière).

Les importations se font par l'intermédiaire des grosses Sociétés françaises ou anglaises (C^{ie} F. A. O., S. C. O. A., John Holt, King, Compagnie des Bananes).

Au premier stade de l'exportation, qui va du ramassage du produit à son transport dans les magasins, on trouve à côté des puissants groupements cités ci-dessus, notamment John Holt pour le caoutchouc et le cacao, King pour le caoutchouc, la Compagnie des Bananes pour la banane, la Compagnie Française du Cameroun pour les bois, certains groupements locaux qui agissent sous la forme de coopératives ou de syndicats et qui traitent directement avec le producteur indigène. Ces groupements vendent la plupart du temps aux grosses firmes d'exportation citées ci-dessus dont l'activité s'étend encore à ce stade.

Ce système de groupements présente l'avantage d'obtenir de meilleurs prix pour le producteur auquel il assure en retour une meilleure répartition des marchandises d'importation.

Quatre coopératives ou syndicats européens travaillent actuellement au Cameroun. Trois ont pour activité la production et la vente du café. Un autre se consacre à la banane.

Par contre dans la deuxième phase (exportation proprement dite hors du Territoire), il ne reste guère que les grosses Sociétés françaises ou étrangères dont il a été question ci-dessus.

QUESTION 42.

Existe-t-il des groupes non autochtones jouissant d'une situation spéciale dans une branche quelconque de l'économie du Territoire? Dans l'affirmative, indiquer leur situation ainsi que leur statut.

Non, il n'y a aucun groupement de ce genre.

Le principe est celui d'une égalité absolue qui ne souffre aucune exception.

QUESTION 43.

Quels sont, d'une manière générale, la politique et les objectifs économiques de l'Autorité chargée de l'administration à l'égard des divers groupes ethniques? Préciser ce qui suit :

- a) **A-t-on pris ou envisagé des mesures pour protéger dans le domaine économique des groupes autochtones relativement faibles?**
- b) **A-t-on pris ou envisagé des mesures en vue du transfert progressif aux éléments autochtones de certaines des attributions réservées aux éléments non autochtones dans l'économie du Territoire?**

a) La politique et les objectifs économiques à l'égard des divers groupes ethniques est d'assurer à tous les membres de ces groupes une situation économique qui leur permette de bénéficier du produit de leur travail et d'utiliser leurs ressources à la satisfaction de leurs besoins.

A cet effet l'Administration s'est efforcée de grouper les producteurs en des syndicats ou coopératives de production qui leur permettent d'écouler leurs produits à des prix rémunérateurs et dans les mêmes conditions que les exploitations européennes mieux organisées.

Par ailleurs les autochtones salariés (fonctionnaires, employés, manœuvres) ont créé des coopératives de consommation de plus en plus nombreuses. Les entreprises sont, de leur côté, autorisées à ouvrir des économats pour ravitailler leur personnel en marchandises et denrées de première nécessité (voir plus loin réponse 72). Ces divers organismes offrent ainsi aux catégories de consommateurs économiquement faibles la possibilité de satisfaire leurs besoins dans les conditions les plus avantageuses.

Enfin les régions moins bien approvisionnées par suite de leur éloignement, de leur faible possibilité de production en produits d'exportation ou de l'absence de centres commerciaux importants, bénéficient de transferts directs de marchandises de première nécessité dans la limite de 20 p. 100 des arrivages.

b) Aucune attribution, dans quelque domaine que ce soit, n'est réservée à des éléments non-autochtones. La prédominance des éléments européens dans certaines activités économiques du Territoire n'est due qu'à leurs connaissances techniques et à leur formation générale qui les rendent plus aptes que les autochtones à remplir ces activités.

Les autochtones, par suite de l'évolution sociale et du développement de l'enseignement, accèdent, du reste, de plus en plus, à ces activités : commerce, transport, entreprises.

D'autre part les autochtones sont représentés dans tous les organismes consultatifs économiques (Chambres de commerce, Commissions des prix, Commissions de répartition), ce qui leur permet de prendre part directement à la défense de leurs intérêts propres.

Les syndicats et coopératives africains ont de même entière liberté pour se constituer et se développer de la façon la plus indépendante et tel que l'entendent les intéressés dans la seule limite des réglementations en vigueur.

QUESTION 44.

Quelles sont la nature et l'étendue des concessions que l'Autorité chargée de l'administration a pu consentir?

En raison des difficultés de main-d'œuvre et pour protéger les autochtones, l'octroi de concessions rurales à

usage agricole a été suspendu depuis plusieurs années. Seules des concessions urbaines provisoires sont attribuées régulièrement, selon la procédure normale de l'adjudication, dans les centres urbains lotis. Le nombre de ces concessions urbaines (d'une contenance moyenne de 2.000 m²) ainsi attribuées est relativement faible, de l'ordre d'une centaine pour tout le Territoire en 1947.

Par ailleurs il a été accordé, dans l'année, environ 10 concessions rurales à usage d'habitation ou industriel : chacune d'une superficie voisine de 20 hectares et, en outre, une location de longue durée d'un terrain à usage industriel de 2.500 hectares a été consentie.

Enfin, trois concessions de 20 hectares ont été accordées à titre gratuit à des autochtones en 1947.

A l'heure actuelle, le total des terres cédées est de l'ordre de 80.000 hectares pour les concessions rurales formant un total de 750 concessions et de 500 hectares pour les concessions urbaines représentant 1.650 lots.

QUESTION 45.

Quel est le statut des entreprises possédées ou gérées par l'Autorité chargée de l'administration ou par ses nationaux dans le Territoire?

Les entreprises possédées ou gérées par la puissance tutrice ou par les nationaux ne bénéficient d'aucun statut particulier.

Toutes les entreprises du Cameroun quelle qu'en soit la nationalité sont soumises aux mêmes obligations tant administratives que fiscales et le Code de commerce français s'applique à tous les exploitants.

Seule la forme juridique des entreprises diffère suivant les règles posées par le droit commercial français.

Il y a au Territoire :

- des Sociétés d'Etat et des Sociétés d'économie mixte;
- des Sociétés anonymes ordinaires (30);
- des Sociétés à responsabilité limitée (10);
- des Sociétés en nom collectif (5);
- des Sociétés en commandite (1);
- des Sociétés à forme coopérative ou syndicale (4).

QUESTION 46.

Dispose-t-on d'évaluations du revenu national? Si oui, en indiquer les chiffres pour les dernières années?

Le revenu du territoire ne peut être déterminé avec certitude, le système fiscal en vigueur jusqu'en 1946 ne rendant possibles d'impôts directement basés sur la notion de revenu que les Européens et assimilés.

Le revenu des populations autochtones exerçant une activité permanente (salariés), planteurs et commerçants, ne peut être évalué que par estimation.

En la matière, les meilleurs critères sont :

1° Le chiffre du budget 1947 qui s'équilibre avec ses ressources propres et qui a été arrêté au chiffre de 750.573.000 francs C. F. A.;

2° Le total des comptes de dépôt et des comptes courants créditeurs qui s'élevait au milieu de l'année 1947 à 667.999.732 francs C. F. A.;

3° Le montant des billets en circulation qui ne serait pas loin d'atteindre 1.000.000.000 de francs C. F. A.

QUESTION 47.

Donner un aperçu sommaire des conséquences sociales de l'évolution économique des dernières années.

L'évolution économique de ces dernières années se traduit par un certain nombre de faits sociaux.

Parmi ces faits, il en est qui signifient une amélioration de la condition humaine. D'autres doivent être considérés, au contraire, comme la rançon inévitable de tout progrès.

Le portage qui fut, pendant des siècles, la plaie de l'Afrique, a disparu complètement et n'est plus qu'un souvenir lointain.

Le camion, la locomotive, la route et le rail permettent la circulation des produits sans fatigue.

L'augmentation des salaires des ouvriers qualifiés a donné une plus-value évidente au pouvoir d'achat d'une partie des autochtones. Cela signifie pour eux : meilleurs logements, meilleurs vêtements, meilleure alimentation.

Les grands centres exercent bien entendu un attrait dangereux sur les jeunes campagnards, qui s'imaginent trop souvent qu'un long apprentissage n'est qu'une formalité inutile. Le port de Douala qui comptait 41.000 habitants en 1938, héberge maintenant plus de 60.000 personnes. Yaoundé, capitale politique du Cameroun, est passé de 19.000 habitants en 1938 à 35.000 en 1947.

Les pouvoirs publics se préoccupent de trouver une solution à cette progression continue du nombre des provinciaux citadins, progression qui provoque une hausse constante du coût de la vie.

De 1938 à 1947, la moyenne des prix de détail (pour les Africains) est passée de 2,87 à 30,98, soit l'indice 10.

Durant la même période la moyenne des salaires est passée de 2,50 à 30 francs, soit l'indice 12.

FINANCES PUBLIQUES. MONNAIE ET CRÉDIT.

QUESTION 48.

Indiquer les principaux postes de recettes du Gouvernement en distinguant les sources principales et en précisant les avances ou prêts consentis par l'Autorité chargée de l'administration. Donner les principaux postes de dépenses du Gouvernement en analysant les dépenses afférentes aux services administratifs (y compris les services judiciaires et législatifs) et aux services sociaux, économiques et d'enseignement.

Les finances du Territoire disposent de deux instruments budgétaires : le budget local auquel est rattaché jusqu'au 1^{er} janvier 1948 le budget annexe du chemin de fer (1), et le budget annuel du Plan décennal créé par le décret du 16 octobre 1946, en application de la loi du 30 avril 1946.

(1) Le chemin de fer sera constitué en régie industrielle le 1^{er} janvier 1948.

b) Recettes extraordinaires.

Ces recettes sont alimentées par :

- des prélèvements exceptionnels sur les fonds de réserve;
- les produits extraordinaires avec ou sans affectation spéciale.

*
**

a) Recettes ordinaires.

Les recettes ordinaires sont alimentées par :

- les impôts perçus sur rôles;
- les contributions perçues sur liquidation;
- les produits des exploitations industrielles;
- les produits perçus sur ordres de recettes;
- les prélèvements ordinaires sur la caisse de réserve.

Les recettes perçues sur rôles comprennent :

- les impôts personnels et sur les revenus;
- les patentes et licences;
- les taxes assimilées (taxes vicinales, taxes sur le bétail, taxes sur les armes).

Les recettes perçues sur liquidation concernent les douanes, l'enregistrement et les domaines;

Les recettes perçues sur liquidation industrielle sont celles effectuées par les services ci-après :

- les postes, télégraphes et téléphones;
- les services de transport;
- les usines et ateliers;
- les ports.

Les recettes perçues sur ordres de recettes représentent tous les produits divers dont la nomenclature figure au chapitre IV du budget local.

Les principaux postes de dépenses du budget du Cameroun comprennent :

CHAPITRE A. — *Les dettes exigibles;*

CHAPITRE B. — *Les dépenses de personnel;*

CHAPITRE C. — *Les dépenses de matériel et de main-d'œuvre;*

CHAPITRE D. — *Les dépenses de travaux;*

CHAPITRE E. — *Les dépenses diverses.*

CHAPITRE A. — DETTES EXIGIBLES DU TERRITOIRE.

Ces dépenses sont obligatoires et concernent :

- les pensions aux anciens militaires et gardes;
- les annuités des emprunts de 1931, 1932, 1933, 1934;
- les annuités des avances consenties par le Fonds d'investissement pour le développement économique et social.

A ces dépenses il convient d'ajouter les contributions du Territoire aux dépenses de divers organismes internationaux, métropolitains ou intercoloniaux : (Bureau international de Berne, Ecoles, Caisses métropolitaines des retraites, recherche scientifique coloniale, etc)

CHAPITRE B. — DÉPENSES DE PERSONNEL.

Ces dépenses se décomposent comme suit :

TITRE I ^{er} . Service d'administration générale.	Haut Commissariat. (Article 1 ^{er} .)	Haut Commissaire. Secrétariat particulier. Cabinet civil. Service radio, presse, information.
	Secrétariat général et Services d'administration. (Article 2.)	Secrétariat général. Délégation à Douala. Direction des affaires politiques. Bureau du personnel. Direction des finances. Sous ordonnancement à Douala. Direction des affaires économiques. Inspection du travail. Office colonial des changes. Services rattachés à la délégation de Douala.
	Inspection des affaires administratives et administration territoriale des régions. (Article 3.)	Administration territoriale des régions. Inspection des affaires administratives à Yaoundé. Service judiciaire à Douala.

TITRE I ^{er} . <i>Service d'administration générale.</i> (Suite.)	Justice. (Article 4.)	{ Justice de paix à compétence étendue à Yaoundé. Justices de paix dans les subdivisions et régions du Territoire.
	Sûreté générale. (Article 5.)	{ Direction à Douala. Commissariats de police.
	Gendarmerie et garde camerounaise. (Article 6.)	{ Commandement à Yaoundé. Gendarmes en service dans différents postes du Territoire. Garde camerounaise.
	Prisons. (Article 7.)	{ Gardiens de prisons.
TITRE II. <i>Services financiers.</i>	Trésorerie et Agences. (Article 8.)	{ Trésorerie à Yaoundé et paierie à Douala. Agences spéciales dans les localités où il n'y a pas de comptables du Trésor.
	Contributions directes. (Article 9.)	{ Direction du service à Douala.
	Service des douanes. (Article 10.)	{ Chef du service à Douala. Divers postes dans le Territoire.
	Enregistrement, Domaines et Service topographique. (Article 11.)	
TITRE III. <i>Services d'intérêt économique.</i>	Transmissions. (Article 12.)	{ Service des postes, télégraphes, téléphones. Service des transmissions.
	Travaux publics et ports. (Article 13.)	{ Comprend la Direction, l'arrondissement de Yaoundé, de Douala, l'arrondissement de Garoua, les services du port de Douala.
	Usine et ateliers de fabrication. (Article 14.)	{ Usine des eaux, canalisations et égouts, ateliers des travaux publics, garages administratifs, imprimerie du Gouvernement.
	Service de l'agriculture et Service du conditionnement des produits agricoles. (Article 15.)	{ Service de l'agriculture et Service du conditionnement des produits à Douala.
	Service forestier. (Article 16.)	{ Centre à Yaoundé et inspections forestières dans les diverses régions.
	Service de l'inspection de la chasse et de la protection de la faune. (Article 17.)	
	Service vétérinaire des haras et de l'élevage. (Article 18.)	{ Direction du service à Yaoundé. L'activité du service s'applique principalement dans les régions nord du Territoire, où se trouvent les gros centres d'élevage.
	Service de l'aéronautique civile. (Article 19.)	{ Ce service, dont l'activité a été interrompue par les hostilités, doit reprendre son activité très prochainement.
	Service des mines. (Article 20.)	{ Centre à Yaoundé; ingénieurs et géologues dans les régions minières.
	Service météorologique. (Article 21.)	{ Centre à Douala. Le Territoire est divisé en secteurs météorologiques. Les soldes des ingénieurs du cadre métropolitain sont à la charge du budget métropolitain; les traitements des autres agents de la météorologie sont supportés par le budget local.

TITRE IV.
*Service de dévelop-
pement social.*

Service de santé.
(Article 22.)

Direction du Service de santé à Yaoundé.
Laboratoire de bactériologie à Yaoundé.
Institut d'hygiène sociale à Douala.
Centre d'instruction d'Ayos.
Pharmacie centrale d'approvisionnements.
Hôpital européen de Douala.
Hôpital Laquintinie (africain), Douala.
Hôpital mixte de Yaoundé.

Organismes régionaux. { Hôpitaux;
Dispensaires;
Léproseries;
Hypnoseries.

Service d'hygiène mobile et de prophylaxie; hygiène urbaine.

Enseignement.
(Article 23.)

Direction du service à Yaoundé.
Collège classique à Yaoundé; collège moderne et technique de Nkongsamba.
Ecole normale de garçons à Nkongsamba.
Cours normal mixte de Douala. Ecole professionnelle d'Ebolowa. Ecole professionnelle de Douala. Ecoles rurales des régions. Cité enfantine de Yaoundé pour les jeunes métis.

Centre local de l'Institut français de l'Afrique Noire.
(Article 24.)

Centre d'études ethnographiques et collection à Douala.
Edition du *Bulletin des études camcrounaises*.

Dépenses diverses.
(Article 25.)

Ces dépenses sont communes à tous les fonctionnaires des différents services du Territoire (frais de transport, indemnités de déplacement, frais d'hospitalisation, etc...).

**CHAPITRE C. — DÉPENSES DE MATÉRIEL
ET DE MAIN-D'ŒUVRE.**

Les postes composant ce chapitre correspondent aux divers services énumérés au chapitre B.

Allocations
aux chefs indigènes.
(Article 2.)

Ces allocations se composent de :
l'allocation principale et d'une indemnité dite indemnité spéciale de charge, qui est accordée à certains chefs africains en raison de l'importance particulière de leur chefferie.

**CHAPITRE D. — DÉPENSES AFFÉRENTES A L'ENTRE-
TIEN DES ROUTES, DES BATIMENTS ADMINIS-
TRATIFS ET AUX CONSTRUCTIONS NOUVELLES.**

Par-entretien des routes, il faut entendre l'entretien des routes proprement dites, des ouvrages (ponts et pontons, etc.), des bacs, des pistes auto.

L'entretien des bâtiments comprend deux postes : entretien courant, grosses réparations (et, éventuellement, transformations).

Allocations
et secours.
(Article 3.)

Attribués sur décision du Haut Commissaire.

Fêtes publiques.
(Article 4.)

Crédit destiné à assurer la participation du Territoire aux manifestations qui ont lieu à l'occasion de certaines fêtes locales.

CHAPITRE E.

Les postes constituant ce chapitre concernent les dépenses qui, par leur caractère, ne peuvent pas être inscrites à l'un des chapitres ci-dessus.

Dépenses
des chargés
de mission
et frais généraux.
(Article 5.)

Crédit destiné à acquitter les dépenses afférentes aux inspections des colonies.

Fonds spéciaux.
(Article 1^{er}.)

Fonds mis à la disposition du chef du Territoire qui les utilise directement, sous réserve de justification de leur emploi devant le Ministre de la France d'outre-mer.

Subventions.
(Article 6.)

A ce poste figurent :

a) Le montant des subventions attribuées par le budget local aux budgets communaux des villes de Douala et Yaoundé;

Subventions.
(Article 6.)
(Suite.)

b) Les crédits qui seront utilisés pour octroi des subventions demandées dans le courant de l'année par des organismes privés de la colonie et de la métropole et accordées par le Haut Commissaire après consultation de l'Assemblée représentative locale.

a) Remboursement aux budgets communaux des recettes faites pour leur compte.

b) Remboursement à la Chambre de commerce d'une quote-part sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation.
(Article 7.)

Il s'agit des centimes additionnels perçus sur les impôts.

Les plus importantes sont les suivantes :

Fonctionnement de l'Assemblée représentative locale; location des logements, terrains et magasins.

Frais d'expédition, assurance, fonte titrage de l'or acheté pour le compte de la Caisse centrale.

Foires-Expositions et frais de propagande.

Dépenses diverses.
(Article 8.)

Dépenses imprévues.
(Article 9.)

L'exploitation du chemin de fer du Territoire qui doit, à compter du 1^{er} janvier 1948, être constitué en régie industrielle, bénéficiera d'un budget annexe dont le directeur des travaux publics sera l'ordonnateur.

Ce budget est alimenté par :

1° Les recettes du trafic (transport des voyageurs et des marchandises);

2° Les recettes hors trafic provenant de l'exploitation des scieries, carrières, ateliers;

3° Les contributions du budget local;

4° Les prélèvements sur le fonds spécial de renouvellement lequel, constitué par des avances de la Caisse de réserve que le budget du chemin de fer rembourse par annuités, permet l'achat de gros matériel.

Les dépenses comprennent :

1° Les dépenses de personnel et de main-d'œuvre;

2° Les dépenses de matériel et d'exploitation;

3° Les dépenses d'apprentissage;

4° Les dépenses diverses comprennent notamment la participation du chemin de fer du Cameroun aux dépenses de l'Office central des chemins de fer coloniaux et le financement des œuvres sociales du réseau.

**

C'est la loi du 30 avril 1946 qui a prévu l'établissement, le financement et l'exécution des plans d'équipement et de

développement des territoires de l'Union Française. Ces plans ont pour objet : « d'une part, et par priorité, de satisfaire aux besoins des populations autochtones et de généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social; d'autre part, en concordance avec les plans établis par le Commissariat général au plan, de concourir à l'exécution des programmes de reconstruction et de développement de l'économie de l'Union Française tant sur le plan métropolitain que sur celui des échanges internationaux ».

Ces plans sont financés par le Fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer qui, lui-même, trouve les fonds à répartir dans les subventions de la métropole et dans les avances à long terme consenties par la Caisse centrale.

QUESTION 49.

Envoyer le budget détaillé de l'exercice en cours ainsi qu'un document semblable pour le dernier exercice clos. Préciser de quelle manière le budget est dressé, approuvé et appliqué. Joindre un tableau comparatif du total des recettes et des dépenses, chapitre par chapitre, pour chacune des cinq dernières années.

1° Etablissement du budget.

Le projet de budget du Territoire est établi par la Direction des finances qui reçoit à cet effet, des régions et des services, les renseignements lui permettant de déterminer les prévisions des recettes et des dépenses.

Le budget du Cameroun (exercice 1947) a été établi dans les formes prévues par le décret du 9 octobre 1946 portant création de l'Assemblée représentative du Cameroun.

Conformément à ce texte, il a été délibéré par l'Assemblée dans sa séance du 12 décembre 1946 et approuvé par décret dans les formes prévues à l'article 69 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer.

L'initiative des dépenses appartient concurremment à l'Assemblée et au chef du Territoire.

Le budget est délibéré par chapitre et article, puis présenté par chapitre au Conseil d'administration.

Enfin l'article 69 du décret du 30 décembre 1912 stipule que le budget doit être soumis à l'approbation du Ministre de la France d'outre-mer. Cette approbation fait l'objet d'un décret.

Les budgets, lorsqu'ils n'ont pas reçu avant le premier janvier la sanction ministérielle, sont rendus exécutoires par des arrêtés locaux; dans ce cas, aucune disposition nouvelle incorporée dans les projets de budget (travaux neufs, nouvelles taxes) ne peut recevoir un commencement d'exécution.

En principe le Commissaire de la République gère les finances du Territoire et assure l'exécution du budget dont il est l'ordonnateur. En fait, ainsi que l'autorisent les dispositions de l'article 104 du décret du 30 décembre 1912, le rôle d'ordonnateur est confié, au Cameroun, au directeur des finances qui agit en qualité d'ordonnateur-délégué, sous le contrôle et la responsabilité du chef du Territoire.

Au point de vue recettes, le budget local est exécuté selon les principes généraux ci-après :

Les recettes perçues sur rôles sont établies par le Service des contributions directes, perçues par les caisses du Trésor à Douala et à Yaoundé et par les agences spéciales dans les autres postes du Territoire.

Pratiquement les différentes recettes perçues sur liquidation sont effectuées par le receveur des Domaines, le chef du Service des douanes etc., ou éventuellement leur représentant dans les unités territoriales.

La Direction des finances suit les droits constatés afférents aux recettes mentionnées ci-dessus à l'aide des bordereaux qui lui sont adressés par les divers chefs de service, à l'exception toutefois des impôts perçus sur rôles pour lesquels la Direction des contributions directes établit des états récapitulatifs de prise en charge.

Le budget local reçoit, d'autre part, les versements du receveur principal des P. T. T. qui centralise les recettes postales du Territoire, il bénéficie sur ordres de recette des produits divers.

Le budget de dépenses est exécuté sous le contrôle de l'ordonnateur délégué.

Les dépenses sont liquidées par les chefs de service et les chefs des diverses unités territoriales; les dépenses du chef-lieu sont exécutées directement sur les crédits budgétaires; à Douala, des délégations de crédits sont consenties au sous-ordonnateur.

Les chefs de service et les chefs de région ne peuvent engager les dépenses sans avoir reçu l'autorisation préalable de l'ordonnateur-délégué. D'autre part les chefs de service reçoivent, dès l'établissement du budget, la notification des crédits prévus pour le fonctionnement de leur service, ce qui leur permet de demander à la Direction des finances de mettre à la disposition des chefs de région les crédits qui sont nécessaires aux organismes régionaux de leur service.

Aucune dépense ne peut être effectuée que si elle a été inscrite au budget et engagée sur des crédits disponibles.

Dans le cas où, malgré l'absence de crédits disponibles, certaines dépenses s'avèrent nécessaires il convient alors de procéder à l'inscription des crédits supplémentaires balancés par des ressources correspondantes.

Les ouvertures de crédits supplémentaires doivent être arrêtées et approuvées dans les mêmes conditions et par les mêmes autorités que le budget.

Les états de crédits supplémentaires doivent être appuyés de tous les renseignements propres à éclairer les différentes autorités et assemblées, savoir :

- les numéros et titres des chapitres intéressés;
- le montant des crédits supplémentaires à ouvrir;
- l'exposé des motifs détaillés faisant connaître les causes de l'insuffisance des crédits primitifs;
- les voies et moyens permettant de faire face à l'ouverture des crédits.

Chaque mois l'ordonnateur-délégué rend compte de l'état des dépenses engagées à l'Assemblée représentative qui suit ainsi de très près l'exécution du budget.

Le projet du budget annexe du chemin de fer et le budget du plan sont approuvés dans les mêmes conditions que le budget local.

Toutefois, en ce qui concerne le budget du plan, les prévisions se rapportent non seulement aux crédits de paiement comme dans un budget ordinaire mais également aux crédits d'engagement qui représentent des autorisations d'engagement de dépenses dont le paiement s'échelonne sur plusieurs années; d'autre part, les reliquats non utilisés des crédits d'engagement et de paiement se reportent sur l'exercice suivant et s'ajoutent aux crédits propres de cet exercice, ce système permettant une grande souplesse dans les prévisions et l'exécution.

..

Le budget spécial du plan (exercice 1946) a été arrêté comme suit :

- crédits d'engagement : 467 millions C. F. A.;
- crédits de paiement : 223 millions C. F. A.

Les crédits de paiement ont eu leur contre-partie en recettes par :

- 1° Une dotation de la métropole de 69 millions;
- 2° Une avance de la Caisse centrale de 163 millions.

Les prévisions budgétaires se répartissent sous trois titres principaux :

Titre I. — Dépenses de développement économique;

Titre II. — Dépenses de développement social;

Titre III. — Etudes générales.

Les crédits ouverts sont répartis comme suit :

TITRE I^{er}. — Développement économique.

	ENGAGEMENTS	PAYEMENTS
Agriculture.	36.000.000	20.000.000
Mines et industries.	15.000.000	8.000.000
Chemins de fer.	200.500.000	66.000.000
Ports maritimes.	45.000.000	29.000.000
Routes et ponts.	60.000.000	35.000.000
Infrastructure aérienne.	24.000.000	10.000.000
Transmissions et télécommunications.	17.000.000	10.000.000
	397.500.000	178.000.000

TITRE II. — Développement social.

Urbanisme et habitat.	10.000.000	10.000.000
Adduction d'eau et assainissement.	19.500.000	8.000.000
Enseignement.	15.000.000	10.000.000
Santé publique.	19.000.000	8.000.000
Cartographie.	6.000.000	4.000.000
	69.500.000	40.000.000

TITRE III. — Etudes générales. »

5.000.000

En raison de l'approbation tardive du budget spécial (exercice 1946) les paiements effectués ont été peu importants : 10 millions environ. Par contre d'importantes commandes de matériel ont été passées. Les engagements atteignent 300 millions environ et concernent notamment les chemins de fer, les ports, les routes et les ponts, la santé publique.

Le budget spécial du plan exercice 1947 a été arrêté comme suit :

- crédits d'engagement : 393 millions;
- crédits de paiement : 589 millions.

On remarquera que pour cet exercice les crédits ouverts pour les paiements sont supérieurs à ceux prévus en vue d'engagements. Cette disposition permet de faire face aux engagements de l'exercice précédent.

Les prévisions budgétaires se répartissent comme suit :

TITRE I^{er}. — Développement économique.

	ENGAGEMENTS	PAYEMENTS
Agriculture.	84.000.000	52.000.000
Forêts.	5.000.000	5.000.000
Elevage.	16.000.000	10.000.000
Chemins de fer.	64.000.000	198.500.000
Ports maritimes.	47.000.000	63.000.000
Routes et ponts.	54.000.000	79.000.000
Infrastructure aérienne.	»	14.000.000
Télécommunications et trans- missions.	10.000.000	17.000.000
	280.000.000	438.500.000

TITRE II. — Développement social.

Urbanisme et habitat.	15.000.000	15.000.000
Adductions d'eau et assainisse- ment.	20.000.000	31.500.000
Enseignement.	33.000.000	38.000.000
Santé publique.	39.000.000	50.000.000
Cartographie.	»	2.000.000
	107.000.000	136.500.000

TITRE III. — Etudes générales. » 1.000.000

L'exécution du budget du plan (exercice 1947) correspond à la phase de démarrage du plan décennal. Les chantiers s'ouvrent au fur et à mesure des arrivages de matériel et de matériaux, mais en raison de la lenteur d'exécution des commandes, il faut prévoir encore un délai d'un an minimum pour que les réalisations apparaissent.

Au 31 août 1947 les paiements atteignent 20 millions environ. Il est à prévoir que des dépenses importantes seront effectuées jusqu'à la fin de l'exercice. D'autre part la totalité des crédits d'engagements sera probablement utilisée pour des commandes de matériel et la passation de marchés de travaux avec les entreprises privées.

Les budgets après leur exécution font l'objet de comptes définitifs.

QUESTION 50.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont-elles été couvertes par les recettes budgétaires ou d'une autre manière, par emprunt ou par subsides de l'autorité chargée de l'administration? A quelles conditions les emprunts et les subsides sont-ils consentis?

QUESTION 51.

Quel est le montant total annuel des avances et subventions accordées au Territoire par l'Autorité chargée de l'administration? Dans quelle mesure et de quelle façon ces subventions ont-elles été utilisées?

Les dépenses ordinaires sont couvertes par les recettes ordinaires qui comprennent :

— les impôts perçus sur rôles;

- les contributions perçues sur liquidation;
- les produits des exploitations industrielles;
- les produits perçus sur ordres de recettes;
- les prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve.

Il y a lieu de noter que de 1940 à 1944 un seul prélèvement a été effectué, en 1940, sur la Caisse de réserve au titre de prélèvement ordinaire. Son montant, de 7 millions de francs, a été utilisé pour l'achat d'or aux exploitations aurifères qui ne pouvaient momentanément exporter ce métal.

Par ailleurs de 1940 à 1944 inclus les diverses recettes extraordinaires ont été les suivantes :

ANNÉE.	MONTANT.	PROVENANCE.
1940.	23.500.000 »	Prélèvement sur la Caisse de réserves.
1941.	31.002.025 »	Id.
1942.	77.000.000 »	Id.
1943.	2.546.265 70	Id.
1944.	10.000.000 »	Id.
	46.505.780 05	Sommes attribuées au Cameroun à l'occasion du nivellement des parités monétaires du franc.
»	10.000.000 »	Prélèvement sur la Caisse de réserve.

Les dépenses ci-après correspondent à ces diverses recettes :

ANNÉE 1940.

Avances sur gages aux exploitations aurifères et achat de matières d'or.	19.000.000 »
Avances à la B. A. O. pour frais aux exploitants forestiers.	500.000 »
Dotation au compte hors budget « provision en garant des dépenses du Cameroun.	4.000.000 »
TOTAL.	23.500.000 »

ANNÉE 1941.

Dotation au compte « achats de matières d'or ».	26.000.000 »
Versement par anticipation des excédents de recettes sur les dépenses de l'exercice 1941 au titre des contributions du Territoire aux dépenses de guerre du Comité national de Londres.	5.000.000 »
TOTAL.	31.000.000 »

ANNÉE 1942.

Dragage du Wouri.	4.000.000 »
Dotation au compte « achats de matières d'or ».	14.000.000 »
Reversement à la Caisse de réserves des avances consenties au compte « achats de matières d'or ».	59.000.000 »
TOTAL.	77.000.000 »

ANNÉE 1943.

Remboursement au chemin de fer de la différence sur frais de transport des marchandises transportées par route en raison de la coupure de la voie..... 2.546.265 70

ANNÉE 1944.

1° Prélèvements effectués sur la Caisse de réserves.

a) Pour participation du territoire aux dépenses du Gouvernement provisoire de la République française.	10.000.000 »
b) Pour achat de bons du Trésor à échéance d'un an.	10.000.000 »
2° Emploi des ressources provenant du nivellement des parités monétaires du franc le 8 février 1944.	
a) Dotation du compte hors budget « Fonds d'aide aux démobilisés ».	10.000.000 »
b) Souscription du Territoire pour la semaine de solidarité nationale.....	10.000.000 »
c) Versement à la Caisse de réserves du reliquat disponible non employé à la clôture de l'exercice 1944 sur les sommes attribuées au Cameroun à l'occasion du nivellement des parités monétaires du franc.	26.505.780 05
TOTAL.....	66.505.780 05

..

D'autre part, depuis la fin des hostilités, la métropole a décidé de financer tous les travaux d'infrastructure aérienne à effectuer au Cameroun.

C'est ainsi que des crédits importants ont été alloués à ce Territoire pour la mise en état et l'équipement des terrains d'aviation, notamment celui de Douala.

En ce qui concerne l'année en cours la métropole a autorisé les dépenses ci-après :

Allongement de la piste du terrain d'aviation de Douala.	19.450.000 »
Pavillon d'escal.	4.500.000 »
Bâtiment émetteur et gonio.....	4.000.000 »
Bâtiment pour la centrale électrique.....	500.000 »
Logements pour 7 agents.....	8.000.000 »

Outre les travaux ci-dessus, il est envisagé de construire :

- à Douala : un radiophare;
- à Yaoundé : un radiophare et un bâtiment émetteur.

Ce programme d'équipement des terrains d'aviation est complété par la construction de bâtiments (logements et stations météorologiques) pour le compte de l'Office national météorologique.

A cet effet, en 1947, la métropole a autorisé une dépense totale de 25.000.000 de francs métropolitains.

**

Enfin il faut rappeler que le Territoire a été autorisé autrefois à recourir à des emprunts pour financer des travaux d'intérêt social et économique et son équipement.

Les emprunts ci-après ont été contractés :

1931 : emprunts à 4 p. 100 de 10.619.000 francs;

1932 : emprunt à 4 1/2 p. 100 de 12.319.000 francs amortissable en cinquante années par tirages au sort semestriels;

1933 : emprunt à 5 1/2 p. 100 de 11.017.000 francs amortissable en cinquante années par tirages au sort semestriels;

1934 : emprunt à 5 p. 100 de 15.445.000 francs amortissable en 48 ans et demi par tirages au sort semestriels.

Les travaux financés par les emprunts se répartissent de la façon suivante :

Travaux d'intérêt économique.....	27.000.000 »
Protection sanitaire et démographique...	17.000.000 »

Une dernière tranche d'emprunt de 11.500.000 francs avait été autorisée par le décret du 14 mai 1940, mais les hostilités n'ont pas permis de le réaliser.

D'autre part, un plan triennal de grands travaux alimenté dans sa presque totalité par la Caisse de réserve a permis certains travaux importants en 1943, 1944 et 1945 :

- en 1943 pour 21.000.000;
- en 1944 pour 29.500.000;
- en 1945 pour 23.300.000;

Les deux tiers de ces dépenses environ ont été consacrés à des ouvrages d'intérêt économique, un tiers a été consacré aux œuvres d'intérêt social.

En ce qui concerne le Plan, les avances à long terme sont faites par la Caisse centrale au taux de 2 p. 100 l'an (intérêt 1 p. 100; commission 1 p. 100).

Le capital et les intérêts font l'objet d'un tableau d'amortissement échelonné sur vingt-cinq années. Toutefois, faculté étant laissée au Territoire de n'effectuer le premier versement libératoire que cinq ans après la date de l'octroi de la subvention, les premières échéances des emprunts auront lieu en 1951; cette faculté d'ailleurs n'a pas dispensé le Territoire de prévoir en dépenses à son budget, dès l'année 1946, les annuités de remboursement des avances qui seront versées à un compte d'attente pour versement ultérieur.

La répartition entre les dotations de la métropole et les avances de la Caisse centrale s'établit comme suit, en ce qui concerne les budgets spéciaux 1946 et 1947 :

	DOTATIONS	AVANCES
Budget spécial 1946.	60.000.000 »	163.000.000 »
Budget spécial 1947.	105.000.000 »	484.000.000 »
	165.000.000 »	647.000.000 »

L'ensemble de ces deux budgets fait apparaître que la métropole participe pour environ 22 p. 100 aux dépenses d'équipement du Territoire. L'amortissement des avances de la Caisse centrale, soit 80 p. 100 des dépenses, sera couvert ultérieurement par les ressources budgétaires; celles-ci doivent normalement se développer en raison du caractère rentable des travaux d'équipement prévus.

QUESTION 52.

Quel est le bilan du Territoire, y compris les emprunts, les dettes et les réserves? Joindre les chiffres des cinq dernières années.

L'établissement d'un bilan énumérant les valeurs composant l'actif et présentant la situation exacte des dettes

du Territoire donne lieu à de sérieuses difficultés : il est évident, par exemple, que la valeur des immeubles et de l'outillage appartenant au Territoire devrait être prise en considération. Bien qu'elle soit presque impossible à éva-

luer, elle représenterait à l'actif du bilan un élément considérable.

Quoi qu'il en soit, les comptes définitifs des budgets déjà réglés, donnent les éléments ci-après :

BUDGET LOCAL.

Situation financière à la clôture de l'exercice 1940.

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse de réserve.....	12.352.601 04	Restes à payer 1940.....	226.200 60
Restes à recouvrer.....	3.103.510 33	Passif exigible.....	20.087.484 »
<i>Comptes hors budget.</i>		Dettes à terme.....	46.396.000 »
Banque de l'Afrique Occidentale.....	222.148 77		
Prélèvement institué par décret du 16 juillet 1935.	193.477 67		
Financement des mesures économiques de guerre; recettes provenant des primes d'exportation caoutchouc, café, bananes.	18.607.093 31		
Caisse locale des retraites.....	8.305.566 10		
Valeur des immeubles et du matériel.....	<i>Mémoire.</i>		

Situation financière à la clôture de l'exercice 1941.

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse de réserves.....	48.559.109 11	Restes à payer.....	1.874.513 33
Restes à recouvrer.....	4.617.123 01	Passif exigible.....	23.580.484 »
<i>Comptes hors budgets.</i>		Dettes à terme.....	16.036.000 »
Achats de matières or.....	2.173.751 41		
Financement des mesures économiques de guerre.	17.293.841 34		
Liquidation des marchés de bois passés pour la défense nationale.....	736.242 10		
Caisse locale des retraites.....	9.454.330 94		
Valeur des immeubles et du matériel.....	<i>Mémoire.</i>		

Situation financière à la clôture de l'exercice 1942.

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse de réserve.....	156.818.580 65	Restes à payer 1942.....	926.606 20
Restes à recouvrer 1942.....	6.120.117 22	Passif exigible.....	22.497.000 »
<i>Comptes hors budget au 31 décembre 1942.</i>		Dettes à terme.....	15.666.000 »
Produit de la vente de marchandises provenant du s/s. <i>Belgrarian</i>	927.966 88		
Financement des mesures économiques de guerre.	1.181.503 57		
Caisse locale des retraites.....	10.360.682 87		
Valeur des immeubles et du matériel.....	<i>Mémoire.</i>		

Situation financière à la clôture de l'exercice 1943.

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse de réserve.....	187.343.026 07	Restes à payer 1943.....	931.552 25
Restes à recouvrer.....	13.424.097 46	Passif exigible.....	23.831.000 »
<i>Comptes hors budget.</i>		Dettes à terme.....	45.286.000 »
Produit de la vente de marchandises pro- venant du s./s. <i>Belgravian</i>	389 92		
Financement des mesures économiques de guerre.	7.657.757 60		
Bonification à la surproduction du caout- chouc sylvestre.....	4.240.399 88		
Jetons monnaie.....	5.567.687 50		
Caisse locale des retraites.....	11.518.742 99		
Valeur des immeubles et du matériel.....	<i>Mémoire.</i>		

Situation financière à la clôture de l'exercice 1944.

ACTIF.		PASSIF.	
Caisse de réserve.....	203.114.433 33	Restes à payer.....	586.463 87
Restes à recouvrer.....	»	Passif exigible.....	22.549.000 »
<i>Comptes hors budget.</i>		Dettes à terme.....	44.856.000 »
Comptes et jetons monnaie.....	5.309.688 04		
Financement des mesures économiques de guerre.	1.840.734 96		
Bonification à la production du caoutchouc sylvestre.	17.256.551 38		
Fonds d'aide aux démobilisés.....	8.150.000 »		
Caisse locale des retraites.....	306.132 50		
Valeur des immeubles et du matériel.....	<i>Mémoire.</i>		

BUDGET DU CHEMIN DE FER.

Situation à la clôture de l'exercice 1940.

Montant des restes à recouvrer.....	228.822 37	Montant des restes à payer.....	150 »
<i>Montant des fonds spéciaux.</i>		Montant du passif exigible.....	715.825 »
Fonds de roulement pour le Service des approvisionnements généraux.....	3.827.564 12	Montant des avances du budget local.....	3.340.841 28
Fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaire et de renou- vellement.	10.753.311 81	Excédent des recettes sur les dépenses....	1.306.816 60

EXERCICE 1941.

Montant des recettes à recouvrer.....	24.579 71	Montant des restes à payer.....	35 »
<i>Montant des fonds spéciaux.</i>		Montant du passif exigible.....	89.415 »
Fonds de roulement pour le Service des approvisionnements généraux.....	3.270.890 91	Montant des avances du budget local.....	3.340.841 28
Fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaire et de renouvel- lement.	12.953.311 85	Excédent des recettes sur les dépenses....	3.064.892 17

EXERCICE 1942.

Montant des restes à recouvrer.....	3.807 37	Montant des restes à payer.....	656 ,
<i>Montant des fonds spéciaux.</i>		Montant du passif exigible.....	110.849 ,
Fonds de roulement pour le Service des approvisionnements généraux.....	3.657.231 19	Excédent des recettes sur les dépenses.....	3.547.035 11
Fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaire et de renouvellement.	12.063.311 81		

EXERCICE 1943.

Montant des restes à recouvrer.....	9.972 81	Montant des restes à payer.....	209.414 77
<i>Montant des fonds spéciaux.</i>		Montant du passif exigible.....	408.251 ,
Fonds de roulement pour le Service des approvisionnements généraux (1).....	1.883.840 17	Excédent des recettes sur les dépenses.....	3.681.138 44
Fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaire et de renouvellement.	14.631.398 41		

EXERCICE 1944.

Montant des restes à recouvrer.....	35.489 19	Montant des restes à payer.....	112.348 35
<i>Montant des fonds spéciaux.</i>		Montant du passif exigible.....	1.408.267 ,
Fonds de roulement pour le Service des approvisionnements généraux.....	683.695 46	Montant des avances du budget local.....	4.000.000 ,
Fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaire et de renouvellement.	165.536 25	Excédent des recettes sur les dépenses.....	1.063.298 98

QUESTION 53.

Quelle est l'organisation générale du système monétaire, du système bancaire et du crédit du Territoire?

Le privilège de l'émission au Cameroun était exercé avant la guerre par la Banque de l'Afrique Occidentale. Ce privilège a été suspendu par une ordonnance du 24 juillet 1942. Il a été attribué à la Caisse centrale de la France libre, établissement public transformé par ordonnance du 2 février 1944 en Caisse centrale de la France d'outre-mer.

Outre la Caisse centrale de la France d'outre-mer, institut d'émission chargé à ce titre d'assurer l'émission, de procéder aux opérations de transferts, de consentir des crédits de campagne et d'effectuer des opérations de rées-compte, il existe au Cameroun cinq autres banques qui exercent les opérations bancaires courantes à court, moyen ou long terme.

QUESTION 54.

Quels sont les lois et règlements régissant l'émission et la circulation de la monnaie? Quelle est la couverture de la circulation fiduciaire? Quelle est la banque d'émission ou autre institution autorisée à émettre de la monnaie? Qui perçoit le seigneurage?

(1) Excédent des engagements au 31 décembre 1943.

L'émission et la circulation de la monnaie au Cameroun sont réglées par les textes suivants :

a) *Ordonnance du 24 juillet 1942* suspendant provisoirement dans les territoires de l'A. E. F. et du Cameroun le privilège de l'émission de la B. A. O. et décrétant qu'à partir du 1^{er} octobre 1942 les seuls billets ayant cours légal et pouvoir libératoire illimité seraient ceux émis par la Caisse centrale de la France libre.

b) *Ordonnance du 2 février 1944* déclarant que la Caisse centrale de la France d'outre-mer exerce le privilège d'émission de la Caisse centrale de la France libre dans les territoires où cette dernière l'exerçait jusqu'ici (A. E. F. Cameroun).

COUVERTURE DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE.

La loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 (art. 7) stipule que, nonobstant toutes les dispositions contraires de leurs statuts, les banques d'émission coloniales pourront faire figurer des francs français dans leurs encaisses.

A ce jour la monnaie émise par la Caisse centrale est couverte à concurrence de 85 p. 100 par des avoirs en francs métropolitains.

RÈGLES D'ÉMISSION.

Les billets de la Caisse centrale peuvent être émis :

a) En contre-partie des opérations de crédit qui étaient permises à la B. A. O. par ses statuts (art. 15 des statuts) ;

b) En exécution des opérations de crédit à moyen et long terme avec les collectivités publiques ou privées, opérations autorisées par la loi du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution des plans d'équipement et de développement des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

Ces dernières opérations doivent recevoir la double approbation du Conseil de surveillance de la Caisse centrale et du Comité directeur du Fonds d'investissement économique et social pour les territoires d'outre-mer (créés par la loi du 30 avril 1946). Ces deux organismes comprennent des représentants des Ministères intéressés et des parlementaires désignés par la Commission des territoires d'outre-mer de l'Assemblée nationale qui sont pour la plupart élus par ces Territoires. Leur rôle est à la fois d'ordre économique (mise en valeur des territoires en fonction des plans établis) et d'ordre monétaire (contrôle du volume de la circulation et du niveau des prix);

c) Les statuts de la Caisse centrale disposent également que les billets peuvent être émis en contre-partie d'actifs dont l'utilisation comme couverture monétaire aura été approuvée par le Conseil de surveillance et par le Ministère des finances.

BÉNÉFICES RETIRÉS DE L'ÉMISSION.

Les bénéfices retirés de l'émission donnaient lieu autrefois à la perception par l'Etat d'une redevance payée à la B. A. O. qui était retournée intégralement au Territoire. Aujourd'hui les mêmes profits entrent dans les résultats de la Caisse centrale et contribuent donc à étendre les facilités de crédits accordées à tous les territoires où elle exerce son activité, parmi lesquels se trouve le Cameroun.

QUESTION 55.

Quelle est la quantité de monnaie en circulation et quel est le montant des dépôts dans les banques et dans les Caisses d'épargne? Donner le nombre des banques, les pays où elles sont enregistrées, et indiquer leur capital, y compris les banques agricoles, industrielles et de crédit, ainsi que les sociétés coopératives de crédit.

La circulation monétaire étant commune à l'A. E. F. et au Cameroun il n'est pas possible de déterminer avec exactitude le montant des billets émis dans le seul territoire du Cameroun. Le chiffre de l'émission, fin juillet 1947, en A. E. F. et au Cameroun avoisinait 2.400 millions de francs locaux. Un échange de billets a eu lieu au Cameroun en 1942. Il résulte de cette opération que le montant des billets circulant au Cameroun s'élevait à 43 p. 100 du montant total de la circulation A. E. F. - Cameroun. Si l'on applique cette proportion à la circulation actuelle A. E. F. - Cameroun le montant des billets en circulation au Cameroun atteindrait une somme d'un milliard de francs locaux environ.

Le total des comptes de dépôt et des comptes courants créditeurs s'élevait au 30 juin 1947 à 667.999.732 francs locaux.

Outre l'Institut d'émission, la Caisse centrale de la France d'outre-mer, dont la dotation est d'un milliard de

francs métropolitains, et qui a son siège social à Paris, il existe au Cameroun cinq banques :

a) *La Banque de l'Afrique Occidentale* : ancien institut d'émission dont le capital s'élève à 52 millions 629.500 francs métropolitains; siège social à Paris, succursale au Cameroun (Douala).

Cette banque exerce également son activité en A. O. F. et au Togo où elle possède le privilège de l'émission, et en A. E. F. Elle consent des crédits à court et à moyen terme;

b) *Banque Commerciale Africaine*, dont le capital s'élève à 70 millions de francs métropolitains. Siège social à Paris agences au Cameroun (Douala et Yaoundé). Cette banque a pour objet de pratiquer toutes opérations commerciales et bancaires (opérations à court, moyen et long terme). Elle exerce également son activité en A. O. F. et en A. E. F. et dispose en Afrique d'une quinzaine d'agences;

c) *Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie*. — Cette banque de dépôt nationalisée possède un capital de 525 millions de francs métropolitains. Son siège social est à Paris. Elle a étendu son activité aux territoires d'outre-mer, notamment depuis 1940. Agences au Cameroun (Douala et Yaoundé);

d) *Crédit Lyonnais*. — Etablissement nationalisé au capital d'un milliard de francs; son siège social est à Paris. Cette banque possède une agence à Douala et traite les opérations à court et moyen termes;

e) *Bank of British West Africa*. — Cette banque possède un capital autorisé de 4 millions de livres sterling dont 3 millions souscrits. Son siège social est à Londres. Elle possède une agence à Douala, et sa clientèle est presque exclusivement composée par de grandes maisons de commerce anglaises;

f) *Caisse du Crédit Agricole Mutuel*. — Société à capital variable dont le siège est à Doula. La Caisse du Crédit Agricole peut consentir des prêts à court terme (campagne), à moyen terme, et à long terme (15 ans ou exceptionnellement 30 ans pour les forêts). Cette Caisse bénéficie d'avances du Territoire.

QUESTION 56.

Quelles sont les facilités bancaires dont peuvent disposer les déposants et petits emprunteurs? Indiquer les taux d'intérêt.

Les facilités bancaires dont peuvent disposer les déposants et petits emprunteurs sont constituées par les ouvertures de crédit, les escomptes consentis par les banques locales, les avances garanties, prêts sur récoltes, etc...

Le taux d'intérêt des prêts à court terme du crédit agricole ne peut être supérieur de plus de 1 p. 100 au taux d'escompte de la B. A. O.

Pour les prêts à long terme, le taux d'intérêt doit être inférieur de 1 p. 100 au moins au taux d'escompte de la B. A. O. sans pouvoir descendre au-dessous de 3 p. 100.

Le taux d'escompte pratiqué actuellement par la B. A. O. est de :

— effets sur France : 4 p. 100;

— effets sur Afrique : 4,50 p. 100;

— avances en compte courant : 4,75 p. 100.

Ces taux sont bonifiés de 1 p. 100 lorsque les crédits sont assortis d'une garantie bancaire.

QUESTION 57.

Quelles sont les facilités de crédit accordées pour améliorer les méthodes de production et encourager le développement agricole et industriel du Territoire?

La loi du 30 avril 1946 a institué pour financer le plan de mise en valeur des territoires d'outre-mer un fonds d'investissement pour le développement économique et sociale des territoires d'outre-mer.

Ce fonds est alimenté :

- a) Par une dotation annuelle de la métropole, répartie entre les territoires à titre de subvention;
- b) Par les contributions des territoires;
- c) Par les avances à long terme et à taux réduit (2 p. 100 à l'heure actuelle) consenties par la Caisse centrale aux territoires de la France d'outre-mer.

La Caisse centrale de la France d'outre-mer a été autorisée par la loi du 30 avril 1946 et par le décret du 24 octobre 1946 :

- 1° A participer au capital des Sociétés d'économie mixte, créées dans les territoires d'outre-mer pour faciliter l'exécution du plan;
- 2° A participer au capital des entreprises privées concourant à l'exécution du plan;
- 3° A accorder à ces entreprises des crédits à moyen ou à long terme;
- 4° A assurer ou à garantir toutes opérations financières destinées à faciliter l'exécution du plan.

Un plan décennal d'équipement a été établi pour le Cameroun. Les investissements prévus par ce plan s'élèvent à 14 milliards de francs métropolitains environ pour le secteur public et 13 milliards environ pour le secteur privé.

Ce plan est déjà entré en exécution.

Il faut signaler que de nombreuses coopératives de producteurs africains nouvellement créées reçoivent, de la part de l'Administration, des prêts de campagne sans intérêt.

QUESTION 58.

A quel règlement le change est-il soumis? Quelles sont les restrictions, s'il en existe, au libre transfert de la monnaie et quelles fluctuations les cours des changes ont-ils subies au cours de l'exercice financier? Existe-t-il un cours des changes officiel ou obligatoire entre la monnaie locale et la monnaie métropolitaine?

a) Les opérations de change sont assujetties au Cameroun à la réglementation générale des changes telle qu'elle résulte du décret-loi du 9 septembre 1939 (prohibant et réglementant l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or) et des textes subséquents.

b) Il n'y a pas eu de fluctuation de change depuis décembre 1945.

c) La monnaie légale du Cameroun est le franc C. F. A.

qui est émis dans le Territoire et en Afrique-Equatoriale française par la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

Sa parité, fixée par le décret n° 45-01136 du 25 décembre 1945, est de 1,70 par rapport au franc métropolitain.

Les transferts à destination ou en provenance de la métropole sont libres à condition qu'ils soient effectués par un intermédiaire agréé.

IMPOTS.

QUESTION 59.

Décrire les systèmes et la politique adoptés en matière d'impôts ainsi que la façon dont s'opèrent la gestion et la perception des impôts, y compris les droits d'appel administratif et judiciaire. Indiquer si les étrangers (individus ou compagnies) sont soumis en matière d'impôt à des mesures autres que celles qui sont applicables aux ressortissants de l'Autorité chargée de l'administration.

Le système d'impôts en vigueur au Cameroun sous tutelle française est apparenté au régime métropolitain et à celui des territoires voisins; il comprend deux catégories d'impôts.

La première groupe :

- les activités commerciales ou professionnelles;
- les patentes et licences.

La seconde catégorie frappe les personnes au moyen :

- des impôts nominatifs directement assis sur les revenus dont les assujettis ont disposé au cours de l'année antérieure;
- d'un impôt personnel forfaitaire et numérique; en sont redevables tous les contribuables dont les revenus sont inférieurs à un minimum annuellement déterminé.

Le but poursuivi est la suppression progressive de l'impôt numérique du type capitation par la généralisation des impôts nominatifs sur les revenus.

L'assiette de l'impôt incombe à la Direction des contributions directes (avec le concours des chefs de subdivision pour les patentes, les licences et l'impôt personnel). Les paiements sont effectués aux Caisses du Trésor sauf en ce qui concerne l'impôt personnel et les taxes additionnelles dont le recouvrement est effectué par l'intermédiaire des chefs, soit par un chef unique soit par plusieurs chefs hiérarchisés.

Les redevables de l'impôt personnel doivent s'acquitter entre les mains de leur chef direct. Lorsque le recouvrement est assuré par l'intermédiaire de chefs hiérarchisés, les chefs du degré inférieur effectuent leurs versements au chef du degré immédiatement supérieur dont ils dépendent; le chef du plus haut degré effectue seul les versements à la Caisse publique.

La comptabilité des émissions et des recouvrements incombe à la Direction des contributions directes du Territoire.

Les voies de recours et les droits d'appel comprennent quatre stades allant de la simple déclaration au directeur des contributions directes au recours devant le Conseil d'Etat en passant par la réclamation adressée au Haut Commissaire et l'instance devant le Conseil de contentieux administratif.

Le système fiscal ainsi que les voies de recours s'appli-

quent indistinctement à tous les habitants du Territoire sans qu'il soit fait état de la race ou de la nationalité, le but recherché étant l'égalité, aussi absolue que possible, de tous devant l'impôt et leur participation aux dépenses du Territoire en fonction de leurs ressources.

QUESTION 60.

Quels sont les impôts directs, tels que capitation, impôt sur le revenu, impôt foncier ou impôt sur la propriété bâtie, qui sont en vigueur? Ces impôts s'appliquent-ils uniformément à toutes les catégories de la population?

Les impôts directs s'appliquent à tous sans distinction de race ou de nationalité et comprennent :

1° Des impôts sur les revenus semblables à ceux en vigueur dans la métropole à savoir :

a) Impôts cédulaires frappant, selon un taux proportionnel, les revenus par catégorie : impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères. En sont redevables les salariés percevant des émoluments rémunérant une activité, un travail ou les titulaires d'une pension servie à la suite d'activités ou de travaux antérieurs ;

b) Impôts sur les bénéfices divers frappant les revenus des activités commerciales, industrielles, minières, agricoles ou forestières ainsi que des professions libérales. Le taux de cet impôt est le double du précédent. Dans la même cédule sont classés, par analogie, les revenus artisanaux, mais en ce qui les concerne il est fait emploi du taux applicable aux salariés ;

c) En annexe à l'impôt sur les bénéfices divers un impôt sur le chiffre d'affaires frappe, à titre de compensation et par mesure d'équité, les opérations portant sur des produits ou marchandises n'ayant pas supporté la taxe sur le chiffre d'affaires additionnelle aux taxes douanières (le taux de cet impôt ne dépasse pas 2 p. 100) ;

d) Impôt général sur le revenu établi par foyer au nom du chef de famille et frappant suivant un taux progressif l'ensemble des revenus perçus par le chef de famille, sa femme et les enfants mineurs vivant sous son toit (à moins qu'il ne formule le désir de voir ceux-ci imposés séparément). Pour 1948 le système du quotient familial doit être substitué à celui actuellement en vigueur ;

e) Impôt personnel s'appliquant aux personnes ne disposant que de revenus inférieurs au minimum à partir duquel les impôts sur les revenus sont assis. Cet impôt a un caractère forfaitaire ;

f) Impôt foncier complétant en quelque sorte le groupe des impôts cédulaires sur les revenus parmi lesquels les revenus de location d'immeubles ne trouvent point place. Il se subdivise en contribution foncière sur les propriétés bâties et contribution foncière sur les propriétés non bâties dont les règles d'assiette sont analogues. Actuellement cet impôt ne frappe que les propriétés louées à l'exclusion de celles directement exploitées ou utilisées par leur propriétaire.

2° Des impôts sur les activités commerciales et industrielles.

Une contribution des patentes, impôt forfaitaire frappant l'exercice de chaque profession suivant un barème comportant 13 classes et un certain nombre de désignations spéciales de manière à proportionner l'impôt à la productivité probable de chaque nature d'entreprise.

Toutefois sont exemptées de cet impôt les professions

agricoles ou minières et quelques activités considérées comme d'utilité publique.

Une contribution supplémentaire, dite des licences, frappe en outre le commerce des boissons. La contribution comporte quatre classes suivant qu'il s'agit de boissons hygiéniques ou alcooliques vendues à emporter ou à consommer sur place.

3° Des taxes accessoires frappent en outre la détention de certains biens (taxe sur les armes à feu, taxe sur le bétail) ou certaines situations particulières :

— taxe sur les biens de mainmorte destinée à compenser pour les Sociétés à longue durée les droits de transmission acquittés par les particuliers lors des transferts de biens immeubles par voie de succession ou autre ;

— taxe vicinale additionnelle à l'impôt personnel et aux contributions foncières des patentes et des licences, qui remplace l'ancienne taxe des prestations ;

— centimes additionnels qui sont perçus au profit des communes mixtes (en annexe aux impôts sur les revenus) ou de la Chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie (en annexe aux contributions des patentes et des licences et à la taxe vicinale additionnelle à l'impôt personnel).

QUESTION 61.

Les impôts directs se payent-ils individuellement ou collectivement? S'appliquent-ils à tous les autochtones sans distinction ou seulement aux adultes mâles valides? Le taux d'imposition est-il le même dans toute l'étendue du Territoire ou varie-t-il suivant les districts? Les impôts sont-ils payés en nature, par corvée, en espèces, et dans quelles proportions? Quelles sont les sanctions en cas de non-paiement de l'impôt?

Les impôts directs se payent individuellement, exception faite pour l'impôt personnel et ses annexes dont les rôles sont établis au nom soit du chef de famille, soit du chef de groupe ou de village.

Les impôts directs s'appliquent à tous hommes ou femmes sans distinction et dans les mêmes conditions ; les taux sont identiques pour les impôts cédulaires mais varient suivant certaines zones déterminées pour les contributions des patentes et des licences.

En ce qui concerne l'impôt personnel les taux sont différents pour les hommes et les femmes et varient suivant les régions, subdivisions, postes, secteurs, groupements, villages, rameaux ethniques ou classes sociales afin d'arriver à une discrimination beaucoup plus poussée toujours inspirée par le même souci de proportionnaliser l'impôt aux ressources présumées du contribuable.

Chaque année les chefs de région consultent les Conseils de notables sur les taux à appliquer pour l'année suivante.

Sont exemptés de l'impôt : les personnes âgées de moins de 16 ans et de plus de 50 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ; la première femme mariée à l'état civil ; les marins, tirailleurs, caporaux et soldats ; les anciens combattants, l'année de leur retour au Territoire et l'année suivante ; les élèves ayant l'âge scolaire ; les mutilés de guerre ou du travail dont le degré d'invalidité est égal ou supérieur à 50 p. 100 ; les indigènes inscrits aux registres sommières des trypanosomés ; les lépreux ; les femmes qui ont ou ont eu trois enfants inscrits sur les registres de l'état civil.

Les impôts sont payables en argent à la Caisse de l'agent détenteur du rôle ou suivant les modes de paiement autorisés (chèques ou mandats-contributions sans frais).

Impose-t-on le travail obligatoire en cas de défaut de paiement des impôts en espèces ou en nature? Dans l'affirmative, sur quelle base calcule-t-on l'équivalence? Au cours de l'année combien d'individus se sont-ils acquittés de cette façon de leurs obligations fiscales?

Les impôts sont payés en espèces.

Le travail obligatoire ne peut, en aucun cas, être imposé pour défaut de paiement des impôts.

QUESTION 63.

Une portion de cet impôt est-elle remise aux autorités ou communautés tribales ou retenue par elles? Les chefs sont-ils rémunérés par l'Administration?

L'impôt est perçu au profit exclusif du Territoire. Les chefs collecteurs de l'impôt personnel, de la taxe vicinate et de la taxe sur le bétail ont droit à des remises sur les sommes collectées par eux dans le premier semestre de l'année à seule fin de rémunérer leur activité de percepteur.

Les chefs supérieurs, de canton, de groupement, ainsi que les Lamidos reçoivent de l'Administration des allocations annuelles fixes et payables mensuellement.

QUESTION 64.

Les chefs sont-ils autorisés à lever un tribut ou autres impôts en espèces, en nature ou sous forme de travail? Dans ce cas, ce tribut s'ajoute-t-il aux impôts du Gouvernement?

En principe, certaines contributions coutumières, d'usage ancien, sont autorisées, à la condition qu'il n'y ait pas d'abus. En fait, on peut affirmer que, l'évolution aidant, les chefs traditionnels se gardent de demander maintenant à leurs ressortissants une redevance.

Signalons toutefois une exception pour les pays islamisés, où le Lamido et le Sultan sont autorisés à percevoir la « Zakkat » à la condition que cette taxe coranique ne touche que les musulmans ou les islamisés. C'est donc dans le Nord-Cameroun seulement que cette taxe est perçue, sous la surveillance de l'Administration dont le rôle est d'éviter tout abus, même traditionnel et quelle qu'en soit la forme.

La notion d'« exaction » ne vaut au Cameroun que s'il y a abus. Les tribunaux réguliers ont de moins en moins à connaître de ces affaires, jadis fréquentes.

QUESTION 65.

Existe-t-il des impôts indirects autres que les droits d'entrée, de sortie et de transit? Les impôts intérieurs ne sont-ils applicables qu'aux produits indigènes?

Il n'existe au Territoire aucun impôt indirect autre que les taxes douanières et les taxes additionnelles à celles-ci.

QUESTION 66.

Quels sont les accords commerciaux internationaux conclus au cours de l'année par l'Autorité chargée de l'Administration pour le compte du Territoire et comment ces accords ont-ils été exécutés?

La France met à la disposition de ses territoires d'outre-mer et en particulier à la disposition du Cameroun un certain contingent des marchandises dont la fourniture est prévue dans les accords commerciaux qu'elle a signés avec les pays étrangers.

Les contingents de produits étrangers ainsi reçus soit de France, soit directement dans la limite des crédits en devises prévus par le plan annuel d'importations, ont complété les approvisionnements du Territoire.

Des licences d'importation ont été délivrées par l'autorité administrative locale, à concurrence des limites maxima fixées.

En 1946 le Cameroun a participé à l'exécution des accords signés par la France avec les pays d'Europe suivants : Suisse, Union économique belgo-luxembourgeoise, Tchécoslovaquie, Hollande, Suède, Norvège et Danemark.

Suisse. — Deux accords avec ce pays ont été exécutés dans le courant de l'année 1946. Le premier a été signé fin 1945 et était valable jusqu'au 30 juin 1946; le second, signé en juillet, était valable jusqu'au 31 juillet 1947.

Ces deux accords ont procuré au Cameroun respectivement 1.800.000 et 965.000 francs suisses. Dans chaque cas, les fournitures ont porté principalement sur des cotonnades et tissus, des moteurs Diesel, du matériel électrique, des montres et des instruments de précision.

Union économique belgo-Luxembourgeoise. — Deux accords signés avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise ont été exécutés dans les mêmes conditions en 1946; la France a attribué au Territoire des contingents limités à 5.800.000 francs belges lors de la signature du premier accord et 700.000 francs à la signature du second, non compris la fourniture de wagons pour l'équipement ferroviaire évalué à 29.000.000 de francs belges. On fait l'objet d'importations à ce titre : des cotonnades, du ciment, des tôles, des fûts métalliques, de l'outillage et du matériel divers.

Tchécoslovaquie. — Le Cameroun a pareillement importé la totalité des marchandises mises à sa disposition par l'accord signé avec ce pays : cotonnades, allumettes, verroterie, fûts, émaillés, bière, instruments de précision, etc., le tout représentant une valeur de 7.000.000 de francs français.

Hollande, Suède, Norvège, Danemark. — De même tous les contingents attribués au Territoire à l'occasion de la signature d'accords avec ces pays ont été réalisés; les dépenses se sont élevées aux chiffres suivants :

45.000 florins;

900.000 couronnes suédoises;

80.000 couronnes norvégiennes;

125.000 couronnes danoises,

et on porté sur les marchandises ci-après :

— cotonnades;

— matériel mécanique et électrique, allumettes, aciers, moteurs;

— poisson séché, papier Kraft;

— pièces pour moteurs, bière et divers.

Ces accords commerciaux ont été, pour la plupart, renouvelés en 1947; d'autres ont été signés et la France a,

comme en 1946, mis à la disposition des importateurs du Territoire d'importants contingents, actuellement en voie de réalisation.

C'est ainsi que l'Italie doit fournir des frigidaires, des articles de verroterie, des machines à écrire et des objets divers, pour un montant total de 5.600.000 francs français; la Hollande, des cotonnades et des produits laitiers; la Yougoslavie, 1.000 tonnes de ciment; l'Autriche, des scieries pour un montant de 1.000.000 de francs français; la Suède, du matériel électrique et mécanique, des moteurs Diesel, des frigidaires et du lait en poudre, pour un montant de 90.000 couronnes; la Hongrie, 10 tracteurs agricoles; la Suisse, des cotonnades, des frigidaires, de l'appareillage électrique, des moteurs, des machines diverses, du lait, pour un montant de 1.600.000 francs suisses; l'Union économique belgo-luxembourgeoise, des cotonnades, des moteurs, des machines, des armes de chasse, des allumettes et des articles divers, pour un montant de 10.000.000 de francs belges, 4.500 tonnes de ciment, 1.500 tonnes de produits sidérurgiques, 100 tonnes de sacs de jute.

QUESTION 67.

Le Territoire fait-il partie d'une union douanière avec la métropole ou avec les colonies et dépendances avoisinants relevant de l'Autorité chargée de l'administration? Si oui, comment les recettes et les dépenses douanières sont-elles réparties?

Le Cameroun est en union douanière avec l'Afrique Equatoriale (décret du 27 décembre 1941). Les importations et les exportations étant effectuées sous un contrôle économique rigide et les transferts de marchandises d'un Territoire vers l'autre étant interdits, chaque Territoire perçoit les taxes d'entrée et de sortie sur les marchandises qui lui sont effectivement destinées ou sur les produits de son cru. Pour la bonne règle il a été décidé que les recettes du bureau de Garoua (région de la Bénoué) seraient intégralement reversées à l'A. E. F., les 9/10^e du trafic de Garoua étant propres à cette Fédération (coton du Tchad et de l'Oubangui-Chari surtout); le 1/10^e qui subsiste représente, forfaitairement, la moins-value de recettes que l'A. E. F. peut réclamer, en raison du trafic frontalier entre le Cameroun et l'Afrique Equatoriale française.

QUESTION 68.

Des accords douaniers sont-ils en vigueur avec les Territoires voisins? Si oui, quelles sont les clauses principales de ces accords? Accorde-t-on des remises ou des concessions sur les droits de douane?

Non, il y a simplement des tolérances accordées aux habitants de la zone que coupe la frontière entre le Cameroun britannique et le Cameroun français.

QUESTION 69.

Quelle est la structure générale de la vie commerciale? Donner, si possible, des statistiques comparées des entreprises autochtones et non autochtones.

La structure primitive de la vie commerciale au Cameroun, comme dans les autres Territoires de la Côte occidentale d'Afrique, a été longtemps la factorerie, le siège

principal des maisons étant à Douala et les succursales étant disséminées dans l'intérieur, sur les points de traite. Ce commerce était exercé généralement par les Sociétés anonymes à gros capitaux opérant dans plusieurs territoires français ou étrangers.

Cette organisation demeure encore la base du commerce dans le Territoire, mais, à côté de ces entreprises, il s'est créé un nombre toujours important de maisons plus modestes, aux capitaux peu importants et qui sont souvent la propriété d'un seul Européen, Libanais ou Africain.

Cette tendance s'est précisée depuis la fin des hostilités et, suivant une progression très accentuée, se sont créées des maisons de commerce et de transport, strictement autochtones.

Voici la répartition des patentes délivrées en 1946 :

Français.	203
Etrangers.	287
Autochtones.	11.429
TOTAL.	11.919

et la répartition par profession des patentes autochtones :

Transporteurs.	111
Bouchers.	259
Boulangers.	94
Coiffeurs.	54
Tailleurs.	2.077
Artisans.	426
Photographes.	16
Ecrivains publics.	12

Commerçants en détail :

7 ^e classe.	78
8 ^e classe.	550
9 ^e classe.	306
10 ^e classe.	722
11 ^e classe.	1.414
12 ^e classe.	1.304
Marchands ambulants.	3.429
Marchands bétail.	229
Marchands africains de vivres.	328
Gargotiers africains.	20

TOTAL. 11.429

Il est habituel et justifié de distinguer dans le Cameroun deux grandes régions économiques très disséminables :

1° Le Cameroun-Nord, qui comprend les trois régions du Nord-Cameroun, de la Bénoué et de l'Adamaoua, est demeuré assez en dehors des échanges commerciaux avec l'extérieur. Les importations de marchandises se font presque exclusivement par le port fluvial de Garoua, sur la Bénoué, et pratiquement par les soins d'une seule firme anglaise. Les exportations consistent avant tout en bétail, en peaux et en arachides. Les relations avec le sud sont assurées par deux routes d'inégale importance. Cette vaste région économique correspond sensiblement à la zone de la savane;

2° La seconde région, qui est à peu près la zone de la forêt, comprend toutes les grandes cultures et justifie presque seule les relations commerciales extérieures du Territoire.

Deux ports maritimes (Douala et Kribi) sont les portes de ce pays vers l'Europe, l'Amérique, les autres régions d'Afrique et même l'Asie.

Actuellement la quasi-totalité du trafic passe par Douala. Ce port est relié à l'intérieur par des routes, mais surtout par la voie ferrée « Bonabéri - Nkongsamba » (160 kilomètres) et « Douala-Yaoundé » (307 kilomètres).

QUESTION 70.

Quelles méthodes ont été employées pour développer le commerce extérieur dans l'intérêt de la population autochtone?

La production locale étant essentiellement d'ordre agricole, une action persévérante a été entreprise dans ce domaine en vue de favoriser l'augmentation des exportations qui portent principalement sur les produits de l'agriculture et de l'élevage. Les efforts accomplis dans ce domaine sont exposés sous la rubrique « Agriculture, pêche et élevage ».

Signalons cependant dès maintenant que pendant de nombreuses années la France, pour favoriser le développement de la production, a fait bénéficier certains produits (en particulier les bananes et le café) de primes à l'exportation. Ce système des primes a pris fin en 1939.

Pendant les hostilités, la France Libre, grâce à des accords conclus avec le Gouvernement britannique, a réussi à maintenir la production du Territoire et même à participer à l'effort de guerre des Alliés.

Actuellement c'est par le jeu d'accords commerciaux négociés par la France que des débouchés sont recherchés et trouvés pour les produits du Cameroun. (Voir réponse à la question 66.)

QUESTION 71.

Quels sont les traits saillants du commerce intérieur du Territoire?

Ainsi que cela a été indiqué plus haut on assiste actuellement au transfert d'une forte partie des responsabilités commerciales des grosses Compagnies à des Sociétés plus modestes (souvent autochtones) et à des particuliers.

Le trait saillant de ce commerce intérieur en est la répartition qui semble se faire entre certains groupements ethniques.

Citons à titre d'exemples :

Français.	203
Grecs.	137
Cypriotes.	12
Libanais.	52
Tures.	20
Camerounais (en général de race Bamiléké).....	11.429

QUESTION 72.

De quelle façon s'opère, à l'intérieur du Territoire, la distribution des produits locaux et des produits importés. Quelle est son efficacité et quelles améliorations lui a-t-on apportées ou envisage-t-on de lui apporter?

D'une façon générale, la répartition des produits locaux est libre; toutefois l'Administration intervient lorsqu'une menace de déséquilibre dans la répartition semble à craindre.

Le Cameroun étant un pays essentiellement agricole, aux ressources très diverses, le ravitaillement de l'ensemble du Territoire se révèle facile; des dispositions particulières n'ont, jusqu'à ce jour, dû être prises qu'en faveur des seules régions minières, ceci sans difficulté réelle.

QUESTION 73.

Quelle est l'importance, l'organisation, la gestion en matière de commerce, extérieur et intérieur, des institutions gouvernementales de commerce ou des organismes sur lesquels le Gouvernement exerce un contrôle effectif? Dans quelles proportions le commerce total extérieur et intérieur du Territoire est-il contrôlé par ces institutions et organismes?

En 1939 un Service des échanges commerciaux a été créé, assisté d'un Comité chargé :

- De donner son avis sur toutes les questions intéressant le commerce du Territoire, qui seraient soumises à son appréciation par le Haut Commissaire et notamment sur la détermination des prix des produits d'exportation;
- De statuer sur les demandes d'importation des produits étrangers en tenant compte notamment des disponibilités en devises.

Le Service assurait l'exécution des commandes pour le compte du Ravitaillement général et répartissait dans le commerce local les marchandises importées à la suite d'achats effectués par les services officiels.

Le Service des échanges commerciaux délivrait les autorisations d'importation et d'exportation ainsi que les certificats relatifs au règlement des importations et exportations en temps de guerre.

Un Service du ravitaillement général a été organisé et a été fusionné avec le service des échanges commerciaux. Il était chargé de centraliser les renseignements adressés mensuellement par les chefs de région sur les produits de première nécessité et de s'assurer de la situation des stocks par rapport aux besoins des populations.

Ce service procédait, s'il y avait lieu, d'accord avec le commerce local et, le cas échéant, par réquisition, à la répartition de ces stocks.

Enfin, en 1940, fut créé un Comité des affaires commerciales, composé exclusivement des représentants du commerce privé, mais remplissant le rôle d'un service administratif chargé de préparer les décisions du chef du Territoire en ce qui concerne :

- 1° La nature, le volume et la répartition des importations en fonction des besoins locaux et des disponibilités en devises;
- 2° La nature, le volume et la répartition des exportations en fonction tant des possibilités réservées par les accords commerciaux que de la production par région dans les années précédentes et de l'importance des affaires traitées antérieurement par les exportateurs.

Le Comité est également appelé à donner son avis sur la fixation des prix minimum d'achat des produits d'exportation.

Contrôle des changes.

Le contrôle par le Territoire des achats à l'étranger est assuré au moyen de la prohibition d'importation tempérée par des dérogations individuelles.

Des licences sont délivrées par la Direction des affaires économiques après avis du Comité des affaires commerciales et visa de l'Office des changes du Cameroun.

A l'exportation, la prohibition de sortie est tempérée dans les mêmes conditions.

Conditionnement des produits.

Le contrôle de la qualité des produits exportés est confié à un Service du conditionnement qui est chargé :

— de contrôler l'application des textes concernant les produits de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et des industries agricoles, d'étudier les améliorations à apporter à la présentation et à la circulation des produits du cru, de rechercher les causes de leur détérioration et de proposer les moyens propres à y remédier;

— de proposer les normes à appliquer aux produits du cru qui ne font pas encore l'objet d'une mesure de conditionnement ainsi que toutes les modifications aux normes établies qui apparaîtraient désirables;

— d'étudier, à la demande de l'organisme central de la métropole, toutes les questions concernant le conditionnement des produits;

— de préparer des échantillons de produits standardisés destinés aux expositions;

— de donner aux services locaux de l'agriculture tous renseignements sur les modifications de qualité et de pureté constatées dans la production des diverses régions du Territoire;

— de conseiller techniquement le gouvernement local pour l'organisation et le fonctionnement de l'inspection des produits à l'intérieur du Territoire.

Ce service est placé sous l'autorité du Haut Commissaire et sous la direction d'un fonctionnaire du cadre général des ingénieurs de l'agriculture.

Les agents chargés du contrôle du conditionnement veillent, au moment de l'embarquement, à la stricte exécution des règles applicables à chaque produit.

Service des prix.

Enfin en ce qui concerne le commerce intérieur, il y a lieu de signaler l'existence d'un Service central des prix chargé de l'homologation, suivant des règles spéciales, des prix de marchandises et produits, du contrôle des stocks et de la répression des fraudes.

QUESTION 74.

Quelles sont les sociétés qui opèrent dans le Territoire? Où sont-elles enregistrées? Payent-elles des impôts dans le Territoire? Certaines sociétés sont-elles exonérées du paiement de l'impôt ou jouissent-elles de concessions particulières à cet égard?

Il n'y a aucune exemption, aucune concession particulière, en ce qui concerne le paiement des impôts (impôts cédulaires, bénéfices, patentes, etc.).

Les Sociétés sont enregistrées au Service du Domaine et de l'Enregistrement, et au Registre du commerce.

Voir ci-dessous la liste des sociétés existant au Territoire au 1^{er} janvier 1947.

RAISON SOCIALE.	PROFESSION EXERCÉE.	LOCALITÉ.
Société Abdallah Frères.	Boulangerie.	Yaoundé.
Société J. Abtour et Fils.	Commerce.	Yaoundé.
Agence de représentation des intérêts généraux.	Importation. Exportation.	Douala.
Agence de représentation coloniale.	Exploitation forestière.	Kompina.
A. Gerberon et H. Saubatte.	Plantation. Commerce.	Abong-Mbang.
Association « Ad Lucem ».		Efok.
Association Catché, A. Eloka, Boubakar.	Vente de poissons.	Douala.
Association en participation Kreft et Liégard.	Vente de poissons.	Douala.
Ateliers de construction radio-électriques modernes.	Réparation radios.	Douala.
Bogam Mifi.	Plantation de café.	Dschang.
Bank of British West Africa Limited.	Opérations bancaires.	Douala.
Banque Commerciale Africaine.	Opérations bancaires.	Douala.
Banque de l'Afrique-Occidentale.	Opérations bancaires.	Douala.
Banque Nationale pour le commerce et l'industrie.	Opérations bancaires.	Douala.
BATA, société anonyme.	Commerce.	Douala.
Bureta et C ^{ie}	Entreprise de T. P.	Douala.
Bongola Lokundjé Nyong.	Plantation. Commerce.	Douala.
Brays haw et C ^{ie}	Commerce.	Douala.
Caisse du crédit agricole du Cameroun.		Douala.
Caoutchouc et cacao du Cameroun.	Plantations.	Dipikar.
Carrère Frères.	Transports. Commerce.	Yaoundé.
Carron et Vallée.	Plantations.	Mbal Mayo.
Chanas et Privat.	Transports automobiles et mécaniques générales.	Douala.
Chargeurs réunis.	Compagnie française de navigation.	Douala.
Charles Homérides et C ^{ie}	Plantations.	Douala.
Ch. Homérides et C ^{ie} et Adolphe Beynis.	Exploitation Ramie.	Douala.
Ch. Homérides et Coulaxides.	Plantations.	Douala.
Charles Priem et Lucien Priem Fils.	Exploitation.	(France).
Chollier et C ^{ie}	Plantations.	Nkongsamba.
C. N. Rossides et C ^{ie}	Commerce général.	Douala.

RAISON SOCIALE.	PROFESSION EXERCÉE.	LOCALITÉ.
Collinet et Foisne.	Plantations.	Melong.
Commerce et transports Est-Cameroun.	Commerce. Entrepôts. Transports.	Bétaré-Oya.
Compagnie Africaine franco-anglaise.	Importation. Exportation.	Douala.
Compagnie agricole du Mungo.	Plantation bananes.	Nkongssamba.
Compagnie Coloniale de Distribution Energie électrique.	Concessionnaire.	Douala.
Compagnie coloniale de Plantation et d'Elevage.	Plantation. Elevage.	Nkongssamba.
Compagnie Commerciale Chypriote.	Commerce.	Yaoundé.
Compagnie holland-Commerciale Africaine.	Commerce.	Douala.
Compagnie cotonnière Equatoriale-Française.	Producteur de coton.	Garoua.
Compagnie d'Elevage et de Culture du Cameroun.	Elevage, ravitaillement, cultures en gé- néral.	Douala.
Compagnie des Industries Forestières Africaines.	Exploitation forestière.	Kribi.
Compagnie Equatoriale des Mines.	Exploitation minière.	Bétaré-Oya.
Compagnie Française du Cameroun.	Exploitation d'usine de transformation et traitement des bois coloniaux. Opéra- tions commerce. Industrie maritime.	Douala.
Compagnie Forestière Industrielle lobé Dibombé.	Exploitation forestière.	Douala.
Compagnie Forestière Sangha Oubangui.	Commerce plantations.	Abong-Mbang.
Compagnie Française de Distribution des Pétroles.		Douala.
Compagnie Française de l'Afrique-Occidentale.	Commerce.	Douala.
Compagnie Générale Sangha Likouala.	Commerce.	Mouloundou.
Compagnie Industrielle et Agricole du Cameroun.	Plantations.	Foumbot.
Compagnie minière de l'Oubangui Orientale.	Exploitation minière.	Bétaré-Oya.
Compagnie Ouest Cameroun.	Plantations.	Foumbot.
Compagnie Minière du Cameroun.	Exploitation minière.	Douala.
Compagnie Pastorale et Commerciale Africaine.	Elev. fab. glace.	Douala.
Compagnie Scandinave du Cameroun.	Commerce.	Douala.
Comptoirs et plantations du Cameroun.	Commerce plantations.	Douala.
Constantinides Frères.	Commerce détail.	Sangmelima.
Coopérative Agricole des Planteurs.		
Bamilékés de Café Arabie de Dschang.	Coopérative.	Dschang.
Coopérative Agricole des Planteurs (café N'samba).	Coopérative.	N'samba.
Coopérative Agricole des Planteurs (café de Mungo).	Coopérative.	N'samba.
Coopérative des Fonctionnaires du Cameroun.	Fournisseur de vivres et boucherie.	Douala.
Coopérative des Planteurs Bamouns de café d'Arabie.	Coopérative.	Foumban.
Crédit Foncier de l'Ouest Africain (Assur.).		Douala.
Crédit Lyonnais.	Opérations bancaires.	Douala.
Daumas-Mengelle.	Plantations.	Melong.
Dubreuil Frères.	Commerce.	Akonolinga.
Emil Nassif et Fils.	Exploitation bois.	Douala.
Empressas Limited.	Plantations bananes.	Mbanga.
Exploitation agricole coloniale.	Plantations.	N'samba.
Exploitation minière Dard et Merlin.	Exploitation minière.	Bétaré-Oya.
Exploitation minière J. Pilloud.	Exploitation minière.	Nanga-Eboko.
Foures et Dagues.	Plantations.	Lum.
Franco-Coloniale d'Assurances.	Assurances.	Douala.
Franco-Coloniale des Bois.		Douala.
Francis et Baur.	Commerce.	Douala.
G. et A. Viostat.	Plantations.	N'samba.
G. Bruzeaux et C ^{ie}	Plantations.	Foumbot.
Société Commerciale du Haut-Nyong (G. Durand-Gazeilles).	Commerce.	Akonolinga.
Gaitanos Constantinides et C ^{ie}	Importation. Exportation.	Akonolinga.
Gazal et Warda.	Importation. Commerce.	Yaoundé.
Société G. Durand et Delacote.	Plantation.	Akonolinga.
G. D. Marcopoulos et Stephanopoulos.	Commerce général.	Yaoundé.
Société Georges et Clément.	Scierie.	Yaoundé.
G. et L. Argyros.	Boulangerie.	Douala.
Georgides et Simeonides.	Plantations.	Lum.
G. et M. Mavromatis Frères.	Opérations agricoles, industrielles et minières.	Douala.
G. Mavromatis et M. Photiou.	Hôtel-Café-Restaurant.	Douala.
Groupement Français d'Assurances.		Douala.
Hatton et Cookson (par R. W. King Limited).	Immeubles.	Douala.
Heyward et Robins.	Compagnie transports maritimes.	Douala.
Holland West Africa Lijn.	Compagnie navigation.	Douala.
H. et R. Delpuech.	Planteurs.	N'samba.
Imprimerie commerciale du Cameroun.	Imprimerie.	Douala.
Institut des fruits et agrumes coloniaux.		Nyombé.
La Commerciale de l'Afrique Française.		Douala.
La Compagnie des Bananes.		Lum.
Lalane et Frélet.	Plantations.	Douala.
Lebrun-Corneillet (Le Mickep).	Immeubles.	Douala.
Leloup et Mader.	Vente de boissons, bal.	Douala.
Les Cafés du Cameroun.	Plantations café.	N'samba.
La Soliditit Francias.	Plantations.	Maïo.
	Revêtements bétonnés.	Douala.

RAISON SOCIALE.	PROFESSION EXERCÉE.	LOCALITÉ.
Lucien et Remy Ferrand.....	Plantations.	N'samba.
Mac Iver and Company Limited (King).....	Immeubles.	Douala.
Société Guérin et René Deparpe.	Exploitation forestière.	Yaoundé.
Marques Frères et C ^{ie}	Commerce général.	Moloundou.
Marquis-Dupont et Bonamy.	Commerce.	Edea.
N. A. Triandafilides et G. C. Jacovides.....	Commerce.	Eseka.
Société Niabang.	Plantations.	N'samba.
Palme (dans C ^{ie} F. A. O.).....		Douala.
Papadopoulos et C ^{ie}	Commerce.	Bafia.
Papayre-Nicloud.	Plantations.	Abong-Mbang.
Paterson Zochonis et C ^{ie}	Importation. Exportation.	Douala.
Plantations réunies du Cameroun.	Plantations.	Dipikar.
Pothitos et C ^{ie}	Commerce.	Douala.
Rassion Philibien.	Plantations.	Yaoundé.
Quesnel et Brenet.	Plantations.	N'samba.
Richard et William King Limited.....	Importation. Exportation.	Douala.
Salon Majestic.	Salon coiffure, vente produits beauté....	Douala.
Savonnerie S. Calafatas et C ^{ie}		Yaoundé.
Société Africaine Forestière et Agricole.....	Plantation hévéas, coupes forestières....	Douala.
Société Africaine du Matériel Industriel.....	Fabrication et vente du matériel pour l'industrie.	Douala.
	Exploitant minier.	Yaoundé.
Société Africaine des Mines (exp. minière).....		Yaoundé.
Société Africaine de Transport et Commerce.....		Yaoundé.
Société Agricole de Mbanga.	Plantation.	Mbanga.
Société Agricole du Haut-Nyong.	Plantation.	Akonolinga.
Société aux liaires du Comptoir français.....		Douala.
Société Banaramie.		Penja.
Société Camerounaise des Travaux publics.....		Douala.
Société Centrale Africaine pour le Commerce et l'Industrie.....		Douala.
Société « Chez Paulo »	Exploitation commerciale.	Douala.
Société Civile et Immobilière des Missions évangéliques de Paris.....	Opérations immobilières.	Douala.
Société Civile Immobilière (Aubery-Bourge).	Terrains.	Douala.
Société Commerciale de Bâle.	Loueur d'immeubles.	Douala.
Société Commerciale et Industrielle Palmolina.....	Commerce et industrie.	Yaoundé.
Société Commerciale de l'Ouest-Africain.....	Importation. Exportation.	Douala.
Société Commerciale de l'Ouest-Cameroun.....	Importation directe.	N'samba.
Société commerciale du Cameroun (Rayess, Laprade, Perez).....	Importation. Exportation.	Douala.
Société Commerciale Française Est-Cameroun.....	Commerce.	Batouri.
Société Commerciale Hermès (C. C. Constantinides et S. Niarchos).....	Commerce.	Yaoundé.
Société Commerciale Minière et Industrielle du Cameroun.....		Yaoundé.
Société Coopérative Agricole (Socobanane).....		
Société Pipinis et C ^{ie}	Fabrication et vente des produits dérivant de la banane.....	Mbanga.
Société d'Echange du Cameroun.	Exploitation minière.	Edea.
	Etudes documentation. Participation échanges.	Douala.
Société de Commerce et de Transport des kolas.....	Opération commerciale.	Bafoussam.
Société de Constructions des Batignoles.....		Douala.
Société d'Editions Franco-Camerounaise.	Journal <i>Le Flambeau</i>	Douala.
Société d'Education économique et sociale des indigènes de la Communauté française.	Coopérative.	Douala.
Société Glacière et Brasserie du Cameroun.....		Douala.
Société d'Elevage, de Culture et de Commerce.....		T'baté.
Société d'Entreprises africaines.	Importation.	Yaoundé.
Société de Recherches aurifères du Cameroun.....	Exportation minière.	Bétaré-Oya.
Société des Forêts tropicales.		Douala.
Société des Plantations de Ndafia.....	Plantation.	Akonolinga.
Société des Plantations de Fouban.....	Plantations de café.	Fouban.
Société Njombé-Penja.	Plantations.	Njombé.
Société de Plantations de Tonseu.....	Acquisition. Exploitation de toutes concessions agricoles.	Tonseu.
	Plantations.	Djoungo.
Société des Plantations Djoongo-Penja.....	Plantations.	Penja.
Société des Plantations du Boubou.....	Plantations.	Douala.
Société des Plantations du Monbon.	Plantations.	Edea.
Société des Plantations réunies de l'Ouest-Africain.....	Exploitation forestière plantations.....	Penja.
Société des Produits agricoles du Cameroun.....	Commerce de produits agricoles.....	Eseka.
Société Savonneries de la Sanga.....	Savonnerie.	Kribi.
Société des Transports et d'Aconage du Kribi.....	Transports terrestres et maritimes.....	Mbal Mayo.
Société Exploitation Forestière Africaine.....	Exploitation forestière.	
Société d'Exploitation Forestière et Industrielle du Sud du Cameroun.		Douala.
Société d'Exploitation industrielle des tabacs et allumettes.....		Saa.
Société d'investissements camerounais.	Opérations mobilières et immobilières d'investissement.	Douala.
Société en participation Oger Georges, Oger Marcel, Adolphe Beynis.	Planteurs.	Mbanga.
Société Forestière et Industrielle de la Mabobé.....	Plantation et scierie.	Douala.

RAISON SOCIALE.	PROFESSION EXERCÉE.	LOCALITÉ.
Société Française de matériel d'élevage.....		Douala.
Société Française du Cameroun.....	Commerce, agriculture.....	Douala.
Société Immobilière et Financière Africaine.....	Location d'immeubles.....	Douala.
Société Industrielle, Commerciale et Agricole de Nyombé.....		Douala.
Société industrielle de la Ramie.....	Plantation.....	Mbanga.
Société Industrielle d'Exploitation des Bois africains.....	Recherches forestières.....	Douala.
Société Industrielle et Commerciale de l'Adamaoua.....	Achat et vente bétail.....	Ngaoundéré.
Société Industrielle et Forestière.....	Achat et vente bois, commerce en général.....	Yaoundé.
Société J. Bastos de l'Afrique Centrale.....	Tabacs.....	Yaoundé.
Société Minière du Cameroun.....	Exploitation de gisements minéraux.....	Yaoundé.
Société Minière Dudos Frères.....	Exploitation minière.....	Bétaré-Oya.
Société Minière de Lom et Kadei.....	Exploitation minière.....	Katouri.
Société Minière Nord-Cameroun.....	Exploitation minière.....	Yaoundé.
Société Minière Pargny-Carmagnac.....	Exploitation minière.....	Bétaré-Oya.
Société Nationale du Cameroun.....	Exploitation forestière, Plantations.....	Manoka.
Société Ouest-Africain d'Entreprises maritimes.....		Douala.
Société des Transports Oubangui-Cameroun.....	Transports auto.	
Société Spyropoulos et C ^e	Commerce et transports.....	Idea.
Sucre et Produits coloniaux (par E. Nassif et Fils).		
Trac-Afic (S. H. O.).....	Machine, industrielle.....	Douala.
W. A. Kulikowski et C ^e	Plantations.....	Yokadouma.
Yamalis et C ^a	Commerce.....	Yaoundé.

QUESTION 75.

Quelles sont les méthodes de vente utilisées par les entreprises d'exportation et d'importation?

Tant à l'exportation qu'à l'importation les opérations se font en règle générale au comptant; le crédit est très peu utilisé.

Il n'existe pas de bourse des produits. Les prix F. O. B. des principaux produits à l'exportation sont fixés par le Ministère de la France d'outre-mer et sont en fonction des cours mondiaux.

QUESTION 76.

Dans quelles mesures le Gouvernement a-t-il développé l'emploi des méthodes coopératives pour le service commercial des exportations?

Dans les conditions actuelles l'action des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente est arrêtée au stade de la vente aux maisons exportatrices.

Les lots de café sont vendus par adjudication à ces maisons mais les prix offerts se trouvent limités par la taxation des prix F. O. B. pour chaque catégorie.

Les deux grandes coopératives cafétières indigènes de Fomaban et de Dschang pouvaient avant la guerre présenter des échantillons de leur production aux courtiers du Havre; ceux-ci concouraient directement aux adjudications. Cette façon de procéder permettait aux cafés Arabica de haute qualité, sortant de ces coopératives, de bénéficier de prix de vente majorés de primes intéressantes; la présentation de café en sacs revêtus de labels garantissait leur origine.

La méthode coopérative à l'exportation est utilisée actuellement pour l'exportation des bananes.

Toutefois, pour les autres principaux produits, les exportateurs sont obligatoirement affiliés à des groupements d'exportateurs soumis à des règles strictes concernant particulièrement la répartition des contingents.

QUESTION 77.

Quelle est la nature des relations douanières avec le territoire métropolitain de l'Autorité chargée de l'administration et les autres pays? En particulier les importations et exportations du Territoire bénéficient-elles d'un traitement privilégié à l'égard du territoire métropolitain de l'Autorité chargée de l'administration, de ses colonies et autres dépendances.

Quelle politique a-t-on poursuivie et quels changements a-t-on introduits au cours de l'année, en ce qui concerne les restrictions douanières suivantes, y compris celles qui auraient un caractère discriminatoire :

- Droits de douane ou autres droits sur les marchandises à l'entrée ou à la sortie;**
- Licences et contingents d'importation et d'exportation;**
- Subventions directes ou indirectes?**

Les relations douanières avec la France, les pays de l'Union Française et les pays étrangers s'effectuent sous un régime d'égalité absolue.

Les importations et exportations du Territoire sont soumises aux mêmes taxations, purement fiscales d'ailleurs, qu'elles proviennent de la France ou de l'étranger ou y soient destinées.

a) Les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises et produits sont demeurés très modérés (en général 16 p. 100 *ad valorem* à l'importation); ils ont été peu modifiés, sauf pour les alcools (taxation portée de 11.000 francs l'hectolitre d'alcool pur à 20.000 francs) et les machines mécaniques et matériels (taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation supprimée; exemption totale à l'exportation).

Il est prévu de diminuer les taxations sur :

- les conserves de viande;
- les laits conservés;
- la farine de froment;

- les sucres;
- les huiles végétales;
- les vins ordinaires;
- le sel marin;
- les sels de quinine.

Les droits de sortie sur les caoutchoucs ont été ramenés de 13 p. 100 plus 2 p. 100 à 1 p. 100 plus 2 p. 100; l'exemption totale est envisagée;

b) Les licences et contingents d'importations sont en fonction directe du total des diverses devises étrangères obtenues. La répartition des devises est effectuée, avant tout, pour les denrées de première nécessité et pour le matériel destiné à l'équipement économique du Territoire.

A l'exportation, conformément aux Conventions internationales, certains produits sont réservés à la métropole (c'est le cas des oléagineux); d'autres à la métropole et aux pays de l'Union Française (c'est le cas du café); d'autres, partie à la métropole, partie à l'étranger (cacao et bois); d'autres, enfin, peuvent être exportés librement (caoutchouc, bananes);

c) Aucune subvention directe ou indirecte n'est accordée.

QUESTION 78.

Quelles mesures a-t-on adoptées ou jugé nécessaire d'adopter pour mettre les producteurs de marchandises destinées à l'exportation à l'abri des fluctuations de la demande mondiale : par exemple, création d'une masse de manœuvre, modification de l'économie du Territoire dans le sens d'une plus grande variété de ressources, etc.?

Avant guerre la mise en route de la production agricole du Territoire a été favorisée par la métropole à l'aide de primes.

Pendant la guerre les produits qui ne pouvaient être exportés, faute de fret, étaient rachetés aux producteurs et détruits lorsqu'aucune utilisation n'était possible.

Actuellement le Gouvernement a abandonné la politique de soutien direct afin que les prix des produits du Territoire soient alignés sur les cours mondiaux.

Des mesures de dégrèvement sont prises en faveur des produits dont les cours sont en baisse; c'est le cas du caoutchouc dont la taxe a été ramenée au taux très faible de 3 p. 100 et sera sous peu exempté totalement et du café pour lequel l'exonération totale est envisagée.

Par ailleurs l'autorité administrative soutient l'action des Sociétés de prévoyance et des coopératives de producteurs qui interviennent sur les marchés pour stabiliser les cours et éviter les spéculations.

L'Administration s'est efforcée de maintenir un équilibre entre les cultures vivrières traditionnelles et les cultures nouvellement introduites. Cette politique sera confirmée dans les années à venir par l'application du plan d'équipement du Territoire qui le prévoit explicitement.

Il existe au Territoire une masse de manœuvre appelée « compte soutien du cacao » alimenté par le versement de la différence entre le prix C. A. F. imposé en France et le prix d'achat réel. Jusqu'à ce jour il n'a pas été utile de faire appel à ce compte.

MONOPOLES.

QUESTION 79.

Comment sont organisés et comment fonctionnent les monopoles fiscaux ou administratifs qui ont pu être institués?

QUESTION 80.

Quels sont les monopoles privés ou les entreprises privées comportant un élément de monopole qui fonctionnent dans le Territoire?

Aucun monopole, d'aucune sorte et sous quelque forme que ce soit n'existe au Territoire.

TERRE ET RICHESSES NATURELLES.

QUESTION 81.

Donner des détails sur toutes les études géologiques du Territoire faites par l'Autorité chargée de l'administration et, si possible, sur celles qui ont été publiées par des organismes privés au cours des dernières années.

a) Historique des travaux géologiques.

L'exploration géologique du Cameroun a été entreprise par les Allemands en 1888 et poursuivie jusqu'au début de la Grande Guerre sous forme de missions organisées sporadiquement suivant les possibilités offertes par les progrès de pénétration dans le pays, ce qui explique le peu de consistance des travaux effectués durant cette période.

En 1924 le Gouvernement du Territoire a décidé de reprendre cette campagne de reconnaissance générale. Quelques géologues et des techniciens furent successivement chargés de diverses missions qui, parallèlement aux travaux de Sociétés de recherches minières, tracèrent les grandes lignes géologiques du Territoire. Par la suite, la création du Service des mines local, en 1929, chargé des études géologiques, a permis de poursuivre ces investigations dans un esprit de continuité.

b) Aperçu sur la géologie du Cameroun.

Les travaux poursuivis jusqu'à ce jour ont permis d'établir la structure géologique du pays, dont voici les principales lignes :

1° Une série de base, très métamorphique et plissée, à granitogneiss, comprenant aussi des micaschistes. Cette série, à situer à la base du précambrien, peut se partager en deux groupes : le groupe à gneiss dominant, le groupe à granit dominant. Le premier groupe se développe dans le Territoire, sur deux bandes transversales : l'une au nord (largeur moyenne approximative 100 kilomètres); l'autre, au sud (largeur moyenne approximative 250 kilomètres) et en couvre à peu près le tiers. Le second groupe à granit dominant, couvre à lui seul la moitié du territoire, de sorte qu'à elle seule la série de base recouvre les

cinq sixièmes du pays. Le second groupe constitue en particulier le massif de l'Adamaoua et, en dehors des appareils volcaniques, forme les plus hauts sommets du Territoire (Dschang, Fouban, les monts Guingué, les Atlantika, les Mandara);

2° Parmi les zones cristallines transformées postérieurement à la série de base en dehors de quelques granites (à biotite) intrusifs, une place particulière est à réserver à une chaîne de hautes collines orientées sud-est - nord-ouest, dont la partie sud comprend la région de Yaoundé et qui est sensiblement perpendiculaire à la direction de la ligne volcanique formant la frontière ouest du Cameroun.

Cette chaîne (longueur approximative 300 kilomètres et largeur approximative 40 kilomètres) est formée de gneiss, de micaschistes à gros grenats, de pegmatites. Le rutile y est fréquent;

3° Par endroits le socle cristallin est percé de pointements (basaltes, andésites, rhyolites) caractérisant la chaîne montagneuse de l'Ouest-Cameroun : lacs du Crétacé, sources hydrothermales. D'autre part, les montagnes granitiques du Nord-Cameroun présentent en de nombreux points ce caractère volcanique et sont souvent recouvertes d'un manteau de lave;

4° Les terrains sédimentaires n'ayant subi aucun méta-

morphisme ne se rencontrent qu'en deux régions : la région littorale, de part et d'autre de Douala, et la région de la Bénoué, de part et d'autre de Garoua.

Dans la première région les systèmes Eocène et Pliocène ont pu être différenciés ainsi que les terrains de l'ère quaternaire à faciès marin.

La seconde ne comprend que l'Eocène non différencié ou Néogène.

En outre, la pointe extrême-nord du Cameroun est formée de quaternaire à faciès Tchad.

Signalons également la présence, dans le nord du Territoire de petites formations sédimentaires s'étagant du Crétacé inférieur au Crétacé supérieur ainsi que celle d'un îlot Miplocène dans lequel le lignite de Dschang a été reconnue.

Enfin sur la frontière sud-est apparaît une zone sédimentaire d'étendue assez importante, non déterminée de façon précise et semblant présenter les caractères de Lubilash, bien connu au Congo belge.

c) Publication d'études et de mémoires sur la géologie du Cameroun.

Les études et mémoires sur la géologie du Cameroun ayant fait l'objet de publication depuis que la France est en charge les intérêts de ce pays, sont les suivants :

NUMÉRO D'ORDRE.	OUVRAGE.	AUTEUR.	ANNÉE de PUBLICATION.	ÉDITEUR.
1	Carte géologique du Cameroun et fascicule (n° 1).	Service des mines sous la direction de P. HAUGOU, ingénieur en chef des mines des colonies, chef du service.	1932	Gouvernement du Territoire.
2	Carte géologique du Cameroun et fascicule (n° 2).	Id.	1935	Id.
3	Carte géologique du Cameroun et fascicule (n° 3).	Id.	1943	Id.
4	Les gisements aurifères du Cameroun sous-mandat français (<i>Congrès international des mines, de la métallurgie et de la géologie appliquée</i> , 1935).	P. HAUGOU, chef du Service des mines du Cameroun.	1935	Société de l'industrie minière, 19, rue du Grand-Moulin, Saint-Etienne.
5	Géographie physique et géologie du Cameroun occidental (<i>Mémoires du Muséum national d'histoire naturelle</i> ; nouvelle série, tome XVII, fascicule unique).	Bernard CÉZÉ.	1943	Edition du Muséum, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris (Ve).
6	Contribution à l'étude pétrographique du Cameroun occidental (<i>Mémoires du Muséum d'histoire naturelle</i> ; nouvelle série, tome XVII, fascicule unique).	Elisabeth JÉRÉMIE.	1943	Edition du Muséum, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris (V).
7	Le Cameroun à travers les âges géologiques (<i>Bulletin de la Société d'études camerounaises</i>).	P. HAUGOU.	1944	Société d'études Camerounaises, Douala.
8	Troisième étude sur l'assèchement possible du Tchad (<i>Bulletin de la Société d'études camerounaises</i>).	P. HAUGOU, chef de service; KORETZY, géologue, et TRIAL, ingénieur du Service des mines du Cameroun.	1946	Id.
9	Les calcaires du Cameroun français.	GAZEL, géologue du Service des mines du Cameroun.	1947	Id.

QUESTION 82.

Quelles mesures ont été prises pour la conservation des ressources naturelles, notamment les terres et les ressources minérales, selon des principes rationnels au bénéfice de tous les habitants du Territoire? Existe-t-il des projets de récupération du sol?

L'inventaire des ressources végétales spontanées telles que les forêts n'est pas encore terminé au Cameroun. Il

comprend d'ores et déjà, outre les bois, de nombreuses plantes utilitaires.

Les diverses mesures réglementant l'abatage de certaines essences visent également à la protection des sols.

La dégradation et l'érosion aboutissent parfois à la ruine de la fertilité des sols et la seule mise en culture accompagnée du déboisement de terrains en pente peut suffire à déclencher une érosion continue en régions à relief accentué.

On a remarqué que, dans les pays tropicaux africains tous les phénomènes d'érosion et de dégradation sont exaspérés par les conditions climatiques d'autant plus que la constitution chimique des sols est généralement très pauvre. L'observation des résultats des méthodes indigènes et les échecs retentissants de nombreuses tentatives de colonisation européenne ont montré également que l'exubérance de la végétation cache un équilibre précaire rompu souvent irrémédiablement dès que l'on porte atteinte au couvert végétal.

Les progrès accomplis dans la pédologie des régions tropicales permettent de mieux lutter contre cette dégradation généralisée des sols cultivés et même d'améliorer les terres de faible valeur.

Pour éviter le gaspillage et la dégradation des sols, des arrêtés réglementant la culture des plantes industrielles subordonnent l'octroi de concessions aux non-autochtones à l'autorisation préalable des services techniques.

Celle-ci n'est accordée que si le sol peut supporter sans épuisement la culture envisagée et encore le planteur est-il astreint à observer les recommandations relatives aux distances d'implantation, aux plantes de couverture et d'ombrage à utiliser, à l'emploi d'engrais.

Pour des plantes particulièrement épuisantes, telles que le bananier, un assolement est imposé. En ce qui concerne les entreprises agricoles des populations autochtones, il est beaucoup plus difficile d'intervenir en raison de la dispersion des cultures, des difficultés auxquelles on se heurte pour modifier les coutumes en matière de défriement, rotation des cultures, feux de brousse.

L'expérience a montré qu'il est cependant possible de limiter la dégradation des sols en zone forestière ou en zone de savane ou sahélienne. C'est une question de vigilance de la part des services compétents.

QUESTION 83.

Quelles sont les lois et coutumes concernant le régime foncier des autochtones? Sont-elles uniformes dans tout le Territoire? Jusqu'à quel point les formes traditionnelles du régime foncier et des lois successorales ont-elles entravé l'adoption de meilleures méthodes de culture ou de protection du sol?

QUESTION 84.

Donner des détails sur les lois et conditions en matière foncière qui intéressent la population non autochtone, en particulier sur les mesures prises pour la protection des autochtones, l'enregistrement et le transfert des droits de propriété et, d'une manière générale, les transactions en matière de terrains.

QUESTION 85.

Indiquer s'il existe une insuffisance de terres pour la population dans une partie quelconque du Territoire et préciser les facteurs qui ont provoqué cette situation. Quelles mesures a-t-on prises ou sont envisagées pour y remédier?

A quelles conditions générales l'Autorité chargée de l'administration acquiert-elle des terres pour des usages publics? Le cas échéant, dans quelle mesure et à quelles fins a-t-on acquis des terrains dans le courant de l'année?

On n'ignore pas quels sont les sentiments naturels de l'Africain sur la question des terres; en bon paysan, il tient à sa terre. La législation domaniale a donc dû tenir constamment un large compte de cet état d'esprit.

En matière de régime foncier, la constatation des droits des indigènes au Cameroun est réglementée par un décret du 21 juillet 1932 qui permet à une personne (ou à une collectivité), détentrice de terres suivant les règles coutumières, d'obtenir la constatation et l'affirmation de ses droits réels au regard de tous tiers et à l'égard du domaine privé du Territoire. La procédure est facile, les délais de publicité relativement courts, et aucune difficulté n'a été rencontrée. Cette procédure conduit à la délivrance d'un titre.

Un second décret du 21 juillet 1932 a réglementé la procédure de l'immatriculation au Cameroun. Ce régime a pour but d'assurer aux titulaires la garantie des droits qu'ils possèdent sur les immeubles préalablement immatriculés; cette garantie est obtenue au moyen de la publication, sur les livres fonciers, à un compte particulier ouvert pour chaque immeuble, de tous les droits réels qui s'y rapportent ainsi que des modifications de ces mêmes droits.

L'immatriculation est en principe facultative; elle est cependant obligatoire pour toutes les aliénations ou concessions en matière domaniale; lorsqu'un immeuble doit faire l'objet d'un contrat écrit rédigé en conformité des principes du droit français; pour tous les immeubles qui étaient inscrits au Grundbuch et soumis aux dispositions de la loi allemande. L'admission des immeubles au régime de l'immatriculation est définitive.

Les dispositions du Code civil et des lois françaises sont en principe applicables, d'une manière générale, aux immeubles immatriculés ainsi qu'aux droits qui s'y rapportent.

Ces deux régimes établissent une publicité suffisante pour que tous les intéressés soient tenus au courant des mutations immobilières effectuées au Territoire.

La protection des intérêts des autochtones est assurée efficacement par les deux décrets précités. D'une part, en effet, sont nulles et de nul effet, d'une nullité d'ordre public, toutes les conventions entre indigènes et étrangers qui auraient pour effet de changer le titulaire des droits réels immobiliers à moins que lesdites conventions n'aient été autorisées par le Haut Commissaire. En outre, ces conventions doivent être matérialisées par un acte authentique régulièrement enregistré. Ainsi le droit de tutelle administrative s'exerce et offre toutes les garanties en la matière.

D'autre part, et pour éviter que les Africains n'abusent de droits injustifiés de propriété, ils doivent avant de consentir une vente en la forme et avec l'autorisation ci-dessus notée, requérir l'immatriculation de leurs immeubles.

Les terres exploitées au Cameroun sont, on le sait, d'une étendue relativement faible eu égard aux terres exploitables; la question d'insuffisance de terre ne se pose donc pas en matière rurale, sauf dans les tribus du Nord, notamment dans les subdivisions de Kaélé et de Yagoua,

où la densité de la population est exceptionnellement forte.

Toutefois, sur le plan urbain, la question se pose avec acuité pour les centres en plein développement tels que Douala. Le programme de grands travaux prévus au Territoire a amené d'une part un nombre important d'entreprises à s'installer dans ce centre, et a eu comme conséquence l'emploi d'une main-d'œuvre locale abondante. Aussi, à l'heure actuelle, le problème de l'insuffisance de terrains libres se pose-t-il à Douala. Il y sera remédié par un aménagement du centre urbain conformément au plan d'urbanisme.

L'Administration locale a acquis des terrains pour ses services publics, par la procédure de classement dans le domaine privé des biens vacants et sans maître. Parfois le moyen de l'échange, ou l'achat pur et simple à des particuliers, a été employé. Il est prévu pour effectuer les travaux d'aménagement en cours au Cameroun d'appliquer la procédure normale d'expropriation pour cause d'utilité publique conformément aux textes en vigueur. Cette procédure offrira toutes garanties tant aux Africains qu'aux Européens sur les conditions de reprise de terrains détenus en vertu de titres réguliers.

Si actuellement la procédure de classement dans le domaine du Territoire est en cours, aux fins d'obtenir des terrains pour certains services publics (aéronautique civile, par exemple), aucun autre terrain n'a été acquis par le Territoire au cours des cinq dernières années, sinon par achat direct et régulier.

On doit ajouter que la procédure normale de la concession ou location a permis de satisfaire aux demandes des particuliers et des Sociétés qui ont acquis des terrains à titre provisoire. L'octroi des concessions rurales à usage agricole étant suspendu (afin d'éviter des difficultés de main-d'œuvre), seules des concessions ou locations à usage industriel ont été consenties pendant ces dernières années. Leur nombre ne dépasse pas trente, non compris les concessions urbaines dans les centres lotis qui sont pour 1947 de l'ordre de 100.

Après cet exposé rapide, il convient de dire à quelles considérations de fait, géographiques et historiques, a dû obéir la législation en vigueur au Cameroun. On croit devoir marquer tout de suite un fait dont cette législation a dû tenir compte : la *diversité* des situations et des coutumes.

Le schéma ci-dessous en rend immédiatement compte.

La forêt du Sud-Cameroun.

Pour donner une idée des espaces offerts à l'homme, rappelons que la densité de la population, de 6 au kilomètre carré dans la subdivision de Doumé, s'abaisse à 0,46 à Lomié, à 1 à Yokadouma, à 0,12 à Moloundou.

Les richesses naturelles sont la propriété de « tous » et personne ne possède le sol. Le terrain cultivé appartient à qui l'a mis en valeur, famille ou individu, même étranger au groupement, mais seulement pendant que la récolte est sur pied : quelques mois pour les cultures annuelles ou saisonnières, patates, manioc, etc., quelques années pour les cultures vivaces... Les arbres utiles poussant spontanément à proximité du village ou reproduits par boutures, les palmiers à huile, seront considérés comme réservés à l'usage de celui ou de ceux qui les auront découverts ou plantés; l'idée ne viendra pas d'en transférer la propriété si personne ne se trouve là pour les désirer et les demander; ils seront rendus à la brousse.

Le sol n'est rien, le travail est tout, et la propriété, dont la notion n'est nullement étrangère au cerveau des

Camerounais, porte primitivement sur les instruments de travail et les produits du travail.

Les Boulous d'Ebolowa.

(Densité : 6 au kilomètre carré.)

La notion de propriété mobilière, à peu près analogue à celle que nous exprimons par ce mot, n'est pas étrangère à l'esprit des Boulous, *bien que la langue n'en donne pas d'équivalence littérale*. Mais cette notion de propriété ne s'étendait pas à la terre.

Traditionnellement, la terre est utilisée par qui la prend. Elle n'a aucune valeur. On ne la vend pas, on ne la donne pas en garantie d'une dette, elle n'entre pas dans l'héritage.

L'étranger ne payait pas pour s'établir dans le village ou à proximité du village sur un terrain qu'il débroussait lui-même. Des Monroviens, des Sierra-Léonais sont venus jadis créer des plantations sur divers points de ce pays. Ils changeaient de terrain à leur fantaisie pour leurs cultures annuelles. Jamais ils n'eurent de redevance à payer à qui que ce soit. Ce n'est pas seulement la notion de propriété individuelle du sol qui était inexistante, mais aussi celle de *propriété collective*. Il n'y eut jamais conflit entre les villages pour la propriété du sol; on voyait souvent un village étranger venir s'intercaler entre deux groupes appartenant au même village boulou.

Depuis trente ans l'effort de l'Administration européenne a porté avant tout sur la stabilisation des villages. Des débroussements nombreux ont pu se faire. Il a été possible de faire alterner les cultures dans des terrains déjà travaillés. L'effort qui était primitivement nécessaire chaque année pour l'abatage de la forêt est devenu inutile. L'on pouvait prévoir que ce qui apparaissait jadis comme droit d'accession deviendrait un droit de propriété. Du droit sur les produits est donc sorti, en fait, un droit de propriété sur le sol lui-même.

Marquons fortement que la diffusion de la culture du cacaoyer, du caféier, favorise cette évolution. Il s'agit là d'une culture dont la productivité s'échelonne sur de nombreuses années. L'indigène s'estimait à l'origine propriétaire de ses *plants* de cacao seulement. Si une route traversait sa plantation, il ne demandait pas d'indemnité pour le sol qui lui était enlevé; il n'oubliait pas d'en réclamer une pour les plants de cacao déplacés. Mais il est certain qu'il se tient maintenant pour le propriétaire du sol. Il conçoit que la sécurité, la durée de sa plantation ne sont assurées que si le sol est le sien : le droit sur le produit a entraîné le droit sur le terrain.

Les Ewondos, Banés, Mvelés, Etons, etc.

(Densité moyenne : 30 au kilomètre carré.)

Parents et voisins des prérédents, les Ewondos et autres familles d'origine Fang qui résident dans l'actuelle subdivision de Yaoundé, au sud de la Sanaga, présentent les mêmes caractères; presque tout ce qui vient d'être dit du groupe Boulou pourrait s'appliquer aux Yaoundés. Cependant, deux faits viennent interdire des comparaisons précises : la densité très supérieure de la population, et la destruction poussée de la forêt dans un pays où déjà elle tend à se clairsemer.

A l'inverse de ce qui se passa dans l'Est camerounais, les terrains une fois défrichés ne sont pas abandonnés sans espoir de retour : le village les considère comme une

réserve, réserve d'autant plus facile à reconnaître que la végétation forestière nouvelle est différente.

Dans la circonscription côtière de Kribi, la notion de propriété a fait de rapides progrès. Les cultures de rendement, cacao, palmiers, ont engendré la notion de l'intérêt que présente le sol et le désir de le posséder. L'installation de commerçants européens a provoqué d'autre part, de chefs indigènes à particuliers, des aliénations, primitivement sans doute assez peu régulières, et la constitution de titres écrits, régularisés grâce à l'immatriculation a éveillé l'idée de cessibilité du sol.

Nous ne nous étendrons pas sur le cas exceptionnel de Douala. La situation favorisée d'intermédiaires, que possédaient les habitants des bords du Wouri longtemps avant 1884, l'installation du commerce européen et les rapports constants avec les factoreries ont apporté l'idée de richesses nouvelles. On ne peut donc être surpris de constater depuis plus de cinquante ans l'existence de propriétés bâties, de maisons de commerce ou d'habitation, souvent de grande valeur, dont les propriétaires sont des particuliers Douala. Cette appropriation du sol implique une évolution profonde de la coutume locale partie du stade communautaire pour aboutir à la propriété individuelle constatée actuellement par l'inscription au livre foncier.

LA RÉGION DE DSCHANG.

Les Bamiléké (densité : 65 habitants au kilomètre carré) doivent leur forte densité à leur resserrement sur un plateau fertile, riche, mais exigu. Le sol y est apparu immédiatement comme un bien commun aux seuls membres de la tribu parce qu'il fallait vivre et se nourrir. La terre conquise — et ceci n'est pas conjectural — a été considérée comme le bien le plus précieux, la richesse la plus utile sous l'autorité d'un chef de clan ou de famille, choisi d'abord pour la guerre, et devenu responsable, à l'égard de tous les membres, de l'intégrité du territoire.

On peut faire aujourd'hui encore les constatations suivantes :

Sont considérés comme biens non susceptibles d'appropriation privée et dont l'usage est commun à tous : les peuplements forestiers placés sur un terrain sans valeur agricole, l'herbe servant à la couverture des cases.

Sont estimés propriété du chef : les peuplements de palmiers raphia dans certaines vallées.

Sont tenus comme terres de parcours et pâturages de la chefferie les pâturages naturels (il n'y a pas de prairies artificielles), situation analogue à celle du « communal » de nombre de communes françaises. Il faut y comprendre les arbres poussant dans les savanes incultes. Toute incursion d'un troupeau de gros bétail appartenant à une chefferie étrangère sur le communal de la chefferie ouvre droit à une indemnité. Le petit bétail étranger seul est toléré (même règle dans le Nord-Cameroun).

Sont considérés comme propriété personnelle de celui qui les a plantés, les arbres à produit ou usage industriel : palmiers à huile, raphia, kola-tiers. Le droit exercé sur les arbres est héréditaire et cessible entre vifs par voie de vente ou d'échange.

Les dattiers sauvages sont susceptibles d'appropriation temporaire de la part de celui qui les découvre et les exploite (à défaut de raphia dans les régions d'altitude). Cette appropriation est rendue apparente par une « marque » de propriété placée à l'entrée du sentier d'accès et répétée auprès de l'arbre (coquillages, brandon, caillou, etc.).

Si l'on trouve dans les pays Bafia quelques usages analogues à ceux de la région de Dschang, dès que l'on passe dans le pays Bamoun tout change; c'est que là nous sommes en présence d'un pays conquis par des envahisseurs soudanais devenus musulmans où l'organisation politique et l'organisation économique ont réagi l'une sur l'autre. Constitué en une monarchie absolue le pays Founban forme la transition avec l'Adamaoua, politiquement constitué en petits sultanats autoritaires d'origine étrangère et dont le droit foncier a subi plus ou moins l'empreinte du droit musulman.

PAYS ISLAMISÉS.

Founban.	Densité : 10.
Ngaoundéré.	Densité : 3.
Garoua.	Densité : 5.
Maroua.	Densité : 30.

Une division, chez les auteurs qui ont traité du droit musulman, répartit les terres en trois catégories :

- 1° Terres mortes;
- 2° Terres vivantes;
- 3° Biens habous.

Les terres mortes, terres incultes, en friche, sont considérées comme appartenant à la collectivité musulmane et faisant partie du domaine *privé* de cette collectivité, sous réserve de l'existence de servitudes au profit de certains membres de la collectivité.

La terre morte peut perdre ce caractère et le reprendre. Elle peut le prendre quand elle a été occupée et vivifiée, à la suite d'une autorisation du *souverain*, ou *ktâa* (rite hanéfite), suivie d'une mise en valeur effective. Dans le rite malékite (le seul de règle au Cameroun comme en Afrique Noire) une restriction : si la terre morte a été jadis occupée par un musulman, le nouveau concessionnaire ne pourra être qu'un musulman. Dans le cas contraire, la terre morte ne pourra être concédée sans distinction de religion à n'importe qui. A proximité des villes, une autorisation du souverain est nécessaire en raison des servitudes qui pourraient exister en faveur des citoyens. Loin des villes, le rite malékite est encore plus libéral : l'occupation sans autorisation et la « vivification » suffisent pour donner titre à l'occupant.

Tous les rites s'accordent d'ailleurs pour affirmer que l'occupation et la vivification sont indispensables. Par vivification, entendons défrichements, labours, travaux, bâtisses, épierements. La simple clôture et le pacage ne suffisent pas.

Le rite malékite attribue à la terre ainsi occupée le caractère de terre « melk », de pleine propriété. Certains autres rites (hanéfite) distinguent d'après la condition des terres voisines. Si celles-ci sont des terres de kharadj, la terre vivifiée suivra leur sort, et le « colon » n'aura qu'un droit réel de jouissance précaire.

L'abandon après vivification ne fait pas perdre la propriété. Toutefois la vivification par tiers pose une question à laquelle les rites divers apportent des solutions divergentes.

En somme la propriété individuelle a sa source dans le travail et la mise en valeur; elle ne se perd pas par le non-usage; toutefois, le propriétaire ne peut pas soustraire indéfiniment un fonds de terre à la culture que peuvent être disposés à effectuer des gens plus dignes que lui de posséder.

Les *terres vivantes*, terres productives ou « en rapport », se diviseront en terres « d'achour » et terres de « kharadj » :

— terres « d'achour » sur lesquelles sera prélevée la

dime (skkat) prélèvement participant de la nature de l'aumône et de l'impôt et destiné à être employé « dans les voies de Dieu » par le souverain qui le perçoit. Impôt religieux et qui constitue l'une des cinq obligations fondamentales de l'Islam;

— terres de « kharadj », frappées d'un « tribut » (impôt sur les terres conquises par la violence ou soumises à l'Islam); elles ne changent pas en principe de possesseur; celui-ci est simplement frappé à perpétuité du kharadj, quoi qu'il arrive et même s'il se convertit. Le kharadj peut affecter la forme d'un partage de fruits (moukassamat). Le Sultan ou le Lamido peut, après la conquête, expulser le vaincu et distribuer sa terre à ses guerriers, mais il peut laisser l'habitant sur sa terre, qui devient terre de kharadj. La terre est mise « sous séquestre », la collectivité a acquis sur elle un droit inaliénable, imprescriptible.

Les terres habous constituent la troisième catégorie : terres frappées d'une sorte de séquestre dans un but pieux ou d'utilité générale, par suite d'une donation d'usufruit faite à perpétuité au profit d'une œuvre, la nu-propriété demeurant au constituant pendant sa vie et fictivement après sa mort. C'est une fondation, soumise à des conditions de forme, de capacité complexes et variables suivant les rites. Au point de vue économique, les habous constituent un démembrement de la propriété et une soustraction de vastes domaines à la libre circulation des biens que le droit moderne considère comme un facteur essentiel de richesses et de développement harmonieux.

On constate que dans certaines parties du Cameroun des coutumes n'étaient pas favorables à l'application de méthodes d'exploitation nouvelle des terres. Il a été indiqué que l'autochtone lui-même, sous la pression de certains facteurs économiques (culture du cacao et du café par exemple) s'est rendu compte lui-même de l'inconvénient de certaines coutumes. On constate dans ce domaine une évolution très nette vers une conception plus européenne de la notion de propriété.

QUESTION 87.

Quelle est la superficie des terrains que possèdent :

- Les habitants autochtones;**
- Le Gouvernement;**
- D'autres habitants non autochtones;**
- Pourcentage utilisé par les autochtones pour la production?**

Quel pourcentage des terres que possèdent les habitants non autochtones est utilisé pour la production? Quelle proportion de ces terres est donnée à bail?

1° Droits concédés aux autochtones (particuliers) avec titres réguliers :

- Terrains ruraux : 1.500 hectares;
- Terrains urbains : 100 hectares.

2° Terrains appartenant à ces collectivités :
— terrains ruraux : 3.000 hectares.

Ces chiffres sont faibles. Il s'agit seulement de droits constatés par titres domaniaux et soumis au régime de la transcription et de l'immatriculation. En réalité, la plupart des indigènes ont leur propriété, mais n'ont pas demandé la reconnaissance de leurs droits.

A noter qu'une procédure est à l'étude pour fixer le mode de concessions à attribuer aux grandes coopératives de planteurs indigènes.

3° Terrains possédés par le Gouvernement local :

a) Terrains urbains : 1.000 hectares.

Il s'agit de terrains classés dans le domaine privé en vue de lotissements futurs.

La superficie de terrains urbains réellement occupés par le Gouvernement local pour des besoins administratifs est de 300 hectares.

b) Terrains ruraux : 8.000 hectares, formés de quelques concessions importantes préemptées (séquestre de la guerre 1914-1918).

4° Terrains possédés par les non-autochtones :

a) Terrains urbains : 400 hectares;

b) Terrains ruraux : 25.000 hectares à titre provisoire, 15.000 hectares à titre définitif.

Ces terrains se répartissent comme suit :

40 p. 100 français;

20 p. 100 hellène;

20 p. 100 anglais;

10 p. 100 syro-libanais;

10 p. 100 allemands (actuellement sous séquestre).

Les nationaux américains ne possèdent que des terrains ruraux par l'intermédiaire de leurs missions, et pratiquement pas de terrains urbains.

*
**

A l'exception des terrains urbains, toutes les terres occupées par les non-autochtones sont utilisées pour la production, soit avec droits inscrits, soit sans reconnaissance de droits.

Ces concessions rurales données à bail couvrent 3.000 hectares formées par de très petites concessions : une de 2.500 hectares a été récemment attribuée à la Compagnie Française du Cameroun (concession à usage industriel).

En outre, des locations précaires de lots dans les centres urbains non encore définitivement lotis représentent environ 200 hectares.

La répartition des concessions par région est la suivante :

	AUTOCHTONES.	NON-AUTOCHTONES.
Bamiléké.	1.000 hectares.	14.000 hectares.
Mungo.	1.000 —	16.000 —
Nyong et Sanaga.	600 —	800 —
Haut-Nyong.	100 —	200 —
M'bam, Lom et Kadéï	100 —	200 —
Kribi.	500 —	1.500 —
Sanaga maritime	600 —	23.000 —
N'kam.	500 —	1.500 —
Wouri.	100 —	500 —
Nord-Cameroun.	50 —	1.500 —

QUESTION 88.

Quelle est approximativement la répartition des terres du Territoire suivant les catégories suivantes : a) terres arables; b) forêts; c) pâturages et prairies; d) terrains miniers en exploitation; e) terres en friche et autres?

La Conférence internationale des statistiques agricoles qui s'est tenue à Londres en décembre 1947 a reconnu qu'il était absolument impossible de fournir des chiffres convenables concernant la répartition des terres dans les territoires dits coloniaux.

QUESTION 89.

L'endettement de la population rurale constitue-t-il un problème grave et, si tel est le cas, quelles sont les mesures qui ont été prises à ce sujet?

Le problème ne s'est pas encore posé au Cameroun. Aucun endettement de la population rurale n'a été constaté.

FORÊTS ET MINES.

QUESTION 90.

Donner les dispositions essentielles de la législation forestière, s'il en existe une. Prévoit-elle la protection des forêts et le boisement de terrains déboisés ou en friche?

Les deux textes qui fixent le régime forestier du Cameroun sont le décret du 3 mai et l'arrêté du 26 septembre 1946. Ils sont inspirés de la législation en vigueur en Afrique Occidentale française depuis 1935 et dont l'application a donné des résultats excellents dans les territoires où les zones de végétation et par conséquent les problèmes forestiers sont semblables à celles du Cameroun.

Le décret du 3 mai permet de distinguer les terrains qui seront maintenus à l'état boisé, et qui constitueront le Domaine forestier permanent du Cameroun, de ceux qui pourront être défrichés et mis en culture. Ceux-là, dénommés forêts classées, sont placés sous un régime restrictif quant à l'exercice des droits d'usage des indigènes et soumis à des règles spéciales d'exploitation.

Cette législation s'étend obligatoirement aux flancs des montagnes ayant une certaine pente, aux dunes littorales et aux terrains sujets aux méfaits d'une érosion accélérée et, facultativement, à des terrains insuffisamment boisés qu'il y a intérêt ou nécessité à mettre en régénération ou à reforester.

La constitution du Domaine forestier est en cours. Il comprend actuellement :

- zone sahélienne : 110.000 hectares;
- zone des savanes boisées : 650.000 hectares;
- zone de forêt équatoriale : 100.000 hectares.

Dans la zone de forêt équatoriale la constitution du Domaine classé n'intéresse pour l'instant que la limite de cette zone avec celle des savanes, de manière à constituer une suite de forêt destinée à limiter l'avancée de la savane vers le Sud-Ouest.

Devant l'impossibilité de supprimer les feux de brousse, le Service des eaux et forêts applique, sauf dans les périmètres de reboisement, la pratique des feux précoces qui, d'ici quelques années, sera généralisée à l'ensemble du Territoire.

Le Gouvernement du Cameroun favorise le développement des ressources sylvicoles de la manière suivante :

1° En zone de forêt équatoriale.

a) Par l'amélioration des peuplements naturels :

1° Forêt d'Ottotomo et de Makak : plantations d'essences précieuses, sapelli, acajou, bibolo, ayous, faites dans les layons couverts à l'intérieur du peuplement.

Superficie déjà enrichie 6.000 hectares.

2° Forêt de M'Balmayo : dégagement des semi-naturels de toutes les essences utilisables déjà effectué sur 1.000 hectares. Ce travail est fait en coopération avec les cultivateurs indigènes. Cette méthode sylvicole sera appliquée à toutes les forêts faisant partie du Domaine forestier permanent du Territoire.

b) Par l'obligation qui est faite aux exploitants forestiers de construire, suivant un tracé et des caractéristiques données, des routes utiles à la fois au transport des bois et à l'économie générale du Territoire.

2° En zone sahélienne et des savanes boisées.

Par la création, aux abords des centres importants, de reboisements destinés à la satisfaction des besoins indigènes en bois d'œuvre et bois de feu.

Superficie plantée, 300 hectares.

Toutes les dispositions sont prises pour que ces plantations progressent à partir de 1948 à la cadence de 200 hectares par an.

QUESTION 91.

Donner un bref aperçu de l'importance que présentent dans l'économie du Territoire les produits forestiers destinés à l'exportation et à l'usage intérieur.

Les produits forestiers qui entrent dans l'économie du Cameroun se classent dans les catégories suivantes :

a) Bois d'œuvre.

	1945 EN TONNES.	1946 EN TONNES.	1946 EN MILLIERS DE FRANCS.
Exportation de bois grume.	5.466	23.687	40.850
Exportation de bois débités.	9.492	19.142	140.600
Consommation intérieure en bois débités.		8.260	7.700

b) *Bois de feu.*

Consommation intérieure, 150.000 à 180.000 stères.

Ce chiffre représente le volume du bois utilisé pour les besoins industriels (chemin de fer, fours à cacao ou à briques, etc.), à l'exclusion des besoins domestiques qui peuvent se chiffrer à 5.000.000 de stères environ.

c) *Autres produits forestiers (exportation).*

	1945 EN TONNES.	1946 EN TONNES.	1946 EN MILLIERS DE FRANCS.
Strophantus.	9.200	11.200	2.952
Ecorce de yohimbine.	26.020	73.400	532
Caoutchouc sylvestre.	1.245	98.700	1.971

QUESTION 92.

Quelles sont les ressources minérales connues, concédées et effectivement exploitées par le Gouvernement du Territoire ou par des personnes ou entreprises privées?

Les travaux d'investigation entrepris jusqu'à présent ont fait apparaître un sous-sol riche de nombreux indices de minéralisation.

On y a reconnu l'existence de l'or, de l'étain, du molybdène, du titane, du tungstène, du plomb, du manganèse, du tantale, du niobium, du mica, du graphite, du lignite, du pétrole, de même que certaines formations favorables à la présence du diamant.

Mais une reconnaissance détaillée, n'a porté que sur une faible partie des indices découverts; l'exploitation du sous-sol est confiée à des Sociétés et des particuliers. Elle se limite actuellement à l'or, à l'étain et au titane alluvionnaire. Les permis d'exploitation ou concessions couvrent une superficie de 11.500 kilomètres carrés soit 1/35^e environ de l'étendue totale du Territoire.

L'or est extrait dans la région de Lom et Kadéï, dans l'Est-Cameroun, l'étain dans la subdivision de Banyo, sur la frontière Cameroun-Nigéria, et le titane dans la région Nyong et Sanaga.

CLASSIFICATION DES GITES MINÉRAUX.

Au Cameroun, les gîtes naturels de substances minérales sont classés, en égard à leur régime légal, en carrières et en mines.

a) Sont considérés comme carrières les gîtes de matériaux de construction et d'amendement pour la culture des terres, à l'exception des nitrates et sels associés, ainsi que des phosphates.

Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol dont elles suivent la condition.

Les tourbières sont soumises au même régime que les carrières.

b) Sont considérés comme mines les gîtes de toutes substances minérales qui ne sont pas classées dans les carrières.

Les gîtes de substances concessibles sont classés en quatre catégories :

1° Hydrocarbures liquides ou gazeux, bitumes, asphaltes, schistes et grès bitumeux;

2° Houilles et lignites;

3° Phosphates, nitrates, sels alcalins, aluns boratés et autres sels associés dans les mêmes gisements;

4° Toutes les autres substances minérales soumises au régime des mines.

QUESTION 93.

Comment sont déterminés les droits sur les ressources du sol et du sous-sol? Quelles mesures a-t-on prises pour procurer aux habitants le bénéfice de ces ressources?

Les conditions naturelles et sociales qui donnent aux pays africains leur physionomie propre entraînent, pour toute nation qui y développe son activité, des devoirs spéciaux.

Si les richesses naturelles sont abondantes, il n'en est pas moins nécessaire de les protéger avec soin; il faut pourvoir à leur conservation (protection des sols, par exemple), à leur reproduction quand elle dépend de l'action humaine (reboisement).

Mais ce devoir de protection de la nature s'accompagne d'une obligation de mise en valeur. L'action civilisatrice nécessairement tournée vers l'élévation du niveau de vie exige un accroissement des produits et services, une augmentation de la richesse. Cette mise en valeur est, au moins à l'origine, l'œuvre d'étrangers et l'intérêt même du pays commande de faciliter l'établissement de ces pionniers.

À l'époque actuelle le problème des ressources naturelles prend un aspect nouveau. Les populations d'Afrique Noire ont évolué au contact des Blancs; elles ont maintenant un sentiment très vif des droits qu'elles détiennent sur les richesses de leur propre pays; elles entendent participer à leur exploitation et la justice commande d'écouter ces revendications.

Pour assurer une protection efficace, il a paru nécessaire de faire entrer dans le domaine public ou privé du territoire l'ensemble des ressources naturelles. Les gisements miniers, les forêts et la terre sont la propriété du Territoire qui, par l'intermédiaire de son administration, en règle l'usage. Le libre jeu des initiatives privées ne peut donc s'exercer que sous le contrôle de l'autorité qui en prévient ainsi les excès et en oriente l'action.

Pour les richesses naturelles, la remise aux individus est exclusive de toute appropriation; c'est le cas des forêts, des mines, de l'énergie hydraulique qui restent le patrimoine du Territoire, même si l'exploitation en est confiée à l'activité privée. Pour la terre, les concessions auxquelles elle donne lieu peuvent aboutir à la constitution d'un droit de propriété au profit du concessionnaire. Mais ce stade final n'est atteint qu'après satisfaction aux obligations d'un cahier des charges établi dans l'intérêt du développement économique et social du Territoire.

Il est évident que cette œuvre de protection et d'aménagement n'a pu être réalisée que par la prééminence du système juridique de la puissance tutrice substitué aux coutumes locales. Mais cette prééminence n'implique pas suppression; les coutumes conservent toute leur force dans les relations intérieures, dès lors qu'elles assurent une protection convenable. Là où elles sont insuffisantes, le droit de la puissance tutrice est intervenu pour poser le

principe fondamental du respect des droits traditionnellement exercés par les indigènes et en assurer la stricte application.

D'autre part, et pour tenir compte de l'évolution déjà rappelée, la réglementation détermine maintenant les modalités d'association du Territoire et de ses habitants à la mise en valeur.

Dans l'association indirecte l'Administration contrôle les exploitations afin de veiller au respect des clauses inscrites dans le cahier des charges en faveur du Territoire (par exemple : construction de routes) ou de la population (surveillance des travaux afin d'éviter la méconnaissance des intérêts des habitants de la zone en exploitation).

Dans l'association directe, le Territoire prend une part active à la marche des entreprises; il contribue à la constitution du capital, siège au Conseil d'administration, en un mot s'associe aux entreprises privées ou publiques selon les formes modernes de l'économie mixte. L'exploitation des richesses essentielles, qui suppose des moyens considérables, tend de plus en plus à s'effectuer sous cette forme et la puissance tutrice se doit d'encourager cette tendance. En faisant un large appel au concours du Territoire et de ses représentants, elle a conscience de répondre aux exigences de la tutelle.

Le Cameroun ne saurait être considéré comme une terre vacante dont les ressources appartiennent au premier exploitant; il constitue une communauté vivante dont il faut satisfaire les aspirations. C'est pourquoi, si la France entend mettre à la disposition de tous, dans l'intérêt commun, les ressources du pays, elle se fait également un devoir d'associer étroitement la population elle-même à cette vaste entreprise d'aménagement de l'économie.

QUESTION 94.

Quelles sont les dispositions principales de la législation sur les mines?

Les textes essentiels de la réglementation minière sont le décret du 5 octobre 1935 et les arrêtés pris pour son application ainsi que le décret du 10 août 1945.

Cette réglementation repose sur la distinction des carrières (gîtes de matériaux de construction ou d'amendement des terres à l'exception des nitrates et phosphates) et des mines (tous autres gîtes de substances minérales). Elle ne concerne que les mines; les carrières sont soumises au régime d'appropriation du droit commun.

Les mines appartiennent au Territoire qui en autorise la recherche et l'exploitation; ces opérations ne peuvent être entreprises qu'après obtention d'une autorisation personnelle délivrée par le Haut Commissaire.

L'examen des différents droits miniers mettra en relief la ligne générale de la réglementation applicable aux richesses du sous-sol.

1° *Permis d'exploration.* — Il constitue un droit mobilier incessible donnant un droit exclusif de recherches dans une zone définie. Son titulaire, qui ne peut disposer que des échantillons extraits, a un droit de préférence pour obtenir le permis de recherches.

2° *Permis de recherches.* — C'est également un droit mobilier mais il est cessible. Le bénéficiaire peut disposer des produits extraits et obtenir deux renouvellements successifs de son permis dont la durée totale peut ainsi atteindre deux ans.

3° *Permis d'exploitation.* — Le titulaire d'un permis de recherches peut obtenir le droit d'exploiter s'il justifie de l'existence d'un gisement. Il s'agit encore d'un droit mobilier d'une durée maximum de 20 ans.

4° *Concession.* — On est en présence d'un droit immobilier cessible pouvant être hypothéqué.

La concession dure 75 ans et peut être renouvelée; le bénéficiaire est tenu de maintenir sa concession en activité et de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par le cahier des charges; à défaut il est déchu de son droit et la concession est mise en adjudication avec faculté de préemption pour le territoire.

5° Il existe enfin un régime particulier pour les hydrocarbures ainsi que pour les zones réservées. Il s'agit de secteurs dans lesquels le Territoire s'est réservé le droit de recherches avec faculté de prendre des participations dans les entreprises exploitant les gisements découverts.

Il peut être accordé dans ces zones des permis spéciaux de recherches ou d'exploitation (cf. décret du 10 août 1945).

Les permis miniers sont délivrés par arrêté du Haut Commissaire ou par décret, mais l'Assemblée représentative est appelée à donner son avis sur cette délivrance dans les cas prévus à l'article 37, 2°, du décret du 25 octobre 1946.

Tel qu'il est organisé, ce régime tend, d'une part, à assurer une exploitation rationnelle des ressources du sous-sol, d'autre part à sauvegarder les intérêts légitimes du Territoire qui doit normalement s'associer à l'œuvre de mise en valeur de ses ressources naturelles.

QUESTION 95.

Quelles mesures a-t-on prises pour remettre en état les parties du sol endommagées par les opérations minières?

La réglementation minière dispose que l'exploitant (permissionnaire ou concessionnaire) est tenu de réparer tous dommages que ses travaux pourraient occasionner à la propriété du sol. Cette réparation s'effectue sous forme d'indemnité payée au propriétaire du sol.

AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE.

QUESTION 96.

En quoi consistent l'organisation et l'administration des services publics pour l'agriculture, la pêche et l'élevage.

Organisation du service.

SERVICE CENTRAL.

Le siège de la Direction du Service de l'agriculture se trouve à Douala.

1° *Secteurs et régions agricoles.*

Les régions agricoles correspondent, à une exception près, aux régions administratives. Cette circonstance a été imposée par l'organisation des pouvoirs d'autorité à la disposition desquels étaient les agents du cadre de l'agriculture.

2° Etablissements de recherches et d'expérimentation.

- 1° Laboratoire de chimie agricole, pédologie à Nkongsamba.
- 2° Station d'exploitation du quinquina à Dschang.
- 3° Station d'Ebolowa (cacao).
- 4° Station de Maroua.
- 5° Ferme d'agriculture et d'élevage de l'Adamaoua.

3° Enseignement.

- 1° Ecole supérieure d'agriculture de Yaoundé.
- 2° Centre d'apprentissage d'Ebolowa.
- 3° Centre d'apprentissage de Maroua.

4° Conditionnement des produits.

*
*
*

Le personnel du Service de l'agriculture est composé d'agents du cadre général, diplômés d'Ecoles supérieures d'agriculture métropolitaines, d'agents du cadre commun (ex-cadre local) dans lequel ont été admis les élèves diplômés sortant de l'Ecole de Yaoundé et, après concours, des auxiliaires africains.

I. — SECTION PRODUCTION ET VULGARISATION.

Cette section a pour but de contrôler la production agricole du Territoire, la vulgarisation de méthodes culturales rationnelles, l'introduction de nouvelles variétés, la lutte phytosanitaire. La vulgarisation est assurée au moyen de tournées d'équipes itinérantes. Des distributions de matériel, de graines, de plants améliorés sont effectuées par le Service de l'agriculture ou par l'intermédiaire des sociétés de prévoyance dont un ingénieur d'agriculture est conseiller technique.

II. — SECTION RECHERCHES ET EXPÉRIMENTATION.

Le Territoire est doté de stations spécialisées et d'établissements de recherches agronomiques.

Station du quinquina à Dschang.

Créée par arrêté en date du 21 mars 1942, la station du quinquina à Dschang a pu enregistrer des résultats rapides grâce aux introductions de plantes effectuées depuis 1928 et aux premiers travaux de sélection commencés en 1944.

Elle produit toutes les semences qui lui sont nécessaires et peut en vendre aux territoires voisins. Les graines de quinquina sont actuellement introuvables sur le marché, les principaux pays producteurs en ayant interdit l'exportation.

Station du cacaoyer à Ebolowa.

A côté des études expérimentales, cette station assure l'approvisionnement en graines d'élite des pépinières créées dans tout le secteur centre.

Elle possède également des palmiers à huile hauts producteurs destinés à l'approvisionnement des pépinières de vulgarisation du secteur maritime en attendant la prochaine création d'une station spéciale du palmier à huile.

Station expérimentale de Maroua.

Les buts de cette station tendent à l'amélioration en qualité et quantité des productions agricoles de la région

par la mise en œuvre des derniers perfectionnements techniques.

Les travaux portent sur l'amélioration des variétés d'arachide et de mil et de leur culture, la distribution des semences d'élite, le développement de la traction animale, l'étude des remèdes à l'érosion mécanique des sols.

Laboratoires de recherches agronomiques de Nkongsamba.

Le laboratoire est le seul organisme du service consacré à la recherche scientifique agricole générale et dont les objectifs sont directement limités aux études pédologiques, chimie agricole et de technologie. Les analyses de toute nature demandées par les planteurs peuvent être exécutées dans ce laboratoire dont l'équipement en produits et appareils a été renouvelé depuis la fin des hostilités.

Des spécialistes formés par les Universités de la métropole et ayant accompli des stages dans les laboratoires métropolitains ou déjà existants dans les territoires d'outre-mer, sont attendus prochainement. Déjà des professeurs éminents sont venus en mission sur la demande du Territoire, et des relations permanentes sont établies avec les stations des gouvernements voisins.

III. — ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

A l'enseignement agricole sommaire, dit de 1^{er} degré, donné dans les établissements scolaires, a été récemment ajouté celui des centres d'apprentissage.

L'enseignement supérieur est donné à l'Ecole supérieure d'agriculture de Yaoundé. Le recrutement s'effectue parmi les éléments possédant déjà une certaine instruction générale. Un cycle d'études de trois années permet d'initier les élèves à toutes les disciplines de la science agronomique.

Cette Ecole doit être réorganisée à l'occasion de l'installation du Centre de recherches organiques à Yaoundé. De plus grandes étendues d'expérimentation, une installation moderne, la présence de professeurs spécialisés permettront de mieux préparer les élèves destinés aux établissements supérieurs métropolitains.

IV. — CONTRÔLE DU CONDITIONNEMENT DES PRODUITS.

Le Service de contrôle du conditionnement des produits agricoles qui dépendait de la Chambre de commerce est devenu service public le 1^{er} janvier 1946 par application du décret du 17 octobre 1945.

Des arrêtés de normalisation définissent les critères de classification; les produits non conformes sont soumis à un reconditionnement ou détruits.

QUESTION 97.

Quels sont les changements importants survenus au cours de l'année dans la superficie consacrée aux principaux produits agricoles ou dans la quantité de ces produits?

Cultures industrielles ou d'exportation.

Les variations annuelles des étendues consacrées aux cultures arbustives ou pérennes sont assez limitées car ces cultures demandent toutes d'assez longs travaux de préparation. Les variations annuelles de la production ne sont donc conditionnées que par des facteurs climatiques

ou par l'intensité du parasitisme et les disponibilités en main-d'œuvre.

Café. — Aucun accroissement notable des surfaces consacrées au caféier n'est à noter; les plantations nouvelles venant compenser les arrachages et destructions de plantations épuisées ou périlissantes.

Cacao. — Depuis quelques années, la production cacaoyère tend à se déplacer pour se concentrer dans le secteur Centre où l'accroissement des surfaces qui lui sont consacrées vient atténuer les effets de l'abandon progressif, au profit des bananiers, de cette culture dans le secteur maritime (région du Mungo) où le climat très humide gêne la préparation du cacao et favorise le développement de maladies cryptogamiques.

Palmier à huile. — En raison de la pénurie d'objets manufacturés et de l'accroissement des besoins de la consommation familiale, la production de palmistes et d'huile de palme est en diminution.

Signalons que la fabrication locale de savon imposée par l'état de guerre a absorbé ces dernières années une bonne part de la production d'huile.

Caoutchouc. — La production de caoutchouc sylvestre qui avait connu un essor particulier pendant la guerre a repris son cours normal.

Le caoutchouc d'hévéas provenant d'exploitations européennes recueilli et traité par des procédés modernes est en accroissement de 10 p. 100 sur l'année précédente.

Le plan quinquennal d'hévéaculture a réalisé en 1946 la tranche de 150 hectares de nouvelles plantations.

Bananes. — Les plantations de bananiers en vue de l'exportation ont augmenté à la faveur de disponibilités accrues en fret. Les terres en jachère depuis le début de la guerre sont remises en culture et leur surface atteindra bientôt 5.000 hectares.

Autres cultures.

Peu de variations sont à signaler pour les cultures de consommation locale.

L'effort des services techniques se poursuit par l'accroissement des cultures de tubercules en zone de production de céréales où les rendements sont liés aux accidents climatiques.

La sélection constante des variétés d'arachide permet d'accroître chaque année son rendement à l'hectare. Aussi la production marque-t-elle un accroissement régulier.

D'autre part la variété de plantes vivrières est une garantie de la constance du volume des productions annuelles. Le riz, dont la culture est toujours au stade d'introduction en cette partie de l'Afrique, n'est pas encore apprécié des consommateurs africains et sa production qui avait atteint 1.500 tonnes est passée à 1.000 tonnes en 1946.

Dans la zone forestière à faible densité de population la production est axée sur les plantes à tubercules et le bananier. Elle suffit en quantité mais pas en qualité. Ainsi la réussite de la culture de l'arachide contribue à équilibrer l'alimentation des autochtones.

QUESTION 98.

Quelle est la proportion du sol arable consacrée à des récoltes qui ne sont pas destinées à l'exportation?

99,4 p. 100 des sols arables consacrés aux cultures vivrières produisent pour la consommation locale.

Pour l'ensemble des surfaces cultivées, les produits de cueillette et palmier exceptés, ce pourcentage est de 90 p. 100.

	SURFACE TOTALE en hectares.	SURFACE CORRESPONDANT aux produits exportés en hectares.	SURFACE DU SOL ARABLE consacré à des récoltes de consommation.
Céréales maïs, sorgho, mil, riz.	664.350		100 %
Légumineuses à gous- ses, arachides de consommation hu- maine, haricots...	160.000	2.600	98,37 %
Plantes à tubercules.	173.000	»	100 %
Bananes.	40.000	4.000	90 %
	1.037.350	6.600	99,36 %
Caféier.	21.560	21.500	0 %
Cacaoyer.	80.000	80.000	0 %
Caoutchouc.	10.000	10.000	0 %
	1.148.910	118.100	90 %
	Production en quintaux.	Quantité exportée en quintaux.	Consommé %
Palmistes.	37.010	26.154	(1)
Huile de palme.....	34.865	4.100	88,2 %

(1) Non chiffrable, stocks indéterminés.

QUESTION 99.

Dans quelle mesure a-t-on appliqué des méthodes de culture moderne et quelles sont les possibilités d'avenir?

Bien que la colonisation européenne n'occupe qu'une infime partie des surfaces cultivées du territoire, elle n'en représente pas moins un facteur intéressant pour la vulgarisation de méthodes agricoles modernes. C'est à son contact que des plantations indigènes se sont créées en copiant les méthodes culturales employées.

D'autre part, les coopératives indigènes de production et de vente de café, surveillées et conseillées par l'Administration du Territoire sont devenues florissantes par l'emploi en commun de matériel de culture, de traitement, de préparation de produits.

S'il est relativement aisé d'appliquer des méthodes modernes d'agriculture pour les cultures récemment introduites au Territoire, il est très difficile d'améliorer les procédés ancestraux que les autochtones appliquent à leurs cultures; seule, l'évolution des populations permettra la transformation de ces procédés.

S'il y a peu de choses à apprendre à l'indigène pour le choix des terrains et les travaux d'entretien, par contre il y a fort à faire pour introduire des variétés nouvelles, des plantes vivrières comme le riz, et modifier la rotation des cultures.

Les méthodes de culture modernes imposent en général au cultivateur un surcroît de travail que seule la machine pourra supporter.

Les stations, fermes modèles, plantations européennes servent déjà d'exemple.

Le matériel de culture prévu par le plan d'équipement du territoire a été commandé.

A titre documentaire, voici une description sommaire d'une plantation moderne, celle de la Société Africaine Forestière et Agricole de Dizangué (Edéa) :

La plantation de la S. A. F. A. à Dizangué s'étend sur une superficie plantée de 6.550 hectares en distinguant :

1° 4.500 hectares en rapport (2.800 hectares greffés; 1.700 hectares non greffés) ;

2° 2.050 hectares non en rapport (1.630 hectares greffés; 420 hectares non greffés).

La production s'est élevée à 2.200 tonnes en 1946.

La production a été estimée à 2.300 tonnes pour 1947.

ROUTES. — La plantation est sillonnée par un système routier qui atteint 250 kilomètres de longueur.

MAIN-D'ŒUVRE. — En 1947 l'effectif moyen de la main-d'œuvre s'est élevé à 5.000 ouvriers, ce qui porte à 8.000 le nombre de personnes vivant sur la plantation.

CONSTRUCTION. — Quinze logements pour Européens sont construits (8 définitifs, 7 provisoires en bois).

Actuellement cent vingt cases en briques et en ciment, comprenant chacune 6 ou 8 pièces, sont mises à la disposition de la main-d'œuvre dans quatre villages artificiels; en plus, dix habitations modernes pour le personnel évolué. Quatre chapelles en briques et en ciment sont ouvertes aux cultes.

CULTURES VIVRIÈRES. — 1.500 hectares; plantés en manioc, bananes plantings et maïs.

USINE, MATÉRIEL. — Le groupe des bâtiments de l'usine comprend : 2 usines à feuilles de caoutchouc et 2 usines à crêpe.

Chaque usine à feuilles est dotée de 2 trains de lami-noirs qui sont mus par un moteur de 60 CV.

Chaque usine à crêpe comprend : 2 laveuses et 7 lami-noirs et fonctionne à l'aide de 2 moteurs Diesel de 275 CV.

Une station électrique équipée avec 2 groupes d'électro-gènes (moteur Diesel 120 CV) fournit une puissance de 66 kilowatts (courant de 220 volts).

P. T. T. — Un bâtiment des P. T. T. assure la liaison téléphonique et télégraphique avec Edéa, Douala et Yaoundé.

MATÉRIEL FLUVIAL. — Ce matériel comprend :

— un remorqueur Diesel de 160 HP;

— un bac pour le passage des véhicules auto sur la Dibamba à moteur Ford marin de 23 HP;

— quatre chalands de 100 tonnes;

— une pinasse métallique à moteur Ford marin de 23 HP.

GARAGE. — Le matériel roulant se répartit comme suit :

40 camions Ford et Chevrolet;

8 pick-up Ford;

7 conduites intérieures et fourgonnettes.

Dans quelle mesure le Territoire est-il déficitaire en ce qui concerne son ravitaillement? Quelles sont les principales sources de ravitaillement et les principales déficiences?

Les exportations en produits agricoles ne portent que sur des denrées qui n'entrent pas dans la consommation habituelle des populations du Cameroun (cacao, café) ou bien sur des produits qui sont en telle abondance (bananes, palmistes, huile de palme) que leur manque ne pourrait provenir que de l'inconscience ou de la paresse des producteurs.

Comme dans tous les pays africains de quelque étendue deux produits alimentaires de base font défaut, savoir : le sel et le sucre. Si ce dernier est parfois considéré comme produit de luxe ou du moins comme non indispensable, le sel est absolument nécessaire et doit être importé soit des salines maritimes soit des gisements de sel gemme des régions sahariennes. La répartition du sel à des prix normaux a fait l'objet des constantes préoccupations de l'Administration française. Aussi est-elle absolument régulière.

Principales sources de ravitaillement; principales déficiences.

Il faut distinguer en cette matière la zone Sud et la zone Nord-Cameroun, la zone des forêts de celle des maigres savanes ainsi qu'une zone d'altitude à caractère particulier (pays Bamoun et Bamiléké).

Signalons que la plupart des plantations européennes consacrent des surfaces importantes aux cultures vivrières pour l'entretien des manœuvres.

ZONE FORESTIÈRE.

Il a déjà été signalé que l'alimentation de base consistait en bananes à cuire et tubercules divers de valeur alimentaires voisines. La production de ces produits de base satisfait largement les besoins. Le volant de production assuré par ces tubercules à récolte échelonnée fait ignorer les disettes, par suite de sécheresse, inondations, tornades, attaques parasitaires.

Les tubercules riches en hydrates de carbone ont une faible valeur alimentaire par leur pauvreté en protides et lipides et leur carence en éléments minéraux et vitamines. Cette carence est atténuée par les graisses végétales fournies selon les régions par le palmier à huile, le cocotier et par des arbres divers; elles sont consommées en abondance dans le secteur maritime, un peu moins dans le secteur centre et fort peu dans le secteur est.

Les courges cultivées sur premier défrichement forestier viennent avec leur graine apporter un appoint de lipides; de même le sésame.

Les protéines sont soit d'origine animale, soit d'origine végétale.

L'élevage du gros bétail est impossible dans la zone forestière. Seul le petit cheptel peut être entretenu autour des cases; mais quelques porcs, cabris et volailles, sont un faible appoint alimentaire pour un village; le gibier intervient pour une part, cependant également assez faible. La pêche n'est pas généralisée. Elle est réservée à de petits groupements en bordure de la côte, dans les estuaires et rivières et ne donne pas lieu à des échanges importants.

Il fallait donc, pour améliorer la qualité de la ration alimentaire, développer la production de protéines végétales.

Les efforts des services techniques ont porté sur l'introduction et le développement de l'arachide; peu à peu, à mesure que le consommateur se familiarise avec cet aliment, les surfaces ensemencées d'arachides s'accroissent.

La culture des plantes à graines, sans être ignorée est cependant peu importante. Le maïs apporte un complément d'alimentation précieux : les haricots divers sont fort peu cultivés.

La culture du soja dont la graine fournit un produit de grande valeur alimentaire, bien que la teneur en huile soit faible en climat équatorial, a été tentée au Cameroun. Le rendement à l'hectare reste cependant assez faible et les autochtones apprécient peu le soja comme nourriture.

ZONE NORD.

La vaste région de l'Adamaoua, plateau volcanique d'altitude moyenne est par excellence une région d'élevage où les produits des troupeaux forment la base de l'alimentation.

Cependant autour des centres importants des cultures vivrières, comme le manioc, se sont récemment développées et donnent lieu à de petits mouvements commerciaux.

Les régions de la Bénoué et spécialement du Nord-Cameroun offrent des conditions de vie agricole tout autres. Une population à forte densité cultive les sols d'alluvions quaternaires de la cuvette tchadienne.

La base de l'alimentation consiste en céréales, sorgho, mils divers à cycle végétatif court et dont la production est sujette aux aléas climatiques. Pour pallier les dangers de récoltes déficitaires, les populations ont l'habitude de constituer des stocks en grenier et sont encouragées en cette voie par l'administration qui, d'autre part, s'efforce de multiplier les variétés cultivées de mils, hâtifs et tardifs. D'autre part, la culture de l'arachide prend de l'ampleur ainsi que celle du riz.

Complétée par les produits du bétail et de la pêche, l'alimentation normale dans cette région est donc beaucoup mieux équilibrée à tous points de vue que celle existant dans la zone forestière; aussi les types humains sont-ils beaucoup mieux constitués et plus résistants que partout ailleurs.

La région Bamiléké possède une économie agricole tout à fait spéciale tant par les conditions géographiques que par le caractère de sa population.

L'intensité de la culture atteint, en certains points du pays, un degré nulle part égalé dans le reste du Territoire et on peut affirmer que toutes les terres arables sont cultivées.

Les variétés des cultures : céréales (maïs), haricots, divers arachides, l'extension des cultures de plantes à tubercules, la limitation des cultures industrielles assurent aux Bamilékés l'alimentation la plus complète.

Les ressources alimentaires se sont accrues par les importations répétées de reproducteurs d'élite tant pour les volailles que pour les pores. Des apports de bétail de l'Adamaoua contribuent à améliorer le gros cheptel en qualité et quantité.

QUESTION 101.

La loi oblige-t-elle la population autochtone à faire des cultures vivrières ou des cultures économiques dans son propre intérêt? Dans l'affirmative, fournir des explications détaillées.

La loi du 31 décembre 1920 et plus récemment la loi du 19 janvier, 1939 puis celle du 3 mai 1946 tendent à rendre obligatoire l'exploitation de la totalité des terres cultivables.

La loi de 1920 autorise le chef du Territoire à prendre, si les circonstances l'exigent, les arrêtés et dispositions nécessaires pour imposer la mise en culture d'une surface déterminée en produits vivriers, en fonction du nombre d'habitants. L'apport de denrées sur les marchés peut être rendu obligatoire. En régions déficitaires l'exportation de produits peut être interdite.

QUESTION 102.

Quelles mesures a-t-on prises pour combattre ou prévenir les maladies des plantes et des animaux? A-t-on pris à cet égard des mesures en collaboration avec les territoires voisins?

Maladies des plantes et des animaux.

Des textes législatifs permettent aux pouvoirs publics de prendre les mesures propres à combattre ou prévenir les maladies des plantes.

Des arrêtés réglementent de façon stricte les cultures de plantes fragiles ou sensibles à la maladie. Telles celles du caféier, du cacaoyer, du bananier, du tabac. Ces textes réglementent en particulier :

a) La constitution des plantations :

- 1° Délimitation des régions de culture;
- 2° Subordination de la création ou de l'agrandissement des plantations à l'autorisation préalable;
- 3° Prohibition possible de certaines variétés de plantes.

b) Leur entretien :

- 1° Prohibition de cultures intercalaires autres que celles destinées à l'enrichissement ou à la protection du sol et à la protection de la plante cultivée;
- 2° Obligation de certains travaux d'entretien et de taille.

c) La lutte contre les maladies :

- 1° Application de mesures précises contre les maladies endémiques;
- 2° Après déclaration d'infection d'une zone par des maladies quelconques, obligation de se conformer aux mesures prescrites pouvant comporter arrachage et destruction par le feu.

Les planteurs autochtones ou non n'ont pas toujours les moyens matériels ou financiers d'appliquer les mesures prescrites; aussi des traitements peuvent-ils être effectués gratuitement par les équipes phytosanitaires.

Une action efficace a été entreprise contre la pourriture brune des cabosses du cacaoyer par des équipes de taille et de traitement.

Une action analogue a été entreprise contre une maladie du cocotier.

Une grave attaque de l'*antestia lincaticolis* sur les caféiers *Arabica* des coopératives indigènes et des plantations de la région Bamoun et Bamiléké, survenue pendant

la guerre et qui compromettait l'avenir des plantations, a été combattue en deux temps :

1° Subventions en espèces pour permettre aux producteurs de poursuivre les travaux d'entretien et de traitement;

2° Achat d'appareils et de produits insecticides. Des entomologistes et des phytopathologistes venus de la métropole ont participé à cette campagne.

En ce qui concerne les mesures prises en collaboration avec les Territoires voisins, une place spéciale doit être réservée à la lutte anti-acridienne qui intéresse la région de faible superficie mais peuplée du Nord-Cameroun et Bénoué.

Des contacts ont été établis avec les Territoires du Niger, du Tchad, du Soudan anglo-égyptien, de la Nigéria. Des rapports détaillés sont envoyés aux services de lutte anti-acridienne de Dakar, Alger, et antilopest du Muséum de Londres.

Des stocks importants d'insecticides, d'appareils de pouillage et de pulvérisation sont constitués de façon à pouvoir enrayer les attaques parasitaires dès leur apparition.

Le plan d'équipement du Territoire a consacré à cette lutte d'importants crédits grâce auxquels un avion phytosanitaire a pu être commandé.

Par ailleurs, le tableau ci-dessous des vaccinations pratiquées sur le bétail montre l'importance de l'effort entrepris pour lutter contre les maladies décimant les troupeaux :

Vaccinations contre la peste bovine dans le secteur Nord :

213.913 en 1944;
368.506 en 1945;
270.375 en 1946.

Vaccinations contre la péripneumonie :

40.717 en 1944;
50.411 en 1945.

Vaccinations contre le charbon symptomatique dans tout le Territoire :

531.939 en 1944;
451.633 en 1945;
377.615 en 1946.

Vaccinations contre le charbon bactérien :

1.632 en 1944;
865 en 1945;
4.278 en 1946.

Mesures prises en collaboration avec les Territoires voisins.

Le Service vétérinaire de Nigeria fournit les souches virus-chèvre pour la vaccination contre la peste bovine.

Les territoires voisins sont avisés des déclarations d'infection.

Les animaux exportés ou en transit dans les territoires voisins sont accompagnés de certificats sanitaires de vaccinations.

Les mesures de quarantaine sont appliquées aux frontières.

QUESTION 103.

La pêche constitue-t-elle une source importante de ravitaillement? Y a-t-il une industrie du poisson et (ou) une exportation de poisson du Territoire? Quelles mesures a-t-on prises pour assurer la conservation des ressources en poisson et leur distribution dans les parties du Territoire éloignées des lieux de pêche? Pourrait-on sensiblement développer la pêche dans l'avenir?

QUESTION 104.

Que fait-on ou qu'envisage-t-on de faire pour développer chez les autochtones, et dans leur intérêt, les industries de la pêche maritime et des coquillages et industries analogues?

a) La pêche constitue la principale activité des populations côtières ou riveraines du Chari, Logone, Nyong, Sanaga, Wouri, qui sont les principaux cours d'eau où la pêche est pratiquée, mais avec des moyens encore rudimentaires.

b) Il n'existe pas d'industrie du poisson au Cameroun les cours d'eau et la mer ne permettant pas une pêche intensive.

c) On ne peut actuellement qu'améliorer les procédés de pêche existants.

d) Pour des raisons sanitaires, on ne peut songer ni plus à l'industrie des coquillages.

e) L'industrie du poisson séché ou fumé reste de peu d'importance.

f) Le poisson séché et fumé, d'ailleurs consommé sur place, est préparé selon les procédés coutumiers.

QUESTION 105.

Quel genre d'élevage fait-on et à quelles fins? La quantité et la qualité du bétail constituent-elles un problème grave? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises pour résoudre ce problème?

L'élevage systématique intéresse les bovidés, les porcins, les moutons et les chèvres. Le bétail n'est pas excédentaire.

Le cheptel bovin est estimé à 900.000 têtes en progression constante depuis dix ans.

Les exportations, l'augmentation de la consommation de la viande par les populations indigènes du Sud, la consommation ordinaire des régions productives constituent des débouchés normaux et réguliers.

QUESTION 106.

Existe-t-il dans le Territoire une industrie de la viande? Quelles mesures a-t-on prises pour la conservation des ressources du Territoire en viande et pour la distribution de la viande?

Dans la région de l'Adamaoua, deux petites fabriques de viande salée traitent une moyenne mensuelle de

100 têtes de bétail. Cette viande dont la durée de consommation est limitée (1 mois 1/2 environ) est destinée aux régions sans élevage bovin du Sud-Cameroun.

Mesures prises pour la conservation des ressources en viande et pour la distribution.

1° *Mesures prophylactiques.* — Police sanitaire et vaccination contre les principales enzooties (peste bovine, péripneumonie, charbon symptomatique) : 652.168 vaccinations en 1946.

Dans l'ensemble peu de pertes actuellement, et la peste bovine qui était encore répandue dans les régions nord est en nette régression depuis 1945 grâce à l'emploi du vaccin virus-chèvre.

2° *Mesures sanitaires.* — Dépistage et traitement des trypanosomiasés, piroplasmoses, gales et autres maladies parasitaires.

3° *Méthodes d'amélioration.* — En zones indemnes de peste bovine et de péripneumonie (plateau Adamaoua, régions Dschang et Fombran) croisements avec race bovine montbéliarde qui, par ses qualités d'endurance et de rusticité, s'acclimate bien et donne des produits assez résistants et nettement améliorés surtout dans le sens de la production de la viande.

Installation depuis 1944 d'un centre d'insémination artificielle sur le plateau de l'Adamaoua.

4° Travaux d'hydraulique pastorale et aménagement des sources natronées.

5° Dans tout le pas, depuis que le Service de l'élevage existe, propagande et mise en application des méthodes d'amélioration par la sélection.

6° *Distribution de la viande.* — Dans les zones sans élevage bovin le ravitaillement en viande se fait par piste à bétail où les troupeaux sont protégés contre l'infection trypanosomienne par des piqûres préventives. L'Administration sert de régulateur pour la répartition de la viande.

Par suite de la nette séparation naturelle de l'élevage bovin en deux zones (Nord et Adamaoua), dont une est absolument indemne de peste bovine et de péripneumonie (Adamaoua), le cheptel de l'Adamaoua seul (400.000 têtes) sert au ravitaillement du Sud en bétail sur pied.

INDUSTRIE.

QUESTION 107.

Quelles sont les principales industries et entreprises manufacturières dans le territoire? Quelles sont et d'où proviennent les principales matières premières utilisées par ces industries? Quels sont les principaux débouchés pour les produits de ces industries?

Principalement industries du bois (scieries), dont la matière première se trouve sur place. Les bois débités sont utilisés sur place et vendus en France, en Amérique, en Afrique du Sud, etc...

Dans une moindre mesure, savonneries alimentées sur place en matières grasses (huile de palme) et en produits chimiques venus de l'extérieur (France et Afrique du Nord); vente sur place.

Enfin petites industries de construction (briques) et de réparations métallurgiques (chaudronneries, etc.).

En projet : brasserie, tannerie, confitures et conserves de viande.

En construction : usine d'énergie électrique hydraulique (30.000 kilowatts).

QUESTION 108.

Quelles possibilités y a-t-il de développer les industries et l'artisanat locaux? Dispose-t-on de capitaux suffisants pour développer ces industries?

Les industries et l'artisanat local peuvent très bien se développer dès que l'énergie sera abondante et bon marché (1).

Les capitaux sont disponibles et peuvent être utilisés pour ces développements.

QUESTION 109.

Quel est le développement actuel des entreprises industrielles en général, ou quels sont les projets envisagés à cet égard en faveur des autochtones? Dans quelles mesure prévoit-on une aide du Gouvernement?

Le développement industriel est encore au stade élémentaire, conditionné par l'équipement de base (routes, ponts, fer, énergie). Le Gouvernement prévoit une aide par l'intermédiaire de la Caisse centrale de la France d'outre-mer et du Crédit Camerounais (en voie de constitution). L'attribution de lots industriels constitue également une aide indirecte.

Le Gouvernement ne prévoit pas de discrimination au détriment, ni de faveur, au profit des autochtones. Ceux-ci sont placés exactement sur le même pied que les Européens et bénéficient des mêmes avantages (crédits, lotissements industriels, etc...).

QUESTION 110.

S'il existe, dans quelle mesure le tourisme est-il susceptible de se développer?

Le tourisme est actuellement limité par suite de l'insuffisance de l'équipement hôtelier. La classe aux grands fauves peut attirer un nombre restreint de touristes de luxe, car cette grande chasse expose ses fervents à des dépenses très élevées.

PLACEMENTS DE CAPITAUX.

QUESTION 111.

Quel était, au début de l'année, le montant des capitaux privés venant de l'extérieur investis dans le Territoire? Quel était leur montant à la fin de l'année?

(1) Il existe déjà un centre artisanal traditionnel à Fombran et une école professionnelle d'artisanat à Ebolowa.

QUESTION 112.

Quelles sont la nature et l'importance des placements de capitaux étrangers dans le Territoire? Dans quelles entreprises sont-ils investis? D'où proviennent-ils (Autorité chargée de l'administration, institutions de placement ou de crédit d'autres Gouvernements, capitalistes privés étrangers, Institutions internationales de prêt, etc)? Indiquer l'origine nationale de ces placements et si les bailleurs de fonds sont inscrits sur place ou à l'étranger.

Une enquête est en cours sur ce sujet. Elle nécessite un long travail dont les éléments seront fournis dans le prochain rapport.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.

QUESTION 113.

Décrire les installations et les services actuels dans les domaines suivants :

- a) Postes;
- b) Téléphones;
- c) Câbles et télégraphes;
- d) Radio;
- e) Routes, chemins muletiers, pistes;
- f) Chemin de fer;
- g) Transports aériens;
- h) Aérodomes civils;
- i) Service météorologique;
- j) Navigation maritime, installations portuaires et voies navigables intérieures.

Quels sont les projets ou les améliorations dont on a entrepris ou achevé la réalisation au cours de l'année écoulée en ce qui concerne la construction, l'entretien et l'exploitation des moyens de transports et de communications?

Indiquer à qui appartiennent les moyens de transports et de communications?

QUESTION 114.

Etablit-on des distinctions entre les autochtones et les non-autochtones, en ce qui concerne l'utilisation, la propriété et l'exploitation des moyens de transports et de communications existants?

QUESTION 115.

Par quels moyens de transports et de communications le Territoire est-il relié ou envisage-t-on de le relier à des points situés à l'extérieur? Quelles sont les lois et les règlements en vigueur applicables aux services de transports et de communications extérieurs?

La Direction des transmissions installée à Douala comprend les Services généraux suivants :

- Service des postes;
- Service des télégrammes;

Service des téléphones;

Service de la radio.

Elle est placée sous l'autorité d'un directeur des transmissions assisté pour chacune des branches d'un chef de service.

PERSONNEL.

L'effectif est réparti comme suit au 31 août 1947 :

1° PERSONNEL EUROPÉEN.

	EN SERVICE.	EN CONGÉ.	DISPO- NIBILITÉ.	DÉTACHÉS.	TOTAL.
<i>a) Exploitation postale et technique.</i>					
Inspecteurs.	1	»	»	»	1
Receveurs et contrôleurs.	18	11	»	2	31
Auxiliaires.	1	»	»	»	1
Commis.	1	»	»	»	1
Chefs de stations et contrôleurs des centraux..	2	2	1	»	5
Vérificateurs des installations.	2	»	»	»	2
Chefs des équipes des lignes.	1	2	»	»	3
<i>b) Exploitation radio-électrique.</i>					
Ingénieurs.	1	»	»	»	1
Chefs centres, chefs poste et sous-chefs postes. . .	9	3	»	»	12
Chefs section et contrôleurs des installations..	3	»	»	»	3
Contractuels et auxiliaires. (personnel technique) ..	4	1	»	»	5
	43	19	1	2	65

2° PERSONNEL AFRICAIN.

a) Exploitations postale et technique.

Contrôleurs, commis et gérants.	112
Agents télégraphistes et téléphonistes.	79
Facteurs.	49
Surveillants et ouvriers spécialisés.	38
Ouvriers d'équipe, plantons, chauffeurs.	171

b) Exploitation radio-électrique.

Chefs de poste.	5
Opérateurs.	94
Mécaniciens.	9
Plantons téléphonistes.	9

TOTAL. 566

SERVICE DES POSTES.

Il est assuré par l'intermédiaire de 66 bureaux répartis dans tout le Territoire. La nomenclature ci-après précise en la détaillant la nature des opérations auxquelles chacun d'eux participe.

Les bureaux de plein exercice diffèrent des bureaux secondaires par le fait que dans les localités où existent ces derniers le service des mandats n'est pas assuré par l'Administration des P. T. T. Par ailleurs les agences postales effectuent seulement un trafic élémentaire.

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS POSTAUX, TÉLÉGRAPHIQUES ET RADIOTÉLÉGRAPHIQUES.

Bureaux de plein usage.

Abong-Mbamg.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. A.
Bafoussam.	P.T.T.	C. Mi. Mt. M. Mt. RB. R. A.
Bafia.	P.T.T.	C. Mi. Mt. M. Mt. RB. R. A.
Betare-Oya.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. Mt. RB. VD. A.
Dizangue.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. Mt. RB. R. R. A.
Donala RP.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. Mt. RB. R. Vd. CE. A.
Donala New-Bell.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Donala Deido.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Ebolowa.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Edea.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Eseka.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Foumban.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Garoua.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. VD. CE. A.
Kribi.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Lolodorf.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. CE. A.
Maroua.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. CE. A.
Mbalmayo.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. VD. CE. A.
Mbanga.	P.T.T.	C. Mi. M. MT. RB. R. CE. A.
Ngaoundère.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. R.
Nkongsamba.	P.T.T.	C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. VD. CE. A.
Sangmelima.	P.T.T.	C. M. Mit. M. Mt. RB. R.
Yaoundé.	P.T.T.	T.S.F. C. Mi. Mit. M. MT. RB. R. VD. CE. A.

Liste des établissements postaux télégraphiques et radio-électriques.

BUREAUX SECONDAIRES.		AGENCES POSTALES.	
Akonolinga.	P.T.T. M. Mi. C.	Banyo.	P. T.S.F. Mi. M. C.
Abam.	P.T.T. M. Mi. C.	Djoum.	P.
Ayos.	P.T.T. M. Mi. C.	Fort-Fourreau.	P. Mi. M.
Bafang.	P.T.T. M. Mi. C.	Guider.	P. Mi. M.
Bangangte.	P.T.T. M. Mi. C.	Kaele.	P. Mi. M.
Batouri.	P.T. VD. T.S.F. Mi. C.	Lomie.	P. Mi. M.
Bertoua.	P.T. T.S.F. M. Mi. C.	Meiganga.	P. T.S.F. Mi. M.
Bonaberi.	P.T.T. C.	Messamena.	P. Mi. M.
Campo.	P. T.S.F.	Mokolo.	P. T.S.F. Mi. M.
Doumé.	P.T.T. Mi. M. C.	Moloundou.	P. Mi. M.
Dschang.	P.T.T. Mi. M. C.	Mora.	P. Mi. M.
Foumbot.	P.T.T. Mi. M. C.	Ngambe.	P. Mi. M.
Kenzou.	P. T.S.F. C.	Poli.	P. T.S.F. Mi. M.
Kouden.	P.T.T. C.	Yagoua.	P. Mi. M.
Koutaba.	P.T.T. C.		
Lom.	P.T.T. C.		
Makak.	P.T.T.		
Manoka.	P. T.S.F. C.		
Melong.	P.T.T. C.		
Nagfigal.	P.T.T. C.		
Nanga-Eboko.	P.T.T. Mi. M. C.		

BUREAUX SECONDAIRES.

Ndikinimeki.	P.T.T. Mi. M. C.
Yombe.	P.T.T. M. C.
Obala.	P.T.T. C.
Otele.	P.T.T. C.
Saa.	P.T.T. M. Mi. C.
Souza.	P.T.T. C.
Tibatti.	P. T.S.F. Mi. M. C.
Yabassi.	P.T.T. Mi. M. C.
Yokadouma.	P.T.T. Mi. M. C.
Yoko.	P.T.T. Mi. M. C.

LÉGENDE.

P.	Poste.
T.	Télégraphe.
T.	Téléphone.
T. S. F.	Station radio.
C.	Colis postaux.
Mi.	Mandats ordinaires régime intérieur.
Mit. ...	Mandats télégraphiques régime intérieur.

Acheminement du courrier.

Le Service du courrier intérieur est organisé d'après l'arrêté n° 753 du 25 mars 1946, lequel a reçu diverses modifications imposées par la nécessité d'établir une correspondance entre les courriers intérieurs et les courriers aériens exploités régulièrement toute l'année. L'Administration des P. T. T. du Cameroun a eu à cœur de réaliser l'acheminement des correspondances qui lui sont confiées dans les délais minimum.

COURRIERS INTÉRIEURS.

Deux itinéraires principaux par voie ferrée :

a) Douala - Yaoundé, avec embranchement Otele - Mbal-mayo;

b) Douala - Nkongsamba, desservent quotidiennement les agglomérations et centres principaux du Territoire.

Le développement des liaisons postales intérieures s'établit comme suit :

- par voie ferrée : 501 kilomètres;
- par automobile : 5.092 kilomètres;
- par piétons : 1.940 kilomètres.

COURRIERS EXTÉRIEURS.

Voie maritime. — Pour les relations avec l'A. O. F., l'Afrique du Nord, la Métropole et les pays étrangers, l'Office du Cameroun utilise toutes les occasions, mais les arrivées sont irrégulières, ce qui jette quelque perturbation dans le service.

Voie aérienne. — Le Cameroun est relié à l'A. E. F., l'A. O. F., l'Afrique du Nord et la métropole par les avions de la Compagnie Air-France qui assurent un service régulier.

Il y a par semaine sens Cameroun vers extérieur :

- un avion vers Bangui;
- un avion vers Brazzaville;
- un avion vers Pointe-Noire;
- un avion vers la Côte et Dakar avec correspondance à Lagos et Dakar sur Paris.

AGENCES POSTALES.

M.	Mandats métropolitains, intercoloniaux et internationaux.
MT. ...	Mandats métropolitains télégraphiques.
RB. ...	Remboursements.
R.	Recouvrements.
V. D. ..	Valeur déclarée.
C. E. ..	Caisse épargne.
A.	Abonnements aux journaux et écrits périodiques.

En sens inverse, cinq avions par semaine arrivent au Cameroun.

Statistique postale.

ANNÉE 1946.

	DÉPART.	ARRIVÉE.
Lettres et objets recommandés :		
Relations intérieures....	60.175	»
Relations extérieures....	249.710	39.113
Lettres-boîtes avec valeur déclarée :		
Relations intérieures....	»	
Relations extérieures....	»	137
Colis postaux :		
Relations intérieures....	21.113	»
Relations extérieures....	2.780	1.819

NOTA. — Au cours de l'année 1946 il a été expédié, à destination de la métropole, 117.000 paquets familiaux de 3 kilos contenant des produits du cru.

Poste aérienne.

ANNÉES.	NOMBRE DE DÉPÊCHES.	POIDS DU COURRIER TRANSPORTÉ.
		<i>Départ du Cameroun.</i>
1944	1.460	1.705 kilogrammes.
1945	1.710	2.105 kilogrammes.
1946	1.614	3.801 kilogrammes.
		<i>Arrivée au Cameroun.</i>
1944	1.329	1.329 kilogrammes.
1945	1.475	1.475 kilogrammes.
1946	3.150	9.080 kilogrammes.

Service des télégraphes.

Le réseau télégraphique actuel comporte un développement de 2.250 kilomètres environ.

Depuis 1940, aucune extension n'a été exécutée et l'entretien a consisté dans les travaux de débroussement et de réparations de coupures. Les appareils utilisés sont du type Sounder. En 1946 il a été réalisé 300 kilomètres de lignes nouvelles; 2° fil sur Nkongsamba - Bafang.

Circuit téléphonique Douala - Dizangué - Edéa avec pose d'un câble sous-fluvial de 800 mètres dans la rivière Dibamba, fil télégraphique Douala - Dizangué.

Service des câbles.

Le câble sous-marin Douala - Cotonou met en relation le Cameroun avec le réseau mondial des câbles sous-marins.

Le réseau français des câbles sous-marins de l'Ouest-Africain est en relation permanente avec le réseau britannique par l'intermédiaire des câbles Cotonou - Lagos et Conakry - Freetown.

Le service des câbles sous-marins français dont dépend la station Douala relève du Ministère des P. T. T. à Paris.

Un inspecteur résidant à Dakar dirige le réseau des câbles sous-marins français de l'Ouest-Africain.

Service des téléphones.

Le réseau téléphonique du Cameroun comprend les réseaux urbains à batterie locale de :

- Doula;
- Yaoundé;
- Nkongsamba.

A l'exception des relations interurbaines entre Douala - Yaoundé et entre Douala - Nkongsamba, les communications sont échangées par des circuits télégraphiques unifilaires et ne sont autorisées qu'à des heures déterminées de la journée afin de ne pas gêner le trafic télégraphique pour lequel les lignes ont été construites.

Certaines commandes d'appareils et d'accessoires étant parvenues au Territoire, il a pu être installé au cours de l'année de nouveaux postes téléphoniques.

Les appareils utilisés sont de deux modèles : Ericson et S. I. T.

Le réseau Douala compte : 241 postes principaux et 118 postes secondaires.

Yaoundé : 61 principaux, 86 secondaires.

Nkongsamba : 26 principaux, 5 secondaires.

Service radio.

Le nombre de stations radio-électriques s'élève à 21.

Elles comprennent :

- les stations principales de : Douala, Yaoundé;
- les stations primaires de : Batouri, Ngaoundere, Garoua, Maroua;
- les stations secondaires de : Banyo, Bétaré-Oya, Bertoua, Campo, Kentzou, Kribi, Manoka, Meiganga, Mokolo, Moloundou, Poli, Tibati, Yok, Yokadouma, Dschang.

Ces vingt et une stations ont assuré d'une façon satisfaisante : d'une part, les liaisons intérieures et les relations avec l'extérieur; d'autre part, la protection de la navigation aérienne qui comprend :

- a) Le service aéronefs (service assurant les radiocommunications et le radioguidage des aéronefs);
- b) Le service des aérodromes (service de télécommunications et aéronefs);
- c) Le service de diffusion à heure fixe (service d'émission à heure fixe destiné à la protection collective des aéronefs).

Service des articles d'argent.

Comme on le verra par l'examen des tableaux qui suivent les opérations d'articles d'argent accusent, dans l'ensemble, une augmentation de 60 p. 100 comparative-ment à l'année précédente. On enregistre une hausse importante dans le montant des émissions des mandats franco-coloniaux : 23.000.000 en 1945, 43.000.000 en 1946, qui s'explique par le départ en congé de nombreux fonctionnaires et l'augmentation des transactions commerciales. D'autre part la hausse des produits a eu pour conséquence un nouvel accroissement du montant des opérations.

Mandats du service franco-colonial et intercolonial.

É M I S .				P A Y É S .	
ANNÉE.	NOMBRE.	MONTANT.	DROITS.	NOMBRE.	MONTANT.
1943.	—	5.754.000	15.200	—	11.231.000
1944.	—	10.416.000	23.600	—	28.161.000
1945.	—	23.363.000	70.400	—	24.676.000
1946.	12.419	41.719.000	125.900	9.520	31.462.000

Mandats du service intérieur.

ANNÉE.	NOMBRE.	MONTANT.	DROITS.	NOMBRE.	MONTANT.
1944.	—	160.759.000	207.400	—	159.400.000
1945.	—	184.006.000	225.000	—	193.157.000
1946.	22.730	272.955.000	302.000	30.546	256.403.000

ANNÉE.	NOMBRE DE COLIS D'ARRIVÉS.	NOMBRE DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.	MONTANT DES REMBOURSEMENTS.
1939.	11.298	4.609	4.985.000
1940.	4.707	2.595	1.452.632 15
1941.	671	1	2.894 30
1942.	2.087	—	—
1943.	2.137	—	—
1944.	1.981	4	467
1945.	1.587	1	202 5
1946.	1.819	219	631.319 1

Service de la caisse d'épargne.

Le système de la Caisse d'épargne est de plus en plus apprécié par les épargnants autochtones. Au 31 décembre 1946 on comptait 1.833 comptes ouverts.

L'importance sans cesse accrue du montant des dépôts

et du nombre toujours croissant des adhérents semble prouver que le but recherché lors de la création de cette institution de prévoyance n'est pas loin d'être atteint.

Au fur et à mesure que l'instruction professionnelle des gérants africains se perfectionne le service de la Caisse d'épargne sera étendu à d'autres bureaux importants.

Tableau comparatif des opérations effectuées depuis l'ouverture de la Caisse d'épargne.

	DÉPÔTS.		RETRAITS.		COMPTES.		
	NOMBRE.	MONTANT.	NOMBRE.	MONTANT.	OUVERTS.	SOLDES.	RESTANTS.
Année 1939...	368	1.126.725 85	28	82.341 87	315	4	214
Année 1940...	1.249	2.694.504 28	610	2.863.490 42	467	228	239
Année 1941...	1.213	4.290.849 78	435	163.979 81	271	40	231
Année 1942...	1.983	6.334.805 76	769	4.716.872 98	355	31	324
Année 1943...	2.468	6.531.788 84	1.209	3.839.876 13	399	73	325
Année 1944...	3.318	7.857.957 06	1.705	5.168.671 56	337	112	415
Année 1945...	4.517	8.836.592 61	2.716	10.817.697 33	837	288	551
Année 1946...	6.290	15.820.056 20	4.209	12.537.226 60	1.052	288	764

Caisse d'épargne.

Tableau comparatif.

		1944.	1945.	1946.
<i>Premiers versements.</i>				
Nombre.	{ Européens.	106	103	89
	{ Indigènes.	452	735	960
	{ Sociétés.	2	1	3
Montant.	{ Européens.	11625.274 51	1.453.297 82	1.480.864
	{ Indigènes.	623.975 38	1.382.007 56	2.441.229 8
	{ Sociétés.	3.000	500	10.500
<i>Versements ultérieurs.</i>				
Nombre.	{ Européens.	740	470	455
	{ Indigènes.	1.098	3.153	4.769
	{ Sociétés.	23	35	34
Montant.	{ Européens.	3.830.806 10	2.429.030 47	3.736.380 0
	{ Indigènes.	1.639.705 50	3.362.037 11	8.048.038 9
	{ Sociétés.	135.195 57	208.659 65	96.842 9
<i>Remboursements.</i>				
Nombre.	{ Partiels.			
	{ Indigènes.	384	273	375
	{ Sociétés.	1.197	2.131	3.726
	{ Intégraux.	12	24	20
	{ Indigènes.	72	197	112
	{ Sociétés.	39	90	174
Montant.	{ Partiels.			
	{ Indigènes.	1	1	2
	{ Sociétés.	2.476.897 41	1.191.840 81	3.289.526 4
	{ Intégraux.	1.213.282 16	2.851.572 13	5.749.091 2
	{ Sociétés.	155.931 51	174.578 53	109.354
	{ Intégraux.	4.261.741 02	5.181.737 57	2.760.007 8
		606.000 01	303.015 08	581.095 7
		219 45	14.953 21	48.151 5

PROJETS D'AMÉLIORATIONS ENVISAGÉS.

Plan décennal d'équipement.

En collaboration avec les Services centraux du Ministère de la France d'outre-mer, la Direction des transmissions a mis sur pied un programme ayant pour but d'installer au Cameroun un faisceau de communications rapides, sûres, régulières et modernes. Le détail en est donné ci-dessous.

1° Section bâtiments.

Il est prévu de nombreux bureaux à construire entièrement. Ce sont :

a) Penja, Douala-Akwa, Bonaberi, Ngambe, Ayos, Makak, Saa, Baschenga, Nanga, Eboko, Doume, Meiganga, Poli, Mokolo, Banyo, Yoko, pour lesquels trois bâtiments types ont été étudiés et dont les plans sont en voie d'achèvement;

b) Douala : la construction d'un hôtel des postes groupant tous les services est prévu, la phase des études est presque achevée.

c) Par ailleurs, la création de stations-radio, agences postales et de bureaux secondaires nécessitera la réparation et l'agrandissement d'un certain nombre de locaux actuellement en mauvais état.

2° Section poste.

a) EXTENSION GÉNÉRALE DU SERVICE.

La prise en charge du service des mandats et articles d'argent libère les agents spéciaux de cette sujétion et permet au service postal de contrôler plus rapidement ses opérations, d'éduquer son personnel, de réaliser un service de chèques postaux, d'étendre au maximum celui des remboursements, et de la Caisse d'épargne.

Acheminement du courrier.

La solution préconisée utilise les voies aériennes intérieures :

- Douala - Batouri - Bangui;
- Douala - Dschang;
- Douala - Ngaoundéré - Garoua - Maroua - Fort-Lamy,

dont la mise en service est conditionnée par la construction des pistes et des installations de sécurité.

L'organisation est telle qu'une lettre postée à Paris le lundi avant midi arrive à Douala le mardi soir et est distribuée le mercredi soir à Maroua.

Les aéroports d'escale deviennent des points de concentration du courrier pour toute une zone dans laquelle les liaisons sont assurées par la route.

Des circuits analogues aux circuits de poste automobile rurale qui existent en France sont envisagés; leur fonctionnement assurera une meilleure desserte des villages de brousse dans les régions peuplées de Yaoundé.

3° Section fil.

a) TÉLÉGRAPHIE.

Ce réseau, sur lequel aucun gros travail n'a été effectué depuis 1939, sauf l'entretien courant, doit être repris de fond en comble.

En tenant compte, d'une part, de la longue étendue en latitude du Territoire, d'autre part des frais énormes d'achat du cuivre et de main-d'œuvre, l'installation de fil ne dépassera pas une ligne « Fommban - Bafia - Batouri. Le reste demeure en effet du domaine de la radio.

La longueur des nouvelles lignes atteindra environ 8.000 kilomètres. Le trafic sera concentré dans les centres de transit suivants :

- Bafoussam;
- Nkongsamba;
- Douala;
- Yaoundé;
- Abong-Mbang.

b) TÉLÉPHONIE.

C'est la partie du service sur laquelle il convient de porter le plus grand effort, en effet, non seulement parce que le téléphone s'avère de plus en plus comme l'outil indispensable pour activer la marche générale de toutes les affaires, mais encore parce que les conditions spéciales de climat et de déplacement inhérentes au pays l'imposent d'une façon indiscutable.

Le plan prévoit deux réseaux urbains avec multiple à batterie centrale de 1.000 lignes à Douala, 500 lignes à Yaoundé.

Cette solution transitoire permettra de passer ensuite au commutateur automatique dès que le nombre de lignes en service atteindra 2.000. Il est, en effet, assez peu indiqué d'immobiliser du matériel extrêmement coûteux sans être certain de la progression du nombre des abonnements.

Des standards à batterie locale dont le nombre de lignes varie entre 50 et 10 sont installés dans une trentaine de bureaux parmi lesquels citons : Edéa, Eséka, Mbalmayo, Ebolowa, Abong-Mbang, Bafoussa, Dschang et Fommban.

Les liaisons interurbaines permettront, avec la construction d'amplificateurs à Nkongsamba, Douala, Edéa, Eséka, Yaoundé, Abong-Mbang, Bafoussam de téléphoner dans de bonnes conditions d'audition.

Sur les grandes artères Douala - Nkongsamba et Douala - Yaoundé l'équipement par courant porteur des deux circuits téléphoniques permettra quatre communications téléphoniques simultanées; quant aux réseaux urbains de Douala et Yaoundé il convient de les transformer en réseau aéro-souterrain de façon à obtenir la stabilité nécessaire à une bonne exploitation.

4° Section radio.

Le service radio qui compte actuellement 21 stations verra ce chiffre augmenter de 10 unités.

Les liaisons télégraphiques assurées aussi bien à l'intérieur qu'avec l'extérieur du territoire sont suffisantes; l'effort d'équipement a donc seulement pour but de rendre homogènes les installations de brousse, en particulier l'alimentation, d'augmenter le nombre des heures de vacation, d'installer des transmetteurs automatiques sur les liaisons à gros trafic (Brazzaville - Bamako - Douala - Yaoundé), de réaliser des liaisons radiotélégraphiques entre postes.

La concentration du trafic sur les stations primaires de Ngaouré, Maroua, Garoua, Batouri, puis sur les stations principales de Douala - Yaoundé, réalisée dès le mois de juillet 1947, permet une exploitation rationnelle.

Quant au trafic météo il sera assuré dans les meilleures conditions possibles par la collaboration des réseaux fil et radio, les stations de concentration primaire coïncidant avec des aérodromes où seront placés également des appareils radio destinés à assurer la protection de la navigation aérienne.

La livraison du matériel commandé en France et aux U. S. A. a été prévue pour fin 1947. Si ce délai est respecté, à la fin 1948 le Territoire sera doté d'un réseau homogène, complet, capable de faire face à un trafic quadruple par rapport à celui de 1946.

5° Section radiodiffusion.

Le programme en cours de réalisation prévoit la mise en place à Yaoundé d'un émetteur de 1 kilowatt/antenne couvrant l'ensemble du Territoire d'une émission de 2 heures par jour, d'un poste public récepteur-diffuseur dans chaque chef-lieu de région et de subdivision. En attendant le matériel commandé, le service radio du Territoire a monté à Douala avec les moyens du bord une station que l'on peut qualifier de satisfaisante.

En ce qui concerne le service des P. T. T. et celui de la radio aucune distinction n'est faite quant à l'utilisation et l'exploitation entre les autochtones et les non-autochtones.

Ces deux services sont la propriété exclusive du Territoire et sont gérés sous forme de monopole. Toutefois, au point de vue radio, des autorisations pour la constitution et l'exploitation de réseaux privés peuvent être accordées aux organismes (Société de navigation, Compagnies minières, etc.) qui en font la demande.

Les liaisons locales sont régies par les actes de l'Union postale universelle signés à Buenos-Aires le 23 mai 1939. Les liaisons fil avec la Nigeria et l'A. E. F. font l'objet d'arrangements conclus avec ces offices.

Les liaisons radio sont soumises au règlement général des radio-communications (révision du Caire, 1938).

ROUTES, CHEMINS ET PISTES.

Le réseau routier du Cameroun s'étend sur une longueur de 5.800 kilomètres de routes et pistes carrossables en toute saison et 1.800 kilomètres de pistes praticables seulement en saison sèche.

Un plan de mécanisation systématique pour l'entretien, l'amélioration, la construction des routes comprenant l'achat de 6 équipements de parcs complets pour chantiers de travaux neufs, de 4 équipements de matériel d'empierrement et de 20 engins pour la création de 12 subdivisions d'entretien routier a été mis au point.

L'entretien et l'amélioration des routes et pistes sont à la charge des autorités territoriales, le Service des travaux publics n'intervenant qu'à leur demande, pour la construction et l'exécution de travaux neufs.

Les moyens de transport et de communications appartiennent au secteur privé. L'Administration ne gère que ses propres moyens de transports pour les nécessités du service. Les transports de postes et courriers administratifs sont concédés sur adjudication à des entreprises privées.

LE RÉSEAU DES CHEMINS DE FER DU CAMEROUN.

ÉTAT ACTUEL DU RÉSEAU.

Le réseau des chemins de fer du Cameroun, d'une longueur totale de 505 kilomètres de voie métrique, se compose de deux lignes séparées par l'estuaire du Wouri :

1° *La ligne Nord*, de Bonabéri à Nkongsamba (160 kilomètres), construite de 1896 à 1911 par une Compagnie privée allemande;

2° *La ligne du Centre*, de Douala à Yaoundé (307 kilomètres), avec embranchement d'Otélé à Mbalmayo (38 kilomètres). Cette ligne a été commencée en 1910 par le Gouvernement allemand. En 1914 elle était ouverte à l'exploitation sur 150 kilomètres. Sa construction a été reprise dès la fin de la guerre par l'Administration française et le rail a atteint Yaoundé en 1927 et Mbalmayo en 1933.

Le Réseau routier qui prolonge le réseau ferré étend le rayon d'action économique de la ligne du Nord jusqu'à Foumban et au Cameroun britannique. La ligne du Centre dessert le sud et l'est du Territoire, jusqu'à Nganandéré, et assure un transit important vers l'Oubangui. Mais le chemin de fer ne joue aucun rôle dans la vie économique du nord du Territoire, tributaire de voies de communications étrangères (Bénoué, chemins de fer de Nigeria). Il assure donc essentiellement l'évacuation sur le port Douala - Bonabéri de toute la production de la zone sud du Cameroun, à l'exception d'un très faible courant de trafic qui descend vers la rade foraine de Kribi. En outre, la ligne du nord assure un important trafic de produits vivriers destinés au ravitaillement de Douala.

Depuis la mise en exploitation des chemins de fer, le trafic s'est développé de façon régulière. On remarque la progression, très rapide depuis la guerre, du trafic voyageurs. Le trafic marchandises a dépassé en 1946 le maximum enregistré en 1938.

Pour satisfaire à ce trafic en plein développement le Réseau ne dispose pour l'instant que d'un équipement insuffisant et usé.

Les travaux de parachèvement de la ligne du Centre ne sont pas terminés, notamment dans la section Eséka - Makak, sujette à de graves éboulements en raison des pluies.

Le Réseau travaille actuellement à la limite de ses possibilités, en assurant un trafic supérieur à celui d'avant-guerre avec le même équipement; il a, en outre, souffert d'un ralentissement de l'entretien imposé par les circonstances pendant les dernières années (mobilisation d'une grande partie du personnel de maîtrise, difficultés d'approvisionnement, etc...).

Il devenait donc urgent de procéder à une modernisation d'ensemble du chemin de fer; l'étude en a été entreprise dès la fin de 1945 en même temps que celle de la réorganisation administrative du réseau, dont la transformation en régie locale sera réalisée le 1^{er} janvier 1948. Elle a été conduite dans le cadre du plan de développement économique et social du Cameroun et ses grandes lignes ont été approuvées par l'Assemblée représentative du Territoire en décembre 1946.

Le programme arrêté tient compte du volume considérable des travaux prévus au plan général d'équipement, à Douala et dans le Sud, ce qui nécessitera pendant plusieurs années de gros transports de matériaux de construction en provenance d'Edéa. Le trafic local bénéficiera également de l'essor de l'activité générale dans les régions desservies par le chemin de fer.

L'effort principal portera sur le renforcement des installations fixes, condition essentielle de l'abaissement du prix de revient de la tonne kilométrique, par la mise en service de locomotives puissantes, assurant la traction de trains lourds formés avec du matériel à grande capacité. Les travaux suivants ont été inscrits à ce titre :

- parachèvement et protection contre les éboulements de la section Eséka - Makak;
- adoucissement des longues rampes dans le sens des trains chargés;
- renforcement des ouvrages d'art pour 20 tonnes par essieu sur les sections Douala - Eséka et Bonabéri - Loum;
- remplacement du rail 20 kilogrammes de la ligne du Nord par le rail standard 30 kilogrammes;
- agrandissement des gares importantes;
- modernisation des installations de la traction et construction des ateliers centraux;
- installation du « dispatching » sur les sections Douala - Ottélé et Bonabéri - Loum.
- accélération du programme de construction de logements confortables, pour le personnel autochtone.

Parallèlement, un très important programme de commandes de matériel a été prévu :

- achat de locomotives Diesel électriques, destinées à remplacer progressivement la traction vapeur, rendue difficile et onéreuse par la diminution de la production de bois de chauffage et les aléas de l'approvisionnement en charbon;
- reconstitution intégrale du parc voyageurs en voitures métalliques modernes à grande capacité;
- accroissement du parc marchandises, principalement en wagons destinés au transport des bois et des matériaux.

Enfin, la pièce maîtresse du programme est la réalisation prévue depuis 1908 de la jonction des lignes Centre et Nord par un pont mixte rail-route de 1.200 mètres de longueur, reliant Douala et Bonabéri.

La coupure du Wouri grève, en effet, très lourdement l'exploitation du réseau; elle nécessite deux gares têtes de lignes, deux dépôts de locomotives et deux ateliers de réparation; avec l'accroissement du trafic prévu sur la ligne du Nord, les installations de Bonabéri insuffisantes et mal outillées, devraient être entièrement reconstruites sur un terrain difficile. Le développement du trafic sur le Centre nécessite de son côté la reconstruction, prévue depuis plusieurs années, du dépôt et des ateliers centraux de Douala, très exigus et inextensibles à leur emplacement actuel.

Malgré la pénurie de personnel technique, tout a été mis en œuvre pour assurer dès 1947 le démarrage du plan.

Les travaux préparatoires de la jonction Nord - Centre sont en cours. Une campagne de sondages à grande profondeur dans le lit du Wouri a été confiée à une entreprise dès le début de l'année; la mise au concours de l'ouvrage pourra avoir lieu dans le courant de l'année 1948 et les travaux commenceront probablement dès 1949.

Un important chantier a été ouvert sur la section

Eséka - Makak. Il comporte l'exécution d'une déviation de la voie et une première tranche de talutages définitifs de profondes tranchées en terrains argileux. Des renforcements d'ouvrages d'art sont également en cours.

Les travaux d'extension des gares d'Eséka et de Penja (principal centre d'expédition des bananes) ont été entrepris.

Les installations de la traction à Mbalmayo viennent d'être transformées et agrandies; un travail semblable est en cours à Eséka.

A Douala les études de regroupement des installations ferroviaires sont très avancées. Les levées de terrains sont terminées.

**

L'accroissement du parc de matériel est en bonne voie : 10 locomotives à vapeur Mikados, achetées aux Etats-Unis en 1946 viennent d'être livrées. L'étude d'une première commande de locomotives Diesel électriques est en cours.

180 wagons de marchandises métalliques de 30 tonnes de charge utile, munis du frein à vide continu et de l'attelage automatique Willison, sont actuellement en construction; ils se répartissent en 100 wagons-plates-formes (commandés en Belgique), 30 wagons-tombereaux et 50 wagons couverts (commandés aux Etats-Unis). Une seconde commande de 50 wagons-tombereaux vient d'être passée en France; elle sera livrée dans le courant de 1948.

Le nouveau matériel voyageurs est également en construction en France; il comprend 6 voitures mixtes de 1^{re} et 2^e classes, du type Pullman avec cuisine, et 18 voitures de 3^e classe, toutes de construction métallique moderne; elles seront livrées en 1948 et permettront d'équiper tous les trains de voyageurs de jour.

Enfin le Réseau a entrepris, depuis deux ans, dans ses ateliers de Douala, la construction de voitures à voyageurs destinées à remédier immédiatement à l'insuffisance du parc. Une voiture-lits comportant des compartiments de 1^{re} classe à deux couchettes et lavabo et de 2^e classe à quatre couchettes assure ainsi depuis plus d'un an un service confortable entre Douala et Yaoundé. Trois autres voitures métalliques sont sorties depuis des ateliers. Cette expérience a été réalisée presque totalement avec une maîtrise autochtone. Devant ces résultats, le Réseau a décidé de construire lui-même les voitures métalliques de types spéciaux (voitures-lits, fourgons postaux, etc.) dont quelques unités seulement sont nécessaires et dont la construction en Europe ne pourrait être entreprise actuellement.

TRAFFIC ET SERVICE DES TRAINS EN 1946.

I. — Trafic voyageurs.

Le tableau suivant donne les résultats du trafic voyageurs pour 1938 (dernière année normale avant guerre), 1945 et 1946; on constate une augmentation très importante du nombre des voyageurs transportés.

	1938.	1945.	1946.
Voyageurs. . . .	652.456	1.144.605	1.595.033
Voyageurs - kilomètres. . . .	31.682.523	48.315.585	76.631.169

Le service des trains comprend :

1° *Ligne de Douala à Yaoundé* : un train quotidien dans chaque sens, comprenant des voitures des trois classes et un restaurant, et un train de nuit tri-hebdomadaire dans chaque sens comportant une voiture-couchettes de 1^{re} et 2^e classes et une voiture ordinaire de 2^e et 3^e classes.

La correspondance est assurée pour tous ces trains sur l'embranchement d'Otélé-Mbalmayo. En outre trois trains quotidiens dans chaque sens desservent la banlieue de Douala;

2° *Ligne de Bonabéri à Nkongsamba* : un train quotidien dans chaque sens, comportant des voitures des trois classes et un restaurant, et un train de nuit bi-hebdomadaire dans chaque sens comportant une voiture-couchettes de 1^{re} classe. En outre un train quotidien dans chaque sens circule entre Bonabéri et Njombé (114 kilomètres) et deux trains quotidiens desservent la banlieue de Bonabéri.

II. — Trafic marchandises.

Le tableau ci-dessous donne les résultats du trafic marchandises pour 1938, 1945 et 1946.

On y constate que les chiffres de 1938 qui étaient les plus forts depuis le début de l'exploitation, ont été dépassés en 1946. La progression du trafic marchandises semble continuer en 1947.

	1938.	1945.	1946.
Tonnes (G. V. - P. V.)	243.516	170.534	256.692
Tonnes kilométriques.	38.876.739	28.235.023	43.438.075

Il n'existe aucune distinction entre les autochtones et les non-autochtones en ce qui concerne l'utilisation, la propriété et l'exploitation des chemins de fer.

Le Réseau est géré pour le compte du Territoire par la Direction des travaux publics. Les cadres du personnel sont accessibles à tous, à égalité de formation professionnelle. Une Ecole professionnelle a d'ailleurs été créée par le Réseau en 1938 pour faciliter l'accession des éléments autochtones aux postes de maîtrise. Actuellement, des emplois importants sont tenus par des autochtones : direction de l'atelier mécanique de Douala occupant plus d'une centaine d'ouvriers; direction d'équipes de montage de wagons et locomotives; direction des gares importantes.

L'accès de tous les trains est autorisé indistinctement à tous les voyageurs, y compris l'accès dans les voitures restaurants ou couchettes.

TRANSPORTS AÉRIENS.

La Compagnie Air-France exploite les lignes suivantes :

— Douala - Yaoundé - Batouri - Bangui (deux fois par mois);

— Paris - Alger - Kano - Lagos, par Douala - Libreville - Pointe-Noire - Brazzaville (une fois par semaine dans chaque sens);

— Paris - Dakar, prolongé par une ligne côtière (une fois par semaine dans chaque sens).

Les transports aériens administratifs et sanitaires du Territoire restent soumis à la livraison d'appareils.

Des lignes d'aviation de « Tramping » sont projetées entre les principaux centres du Cameroun et de l'A. E. I pour transport de matières chères sous un volume réduit.

De grosses Compagnies ou industries privées prêtent accidentellement des avions pour le transport du personnel.

AÉRODROMES CIVILS.

D'importants travaux ont été entrepris ou prévus notamment : l'allongement de la piste bitumée de Douala qui a été portée de 1.000 mètres à 1.500 mètres; la construction de pistes en « dur » et l'aménagement et l'équipement en systèmes de sécurité des aérodromes de Yaoundé et de Batouri; l'établissement de pistes en « dur » à Ngaoundéré, Kribi, Garoua et Maroua.

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE DU CAMEROUN.

La création du Service météorologique du Cameroun a été décidée en 1930. Un arrêté du 1^{er} décembre 1934 a fixé sa composition. Fonctionnant sous les ordres d'un ingénieur météo, il comprenait alors :

1 station principale à Yaoundé;

3 de 1^{er} ordre : Douala, Batouri, Garoua;

11 de 2^e ordre;

31 postes pluviométriques.

En 1938, il existait :

3 stations principales : Yaoundé, Douala, Campo;

5 stations de 1^{er} ordre;

14 stations de 2^e ordre;

24 postes pluviométriques.

En 1945 le réseau a été mis au point et comprenait :

8 stations principales :

— Douala (section Ouest);

— Yaoundé (section Centre);

— Batouri (section Est);

— Garoua (section Nord);

— Yoko, Bafoussam, Campo, Ngaoundéré.

18 stations de 1^{er} ordre;

19 stations de 2^e ordre;

51 postes pluviométriques.

Le personnel était réparti de la manière suivante :

1 ingénieur (européen);

2 assistants météo (européens);

2 assistants météo (africains);

86 aides météo (africains).

1° SCHÉMA DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU RÉSEAU EN 1947.

Le réseau du Service météorologique comprend :

a) Quatre secteurs :

1^o Secteur Ouest, chef-lieu de secteur Douala;

2^o Secteur Est, chef-lieu de secteur Batouri;

3^o Secteur Centre, chef-lieu de secteur Yaoundé;

4^o Secteur Nord, chef-lieu de secteur Garoua.

Les secteurs Centre et Nord sont groupés provisoirement en un seul secteur avec chef de secteur à Yaoundé.

b) *La Direction centrale technique est installée à Douala.*

2° ETABLISSEMENT CENTRAL.

Organisation et fonctionnement.

L'organisation du réseau est actuellement conçue de la façon suivante :

Les chefs de secteurs font une concentration de leurs observations synoptiques. Ces concentrations sont ensuite groupées à l'établissement central qui les exploite et les diffuse.

Le bureau dynamique fonctionne sans interruption de 4 heures GMT à 21 heures GMT.

Le bureau dynamique :

1° Etablit le collectif Cameroun aux heures synoptiques : 3 heures, 6 heures, 9 heures, 12 heures, 13 heures, 16 heures.

Après établissement du collectif les radio-messages sont remis au fur et à mesure aux pointeurs qui pointent les cartes;

2° Trace les cartes synoptiques du Cameroun et les cartes générales de l'Afrique.

Les cartes tracées sont :

a) 6 cartes de nébulosité;

6 cartes de tension vapeur d'eau et température;

6 cartes de visibilité pour le Cameroun, A. E. F., Nigéria, à 2 heures, 6 heures, 9 heures, 15 heures, 18 heures GMT;

b) 3 cartes générales isobariques pour le Cameroun, l'A. E. F. et la Nigéria;

c) 3 cartes générales pour toute l'Afrique (ces cartes servent aux tracés des isobares et des fronts);

d) 3 cartes de variation de la pression en 24 heures pour le Cameroun, A. E. F., Nigéria;

e) 2 cartes des vents en altitude.

3° RÉSEAU SYNOPTIQUE. TRANSMISSIONS.

Le Service météo dispose d'un émetteur uniquement destiné à ses transmissions : sur la longueur d'onde de 6.772 kilocycles pour le trafic météo intérieur et l'émission pour le Cameroun du collectif.

Ce collectif est également émis et simultanément sur 11.310 kilocycles.

Les Q. A. N. demi-horaires le sont sur l'onde de veille avion et 6.594 kilocycles.

On envisage la mise en service d'un émetteur de 17 mètres de longueur d'onde sur lequel sera également émis le collectif.

L'exploitation est assurée par le personnel du Service des transmissions coloniales.

PROTECTION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE.

1° Organisation générale.

Le principe de la protection de la navigation aérienne (P. N. A.) est le suivant :

L'établissement central de Douala (bureau dynamique) est chargé de la protection pour tout le Territoire et des liaisons avec l'extérieur.

Deux cas sont à distinguer :

1° *Le départ de l'aéronef a lieu à Douala.*

Dans ce cas, le bureau dynamique fournit une protection jusqu'au poste terminus de l'avion si ce point se

trouve dans le Territoire, jusqu'au prochain centre régional si ce point se trouve à l'extérieur du Territoire.

La protection comprend alors :

a) *Au départ :*

— une explication verbale des conditions atmosphériques au pilote;

— une fiche des derniers renseignements météorologiques;

— une prévision écrite;

— une coupe verticale d'itinéraire.

b) *En vol :* l'avion peut demander aux stations météorologiques munies de transmissions radio les Q. A. M. qu'il désire.

En outre, Douala émet en permanence des Q. A. M. horaires (toutes les demi-heures depuis 1947). Yaoundé, Batouri, émettent également des Q. A. N. toutes les demi-heures chaque fois qu'il y a une protection intéressée par leur région.

Kribi, Campo, émettent en permanence des Q. A. N. horaires.

2° *Le lieu de départ est autre que Douala.*

a) La protection au départ est assurée :

1° Par la station météorologique du point de départ avec ses moyens propres;

2° Par le bureau dynamique qui envoie une prévision chiffrée;

b) En vol dans les conditions commentées plus haut.

Le bureau participe plus spécialement à la protection des lignes des long-courriers. Régulièrement le bureau dynamique envoie des prévisions chiffrées à Léopoldville, Brazzaville, Bangui, Batouri, Fort-Lamy, pour les protections météorologiques des lignes françaises, belges, américaines, en particulier, partant de ces centres.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS MARITIMES.

Le port de Douala.

Le port de Douala est établi au fond de l'estuaire du Wouri. Accessible par tous les temps, déjà au cours du XIX^e siècle il permettait aux navires d'effectuer leurs opérations dans des conditions de sécurité parfaite, ce qui le plaçait dans une situation privilégiée par rapport à la plupart des autres ports de la côte d'Afrique, dont le trafic est considérablement gêné par l'existence de la barre. La houle et le ressac y sont inconnus. Les courants ne dépassent jamais 4 nœuds et le marnage atteint 2 m. 80.

Son accès est commandé par deux chenaux : le chenal aval de 6 kilomètres et le chenal amont de 2 kilomètres, dragués actuellement à la cote 4 m. 20 sous le zéro hydrographique, ce qui permet aux navires de 6 mètres de tirant d'eau de remonter à toutes les marées.

De plus, les navires de 8 m. 80 peuvent mouiller dans la rade de Manoka où les opérations de chalandage se font toute l'année dans d'excellentes conditions.

Douala est ainsi sur toute la côte d'Afrique un des très rares abris naturels accessibles aux grands navires. De plus, sa situation au fond du golfe de Guinée fait que son hinterland naturel est constitué par les riches régions du Centre africain, limité : à l'Ouest, par la chaîne volcanique du Mont Cameroun; au Nord, par le désert; au Sud, par la grande forêt équatoriale.

L'ensemble des installations qui ont été réalisées ont coûté 60.000.000 de francs et ont porté la capacité du port à 300.000 tonnes.

Le trafic est passé de 60.000 tonnes en 1913 au chiffre record de 241.000 tonnes en 1937 se répartissant en : importations, 67.000 tonnes; exportations, 174.000 tonnes.

La seconde guerre mondiale devait ralentir considérablement cet effort important. Grâce à la mise en application du plan de développement économique et social, cette reprise s'est accélérée dès le début de 1947. Le trafic trimestriel a pris alors une courbe nettement ascendante battant tous les records et permettant de prévoir pour l'année un trafic de 270.000 tonnes supérieur au maximum de 1937 avec 90.000 tonnes aux importations.

L'extension du port devenait donc une nécessité impérieuse car, dès 1946, l'équipement existant n'aurait pas permis la mise en œuvre du plan. Dès janvier 1947 des études ont été entreprises et une campagne de forage pour déterminer la nature des terrains de fondation des futurs quais a été commencée.

Un éclairage puissant donnant un éclaircissement moyen de 30 lux permettra de travailler la nuit dans les meilleures conditions. Quatre grues Rapiet-Ransome de 6 tonnes commandées en 1946 sont entrées en service en janvier 1947 et ont permis aisément de franchir les points difficiles du 2^e trimestre. La mise en service d'une flotte d'élévateurs à fourchettes, de tracteurs et de remorques a été prévue pour le 4^e trimestre 1947 et un revêtement moderne des quais doit permettre d'en tirer le rendement maximum. La capacité du parc à bois sera accrue par la mise en service de ponts roulants, de straddle-trucks et de grues mobiles.

Le renouvellement des engins de servitude dont l'âge moyen est de 25 ans sera, il est permis de l'espérer, en grande partie réalisée en 1948.

De plus, deux éléments du port flottant d'Arromanches seront installés dans les premiers mois de 1948 et serviront de postes d'accostage.

L'ensemble de ces dispositions portera la capacité de trafic du port à 300.000 tonnes et permettra de franchir sans trop de peine le cap des années 1948 et 1949.

Le port de Kribi.

Avant la guerre de 1914, le port de Kribi connaissait une grande activité; si son trafic était notablement inférieur à celui de Douala en tonnage il lui était supérieur d'environ 50 p. 100 en valeur.

Cette situation était due au fait que Kribi exportait presque exclusivement du caoutchouc de cueillette et des pointes d'ivoire, qui sont des produits onéreux.

L'arrière-pays était peu équipé; le portage était le seul moyen de transport et il n'y avait en 1914 qu'une voiture automobile. En 1920 le trafic reprit et augmenta lentement pour atteindre le total de 21.000 tonnes en 1936 avec 134 navires. Ce trafic portait en majeure partie sur le cacao venant de la région d'Ebolowa et sur quelques milliers de tonnes de bois.

Kribi a un rôle régional à jouer au sud de la coupure du Nyong et ce rôle est loin d'être sans importance. Plusieurs routes partent en effet de Kribi. La route Lolo-dorf - Ebolowa, route du cacao, la route du Gabon en construction qui donnera un accès direct à la région d'Oyem, le tronçon de route vers Campo qui sera un jour la route du bois. Ce réseau permet de drainer efficacement une production importante de cacao et de mettre en exploitation une forêt riche en essences diverses.

L'équipement du port a déjà commencé et se poursuivra en l'adaptant au développement du trafic et aux possibilités de fournitures de matériel.

Un crédit de 18 millions de francs permettra de doter le port de Kribi d'un outillage suffisant pour assurer un trafic annuel moyen de 40.000 tonnes.

Le port fluvial de Garoua.

La Bénoué qui, par son affluent, le Mayo Kebbi, draine les eaux d'une importante partie du territoire du Tchad devient en saison des pluies (juillet à septembre) une rivière considérable. Les bateaux à roues de la Niger-Compagnie, peuvent y apporter le ravitaillement du Nord-Cameroun et emporter les produits du pays entreposés pendant la saison sèche : coton, arachides, peaux.

Un wharf massif avait été construit avant 1914. Ce wharf ne suffisait plus au trafic, un travail de maçonnerie, actuellement en cours, permettra l'établissement de remblais solides. Garoua sera alors doté d'un véritable port fluvial, équipé avec des grues mobiles.

Le tonnage moyen était naguère de 15.000 tonnes par an. Les travaux en cours permettront d'atteindre le chiffre de 25.000 tonnes et de faire de Garoua la porte d'une région fournissant des produits qu'on ne peut évacuer par la route.

G. — PROGRÈS SOCIAL

GÉNÉRALITÉS.

QUESTION 117.

Quelles sont les institutions gouvernementales ou bénévoles, ou les organisations tribales et communales qui prennent part à l'administration et à l'application des mesures d'assistance sociale? Comment ces institutions sont-elles organisées et comment leur action dans divers domaines est-elle coordonnée? Quels sont l'effectif et l'affectation du personnel occupé au service social? Quels sont les crédits affectés à l'assistance sociale sur les fonds publics?

QUESTION 118.

Quels sont, d'une manière générale, les objectifs principaux, les mesures fondamentales, y compris les recherches, les principaux résultats obtenus au cours de l'année dans le domaine de l'assistance sociale? Quelle législation autre que celle qui fait l'objet d'un examen particulier ailleurs, a-t-on promulguée au cours de l'année?

QUESTION 119.

Indiquer, si possible, le pourcentage approximatif de la totalité des revenus consacrés actuellement à l'assistance sociale aux habitants. Indiquer, si possible, quelles sommes, parmi les fonds consacrés à l'assistance sociale, proviennent de contributions volontaires ou d'autres sources. Indiquer les plus importantes réalisations opérées dans les principaux domaines de l'activité économique qui ont pu affecter le niveau de vie de la population et indiquer les mesures prises pour élever ce niveau.

Avant la dernière guerre mondiale, il n'existait pas d'organisme de coordination de l'action sociale. Celle-ci n'en existait pas moins à l'échelon des différentes Directions et Services du Territoire : santé publique, enseignement, etc...

Ce n'est que fin 1947 que fut décidée la création d'une Direction des affaires sociales et culturelles (arrêté n° 3234 du 22 novembre 1947) dont le rôle consistera à coordonner l'action sociale entreprise par les différents services en cause, à étudier les mesures nouvelles à prendre et à suivre de près l'évolution et les besoins des populations.

Ce n'est donc qu'au cours du prochain rapport qu'il sera possible de répondre d'une manière plus détaillée à cette question.

Cependant, d'ores et déjà, il est possible de se rendre compte des progrès encore lents, mais constants, accomplis dans ce domaine en se rapportant aux précisions fournies en ce qui concerne l'activité des Services de la santé publique, de l'enseignement et du travail.

QUESTION 120.

Quels problèmes particuliers le retour des hommes et des femmes démobilisés a-t-il provoqués? Exposer les mesures prises ou envisagées pour résoudre ces problèmes, s'il en existe.

Le problème essentiel posé par le retour au Territoire des démobilisés a été leur réintégration dans la vie sociale. Il ne concerne ici que les hommes, aucune femme autochtone n'ayant été mobilisée.

Les démobilisés au Cameroun ont bénéficié de la plupart des lois qui ont été applicables dans la métropole.

Sur les 3.500 démobilisés que compte le Territoire, 2.000 ont été absorbés par les services publics.

15.000.000 de francs à titre de dons et 10.000.000 de francs à titre de prêts ont été accordés aux démobilisés africains et 15.000.000 à titre de prêts aux Européens.

Priorité leur a été accordée pour l'achat de matériel (camions, machines, etc.); des concessions agricoles avec de nombreuses facilités d'exploitation (défrichement, outillage gratuit) ont été accordées aux cultivateurs.

Ils ont bénéficié, en outre, de divers avantages accordés par l'autorité militaire au moment de leur démobilisation.

Aussi, à l'heure actuelle, le problème est-il complètement résolu.

Précisons que les textes applicables aux démobilisés sont les suivants :

— décret du 13 septembre 1930 créant l'Office des anciens combattants du Cameroun;

— décision n° 600/CM du 8 mars 1946 créant la Sous-Commission des Forces françaises libres (F. F. L.);

— décision n° 645/C. M. du 22 mai 1946 créant l'Office de reclassement des anciens combattants indigènes;

— arrêté n° 2598/SG/CM du 10 septembre 1946 créant le « Fonds d'assistance aux anciens combattants camerounais »;

— arrêté n° 348 du 26 septembre 1946 fixant les modalités d'application au Cameroun du décret du 13 septembre 1945 déterminant les conditions dans lesquelles des facilités pourront être accordées aux chefs d'entreprises mobilisés en vue de leur permettre de reprendre leur activité.

QUESTION 121.

Exposer brièvement de façon très générale la structure sociale et religieuse des différents groupes autochtones, et indiquer les privilèges et les restrictions qui caractérisent les membres de chacun de ces groupes. La loi reconnaît-elle ces distinctions, ainsi que les privilèges et les restrictions que la tradition ou les coutumes peuvent y attacher?

L'évolution des collectivités indigènes a toujours intéressé les ethnologues dont le souci est de fixer les caractéristiques des sociétés ou des communautés qu'ils voient vivre, c'est-à-dire se transformer sous leurs yeux. Les coutumes ancestrales, sous l'influence européenne (administration, missions, et surtout progrès économique) se modifient soit en se précisant, soit en sombrant dans l'oubli. En quel sens évoluent ou changent les coutumes fondamentales? Peut-on ramener à quelques règles constantes, et plus constantes que précises, définies, arrêtées, ou quelques coutumes et traditions fondamentales la vie de nombreuses tribus camerounaises?

L'opposition traditionnelle entre les deux types de civilisation : les mangeurs de mil du Nord-Cameroun, de souche soudanaise, et les mangeurs de tubercules du Sud et de la zone forestière de souche bantou, ne s'attache qu'à des formes extérieures, mais l'homme d'Afrique, qu'il soit de Douala ou de Mokolo, possède des réactions similaires, une psychologie identique. L'ensemble des rites qu'elles conditionnent n'est pas contredit par l'exercice des religions importées, soit l'islamisme dans le Nord-Cameroun, soit le christianisme dans le Sud, toutes deux à base du « Livre »; seulement, au fur et à mesure que le Camerounais développe le sens de sa propre personnalité ou de son individualité, il ne délaisse pas ses pratiques anciennes, il les modifie seulement : ainsi l'encastation devient précise, les serments d'alliance et de fidélité de clan à clan se transforment en un repas de fête (rite de la promesse de mariage à Douala).

Ces coutumes, il convient de ne pas les juger d'après nos idées, notre raison, notre opinion, nos concepts, ce qui risquerait parfois de nous les faire considérer comme des superstitions ou des enfantillages; il faut au contraire les considérer comme une somme de conventions, de croyances, de consciences par une tradition commune, comme un effort de réglementation dans les rapports humains, comme un facteur essentiel de la vie sociale. Certaines de ces coutumes ont à peu près disparu (sacrifices rituels), d'autres se maintiennent, mais on n'en sait plus toujours le sens (rites agraires, rites de mariage, exogamie et régime de la dot, règles de la communauté fermée). On constate qu'en 1947 beaucoup d'anciens usages coutumiers existent toujours : sociétés secrètes, polygamie, prohibition de l'inceste, constitution de la dot, et que les concepts fondamentaux n'ont pas changé. Seuls ont été sévèrement réprimés comme il se devait : les crimes rituels, les ordalies, l'anthropophagie, l'esclavage, la traite, la mise en gage. La présence des Européens a apporté un bienfait général : la sécurité et la possibilité pour chacun de se déplacer comme il l'entend; un adoucissement général des mœurs enfin. Notons encore que les tribus restent comme jadis des sociétés closes. Les Ewondos et les Douala sont ennemis, les Bamiléké et les Bamoun ne

s'aiment guère, les Boulou et les Ngoumba ne se rapprochent pas.

Une étude des règles sociales, religieuses et économiques des tribus du Cameroun nécessiterait tout un volume; aussi ne nous attarderons-nous qu'à certains points particuliers.

En ce qui concerne l'origine du pouvoir il y a lieu de penser que ce n'est pas la puissance magique qui est la base de l'organisation des chefferies traditionnelles; ainsi le maître de la pluie, qui joue toujours un rôle important dans le Nord-Cameroun puisqu'il est responsable de la prospérité économique, ne possède aucune autorité sur les hommes du groupe. De l'étude de certains rites agraires et de certaines saisons, il ressort que le chef traditionnel était devenu tel parce qu'il l'emportait économiquement.

L'institution du mariage est dominée par la règle, quasi générale au Cameroun, de l'exogamie dont les conséquences pratiques sont le droit successoral, le régime de la dot et la prohibition étendue de l'inceste.

Le droit de puissance paternelle, par exemple, est dans tous les groupes fondé non sur l'idée de procréation naturelle, mais uniquement sur la propriété. Propriété que l'homme a pu acquérir de la femme et par conséquent des enfants que celle-ci lui a donnés. Le droit du père ne s'appuie que sur une convention sociale; c'est ce qui explique qu'en cas de non-paiement de la dot, l'enfant appartient à la famille maternelle. L'idée d'adultère est toute relative et liée étroitement au sentiment de la propriété. De nombreuses affaires portées devant les tribunaux civils et de conciliation, aujourd'hui encore (attribution, remboursement de la dot, adultère), confirment ces conclusions.

La dot a une signification sociologique complexe. Elle consiste en un transfert de valeurs (objets, somme d'argent, travail, bétail, objets symboliques, armes) remises par la famille du fiancé aux parents de la fiancée; des cérémonies particulières à chaque groupe accompagnent ce transfert : elles visent à assurer le consentement des parties, à en donner la preuve, car le mariage est moins qu'une union de personnes, une alliance entre familles. Mais la dot, si elle est une formalité essentielle du mariage, ne le constitue pas; le mariage n'est considéré comme définitif que lorsque la femme « entre » dans la nouvelle demeure de son mari ou lorsqu'elle quitte son village et les siens, après une cérémonie.

La dot varie avec les tribus quant à son montant, quant aux modalités et aux délais de versement; elle est parfois symbolique (flèches, sagaies), parfois payée au père seul, partagée entre les enfants. Mais en aucun cas, elle ne saurait être considérée comme un prix d'achat; les droits du mari ne sont pas un droit absolu de propriété, mais un ensemble d'obligations réciproques qui n'existent pas dans l'état passif de l'esclavage; si le mariage était une vente ou un usufruit, le consentement apparent ne serait pas exigé, et la dot ne serait pas remboursée après la mort de la femme.

Du point de vue de l'évolution, on peut constater que le paiement en espèces a été peu à peu substitué au versement d'objets coutumiers; le paiement en espèces d'ailleurs a contribué à donner au mariage africain un caractère vénal qu'il n'avait pas à l'origine.

Une conséquence de l'exogamie traditionnelle, c'est l'impossibilité de concevoir l'inceste dans un sens très étendu, puisque l'interdiction enveloppe un groupe de personnes menant une vie commune, sans que toutes soient mutuellement apparentées : l'inceste apparaît essentiellement comme nuisible à la communauté, comme devant entraîner maladies et malheurs, bien plus que comme néfaste à la propagation de l'espèce. Les inconvénients pré-

sumés de l'union sexuelle entre proches ont eu leur influence sur l'évolution de l'exogamie et les interdits concernant le mariage entre consanguins, mais les vraies bases de l'interdiction sont des règlements sociaux par nature et qui tendent au bon ordre de la société.

Les coutumes camerounaises étaient et restent toujours au fond des coutumes de communauté, de groupe. L'Administration locale les tolère en tant qu'elles ne vont pas à l'encontre des règles normales de civilisation, entendu dans un sens général. Il importait en somme d'interdire les crimes et délits jugés par nous tels (trafic odieux, mariages d'impubères, mise en servitude), mais de tolérer ce qui ne pouvait être considéré comme un délit, ou crime, et qui ne portait pas atteinte à la dignité humaine. On n'admet pas la bastonnade ou la mise provisoire en servitude parce que contraire aux principes de la morale occidentale, mais la polygamie a été respectée, car elle ne pouvait être punie ou supprimée sans détruire l'organisation économique des groupements et leur vie propre. Elle disparaîtra peu à peu, mais il ne faut nullement s'attendre à sa fin rapide; en 1947 on constate, et notamment dans le Sud-Cameroun, une recrudescence de la polygamie chez les évolués et notamment chez les fonctionnaires. La raison en est plus économique que morale ou sociale. En pays islamisés la règle de quatre femmes légitimes est rarement appliquée, même par les chefs. Le nombre des concubines diminue; en général on est bigame et on tend à devenir monogame.

La communauté camerounaise, vivante encore, s'effrite chaque jour et tend à devenir une société; elle s'efforce de se constituer dans l'ordre et dans la justice conformément à un idéal d'humanité, et elle y parviendra d'autant mieux qu'achèvera de se dégager la notion de personne, notion qui demeure la source d'un progrès réel, efficace et non d'apparence.

QUESTION 122.

L'esclavage existe-t-il dans le Territoire?

Dans l'affirmative, donner des détails sur les mesures de prévention et de répression. Existe-t-il un problème des affranchis ou de leurs descendants?

Dans l'affirmative, exposer le problème et rendre compte des dispositions prises pour y remédier.

QUESTION 123.

A-t-on des preuves de l'existence de pratiques analogues à l'esclavage, telles que l'achat d'enfants, sous le couvert de l'adoption, la servitude volontaire, en paiement d'une dette, les mariages d'enfants, etc.? Préciser le nombre de poursuites et de condamnations auxquelles on a procédé au cours de l'année pour des délits de cette sorte.

L'esclavage était de règle, naguère, dans le nord. Il n'était pas inconnu dans le sud, où la plupart des traditions relatent les histoires de chasse à l'esclave. On tient aujourd'hui pour insulte grave le fait de s'entendre appeler : fils d'esclave. Mais dans le nord, s'il subsiste chez les islamisés du Diamara, du Mandara, ou du pays Kotobo, des serviteurs qui sont d'anciens captifs de case, leur nombre disparaît progressivement. Ils sont restés souvent volontairement chez leur maître, parce qu'ils font partie de la famille, et ne sont jamais contraints d'y demeurer. Le mot « serviteur » qui les désigne, n'est pas un euphémisme.

Il n'en est pas de même pour la traite, que l'on connaît

encore dans le Nord-Cameroun, sous le nom de vol d'enfants. Les trafiquants sont des islamisés, ainsi que les intermédiaires, et les victimes, des enfants de groupes non musulmans. Ces affaires se règlent en général suivant un plan commode. Les enfants sont volés pendant la nuit par des spécialistes : Arabes, Choa, Foulbé, Haoussah, qui bénéficient de nombreuses complicités. Les enfants sont emmenés vers le Tchad ou la Nigeria. La zone de trafic ne touche que les subdivisions de Maroua, de Kaélé, de Mokolo.

De 1940 à 1946 les tribunaux de Maroua ont eu à se prononcer sur plusieurs cas :

En septembre 1940 : deux vols d'enfants à Mokolo (les coupables sont condamnés à 20 ans de prison); un vol d'enfant à Kaélé, un à Maroua, deux en pays Mofu (12 condamnations à 20 ans de prison). En janvier 1943 deux vols d'enfants (3 condamnations à l'emprisonnement à vie). En décembre 1944 un vol d'enfant à Mokolo (2 emprisonnements à vie). En août 1946 un vol d'enfant à Kaélé (affaire envoyée devant la Cour criminelle de Brazzaville; jugement non encore intervenu).

Le décret du 26 avril 1923 relatif à la répression de la traite et de l'anthropoplagie figure en annexe.

QUESTION 124.

Quelles conditions et quelle réglementation régissent le libre déplacement de la population à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire?

QUESTION 125.

Donner tous les renseignements qui permettront de faire la lumière sur les conséquences économiques et sociales des changements et des déplacements de populations.

A l'intérieur du Territoire, rien ne limite ou n'empêche les déplacements des personnes. Les laissez-passer, les autorisations préalables nécessaires autrefois ont été abolies.

En 1944 les laissez-passer, dont la durée était limitée, ont été remplacés par une carte d'identité.

Le résultat de cette liberté a été l'afflux vers les grandes villes telles que Douala qui a vu sa population passer de 30.000 habitants en 1944 à 60.000 en 1947.

Le Territoire du Cameroun n'est pas uniformément peuplé. On y trouve de grandes étendues désertes, parce qu'inhabitables ou insalubres. Ainsi la subdivision de Poli, dans la région de la Bénoué. Cette subdivision compte 36.000 habitants, répartis sur 11.300 kilomètres carrés. Or, 6.000 kilomètres carrés sont déserts parce qu'infectés par la tsé-tsé (région comprise entre la Bénoué et un de ses affluents, le Faro). Dans ces régions de forêts l'indice démographique reste très bas (Lomié, 0,45; Yokadouma, 0,95; Campo, 1). La région de Beyboulou s'étend sur 31.560 kilomètres carrés et compte seulement 45.000 habitants.

Les causes générales des déplacements des individus sont variées : attirance des villes, désir d'échapper au travail de la terre, surpeuplement de certaines régions, esprit migrateur de certaines peuplades, etc...

Les mouvements de populations les plus caractéristiques au Cameroun sont ceux qui affectent, dans le sud-ouest, la région Bamiléké et dans le nord, les islamisés.

La région Bamiléké est pauvre, d'origine volcanique, elle n'offre que peu de bonnes terres; la population très

prolifère éclate dans des limites trop étroites. Le Bamileké, travailleur, industriel, va chercher fortune ailleurs. La ville surtout l'attire. Il a l'amour du commerce. Il a envahi Douala au point qu'il y est aujourd'hui plus nombreux que toute autre race. Tout le commerce ambulant est entre ses mains. Il tient même boutique. Il s'érige en transporteur. Bref son activité domine nettement celle de toutes les autres collectivités raciales.

Dans le Nord-Cameroun, les mouvements se constatent surtout chez les pasteurs (Foulbés et Bororos). Les déplacements des premiers sont de peu d'envergure. Ils ont surtout pour but la recherche constante de nouveaux pâturages et les pasteurs reviennent en général à leur point de départ.

Les Bororos sont plus mobiles. Ils quittent parfois le territoire sans esprit de retour.

Ajoutons à ces migrants les commerçants ambulants qui distribuent leur pacotille dans un rayon de plusieurs milliers de kilomètres.

QUESTION 126.

Y a-t-il dans le Territoire un mouvement appréciable d'immigration étrangère? Dans ce cas, quelle est l'importance habituelle de cette immigration? Y a-t-il une immigration illégale? Dans l'affirmative, quelle est son importance? Y a-t-il des moyens auxquels on a recours pour consulter la population du Territoire sur le point de savoir si cette immigration est désirable?

En ce qui concerne la population européenne (non africaine) l'immigration est réglementée par le décret du 7 octobre 1930. Un texte en préparation tend à laisser libre l'entrée du Territoire à tous les ressortissants des Nations Unies, réglementant seulement leur séjour au delà de trois mois.

Il n'y a pas d'immigration européenne clandestine.

A titre d'indication, nous donnons ci-dessous l'état numérique des non-Africains résidant au Territoire à la date du 1^{er} octobre 1947.

Français fonctionnaires.	1.468
Français non-fonctionnaires.	2.408
Hellènes :	
Grecs.	202
Cypriotes.	20
Libanais.	136
Syriens.	3
Américains.	119
Suisses.	114
Hollandais.	44
Anglais.	48
Italiens.	37
Espagnols.	26
Portugais.	21
Belges.	19
Tchécoslovaques.	13
Suédois.	12
Norvégiens.	9
Polonais.	6
Autrichiens.	6
Allemands.	5
Turcs.	7
Russes.	4
Canadiens.	3
Danois.	3
Luxembourgeois.	3

Egyptiens.	1
Yougoslave.	1
Hongrois.	1
Chilien.	1
Bulgare.	1
TOTAL.	4.742

En ce qui concerne la population africaine, originaire des territoires français ou de colonies étrangères l'immigration est réglée par le décret du 19 octobre 1937.

Cette immigration comprend :

a) Venant de territoires français : des Sénégalais engagés dans l'administration pour les chemins de fer ou les travaux publics, Dahoméens, Togolais (appartenant en général à la tribu des Ewé), employés dans les maisons de commerce; quelques Gabonais, Congolais et Sara venant de la région de Fort-Archambault (Tchad) et employés comme gardes, chauffeurs, domestiques, manœuvres.

Leur chiffre total est de 3.500 individus;

b) Venant de colonies étrangères : Gold-Coast; Ibo et Yoruba de la Basse-Nigeria et Sierra-Leone, tous employés de maisons de commerce ou artisans (ébénistes, bijoutiers, etc.) et groupés dans les grands centres;

c) Un groupe de Monroviens fixé à Douala (venant du Libéria).

L'ensemble s'élève à 2.000 individus.

On signale quelques cas d'immigration illégale, sans grande importance. Il s'agit surtout d'Africains non munis de papiers.

La population du Territoire a la possibilité de faire connaître son avis sur les questions d'immigration par l'intermédiaire de ses représentants à l'Assemblée locale, de ses élus aux Assemblées métropolitaines, des délégués des syndicats, de la Chambre de commerce, de l'Union des anciens combattants, et à l'Assemblée consultative d'immigration créée par l'arrêté du 3 septembre 1946.

QUESTION 127.

Existe-t-il une restriction quelconque à l'immigration et à l'émigration de ressortissants d'Etats membres des Nations Unies? Dans l'affirmative, pourquoi et dans quelle mesure?

Il n'y a aucune restriction de principe à l'immigration et à l'émigration des ressortissants des Nations Unies.

Les seules restrictions qui existent visent aussi les nationaux français, la règle étant la même pour tous.

Les permis de séjour sont accordés sans distinction, renseignements pris sur les activités économiques auxquelles les immigrants désirent se livrer. Mais l'on tend à favoriser la venue au Territoire de spécialistes : artisans, industriels, etc., de préférence aux commerçants.

QUESTION 128.

Le vagabondage est-il considéré comme un délit? Dans l'affirmative, quelle en est la définition?

Le vagabondage, qui était réprimé au Cameroun par le décret du 6 mai 1924 qui établissait les conditions du délit, est aujourd'hui puni en application des articles 269 à 274 du Code pénal français.

NIVEAUX DE VIE.

QUESTION 129.

Quelles études d'économie domestique ou quelles autres enquêtes sur le coût de la vie ont-elles été faites? Calcule-t-on et publie-t-on régulièrement des indices du coût de la vie? Rendre compte brièvement des méthodes employées.

En raison des fluctuations incessantes des prix dues aux circonstances, il a été nécessaire d'instituer une Commission chargée de fixer l'indice du coût de la vie. Cette Commission, qui fonctionne depuis 1946, détermine cet indice pour les différentes catégories de travailleurs, manœuvres, employés, personnel de maîtrise, en tenant compte du degré d'évolution et des besoins réels de chacune d'elles. A la base sont fixées la quantité et la qualité de nourriture nécessaires à un individu eu égard à la nature de son travail, pour lui permettre de se tenir dans une condition physique telle qu'il puisse fournir l'effort nécessaire à sa tâche. Viennent s'ajouter ensuite le logement, l'habillement et les loisirs. Pour chaque catégorie de travailleurs, il est adopté un coefficient qui multiplie l'indice ainsi défini.

Un indice calculé dans les mêmes conditions est également fixé pour chaque catégorie d'Européens.

QUESTION 130.

Faire un exposé général des changements intervenus au cours des dernières années dans la consommation des principaux groupes de la population.

QUESTION 131.

Quels changements sont-ils intervenus dans la nourriture, le vêtement, l'habitation et les niveaux de vie en général?

Pendant la période de guerre, les restrictions des importations de produits européens ont limité l'évolution du régime alimentaire au Cameroun. On note cependant que l'évolution est plus rapide dans la zone côtière, sous l'influence des milieux européens et des éléments évolués de la population autochtone. Elle est beaucoup plus lente dans l'intérieur. Tous les efforts de l'administration tendent vers l'amélioration du régime alimentaire des populations locales par l'introduction d'éléments nourrissant adaptables aux conditions de la vie locale.

La reprise des importations permettra d'accélérer cette évolution.

CONDITION DE LA FEMME.

QUESTION 132.

Quelle est, en général, la condition de la femme et qu'a-t-on fait au cours des dernières années pour améliorer cette condition?

On ne note aucune évolution importante de la condition de la femme camerounaise. Elle reste toujours un des facteurs de l'économie de la plus petite cellule sociale :

la famille. Si elle doit s'en détacher, par mariage, par exemple, elle doit être remplacée (mariage par échange) ou être l'objet d'une compensation (dot).

Des efforts ont été tentés tant par l'administration du Territoire que par les organismes privés pour la dégager de l'emprise de la tradition. Les résultats ne sont pas encore satisfaisants, en raison de la résistance de certains milieux autochtones. La masse masculine et les chefs coutumiers n'ont aucun désir de la voir évoluer rapidement. En second lieu on constate que la femme, ayant évolué au contact des missions, et qui retourne ensuite dans sa famille, retombe rapidement sous l'emprise de la coutume. Cependant on note le désir exprimé par un certain nombre d'évolués de trouver des femmes d'un niveau d'évolution comparable au leur. L'autorité administrative a pu former des infirmières, des sages-femmes, des monitrices de l'enseignement. Les missions leur enseignent les arts ménagers, la couture et l'artisanat féminin. Ces femmes tendent précisément à former ce qui sera le noyau de la future société féminine indigène.

QUESTION 133.

Quelle est, d'après la législation, la capacité juridique de la femme (mariée ou non mariée)? La femme est-elle responsable des dettes de son mari et vice versa?

D'après la coutume, la femme, mariée ou non, n'a théoriquement aucune capacité juridique. En fait, elle se substitue fréquemment à son tuteur légal, le chef de sa propre famille, pour entreprendre des actions civiles. Certaines coutumes lui reconnaissent d'ailleurs la possibilité d'entamer des procès devant les tribunaux coutumiers pour la défense de ses intérêts propres, lorsque cette coutume lui reconnaît la capacité de posséder personnellement des meubles, des bijoux, etc. La tendance est de développer cette capacité juridique.

Dans la majorité des coutumes, la femme n'est pas tenue pour responsable des dettes de son mari, tandis que le mari est toujours responsable des dettes contractées par sa femme.

QUESTION 134.

Existe-t-il des professions dont les femmes soient exclues ou auxquelles leur accès soit limité en raison de leur sexe, par la coutume ou par la législation?

En principe, aucune profession n'est interdite expressément à la femme africaine. Des coutumes, très variées d'ailleurs, fixent les activités réservées ou interdites à la femme. Certaines professions commerciales ou artisanales sont exercées par elle, de même que certains travaux de culture lui sont spécialement réservés.

QUESTION 135.

Dans quelle mesure les femmes profitent-elles des possibilités qui leur sont offertes de se préparer au service de l'Etat et d'y entrer?

En principe la législation française permet l'accès des femmes à tous les emplois publics, sauf à ceux qui exigent les conditions que seuls les hommes peuvent remplir (par exemple avoir satisfait aux obligations militaires).

Les autorités administratives et les missions ont permis aux femmes d'entrer dans les carrières administratives qui leur sont normalement réservées. L'effort se poursuit dans ce sens. Les résultats ne sont pas encore bien importants. Il faut, en effet, lutter contre la coutume; c'est un effort de longue haleine et qui demande beaucoup de patience.

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES.

QUESTION 136.

La jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est-elle garantie à tous les éléments de la population, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, comme il est stipulé à l'article 76 c) de la Charte des Nations Unies? Dans la négative, quelles mesures a-t-on prises pour protéger la population contre les mesures discriminatoires?

La jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales est garantie à tous les éléments de la population, comme il est stipulé à l'article 76 c) de la Charte des Nations Unies et comme il est prévu au préambule de la Constitution, dont les dispositions sont appliquées sans aucune restriction aux territoires sous tutelle : « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République... La loi garantit à la femme dans tous les domaines des droits égaux à ceux de l'homme... Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel et collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus ».

Comme il a été dit au paragraphe : « Statut des habitants », et en application de l'article 4, alinéa 1 de l'Accord de tutelle, l'article 81 de la Constitution, ainsi rédigé, s'applique lui aussi au Territoire du Cameroun : « Tous les nationaux français et les ressortissants de l'Union Française, ont la qualité de citoyens de l'Union Française, qui leur assure la jouissance des droits et libertés garantis par le préambule de la Constitution. »

QUESTION 137.

Quels sont les organismes officiels ou non officiels permettant à l'opinion publique de s'exprimer (presse, associations politiques, etc.) qui existent dans le Territoire?

PRESSE (EN LANGUE FRANÇAISE).

1° *Le Cameroun libre* (directeur : M. Coulouma, à Yaoundé).

2° *Méridiens de France et d'Afrique* (directeur : M. Martel, à Yaoundé).

3° *L'Ercil du Cameroun* (directeur : Charles Lalanne, à Douala).

4° *Le Flambeau* (directeur : King John, à Douala).

5° *La Lumière* (directeur : Paul Monte, à Douala).

6° *Le Cameroun catholique* (Mission catholique de Douala).

7° *Le Travailleur camerounais* (directeur : Guillaume Hondt).

BULLETINS BIMENSUELS (EN LANGUE INDIGÈNE).

1° *Nlep Bekristen*, rédigé en éwondo par la Mission catholique.

2° *Méfoé*, rédigé en boulon et bassa par la Mission presbytérienne américaine.

3° *Dikalo*, rédigé en douala par la Mission protestante française.

ASSOCIATIONS POLITIQUES DÉCLARÉES.

1° Comité de coordination des Affaires camerounaises (indigène).

2° M. R. P. (Mouvement Républicain Populaire).

3° Rassemblement Démocratique Africain (indigène).

4° R. P. F. (Rassemblement du Peuple Français, une section européenne, une section africaine).

5° S. F. I. O. (Section Française de l'Internationale Ouvrière).

QUESTION 138.

Comment la liberté de la presse est-elle garantie? De quels journaux les autochtones, les non autochtones ou le Gouvernement sont-ils propriétaires ou directeurs dans le Territoire? Quel est le tirage approximatif et l'influence de chacun d'eux? Quelles mesures régissent la liberté de la presse?

La liberté de la presse est garantie par la loi du 29 juillet 1881 et par le décret n° 46-1644 du 17 juillet 1946, applicable tant dans les territoires d'outre-mer que dans la métropole.

Dépendent :

1° Du Gouvernement, le *Journal officiel du Cameroun* et le journal *Radio-Presse*.

2° De particuliers autochtones, les journaux : *Le Flambeau*, *la Lumière*, *le Travailleur camerounais*.

Tirage approximatif et influence de ceux-ci.

Journal officiel du Cameroun : tirage moyen de 1.000 exemplaires.

Radio-Presse : tirage moyen de 1.500 exemplaires.

Le Flambeau : 2.000 exemplaires.

Le Travailleur camerounais : 150 exemplaires.

La Lumière : 2.000 exemplaires.

Tirage de *Nlep Bekristen* : 8.900 exemplaires.

Tirage de *Méfoé* : 5.000 exemplaires.

Tirage de *Dikalo* : 3.000 exemplaires.

Mesures régissant la liberté de la presse.

Le droit d'imprimer (presse, ouvrages intellectuels et musicaux) ou de produire (œuvres cinématographiques) et le droit de publier ces différentes œuvres sont entièrement libres, sans aucune condition préventive (pas d'autorisation préalable administrative, ni de cautionnement).

Toutefois l'imprimeur ou le producteur et l'éditeur de ces œuvres sont, chacun en ce qui le concerne, astreints à la formalité dite du « dépôt légal ». L'imprimeur ou le producteur doit déposer entre les mains de l'Administration du Territoire deux exemplaires de ses œuvres; l'éditeur, six.

Au cas où ceux-ci ne se conformeraient pas à cette formalité très simple, et après un délai d'un mois à dater d'une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, l'Administration a le droit de faire procéder à l'achat dans le commerce des œuvres non déposées, et ce aux propres frais des contrevenants, sans préjudice des amendes qui peuvent les frapper.

Toutefois, la circulation, la distribution ou la mise en vente au Cameroun des journaux ou écrits périodiques ou non, rédigés en langue étrangère, ainsi que celles des écrits de provenance étrangère rédigés en langue française ou indigène imprimés à l'étranger, en France ou dans tout autre territoire soumis à l'autorité française peuvent être interdites par décision du Haut Commissaire de la République française. Enfin, la vente sur la voie publique des imprimés est libre. Mais, pour exercer la profession de colporteur ou de distributeur sur la voie publique, il faut avoir fait une déclaration préalable à l'Administration.

QUESTION 139.

Quelles sont les dispositions prises dans la presse, la radiodiffusion, le cinéma et autres modes d'éducation, et dans les services publics en général pour amener les habitants du Territoire à s'intéresser aux événements contemporains de portée locale ou internationale?

Si la presse locale en langue française traite surtout des événements à portée internationale, la presse locale en langue indigène commente surtout les événements à portée locale.

Un poste de radiodiffusion avec haut-parleurs publics existe à Douala. Il permet de tenir le public au courant de tous les événements susceptibles de l'intéresser ou de l'éclairer.

Des conférences publiques d'information ont été organisées.

QUESTION 140.

Quelles sont les organisations bénévoles locales les plus importantes dans les domaines culturel, social, politique ou de l'enseignement?

ORGANISATIONS BÉNÉVOLES LOCALES
A CARACTÈRE SOCIAL OU CULTUREL.

1° *Tourisme et Travail* (but : organisation des loisirs et du repos des travailleurs tant européens qu'africains, manifestations culturelles, excursions, etc...).

2° *Mouvement laïque des Auberges de la Jeunesse* (but : organisation des loisirs touristiques, culturels et vie en plein air des jeunes travailleurs).

3° *Fédération Camerounaise du Scoutisme* : 1.837 scouts dont 220 filles (Eclaireurs de France, Eclaireurs unionistes, Scouts de France; deux troupes de Guides féminines).

4° *Société d'Etudes Camerounaises de Douala* : centre scientifique de documentation géographique, ethnique, économique, sociale, juridique, philosophique et artistique.

5° *Quatorze Associations culturelles autochtones* s'intéressent aux manifestations folkloriques, aux études sociologiques, littéraires, scientifiques, théâtrales et musicales. Les quatre principales sont la « Société artistique et culturelle de Douala » (150 membres ayant organisé de nombreuses conférences) et les Associations culturelles de Bafia, du Mungo et de la Sanaga maritime. A mentionner également le Cercle d'études musicales et sociales Lullij (à Yaoundé). Toutes ces Associations sont essentiellement africaines. « L'Alliance française » groupe 300 adhérents répartis en deux sections, à Yaoundé et Douala, dont 15 p. 100 d'Africains (nombreuses conférences et plusieurs représentations théâtrales; importants efforts d'équipement de bibliothèques).

ORGANISATION POLITIQUE.

Voir n° 137.

QUESTION 141.

La liberté absolue de pensée, de conscience, d'exercice du culte et d'instruction est-elle garantie à tous les habitants?

Ces libertés sont garanties sous réserve du maintien de l'ordre public.

QUESTION 142.

A-t-on pris des mesures restrictives à l'égard de missionnaires ou d'activités missionnaires? Quelle aide financière les organismes publics ont-ils apportée à l'œuvre des missions, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation? Quel est le nombre et quelle est la répartition locale des missionnaires, leur nationalité, les groupes religieux qu'ils représentent et le nombre de personnes qu'ils affirment avoir converties?

Aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre des missionnaires ou de leurs activités.

Aide financière apportée par les pouvoirs publics.

ANNÉE 1947.

Une aide globale payée entièrement sur le budget du Territoire, se montant à 8.000.000 de francs C. F. A., en chiffres ronds, a été accordée aux Missions tant pour leurs œuvres sociales et sanitaires que pour leurs œuvres d'enseignement. Elle se répartit ainsi :

a) *Enseignement* : subvention de 6.421.111 francs C. F. A. consentie à l'ensemble des missions sans distinc-

tion de religion ni de nationalité, au prorata de leur importance respective;

b) *Œuvres sociales :*

700.000 francs pour la léproserie de Mokolo (Missions catholiques);

420.000 francs pour l'hôpital de Bangwa (Mission protestante française);

230.000 francs pour l'établissement hospitalier de Garoua (Mission catholique);

100.000 francs à l'orphelinat de Dschang (Mission catholique).

ANNÉE 1948.

Le budget de 1948, voté par l'Assemblée représentative du Territoire dans sa session d'octobre 1947, prévoit une somme globale de 16.000.000 de francs C. F. A. à répartir entre toutes les missions, sans distinction de religion ni de nationalité, savoir :

— enseignement : 14.000.000 de francs;

— œuvres sociales et sanitaires : 2.000.000 de francs.

Répartition des missions.

A) MISSIONS CATHOLIQUES.

I. La Préfecture apostolique de Garoua (*Oblats de Marie-Immaculée*) : 6 Pères, 2 Frères, tous de nationalité française.

II. Les deux Vicariats apostoliques de Yaoundé et de Douala (*Pères du Saint-Esprit*) : 2 Evêques, 109 Pères européens (dont 78 Français, 19 Hollandais, 10 Suisses, 1 Canadien, 1 Belge); 20 Frères européens (15 Français, 5 Hollandais); 60 abbés africains, 39 religieuses françaises, 1 Suisse, 55 religieuses africaines.

III. Le Vicariat apostolique de N'Kongsamba (*Pères du Sacré-Cœur de Saint-Quentin*) : 1 Evêque, 26 Pères européens (15 Français, 8 Hollandais, 2 Italiens, 1 Belge); 2 Frères français, 1 Frère italien, 13 religieuses (6 Françaises, 3 Belges, 3 Américaines, 1 Canadienne).

Chiffre global des convertis : environ 500.000.

B) MISSIONS PROTESTANTES.

I. *Adrentistes du 7^e jour.* — A Maroua, Batouri, Yaoundé : 3 pasteurs français, 1 roumain, 1 suisse; 2 diaconesses roumaines, 1 portugaise; 1 médecin américain.

II. *Mission fraternelle luthérienne d'Amérique.* — Est de Maroua, Garoua : 1 pasteur américain; 1 diaconesse américaine; 1 norvégienne.

III. *Société presbytérienne « The Sudan Mission ».* — N'Gaoundéré et Garoua : 2 pasteurs et 3 diaconesses américaines.

IV. *Mission protestante norvégienne.* — Sud Garoua, N'Gaoundéré : 3 pasteurs et 2 diaconesses, tous de nationalité norvégienne.

V. *Société des Missions évangéliques de Paris.* — Douala, N'Kongsamba, Foumban, Est de Dschang, Ouest de Bafia, Nord d'Edéa : 23 pasteurs (dont 10 Français, 6 Suisses, 1 Tchécoslovaque, 6 Africains); 2 médecins français, 1 instituteur africain, 1 institutrice suisse, 1 sage-femme et 1 infirmière françaises; 1 attaché administratif français.

VI. *Mission protestante américaine.* — Douala, Ebolowa, Edéa, Kribi, Abong-Mbang, Yaoundé, Bafia : 46 pasteurs (dont 18 Américains, 1 Suisse, 27 Africains);

10 diaconesses américaines infirmières; 1 dentiste; 7 mécaniciens, tous américains; 1 instituteur suisse; 4 médecins (dont 3 Américains et 1 Africain).

Chiffre global des convertis : environ 200.000.

QUESTION 143.

Quelles mesures l'Administration locale a-t-elle prises pour protéger ou surveiller les religions autochtones? Des mouvements religieux autochtones se sont-ils manifestés? Dans l'affirmative, décrire ces mouvements et, si possible, indiquer les facteurs qui en sont la cause et les formes qu'ils ont prises. Quelles mesures l'Administration locale a-t-elle prises en ce qui concerne ces mouvements?

Les religions autochtones, en entendant par ce terme l'ensemble des croyances coutumières propres aux populations du Territoire, bénéficient comme les religions chrétienne et musulmane d'une entière liberté, sous réserve qu'elles ne troublent pas l'ordre public.

Aucune Eglise autochtone, dans le sens occidental du terme, n'existe au Cameroun et aucun mouvement religieux du même caractère ne s'y est manifesté.

QUESTION 144.

Quels sont les règlements et les lois régissant les arrestations? Quelles sont les dispositions prévues pour protéger les intérêts des personnes arrêtées?

Les textes régissant les arrestations se trouvent dans le Code pénal et dans le Code d'instruction criminelle métropolitains, applicables depuis 1946 tant aux Européens qu'aux Africains.

Ce sont :

1° Le livre I^{er} du Code d'instruction criminelle (« De la police judiciaire et des officiers de police qui l'exercent »);

2° Les articles 114 à 122 du Code pénal (livre III, titre I^{er}, chapitre 2, section 2 : « Attentats à la liberté »);

3° Les articles 184 à 187 C. P. (livre III, titre I^{er}, chapitre 3, section 2, paragr. 5 : « Des abus d'autorité contre les particuliers »);

4° Les articles 341 à 344 C. P. (livre III, titre 2^e, chapitre 1^{er}, section 5 : « Arrestations illégales et séquestrations de personnes »).

Les principes en matière d'arrestation peuvent être ainsi résumés : 1° hors les cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté de nuit à son domicile; 2° hors des cas de flagrant délit, nul ne peut être arrêté de jour s'il n'a pas fait l'objet d'un mandat d'amener, de dépôt ou d'arrêt en bonne et due forme, émanant d'un officier de police judiciaire qualifié.

Protection des intérêts des personnes arrêtées.

1° L'interrogatoire doit être fait par le juge d'instruction dans un délai maximum de vingt-quatre heures à partir de l'incarcération.

2° Assistance obligatoire d'un avocat : tant que le détenu n'est pas assisté d'un défenseur, il peut se refuser à répondre à l'interrogatoire du juge.

3° Possibilité de mise en liberté provisoire, soit de droit, soit facultative à la demande de détenu en toute matière

et en tout état de cause (en général sous condition de verser un cautionnement).

4° Réglementation très stricte du droit de visite domiciliaire et de perquisition par le juge d'instruction, en présence du détenu...

5° Possibilité de « prise à partie » par les personnes arrêtées, des magistrats contrevenant à ces règles, et graves sanctions pénales contre tout officier de police judiciaire coupable d'attentats à la liberté individuelle, d'abus d'autorité ou d'arrestations illégales et séquestrations de personnes.

QUESTION 145.

Quelles sont les garanties prévues pour l'exercice du droit de pétition?

Ce droit, garanti comme un droit naturel et civil par la Constitution des 3 et 14 septembre 1791, a été consacré d'une manière générale et sans distinction de personnes, par les Constitutions françaises successives jusqu'au II^e Empire. Il a été réaffirmé implicitement sous la III^e République, par l'article 6 de la loi du 22 juillet 1879 et sous la IV^e République par le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946. (Voir *supra* n° 136.)

Les pétitions au Gouvernement métropolitain sont présentées sous forme d'écrit, individuel ou collectif, dûment signé et légalisé, adressé au Parlement.

Elles sont examinées par la Commission dite des pétitions, qui les transmet ensuite au Ministre intéressé ou à la Chambre pour qu'il soit statué définitivement.

Les pétitions au Gouvernement local, également présentées sous forme d'écrit, individuel ou collectif, sur papier timbré à 10 francs C. F. A., dûment signées, sont adressées, soit directement au Haut Commissaire de la République française au Cameroun, soit à l'Assemblée représentative du Territoire.

Cette dernière peut toujours attirer l'attention du Haut Commissaire sur le bien-fondé d'une pétition, en reprenant celle-ci à son compte sous forme de « vœu » présenté par sa « Commission des vœux » au Haut Commissaire, qui est tenu de répondre, au plus tard, à la session suivante de l'Assemblée.

Sur le plan international, l'accord de tutelle a réglé cette question. Ce droit peut être exercé librement au Cameroun.

QUESTION 146.

Tous les éléments de la population sont-ils soumis aux mêmes lois en ce qui concerne la sécurité de leur personne et de leurs biens?

Aucune distinction n'est faite entre les différents éléments de la population quant à la sécurité de leur personne et de leurs biens.

QUESTION 147.

Dans quels cas a-t-on jugé nécessaire, dans l'intérêt de l'ordre public, d'imposer des restrictions à la liberté individuelle des habitants?

En dehors de la réglementation en matière sanitaire, économique, etc., et applicable à tous les éléments du Ter-

ritoire, aucune restriction n'a été apportée à la liberté individuelle des habitants dans l'intérêt de l'ordre public. Toutefois le décret du 23 octobre 1935 « réglementant les mesures relatives au maintien de l'ordre public », applicable dans la métropole, a été rendu exécutoire au Cameroun par décret n° 47-2211 du 19 novembre 1947. Aux termes de ce décret, notamment, toute manifestation sur la voie publique doit faire l'objet d'une déclaration préalable. L'autorité administrative peut interdire celle-ci, si elle estime qu'elle peut troubler l'ordre public.

QUESTION 148.

L'Autorité chargée de l'administration a-t-elle, au cours de l'année, apporté des restrictions, et dans quelle mesure, à la jouissance, par les ressortissants, sociétés et associations de Membres de l'Organisation des Nations-Unies du droit d'écrire, de faire des reportages, de rassembler et de transmettre des renseignements pour les diffuser à l'étranger et de publier dans les mêmes conditions que les ressortissants, sociétés et associations relevant de l'Autorité chargée de l'administration?

Aucune restriction ni limitation de cette nature n'a été imposée par l'Administration.

CONDITIONS ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

La législation du travail dans le Territoire du Cameroun, confié à l'administration du Gouvernement de la République française, fait l'objet d'une attention particulière de la part des Pouvoirs publics. Cette législation intéresse tous les travailleurs : salariés européens et africains du secteur public et du secteur privé.

Bien avant la dernière guerre mondiale, diverses mesures de protection des travailleurs avaient fait l'objet de textes réglementaires.

De 1922 à 1940 le régime du travail s'est amélioré en fonction du développement économique du Territoire et une législation nouvelle est entrée en application en 1944 (décret du 7 janvier 1944). Cette législation a été d'ailleurs rapidement dépassée : un nouveau Code s'inspirant de tous les principes reconnus dans le monde international du travail est actuellement à l'étude et sera prochainement mis en vigueur.

D'ores et déjà on peut affirmer que, dans la pratique, tous les droits des travailleurs sont respectés.

Nous allons voir dans les réponses successives au questionnaire que non seulement les règles actuelles constituent un régime qui peut supporter la comparaison avec celui des autres territoires, mais que le souci de l'Administration française est d'adapter cette législation du travail, ceci afin de répondre, d'une part, aux désirs exprimés par le Conseil de tutelle de l'O. N. U., mais aussi aux aspirations légitimes du Territoire du Cameroun.

QUESTION 149.

Quels sont les problèmes principaux en ce qui concerne la main-d'œuvre et les conditions de travail dans le Territoire?

Actuellement les problèmes concernant la main-d'œuvre sont d'ordre économique et ensuite d'ordre politique et technique.

La question salaire mise à part, laquelle sera d'ailleurs traitée plus loin, il apparaît au Cameroun comme dans de nombreux pays où certaines industries sont absentes, que les conséquences de l'état de guerre ont entraîné des difficultés économiques momentanées.

Les besoins des populations et de la main-d'œuvre en particulier sont pressants et, malgré l'effort des industries métropolitaines, très éprouvées par la guerre, un certain délai est encore nécessaire pour revenir à une situation normale. L'Administration s'efforce de procurer au Territoire les produits d'importation qui lui font encore défaut.

Un problème d'ordre politique se pose également depuis la création des syndicats de travailleurs et d'employeurs. Il est à remarquer que la formation du dirigeant syndicaliste africain est encore sommaire; aussi assistons-nous, pour le moment, à une sorte de crise de puberté du travailleur africain.

Le travailleur africain se soumet difficilement à la discipline (normale en pays de vieille civilisation) qui l'oblige à fréquenter le chantier ou l'atelier à des jours et à des heures fixes et d'y fournir un effort soutenu. L'absentéisme est fréquent.

Aujourd'hui encore nombre d'Africains ne sont pas contraints par des nécessités de fournir, comme en Europe ou en d'autres pays à civilisation industrielle, une somme importante de travail. Un Africain peut parfaitement vivre dans une zone rurale sans être astreint à travailler chaque jour.

Le faible rendement du travailleur africain a fait l'objet de diverses études; on a tenté de stimuler le travailleur par des primes d'assiduité, des primes de rendement, la mise en vigueur de normes de travail et enfin la formation professionnelle. Les résultats ne se font pas encore nettement sentir.

QUESTION 150.

Dans quelle mesure les conventions et les recommandations de l'Organisation internationale du travail ont-elles été appliquées dans le Territoire?

Les dispositions des Conventions internationales de Washington ont été étendues aux territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer par le décret du 28 novembre 1937. Ce décret fut promulgué au Cameroun par arrêté du 4 février 1938 du Commissaire de la République française. Ses dispositions intéressent le travail de nuit des femmes et des enfants dans l'industrie, ainsi que l'emploi de la céruse dans la peinture.

Les recommandations formulées par le Bureau international du travail ont toutes été prises en considération et, avant l'approbation de l'accord de tutelle le 12 décembre 1946, les mesures suivantes avaient déjà été appliquées au Territoire du Cameroun :

- liberté totale d'expression et d'association;
- droit syndical;

— suppression du régime de l'indigénat (peines disciplinaires);

— suppression du Code pénal indigène et unité de juridiction et de législation en matière pénale;

— reconnaissance à tous les individus sans distinction de sexe, de race, de religion, non seulement des droits de l'homme mais aussi des droits du citoyen dans le respect des statuts personnels;

— suppression du travail forcé ou obligatoire (loi du 11 avril 1946);

— enfin toutes les obligations découlant des accords plaçant le Cameroun sous la tutelle française depuis le 12 décembre 1946, ont reçu leur plein effet en ce qui regarde le régime de tous les travailleurs sans distinction d'origine.

QUESTION 151.

Décrire brièvement la législation du travail du Territoire sous les rubriques suivantes :

- a) **Contrats et sanctions;**
- b) **Relations entre employeurs et employés, en particulier droit d'association, conciliation et arbitrage;**
- c) **Rémunération, y compris les paiements en nature;**
- d) **Heures de travail, périodes de repos, congés et organisation des loisirs des travailleurs;**
- e) **Logement et conditions sanitaires du lieu de travail;**
- f) **Inspection des conditions de travail dans les lieux de travail;**
- g) **Inspection médicale avant l'embauche, pendant la période de travail et au congédiement, et assistance médicale aux travailleurs;**
- h) **Indemnités en cas d'accident et rétablissement de la capacité de travail;**
- i) **Travail des femmes, des adolescents et des enfants;**
- j) **Recrutement de main-d'œuvre pour le travail à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire et mesures prises pour la protection des travailleurs ainsi recrutés;**
- k) **Restrictions éventuellement apportées aux mouvements des travailleurs à l'intérieur du Territoire;**
- l) **Laissez-passer de travail et livrets de travail, là où ils sont exigés;**
- m) **Formation des travailleurs; en particulier formation technique et apprentissage;**
- n) **Travail industriel à domicile.**

a) Contrats et sanctions.

Les contrats de travail sont prévus par les dispositions du titre II du décret du 7 janvier 1944 pour ce qui concerne les salariés africains et par le titre I^{er} du décret du 23 août 1945 relatif au travail des Européens et assimilés résidant au Cameroun.

On tend à l'heure actuelle à l'uniformisation de la législation. Le régime des conventions collectives viendra bientôt régler la condition des travailleurs dans chaque branche d'une activité déterminée.

Le contrat de travail est passé librement; il ne peut être inférieur à 3 mois ni supérieur à deux ans en ce qui concerne les travailleurs africains.

Le contrat est exempt de tous droits, son enregistrement étant gratuit. Mais il est conclu en présence du Président de l'Office du travail ou de son délégué. Les clauses de résiliation sont prévues soit pour fautes graves de la part du travailleur ou de l'employeur, soit d'accord parties.

Le contrat peut être suspendu en cas de fermeture de l'entreprise par l'employeur ou par l'absence du travailleur pour cause de maladie dûment constatée.

Le préavis est obligatoire dans le cas de démission de la part de l'employé ou, inversement, de congédiement de la part de l'employeur. L'indemnité de préavis joue pour les deux parties en cause.

Les sanctions prévues pour fautes graves de la part du travailleur et de l'employeur sont réservées à l'appréciation de la juridiction compétente; ces sanctions sont indépendantes de la rupture du contrat, qui est dénoncé d'office si l'employé s'est rendu coupable de :

- fraude, vol ou abus de confiance et, en général, tout délit ou crime pouvant entraîner la comparution du travailleur devant les tribunaux;

- infraction à certaines clauses particulières du contrat interdisant à l'employé de se livrer à certaines opérations commerciales;

- voies de fait, offenses graves contre l'honneur de l'employeur, actes immoraux, ivresse répétée, etc...

De la part de l'employeur les fautes et manquements suivants entraînent la rupture du contrat :

- retenue ou réduction indûment opérées sur les salaires du travailleur;

- insuffisance caractérisée dans les avantages consentis au travailleur;

- voies de fait, actes immoraux, offenses graves, etc...

Si des dommages sont alloués aux travailleurs, ils ne peuvent se confondre avec les rémunérations ou indemnités auxquelles le travailleur pourrait normalement prétendre.

b) Relations entre employeurs et employés.

Droit d'association. Conciliation. Arbitrage.

La constitution d'organisations syndicales ouvrières et patronales a inévitablement entraîné des contacts entre les syndicats. D'une part, les salariés ont constitué des groupements syndicaux interprofessionnels ou professionnels, d'autre part les employeurs ont formé des syndicats par activité déterminée affiliés ou non affiliés à des Fédérations ou Unions syndicales.

Les relations entre ces syndicats, rares au début et bien que plus fréquentes maintenant, ne sont pas encore très souples. Il y a eu une certaine méfiance de part et d'autre et surtout un manque d'expérience dans le comportement des uns et des autres. Des heurts se sont produits, au cours desquels l'Inspection du travail a joué son rôle de médiateur.

Cependant la création et la naissance des syndicats n'a pas empêché la désignation, dans chaque entreprise ou chantier, de délégués syndicaux capables de présenter les requêtes et desiderata de leurs camarades. Ces délégués représentent soit les affiliés à la C. G. T. (Confédération générale du travail), soit les affiliés à la C. F. T. C. (Confédération française des travailleurs chrétiens).

La liberté syndicale étant admise, tout groupement qui dépose un statut régulier est autorisé à exercer son activité.

La conciliation et l'arbitrage sont prévus dans le cadre des décrets fixant la législation applicable au Territoire.

c) Rémunération, y compris les paiements en nature.

Les salaires sont fixés dans toute l'étendue du Territoire après étude par des *Commissions paritaires mixtes* des questions soumises à leur compétence. Les Commissions paritaires mixtes se composent d'un nombre égal d'employeurs et d'employés ou ouvriers affiliés à des organisations syndicales.

Les Commissions sont arbitrées par l'inspecteur du travail. Le fonctionnement de ces Commissions a permis de procéder en 1946 et 1947 à une refonte générale du système des salaires et à une classification par échelon dans les diverses professions.

La valeur des paiements en nature n'est déterminée que pour la nourriture dont le prix est calculé d'après les indices établis par des commissions régionales chargées d'étudier la variation du coût de la vie dans une période déterminée. Ces indices servent également à déterminer le taux des salaires minima et sont toujours calculés avant la réunion des Commissions mixtes chargées de l'étude et des demandes de relèvement de salaires.

Indépendamment du salaire proprement dit, il existe des primes d'assiduité et de rendement. Les heures supplémentaires sont rémunérées.

d) Logement et conditions sanitaires du lieu de travail.

Européens. — Le décret du 23 août 1945 prévoit dans son article 43 que l'employé a droit au logement en sus du salaire en espèces pour lui et sa famille vivant habituellement avec lui. Ces logements doivent satisfaire aux conditions normales d'hygiène applicable dans le Territoire.

Africains. — Les camps de travailleurs doivent être agréés par l'Administration. Les conditions d'hygiène et salubrité sont soumises à l'avis de l'inspecteur sanitaire. Les habitations doivent être saines et mettre les occupants à l'abri complet des intempéries. Un ameublement sommaire dont un lit par personne est obligatoire. Des fosses d'aisances et des points d'eau doivent être aménagés. Les logements sont gratuits.

Enfin l'article 20 de l'arrêté du 14 février 1944 prévoit également que les dimensions des logements doivent être agréées par l'inspecteur sanitaire surtout quand il s'agit de logements familiaux. Les logements des femmes et des filles qui ne vivent pas avec leur famille doivent être groupés dans un même quartier, distinct de celui des hommes.

e) Inspection des conditions de travail dans les lieux de travail.

Ces inspections sont effectuées par les inspecteurs du travail et par les docteurs en médecine habilités à cet effet pour ce qui concerne les règles d'hygiène, de salubrité et l'état physique des travailleurs.

f) Inspection médicale avant l'embauche. Pendant la période de travail et au congédiement. Assistance médicale aux travailleurs.

Tout travailleur engagé est soumis à une visite médicale préliminaire. Les articles 28 à 35 du décret du 7 janvier 1944 et les articles 30 à 36 de l'arrêté d'application du 14 février 1944 précisent les conditions dans lesquelles les travailleurs sont visités, soignés durant la période d'embauche.

Tous les soins sont alloués gratuitement par l'employeur public ou privé. Des passeports sanitaires sont obligatoires en cas d'épidémie, pour autoriser le transit, la circulation, l'acheminement des travailleurs, soit sur leur pays d'origine, soit sur la destination choisie par ceux-ci.

g) Indemnités en cas d'accident ou rétablissement de la capacité de travail.

Les articles 77 à 84 du décret du 23 août 1945 déterminent les conditions de traitement et de réparation aux accidentés du travail de statut européen.

Le titre VI du décret du 7 janvier 1944, articles 36 à 45 inclus, ainsi que les articles 37 à 40 inclus de l'arrêté d'application du 14 février 1944 prévoient le régime des accidents du travail pour le personnel africain. Ce régime sera d'ailleurs unifié pour tout le personnel salarié dans le nouveau Code du travail à l'étude.

Un barème du taux des incapacités permanentes et partielles de travail fixe, après expertise médicale et traitement dans une formation sanitaire, le pourcentage des indemnités à allouer au travailleur, compte tenu de son salaire. En cas de désaccord la juridiction compétente statue. Enfin le travailleur est admis de plein droit au bénéfice de l'assistance judiciaire dans tous les litiges pouvant le concerner.

h) Travail des femmes et adolescents et des enfants.

En réalité, il n'y a pas d'entreprise employant, d'une façon permanente, des femmes et des enfants dans le Territoire du Cameroun, sauf au moment des récoltes sur les plantations de caféiers par exemple. Le salaire est le même que celui des manœuvres pour les femmes, et pour les enfants de 70 à 80 p. 100. La durée du travail n'excède pas cinq à six heures au maximum, il est saisonnier et ne pose aucun problème spécial. Il est exécuté à la tâche.

i) Recrutement de la main-d'œuvre pour le travail à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire, et mesures prises pour la protection des travailleurs ainsi recrutés.

La main-d'œuvre est uniquement recrutée à l'intérieur du Territoire, il n'est pas fait appel à un recrutement extérieur. Ce recrutement est réglementé par les :

- articles 2 à 7 du décret du 7 janvier 1944;
- articles 1 à 4 de l'arrêté du 14 février 1944.

Il est interdit de recruter des ouvriers ou apprentis ouvriers de moins de 14 ans. Un régime de protection est prévu pour les femmes et filles mineures. L'examen médical préalable est prescrit par l'Inspection du travail.

Dans tout le recrutement les frais de transport et d'alimentation sont à la charge de l'employeur sous réserve d'un contrat d'une durée d'au moins six mois. Les mêmes obligations existent pour le retour du travailleur. Si la famille suit le travailleur, les frais de transport et l'alimentation sont aussi à la charge de l'employeur. Enfin le transport doit être assuré dans les meilleures conditions.

Seul le personnel européen qui ne rentre pas dans la catégorie de la main-d'œuvre est recruté à l'extérieur. Les conditions de voyage aller et retour sont déterminées par les articles 63 à 76 du décret du 23 août 1945.

j) Restrictions éventuellement apportées aux mouvements des travailleurs du Territoire.

Ces restrictions peuvent être édictées en cas d'épidémie pour les raisons d'ordre sanitaire et notamment selon les instructions du Service de prophylaxie de la maladie du sommeil.

k) Laissez-passer de travail et livret de travail là où ils sont exigés.

La carte de travail est obligatoire pour tout travailleur journalier; le carnet pour tout travailleur ayant un contrat d'au moins six mois. Un nouveau carnet est à l'étude, il servira de pièce d'identité et de carte de travail. Il n'y a pas de laissez-passer, ceux-ci ayant été supprimés, et la liberté de circulation étant admise.

l) Formation des travailleurs, en particulier formation technique et apprentissage.

Un Comité de l'enseignement technique et professionnel vient d'être récemment constitué. Il existait déjà une formation technique dans deux écoles professionnelles et une section d'apprentissage au Service des travaux publics et des chemins de fer. Diverses entreprises privées ont déjà formé des sections d'apprentissage, mais le régime de l'apprentissage n'était pas précisé par des textes. Un projet d'arrêté vient d'être mis sur pied et entrera incessamment en vigueur.

m) Travail industriel à domicile.

Il n'existe pas au Territoire.

n) Heures de travail.

Pour les années 1940 à 1943, le nombre des heures de travail était fixé par l'arrêté du 15 septembre 1938 à neuf heures par jour. De plus, le travailleur devait fournir au moins vingt jours de travail par mois.

Depuis 1944, par décret du 14 février 1944, le nombre d'heures de travail a été fixé à neuf heures par jour dans les entreprises privées et à huit heures dans l'Administration.

En fait les employés et ouvriers des entreprises de brousse effectuent rarement plus de sept heures de travail, temps de déjeuner compris.

De nombreuses exploitations ont mis leur personnel à la tâche et celle-ci n'exige pas une présence supérieure à cinq, six ou sept heures.

QUESTION 152.

Décrire l'organisation du Département du travail et indiquer ses fonctions, le nombre et la nature du personnel employé et les dispositions financières prises à son sujet.

Un décret du 17 août 1944 porte création du corps des inspecteurs du travail aux colonies.

Un arrêté du 29 août 1946 a fixé, d'autre part, les attributions, l'organisation et le fonctionnement du service de l'Inspection générale du travail au Cameroun.

Un inspecteur général placé auprès du Haut Commissaire de la République, agissant sous son autorité directe, organise, dirige et coordonne l'Inspection du travail dans le Territoire.

Il est assisté par un adjoint, inspecteur du travail délégué, et un autre inspecteur délégué.

En dehors des inspecteurs du travail, les administrateurs de région et de subdivision exercent, dans les limites de leur unité administrative, les fonctions d'inspecteurs du travail.

Les attributions des inspecteurs du travail sont définies par le décret constitutif de l'Inspection générale du travail et s'inspirent des recommandations du Bureau international du travail. Ils doivent notamment contrôler l'application des règlements et surveiller la protection des travailleurs, faciliter des rapports confiants entre employeurs et travailleurs et contribuer ainsi à créer et entretenir un climat de paix sociale en agissant en liaison avec les différentes organisations syndicales, apporter aux autorités administratives toutes informations utiles sur l'évolution de la condition des travailleurs, formuler des avis et suggestions sur les mesures à prendre et préparer les textes se rapportant à la législation du travail.

QUESTION 153.

Quelles sont les infractions aux lois et règlements sur le travail pour lesquelles des employeurs ont été accusés ou condamnés au cours de l'année?

Quelles sont les infractions aux lois et règlements sur le travail pour lesquelles des employés ont été accusés ou condamnés au cours de l'année?

Les litiges soumis à l'Inspection du travail ont fait l'objet de règlements d'accord parties.

QUESTION 154.

Quelles méthodes autres que la législation emploie-t-on pour traiter les problèmes du travail et établir les normes admises (par exemple, politique suivie par le Gouvernement, encouragement des efforts privés, enquêtes sur les problèmes et l'organisation du travail, etc.)?

La législation actuelle à laquelle sera prochainement substitué un Code du travail mieux adapté, est constamment l'objet d'améliorations d'un commun accord entre employeurs et travailleurs. Diverses mesures ont été adop-

tées à la suite de différends et les décisions rendues par les tribunaux d'arbitrage ont constitué une jurisprudence, notamment en matière de congés, préavis, de même qu'en ce qui concerne la réduction des heures de travail et le paiement des heures supplémentaires.

Un certain nombre d'employeurs ont consenti des avantages en matière de logements et d'indemnités de loyer, ou ont pris l'initiative d'assurer à leurs frais le transport des vivres pour permettre l'approvisionnement direct des chantiers. D'autres ont organisé la préparation de repas chauds et allouant des rations supplémentaires pour les femmes et les enfants des travailleurs.

La création de cités ouvrières a déjà été réalisée par quelques grosses Sociétés et cet exemple va être suivi par la plupart des entreprises importantes.

Les efforts des entreprises privées sont suivis attentivement par l'Administration locale qui agit sur le plan social en étroite collaboration avec elles. Ce sont les entreprises privées qui ont, sur la demande de l'Inspection du travail, préparé une étude sur les « normes » par profession, afin de déterminer ensuite, avec les délégations des ouvriers, le rendement possible des travailleurs dans une activité déterminée.

QUESTION 155.

Donner un aperçu sur l'état des relations industrielles pendant l'année, en signalant, notamment, l'évolution du syndicalisme, les efforts tendant à favoriser les négociations collectives, ainsi que la fréquence et les méthodes de règlement des différends dans l'industrie. Le droit de grève est-il reconnu dans le Territoire et dans quelles conditions?

Les rapports entre les syndicats patronaux et les syndicats d'ouvriers et employés sont encore délicats du fait de l'inexpérience quasi générale des délégués syndicaux; ces relations sont néanmoins facilitées par l'entremise de l'Inspection du travail et par la réunion fréquente de Commissions paritaires dans les divers centres régionaux.

Le droit de grève est reconnu dans le préambule de la Constitution de la République française; ce droit est garanti par l'article 81 qui l'accorde également à tous les ressortissants de l'Union Française, article qui, ainsi que nous l'avons vu, est également applicable aux territoires placés sous la tutelle de la France.

QUESTION 156.

Dans quelle mesure les travailleurs se présentent-ils spontanément en nombre suffisant là où ils sont nécessaires pour faire face à la demande locale de main-d'œuvre? Quelles mesures a-t-on prises, le cas échéant, pour encourager l'offre spontanée de main-d'œuvre?

La main-d'œuvre est suffisante au Cameroun pour satisfaire aux besoins normaux des entreprises. Notons qu'un attrait particulier est exercé par les centres urbains qui voient leur population augmenter rapidement.

Si le recrutement de la main-d'œuvre dans le Territoire est effectué par l'Administration ou par des organismes privés, donner des détails sur le nombre de travailleurs de chaque sexe qui ont été recrutés, la nature du travail pour lequel ils ont été recrutés et les conditions dans lesquelles le recrutement a lieu ainsi que les garanties dont celui-ci est entouré.

Aucun recrutement n'est effectué dans le Territoire par l'Administration. Le travail étant libre, les demandes de main-d'œuvre font l'objet d'une procédure définie aux articles 2 à 7 du décret du 7 janvier 1944 et 1 à 4 de l'arrêté du 14 février 1944.

Aucune organisation privée ne se charge du recrutement. Ce sont les employeurs ou leurs mandataires qualifiés qui se rendent dans la région où ils sont autorisés à faire des offres de travail après avis des Offices locaux du travail.

Les demandes de recrutement sont assez peu nombreuses. De janvier 1946 à juillet 1947 il a été accordé treize autorisations portant sur un total de 1.990 travailleurs. Tous ces recrutements intéressent uniquement des hommes adultes. Il n'a jamais été demandé jusqu'ici de recruter des femmes ou des ouvriers et ouvrières non adultes.

Sur les treize autorisations accordées, neuf seulement ont été utilisées et le total des travailleurs embauchés fut de 1.280.

Les garanties dont le recrutement est entouré ont été indiquées dans la réponse à la question 151, paragraphe j).

QUESTION 158.

Quels sont les effets de l'absence des travailleurs sur la vie dans les villages? Quelles mesures prend-on pour remédier aux conséquences fâcheuses que pourrait avoir cette absence.

L'absence de travailleurs n'a pas encore posé dans la vie rurale de problèmes sérieux.

QUESTION 159.

La loi prévoit-elle le travail obligatoire pour les travaux et services publics essentiels? Dans l'affirmative, dans quelles circonstances, pour quelle durée et à quelles conditions?

La loi du 11 avril 1946, promulguée au Territoire du Cameroun, le 26 avril 1946, interdit de façon absolue le travail forcé ou obligatoire.

Cependant le Haut Commissaire, en vertu du décret du 4 mai 1946, dispose de pouvoirs spéciaux et peut, si la vie économique du Territoire l'exige, autoriser, en cas de calamité publique, par exemple, le recrutement temporaire et limité de main-d'œuvre à charge d'en rendre compte au Ministre de la France d'outre-mer et seulement dans le cas où des travailleurs volontaires ne pourraient être embauchés en nombre suffisant.

A-t-on procédé à un recrutement de main-d'œuvre en dehors du Territoire? Dans l'affirmative, qui a procédé à ce recrutement, et pour quel genre de travail, et dans quelles conditions? Produire un modèle des divers genres de contrats utilisés.

Quelles mesures prend-on pour s'occuper de ces travailleurs à leur arrivée, répartir la main-d'œuvre entre les employeurs, veiller à ce que l'employeur remplisse ses obligations pendant toute la durée du contrat et assurer le rapatriement des travailleurs ou leur rengagement?

Ces travailleurs sont-ils astreints à résider dans des quartiers distincts, camps ou compounds? Leur présence dans le Territoire a-t-elle donné lieu à des difficultés avec les autochtones?

Ces travailleurs sont-ils encouragés à amener avec eux leur femme et le font-ils? Sont-ils autorisés, s'ils le désirent, à s'établir dans le Territoire?

Indiquer la nationalité de ces travailleurs, le nombre de nouvelles arrivées, des rapatriements, des départs et le nombre total des travailleurs présents à la fin de l'année (hommes et femmes).

Il n'y a pas eu jusqu'ici de recrutement en dehors du Territoire.

QUESTION 161.

Les offres d'emplois dans le Territoire sont-elles suffisantes pour utiliser les services et les compétences de toutes les personnes en quête d'emploi?

Les offres d'emploi sont supérieures aux possibilités actuelles offertes par le Territoire du fait de l'insuffisance de la main-d'œuvre spécialisée. Les demandes sont donc toutes satisfaites, mais il manque encore de main-d'œuvre qualifiée. L'Inspection du travail se préoccupe donc principalement de la formation professionnelle. Un délai de quelques années est nécessaire pour arriver à procurer aux diverses entreprises des ouvriers qualifiés en nombre suffisant.

QUESTION 162.

Quelles dispositions a-t-on prises pour la formation du personnel spécialisé et professionnel nécessaire au progrès économique et social du Territoire?

La formation du personnel spécialisé et professionnel s'effectue soit dans des cours professionnels organisés par l'Administration, soit dans les entreprises privées, soit dans les ateliers militaires, soit enfin dans les ateliers des Missions catholiques et protestantes.

Les divers centres d'apprentissage publics (écoles professionnelles de Douala, d'Ebolowa, centres des travaux publics) dispensent leur enseignement à 250 élèves environ.

Une législation de l'apprentissage est actuellement en cours d'étude. Deux projets d'arrêtés, l'un relatif au Comité de l'enseignement technique, l'autre à la réglementation de l'apprentissage vont être soumis incessamment à l'examen de la Commission permanente de l'Assemblée représentative.

QUESTION 163.

Quelle aide fournit-on aux ouvriers effectuant des travaux manuels et non manuels pour leur permettre de trouver un emploi convenable?

Il existe un Office central du travail au siège du Gouvernement du Territoire et des Offices locaux au siège de chaque région. Ces Offices, chacun en ce qui le concerne, tiennent la statistique des besoins et disponibilités de main-d'œuvre et étudient les conditions d'emploi des autochtones.

L'Office central du travail est chargé, en outre, de la constitution du Bureau officiel de placement qui centralise les offres et les demandes d'emploi et en assure la transmission aux collectivités intéressées.

Deux bureaux de placement ont été ainsi créés à Yaoundé et à Douala. La mise en place récente de ces organismes dans ces deux régions permettra à l'Administration d'être éclairée sur leur efficience et de réunir tous les éléments en vue de mettre au point un arrêté applicable à l'ensemble du Territoire.

QUESTION 164.

Dans quelle mesure les travailleurs quittent-ils le Territoire en quête d'emploi? Dans quelles conditions? Où se rendent-ils? Exposer brièvement les problèmes que pourraient créer de tels mouvements de travailleurs et les mesures prises pour y apporter une solution.

Le travailleur africain ne quitte pas le Territoire en quête d'emploi. Notons par ailleurs qu'un décret du 19 octobre 1937 réglemente au Cameroun, l'émigration et l'immigration des indigènes.

QUESTION 165.

Le principe de rémunération égale pour un travail de valeur égale, en ce qui concerne les hommes et les femmes, est-il accepté dans le Territoire? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises pour lui donner effet?

Le principe est accepté et appliqué. En ce qui concerne le personnel auxiliaire administratif européen ou assimilé ou le personnel de bureau africain des services publics ou des entreprises privées les hommes et femmes font l'objet des mêmes catégories et bénéficient d'une rémunération égale.

En ce qui concerne les travaux manuels, les femmes ne se livrent qu'à de légers travaux saisonniers (ordinairement travaux de cueillette) et sont soumises au travail à la tâche; elles reçoivent pour une tâche égale un salaire égal à celui des manœuvres.

Toutes ces mesures sont fixées par arrêtés locaux.

QUESTION 166.

Quelles mesures a-t-on prises pour empêcher la discrimination, en matière d'emploi et de paiement des salaires et des traitements pour des raisons de race, de nationalité, de religion ou d'appartenance à telle ou telle tribu?

Dans le secteur public, l'arrêté du 18 mars 1947 fixant le statut des fonctionnaires et agents des cadres communs du Territoire du Cameroun prévoit dans ses dispositions générales qu'à égalité de titre tous les citoyens, ressortissants ou administrés sous tutelle française ont accès dans ces cadres.

Dans le secteur privé, en attendant la refonte de la législation du travail qui s'appliquera à tous les employeurs et à tous les travailleurs quel que soit leur statut juridique, la tendance générale est d'accorder aux ouvriers africains qualifiés des salaires qui se rapprochent de ceux accordés à l'ouvrier européen.

QUESTION 167.

L'endettement existe-t-il dans une mesure inquiétante chez les travailleurs salariés et les travailleurs appointés? Dans l'affirmative, quelles mesures prend-on pour y remédier?

L'endettement n'existe pas dans une mesure inquiétante. Les textes fixent les conditions dans lesquelles l'employeur peut faire des avances aux travailleurs. Le remboursement ne peut donner lieu qu'à la retenue du quart du salaire acquis dans le mois; les droits de l'employeur sont garantis par le décret du 2 juin 1932 tendant à réprimer les détournements ou dissipations d'avances de salaires.

D'autres mesures ont été prises pour éviter l'endettement et les dépenses exagérées : c'est ainsi que la vente des marchandises dans les économats doit être faite exclusivement au comptant; le paiement du salaire ne peut avoir lieu ni dans un débit de boissons ni dans un magasin de vente.

QUESTION 168.

Existe-t-il des organisations coopératives et notamment des coopératives de consommation, de production, de crédit et d'achat? Quelles sont-elles et qu'a-t-on fait pour en encourager le développement?

Le mouvement coopératif a particulièrement favorisé le développement de l'agriculture au Cameroun par la mise à la disposition des intéressés de moyens modernes.

Dès le 15 mars 1926 le *Journal officiel* du Territoire a publié les statuts de la Coopérative pour l'achat en commun de machines agricoles nécessaires au groupement des « Etons-Est », importante population de la région Nyong et Sanaga.

Les statuts de cette Société et de celles qui se constituèrent par la suite au Territoire ont été élaborés d'après le décret du 29 juin 1910, premier texte réglementaire.

tant les Sociétés indigènes de prévoyance en Afrique Occidentale française.

Les principaux caractères de ces Coopératives sont les suivants :

- 1° Contrôle très strict de l'administration aux points de vue financier et technique;
- 2° Capital constitué par des cotisations annuelles, des dons, legs et subventions;
- 3° Tous les imposables, hommes et femmes de la région intéressée sont membres;
- 4° La Société est divisée en sections géographiques;
- 5° L'agent de l'agriculture en service dans la région se voit confier la gérance ou le conseil technique de la Coopérative.

Les Coopératives qui se constituèrent ensuite étendirent le champ de leurs activités. C'est ainsi qu'elles créèrent des pépinières, des plantations coopératives, importèrent des géniteurs, financèrent des équipes phytosanitaires et de taille pour les caféiers et les cacaoyers. Dans les régions nord du Territoire, elles furent étroitement liées à la politique des puits et des greniers destinés aux réserves alimentaires et aux semences.

Peu à peu elles furent à l'origine d'une grande partie de l'activité agricole du Cameroun. Aussi furent-elles largement aidées par la finance publique sous forme de subventions et de cessions gratuites de matériel.

Cependant, après plus de dix années de fonctionnement de ces Coopératives, il s'avérait nécessaire de publier une nouvelle législation conforme à la réalité. C'est cette réforme qui a été accomplie en 1937 par la création des Sociétés indigènes de prévoyance, de prêts et de secours mutuels agricoles.

La législation régissant les Sociétés indigènes de prévoyance (S. I. P.) du Cameroun comprend :

- 1° Le décret du 7 juin 1937 portant création au Cameroun des Sociétés indigènes de prévoyance de prêts et de secours mutuels agricoles;
- 2° L'arrêté du 9 juillet 1937 fixant les conditions d'application du décret suscité;
- 3° Un modèle de statut type;
- 4° Les instructions du Haut Commissaire.

La S. I. P. est une société ayant la personnalité civile. Il existe une S. I. P. par région administrative. Elle a pour but :

- 1° De créer des réserves de graines et de semences sélectionnées et de les mettre à la disposition des sociétaires sous réserve de remboursement lors des récoltes;
- 2° D'acquérir des denrées alimentaires en vue d'en faire cession aux sociétaires, dans des conditions déterminées;
- 3° De venir en aide, par des secours en nature ou en espèces, aux sociétaires en cas de disette, d'épidémie, de sinistre ou de circonstances exceptionnelles;
- 4° D'aider à l'amélioration des conditions de culture, de lutter contre les maladies parasitaires et d'améliorer l'élevage;
- 5° De contribuer à toute entreprise permettant d'augmenter la capacité de production ou la variété de production de l'agriculture et de l'élevage;
- 6° D'acheter du matériel et des machines agricoles ou de transformation immédiate des produits et de les mettre à la disposition des sociétaires;
- 7° D'acheter des engrais;
- 8° D'organiser la lutte méthodique contre les fléaux naturels (sauterelles, animaux sauvages, etc.);

9° D'entreprendre des travaux d'intérêt collectif agricoles;

10° De construire ou d'acquérir les bâtiments nécessaires;

11° D'obtenir des prêts par l'intermédiaire de la caisse de Crédit agricole mutuel;

12° De contracter des assurances ou réassurances;

13° De contracter des emprunts;

14° De coopérer éventuellement au fonctionnement des écoles rurales et d'agriculture.

Ces Sociétés sont contrôlées par une Commission, dite Commission centrale de surveillance des S. I. P., qui discute des projets de budget, vérifie et approuve les bilans et comptes de gestion.

Fonds commun des S. I. P.

Le fonds commun des S. I. P. a été créé par arrêté du 9 juillet 1937, il a pour but :

1° De faciliter les opérations des S. I. P. qui participent obligatoirement à son fonctionnement;

2° De recevoir du Territoire des fonds de concours, des subventions ou des avances remboursables et d'en consentir aux S. I. P.;

3° De contracter des emprunts;

4° Dans l'intérêt commun, d'acquérir du matériel, de procéder à des essais ou d'assurer l'exécution de travaux d'intérêt collectif ayant pour but l'amélioration des conditions de culture ou d'élevage.

Cet organisme est dirigé par un Administrateur (actuellement le chef du Service de l'Agriculture) et contrôlé par la Commission centrale de surveillance des S. I. P. qui est son Conseil d'administration.

Le Crédit agricole.

Le Crédit agricole a été institué par décret du 4 juin 1931 et réorganisé par le décret du 1^{er} juin 1942 et l'arrêté du 18 septembre 1942; il est dirigé par un Conseil d'administration composé de secrétaires élus chaque année par l'Assemblée générale et de représentants désignés, un par la Chambre de commerce, un par le Haut Commissaire. La direction administrative est confiée à un directeur nommé par le Haut Commissaire sur présentation du Conseil d'administration.

La surveillance est confiée à la Commission consultative du Crédit agricole. Le capital composé du montant des parts souscrites et d'avances du Territoire sert à faire aux adhérents :

1° Des prêts à court terme sur récoltes;

2° Des prêts à moyen terme, pour achat de matériel et entretien des plantations;

3° Des prêts à long terme avec un maximum de 15 ans (30 ans pour les coopératives de reboisement), pour certains travaux particuliers, constructions, etc.

On note depuis la guerre, chez la fraction la plus évoluée des autochtones, une tendance très nette à vouloir créer elle-même des coopératives surtout agricoles, dont elle entend assurer la gestion ainsi que le financement; cette tendance se combine parfois avec une désaffection caractérisée à l'égard des Sociétés indigènes de prévoyance de l'Administration.

Les nouveaux organismes ainsi créés n'en sont qu'à leur début; chacun n'exerce son activité que sur une zone beau-

coup plus restreinte et avec des moyens financiers beaucoup plus modestes que les Sociétés de prévoyance avec lesquelles ils coexistent, mais qu'ils sont destinés à remplacer un jour, lorsque les Africains se montreront capables de gérer eux-mêmes leurs propres intérêts économiques. Ce stade n'est pas atteint, mais il y a là des manifestations d'un mouvement à guider et à encourager lorsqu'elles présentent des garanties sérieuses de compétence et lorsqu'elles témoignent d'un sens de la collectivité bien compris.

A l'heure actuelle existent 22 coopératives de ce type, dont la plupart ont été créées après 1945.

Beaucoup ont été aidées financièrement par l'Administration, soit sous forme de subventions ou de prêts remboursables, soit par l'octroi de facilités pour l'acquisition par priorité de véhicules utilitaires. En outre il a été prévu de faire bénéficier de facilités de crédits spéciales l'ensemble des organismes coopératifs et syndicaux, agricoles, commerciaux ou artisanaux, de production, vente ou achat, quelle que soit la diversité de leurs origines ou de leurs statuts. Le soin de cette distribution sera confié à une Caisse de crédit agricole et immobilier qui sera l'actuelle Caisse de crédit agricole mutuelle du Cameroun, réorganisée pour répondre à ce nouveau but. Cette Caisse fera appel aux fonds de la Caisse centrale de la France d'outre-mer et du budget local pour obtenir d'eux une dotation initiale et les secours nécessaires. Cette distribution du crédit sera assurée sous le contrôle conjoint de l'Administration et du représentant local de la Caisse centrale de la France d'outre-mer qui pourra exiger de la Caisse de crédit agricole des justifications préalables sur les garanties financières des crédits octroyés aux divers organismes.

Signalons aussi que quatre groupements coopératifs européens existent actuellement au Territoire : trois ont pour activité la production du café; deux, pour le café arabica; un pour le café robusta.

Les planteurs de bananes ont constitué pendant la guerre une Coopérative en vue de faire face au manque de frets pour l'exportation. Cette Coopérative qui centralise une partie de la production non exportée sous forme de régimes frais, fabrique des bananes séchées qui sont expédiées en petites caisses.

On n'entrera pas ici dans le détail de l'activité de chacun des groupements coopératifs envisagés. Il suffit de dire simplement qu'une part importante leur revient dans les statistiques des produits exportés par le Territoire. Il faut surtout insister sur le fait que ces Sociétés fournissent toujours des produits de première qualité; c'est peut-être là le résultat le plus remarquable qu'elles aient obtenu.

SANTÉ PUBLIQUE.

QUESTION 169.

Expliquer l'organisation du service de santé, en exposant ses attributions, l'effectif et la nature de son personnel ainsi que les dispositions financières dont il fait l'objet, en établissant une distinction entre les services curatifs et préventifs.

Le Service de la santé publique au Cameroun se compose, sous une direction commune de deux organisations différentes : une organisation fixe qui, tout en participant

à la prophylaxie des épidémies et des endémies, a surtout pour but la pratique de la médecine curative, et une organisation mobile qui est chargée de la mise en œuvre de la médecine préventive.

A. — Direction.

La Direction de la santé publique, sise à Yaoundé, comprend un directeur, assisté de deux adjoints; un médecin qui s'occupe des questions techniques; un officier d'administration qui traite des questions administratives.

B. — Organisation fixe.

Elle comprend des organismes centraux et des organismes régionaux.

a) ORGANISMES CENTRAUX.

A Douala :

- un hôpital pour Européens;
- un hôpital pour Indigènes;
- un Institut d'hygiène (laboratoire central de bactériologie, de sérologie et d'anatomie pathologique du Territoire);
- un service municipal d'hygiène.

A Yaoundé :

- une pharmacie centrale d'approvisionnement;
- un hôpital mixte pour Européens et Indigènes;
- un centre de traitement des maladies endémiques et sociales;
- un laboratoire de chimie et de toxicologie;
- un laboratoire d'entomologie;
- un service municipal d'hygiène.

A Ayos :

- une école d'infirmiers et agents d'hygiène indigènes;
- un hôpital pour indigènes;
- un asile d'aliénés.

b) ORGANISMES RÉGIONAUX.

Dans chaque région administrative se trouvent, sous la direction d'un médecin européen :

1° Au chef-lieu de la région : un hôpital composé d'un dispensaire, d'un laboratoire, d'une maternité, et de pavillons pour malades médicaux et chirurgicaux;

2° Dans les chefs-lieux de subdivisions, des formations sanitaires de moindre importance;

3° Disséminés dans la région : des postes-antennes, petits dispensaires qui ont pour but de permettre aux indigènes éloignés de se faire soigner chez eux ou à proximité de leur domicile et qui sont chargés principalement de la prophylaxie et du traitement des maladies endémiques et sociales;

4° Une ou plusieurs colonies agricoles de lépreux.

C. — Organisation mobile.

Elle est constituée par un service spécial : le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie, dont la chefferie est à Yaoundé. Ce service qui, tout en étant sous les ordres du directeur de la santé publique dispose d'une certaine autonomie, se compose essentiellement :

1° D'équipes mobiles de protection qui examinent systématiquement les populations indigènes;

2° D'équipes d'assainissement qui sont chargées de l'exécution de travaux d'hygiène.

Ce service a pour mission :

a) La lutte contre les épidémies, notamment par la pratique des vaccinations;

b) Le dépistage des maladies endémiques et sociales (trypanosomiase, paludisme, lèpre, pian, tuberculose, maladies vénériennes, parasitoses intestinales) à l'aide de ses équipes mobiles de prospection, les malades dépistés étant adressés pour traitement aux établissements de l'organisation fixe;

c) La prophylaxie des maladies endémiques et le développement de l'hygiène, par l'exécution des travaux à l'aide des équipes d'assainissement (travaux destinés à faire disparaître les moustiques et les mouches tsé-tsé, aménagement de points d'eau dans les villages, creusement de fosses d'aisances).

TABLEAU DU PERSONNEL MÉDICAL EUROPÉEN ET AFRICAÏN DU CAMEROUN.

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE.
I. — PERSONNEL EUROPÉEN.	
<i>A) Appartenant à l'Administration.</i>	
Médecins.	38
Pharmaciens.	4
Dentistes.	2
Assistants sanitaires.	15
Sages-femmes.	7
Infirmiers.	11
Infirmières.	7
Officier d'administration du Service de santé.	1
Mécanicien dentiste.	1
<i>B) N'appartenant pas à l'Administration.</i>	
Médecins.	15 (dont 7 étrangers).
Pharmaciens.	4
Sages-femmes.	3
II. — PERSONNEL AFRICAÏN.	
Médecins africains.	52
Pharmacien.	1
Assistants sanitaires.	7
Sage-femme.	1
Agents d'hygiène.	92
Infirmiers et infirmières.	810

Crédits inscrits en 1947.

A. — Crédits budgétaires :

Services curatifs (organisation fixe).	Personnel.	53.336.680
	Matériel.	45.680.000
Services préventifs (organisation mobile).	Personnel.	8.738.793
	Matériel.	18.132.000

B. — Crédits du plan d'équipement économique et social (fournis par la métropole) :

1947. — Services curatifs.	27.080.000
1947. — Services préventifs.	11.920.000
	39.000.000
Reliquat des crédits 1946.	11.000.000
TOTAL.	50.000.000

QUESTION 170.

Quelles améliorations a-t-on réalisées ou projetées au cours de l'année en ce qui concerne l'hygiène publique, l'enseignement de l'hygiène, l'alimentation et la salubrité?

a) HYGIÈNE.

Le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie s'est attaché, au cours de l'année, à l'assainissement des agglomérations.

D'importants travaux de drainage et de comblement ont été réalisés dans les centres, notamment à Yaoundé et à Douala où des quartiers, qui étaient antérieurement envahis par l'eau pendant une grande partie de l'année, sont maintenant complètement asséchés et à l'abri des inondations.

Le Service d'hygiène a exécuté également des travaux de prophylaxie agronomique pour éloigner les mouches tsé-tsé des lieux fréquentés par les indigènes (déboursolement, plantations d'eucalyptus).

Un certain nombre d'agglomérations ont été dotées de cabinets, d'aires cimentées pour le dépôt des ordures, de fours incinérateurs.

L'achat de machines à forer des latrines est en cours. Elles permettront aux équipes du Service mobile de munir les villages de latrines correctement construites.

Pour équiper ses groupes mobiles d'assainissement le Service d'hygiène, qui possède déjà un bull-dozzer, en a commandé cinq autres ainsi que des tracteurs, des charrettes et des « taupes » pour l'établissement de drains souterrains.

L'achat de gros pulvérisateurs automobiles pour l'épandage de produits insecticides et antilarvaires est en cours.

L'emploi d'un avion ou d'un hélicoptère pour la lutte contre les insectes a été envisagé.

b) ALIMENTATION.

On s'est efforcé d'améliorer l'alimentation en eau par des aménagements de sources et le creusement de puits. Une Société française spécialisée a été chargée de l'étude et de la réalisation de l'alimentation en eau stérilisée de tous les centres importants.

L'alimentation des indigènes est une question à laquelle l'Administration française attache une très grande importance. Une Commission spéciale a été chargée d'étudier les mesures susceptibles d'être mises en œuvre pour l'améliorer.

Un projet de l'enseignement, aux indigènes, des notions élémentaires de l'hygiène a été mis également sur pied. Ce projet comprend des distributions de tracts rédigés en langue indigène, des causeries faites par les médecins dans les écoles et des conférences accompagnées de projections cinématographiques. Cinq appareils de projections ont été commandés dans ce but.

QUESTION 171.

Quels programmes de recherches est-on en train d'appliquer, a-t-on réalisés, mis en œuvre ou envisagés, dans ce domaine général, au cours de l'année?

Des recherches ont été effectuées sur les glossines et les anophèles; des expériences sur les piégeages des glossines ont été entreprises afin de déterminer la méthode de capture la plus efficace. L'arrivée prochaine d'un spécialiste permettra de développer les études entomologistes.

D'autre part le traitement, à l'aide des dérivés de la diamidine, a été étudié et mis au point.

Un des objectifs de la Commission prévue pour l'étude de l'alimentation des indigènes sera de dresser un programme de recherches. Le Service de santé local s'est déjà procuré le matériel nécessaire pour étudier la teneur en vitamines des aliments consommés par les indigènes.

Un arrêté a été pris au cours de l'année par le Haut Commissaire, portant interdiction de sortie aux personnes non munies d'un laissez-passer sanitaire dans les zones du Territoire placées, soit sous régime de surveillance médicale, soit déclarées infectées de trypanosomiase humaine.

Un autre arrêté modifie l'arrêté fixant les règles générales d'hygiène en ce qui concerne les pénalités à appliquer aux contrevenants.

QUESTION 172.

Dans quelle mesure l'Autorité chargée de l'administration collabore-t-elle avec les autres gouvernements, les organisations internationales, et notamment avec l'Organisation mondiale de la santé pour prévenir et combattre les maladies? Quelles mesures a-t-on prises pour se conformer aux conventions sanitaires internationales ou aux autres accords internationaux relatifs à la santé?

Le Service de santé publique collabore étroitement, d'une part, avec le service de la santé publique de l'Afrique Equatoriale française et, d'autre part, avec le Service de santé de la Nigeria et du Cameroun sous tutelle britannique.

Dans les autres régions frontalières, les médecins sont en rapport avec leurs collègues français ou anglais en service de l'autre côté de la frontière; ils échangent directement des renseignements d'ordre épidémiologique, se concertent au sujet des mesures à prendre en cas d'apparition d'une épidémie et s'efforcent de coordonner leur action dans la lutte contre les grandes maladies.

Les modalités de la coopération avec les autorités médicales britanniques ont été déterminées par la Conférence médicale anglo-française qui s'est tenue à Acera en novembre 1946.

Chaque décade, un état des maladies pestilentielles, et, chaque mois, un état des maladies pestilentielles et des maladies transmissibles sont envoyés à l'Organisation mondiale de la santé, ainsi qu'aux directeurs des services de santé des territoires africains français et étrangers.

Les prescriptions de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1936 modifiées par la Convention sanitaire internationale de 1944, ainsi que celles des Conventions sanitaires internationales pour la navigation aérienne de 1933 et de 1944, sont strictement appliquées.

QUESTION 173.

Dans quelle mesure les statistiques de santé, d'épidémie, de natalité et de mortalité sont-elles satisfaisantes, et quelles mesures a-t-on prises, ou envisagé de prendre, pour améliorer ces statistiques?

Les indigènes s'abstenant souvent de déclarer les naissances et les décès, on ne peut se baser sur les chiffres de l'état civil pour se faire une opinion très sûre sur la situation démographique des populations du Cameroun. Une enquête conduite par le Service de la santé en 1944 permet toutefois de penser que cette situation est relativement inquiétante du fait qu'elle se caractérise en général par une fécondité insuffisante des femmes, un taux important de stérilité et une mortalité élevée.

Les épidémies n'ont que peu d'influence sur l'état sanitaire des indigènes. Parmi les grandes maladies épidémiques, deux seulement existent d'ailleurs au Cameroun : la variole et la méningite cérébro-spinale.

En égard au chiffre de la population, le nombre annuel des cas de variole est faible (moyenne des sept dernières années : 450). Infime avant 1940, parfois même nul, il a augmenté pendant la guerre en raison de l'impossibilité où le Service de santé a été, par suite de la réduction de son personnel, d'effectuer autant de vaccinations qu'autrefois, et en raison aussi de la médiocre valeur du vaccin venu de l'étranger que l'on a été obligé d'utiliser.

Depuis 1944 la moyenne annuelle du nombre des vaccinations qui était tombée à environ 300.000 depuis 1940, est montée à près de 700.000 et le Service de santé emploie maintenant un vaccin français d'une remarquable efficacité, de longue conservation, sans qu'il soit nécessaire de le garder en glacière. En principe, les indigènes sont revaccinés tous les trois ans, l'observation ayant montré que l'immunité chez eux était de courte durée. Il y a donc tout lieu d'espérer que bientôt les cas de variole deviendront aussi rares qu'avant la guerre.

A noter que grâce au vaccin anti-amaryl, de l'Institut Pasteur de Dakar, qui s'inocule par scarification et peut être mélangé au vaccin antivariolique, les vaccinations pratiquées sont des vaccinations mixtes qui protègent les indigènes à la fois contre la variole et contre la fièvre jaune.

La méningite cérébro-spinale qui avait progressé de 1942 à 1945 où le nombre de cas avait atteint 2.252, est maintenant en nette régression : 684 cas en 1946 et 279 cas pour les sept premiers mois de 1947. L'administration systématique de sulfamides n'a certainement pas été étrangère à cette diminution des manifestations de cette maladie qui ne revêt plus un caractère épidémique, mais seulement sporadique. On a renoncé à la vaccination dont l'efficacité était très douteuse.

Les endémies (paludisme, trypanosomiase, lèpre) et les maladies sociales (maladies vénériennes surtout) sont des causes infiniment plus importantes de morbidité, de mortalité et de dépopulation que les épidémies.

Le paludisme sévit sur tout le Territoire et frappe surtout les enfants. Afin de les protéger, le Service de la santé publique a entrepris de généraliser chez eux la chimio-prophylaxie à l'aide de distributions systématiques de médicaments synthétiques. Par ailleurs, afin de réduire le nombre des anophèles, d'importants travaux d'assainissement (drainage et comblement) ont été réalisés dans les centres, notamment à Yaoundé et à Douala. L'exécution des travaux de ce genre, partout où ils seront matériellement possibles, ira en se développant et, pour cela, il a été prévu l'achat par le Service d'hygiène mobile

et de prophylaxie de puissants moyens mécaniques. Enfin l'épandage des produits insecticides et antilarvaires a été envisagé.

Au cours des années qui ont suivi la première guerre mondiale, la maladie du sommeil a fait courir un grand danger aux populations des régions forestières du Cameroun. Pour parer à ce danger, une mission spéciale de prophylaxie a été créée en 1926 et confiée au D^r Jamot; celui-ci, véritable apôtre et magnifique entraîneur d'hommes, réussit, à l'aide de ses équipes de prospection dirigées par de jeunes médecins, à qui il avait su insuffler la foi et l'enthousiasme, à juguler l'épidémie. En 1932 la situation pouvait être considérée comme rétablie et la trypanosomiase avait cessé d'être un fléau inquiétant. Certes elle n'a pas disparu complètement; des foyers existent encore, mais ils sont connus et surveillés périodiquement. Aussi tout danger d'une extension de la maladie du sommeil analogue à celle qui s'était produite avant que le D^r Jamot se mit à l'œuvre, est-il désormais écarté. Une des tâches les plus importantes des équipes du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie consiste, lors de leurs prospections systématiques, à dépister les porteurs de trypanosomiase et à les traiter. Ce Service exécuté en outre des travaux de prophylaxie agronomique afin de faire disparaître les tsé-tsé des endroits fréquentés par les indigènes.

Au cours de leurs prospections, les équipes du Service d'hygiène dépistent également les lépreux et les dirigent sur les colonies agricoles.

Les maladies vénériennes constituent un immense problème du fait qu'elles sont très répandues et du fait aussi qu'il est très difficile d'obtenir que les indigènes, qui en ignorent la gravité, se fassent traiter jusqu'à complète guérison. Il en est même qui s'accommodent parfaitement de leur maladie et ne viennent même pas consulter. Une œuvre éducative est donc à entreprendre, œuvre à laquelle le Service de santé a l'intention de se consacrer. L'accroissement prévu du nombre des formations sanitaires, la création en particulier de centres de traitement des maladies sociales ainsi que la multiplication des postes-antennes donneront, d'autre part, à davantage de malades, la possibilité de se faire soigner.

Convaincu du danger que représentent, pour la santé des indigènes, les maladies dues à des germes ou à des parasites d'origine intestinale, le Service de santé se préoccupe d'en empêcher la dissémination, d'une part, en combattant le péril fécal par le creusement de fosses d'aisances dans les villages, et, d'autre part, en améliorant la qualité de l'eau bue par les indigènes par l'aménagement de sources ou la création de puits.

Enfin, comme il ne saurait y avoir de politique de natalité sans protection de la mère et de l'enfant, le Service de santé publique a mis au premier plan de ses préoccupations le développement des consultations prénatales et postnatales, l'accroissement du nombre des accouchements pratiqués dans les maternités et la lutte contre la mortalité infantile (cf. question 182).

Pénétré de la nécessité, pour le plus grand bien des indigènes, de développer rapidement les services préventifs et curatifs, le Gouvernement de la République a décidé de venir en aide au Cameroun et lui a alloué au titre du plan décennal d'importants crédits qui se montent à 1.752.365.000 francs métropolitains destinés à couvrir les dépenses d'équipement et de fonctionnement.

Grâce à ces crédits, le Service de la santé publique a pu établir en 1947 un vaste plan d'équipement sanitaire et 100 millions ont été dépensés à ce titre au cours de l'année.

Lorsque ce plan aura été exécuté, le Cameroun disposera de 55 formations sanitaires comprenant chacune : un dispensaire, une maternité, un laboratoire, des pavillons pour malades chirurgicaux et médicaux, un pavillon de médecine infantile, un pavillon d'isolement.

Au plan d'équipement figurent en outre :

— l'agrandissement de l'Institut d'hygiène de Douala, laboratoire central du Territoire;

— un centre de traitement de la tuberculose pulmonaire;

— un sanatorium pour tuberculeux osseux;

— un asile d'aliénés;

— de grandes léproseries régionales;

— des centres spéciaux de traitement pour maladies sociales;

— 200 postes-antennes.

Le Service d'hygiène mobile et de prophylaxie n'a pas été oublié lors de l'établissement du plan et d'importants crédits lui ont été réservés, à l'aide desquels il pourra se procurer les différents matériels qui lui sont nécessaires : matériel de transport, pour ses équipes, matériel de prospection (microscopes en particulier et installations mobiles de radiologie); matériels pour travaux d'assainissement (bulldozers, tracteurs, charrues, machines à forer des puits et des fosses d'aisances).

Ce Service sera ainsi en mesure, prochainement, de constituer 20 groupes mobiles de prospection et 10 groupes d'assainissement.

Mais ce service n'a pas seulement pour rôle de vacciner, de dépister les malades et d'assainir; une autre tâche, très importante, lui incombe qui est de vulgariser chez les indigènes les notions élémentaires de l'hygiène. Aussi des appareils de projections cinématographiques ont-ils été prévus, qui lui permettront d'enseigner aux indigènes ce que sont les maladies, comment on les contracte et comment on peut les éviter.

QUESTION 174.

Quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer sur toute l'étendue du Territoire, les services de médecins diplômés et autre personnel médical en nombre suffisant?

1° MÉDECINS DIPLÔMÉS (docteurs en médecine).

Avant la guerre les besoins du Territoire en médecins diplômés étaient satisfaits par le Corps de santé des troupes coloniales. Celui-ci ne peut plus, provisoirement affecter au Cameroun autant de médecins qu'autrefois; l'engagement de médecins contractuels a donc été envisagé. Le directeur du Service de santé du Ministère de la France d'outre-mer s'efforce d'en recruter et soumet au Gouvernement local les candidatures qu'il a reçues, après examen de la valeur et des titres des candidats.

Les médecins étrangers titulaires d'un diplôme dont l'équivalence avec le diplôme français de docteur en médecine a été agréée, peuvent soit exercer dans les missions, soit être engagés par l'Administration.

Actuellement des pourparlers sont en cours avec dix médecins français ou étrangers.

2° MÉDECINS NON DIPLÔMÉS.

Chaque année de jeunes Camerounais sont envoyés à l'Ecole de médecine africaine de Dakar (cf. question 175) d'où ils sortent avec le titre de médecin africain.

Le Territoire dispose actuellement de 52 médecins africains.

3° PHARMACIENS.

Le Territoire, qui disposait déjà de trois pharmaciens diplômés et d'un pharmacien africain, a engagé cette année un pharmacien diplômé originaire du Cameroun.

4° DENTISTES.

Un dentiste diplômé et un mécanicien viennent d'être engagés pour remplacer un dentiste et un mécanicien qui sont rentrés en France.

Le Service de santé dispose de deux centres modernes de stomatologie.

5° SAGES-FEMMES DIPLÔMÉES.

Le Territoire s'est assuré en 1947 les services de trois sages-femmes contractuelles; quatre sages-femmes du cadre des sages-femmes coloniales arriveront prochainement.

6° SAGES-FEMMES AFRICAINES (cf. question 175).

Une sage-femme africaine est attendue de Dakar où elle vient de terminer ses études.

QUESTION 175.

Quelles dispositions a-t-on prises et de quelles facilités dispose-t-on pour former, à l'intérieur et à l'extérieur du Territoire, des médecins, des assistants, des gardes-malades, des inspecteurs du service de santé, des préparateurs, des sages-femmes, des employés de laboratoires et du personnel divers, tant dans les institutions publiques que dans les institutions privées? Ces facilités sont-elles, sans discrimination aucune, accessibles à tous les habitants?

1° Le personnel européen (médecins, pharmaciens, sages-femmes, infirmières) est formé en Europe.

La France dispose depuis longtemps d'une Ecole de médecine navale et coloniale qui recrute et forme les médecins et pharmaciens, destinés à servir dans ses territoires d'outre-mer.

Les docteurs en médecine et les pharmaciens-chimistes diplômés qui en sortent effectuent une année de stage dans une Ecole d'application avant d'être envoyés outre-mer.

Il existe un cadre de sages-femmes et d'infirmières coloniales, où les sages-femmes et les infirmières entrent après avoir acquis leur diplôme dans les Facultés de médecine.

2° La France s'est depuis longtemps préoccupée de former des auxiliaires médicaux indigènes dans ses territoires d'outre-mer.

Au Cameroun, en particulier, une Ecole d'aides de santé avait été créée en 1932. Cette Ecole, où les élèves faisaient trois ans d'études médicales, a formé 58 aides de santé.

En 1944, afin d'uniformiser en Afrique la formation des auxiliaires médicaux indigènes et d'améliorer leur valeur, une Ecole de médecine africaine a été organisée à Dakar, d'où sortent des médecins et des pharmaciens africains, ainsi que les sages-femmes africaines.

La création de cette Ecole a entraîné la fermeture de l'Ecole des aides de santé et les jeunes Camerounais ou Camerounaises qui se destinent aux professions de médecin, de pharmacien ou de sage-femme après obtention du

brevet de l'Ecole supérieure de Yaoundé, sont maintenant chaque année envoyés à l'Ecole de Dakar.

La possibilité pour les jeunes Camerounais d'obtenir après avoir fait des études en France, les mêmes diplômes que les médecins, pharmaciens et sages-femmes français, a été prévue. Les médecins, pharmaciens et sages-femmes africains peuvent en effet obtenir des bourses pour aller en France. Par ailleurs le développement en cours de l'enseignement permettra à de nombreux jeunes Camerounais de faire leurs études secondaires et d'obtenir ainsi leur baccalauréat qui leur ouvrira les portes des Facultés de médecine.

3° Au fur et à mesure de ses besoins, le Service de la santé publique recrute, par concours, parmi les jeunes gens ayant un degré d'instruction suffisant, des infirmiers, des infirmières, des agents d'hygiène auxiliaires et des agents d'hygiène brevetés. Ils sont affectés dans les formations sanitaires où ils complètent leur instruction sous la direction des médecins de ces formations.

Chaque année, les infirmiers, infirmières et agents d'hygiène auxiliaires, ont la possibilité de se présenter au concours d'entrée à l'Ecole d'Ayos, auquel peuvent se présenter également des jeunes gens ou jeunes filles n'appartenant pas déjà au Service de santé publique.

Les élèves infirmiers et les infirmières restent deux ans à l'école, les élèves agents d'hygiène un an et demi seulement, mais ils effectuent ensuite un stage pratique de six mois à l'Institut d'hygiène.

Les élèves qui ont subi avec succès les examens de sortie de l'Ecole reçoivent le titre d'infirmier, d'infirmière ou d'agent d'hygiène breveté. Les infirmières peuvent acquérir le titre d'infirmière accoucheuse brevetée.

Les Missions forment elles-mêmes leur personnel infirmier.

QUESTION 176.

Dans quelles mesures les praticiens autochtones non diplômés exercent-ils leur activité? Cette activité est-elle réglementée? Quelle est leur influence au regard de celle des médecins diplômés?

Les praticiens autochtones non diplômés, autrement dit les médecins africains, exercent leur activité au sein du Service de la santé publique sous le contrôle des médecins européens. N'ayant ni l'instruction générale, ni l'instruction technique des médecins formés en Europe, leur influence ne saurait se comparer à celle de ceux-ci.

QUESTION 177.

Classer et dresser la liste des principales maladies en indiquant s'il s'agit d'épidémies ou de maladies endémiques. Quelle a été la fréquence de ces maladies dans le Territoire?

Liste des principales maladies observées au Territoire en 1946 classées par fréquence.

1° MALADIES PESTILENTIELLES.

Parmi les maladies pestilentielles on ne signale que 106 cas de variole répartis dans plusieurs régions du Territoire.

Aucun cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique.

2° MALADIES ENDÉMO-ÉPIDÉMIQUES.

MALADIES.	NOMBRE DE CAS.	NOMBRE D'HOSPITALISATIONS.
Pian.	134.352	1.028
Parasitoses intestinales.	88.160	412
Paludisme.	58.001	1.215
Trypanosomiase. . . .	19.081 consultants (1).	1.064 (1).
Ulcère phagédénique...	15.093	701
Amibiase.	1.647	468
Oreillons.	1.267	179
Varicelle.	1.004	289
Rougeole.	857	160
Méningite cérébro-spinale.	636	480
(1) Dont 2.762 nouveaux malades.		

Bien que venant au troisième rang, le paludisme est de beaucoup la maladie endémique la plus répandue. On peut affirmer que tous les indigènes, à quelques exceptions près, sont impaludés. Endémique la plus grave, le paludisme est le facteur le plus important, soit directement, soit indirectement, de la morbidité et est responsable, en grande partie, de la très forte mortalité infantile.

3° MALADIES SOCIALES.

MALADIES.	NOMBRE DE CAS.	NOMBRE D'HOSPITALISATIONS.
Maladies vénériennes...		
Syphilis.	51.462	2.335
Blennorrhagie.	46.203	1.297
Chancre mou.....	1.414	86
Lymphogranulomatose.	222	86
Lèpre.	2.731 consultants (1).	1.694 (1)
Tuberculose.	176	220
(1) Dont 532 nouveaux malades seulement.		

4° MALADIES SPORADIQUES.

Les maladies de l'appareil respiratoire sont les plus fréquentes (83.897 consultants, 1.320 hospitalisations). Elles sont d'une gravité particulière chez les nourrissons et les jeunes enfants et constituent une des principales causes de la mortalité infantile. Viennent ensuite les maladies de l'appareil digestif (68.562 consultants, 1.360 hospitalisations).

QUESTION 178.

Existe-t-il des colonies de lépreux dans le Territoire?
Dans l'affirmative, donner des détails.

Il existe 25 colonies agricoles qui hébergent 13.718 lépreux. Ces colonies, qui ressemblent à des villages indigènes, sont surveillées par des infirmiers qui y habi-

tent et qui sont chargés d'exécuter les traitements prescrits par les médecins.

Les lépreux valides disposent de terrains de culture et s'adonnent à l'élevage du petit bétail, les invalides sont nourris.

La création de grandes léproseries régionales, qui seraient dirigées par le personnel confessionnel européen, a été projetée.

QUESTION 179.

En ce qui concerne le problème de la santé, quelles mesures a-t-on prises à l'égard de la prostitution?

L'arrêté du 25 octobre 1933 réglemente la prostitution au Cameroun. En voici les principales dispositions :

Toute fille publique est inscrite sur un registre spécial après décision d'une commission. Elle a la faculté de recourir contre cette inscription.

Les filles publiques sont tenues de se présenter à la visite médicale une fois par semaine. Lorsqu'une fille publique est reconnue atteinte d'une maladie contagieuse, elle est consignée dans un local spécial pour y être traitée.

Toute fille publique qui s'est soustraite volontairement à la visite médicale est considérée comme contaminée.

Toute fille non nubile se livrant à la prostitution est conduite devant les autorités judiciaires.

Aucune maison de tolérance ne peut être ouverte sans autorisation préalable des autorités administratives et médicales. Les maisons de tolérance doivent appliquer strictement les règlements sur l'emploi des femmes. Il n'existe d'ailleurs au Territoire aucune maison de tolérance.

La prostitution clandestine est interdite.

Les infractions aux dispositions de cet arrêté sont punies de peines de simple police (1 à 5 jours de prison ou 1 à 15 francs d'amende). Enfin, toute fille publique peut être expulsée du Territoire ou refoulée sur sa région d'origine.

QUESTION 180.

Quelles mesures ont été prises ou projetées :

- Pour améliorer l'instruction du public en matière d'hygiène;**
- Pour augmenter la confiance des autochtones dans les services médicaux mis à leur disposition;**
- Pour amener les autochtones à adopter des réformes dans le domaine de l'hygiène;**
- Pour faire disparaître, le cas échéant, les pratiques autochtones dangereuses et nuisibles?**

Le développement de l'enseignement de l'hygiène dans les écoles a été prévu avec le concours de médecins; la diffusion de tracts en langues indigènes a été envisagée; enfin les équipes du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie seront prochainement dotées d'appareils de projection qui leur permettront de présenter des films éducatifs.

Les autochtones ont confiance dans les services médicaux mis à leur disposition et dont ils ont pu apprécier depuis longtemps les bienfaits; on peut en avoir la preuve dans le nombre très élevé des indigènes qui fréquentent

les diverses formations sanitaires ainsi que dans les nombreuses demandes de création de nouvelles formations qui parviennent à la Direction locale de la santé publique.

Il n'en est pas moins vrai que sorciers et guérisseurs ont encore des clients; mais cela n'a rien de surprenant si l'on songe qu'il y a une trentaine d'années, l'immense majorité des indigènes du Cameroun ignorait tout de la médecine moderne — et si l'on songe aussi que dans les pays civilisés, il existe encore des guérisseurs. Il faudra certainement du temps pour que les indigènes cessent d'avoir recours aux pratiques des sorciers; l'extension en cours des services sanitaires sera certainement le meilleur moyen de les en détourner peu à peu.

QUESTION 181.

Quelles mesures, vaccination, inoculation ou autres a-t-on prises dans le passé pour prévenir, guérir, enrayer, éliminer les maladies? Se préoccupe-t-on de coordonner l'action des missions officielles et des autres activités privées, tant en matière d'hygiène que de médecine préventive et curative?

a) Mesures prises dans le passé pour éliminer les maladies (cf. question 173)).

b) Le Service de la santé publique travaille en étroite collaboration avec les services médicaux des Missions. Il a, en particulier, confié à celles-ci le soin de distribuer les médicaments antipaludiques aux enfants de leurs fidèles.

QUESTION 182.

Le cas échéant, quelles dispositions médicales prévoit-on pour l'hygiène de la mère et de l'enfant? Existe-il notamment des cliniques prénatales, de maternité et d'hygiène de l'enfant? Dans quelle mesure les femmes en couches sont-elles soignées par les médecins, des gardes-malades, des assistants ou des sages-femmes? Quels sont les règlements relatifs à l'exercice de la profession de sage-femme?

Des mesures sont-elles prises pour donner des soins médicaux aux enfants d'âge pré-scolaire et aux écoliers?

Quel est le pourcentage des enfants qui reçoivent ces soins?

Un gros effort a été réalisé depuis trois ans pour le développement des maternités où les femmes sont délivrées par des médecins ou des sages-femmes. Le nombre des accouchements ainsi pratiqués est passé de 3.403 en 1943 à 5.076 en 1944, à 8.400 en 1945 et à 10.211 en 1946.

D'autre part les chiffres des consultations données en 1946 ont été les suivants :

- consultations prénatales : 75.568;
- consultations postnatales : 69.250;
- consultations aux enfants de 0 à 2 ans : 165.046;
- consultations aux enfants de 2 à 5 ans : 184.097.

Un crédit important est affecté chaque année à la distribution gratuite de lait, de sel, de viande, de savon, ainsi que de couvertures et de petits vêtements pour protéger les jeunes enfants contre les affections pulmonaires

qui représentent une des plus grandes causes de la mortalité infantile.

Les élèves des écoles sont également surveillés du point de vue médical. C'est ainsi qu'en 1946, 139.981 consultations ont été données. Les soins médicaux sont assurés aux écoliers dans les formations sanitaires.

Les médecins-chefs des régions sont chargés de l'inspection médicale des écoles.

L'exercice de la profession de sage-femme est soumis à la même réglementation qu'en France. La possession d'un diplôme délivré par les Facultés de médecine est exigée pour les sages-femmes françaises. Les sages-femmes étrangères, munies d'un diplôme estimé équivalent, peuvent exercer dans les Missions. Les sages-femmes africaines issues de l'Ecole de médecine de Dakar, exercent leur activité au sein du Service local de la santé publique.

QUESTION 183.

Indiquer les mesures alimentaires qui ont été appliquées, compte tenu notamment de toutes conventions ou résolutions internationales. Les enfants (et en particulier les écoliers) bénéficient-ils d'une alimentation supplémentaire, et dans quelle mesure?

QUESTION 184.

Quels sont les animaux, les oiseaux, les poissons et les plantes sauvages (fruits, racines, noix, etc.) utilisés pour l'alimentation? Quelles mesures les autorités ont-elles prises pour protéger, développer et augmenter ces sources alimentaires naturelles?

Les sociologues diviseraient vraisemblablement le Cameroun en deux zones : la zone des mangeurs de mil (Soudanais du Nord-Cameroun et de la Savane) et la zone des mangeurs de tubercules (tribus Bantou); cette distinction est profonde, fondée sur la réalité et marque peut-être la différence de deux civilisations. Elle explique avec exactitude les deux types de genre de vie du Cameroun.

Nord-Cameroun.

Au nord de la Sanaga, l'aliment de base est le mil (bouillie consistante et non galette comme en Ethiopie). C'est la nourriture du Centre-Afrique, de la Haute-Nigeria, du Bornou. Il existe, on le sait, de nombreuses variétés de mil. On notera, en gros, et sans donner les noms vernaculaires : le mil blanc et le mil rouge (d'après la couleur du grain et de la farine); le mil de saison des pluies et celui de saison sèche (d'après la période de semences et de récoltes). Les indigènes consomment également du maïs.

Les sauterelles en détruisant les récoltes provoquaient donc des disettes s'étendant parfois sur plusieurs années. Aussi pour parer à ce mal, il a été procédé à l'introduction systématique de produits de remplacement : patates, manioc, ignames, maïs hâtif et à l'organisation de greniers de réserves, dans le dessein de sauvegarder les semences.

Mentionnons que la farine de mil donne une alimentation lourde, mais assimilable et nourrissante.

Sud-Cameroun.

Chez les Bantou, la nourriture habituelle comprend le manioc, le macabos (tubercules et feuilles), la banane dite « plantin ».

A) Les riverains du Logone, du Chari, comme ceux du Wouri et de la Sanaga, s'adonnent à la pêche, soit pour la consommation fraîche, soit pour le séchage.

Les pays d'élevage (Nkongsamba, Foumban, Ngaoundéré, Maroua, Garoua) consomment bœufs et moutons.

Les régions de forêts, pauvres en bétails, connaissent le petit élevage (volaille et caprins) et la chasse. Le porc est élevé partout.

B) La question des matières grasses ne se pose pas plus dans le Nord où l'on consomme l'huile d'arachide, que dans le Sud où l'on utilise l'huile de palme.

C) On trouve dans le Sud-Cameroun toutes les variétés de fruits des pays chauds (agrumes, avocats, goyaves, bananes, etc...).

Ces fruits ont été peu à peu implantés dans le Nord, où l'on trouve également ceux de la zone méditerranéenne (figues, grenades, dattes).

D) Les légumes d'Europe : choux, tomates, aubergines, courges, prennent place dans la nourriture indigène, à côté des légumes d'usage coutumier, tel que l'*hibiscus esculentus*, que l'on cultive partout de Douala à Fort-Foureaux.

PRODUITS VIVRIERS.	NOM SCIENTIFIQUE.	VALEUR CALORIFIQUE aux 100 grammes.
Maïs.	<i>Zea Mays.</i>	349
Mil.	<i>Pennisetum typhoides.</i>	365
Sorgho.	<i>Sorgo.</i>	352
Riz.	<i>Oryza sativa.</i>	354
Arow root.	<i>Maranta arundinacea.</i>	337
Banane (plantain)	<i>Musa paradisiaca.</i>	103
Arbre à pain (pulpe)	<i>Artocarpus communis.</i>	109
Manioc (farine)	<i>Manihot utilisima.</i>	214
— (tubercule frais)		131
Tapioca.		
Pomme de terre.	<i>Ipecmea batatas.</i>	121
— douce.		
Sogo (farine)	<i>Metorylon sogo.</i>	341
Taro, macabos, etc.	<i>Colocasia, alocasia.</i>	88
Igname.	<i>Dioscorea.</i>	337
Arachides.	<i>Arachis hypogea.</i>	555
Pois.	<i>Phascolus vulgaris.</i>	306
	<i>Pisum sativum.</i>	309
Voandzoo.	<i>Voandzeia subterra.</i>	352
Oignon.	<i>Allium fustulosum.</i>	33
Piment, doux, frais.		»
— vert.	<i>Capricum annum.</i>	37
— rouge.		37
Piments doux, séchés.		»
— vert.		268
— rouge.		268
Concombre.	<i>Cucumis sativus.</i>	10
Ohoux.		»
Tomate.	<i>Ly copersicum esculen- tus.</i>	18
Aubergine.	<i>Solanum melongena.</i>	15
Courge.	<i>Legeneca vulgaris.</i>	10
Gombo.	<i>Hibiscus esculentus.</i>	29
Poire avocat.	<i>Persea americana.</i>	208
Banane.	<i>Musa sapientum.</i>	103

PRODUITS VIVRIERS.	NOM SCIENTIFIQUE.	VALEUR CALORIFIQUE aux 100 grammes.
Citron.	<i>Citrus aurantiifolia.</i>	31
Mangue.	<i>Mangifera Indica.</i>	59
Papaye.	<i>Carica papaya.</i>	28
Ananas.	<i>Anana comosus.</i>	54
Kola.	<i>Cola accuminata.</i>	9
Canne à sucre.	<i>Saccharum officinarum</i>	58
Beurre.		245
Huile de palme.	<i>Elois guineensis</i>	900
Huile d'arachides.		900
Poisson crustacé.		70
Bœuf, carcasse hachée.		189 à 253
Corned-beef.		244
Chèvre (carcasse)		145
Mouton (carcasse)		241
Abats (œufs, reins, fœtus)		163
Porc frais.		599
Porc salé.		781
Volaille.		139
Lapin.		134
Lait de vache.		63
Lait caillé.		34
Poivre sec.		311
Miel.		306

Le minimum de calories exigibles pour l'Africain de la classe la moins favorisée est de l'ordre de 2.500 calories quotidiennes.

*
**

Enfin, il convient d'observer qu'avant la guerre de 1939, la nourriture habituelle, dans le Sud-Cameroun, était le riz, le stock-fish, le corned-beef. Les statistiques douanières le démontrent.

ANNÉES.	RIZ.	STOCK-FISH.	CORNE-BEEF
1938	35.745 quint. métr.	15433	2.423
1943	9	28	173

Pour parer aux difficultés dues à la rarefaction des importations de ces produits, il a été nécessaire d'intensifier les cultures vivrières particulièrement dans les régions de Douala, Nkongsamba, Edéa et Kribi.

[**]

L'alimentation des écoliers ne diffère de celle des adultes que dans les pensionnats (écoles supérieures de Yaoundé, de Nkongsamba, écoles de filles) où la nourriture est spécialement étudiée pour les élèves.

QUESTION 185.

Dans quelle mesure dispose-t-on de services médicaux et hospitaliers pour le traitement des maladies tropicales les plus importantes et des maladies vénériennes?

A part le Centre de traitement des maladies endémiques et sociales de Yaoundé, il n'existe pas de services médicaux spéciaux pour soigner les malades atteints de maladies tropicales ou de maladies vénériennes : ces malades sont traités dans les diverses formations sanitaires.

QUESTION 186.

Dans quelles mesures les facilités hospitalières sont-elles complétées par des postes de secours, des centres médicaux locaux, des cliniques, des groupes sanitaires mobiles ou autres installations du même ordre? Indiquer le nombre d'installations de chaque catégorie qui sont administrées par le Gouvernement par les Missions ou par d'autres organismes privés.

En dehors des formations hospitalières proprement dites :

a) Le Service de la santé publique possède 63 dispensaires, 54 postes-antennes (cf. question n° 169) et 6 groupes mobiles de prospection dépendant du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie qui dispose en outre de 3 groupes d'assainissement;

b) La Mission catholique possède 13 dispensaires; les Missions protestantes ont 7 dispensaires;

c) Il existe à Douala une clinique appartenant à un médecin privé.

Les tableaux en annexe indiquent la répartition des formations sanitaires et résument leurs activités.

SALUBRITÉ PUBLIQUE.

QUESTION 187.

Indiquer les méthodes employées dans les villes et villages pour disposer des excréments humains et animaux. Indiquer dans quelle mesure les villes et les villages sont pourvus de latrines publiques et d'un système d'égouts.

Quel est le système d'adduction et d'inspection des eaux (public ou privé) existant dans les régions urbaines et rurales? Indiquer le nombre des sources, la proportion de la population desservie, les méthodes suivies pour l'inspection et l'analyse de l'eau, le nombre relatif des échantillons d'une qualité satisfaisante.

a) EXCRÉMENTS.

Dans les villes les maisons en matériaux définitifs doivent être obligatoirement pourvues d'une fosse sep-

tique, conforme à un modèle approuvé par le Service d'hygiène, ou reliées à un égout s'il en passe un à proximité.

Les maisons de commerce et les entreprises industrielles sont tenues d'avoir des cabinets en nombre proportionnel à celui de leurs employés.

Il existe des latrines publiques à Yaoundé et à Douala qui est également pourvue d'un réseau d'égouts.

Dans les villages les excréta sont recueillis dans des puits perdus.

b) EAU.

La ville de Douala est alimentée en eau potable par deux usines; chacune est pourvue de plusieurs puits filtrants, allant chercher l'eau entre 25 et 30 mètres. Après pompage, et avant distribution dans le réseau urbain, l'eau est stérilisée par chloration suivant le procédé de Buneau-Varilla.

Les maisons en matériaux définitifs sont branchées sur le réseau de distribution.

Dans les quartiers autochtones, l'eau arrive à des bornes-fontaines. En raison de l'accroissement de la population de Douala, ces deux dernières années, le réseau de bornes-fontaines n'assure l'approvisionnement en eau que du cinquième de la population africaine.

Des forages sont en cours actuellement pour permettre la mise au point d'une distribution de 15.000 mètres cubes par jour, soit le triple de la quantité distribuée actuellement.

Dans les quartiers africains situés en dehors du périmètre de distribution, l'eau est fournie :

1° Par des sources captées et aménagées, surtout dans le quartier Deido, riverain du Wouri;

2° Par des puits creusés par les habitants eux-mêmes dans la couche superficielle;

3° Par des puits filtrants construits sur demande du Service d'hygiène, avec poste de pompage et cuves de distribution.

Il est à noter que dans le quartier de New-Bell (quartier le plus peuplé de Douala), il y a un établissement de douches et un lavoir municipal.

Les eaux de la ville de Douala sont soumises à une surveillance sanitaire régulière de la part du Service d'hygiène.

Des échantillons sont prélevés dans les usines des eaux avant chloration. Des échantillons sont également prélevés aux sources et dans les puits.

La méthode d'analyse suivie est celle du « Standard of Water analysis of the American Waterworks Association » avec test présomptif et test conformatif au point de vue recherche du colibacille; calcul du test coli par les tables de probabilité type Jeep et recherche de la nature fécale du colibacille par la méthode « I. M. V. I. C ».

L'eau du réseau de distribution des usines des eaux se révèle d'excellente qualité (0 colibacille). L'eau des puits filtrants construits dans les quartiers africains et l'eau des sources est potable.

La ville de Yaoundé est dotée d'eau courante non stérilisée, qui est épurée à domicile à l'aide de filtres de ménage.

L'installation d'une usine d'épuration de l'eau est à l'étude.

Dans les villages les indigènes utilisent des sources ou des puits.

Indiquer les mesures en vigueur pour la désinfection des eaux stagnantes et la lutte contre les insectes et les animaux nuisibles à la santé?

Plusieurs arrêtés réglementent l'hygiène publique au Cameroun.

Ils fixent notamment les mesures à prendre pour éviter la formation des eaux stagnantes, les mesures prophylactiques des maladies contagieuses, les mesures de prophylaxie antipesteuses.

Les mares et les nappes d'eau non susceptibles d'être asséchées ou drainées sont régulièrement traitées avec un produit larvicide; leurs bords sont faucardés et fréquemment visités en vue de la destruction des moustiques et des gîtes à larves.

D'autres arrêtés fixent les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Cameroun. Le Haut Commissaire peut édicter dans tout ou partie du Territoire la mise en vigueur de l'un des trois régimes de police sanitaire :

- régime de danger imminent pour la santé publique;
- régime de surveillance sanitaire.
- régime d'observation sanitaire.

Toutes les mesures d'ordre sanitaire à appliquer et notamment la lutte contre les moustiques, leurs larves, la façon de se préserver de la piqûre des moustiques, sont énumérées dans le détail pour chaque régime. Des sanctions sévères sont prévues pour les contrevenants aux dispositions de ces arrêtés.

Afin de permettre aux autorités médicales et administratives de poursuivre avec plus d'intensité la lutte contre les moustiques et la lutte antilarvaire, un arrêté a rendu permanentes les mesures d'ordre général à appliquer en vue de prévenir l'écllosion de la fièvre jaune.

QUESTION 189.

Indiquer les mesures en vigueur pour l'inspection et le contrôle des produits alimentaires vendus au public, des marchés, des abattoirs, des puits, etc.?

Les produits alimentaires ne sont, en dehors de plaintes régulières, examinés qu'en ce qui concerne la viande. Déjà un arrêté du 4 juin 1944 réglementait l'abatage et la vente de la viande de boucherie. L'inspection des viandes est assurée dans les grands centres par le Service vétérinaire et là où le service vétérinaire n'est pas représenté, par le Service médical.

Nombre de bêtes examinées.

	NORD CAMEROUN	SUD CAMEROUN.	TOTAL.
Bovins.	18.000	22.114	40.114
Caprins.	45.000	21.000	66.000
Porcins.	—	12.000	12.000

Les fraudes sur les produits alimentaires importés sont réprimées par les décrets ou les lois promulgués au Territoire, notamment par les décrets du 2 août 1932 et du 18 juin 1937 sur les graisses alimentaires.

QUESTION 190.

Quelle est la législation en vigueur en ce qui concerne la manufacture, la vente, l'importation, l'exportation, l'étiquetage et la distribution des stupéfiants et des produits pharmaceutiques?

La législation en vigueur est fixée :

1° Par le décret du 9 octobre 1926 portant réglementation de l'exercice de la pharmacie au Cameroun;

2° Par le décret du 9 octobre 1926 portant réglementation du commerce, de la détention et de l'emploi de substances vénéneuses au Cameroun.

La vente des médicaments est réservée aux pharmaciens. Dans les localités dépourvues de pharmacies, des dépôts de remèdes officinaux, drogues simples et spécialités ne contenant pas de substances vénéneuses peuvent être tenus par des non-pharmaciens.

Dans le même cas, les services médicaux officiels sont autorisés à consentir des cessions aux particuliers.

Le commerce en gros des drogues simples est libre.

La législation sur les substances vénéneuses est la même que celle applicable dans la métropole.

QUESTION 191.

La population du Territoire s'adonne-t-elle à l'usage des stupéfiants?

Les indigènes ignorent l'usage des stupéfiants tels que les dérivés de l'opium ou de la cocaïne.

Une partie infime de la population fait usage du chanvre indien provenant de petites cultures clandestines dissimulées dans la forêt.

QUESTION 192.

Indiquer le type et la quantité d'opium, de marijuana et d'autres drogues nuisibles consommés au cours de l'année. Quelles mesures a-t-on prises pour réglementer le trafic et l'usage de ces drogues?

Les stupéfiants consommés sont du type médicinal et représentent pour l'année 1946 :

Opium médicinal.	2 kgr. 900
Cocaïne chlorhydrate.	0 kgr. 610
Morphine chlorhydrate.	0 kgr. 112
Héroïne.	0 kgr. 015
Dionine.	0 kgr. 113

Les contrevenants aux dispositions concernant les stupéfiants sont punis de prison et d'amende de même que ceux qui ont usé en société desdites substances ou en ont facilité à autrui l'usage onéreux ou gratuit.

L'interdiction des droits civiques peut être prononcée pour une durée d'un an à cinq ans. La saisie du mobilier et la fermeture de l'établissement où le délit est constaté peuvent être aussi ordonnées.

QUESTION 193.

Indiquer, le cas échéant, quelles sont les conventions sur les stupéfiants applicables au Territoire.

Le Haut Commissariat fournit toutes les statistiques périodiques demandées par la Convention de l'opium signée à Genève le 19 février 1925.

ALCOOL ET BOISSONS FERMENTÉES.

QUESTION 194.

Indiquer le type et la quantité d'alcool et d'autres boissons fermentées importés, fabriqués et consommés.

Quelles mesures a-t-on prises pour réglementer l'importation, la production et la consommation de ces boissons dans l'intérêt de la population?

Les alcools et boissons fermentées importés sont de nature diverse.

Les importations de produits ont été les suivantes en 1946 :

TYPES.	UNITÉS.	QUANTITÉS.
Vins ordinaires.	Ill. liquide.	12 230
Vins mousseux et de Champagne...	Id.	242
Vin de liqueur.	Id.	709
Bière et boissons similaires.....	Id.	1.781
Eaux-de-vie de vin.....	Ill. alcool	711
Rhums et tafias.	Id.	51
Eaux-de-vie et autres.	Id.	446
Liqueurs.	Id.	217

Il existe une seule distillerie au Territoire, de peu d'importance; elle fabrique uniquement des alcools réservés à la pharmacie officielle de Yaoundé. La fabrication clandestine de boissons fermentées et de boissons distillées est réprimée sévèrement. Des infractions à la réglementation en vigueur sont parfois constatées dans les régions où l'on récolte du mil ou du maïs qui permettent de fabriquer un liquide d'une teneur modérée en alcool; dans les régions de palmeraies, quelques autochtones sont parfois surpris à recueillir dans des calabasses la sève du palmier à huile pour obtenir le vin de palme.

Le régime de l'alcool au Cameroun avait été fixé par les décrets des 23 mai et 13 août 1924, 18 décembre 1925 et 23 janvier 1927. Cette réglementation a été modifiée par le décret du 24 mai 1937, l'arrêté du 24 décembre 1931 et le décret du 31 août 1945.

En application de ces textes, les mesures suivantes ont été mises en vigueur : la cession, l'offre de cession, même non suivie d'effet, aux indigènes sous forme de vente, d'échange ou de don, de boissons distillées de quelque nature qu'elle soit et de boissons alcooliques titrant plus de 55 degrés sont interdites au Cameroun.

Est expressément déclaré applicable au Territoire du Cameroun, le règlement d'administration publique en date du 19 août 1921 pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes alimentaires.

Voici les principales dispositions de cette réglementation : quiconque sera convaincu d'infractions aux dispositions des décrets et arrêtés en vigueur ainsi qu'à ceux du Haut Commissaire qui statueront, soit sur la délivrance de boissons alcooliques par des hôteliers ou restaurateurs, soit par application du décret du 30 janvier 1929 sur la police des débits de boissons, sera passible d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende maximum de 60.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code pénal demeure toujours applicable en la matière. En cas de condamnation, les liquides devront être saisis lors de l'établissement des procès-verbaux et seront vendus au profit du Trésor.

Indépendamment des peines qui pourront être prononcées par les tribunaux, des arrêtés du Commissaire de la République pris en Conseil d'administration, pourront édicter des sanctions administratives consistant en retrait de l'autorisation d'engager des travailleurs, suivant les termes du décret du 7 janvier 1944, retrait de licences et de concessions, quels qu'en soient les auteurs et même si le titulaire de la concession ou du permis n'a pas été personnellement incriminé.

Les boissons fermentées de fabrication locale à partir de céréales, de féculents et de fruits, l'hydromel préparé avec du miel dissous dans l'eau sont d'usage exclusivement familial. En conséquence leur circulation en vue de la vente est prohibée.

La fabrication et la circulation en vue de la vente du vin de palme, quel que soit le palmier dont il est extrait, sont interdites.

Toutefois, à l'occasion de certaines fêtes ou cérémonies traditionnelles, les chefs de région ou de subdivision peuvent autoriser la fabrication locale, soit de boissons fermentées, soit de vin de palme (cette autorisation doit obligatoirement fixer le nombre et la qualité des arbres dont il pourra être extrait) sans entraîner leur destruction.

Toute infraction aux interdictions exposées ci-dessus, qu'elle soit commise par un homme ou par une femme, est passible d'une amende de 600 à 6.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines, avec aggravation des peines pour cause de récidive.

Sont réputées boissons alcooliques celles qui sont le résultat de la distillation de certains liquides et toutes autres boissons additionnées d'alcool ou fermentées non comprises parmi les boissons hygiéniques.

Outre les boissons non fermentées, sont réputés hygiéniques :

1° Le cidre et le poiré résultant de la fermentation du jus de pommes, de poires fraîches avec ou sans addition de sucre;

2° La bière provenant de la fermentation d'un moût préparé à l'aide de malt, d'orge ou de riz, de houblon;

3° Le jus fermenté de fruits frais, tels que : citron, orange, ananas, calabasse, framboise, grenade, cerise, groseille.

La remise, même accidentelle, de boissons alcooliques ou hygiéniques en échange de marchandises ou le paye-

ment, même à titre accessoire, des salariés, en boissons alcooliques, sont interdits.

Aucun achat, aucune vente, aucune entrée dans le Territoire ni aucun transport d'alcool et de boissons alcooliques et hygiéniques ne peuvent être effectués sans autorisation préalable délivrée par les autorités administratives du Territoire.

Un projet de réglementation nouvelle est actuellement à l'étude. Il réorganise l'importation, la vente, la circulation et la consommation de l'alcool dans toute l'étendue du Territoire du Cameroun.

Parallèlement, un projet de loi réprime avec sévérité les infractions commises sous l'empire de l'alcoolisme.

QUESTION 195.

De quels droits sont frappés à l'importation : a) les spiritueux; b) les vins; c) la bière et les autres boissons fermentées?

Existe-t-il un degré d'alcool maximum pour les catégories b) et c)? Ces droits sont-ils plus élevés ou plus faibles que ceux qui sont appliqués dans les Territoires voisins?

La cession, l'offre de cession, même non suivies d'effets aux indigènes sous forme de vente, d'échange ou de don,

TABLEAU DES DROITS DE DOUANE FRAPPANT LES SPIRITUEUX.

NUMÉROS.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES.	UNITÉ DE PERCEPTION.	DROITS D'IMPORTATION.	C. A. (1).	T. C. (2).
88	Vins :				
	De moins de 12°..... En fûts ou dames-jeannes..	Valeur.	10 p. 100	4 p. 100	—
	En bouteilles.	Id.	20 p. 100	4 p. 100	—
	De 12° à 15° inclus.... En fûts ou dames-jeannes..	Id.	10 p. 100	4 p. 100	—
	En bouteilles de champagne.	Id.	25 p. 100	4 p. 100	—
	Autres.	Id.	25 p. 100	4 p. 100	—
	Vins mousseux de plus de 15°, de liqueur et autres vins fabriqués.	H. A. P.	2.000	4 p. 100	10.000
90	Cidres et poirés.....	Valeur.	12 p. 100	4 p. 100	—
91	Cidres et poirés en fûts.....	Id.	23 p. 100	4 p. 100	—
	Bières :				
	En bouteilles.	Id.	23 p. 100	4 p. 100	—
	En fûts.	H. A. P.	6 p. 100	4 p. 100	11.000
93	Alcools et eaux-de-vie propres à la consommation de bouche :				
	Vin en bouteilles.		6.000	4 p. 100	14.000
	Rhum en fûts.	Id.	6.000	4 p. 100	14.000
	Rhum en bouteilles.	Id.	6.000	4 p. 100	14.000
	De grains : whisky.....	Id.	6.000	4 p. 100	14.000
	De grains : autres.....	Id.	6.000	4 p. 100	11.000
	Autres : en fûts.	Id.	6.000	4 p. 100	11.000
	Autres : en bouteilles.....	Id.	6.000	4 p. 100	14.000
94	Liqueurs.	Id.	6.000	4 p. 100	14.000
95	Fruits à l'alcool.	Id.	20 p. 100	4 p. 100	—
(1) Chiffre d'affaires. (2) Taxe de consommation.					

de boissons distillées de quelque nature que ce soit et de boissons alcooliques titrant plus de 15 degrés sont interdites.

Sont en outre interdites les importations :

- des absinthes et autres liqueurs similaires;
- des alcools de traite de toute nature et ceux contenant des substances nocives;
- des boissons d'une teneur alcoolique supérieure à 25 degrés. Les boissons fermentées ne doivent pas contenir plus de 20 degrés d'alcool.

Les importations de boissons hygiéniques sont encouragées, les vins et les bières sont très modérément taxés.

POPULATION.

QUESTION 196.

Quelles sont les dispositions existantes en ce qui concerne l'établissement des statistiques de natalité et de mortalité? Quelles sont les dates des plus récents recensements de la population? A quelle région et à quelle population le recensement s'est-il appliqué? Comment procède-t-on aux évaluations relatives aux chiffres de la population actuelle et quel degré de confiance convient-il de leur accorder?

Les recensements nominatifs de la population africaine forment le travail continu des chefs de subdivision du

Territoire. On ne saurait dire qu'ils sont absolument exacts (il en est de même dans toute l'Afrique Noire), mais on peut affirmer qu'ils sont plus qu'approximatifs.

Il n'y a pas lieu de montrer ici pourquoi le travail de recensement est le travail de base dans un territoire africain. On souligne seulement que recenser les populations est un des meilleurs moyens de les approcher et de les connaître.

Quant aux statistiques de natalité et de mortalité, on ne peut donner des chiffres certains qu'en ce qui concerne les naissances et les décès dans les formations sanitaires; un travail d'ensemble a été fait en 1937 mais on ne peut l'utiliser actuellement. On dira seulement que dans les régions à forte densité et à forte natalité (pays non islamisés du Nord-Cameroun) la mortalité infantile est encore élevée.

SERVICES SOCIAUX.

QUESTION 197.

Dans quelle mesure les conventions et les recommandations de l'Organisation internationale du travail et les autres conventions internationales relatives aux services sociaux ont-elles été appliquées au Territoire?

QUESTION 198.

Quels services sont, le cas échéant, fournis ou projetés en ce qui concerne les pensions de veuves, les pensions de retraite, les allocations de maternité, les assurances contre la maladie ou contre le chômage, l'assistance et les autres mesures de protection destinées aux habitants des deux sexes? Quels sont, pour chacune de ces prestations, l'étendue de la protection, le montant de l'allocation et les méthodes de financement et d'administration?

Pensions de veuves. Pensions de retraites.

Dans le secteur public les fonctionnaires et les agents des cadres communs (personnel européen et africain) sont assujettis au régime des retraites institué par le décret du 1^{er} novembre 1928.

Deux arrêtés, en date du 24 décembre 1946, prévoient la constitution d'un pécule pour les agents régionaux et des services techniques (personnel africain) et pour le personnel journalier, ouvrier ou employé des services administratifs et techniques du Territoire (personnel africain).

Dans le secteur privé, certaines maisons importantes ont depuis longtemps organisé des caisses intérieures de retraite administrées par elles-mêmes, aussi bien pour leur personnel européen qu'africain.

D'autre part, le décret du 7 janvier 1944 prévoit qu'il peut être convenu entre employeurs et salariés que des retenues seront opérées sur les salaires en vue de la constitution d'un pécule. Ces retenues ne doivent pas excéder 25 p. 100 du salaire.

Allocations de maternité.

Le régime des allocations n'est pas institué, mais certaines mesures ont été prises pour y suppléer en partie.

Dans le secteur public, le personnel auxiliaire féminin européen ou assimilé employé dans les bureaux ou ser-

vices de l'administration bénéficie de congés de maternités d'une durée égale à 2 mois avec salaire complet et, suivant avis du médecin, de 2 mois supplémentaires à demi-salaire.

Dans le secteur privé, toute employée européenne ou assimilée a droit à un repos de 12 semaines consécutives pendant la période qui précède et suit l'accouchement, période pendant laquelle elle perçoit la moitié de son salaire (décret du 23 août 1945).

Toute employée africaine a droit à un repos de 8 semaines consécutives et aux repos nécessaires pour allaiter son enfant.

Assurances contre la maladie et le chômage.

Il n'existe pas de Caisse d'assurances, mais les textes en vigueur prévoient que tout employé européen ou africain a droit, aux frais de l'entreprise, aux soins médicaux et pharmaceutiques jusqu'à guérison ou consolidation de son état de santé. En cas d'incapacité temporaire ou permanente une indemnité est allouée à la victime.

La question du chômage ne s'est pas posée jusqu'ici et il est à prévoir qu'elle ne se posera pas d'ici longtemps.

Autres mesures de caractère social communes aux travailleurs européens et africains.

En dehors des mesures énoncées dans la réponse à la question 160, il y a lieu de mentionner les mesures suivantes :

Les enfants ne peuvent être employés dans une entreprise, même comme apprentis, avant l'âge de 14 ans révolus. Le nouvel arrêté sur l'apprentissage prévoit que nul ne peut être engagé comme apprenti s'il n'a passé au préalable un examen médical et psychotechnique.

L'inspecteur du travail peut requérir à tout moment l'examen des femmes et des enfants en vue de vérifier si le travail n'excède pas leurs forces et peut prendre des mesures en conséquence.

Les conditions relatives à la durée du travail, au logement, à l'alimentation, au salaire, aux soins et indemnités en cas de maladie ou accident font l'objet des dispositions spéciales des décrets ou arrêtés cités au cours de cette étude. Selon l'effectif de sa main-d'œuvre toute entreprise est tenue d'avoir un service médical assuré par un docteur en médecine ou un aide de santé diplômé ou un infirmier indigène. Des arrêtés spéciaux réglementent le contrôle des malades et le recrutement de la main-d'œuvre dans les régions où la trypanosomiose est à l'état endémo-épidémique et prévoient la mise hors cadres des infirmiers pour servir dans les entreprises privées.

Un service d'assistance médicale indigène distribue ses soins gratuitement dans de nombreux hôpitaux et dispensaires.

Les futures mères de famille sont accueillies, conseillées et soignées dans des maternités réparties sur l'ensemble du Territoire.

Le Service de santé publique comporte également un service d'hygiène et de prophylaxie qui fonctionne sous forme de groupes mobiles et dépiste les maladies sociales, en particulier la trypanosomiose.

L'initiative privée, en l'occurrence, les Missions religieuses, est associée à cette œuvre. Citons la fondation *Ad lucem*, l'hôpital de la Mission presbytérienne américaine d'Ebolowa, l'hôpital de la Mission protestante de Bangwa.

Dans le cadre de la sécurité sociale, un important problème vient d'être résolu : celui des allocations familiales.

Le Code de la famille n'étant pas applicable à l'heure actuelle au Territoire, le bénéfice des mesures similaires vient de faire l'objet de l'attention gouvernementale.

Le personnel administratif européen et africain des cadres réguliers bénéficie de divers avantages sociaux : soins médicaux pour le fonctionnaire et sa famille, indemnité dite « charges de famille », logement, etc... (arrêté du 19 mars 1947).

Le personnel européen et assimilé des entreprises bénéficie des dispositions du décret du 6 décembre 1947 portant institution de l'allocation familiale. Le taux provisoire de cette allocation a été fixé à 1.000 francs C. F. A. par enfant et par mois par arrêté du 9 juillet 1947. Un arrêté du 10 juillet 1947 fixe le règlement intérieur de la Caisse d'allocations.

En ce qui concerne les Africains, l'aide des employeurs n'est pas encore fixée, mais cette question fait actuellement l'objet de l'attention des pouvoirs publics.

QUESTION 199.

Quelles lois a-t-on promulguées au cours de l'année dans le domaine de l'assistance sociale?

Le système d'assistance appliqué dans la métropole n'a pas été étendu à ce jour au Territoire du Cameroun. La question des allocations familiales a fait l'objet d'une étude au précédent chapitre.

QUESTION 200.

Quels sont les objectifs d'avenir immédiat dans le domaine de l'assistance sociale?

Etendre aux populations européenne et africaine les avantages consentis aux Français de la métropole.

QUESTION 201.

Quelles autres activités sociales ont été entreprises au cours de l'année? Indiquer les nouveaux programmes introduits par le Gouvernement et par les institutions bénévoles et indiquer quelles mesures ont été prises pour le développement de ces activités.

L'organisation de l'assistance sociale proprement dite verra pratiquement le jour au Cameroun lorsque le Service social colonial sera créé avec son personnel et ses moyens d'action. Cette organisation fait actuellement l'objet de l'attention des pouvoirs publics.

QUESTION 202.

Qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour venir en aide aux enfants orphelins, abandonnés ou délinquants?

Les enfants orphelins, ou abandonnés sont recueillis par des organismes privés (Missions). Le Service de santé du Territoire leur donne gratuitement tous les soins médi-

caux nécessaires. Un orphelinat officiel pour métis fonctionne à Yaoundé.

La construction d'un Centre de redressement pour l'enfance délinquante est prévue pour l'année 1948.

LOGEMENT ET URBANISME.

QUESTION 203.

Quelle est la situation générale du logement dans le Territoire, notamment en ce qui concerne les conditions du logement dans les agglomérations urbaines, dans les régions minières et les plantations?

Nombre d'habitations (en centaines) et nombre de personnes par pièces dans les régions urbaines :

Douala-Yaoundé : 7,5 centaines d'habitations européennes; 200 centaines d'habitations autochtones.

Par pièces : 1,2 Européens; 1,9 autochtones.

La situation générale du logement dans le Territoire est insuffisante dans tous les domaines. Le programme de construction lancé pour pallier cette pénurie est conditionné et momentanément freiné par l'insuffisance des importations de matériaux et notamment : ciment, fer, tôles, appareils sanitaires, équipements et outillage.

La conception même de la construction outre-mer est en cours d'évolution.

L'apparition de matériaux nouveaux, isolants thermiques, ensembles préfabriqués (tels que bloc-eau, bloc-cuisine) doit modifier et normaliser la construction et la rendre plus rapide.

Le plan d'équipement prévoit en matière d'urbanisme :

— l'établissement des plans d'urbanisme de Douala, Yaoundé, etc.;

— l'étude d'un programme d'adduction et de distribution d'eau dans les principaux centres à tous les habitants;

— l'édification de centres ruraux et construction de villages modèles spécialement étudiés pour tenir compte des conditions différentes de vie des autochtones suivant les régions;

— travaux de voirie et d'assainissement, amélioration des voies urbaines et évacuation des eaux stagnantes et usées.

Ce plan qui reçoit actuellement un commencement d'exécution constitue un ensemble cohérent en vue de la réalisation d'une œuvre primordiale d'hygiène, d'intérêt social et d'amélioration des conditions de vie humaine tout en respectant les caractères traditionnels et coutumiers des autochtones.

QUESTION 201.

Quelles lois a-t-on promulguées au cours de l'année en ce qui concerne le logement et l'urbanisme?

Les textes suivants ont été publiés en 1946 au Cameroun :

4 février : arrêté n° 286 modifiant l'article 81 de l'arrêté du 1^{er} octobre 1937 fixant les règles générales d'hygiène

13 mai : arrêté n° 143 subordonnant à l'autorisation préalable tous les travaux publics ou privés;

18 juin : décret n° 46-1496 fixant les modalités d'établissement, d'approbation et de mise en vigueur des projets d'urbanisme pour les territoires relevant de la France d'outre-mer;

8 août : arrêté ministériel relatif à l'application du décret du 18 juin ci-dessus;

1^{er} octobre : rectificatif au décret n° 45-1436 du 28 juin 1945 relatif à la composition et aux attributions du Comité de l'urbanisme et de l'habitation dans les territoires de la France d'outre-mer.

QUESTION 205.

Quels sont les services destinés à favoriser l'amélioration du logement?

Ces services sont :

- dans la métropole le Comité de l'urbanisme et de l'habitation dans les territoires de la France d'outre-mer.
- au territoire : le Bureau de construction civile et de l'urbanisme de la Direction des travaux publics.

QUESTION 206.

Quels programmes de logement et d'urbanisme sont en voie d'exécution ou ont été terminés, entrepris ou projetés pendant l'année?

Les plans d'urbanisme et de logement de Yaoundé et de Douala sont étudiés par un urbaniste agréé, ainsi que le programme d'assainissement de ces deux villes.

Le Gouvernement local a également prévu la construction de logements pour le personnel administratif européen et autochtone. La réalisation du programme établi dépend des possibilités d'importation de certains matériaux indispensables.

ORGANISATION PÉNITENTIAIRE.

QUESTION 207.

Comment est organisé le Département qui s'occupe des divers types de prisons et institutions pénitentiaires et correctionnelles? Donner le nombre, les fonctions et la méthode de sélection et de formation des personnes qu'il emploie.

Les prisons et diverses institutions pénitentiaires dépendent du service judiciaire. (Voir « Organisation judiciaire », question 28, tableau n° 1.)

Sur le plan local, les fonctions de directeur de prison sont remplies par le chef de la circonscription administrative, sous le contrôle du Procureur général, chef du Service judiciaire, qui effectue périodiquement des inspections sur place.

Les chefs de circonscription nomment les régisseurs de prison parmi les fonctionnaires placés sous leurs ordres : adjoints aux chefs de région ou de subdivision, agents spé-

ciaux ou commissaires de police. Le personnel de surveillance comprend les gardiens de prison. Il y a au territoire 50 régisseurs de prison et environ 200 gardiens.

Le Haut Commissariat établit, après avis de l'Assemblée représentative du territoire, la réglementation locale du régime pénitentiaire.

QUESTION 208.

Quel est, en général, le régime des prisons et des institutions pénitentiaires et de redressement du Territoire en ce qui concerne, notamment, la classification des prisons, les prisons de femmes, l'espace dont dispose chaque détenu, le régime alimentaire des prisonniers, l'hygiène, les services d'enseignement, les services médicaux et autres?

D'une manière générale, les prisons sont aménagées dans chacun des centres administratifs du territoire. La répartition des détenus est faite d'après les cinq principes suivants :

- 1° Les prévenus sont séparés des condamnés;
- 2° Les femmes ont un quartier spécial et séparé de celui des hommes;
- 3° Des cellules spéciales sont affectées aux détenus dangereux ou maintenus au secret;
- 4° Les jeunes délinquants sont séparés des adultes.

Les prisonniers sont dotés d'un costume et d'une couverture fournis par l'Administration.

Leur habitat est adapté à leur mode de vie ordinaire (plancher surélevé muni d'une natte individuelle pour les Africains, lits avec moustiquaires pour les Européens).

Chaque prisonnier dispose en moyenne de 10 mètres cubes d'air.

Classification des prisons : 1° les maisons d'arrêt ordinaire; 2° les établissements pénitentiaires pour l'enfance délinquante; 3° les « pénitenciers » pour les forçats.

La ration alimentaire est fixée comme suit :

EUROPÉENS.

Viande.	0 kgr. 350
Pain.	0 kgr. 600
Vin.	0 lit. 40
Sucre.	0 kgr. 020
Matières grasses.	0 kgr. 050
Café.	0 kgr. 020
Poivre.	0 kgr. 001
Sel.	0 kgr. 020
Pommes de terre.	»
Légumes verts, riz.	0 kgr. 350
Légumes secs, pâtes.	0 kgr. 175

AFRICAINS.

1° Patates, ignames, tarots.	2 kgr.
ou manioc frais ou bananes.	2 kgr. 500
ou mil ou maïs.	1 kgr.
ou riz.	0 kgr. 600
2° Viande fraîche, ou poisson frais ou sec (3 fois par semaine)	0 kgr. 100
3° Huile de palme ou graisse animale ou végétale.	0 lit. 030
4° Sel.	0 kgr. 020

Sur autorisation spéciale du chef de région, les détenus effectuant un travail exceptionnellement pénible peuvent toucher une ration et demie ou recevoir chaque jour une portion de viande ou de poisson (au lieu de trois seulement par semaine).

Les détenus sont, au moment de leur incarcération, soumis à une visite médicale. Ils sont astreints à prendre un bain de corps et une douche, à moins de prescription contraire du médecin. Les prisonniers malades sont conduits à la visite médicale. En cas de maladies contagieuses ou épidémiques, le médecin prend, d'accord avec le chef de région ou de subdivision, toutes les mesures de protection et de prophylaxie nécessaires.

En outre une Commission de surveillance des prisons est instituée au chef-lieu de chaque région ou subdivision. Cette Commission est tenue de visiter les locaux pénitentiaires au moins une fois par semestre. Son examen porte notamment sur l'aménagement et l'entretien des lieux, l'état sanitaire et le régime alimentaire des détenus, l'organisation du travail, les peines disciplinaires infligées et la tenue des registres réglementaires. Les Commissions dressent procès-verbaux de leurs opérations qui sont transmis au Haut Commissaire et au Procureur.

Un service d'enseignement n'a été prévu que pour les jeunes délinquants. (Voir n° 209 *in fine*.)

QUESTION 209.

Emprisonne-t-on les jeunes délinquants? Existe-t-il pour eux des lois et des tribunaux spéciaux? Prend-on dans les institutions pénales des dispositions spéciales à leur égard et lesquelles? Indiquer l'importance de la criminalité juvénile?

Les jeunes délinquants peuvent être incarcérés. Les tribunaux les acquittent s'ils sont considérés comme ayant agi sans discernement, et peuvent éventuellement les envoyer dans la colonie pénitentiaire de Saa.

S'il apparaît que les mineurs ont agi avec discernement, ils sont placés dans les prisons ordinaires où un quartier spécial leur est réservé.

Les jeunes pensionnaires de la colonie pénitentiaire sont tenus d'apprendre un métier au cours de leur détention. En outre, des cours de langues doivent leur être donnés. La criminalité juvénile n'existe pratiquement pas au Cameroun.

QUESTION 210.

Une sentence d'emprisonnement peut-elle comporter tel ou tel genre de travail? Dans l'affirmative, pour quelle catégorie de détenus et pour quelle durée d'emprisonnement ce travail est-il prévu? Quelle en est la nature et dans quelles conditions est-il effectué?

Les modalités d'exécution des peines sont fixées par le Code pénal qui est applicable au Territoire.

QUESTION 211.

A quel genre de travaux les détenus sont-ils employés? Travaillent-ils en dehors de l'enceinte de la prison? Dans l'affirmative, sont-ils employés par le Gouvernement ou par des particuliers? Quel est le système de surveillance? Dans quelles conditions travaillent-ils et comment sont-ils rémunérés?

En principe, les prisonniers sont employés aux travaux d'utilité publique : débroussaillage des centres urbains, nettoyage, corvée d'eau; les femmes aux ouvrages ménagers.

L'activité des détenus dangereux ainsi que des femmes est utilisée exclusivement à l'intérieur de la prison. Les autres condamnés effectuent des corvées à l'extérieur.

Le personnel de surveillance est réparti entre les différentes équipes (1 gardien par équipe moyenne de 10 personnes).

La main-d'œuvre pénale peut être mise ainsi à la disposition soit des services publics, soit des particuliers, sous réserve de l'approbation du chef de circonscription. Les employeurs doivent verser une indemnité journalière par détenu et participer aux frais de surveillance. Les détenus ne sont pas rémunérés.

QUESTION 212.

Dans quelles circonstances les prisonniers sont-ils envoyés dans les endroits éloignés, ou en dehors du Territoire, pour subir leur peine?

Les détenus peuvent être transférés d'une prison à une autre, à l'intérieur du Territoire, soit dans l'intérêt du bon fonctionnement du régime pénitentiaire, soit en vue d'une utilisation judiciaire de la main-d'œuvre pénale. Ces mutations sont ordonnées par les chefs de région lorsqu'elles s'opèrent à l'intérieur de leur circonscription territoriale, et par le Haut Commissaire dans le cas contraire.

Le transfert en dehors du Territoire n'est pas prévu.

QUESTION 213.

Inflige-t-on dans les affaires criminelles des peines autres que l'amende et l'emprisonnement et quelles sont-elles? Les condamnations sont-elles prononcées pour des périodes définies ou indéterminées? La loi prévoit-elle la condamnation à un châtiment corporel, à la résidence forcée et à la déportation? Dans l'affirmative, dans quelles conditions et dans quelles limites? Ces peines sont-elles applicables aux autochtones et au non autochtones?

L'amende et l'emprisonnement ne sont pas des peines criminelles mais de simple police.

Les peines criminelles sont définies par les articles 7 et 8 du Code pénal maintenant applicable aux autochtones comme aux non-autochtones. Les peines sont toujours prononcées pour des périodes déterminées, sauf en ce qui concerne les travaux forcés à perpétuité. Le Code pénal et des lois particulières prévoient en outre l'appi

cation, dans certains cas, de la déportation, de l'interdiction de séjour ainsi que de la résidence forcée. Enfin les châtiments corporels ne sont plus appliqués depuis la fin de l'administration allemande.

QUESTION 214.

Quelle législation pénitentiaire a-t-on promulguée au cours de l'année?

Aucune législation pénitentiaire n'a été promulguée au cours de l'année.

QUESTION 215.

Quels changements ou réformes a-t-on introduits pendant l'année dans le régime des prisons? Quelles réformes envisage-t-on dans un avenir immédiat?

Aucune réforme n'a été introduite pendant l'année dans le régime des prisons. Un projet de création d'une maison d'éducation pour la jeunesse délinquante est à l'étude.

QUESTION 216.

Indiquer le caractère de la discipline pénitentiaire et les méthodes qu'elle emploie?

Les actes de nature à troubler le bon ordre dans l'intérieur des locaux pénitentiaires sont interdits.

Les détenus sont autorisés à faire leur correspondance le dimanche soir sous réserve qu'elle soit visée par le régisseur de la prison au départ et à l'arrivée.

Les visites aux détenus peuvent être autorisées le dimanche soir dans les conditions fixées par le règlement intérieur de la prison.

Le juge d'instruction peut, par ordonnance, interdire à un inculpé de communiquer avec les autres détenus.

Les sanctions disciplinaires qui peuvent frapper les détenus comportent :

1° Les corvées supplémentaires;

2° La suppression de la ration de viande ou de poisson pour une période ne dépassant pas quinze jours;

3° La mise en cellule de correction pour une période n'excédant pas quinze jours, cette peine pouvant se cumuler avec la précédente;

4° L'enchaînement dans la cellule de correction pour une durée de quinze jours, sauf au moment des repas.

Ces punitions sont laissées à l'initiative du régisseur de la prison à charge de rendre compte, dans chaque cas, au chef de région ou de subdivision.

QUESTION 217.

Par quels moyens les personnes condamnées à l'emprisonnement peuvent-elles être élargies avant l'expiration de leur peine? Indiquer les privilèges spéciaux pouvant être acquis par les prisonniers et la mesure dans laquelle ces privilèges peuvent influer sur leur vie après leur élargissement.

Les personnes condamnées à l'emprisonnement peuvent être élargies avant l'expiration de leur peine soit par suite d'une libération conditionnellement accordée par le chef du Territoire pour bonne conduite au cours de la détention, soit par suite d'une décision gracieuse prononcée par le Chef de l'Etat.

Toutefois, les prisonniers bénéficiaires de la libération conditionnelle sont astreints, jusqu'à l'expiration du temps normal de leur peine, à des mesures de surveillance particulières (assignation d'une résidence obligatoire, par exemple).

QUESTION 218.

La mise en liberté sous surveillance existe-t-elle?

La mise en liberté sous surveillance existe sous forme de libération conditionnelle.

H. — SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

QUESTION 219.

Quels sont les principaux objectifs de la politique en matière d'enseignement?

L'action de l'enseignement au Cameroun est orientée vers les buts essentiels suivants :

1° Assurer la diffusion d'une instruction de base dans la masse des jeunes enfants et développer l'école primaire jusqu'à ce qu'elle puisse accueillir la totalité de la population scolaire du Territoire;

2° Former le plus rapidement et le plus complètement possible le personnel enseignant autochtone nécessaire à l'extension de cette éducation de base;

3° Former, après sélection rationnelle, dans les établissements d'enseignement général et d'enseignement technique du second degré, des cadres administratifs et les techniciens indispensables à l'évolution politique et sociale, ainsi qu'au développement et à la modernisation économique du pays;

4° Fournir à la fraction croissante des évolués les occasions et les moyens d'un perfectionnement éducatif lui permettant de passer sans « déracinement » des modes de vie coutumiers aux modes de vie modernes et d'entraîner la masse de la population dans cette évolution.

QUESTION 220.

Quels sont les systèmes d'éducation et les programmes scolaires en vigueur dans l'enseignement public et privé.

L'éducation est donnée dans les écoles publiques et dans des écoles entretenues par les Missions religieuses.

Ces écoles comprennent :

1° Des écoles primaires et secondaires appliquant les programmes de l'enseignement métropolitain;

2° Des écoles primaires supérieures qui ont pour but essentiel de former des moniteurs pour l'enseignement général très allégé;

3° Des écoles professionnelles, dont la plupart suivent des programmes locaux, adaptés aux besoins du pays

Les Missions catholiques et protestantes entretiennent en outre des écoles à une classe où les enfants apprennent à lire en langue vernaculaire et reçoivent des rudiments d'instruction religieuse.

QUESTION 221.

Décrire l'organisation du Département de l'éducation en indiquant ses rapports avec les autres organismes s'occupant d'enseignement. Indiquer le nombre et la catégorie des personnes employées et les dispositions financières dont elles font l'objet.

L'enseignement au Cameroun forme un Service qui comprend autour du chef du Service :

— un Secrétariat administratif et pédagogique;

— un Corps d'inspecteurs de l'enseignement du premier degré, de l'enseignement technique, des sports et de l'éducation populaire;

— un Centre d'études psychotechniques destiné à devenir ultérieurement un Centre psychologique et social. Le Service compte au total une vingtaine de fonctionnaires européens et africains.

En outre le Territoire est divisé en treize secteurs scolaires, qui correspondent aux régions administratives et qui sont dirigés par un instituteur du cadre métropolitain. Le chef de secteur scolaire est chargé du perfectionnement pédagogique des maîtres africains; il coordonne les activités culturelles, post-scolaires et péri-scolaires; le plus souvent, il est directeur de l'école primaire du chef-lieu de sa région.

Le personnel enseignant des écoles publiques comprend une vingtaine de professeurs de l'enseignement général et de l'enseignement technique, une soixantaine d'institutrices et instituteurs métropolitains, trois cent cinquante instituteurs et moniteurs africains.

Les instituteurs métropolitains et leurs collègues africains sont intégrés dans un cadre commun et perçoivent des soldes de base identiques, à titres égaux et ancienneté égale. Les métropolitains perçoivent, en outre, un supplément égal aux quatre dixièmes de la solde de base.

Les professeurs sont détachés du cadre métropolitain; ils perçoivent, pendant la période de leur détachement, des soldes spéciales fixées par arrêté local.

QUESTION 222.

Quelles ont été les lois et autres mesures votées au cours de l'année en ce qui concerne l'enseignement?

Outre les textes fixant la hiérarchie, les soldes et les indemnités des instituteurs et professeurs, des arrêtés locaux ont, au cours de cette année, réorganisé le Service central de l'enseignement, fixé un nouveau régime de subventions aux Missions enseignantes et un nouveau régime de bourses d'études dans la métropole et au Territoire.

Une série de textes a établi de nouveaux programmes pour les écoles primaires, secondaires et techniques.

QUESTION 223.

Quels programmes de constructions scolaires sont en cours d'exécution, ont été commencés, terminés ou prévus pendant l'année? Dans quelles mesures les écoles sont-elles pourvues d'un équipement convenable et adéquat?

Le développement des écoles primaires s'est poursuivi par la construction de nouveaux établissements et l'agrandissement des écoles existantes. Cent cinquante classes élémentaires nouvelles ont été ouvertes cette année dont cinquante pour l'enseignement public.

Un vaste programme pour le développement de l'enseignement et de l'éducation a été arrêté. Il prévoit essentiellement :

— la construction d'un nombre important d'établissements du second degré, d'enseignement général et d'enseignement professionnel, pour la formation rationnelle des cadres africains et des techniciens;

— l'équipement du Territoire en matériel éducatif destiné à la masse de la population urbaine et rurale;

— la création massive d'écoles rurales dans les régions du Nord où l'action scolaire est à ses débuts.

Cette année un collège moderne et une école normale d'instituteurs ont été construits et ouverts à N'Kongsamba; ils accueilleront deux cent cinquante élèves africains. Des classes nouvelles ont été construites à Yaoundé pour une première année d'un collège moderne africain et pour le second cycle de l'enseignement du collège moderne et classique mixte.

La construction des nouveaux ateliers à l'école technique de Douala, qui a été réorganisée pour la porter au niveau des écoles professionnelles métropolitaines et l'agrandissement du collège moderne de filles de Douala sont en cours.

En outre, les crédits ont été prévus et les plans établis pour :

— la construction ou l'agrandissement de sept écoles urbaines ou régionales dans le sud et de 27 écoles rurales dirigées par des instituteurs européens dans le nord du Territoire;

— la construction d'une première tranche de bâtiments pour un collège moderne et un centre de formation professionnelle à Maroua (région Nord-Cameroun) et pour un collège technique et un centre de formation professionnelle à N'Kongsamba (région du Mungo);

— la transformation du collège classique et moderne de Yaoundé en lycée.

L'équipement des écoles primaires, qui avait été déficient pendant la période de la guerre, a été complété cette année grâce à une importante commande de manuels et de fournitures classiques passée en France.

Des commandes sont en cours d'exécution pour l'équipement des établissements du second degré en manuels et en matériel de laboratoire.

Enfin il a été procédé à l'achat d'une importante quantité de petit outillage et de machines-outils pour les écoles professionnelles et, en particulier, pour l'école technique de Douala.

ÉCOLES ET PROGRAMMES.

QUESTION 224.

A quelles règles et à quelles autorisations sont soumis la fondation et le fonctionnement des écoles privées?

La fondation et le fonctionnement des écoles privées sont réglementés par un arrêté local.

Ce texte précise que l'ouverture des écoles privées est soumise à l'autorisation spéciale du chef du Territoire.

Elles doivent appliquer « dans l'ensemble et suivant leurs moyens » les programmes des écoles officielles; l'enseignement doit y être donné en langue française.

Elles sont dirigées, soit par des maîtres européens possédant le brevet élémentaire, ou un diplôme équivalent s'ils sont étrangers, soit par des maîtres africains munis du diplôme de moniteur indigène (arrêté local de 1922), soit par des aides-moniteurs pourvus du certificat d'études primaires.

QUESTION 225.

A quelles conditions les écoles privées peuvent-elles recevoir des subventions? Sur quoi se fonde-t-on pour les accorder?

Les écoles privées reconnues reçoivent des subventions du Gouvernement local.

Le régime de ces subventions a été récemment modifié par deux arrêtés locaux de 1946 et de 1947.

Elles comprennent maintenant deux parts :

1° Une subvention fixe, établie suivant l'importance des écoles pour chaque Mission enseignante, versée en bloc, chaque année, aux directeurs des Missions et destinée à l'entretien et à l'équipement des bâtiments scolaires;

2° Une allocation supplémentaire mensuelle, payée aux moniteurs des écoles reconnues, munis d'un diplôme officiel.

Cette allocation est calculée sur la base de 12.000 francs par an pour chaque moniteur titulaire du diplôme de moniteur indigène et de 6.000 francs par an pour chaque moniteur titulaire du certificat d'études primaires. Elle est versée mensuellement à chaque directeur des écoles privées qui assure sa répartition entre les moniteurs de son ressort.

Le chef du Service de l'enseignement contrôle la répartition de cette deuxième part des subventions et peut proposer, le cas échéant, le retrait de l'allocation aux moniteurs dont le travail serait insuffisant.

QUESTION 226.

D'une façon générale, quelle est la portée du programme d'études dans chaque type d'école et de quelle manière est-il adapté aux besoins locaux et aux objectifs fondamentaux de la politique suivie en matière d'instruction? Dans la mesure du possible, donner des précisions sur le programme, pour chaque classe et chaque niveau, des diverses catégories d'écoles.

Les programmes d'études dans les diverses catégories d'écoles, publiques ou privées reconnues, sont les mêmes.

que ceux des écoles du niveau correspondant de la France métropolitaine.

Les manuels scolaires sont, en général, ceux que l'on utilise en France; les études aux divers degrés sont sanctionnées par les mêmes examens.

Il faut cependant distinguer entre le premier et le second degré de l'enseignement.

Dans les écoles du second degré, la similitude avec les programmes métropolitains est à peu près complète. Il s'agit là, en effet, de créer des cadres africains du même niveau que les cadres européens et possédant une somme de connaissances et une forme de culture leur permettant de guider leur pays vers l'intégration dans la communauté des nations évoluées.

La seule adaptation consiste en un allègement des programmes d'histoire et de géographie et de langues étrangères.

Dans les collèges africains, les programmes sont donc ceux des collèges modernes de France, c'est-à-dire ceux de l'enseignement du second degré conduisant à l'examen du brevet élémentaire à la fin de la quatrième année d'études. Au collège classique et moderne mixte de Yaoundé (Africains et Européens) ce sont ceux des sections modernes et classiques des collèges de la métropole, préparant aux diverses parties de l'examen du baccalauréat.

De même, l'école technique de Douala suit les programmes des quatre années des Ecoles nationales professionnelles de France.

Dans l'enseignement primaire, où il s'agit en même temps que de préparer des élèves pour les écoles du second degré, d'instruire des enfants destinés à vivre, à travailler au village africain, l'adaptation est plus poussée.

Elle se fait essentiellement par l'emploi des méthodes concrètes et actives.

On développe également l'enseignement pratique de l'hygiène et de la puériculture dans les écoles de filles.

L'adaptation porte surtout sur l'enseignement des sciences d'observation et sur celui de l'histoire et de la géographie.

Des manuels d'histoire et de géographie locales sont déjà en usage dans certaines écoles. Le Service de l'enseignement comprend un Bureau pédagogique qui prépare la refonte de ces manuels et des livres de sciences naturelles et d'hygiène également adaptés au pays.

QUESTION 227.

Les programmes prévoient-ils l'enseignement d'une langue européenne et, dans ce cas, jusqu'où va cet enseignement? Préciser à quels degrés de l'enseignement on emploie, pour les besoins de l'instruction, d'autres langues que les langues européennes. Spécifier les cas où les autochtones doivent apprendre une autre langue autochtone pour continuer leurs études. Se sert-on d'une « lingua-franca »?

L'enseignement, dans toutes les écoles publiques et privées reconnues, à tous les degrés, est entièrement donné en langue française.

En outre, dans les établissements du second degré, l'anglais et l'allemand sont étudiés pour la préparation des examens du brevet élémentaire, du baccalauréat et du diplôme des Ecoles nationales professionnelles.

Aucune langue vernaculaire n'est actuellement étudiée dans les écoles publiques ou privées reconnues. Il n'existe pas de lingua-franca au Cameroun. Les autochtones sont,

très attachés aux nombreux dialectes parlés dans les diverses régions du Territoire. La langue la plus répandue est l'ewondo (dialecte de la région de Yaoundé) et le « pidgin » est employé dans les agglomérations importantes du Sud.

QUESTION 228.

Quelles installations dans le Territoire et quelles facilités à l'étranger a-t-on prévues pour permettre aux deux sexes de suivre un enseignement supérieur et qu'a-t-on fait pour faire face aux besoins locaux?

Il n'existe pas d'établissement d'enseignement supérieur au Territoire. Cependant, une Ecole de médecine a été créée à Dakar, qui reçoit des élèves boursiers de l'Afrique Occidentale française, de l'Afrique Equatoriale, du Cameroun et du Togo. Cette Ecole forme des médecins africains qui sont destinés à servir dans ces quatre territoires.

En outre il existe au Cameroun un système de bourses scolaires qui permet aux élèves des deux sexes de poursuivre des études en France aux frais du Territoire. Actuellement le Cameroun entretient environ cent cinquante boursiers dans les établissements métropolitains.

ÉLÈVES.

QUESTION 229.

Si possible, donner un croquis du Territoire montrant la répartition des diverses catégories d'écoles et le nombre des élèves qui les fréquentent dans chaque région, en fonction de la densité de la population.

Le nombre total des élèves qui fréquentent les écoles publiques et privées des divers degrés du Cameroun s'élève en 1947 à plus de cent quinze mille.

Sur ce total, quinze cents environ suivent les cours de l'enseignement du second degré, général ou technique.

Cet enseignement comprend : deux écoles d'enseignement primaire supérieur, entretenues par les Missions, et destinées à la formation professionnelle des moniteurs africains; quatre établissements secondaires publics, deux établissements secondaires privés; une école professionnelle des Missions protestantes et deux écoles, technique et artisanale, de l'enseignement public.

Les écoles du second degré sont situées dans la zone du sud du Territoire. Les écoles primaires élémentaires, publiques et privées, sont au nombre de treize cent cinquante. Leurs deux mille trois cent vingt-cinq classes accueillent plus de cent treize mille cinq cents élèves dont dix-sept mille filles environ.

La forte densité de la population explique en partie la concentration scolaire dans les régions comme celle du Wouri, la région Bamiléké, la région Boulou et la région de Nyong et Sanaga, tandis que, dans les régions moins peuplées du centre du Territoire (M'Bam, Bamoun, Lom et Kadei, Adamaoua et Bénoué), zone du reflux des dernières invasions nordiques, le nombre des établissements scolaires est moins élevé.

Il faut remarquer d'ailleurs que la pénétration européenne s'est effectuée par le sud du Territoire, qui béné-

ficio actuellement, de ce fait, d'un plus grand nombre d'écoles.

La scolarisation des régions du nord sera poursuivie par la construction d'écoles rurales et la création d'écoles du second degré, d'enseignement général et technique.

QUESTION 230.

Si les écoles sont payantes, qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour ceux qui ne peuvent payer les frais de scolarité? Quelles dispositions ont été prises pour le transport des élèves qui demeurent loin de l'école? Qu'a-t-on prévu, le cas échéant, pour l'éducation physique des écoliers, les soins médicaux à leur donner, les repas à l'école et le contrôle de la valeur diététique de ces repas? Existe-t-il des bourses ou autres formes d'aide dont puissent bénéficier les élèves qui fréquentent les diverses classes et les différents types d'écoles?

L'enseignement primaire est gratuit dans toutes les écoles publiques ou privées reconnues du Territoire. Cependant certaines Missions perçoivent un léger droit dont le montant est variable suivant les régions et les Missions.

Les élèves trop éloignés des écoles sont placés dans des « camps scolaires » où ils sont logés dans des cases généralement construites sur le type des habitations de la région. Ils reçoivent une nourriture dont la composition est contrôlée par le directeur de l'école et par le chef du secteur scolaire. Les médecins et agents du Service de santé visitent ces internats au cours de leurs tournées et les contrôlent au point de vue de l'hygiène et de l'alimentation.

Les moniteurs de l'enseignement public donnent des leçons journalières d'éducation physique à tous les élèves de leurs écoles. Ces moniteurs sont initiés aux méthodes nouvelles de culture physique au cours de stages de perfectionnement dirigés par un spécialiste européen, professeur d'éducation physique du cadre métropolitain. En outre des terrains de jeux sont aménagés dans les principales écoles.

Pour tenir compte des différences de fortune, un système de bourses scolaires d'internat a été aménagé dans des établissements du second degré. L'internat n'est donc payant que pour les enfants de familles aisées.

CORPS ENSEIGNANT.

QUESTION 231.

Quels sont les titres professionnels des maîtres, autochtones ou non autochtones? Dans quelle mesure leur nombre répond-il aux besoins, et qu'a-t-on prévu pour le recrutement et la formation professionnelle des maîtres dans le Territoire et à l'étranger? Comment est accordée la licence d'enseigner?

Les diplômes officiels possédés par les maîtres africains actuellement en service sont : le certificat d'études primaires local, le diplôme de moniteur indigène ou le certificat d'études primaires supérieures.

En outre quelques moniteurs des missions protestantes possèdent le diplôme privé de l'école supérieure protestante de Foullassi.

Le niveau du certificat d'études local est sensiblement le même que celui du certificat d'études métropolitain; le diplôme de moniteur indigène est un examen professionnel, du niveau d'un cours supérieur de deuxième année de la métropole pour les épreuves de culture générale; le certificat d'études primaires supérieures est légèrement inférieur au niveau du brevet élémentaire métropolitain.

Sur les trois cent vingt moniteurs ou instituteurs africains de l'enseignement, deux cent soixante-dix possèdent le certificat d'études primaires supérieures, et les autres sont titulaires du diplôme de moniteur indigène.

Quatre vingt-trois moniteurs des écoles privées ont le certificat d'études primaires supérieures, six cent soixante-dix ont le diplôme de moniteur indigène ou le certificat d'études primaires, onze cent vingt-trois ne possèdent aucun diplôme officiel et tiennent une classe sous la surveillance d'un maître européen ou d'un diplômé africain.

Les instituteurs métropolitains de l'enseignement public sont détachés du cadre métropolitain ou intégrés dans le cadre local; dans les deux cas, ils doivent posséder les diplômes requis pour enseigner dans les écoles publiques de France c'est-à-dire le baccalauréat ou le brevet supérieur et le certificat d'aptitude pédagogique.

La création d'un cadre local commun où sont intégrés Européens et Africains et la nécessité de relever le niveau de l'enseignement ont amené la suppression des diplômes locaux pour le personnel enseignant. Désormais, le certificat d'études primaires sera passé sur le même programme et au même niveau que le certificat d'études primaires de France et le certificat d'études primaires supérieures sera remplacé par le brevet élémentaire.

Cependant le diplôme de moniteur indigène sera conservé sous la forme actuelle pour permettre aux Missions enseignantes de perfectionner leurs maîtres titulaires du simple certificat d'études.

Les professeurs, tous métropolitains, sont détachés du cadre métropolitain et titulaires, au moins, de la licence d'enseignement ou d'un certificat d'aptitude au professorat.

Une école normale d'instituteurs, du niveau de celle de France vient d'être ouverte au Cameroun. En outre des boursiers sont envoyés chaque année dans les écoles normales de France ou de l'Afrique Occidentale française. Ils reviennent ensuite enseigner au Cameroun.

Dans le plan de développement de l'enseignement, il a été prévu l'ouverture au Cameroun, d'ici sept ans, de trois écoles normales nouvelles de garçons et d'une école normale de filles. De plus, étant donné le grand nombre de maîtres de l'enseignement primaire qui seront nécessaires pour réaliser la scolarisation totale du Territoire des cours normaux seront créés auprès des collèges modernes pour former en un an des moniteurs qualifiés, ayant une culture générale du niveau du brevet élémentaire.

Enfin des bacheliers africains seront envoyés en France pour y préparer la licence d'enseignement ou les certificats d'aptitude au professorat.

QUESTION 232.

Donner les barèmes des traitements afférents à chaque classe de maîtres et, le cas échéant, à chaque catégorie.

Les maîtres européens et africains de l'enseignement primaire publique sont intégrés dans un cadre commun dont les échelles de traitement sont les suivantes :

— de 15.000 à 21.000 francs de solde de base pour le

moniteurs adjoints titulaires du certificat d'études primaires;

— de 24.000 à 42.000 francs de solde de base pour les moniteurs titulaires du brevet élémentaire ou d'un diplôme officiel équivalent.

— de 54.000 à 150.000 francs de solde de base pour les instituteurs titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur et du certificat d'études pédagogiques.

Les instituteurs de cette catégorie sont divisés en trois groupes :

1° Instituteurs stagiaires : 54.000 à 60.000 francs;

2° Instituteurs : 60.000 à 114.000 francs;

3° Instituteurs principaux : 126.000 à 150.000 francs.

Les professeurs, professeurs techniques et professeurs techniques adjoints, détachés du cadre métropolitain sont rangés dans un cadre local, dont les soldes de base sont fixées comme suit :

1° Professeurs agrégés, professeurs licenciés et professeurs techniques du cadre supérieur : de 132.000 à 246.000 en huit échelons;

2° Professeurs licenciés et professeurs techniques du degré ordinaire : de 102.000 à 198.000 en huit échelons;

3° Professeurs adjoints et professeurs techniques adjoints : de 90.000 à 174.000 en huit échelons.

Les Africains et les Européens perçoivent, en outre, une indemnité de zone et les Européens un supplément colonial égal aux quatre dixièmes de la solde de base.

QUESTION 233.

Existe-t-il des associations ou des organisations des membres du corps enseignant? Font-elles paraître des journaux ou des bulletins?

Il n'existe pas actuellement d'organisation de membres de l'enseignement au Cameroun; une revue pédagogique destinée à aider les maîtres de brousse dans leur travail est en préparation.

ÉDUCATION DES ADULTES ET DE LA COMMUNAUTÉ.

QUESTION 234.

Donner une esquisse des programmes d'instruction des adultes et d'instruction des masses qui ont été préparés pour le territoire. Envisagent-ils l'utilisation de la radiodiffusion, des films, des publications et des autres moyens de diffusion aux masses? Quelles ont été, jusqu'à ce jour, les réalisations pratiques?

Des cours à visées surtout pratiques (enseignement du français, de l'arithmétique, de la géographie, de l'hygiène) fonctionnent dans toutes les écoles régionales et dans les écoles des subdivisions les plus importantes. Un programme d'achat de récepteurs de radio, d'appareils de projections et de films, doit permettre, incessamment, d'étoffer cet enseignement, ainsi que l'achat d'ouvrages d'intérêt éducatif destinés à l'enrichissement des bibliothèques existantes et à l'ouverture de nouvelles bibliothèques.

Un Comité de la radio éducative est en instance de création; il sera chargé d'élaborer des programmes d'émission et d'enquête depuis Douala, et de publier des résultats des enquêtes les plus significatives entreprises par les clubs-radio de base. (Cf. réponse à la question 238.)

L'Institut populaire technique poursuit une série de causeries, touchant aux problèmes techniques et économiques étudiés dans leur histoire et mis à la portée des publics locaux.

Un « service S. V. P. » de l'enseignement technique est en fonctionnement.

QUESTION 235.

Y a-t-il un plan de lutte contre l'analphabétisme et, le cas échéant, a-t-on pris des dispositions en vue de la participation des institutions internationales appropriées aux campagnes contre l'analphabétisme? Quel est le pourcentage d'illettrés suivant l'âge, le sexe et la race?

L'ossature du plan reste la multiplication des écoles de base, selon une décentralisation de plus en plus accrue. Pour aider l'école primaire, encore trop rare, il est envisagé de procéder à l'enseignement du français parlé par le film. Un scénario adapté aux conditions locales a été élaboré et la confection du dialogue est en cours. Quatre camions-cinéma également porteurs de disques reproduisant ces dialogues et d'ouvrages élémentaires, doivent être équipés et mis en circulation dès la production du film.

Des rudiments d'enseignement de l'hygiène, de géographie locale, de puériculture et du système métrique, sont intégrés dans ce film. D'autres bandes d'enseignement ou d'éducation prolongeront progressivement cette action, ainsi que les ouvrages du camion-cinéma, qui est en même temps un bibliobus.

Trois centres ambulants d'enseignement ménager, également équipés sur camion, sont prévus, à titre d'expérience, dans une seconde tranche du plan décennal qui s'ouvre cette année. L'expérience pourra être intensifiée selon les résultats.

QUESTION 236.

Quels efforts ont été tentés par l'Autorité chargée de l'administration, ou par l'initiative privée, pour accroître la quantité des publications dont peuvent disposer les habitants instruits, en langue autochtone ou en d'autres langues? Quelle est la politique suivie en ce qui concerne l'établissement d'une langue commune?

L'Administration du Territoire a fait récemment de larges commandes d'ouvrages scolaires. Les livraisons sont en cours. Elle a créé une publication d'information, et une ancienne publication rédigée par et pour les Africains va être reprise. Cette publication, à la différence de la précédente, comportera des articles en langue vernaculaire. Enfin, des crédits sont prévus pour la publication d'études et d'ouvrages de valeur éducative, pouvant être, soit des travaux personnels, soit des résultats d'enquêtes sur des sujets d'intérêt local.

Quatre librairies privées se sont ouvertes : deux à Yaoundé et deux à Douala. Les rayons de livres s'enri-

chissent par ailleurs dans les comptoirs des grandes firmes commerciales.

Enfin des publications plus savantes sont élaborées par la Société d'études camerounaises, affiliée à l'Institut français d'Afrique Noire de Dakar.

Plus de quatre-vingt dialectes sont utilisés par les habitants du Cameroun, dont aucun n'est parlé communément dans l'ensemble du Territoire. C'est pourquoi la plupart des ouvrages et des publications en circulation sont écrits en langue française.

QUESTION 237.

Quelles langues autochtones ont été normalisées et établies sous forme écrite? Indiquer les mesures prises pour continuer les travaux dans ce domaine, lorsqu'on les juge nécessaires.

Certaines langues autochtones ont été systématiquement étudiées; des lexiques et des grammaires ont été édités (ewondo, peuhl; douala; boulou); mais la tradition écrite demeure précaire. La langue bamoun fait l'objet d'une écriture spéciale, récemment inventée par un sultan de Fomban. Cette écriture a été relevée et étudiée par la Société d'études camerounaises, qui prépare la publication de cet important travail.

Le Musée de l'homme, l'Institut français d'Afrique Noire, suivent de près ces travaux que le Gouvernement du Territoire encourage et soutient.

QUESTION 238.

Quelles mesures ont été prises pour développer les activités intellectuelles et culturelles chez les peuples autochtones, en ce qui concerne la presse, la littérature, l'art et la recherche scientifique, et pour créer un sentiment de dépendance mutuelle?

Indépendamment des mesures dont il est parlé en réponse aux questions 234, 235, 236 et 237 qui aboutissent directement ou indirectement à développer des activités intellectuelles, culturelles et scientifiques, la création de foyers culturels est déjà entreprise et l'équipement de ces foyers se poursuit. La politique adoptée est de créer, dans les foyers ou ailleurs, des « Clubs » : « Amis du livre », « Amis du cinéma », « Amis de la radio », d'y multiplier les cercles d'études, les enquêtes, d'utiliser le poste radio-émetteur de Douala (et, ultérieurement, le poste plus puissant qui doit être installé à Yaoundé), de centraliser les résultats de ces études ou enquêtes, d'en diffuser la synthèse sous forme de revue-ciné, revue-radio, revue-livres, pour provoquer de nouvelles recherches et de publier, à la fin d'un cycle d'études, les résultats les plus importants.

Bien entendu, les écoles elles-mêmes peuvent devenir autant de « Clubs »; l'acquisition d'un radio-récepteur d'un appareil de projections cinématographiques, avec lots de disques et de films est envisagée aux établissements du second degré, général ou technique, et aux écoles régionales dans les localités où n'existe aucun établissement secondaire.

QUESTION 239.

Combien y a-t-il de bibliothèques dans le Territoire? Préciser pour chacune le nombre de volumes, leur circulation et le droit de prêt, le cas échéant. Existe-t-il des bibliothèques ambulantes?

Par suite des difficultés consécutives à la guerre, la plupart des bibliothèques existant au Territoire ont disparu. En 1946 il restait : une bibliothèque municipale à Douala avec 1.000 volumes environ; une bibliothèque municipale à Yaoundé, avec 1.500 volumes.

Le Service de l'enseignement a organisé et ouvert quatorze bibliothèques régionales confiées aux chefs de secteurs scolaires ou aux directeurs d'établissements scolaires, ouvertes à tous.

Cinq d'entre elles ont plus de 1.000 volumes, les autres possèdent actuellement entre 300 et 500 volumes; elles atteindront, à la fin de 1947, de 800 à 1.000 volumes chacune, grâce aux commandes passées en France.

En outre il existe à la Direction de l'enseignement à Yaoundé une bibliothèque, également ouverte à tous, et qui compte déjà 2.000 volumes.

Il a été fait allusion, à propos de la question 235, au programme de rotation des camions-ciné bibliobus.

QUESTION 240.

Quels efforts ont été faits pour utiliser les services d'anciens mobilisés instruits, hommes ou femmes, afin de répandre l'instruction?

La plupart des anciens combattants ont obtenu, à leur démobilisation des emplois administratifs et se sont fixés dans les centres, où des écoles étaient déjà nombreuses. Leur action pour la diffusion de l'instruction n'a donc pas une grande portée.

QUESTION 241.

Quelles mesures ont été prises pour sauvegarder, entretenir et encourager l'art et la culture autochtones : musique, danse, folklore, travaux artisanaux, etc.? Enumérer et décrire brièvement les sociétés et les organisations culturelles, s'il en existe, qui s'intéressent à cette activité. Combien existe-t-il de théâtres et de cinémas?

La musique et les danses indigènes ont été étudiées par divers spécialistes dont certains travaux sont publiés. La Société d'études camerounaises possède un certain nombre d'études de ce genre dont certaines ont été faites à sa demande. Des concours avec primes sont prévus pour entretenir et encourager les groupes qui conservent une inspiration et un style authentiques.

Un effort particulier a été fourni en faveur des travaux d'artisanat artistique. Le relevé des modèles les plus anciens et des plus beaux qui composent les « trésors » des chefferies locales des pays Bamiléké et Bamoun a été fait. Une école est ouverte à Ebolowa. Elle forme des artisans qui reproduisent les modèles sur ivoire, bois, fer, poterie ou vannerie. Deux autres centres de formation des artisans sont prévus dans l'ouest et le nord (Bafou-

sam et Maroua). Le but est de protéger l'artisan contre les influences qui risqueraient de dénaturer son inspiration et son style, d'améliorer l'outillage et les techniques (objectif déjà partiellement atteint), et, par des mesures d'ordre économique (création d'offices coopératifs de vente et d'achat) de sélectionner et de favoriser l'œuvre de qualité.

Le directeur de l'école d'Ebolowa a organisé en octobre 1947 une exposition à Paris destinée à faire connaître, les productions originales du Territoire; trois expositions ventes ont déjà eu lieu à Yaoundé, Ebolowa et Douala. Une exposition doit être organisée en janvier 1948 à Yaoundé; d'autres expositions auront lieu dans les grands centres du Territoire.

QUESTION 242.

Y a-t-il des expéditions archéologiques à l'œuvre dans le Territoire? Quelles sont les dispositions principales réglant leurs activités et découvertes, spécialement en ce qui concerne l'enlèvement des objets du Territoire? Quelles mesures ont été prises pour défendre et protéger les lieux, zones et pièces archéologiques?

Les études faites par MM. Griaule et Lebœuf dans le pays de Fort-Fourreau peuvent être considérées comme expéditions et travaux archéologiques.

Un décret relatif à la conservation des objets classés est en préparation.

Mais déjà le chef du Centre de l'Institut français d'Afrique Noire est habilité à viser, à sa sortie, tout objet de collection.

Enfin la création du musée bamoun à Fommban permettra de conserver tout objet digne d'intérêt.

QUESTION 243.

Quelles mesures a-t-on prises pour défendre et protéger les espèces vivantes de la flore et de la faune ayant une importance esthétique ou scientifique? Spécifiez et décrivez brièvement, le cas échéant, quels musées ou parcs sont entretenus.

Pour la protection de la faune, et pour assurer la pérennité de certaines espèces animales, six aires de protection, appelées « réserves de chasse », ont été créées au Cameroun, englobant un million 300.000 hectares. L'exercice de la chasse est interdit sur l'ensemble de ces réserves.

Du nord au sud du Territoire, ce sont :

- 1° La réserve de chasse de Wasa : 110.000 hectares;
- 2° La réserve de chasse de la Bénoué : 180.000 hectares;
- 3° La réserve de chasse du Faro : 330.000 hectares;
- 4° La réserve de chasse de Rey-Bouba : 200.000 hectares;
- 5° La réserve de chasse d'Edéa-Douala : 150.000 hectares;
- 6° La réserve de chasse de Kribi-Campo : 300.000 hectares;

Toutes ces réserves ont été judicieusement choisies pour les espèces animales variées qu'elles renferment :

1° Réserve de chasse de Wasa.

Surface de 140.000 hectares en zone sahélienne située entre le 11° et le 12° de latitude Nord.

C'est la réserve par excellence des antilopes. Par ordre d'importance les espèces animales suivantes y sont représentées :

Cob de Buffon;
Damalisque;
Hippotrague;
Ourebi;
Gazelle Korin;
Padada;
Céphalophe couronné;
Cob onctueux;
Girafe;

Carnassiers : lion, panthère, caracal, guépard; hyène, cynhyène; mungo, genette, chacal, chien de sables;

Daman;
Cynocéphale;
Callitriche;
Pleurier ou singe rouge;
Phacochère;
Oryctérope;
Lièvre gerbille porc-épic;
Galago d'Aïllen;

Faune aviaire très riche : autruche, outarde grande et petite, pintade, serpentaire, ombrette, pélican.

Toute la gamme des canards et oies.

2°, 3°, 4° Réserves de chasse de la Bénoué, du Faro et de Rey-Bouba.

Elles sont situées en zone soudanienne entre le 8° et le 9° de latitude Nord.

Toutes trois, très riches en animaux sauvages, hébergent les mêmes espèces animales.

Dans ces aires de protection se trouve la presque totalité des 60/80 rhinocéros noirs qui subsistent encore au Cameroun. Grâce à la situation et la continuité de ces réserves, on peut espérer assurer la pérennité de cette espèce en voie d'extinction.

Voici la liste des principales espèces bien représentées dans ces régions :

ONGULÉS.

Eléphant (réserve de la Bénoué : 40/50 individus environ).

Rhinocéros.

Girafe (réserve de la Bénoué et Rey-Bouba).

Elan de Derby.

Buffle.

Hippotrague.

Damalisque.

Bubale Ledwel.

Bubale major.

Cob de Buffon.

Redunca.

Cob onctueux.

Ourebi.

Gazelle Korin.
Céphalophe couronné.
Phacochère.
Hippopotame (réserve du Faro et de la Bénoué).
Guib.
Daman.

CARNASSIERS.

Lion, panthère, caracal (rare), ratel (rare), genette, civette, hyènes striée et rayée, cynhyène, oryctérope.

INSECTIVORES.

Hérisson.

RONGEURS.

Gerbille.
Aulacode.
Porc-épic.
Lièvre.

TUBULIDENTÉS.

Oryctérope.

PROSIMIENS.

Galago d'Allen.

SIMIENS.

Cynocéphale.
Gallitriche.
Singe rouge pleureur.
Sporadiquement : Colobe manteau blanc.
Crocodiles.

La faune aviaire est bien représentée :

— outardes grande et petite, francolin, pintade, etc.;
— serpentinaire (rare), calao d'Abyssinie (rare).

5° Réserve de chasse d'Edéa-Douala.

Elle est située sur la côte de l'Atlantique, entre le 3° et le 4° de latitude Nord.

Elle est riche en éléphant ainsi qu'en céphalophes (y compris le céphalophe *sylvicultrix*), et très riche en singes : gorilles et chimpanzés.

Drill.
Hocheur.
Moustac.
Callitriche.
Mangerenys à collier.
Mone.

Dans la Basse Sanaga et l'embouchure du Nyong, quelques lémentins subsistent encore.

6° Réserve de chasse de Kribi-Campo.

Elle est située entre le 2° et le 3° de latitude Nord, entre le Ntem et l'Atlantique.

Cette région est riche en éléphant, buffle, situtongas et en céphalophes variées, en anthropoïdes, gorilles et chimpanzés et singes.

Les anomalies y sont bien représentés ainsi que les athérures.

Daman des arbres.

Pangolin.

Crocodiles et hippopotames dans le Ntem.

PROJET DE RÉSERVES DE FAUNE.

Trois nouvelles réserves sont actuellement à l'étude :

A) Une réserve de 3.000 hectares dans la région de Fort-Foureau, dans le but de protéger les antilopes;

— cob de Buffon, damalisque, cob onctueux, gui harnaché;

— gazelle Korin et céphalophe couronné;

B) Une réserve d'environ 350.000 hectares dans l'est du Territoire : boucle du Dja en vue de la protection des singes anthropomorphes (gorilles et chimpanzés), de l'éléphant, du Bongo et des nombreuses variétés de céphalophes;

C) Une réserve d'environ 10.000 hectares, située près de la Sanaga et du Mbam (région de Bafia), pour assurer la protection des cobs de Buffon, buffles, etc...

PARC ZOOLOGIQUE.

Dans le futur centre de l'Ecole supérieure d'agriculture de Yaoundé, une superficie de 6 hectares est réservée pour la création d'un parc zoologique.

Un centre d'acclimatement et d'attente pour anthropoïdes y est prévu. Il aura pour but de recueillir gorilles et chimpanzés capturés fortuitement ou non par les autochtones, d'héberger ces animaux durant la phase d'acclimatement psychique et de les diriger ensuite sur les Muséums ou Instituts Pasteur métropolitains et étrangers.

L'intérêt scientifique de cet organisme n'a échappé à personne. Le Cameroun est, avec le Moyen-Congo, un des rares pays du monde encore riche en anthropoïdes.

I. — PUBLICATIONS

QUESTION 244.

la métropole, et parus au cours de l'année?

Fournir des exemplaires des textes de lois et règlements généraux concernant le Territoire sous tutelle, émanant de l'Administration locale ou de

Les textes essentiels publiés dans le Territoire figurent à la fin de ce volume.

J. — RECHERCHES

QUESTION 245.

Sous chacune des rubriques suivantes indiquer les facilités locales, l'aide venant de l'extérieur, les résultats, les faits récents et les programmes d'avenir :

- a) *Service de base : relevés du terrain, prospections géologiques, statistiques démographiques, études météorologiques, etc.;*
- b) *Recherches technologiques : médecine, agriculture, industrie, etc.;*
- c) *Etudes sociologiques : économie, droit, instruction, etc.*

Le Territoire possède-t-il un Département d'anthropologie; s'est-il assuré les services d'un anthropologue officiel? Dans l'affirmative, indiquer comment le travail est organisé, les tâches à accomplir et les résultats obtenus. Sinon, quelles autres dispositions ont été prévues pour organiser une recherche continue et systématique portant à la fois sur les traditions et sur l'évolution de la vie sociale, politique, religieuse et économique des autochtones par des savants spécialisés dans les sciences sociales.

1° Par arrêté n° 1/B du Ministre des Colonies, en date du 6 mars 1945, a été créé le Service géographique de l'Afrique Equatoriale française dont l'activité s'étend au territoire du Cameroun.

2° A la suite de reconnaissances exécutées en 1945 et 1946 par le chef du Service géographique, des bases d'opérations ont été installées en 1946 et approvisionnées en matériel technique, moyens de transport et matériaux nécessaires aux travaux géographiques.

3° Les travaux sur le terrain ont commencé en 1946; le Service géographique s'est attaché, en premier lieu, à réviser la partie des cartes anciennes comprises entre Yaoundé, la mer, la frontière anglaise et la frontière espagnole. Cette révision a été exécutée à l'aide de levés expédiés à l'échelle de 1/200.000^e, appuyés sur vingt-six positions astronomiques déterminées en 1947. Les travaux exécutés permettent dès maintenant :

- a) L'exécution des missions de photographies aériennes;
- b) Une exploitation provisoire rapide des photographies aériennes, en attendant l'exploitation régulière exécutée par les brigades de préparation et de précomplètement photogramétriques.

Des tirages de ces levés sont mis à la disposition des divers usagers : ingénieurs des travaux publics et des mines, prospecteurs, administrateurs, etc., qui pourront les compléter et les tenir à jour.

Le Service central à Brazzaville a entrepris l'exploitation de ces levés pour l'établissement de cartes de reconnaissance au 1/500.000^e et aux échelles plus petites.

4° L'organisation actuelle comprend :

- un magasin annexe à Douala;
- une base avancée à Yaoundé;
- un groupe astro-géodésique de huit Européens;
- un groupe topographique de trois Européens.

5° En 1948 les travaux de révision terminés dans le bloc Ouest auront été étendus dans tout le territoire du Cameroun et les brigades géodésiques termineront dans le bloc Ouest les opérations géodésiques commencées en novembre 1947 pour permettre l'exploitation régulière des photographies aériennes qui doivent être prises fin 1947.

6° Le Service géographique ne rencontre aucune difficulté dans l'accomplissement de sa mission. Son installation provisoire permet d'attendre les constructions définitives pour lesquelles 7.500.000 francs C. F. A. ont été demandés pour la tranche des travaux sur les crédits « Fides », exercice 1946. En outre le Service a entrepris la formation d'un premier noyau d'une dizaine d'aides africains capables de seconder les opérateurs européens.

En résumé, le Service géographique a pris pied au Cameroun depuis 1946; il aura terminé en 1948 les levés expédiés au 1/200.000^e, appuyés sur des positions astronomiques modernes; ces levés de reconnaissance, déjà utilisés par les Travaux publics, permettront la révision des cartes anciennes, la navigation des équipages des missions photographiques aériennes, l'exploitation provisoire rapide de ces missions; ils servent de canevas pour les usagers de brousse et sont utilisés par le Service central de Brazzaville pour la rédaction des cartes de reconnaissance à petites échelles. Les brigades géodésiques commencent à prendre de l'avance sur la photographie aérienne en vue de leur exploitation régulière. La première tranche des travaux est prévue pour 1948.

La Société d'études camerounaises est en liaison avec les centres de l'Institut d'Afrique Noire (I. F. A. N.). Sous l'égide de l'Office de la recherche scientifique coloniale (Ministère de la France d'outre-mer), des recherches de tous ordres sont entreprises.

De nombreux chargés de mission sont prévus à cet effet. Toutes les questions intéressant le Cameroun seront étudiées par des spécialistes.

Voici les titres des travaux parus dans le Bulletin de la Société :

Publication du Bulletin d'Etudes Camerounaises.

1935.

Numéro 1.

Pages.

René BUGAST. — Objets, sens, buts et méthodes proposés pour les investigations sociologiques au Cameroun. 15 à 70

	Pages.		Pag.
J.-A. ROUSSEAU. — Les migrations Foulbés et la linguistique botanique.....	71 à 80	M. GUILLAUME. — Observations sur l'exploitation des Funtumias.	73 à 8
Idrissou Mborou Njoya. — Le sultanat du pays Bamoun et son origine.....	81 à 83	R. P. JOS. SOHLER. — Dans la flore du Cameroun : l' <i>Alstonia Congensis</i>	89 à 9

1937.

Numéro 3.

Paul FOURY. — Indications données par l'état actuel de la végétation sur la répartition ancienne des groupements humains.....	7 à 16
SAVANI. — Notes sur les populations Namchi.	17 à 48
Gérard DELCROIX. — Enquête sur le Lahoré de Ngaoundéré.	49 à 60
Pierre CHAULEUR. — Elément de bibliographie.	61 à 66

1943.

Numéro 3.

Esquisse ethnologique pour servir à l'étude des principales tribus du Cameroun français, d'après les archives du Bureau des affaires politiques, 1935-1937.	9 à 66
Une ordalie en pays Namchi (jugement du tribunal du 2 ^e degré de Garoua, rendu le 31 août 1935 sous la présidence de M. l'administrateur des colonies SALASC).....	67 à 84
L'économie agricole des montagnes Kirdis de l'Emirat de Dikoa au Cameroun sous mandat britannique : Stonhope white, A. D. O. (traduction d'un article paru dans <i>The Empire Journal of Experimental Agriculture</i> , vol. IX, n° 35, janvier 1941).....	85 à 96
Recommandations pour l'étude de la famille (Institut international pour l'étude des langues et des civilisations africaines).....	97 à 104

Numéro 4.

R. BAUDRY. — Etude climatologique de la région de Douala.	7 à 46
A. DAUZATS. — Quelques notes de toponymie du Nord-Cameroun, accompagnées de deux notes annexes de H. Baudelaire et M. Mahonde...	47 à 60
J.-J. MOUCHET. — Pratiques de divinations Massa et Toupouri.....	61 à 72
M. BERTAUT. — Contribution à l'étude des négrilles de la région du Haut-Nyong.....	73 à 97
R. P. J. PERONO. — Les Basa.....	98 à 114
Questionnaire pour une enquête sur la littérature orale.	115 à 118
Principes pour l'établissement d'une notation phonétique.	119 à 124

1944.

Numéro 5.

M.-D.-W. JEFFREYS. — L'origine du nom « Fulari »	5 à 24
H. BAUDELAIRE. — La numération de 1 à 10 dans les dialectes habé de Garoua, Guidder, Poli et Rey-Bouba.	25 à 31
Dr. H. KOCH. — Proverbes badjoué et bikélé.	32 à 54
M. DE LISLE. — Note sur la faune coléoptérologique du Cameroun.....	55 à 72

Numéro 6.

Pierre HAUGOU. — Le Cameroun à travers les périodes géologiques (avec une esquisse géologique au 1/3.000.000 ^e).....	3 à 1
M.-A. DENAEYER et P. BOONDEL. — Bibliographie du Cameroun.	41 à 6
J.-J. MOUCHET. — Duvangar. Rites agraires et classes d'âges.	61 à 7
C.-W. CHEW. — Note sur la flore du Cameroun (avec illustrations).	75 à 8
M ^{me} R. DUGAST. — Autobiographie d'une femme Banen.	83 à 9
Ch. FABA. — L'installation des Allemands au Cameroun.	97 à 10

Numéro 7.

G. LAVERGNE. — Le pays et la population Matakam (avec cartes et illustrations).....	7 à 7
A. CAPRONI. — Le lignite de Dschang (avec carte, plan et coupe).	75 à 8
M. DE LISLE. — Note sur un phosphore trouvé à Batouri (avec illustrations).	87 à 9
M. DE LISLE. — Notes complémentaires sur la faune coléoptérologique du Cameroun.....	91 à 10
R. P. SOHLER. — Un peu de zoologie à propos d'un proverbe.	93 à 10

Numéro 8.

M ^{me} René DUGAST. — L'agriculture chez les Ndiki de population Banen (avec carte et illustrations).	9 à 1
J.-B. JAUZE. — Contribution à l'étude de l'archéologie du Cameroun (avec cartes, plans et illustrations).	105 à 11

1945.

Numéro 9.

M.-D.-W. JEFFREYS. — Le serpent à deux têtes Bamun.	7 à 1
A. VAILLANT. — La flore méridionale du lac Tchad.	13 à 1

Numéro 10.

G. MARCHERSEAU. — Quelques éléments d'ethnographie sur les Mofu du massif de Durum (avec carte et illustrations).....	7 à 1
Dr. G. OLIVIER. — Etude anthropologique comparée des principales tribus de la région de Yaoundé (avec cartes).....	55 à 1
H. RELLY. — Quelques notes sur les noms et titres du Grasfield.	77 à 1
R. P. J. BOUCHAUD. — Notes d'histoire du Cameroun. Le char des Dieux.....	85 à 1

Jacob-A. REIS. — Les oiseaux du Cameroun français.	Pages. 17 à 56
M ^{me} René DUGAST. — A la recherche d'une épouse.	57 à 76
R. P. J. BOUCHAUD. — Note d'histoire du Cameroun : la découverte du golfe de Guinée.	77 à 110
C.W. CHEW. — <i>Erratum</i>	111

Numéro 12.

Dr. Georges OLIVIER et Louis AUJOULAT. — L'obstétrique en pays Yaoundé.	7 à 72
M. DE LISLE. — Les cétoines du Cameroun.	73 à 102

1946.

Numéros 13-14.

P. HAUGOU, en collaboration avec G. KORETZSKI et L. TRIAL. — Etude de l'assèchement possible du lac Tchad.	7 à 26
H. KOCI. — Le petit bétail chez les Badjoué et Bikélé de Messaména.	27 à 108
R. P. J. BOUCHAUD. — Notes d'histoire du Cameroun : la découverte du Cameroun au xv ^e siècle.	109 à 138

Numéros 15-16.

H. DE PERDRAIS. — Contribution à l'établissement d'un inventaire ethnique du Cameroun.	7 à 16
--	--------

G. OLIVIER, avec la collaboration des docteurs AUJOULAT, CHABEUF, DAVID et GREINER. — Documents anthropométriques pour servir à l'étude des principales populations du Sud-Cameroun.	7 à 86
M ^{me} René DUGAST. — Une corbeille divinatoire.	87 à 104
J.-J. MOUCHET. — Note sur la conversion à l'islamisme, en 1715, de la tribu Wandala.	105 à 108
M.-P.-J. BOUCHAUD. — Notes d'histoire du Cameroun dans la cartographie au xvi ^e siècle. Quelques textes anciens.	109 à 152

1947.

Numéros 17-18.

A.-T. GOOD. — Les rongeurs du Cameroun.	5 à 20
Jacques GAZEL. — Le calcaire au Cameroun français.	21 à 40
A. VAILLANT. — Une enquête agricole chez les Mofu de Wazam.	41 à 98
J.-J. MOUCHET. — Prospections ethnologiques sommaires de quelques massifs du Mandara.	99 à 140
Enfin la Société prépare deux ouvrages importants :	
1° <i>Les budgets familiaux et les niveaux de vie</i> ;	
2° <i>La sorcellerie dans les tribus camerounaises</i> .	
La Société d'études camerounaises guide les jeunes chercheurs dans leurs travaux et leur fournit la documentation nécessaire.	

K. — RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

QUESTION 246.

Qu'a-t-on fait pour donner effet aux suggestions et recommandations du Conseil de tutelle et de l'Assemblée générale?

QUESTION 247.

Bref résumé des principaux événements et réalisations de l'année, en ce qui concerne les fins essentielles du régime de Tutelle, telles qu'elles sont énoncées dans la Charte des Nations Unies. Dans le présent chapitre, l'autorité chargée de l'administration devra donner son opinion sur les progrès accomplis dans les domaines économique, politique, social et de l'instruction, en précisant quels sont les problèmes non résolus et les buts à atteindre dans l'avenir.

Apprécier l'état de l'opinion publique dans le Territoire en tenant compte tout particulièrement de ses réactions devant les événements locaux et les événements mondiaux.

Le rapport ci-dessus présenté en réponse au questionnaire soumis par le Conseil de Tutelle diffère profondément des rapports annuels que la France tutrice était tenue avant la dernière guerre, d'adresser à la Société des Nations.

Il s'agit, en effet, aujourd'hui, moins de rendre un compte exact de notre gestion que d'établir un inventaire de la situation.

C'est le premier document de ce genre établi depuis la victoire des Nations Unies. Le bouleversement politique, économique et social provoqué dans le monde entier par un conflit de six années n'a pas épargné ce territoire qui eut cependant la bonne fortune de s'être constamment tenu loin des théâtres d'opérations.

Politique nouvelle, économie nouvelle, esprit social nouveau, comment a réagi le Territoire devant cet apport massif et malgré tout un peu confus?

Si les années qui suivirent la fin des hostilités furent caractérisées par une inquiétude générale, un trouble dans les esprits mal préparés à accueillir tant de principes nouveaux; 1947 marque la fin de cette période de tâtonnements et d'hésitations.

Le Territoire s'est installé dans son nouveau cadre de vie. Son économie florissante élargit ses horizons, son progrès social s'affirme. La tradition et le progrès ont conclu un mariage de raison.

Il a ainsi repris sa marche ascensionnelle.

Il n'est plus que de le suivre attentivement, de dégager sa route des embûches et de le garder d'écarts toujours possibles.

La tâche est immense. Mais Blancs et Noirs, côte à côte, en parfaite communion de pensées, avec le constant souci du but unique à atteindre, sauront se tenir à la hauteur de cette tâche.

Le plan de mise en valeur et de développement social élaboré par la France est en voie de réalisation. Les premières tranches ont été mises en œuvre au cours des années 1946 et 1947. La santé publique, l'enseignement, largement dotés ont intensifié leur action. L'équipement économique, malgré les difficultés de toutes sortes qui subsistent encore, se poursuit sans relâche. Les installations portuaires, les voies de communication s'améliorent constamment. Cette tâche s'accomplit dans le cadre d'une situation générale florissante : budget en équilibre, économie saine. Le progrès social s'affirme. La participation de plus en plus effective des autochtones à la gestion des affaires publiques a réalisé cette communauté d'intérêts qui est le facteur essentiel de l'évolution du Territoire.

L'ampleur que prend le mouvement coopératif marque le désir des populations de s'affranchir d'un cadre archaïque.

Il est difficile de préciser les problèmes non encore résolus. Chacun d'eux constitue l'élément d'un ensemble. Le but à atteindre est la mise au point de l'organisation politique, économique et sociale du Territoire, qui devra permettre aux autochtones de prendre un jour la responsabilité totale des affaires publiques, mais celle-ci reste néanmoins conditionnée par la volonté de l'autochtone de se libérer, dans un esprit constructif, de sa gangue ancestrale et de prendre conscience des intérêts supérieurs de la communauté.

Cette conscience se dégage lentement, encore prisonnière d'esprits mal préparés à concevoir des problèmes humains en dehors du cadre étroit traditionnel.

Aussi l'opinion publique est-elle incertaine et basée sur les répercussions des événements, non pas sur la collectivité mais sur l'individu. Il y a au Cameroun deux opinions publiques : celle de l'élément évolué, celle de l'élément traditionnel; l'une et l'autre ne convergent que très rarement. Il est cependant un point sur lequel elles s'accordent c'est la conscience de l'impossibilité de l'évolution sans la collaboration de la civilisation occidentale.

L'opinion est peu touchée par les événements mondiaux qu'elle comprend mal. Lorsqu'elle essaie de les interpréter, elle arrive à des conclusions surprenantes. Aussi se contente-t-elle, ainsi qu'il vient d'être dit, d'en apprécier les conséquences lorsque celles-ci la touchent.

Cet inventaire, qui nous permet ainsi, à l'orée de 1948, de faire le point et de faire apparaître les qualités et défauts de cette armature d'ensemble sur laquelle est bâti l'avenir, doit être soupesé et jugé dans son ensemble et non sur certains de ses éléments aussi précaires que peuvent l'être, par exemple, des chiffres.

Mais en définitive ces chiffres sont beaucoup moins importants par leur valeur numérique, ou arithmétique, que par les rapports qu'ils ont entre eux et les facteurs qui les conditionnent. Ils doivent donc demeurer ce qu'ils sont : une simple indication.








Ce rapport qui a été voulu sincère et objectif fait ressortir que la France, en dépit des difficultés de tous ordres dans lesquelles elle se débat depuis dix ans bientôt, n'a pas faibli à sa tâche et montre qu'elle poursuit, malgré tout, la mission dont elle a la charge.

ANNEXES STATISTIQUES, CARTES

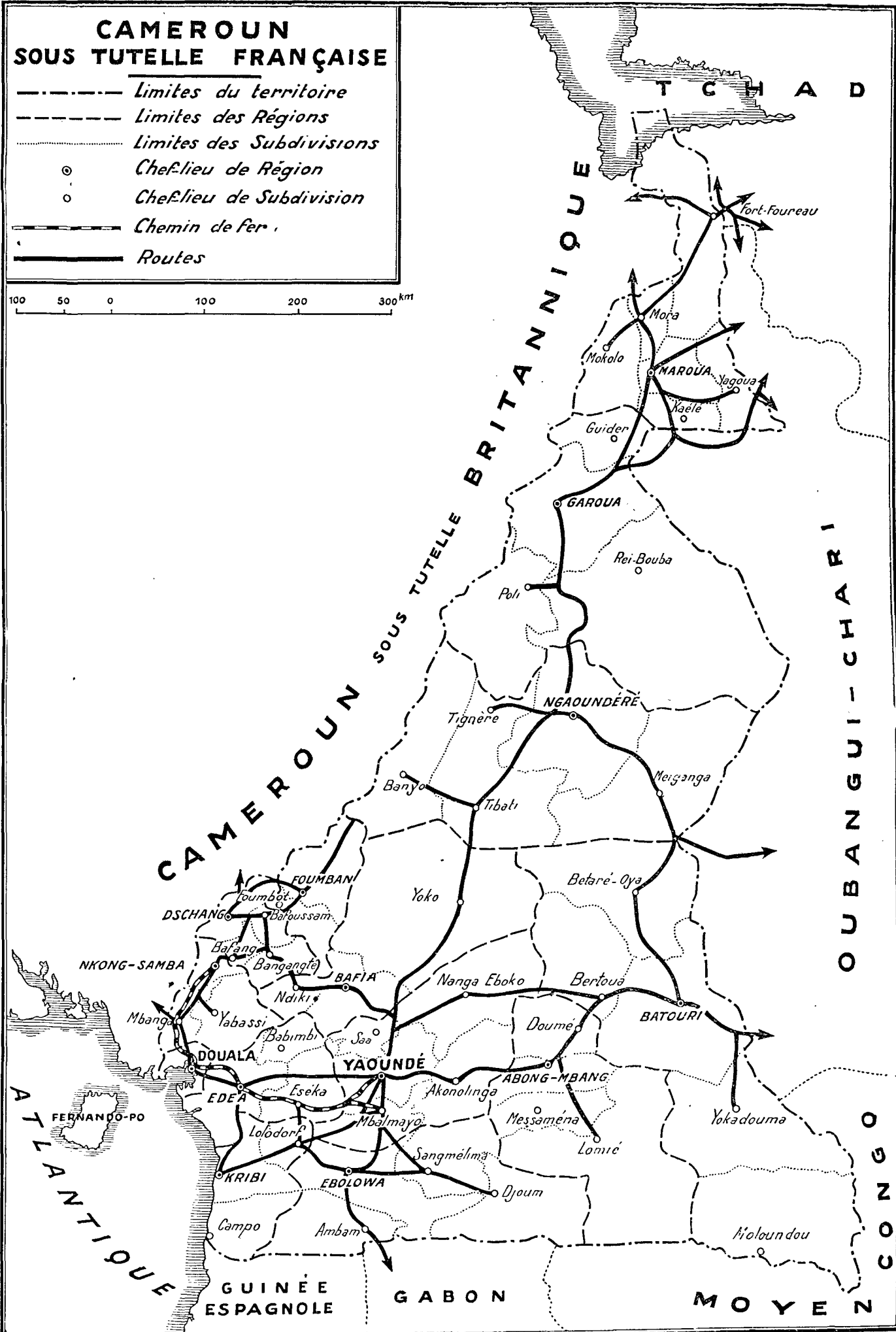
et

Principaux textes réglementaires publiés
au Cameroun

CAMEROUN
SOUS TUTELLE FRANÇAISE

 *Limites du territoire*
 *Limites des Régions*
 *Limites des Subdivisions*
 *Chef-lieu de Région*
 *Chef-lieu de Subdivision*
 *Chemin de fer*
 *Routes*

100 50 0 100 200 300^{km}



POPULATION

POPULATION INDIGÈNE DU CAMEROUN SOUS TUTELLE FRANÇAISE

Année 1941.

RÉGIONS.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	16.974	13.662	6.210	5.554	42.400
Nyong et Sanaga.	188.928	152.064	60.120	50.688	451.800
Bamiléké.	176.587	142.111	64.615	47.377	430.690
Bamoun.					
N'Bam.	46.371	37.323	16.965	12.441	113.100
Sanaga maritime.	64.370	51.710	23.550	17.370	157.000
Haut-Nyong.	32.636	26.268	11.940	8.756	79.600
Lom et Kadéï.	49.651	39.963	18.165	13.321	121.100
Mungo.	49.528	39.464	18.220	13.288	120.500
Kribi.	20.131	16.203	7.365	4.401	48.100
N'Tem.	62.484	50.292	22.860	16.764	152.400
Adamaoua.	64.083	51.579	23.445	17.193	156.300
Benoué.	98.156	79.002	35.959	26.292	239.400
Nord-Cameroun.	237.103	190.839	86.745	63.613	578.300
TOTAL.	1.107.002	890.480	396.159	297.058	2.690.690

Année 1942.

RÉGIONS.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	14.040	10.257	5.559	4.470	34.326
Nyong et Sanaga.	193.069	155.387	70.635	51.797	470.888
Bamiléké.	188.609	151.220	69.650	50.600	460.079
Bamoun.					
N'Bam.	45.960	24.661	29.146	12.331	112.098
Sanaga maritime.	61.161	51.635	23.467	17.215	156.478
Haut-Nyong.	32.217	25.894	13.958	8.760	80.829
Lom et Kadéï.	45.715	36.890	16.720	12.260	111.495
Mungo.	49.558	39.565	18.075	13.395	120.593
Kribi.	20.880	17.162	7.760	5.654	51.456
N'Tem.	63.140	50.787	23.150	16.940	154.017
Adamaoua.	63.005	50.688	23.040	16.886	153.619
Benoué.	95.721	77.121	35.055	25.777	233.674
Nord-Cameroun.	237.103	190.839	86.745	63.613	578.300
TOTAL.	1.113.178	882.016	422.960	299.698	2.717.852

Année 1943.

RÉGIONS.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	118.810	15.147	6.885	5.049	45.900
Nyong et Sanaga.	103.069	155.387	70.635	51.797	470.888
Bamiléké.	188.609	151.850	69.020	50.600	460.079
Bamoun.	44.567	35.892	10.335	11.957	108.751
N'Bam.	64.161	51.635	23.467	17.215	156.478
Sanaga maritime.	32.882	26.466	12.039	8.882	80.269
Haut-Nyong.	45.715	36.800	16.720	12.260	111.495
Lom et Kadéï.	49.558	39.565	18.075	13.395	120.593
Mungo.	20.880	17.162	7.760	5.654	51.456
Kribi.	63.140	50.787	23.150	16.940	154.017
N'Tem.	63.005	50.688	23.040	16.886	153.619
Adamaoua.	95.721	77.121	35.055	25.777	233.674
Benoué.	236.902	190.859	86.745	63.625	578.131
Nord-Cameroun.					
TOTAL.....	1.117.028	899.359	408.926	300.037	2.725.350

Année 1944.

RÉGIONS.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	15.670	11.573	5.538	4.970	37.751
Nyong et Sanaga.	135.031	172.739	72.164	64.970	444.904
Bamiléké.	103.884	153.064	110.713	100.793	468.454
Bamoun.	26.525	39.679	17.407	21.670	105.281
N'Bam.	42.800	56.639	32.000	29.000	160.439
Sanaga maritime.	33.146	26.588	12.090	8.806	80.630
Haut-Nyong.	33.576	37.767	27.062	24.332	122.737
Lom et Kadéï.	39.318	37.870	25.321	20.505	123.014
Mungo.	13.038	17.270	8.822	7.438	46.568
Kribi.	45.494	47.341	23.964	21.737	138.536
N'Tem.	49.735	51.689	24.432	21.464	147.320
Adamaoua.	77.255	95.401	41.081	37.625	251.362
Benoué.	209.699	230.355	115.071	111.718	666.843
Nord-Cameroun.					
TOTAL.....	825.171	977.375	515.665	475.028	2.793.839

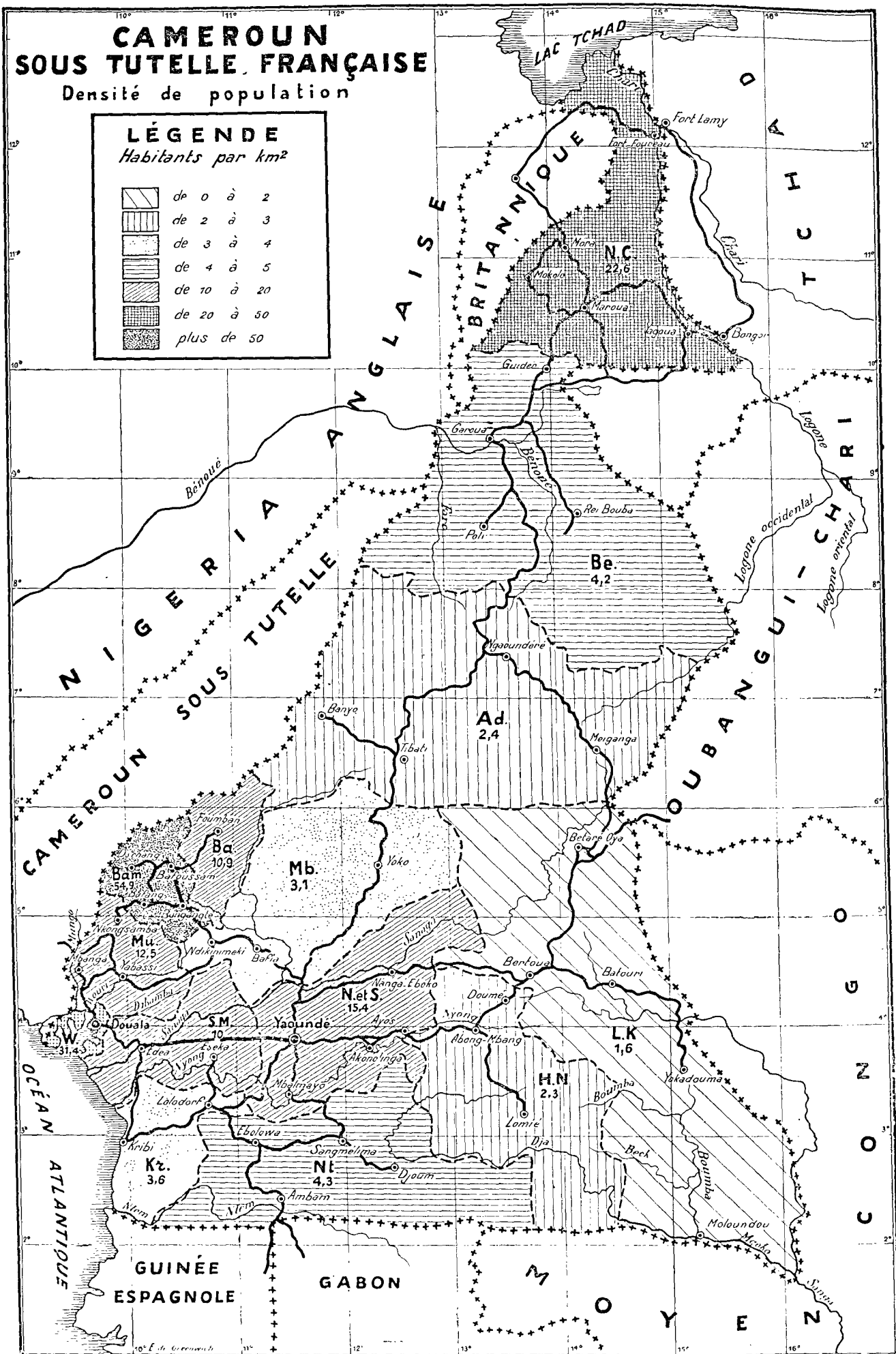
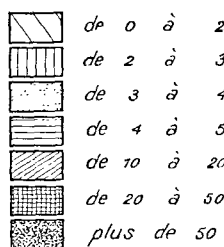
Année 1945.

RÉGIONS.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	15.670	11.573	5.538	4.970	37.751
Nyong et Sanaga.	135.031	172.739	72.164	64.970	444.904
Bamiléké.	103.884	153.064	110.713	100.793	468.454
Bamoun.	26.525	39.779	17.407	21.670	105.281
N'Bam.	42.800	56.639	32.000	29.000	160.439
Sanaga maritime.	33.128	26.664	12.120	8.888	80.800
Haut-Nyong.	33.576	37.767	27.062	24.332	122.737
Lom et Kadéi.	39.318	37.870	25.321	20.505	123.014
Mungo.	13.038	17.270	8.822	7.438	46.568
Kribi.	45.494	47.341	23.964	21.737	138.536
N'Tem.	49.735	51.689	24.432	21.464	147.320
Adamaoua.	77.255	95.401	41.081	37.625	251.362
Benoué.	209.699	230.355	115.071	111.718	666.843
Nord-Cameroun.					
TOTAL.....	825.153	978.051	515.695	475.110	2.794.009

Année 1946.

RÉGIONS	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Wouri.	15.670	11.573	5.538	4.970	37.751
Nyong et Sanaga.	137.228	175.440	62.800	62.577	438.045
Bamiléké.	104.055	155.636	107.629	98.899	466.219
Bamoun.	26.499	38.854	17.788	22.026	105.167
N'Bam.	38.893	52.641	31.319	27.533	150.386
Sanaga maritime.	25.587	30.286	12.970	12.565	81.408
Haut-Nyong.	33.210	37.510	21.815	24.322	116.857
Lom et Kadéi.	39.858	37.456	25.516	20.898	123.728
Mungo.	12.913	16.539	9.154	7.545	49.151
Kribi.	45.078	59.245	21.777	18.356	144.456
N'Tem.	48.654	58.640	25.856	20.725	153.875
Adamaoua.	79.144	91.793	42.064	39.268	252.269
Benoué.	210.009	219.259	117.341	111.341	657.950
Nord-Cameroun.					
TOTAL.....	816.708	984.872	501.567	471.025	2.774.262

Densité de population

Habitants par km²

STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU TERRITOIRE

STRUCTURE ADMINISTRATIVE.

TABLEAU I.

Services d'administration générale et régionale.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
Chef du Territoire.....	Haut Commissaire de la République....	565.900	Européen, sexe masculin.
Secrétaire général.....	Administrateur en chef des colonies....	453.400	Id.
Délégué à Douala.....	Administrateur des colonies.....	433.300	Id.
Délégué à Paris.....	Gouverneur en retraite.....	212.000	Id.
Directeur des affaires politiques et administratives.	Administrateur des colonies.....	384.500	Id.
Directeur du personnel.....	Administrateur des colonies.....	305.000	Id.
Directeur des finances.....	Administrateur des colonies.....	277.100	Id.
Directeur des affaires économiques....	Administrateur des colonies.....	430.900	Id.
Inspecteurs du travail.....	2 inspecteurs principaux.....	674.000	Id.
Inspecteurs des affaires administratives.	2 administrateurs des colonies.....	835.600	Id.
Administrateurs des régions.....	40 administrateurs des colonies.....	13.430.320	Id.

TABLEAU II.

Services de la Justice, de la Sûreté et des Forces de police.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
<i>A. — Justice.</i>			
Chef de Service.....	Procureur près d'un tribunal d'appel...	318.400	Européen, sexe masculin.
	2 Procureurs de tribunaux.....	443.600	Id.
	3 Présidents de tribunaux.....	695.580	Id.
<i>B. — Sûreté générale et sécurité publique.</i>			
Chef de service.....	1 commissaire principal.....	272.500	Id.
Adjoint.	1 commissaire de police.....	219.200	Id.
<i>C. — Gendarmerie et garde camerounaise.</i>			
Commandant de la gendarmerie et de la garde camerounaise.	1 capitaine.	282.712	Id.
Adjoints.	2 lieutenants.	456.120	Id.

TABLEAU III.

Services de la Trésorerie, des Contributions, des Douanes et de l'Enregistrement.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
A. — Trésorerie.			
Trésorier-payeur, Chef de service.....	1 trésorier-payeur.	377.600	Européen, sexe masculin.
Adjoints.	2 payeurs de 1 ^{re} classe.....	623.100	Id.
B. — Contributions directes.			
Chef de service.....	1 inspecteur-rédacteur.	226.600	Id.
Adjoint.	1 inspecteur des Contributions directes.	220.900	Id.
C. — Douanes.			
Chef de service.....	1 contrôleur en chef.....	344.280	Id.
Services.	4 contrôleurs principaux.....	922.300	Id.
D. — Enregistrement et domaines.			
Chef de service.....	1 administrateur des colonies.....	372.500	Id.
Adjoint.	1 administrateur des colonies.....	313.660	Id.

TABLEAU IV.

Services des Transmissions, des Travaux publics, des Mines et de la Météorologie.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
A. — Service des transmissions.			
Chef de service.....	1 inspecteur breveté métropolitain.....	251.200	Européen, sexe masculin.
Adjoints.	3 inspecteurs du cadre métropolitain....	866.400	Id.
B. — Travaux publics.			
Chef de service.....	1 ingénieur hors classe.....	214.500	Id.
Adjoints et arrondissement Douala.....	2 ingénieurs.	497.200	Id.
Arrondissement Yaoundé.....	1 ingénieur hors classe.....	372.100	Id.
Ports.	1 capitaine de port.....	216.600	Id.
C. — Mines.			
Chef de service.....	1 ingénieur en chef.....	575.200	Id.
Adjoint.	1 ingénieur.	216.000	Id.
Régions minières.....	1 ingénieur.	527.700	Id.
	1 géologue.	—	Id.
D. — Service météorologique.			
Chef de service.....	1 ingénieur en chef.....	Montant au compte du budget métropolitain.	
Adjoint.	1 ingénieur.		

TABLEAU V.

Services de l'Agriculture, des Eaux et Forêts, des Chasses et de l'Elevage.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
A. — Agriculture.			
Chef de service.....	1 ingénieur en chef.....	394.380	Européen, sexe masculin.
Adjoint.	1 ingénieur en chef.....	356.180	Id.
Régions agricoles.....	7 ingénieurs.	1.483.400	Id.
Chef du conditionnement des produits...	1 ingénieur hors classe.....	280.000	Id.
B. — Services forestiers.			
Chef de service.....	1 inspecteur principal.....	369.700	Id.
Adjoint.	1 inspecteur principal.....	306.100	Id.
Régions forestières.....	3 inspecteurs.	703.600	Id.
C. — Inspection des chasses.			
Chef de service.....	1 inspecteur principal.....	284.600	Id.
D. — Elevage.			
Elevage.	1 vétérinaire inspecteur général.....	441.500	Id.
Adjoint.	1 vétérinaire inspecteur.....	346.000	Id.
Régions vétérinaires.....	3 vétérinaires inspecteurs.....	798.800	Id.

TABLEAU VI.

Services de la Santé publique et de l'Enseignement.

POSTE OCCUPÉ.	GRADE.	TRAITEMENT.	RACE ET SEXE.
A. — Santé publique.			
Chef de service.....	1 médecin colonel.....	422.236	Européen, sexe masculin.
Adjoint.	1 médecin lieutenant-colonel.....	390.078	Id.
Chef du Service d'hygiène mobile et de prophylaxie.	1 médecin lieutenant-colonel.....	341.400	Id.
Hôpitaux et régions.....	5 médecins commandants.....	1.981.555	Id.
Pharmacie centrale.....	1 pharmacien commandant.....	301.300	Id.
B. — Enseignement.			
Chef de service.....	1 inspecteur métropolitain.....	244.200	Id.
Adjoint.	1 professeur agrégé.....	283.800	Id.
Inspecteur des écoles du 1 ^{er} degré.....	1 professeur.	206.600	Id.
Enseignement du 2 ^e degré.....	9 professeurs licenciés.....	1.500.400	Dont 4 professeurs européens du sexe féminin.

TABLEAU COMPARATIF DES EFFECTIFS BUDGÉTAIRES EN 1939 ET EN 1947.

SERVICES ET RÉGIONS.	1939.		1947.		DIFFÉRENCES.			
	PERSONNEL européen.	PERSONNEL africain.	PERSONNEL européen.	PERSONNEL africain.	PERSONNEL EUROPÉEN.		PERSONNEL AFRICAÏN.	
					En plus.	En moins.	En plus.	En moins.
ART. 1 ^{er} . — Haut Commissariat..								
ART. 2. — Assemblée repré- sentative et parlementaire.								
ART. 3. — Secrétariat général et services d'administration gé- nérale.	226	989	242	650	16	—	—	339
ART. 4. — Inspection des affaires administratives et administration territoriale des régions.								
ART. 5. — Justice.	12	44	26	36	14	—	—	8
ART. 6. — Sûreté générale.	1	160 (police comprise).	19	62	18	—	—	98
ART. 7. — Gendarmerie, garde ca- merounaise et corps de police. . . .	20	1.081	49	1.294	29	—	213	—
ART. 8. — Trésorerie et services financiers.	15	19	24	42	9	—	23	—
ART. 9. — Direction des contribu- tions directes.	—	—	4	24	4	—	24	—
ART. 10. — Service des douanes..	17	97	19	378	2	—	281	—
ART. 11. — Service de l'enregistre- ment, domaines et service topogra- phique.	5	15	11	27	6	—	12	—
ART. 12. — Service des transmis- sions.	55	212	58	504	3	—	292	—
ART. 13. — Service des travaux publics et des ponts (plus chemins de fer).	226	8.527	230	8.876	4	—	349	—
ART. 14. — Usines et ateliers de fabrication.	—	—	—	—	—	—	—	—
ART. 15. — Service géographique.	—	—	—	—	—	—	—	—
ART. 16. — Service de l'agricul- ture et Service du conditionne- ment.	27	108	57	147	30	—	39	—
ART. 17. — Service des eaux et forêts.	7	38	13	40	6	—	2	—
ART. 18. — Service de l'inspection des chasses.	—	—	1	15	1	—	15	—
ART. 19. — Service vétérinaire et élevage.	11	73	11	70	—	—	—	3
ART. 21. — Service des mines. . . .	4	4	7	11	3	—	7	—
ART. 22. — Service météorologi- que.	5	10	11	187	6	—	177	—
ART. 23. — Service de santé.	88	1.235	103	1.192	15	—	—	43
ART. 24. — Service de l'enseigne- ment.	38	235	98	377	60	—	142	—
ART. 25. — Direction des affaires culturelles et sociales.	—	—	2	4	2	—	4	—
TOTAUX.	757	12.847	985	12.936	228	—	1.580	491

Etat numérique par grades du personnel africain des divers Services administratifs.

SERVICES CIVILS ET FINANCIERS.	CADRE SUPÉRIEUR.	CADRE SECONDAIRE.	CADRE SUBALTERNE.	TOTAL.
Imprimerie.	48	329	253	630
Trésorerie.	Néant.	30	Néant.	30
Eaux et forêts.	7	27	Néant.	34
Elevage.	3	1	50	54
Mines.	3	55	15	73
Enseignement.	Néant.	3	Néant.	3
Santé.	19	265	13	297
Infirmiers.	7	361	114	482
Agents d'hygiène.	Néant.	4	28	32
P. T. T.	17	98	95	210
Service radioélectrique.	5	20	10	35
Travaux publics.	3	45	48	96
Chemins de fer.	Néant.	156	Néant.	156
Service météorologique.	4	29	14	47
Douanes.	10	54	105	169
Agriculture.	20	43	25	88
Géomètres.	12	3	31	46
Cadre commun de la sûreté.	Néant.	Néant.	41	41
			TOTAL.	2.523

III

ADMINISTRATION JUDICIAIRE ET PÉNITENTIAIRE

A) Principaux délits ayant donné lieu à des poursuites ou condamnations individuelles.

NATURE DES DÉLITS.	PEINES DE PRISON INFLIGÉES.	PEINES D'INTERDICTION DE SÉJOUR.	PEINES D'AMENDE.
Refus d'obéissance.	De 2 mois à 1 an.		
Coups et blessures volontaires.	De 6 mois à 2 ans.	De 1 à 5 ans.	De 100 à 500 francs.
Coups et blessures involontaires.	De 1 mois à 18 mois.	De 1 à 3 ans.	De 100 à 200 francs.
Vol, escroquerie, abus de confiance.	De 1 mois à 3 ans.	De 1 à 10 ans.	De 100 à 500 francs.
Usage de faux tickets.	De 2 mois à 1 an.		
Rébellion.	De 2 mois à 1 an.		
Vagabondage.	De 2 mois à 1 an.	De 1 à 10 ans.	
Diffamations, injures.	De 1 mois à 1 an.		De 100 à 500 francs.
Evasion.	De 2 mois à 2 ans.		
Homicide par imprudence.	De 6 mois à 2 ans.		De 100 à 500 francs.
Sorcellerie, médecine illégale.	De 1 an à 5 ans.	De 1 à 3 ans.	De 100 à 500 francs.
Récidives.	De 6 mois à 2 ans.		

B) Répartition et capacité des prisons.

PRISONS DE :	NOMBRE TOTAL de personnes incarcérées.	NOMBRE MOYEN de détenus.	NOMBRE DE CELLULES.	NOMBRE DE QUANTIERS.	ESPACE DONT DISPOSE chaque détenu pendant le sommeil.	OBSERVATIONS.
Abongmbang.	102	80	6	6	10 mètres cubes en moyenne.	1° Répartition par sexe : la proportion des femmes est en moyenne de 2 p. 100 de l'ensemble. 2° Répartition par race : impossible à donner, en raison de la multiplicité des races au Cameroun et de leurs nom- breux brassages successifs.
Ambam.	91	24	5	4		
Akonolinga.	202	40	4	6		
Babimbi.	27	40	6	5		
Bafia.	215	33	6	6		
Bafoussam.	81	28	8	4		
Bafang.	50	43	8	7		
Bangangte.	77	47	5	5		
Batouri.	70	5	5	4		
Bertoua.	42	3	6	4		
Bétaré-Oya.	27	15	6	5		
Banyo.	23	18	7	5		
Campo.	17	8	3	3		
Douala.	971	80				
Dschang.	194	110	8	5		
Doumé.	61	42	8	2		
Djoum.	18	12	5	4		
Edéa.	487	160	8	6		
Eséka.	323	120	6	5		
Ebolowa.	178	70	8	5		
Foumban.	44	95	8	6		
Foumbot.	112	96	6	5		

PRISONS DE :	NOMBRE TOTAL de personnes incarcérées.	NOMBRE MOYEN de détenus.	NOMBRE DE CELLULES.	NOMBRE DE QUARTIERS.	ESPACE DONT DISPOSE chaque détenu pendant le sommeil.	OBSERVATIONS.
Fort-Foureau.	10	3	1	3		
Garoua.	106	94	5	4		
Guider.	57	70	4	4		
Kribi.	122	63	8	5		
Kaèle.	70	23	2	10		
Lomie.	66	28	8	6		
Lolodorf.	43	21	6	5		
Maroua.	228	42	5	5		
Makolo.	230	45				
Mora.	137	62	6	4		
Mbalmayo.	213	53	7	4		
Meiganga.	23	10	6	5		
Messamena.	82	24	6	5		
Moloundou.	12	4	5	4		
Mbanga.	406	100	8	6		
Nanga-Eboko.	98	45	10	8		
Ndikinimeki.	32	14	5	4		
Nkongsamba.	155	51	10	8		
Poli.	13	25	4	5		
Sangmelima.	110	20	6	5		
Ngaoundéré.	79	42	4	10		
Saa.	76	42	6	6		
Tibati.	18	7	4	3		
Yagoua.	92	44	6	1		
Yokadouma.	23	15	8	6		
Yaoundé.	702	59	10	8		
Yoko.	37	29	4	7		
Yabassi.	281	24	5	4		

C) Le régime alimentaire des détenus.

Toutes les régions du Territoire ne produisant pas les mêmes denrées, la ration des détenus africains varie suivant le centre où se trouve l'établissement pénitentiaire. Elle est composée comme suit :

- 1° Patates, ignames, tarots. 2 kgr.
ou manioc frais ou bananes. 2 kgr. 500
ou riz. 0 kgr. 600

2° Viande fraîche ou poisson frais ou sec
(trois fois par semaine) 0 kgr. 100

3° Huile de pa'me. 0 lit. 030

4° Sel. kgr. 020

Le chef de région peut allouer aux détenus effectuant un travail exceptionnellement pénible une demi-ration supplémentaire ou, en ce qui concerne les Africains, une portion de viande ou de poisson frais tous les jours (au lieu seulement de 3 fois par semaine).

FINANCES PUBLIQUES

TABLEAU COMPARATIF DES RECETTES (Années 1940 à 1944 inclus).

CHA- PITRE.	NATURE DES PRODUITS PAR CHAPITRE.	1940	1941	1942	1943	1944
	SECTION I. — <i>Recettes ordinaires.</i>					
1	Impôts perçus sur rôles.....	59.510.544 42	73.485.251 »	86.534.581 32	93.602.466 78	111.257.221 33
2	Contributions perçues sur liquidations..	51.517.463 69	64.646.054 95	88.054.073 62	85.454.962 39	105.597.164 39
3	Produits des exploitations industrielles.	7.952.993 65	8.872.714 19	11.088.444 37	13.220.445 14	15.267.590 46
4	Produits perçus sur ordres de recettes..	27.024.252 87	21.425.837 88	29.645.766 46	40.431.841 60	47.314.661 78
5	Prélèvements ordinaires sur la Caisse de réserve.	7.000.000 »	—	—	—	—
6	Recettes des exercices antérieurs.....	822.943 34	—	—	—	—
7	Recettes d'ordre.	—	—	—	—	—
	TOTAL des recettes ordinaires.....	153.828.197 97	168.429.858 02	215.322.865 77	232.709.715 91	279.436.637 96
	SECTION II. — <i>Recettes extraordinaires.</i>					
8	Prélèvements extraordinaires sur la Caisse de réserve.....	—	31.002.025 »	77.000.000 »	254.265 70	10.000.000 »
9	Autres recettes extraordinaires diverses.	23.500.000 »	—	—	—	66.505.780 05
	TOTAL des recettes extraordinaires.	23.500.000 »	31.002.025 »	77.000.000 »	254.265 70	66.505.780 05
	RÉCAPITULATION.					
	Recettes ordinaires.	153.828.197 97	168.429.858 02	215.322.865 77	232.709.715 91	279.436.637 96
	Recettes extraordinaires.	23.500.000 »	31.002.025 »	77.000.000 »	254.265 70	66.505.780 05
	TOTAL GÉNÉRAL.....	177.328.197 97	199.431.883 02	292.322.865 77	232.963.981 61	345.942.418 01

TABLEAU COMPARATIF DES DÉPENSES (Années 1940 à 1944 inclus).

1940.			CHA- PITRE.	NOMENCLATURE DES DÉPENSES.	1941.	1942.	1943.	1944.
CHA- PITRE.	NOMENCLATURE des dépenses.	MONTANT.						
	SECTION I. — <i>Dépenses ordinaires.</i>			SECTION I. — <i>Dépenses ordinaires.</i>				
1	Dettes exigibles..	3.170.314 68						
2	Haut Commissariat : Personnel.	709.688 60	A	Dettes exigibles.	5.856.580 35	15.113.354 23	13.333.729 59	113.443.004 97
3	Main-d'œuvre et matériel.	1.573.399 61	B	Dépenses de personnel.	53.313.297 50	60.379.697 86	70.063.388 73	99.834.535 63
4	Service d'administration générale : Personnel.	13.473.698 95	C	Dépenses de matériel.	37.458.583 68	50.819.096 53	63.229.055 91	79.864.930 29
5	Main-d'œuvre et matériel.	4.333.440 74	D	Travaux.	23.520.067 96	27.309.767 75	16.099.182 91	21.125.308 38
6	Services financiers : Personnel.	5.674.953 57	E	Dépenses diverses.	8.444.208 42	11.925.508 41	13.640.742 15	17.902.601 78
7	Main-d'œuvre et matériel.	491.161 97	F	Dépenses d'ordre.	—	—	—	—
8	Dépenses des exploitations industrielles (personnel).	7.737.442 05		TOTAL des dépenses ordinaires.	128.592.737 91	165.547.424 78	176.366.094 29	222.171.281 05
9	Dépenses de main-d'œuvre.	1.588.229 78		SECTION II. — <i>Dépenses extraordinaires.</i>				
10	Dépenses matériel.	16.215.842 55						
11	Travaux publics (main-d'œuvre et matériel).	12.700.978 04	G	Dépenses extraordinaires. . .	31.002.025 »	76.203.362 »	254.265 70	66.505.780 95
12	Service d'intérêt social et économique (personnel)..	12.882.413 82		RÉCAPITULATION.				
13	Service (main-d'œuvre et matériel).	5.616.297 57		Dépenses ordinaires.	128.592.737 91	165.547.424 78	176.366.094 29	222.171.281 05
14	Dépenses diverses : Personnel.	1.434.372 44		Dépenses extraordinaires. . .	31.002.025 »	76.203.362 »	254.265 70	66.505.780 95
15	Main-d'œuvre et matériel.	5.784.759 24		TOTAL GÉNÉRAL.	159.594.762 91	241.750.786 78	176.620.359 99	288.677.061 10
16	Fonds spéciaux...	560.000 »						
17	Dépenses imprévues.	766.997 45						
18	Dépenses d'ordre..							
19	Dépenses sur programme spécial..	10.472.381 86						
20	Dépenses de guerre.	16.661.777 45						
	TOTAL des dépenses ordinaires.	121.878.650 37						
	SECTION II. — <i>Dépenses extraordinaires.</i>	23.500.000 »						
	RÉCAPITULATION							
	Dépenses ordinaires.	121.878.650 37						
	Dépenses extraordinaires.	23.500.000 »						
	TOTAL.....	145.378.650 37						

La nomenclature budgétaire a été modifiée et simplifiée en 1942.

Les tableaux ci-après concernent :

A) Les extraits des budgets définitivement réglés portant sur des années 1940 à 1944;

B) Les extraits des prévisions budgétaires pour les années 1945 et 1946 (non encore soldées) et du budget 1947 en cours d'exécution.

**

A) Par catégorie de recettes et de dépenses, les résultats des sections ordinaires des budgets définitivement réglés ont été les suivants pendant les années 1940 à 1944 :

RECETTES.

I. — Contributions perçues sur rôles.

NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE.	ANNÉES.				
	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
Taxe personnelle de voirie....	399.775 30	3.385 »	600 »	350 »	100 »
Taxe de capitation.....	35.794.855 50	36.993.078 »	38.805.143 »	41.035.945 »	45.440.418 42
Impôt personnel indigène par catégorie.	778.602 45	1.011.710 »	1.045.369 20	1.199.755 »	1.433.679 »
Rachat de prestations (1)...	13.092.795 11	14.861.665 91	259.886 50	498 »	120 »
Impôt foncier.	475.589 15	657.875 50	—	22.790 »	2.307 »
Impôt sur les revenus.....	1.512.911 03	12.519.681 57	18.708.719 53	21.642.534 80	32.536.031 80
Patentes et licences.....	4.594.345 94	3.911.679 15	5.524.611 66	6.319.570 05	7.525.152 69
Taxe vicinale.	—	420.370 71	16.851.761 »	18.637.000 »	19.986.339 80
Taxe sur le bétail.....	2.562.588 50	2.537.162 95	4.619.840 »	4.534.258 50	5.543.724 »
Taxe sur les armes.....	90.345 50	230.285 »	184.415 »	207.980 »	187.925 »
Taxe sur les biens de main-morte.	—	—	526.368 »	2.196 »	—
Impôt mobilier.	206.734 94	338.357 80	10.118 »	—	—
Centimes additionnels communaux.	—	—	597.748 »	—	—

(1) Supprimé en 1942 et remplacé par la taxe vicinale sur l'impôt numérique « hommes ».

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

ANNÉES.	ENREGISTREMENT TIMBRES, DIVERS.	DOMAINE URBAIN ET RURAL.	DOMAINE FORESTIER.	DOMAINE MINIER.
1940.	2.218.509 50	1.454.250 11	308.700 12	4.923.263 67
1941.	2.344.981 11	1.115.494 48	431.800 85	8.474.800 16
1942.	2.234.110 44	858.881 38	472.431 41	6.308.881 90
1943.	2.560.724 85	1.326.932 55	566.889 34	6.494.440 51
1944.	3.548.725 31	1.265.462 59	769.172 99	6.892.790 80

PRODUITS DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES.

ANNÉES.	P. T. T.	SERVICES DES TRANSPORTS.	USINES ET FABRIQUES.	SERVICES DES PORTS.
1940.	5.344.992 02	51.012 23	1.008.706 50	1.548.282 90
1941.	5.406.725 90	162.612 76	1.120.162 »	2.185.213 44
1942.	6.889.401 73	286.045 12	1.385.244 65	2.527.752 87
1943.	7.988.355 59	453.563 46	2.041.314 70	2.737.211 39
1944.	10.461.887 22	133.371 41	2.139.324 05	2.533.007 78

II. — Contributions perçues sur liquidations.

DROITS DE DOUANES.

ANNÉES.	TAXE de consom- mation perçue à l'entrée.	TAXE à la production des produits exportés.	DROITS de magasinage.	PRODUITS des amendes et confis- cation.	TAXE excep- tionnelle de guerre.	DROITS de consom- mation.	TAXE de circulation.	TAXE sur les essences, pétroles, mazout.	TAXE additionnelle à la patente.	TAXE compén- satrice.	TOTAUX.
1940....	13.728.090	3.993.834	131.834	2.789.374	—	8.106.471	6.200.177	241.979	662.924	4.973.343	40.827.216
1941....	15.604.943	534.643	102.032	4.506.846	—	7.427.732	10.421.151	996.300	7.479.946	393.681	47.467.274
1942....	52.490.609	25.493.623	48.187	147.348	—	—	—	—	—	—	78.179.767
1943....	50.929.151	22.747.561	119.955	192.601	516.705	—	—	—	—	—	74.505.973
1944....	61.101.176	30.660.706	180.972	177.767	1.000.389	—	—	—	—	—	93.121.010

III. — Produits perçus sur ordres de recettes.

NOMENCLATURE.	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
Majoration sur cessions de ma- tières et de travaux.....	51.215 38	110.328 33	158.850 22	288.030 75	393.157 49
Dividendes des actions de la B. A. O.	—	—	—	—	618.906 19
Produits des fourrières.....	1.802 20	3.219 20	1.530 »	1.522 »	1.247 »
Intérêts de retard de traités de douane.	200.403 36	81.747 47	168.114 11	172.488 26	184.028 46
Quote-part sur perceptions ef- fectuées par la Chambre de commerce.	19.830 44	36.324 72	55.239 47	76.876 58	88.784 22
Permis de bâtir.	17.670 »	17.818 10	10.585 »	7.330 »	22.780 »
Droit de place sur marchés...	1.005.995 14	1.002.704 06	391.780 30	465.488 80	527.901 85
Taxe d'abatage.	62.047 40	75.107 40	28.438 90	31.802 50	27.349 80
Amendes administratives.	628.621 50	649.638 50	520.113 85	658.570 »	564.324 »
Permis de chasse.	56.790 »	39.175 »	28.875 »	37.750 »	42.100 »
Permis de conduire.....	52.755 »	30.859 50	30.748 »	35.067 50	69.100 »
Vente de livrets de travail...	20.303 50	28.494 50	43.041 »	34.108 50	67.504 »
Part sur les remises du tréso- rier-payeur.	31.831 75	32.070 08	52.502 97	51.359 67	55.342 09
Pénalités sur les marchés....	19.406 32	—	10.805 25	7.465 »	105 »
Taxe sur les bicyclettes.....	37.466 50	22.645 »	30.062 50	34.511 »	22.909 »
Taxe d'arraisonnement.	17.900 »	13.500 »	8.400 »	7.200 »	8.280 »
Amendes et taxes de justice in- d gène.	258.058 29	278.233 09	303.193 45	381.064 45	499.324 25
Hospitalisation.	999.063 93	1.053.687 80	1.091.368 61	1.197.361 45	1.475.908 25
Cessions de main-d'œuvre pé- nale.	5.659 69	3.523 »	20.783 05	14.124 »	58.511 35
Cessions de soins médicaux et dentaires.	9.294 15	12.872 »	30.796 75	70.880 »	33.880 »
Retenue pour logements des officiers et fonctionnaires...	262.747 26	258.748 70	274.778 68	262.984 19	294.631 31
Taxe de contrôle sur établis- sements classés.	6.490 »	15.586 »	5.040 »	10.160 »	13.852 »
Amortissements et intérêts des avances du Territoire à la Caisse agricole.	150.000 »	—	451.854 77	—	5.061 28
Abonnement au Service Presse.	—	18.920 »	7.020 »	28.215 »	24.700 »
Quote-part sur les honoraires des notaires et commissai- res-priseurs.	—	—	57.479 81	253.386 51	33.776 60
Cession de la station de quin- quina.	—	—	—	—	164.377 50

NOMENCLATURE.	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
Redevance sur achats or p/c. de la Caisse centrale.....	—	—	—	1.085.154 50	322.823 50
Produit de l'Office local des changes.	—	—	—	3.578.779 81	4.685.168 87
Divers.	—	—	6.715 40	248 50	80.398 »
Cession de glace à rafraîchir	—	—	—	60.660 »	—
Taxe de pacage sur le bétail du Tchad.	6.271 »	8.028 »	5.741 »	—	—
Taxe sur remises commerciales.	299 97	—	—	—	—
Produits des jardins d'essai...	5.003 35	—	—	—	—
Contributions des territoires autonomes et de l'A. E. F. aux dépenses d'entretien de l'Agence économique Cameroun et A. E. F.....	1.009.170 »	—	—	—	—
Prélèvement sur le produit des diverses taxes spéciales perçues à la métropole pour exécution.	—	—	—	—	—
Pour exécution travaux statistiques.	42.320 »	—	—	—	—
Taxes sur les chiens.....	—	—	—	—	—
TOTAUX.....	4.978.415 98	3.803.218 75	3.793.858 39	8.952.588 77	10.386.235 04

En ce qui concerne la section extraordinaire, les dépenses effectuées balancées par les recettes correspondantes sont les suivantes :

1940.

Avances sur gages aux exploitations aurifères et achats de matières d'or.....	19.000.000 »
Avance à la B. A. O. pour prêts aux exploitants forestiers.	500.000 »
Dotation du compte hors budget provision en garantie, des dépenses militaires du Cameroun.	4.000.000 »
	<u>23.500.000 »</u>

1941.

Dotation du compte achats de matières d'or.	26.000.000 »
Versement par anticipation des excédents de recettes sur les dépenses de l'exercice 1941, au titre de contribution du Territoire aux dépenses de guerre du Comité national.	5.002.025 »
	<u>31.002.025 »</u>

1942.

Dragage du Wouri.....	3.203.362 »
Reversement à la Caisse de réserve des avances consenties.	59.000.000 »
Dotation du compte achats de matières d'or.	14.000.000 »
	<u>76.203.362 »</u>

1943.

Remboursement au budget annexe du chemin de fer du prix de transport des marchandises pour le parcours Eséka-Yaoundé et <i>vice versa</i> et le prix du transport par route pour le même parcours payé au transporteur.....	254.265 70
---	------------

1944.

1° Prélèvements effectués sur la Caisse de réserve :	
a) Pour participation du Territoire aux dépenses du Gouvernement provisoire de la République française.	10.000.000 »
b) Pour achat de bons du Trésor à échéance d'un an.	10.000.000 »
2° Emploi partiel des ressources provenant du nivellement des parités monétaires du franc le 8 février 1944 :	
a) Dotation du compte hors budget « Fonds d'aide au démobilisés ».....	10.000.000 »
b) Souscription du Territoire pour la Semaine de la solidarité nationale.....	10.000.000 »
c) Versement à la Caisse de réserve du reliquat disponible non employé à la clôture de l'exercice 1944 sur les sommes attribuées au Cameroun à l'occasion du nivellement des parités monétaires du franc..	26.505.780 05
	<u>66.505.780 05</u>

DÉPENSES.

NOMENCLATURE.	1941.	1942.	1943.	1944.
Dettes exigibles.	5.856.580 35	15.113.354 23	13.333.729 59	3.443.904 97
<i>Personnel.</i>				
Dépenses politiques et d'administration générale.	16.277.331 48	17.039.203 31	20.800.748 32	28.128.019 46
Services financiers.	6.061.277 41	7.671.617 87	9.008.973 99	10.868.942 37
Dépenses d'intérêt économique.	11.090.837 66	12.903.223 31	15.074.712 49	21.328.543 58
Dépenses sociales.	11.775.434 72	13.213.392 44	15.627.267 63	21.352.136 »
<i>Dépenses de matériel et main-d'œuvre.</i>				
Dépenses politiques et d'administration générale.	8.891.555 37	11.819.594 37	14.553.900 82	11.870.122 86
Services financiers.	734.417 82	1.408.941 19	641.510 »	1.025.348 58
Dépenses d'intérêt économique.	17.860.442 11	23.303.171 03	32.369.423 76	45.282.309 96
Dépenses d'intérêt social.	15.917.644 23	8.209.115 28	9.751.005 70	14.371.201 71
<i>Travaux.</i>				
Travaux sur ressources spéciales.	11.334.589 76	12.869.366 73	14.373.786 84	16.510.229 17
Travaux sur ressources générales.	23.520.067 96	27.309.767 75	16.099.182 91	4.526.189 90
<i>Dépenses diverses.</i>				
Fonds spéciaux.	28.033 »	44.783 »	19.300 »	30.952 »
Allocations aux chefs indigènes.	189.747 »	349.389 10	—	—
Allocations et secours.	86.775 »	169.831 50	501.670 50	1.521.400 »
Fêtes publiques.	143.094 22	168.519 50	172.483 50	177.754 50
Dépenses chargés mission et frais généraux.	1.518 »	2.229 61	2.915 20	3.278 38
Subventions.	2.774.471 50	7.344.500 »	9.728.908 58	10.731.546 08
Remboursements.	—	1.102.937 25	664.449 50	744.617 25
Dépenses diverses.	—	—	—	—
Locations, primes, etc.	346.965 26	443.189 95	405.034 27	979.700 71
Dépenses imprévues.	4.783.890 26	2.108.768 17	1.248.202 45	3.270.889 84
Dépenses des exercices clos.	89.714 18	101.359 33	897.718 15	442.463 »

B) Les prévisions budgétaires des années 1945-1946 (non encore soldées) et du budget 1947 en cours d'exécution sont les suivantes :

RECETTES.

I. — Contributions perçues sur rôles.

NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE.	1945.	1946.	1947.
Taxe de capitation sur indigènes.....	48.850.000	61.500.000	70.200.000
Impôts sur les revenus.....	38.000.000	76.300.000	85.000.000
Patentes et licences.....	6.500.000	7.500.000	10.600.000
Taxes vicinales.	19.650.000	25.950.000	36.500.000
Taxes sur le bétail.....	5.500.000	6.500.000	12.200.000
Taxes sur les armes.....	150.000	160.000	450.000

ENREGISTREMENT ET DOMAINES.

ANNÉES.	ENREGISTREMENT TIMBRE ET DIVERS.	DOMAINE URBAIN ET RURAL.	DOMAINE FORESTIER.	DOMAINE MINIER.
1945. . . .	2.175.000	1.250.000	817.000	6.430.000
1946. . . .	2.275.000	1.100.000	1.020.000	4.461.000
1947. . . .	31.875.000	9.914.000	10.010.000	2.601.000

PRODUITS DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES.

ANNÉES.	P. T. T.	SERVICES DES TRANSPORTS.	USINES ET FABRIQUES.	SERVICES DES PORTS.
1945. . . .	7.850.000	200.000	1.635.000	2.515.000
1946. . . .	12.200.000	200.000	1.770.000	2.820.000
1947. . . .	34.000.000	200.000	5.320.000	7.427.000

II. — Contributions perçues sur liquidations.

DROITS DE DOUANES.

ANNÉES.	DROITS D'ENTRÉE.	TAXE INTÉRIEURE sur les produits importés.	TAXE SUR LE CHIFFRE d'affaires à l'importation,	DROITS DE SORTIE.	TAXE INTÉRIEURE sur les produits exportés.	TAXE SUR LE CHIFFRE d'affaires à l'exportation.	TAXE DE CONSOM- MATION sur produits fabriqués dans le territoire.	TAXE de CONDITION- NEMENT des produits.	AMEN- DES.	DROITS de MAGASI- NAGE.	TAXE EXCEPTION- NELLE de guerre sur le caoutchouc sylvestre.
1945.	38.000.000	1.000.00	9.500.000	14.000.000	1.200.000	4.500.000	—	—	50.000	150.000	750.000
1946.	60.000.000	1.750.000	15.000.000	15.000.000	12.000.000	5.000.000	—	—	50.000	150.000	750.000
1947.	122.000.000	34.000.000	35.000.000	125.000.000	—	30.000.000	1.000.000	2.500.000	400.000	200.000	—

III. — Produits perçus sur ordre de recettes.

NOMENCLATURE.	1945.	1946.	1947.
Majoration sur cessions de matières et de travaux.....	200.000	400.000	550.000
Dividendes des actions de la B. A. O.....	Mémoire.	Mémoire.	150.000
Produits des fourrières.....	1.000	1.000	1.000
Intérêt de retard des traites de douanes.....	100.000	175.000	190.000
Quote-part sur perceptions effectuées pour la Chambre de commerce....	70.000	80.000	160.000
Permis de bâtir.....	10.000	20.000	38.000
Droits de place sur les marchés.....	500.000	500.000	580.000
Taxes d'abattage.	25.000	25.000	35.000
Amendes et taxes de justice indigène.....	375.000	450.000	Mémoire.
Amendes administratives.	500.000	550.000	100.000
Permis de chasse.....	20.000	40.000	65.000
Permis de conduire.....	25.000	60.000	70.000
Vente de livrets de travail.....	35.000	50.000	500.000
Part sur les remises du trésorier-payeur.....	30.000	50.000	60.000
Pénalités sur marchés.....	1.000	1.000	1.000
Taxe sur les bicyclettes.....	20.000	25.000	37.000
Taxes d'arraisonnement.	5.000	5.000	5.000
Hospitalisation.	800.000	1.677.000	2.200.000
Cessions de main-d'œuvre pénale.....	1.000	1.000	1.000
Cessions de soins médicaux, dentaires et radiologie.....	20.000	75.000	100.000
Retenues pour logements des officiers et fonctionnaires.....	350.000	290.000	500.000
Taxe de contrôle sur les établissements classés.....	15.000	15.000	15.000
Abonnement au Service de la Presse.....	5.000	10.000	30.000
Quote-part sur les honoraires des notaires et des commissaires priseurs..	80.000	80.000	100.000
Cession de la station de quinquina.....	50.000	3.164.000	3.245.000
Redevance sur les achats d'or pour le compte de la Caisse centrale.....	300.000	250.000	200.000
Internat de Yaoundé.....	120.000	270.000	180.000
Divers (travaux des laboratoires, cessions de charbon de bois), etc.....	5.000	13.000	75.000
Produit de l'Office local des changes.....	Mémoire.	Mémoire.	Mémoire.
Fonds de concours.....	—	—	—
Magasins et cessions des ateliers des travaux publics.....	21.330.000	26.400.000	26.400.000
Magasins et cessions de la Pharmacie centrale.....	—	—	47.500.000
Recettes éventuelles et non classées.....	10.000	10.000	100.000
Cessions de vivres au personnel des hôpitaux.....	—	20.000	10.000
Recettes des exercices clos.....	250.000	250.000	500.000
Abonnement au « Bulletin des études camerounaises ».....	—	20.000	20.000
Cessions de café de la ferme de l'Adamaoua.....	—	120.000	150.000
Cessions de soins vétérinaires.....	—	5.000	5.000
Taxe de recrutement par l'intermédiaire de l'Office du travail.....	—	3.000	3.000
TOTAL.....	25.253.000	35.105.000	84.176.000

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

NOMENCLATURE.	1945.	1946.	1947.
(a) Prélèvement extraordinaire sur la Caisse de réserve.....	41.742.300	90.030.000	
(b) Prélèvement ordinaire sur la Caisse de réserve.	—	29.948.000	
<p>(a) Le prélèvement extraordinaire sur la Caisse de réserve est destiné à couvrir intégralement les dépenses pour travaux économiques : renouvellement de matériel, construction de routes, ponts, travaux d'urbanisme, construction de logements, travaux neufs, Service de santé et enseignement.</p> <p>(b) Le prélèvement ordinaire sur la Caisse de réserve est destiné à couvrir intégralement les prévisions de dépenses des services d'hygiène mobile et urbaine.</p>			

DÉPENSES.

NOMENCLATURE	1945.	1946.	1947.
Dettes exigibles.	3.945.000	11.124.000	17.899.000
PERSONNEL.			
Dépenses politiques et administration générale.	33.670.600	55.518.000	122.100.000
Services financiers.	12.385.000	18.350.000	28.075.000
Dépenses d'intérêt économique.	25.590.000	49.087.000	75.369.000
Dépenses d'intérêt social.	25.563.000	40.855.000	73.026.000
Dépenses diverses.	17.912.000	22.371.000	66.625.000
DÉPENSES DE MATÉRIEL ET DE MAIN-D'ŒUVRE.			
Dépenses politiques et administration générale.	12.934.500	14.224.000	47.550.000
Services financiers.	5.760.000	1.740.000	3.211.000
Dépenses d'intérêt économique.	39.218.000	56.496.000	87.162.000
Dépenses d'intérêt social.	20.734.000	49.359.000	129.944.000
Divers.	8.975.000	9.050.000	13.095.000
TRAVAUX.			
Travaux sur ressources spéciales.	19.300.000	23.800.000	36.092.000
Travaux sur ressources générales.	8.868.000	—	22.268.000
Dépenses des exercices clos.	269.300	600.000	500.000
DÉPENSES DIVERSES.			
Fonds spéciaux.	60.000	70.000	150.000
Allocations aux chefs indigènes.	1.500.000	3.000.000	5.850.000
Allocations et secours.	440.000	340.000	300.000
Fêtes publiques.	226.000	225.000	500.000
Dépenses des chargés de mission et frais généraux.	325.000	325.000	300.000
Subventions.	10.700.000	10.600.000	13.120.000
a) Remboursement aux budgets communaux des recettes faites pour leur compte.	300.000	355.000	2.520.000
b) Remboursement à la Chambre de commerce d'une quote-part sur le chiffre d'affaires à l'importation et à l'exportation.	—	—	—
Dépenses diverses.	935.000	1.960.000	3.137.000
Dépenses imprévues.	900.000	8.050.000	1.200.000
Dépenses des exercices clos.	115.000	600.000	580.000

En ce qui concerne la section extraordinaire, les dépenses prévues étaient les suivantes :

En 1945.

Service d'hygiène et de prophylaxie.	21.391.000
Service d'hygiène urbaine.	5.435.300
Travaux neufs du service de santé.	10.175.000
Subvention au budget annexe du chemin de fer.	4.741.000
	41.742.300

En 1946.

Achat et renouvellement de matériel.	39.500.000
Construction de routes et ponts, aménagements de ports.	9.910.000
Travaux d'urbanisme et d'amélioration.	6.150.000
Construction de logements, bureaux et bâtiments annexes.	8.320.000
Travaux d'intérêt social.	26.150.000
	90.030.000

En 1947.

Néant.

CHEMINS DE FER DU CAMEROUN

Les tableaux ci-après comprennent :

A) Les budgets définitivement réglés portant sur les années 1940 à 1944;

B) Les prévisions de budget pour les années 1945, 1946 et 1947.

A) TABLEAU RÉCAPITULATIF des recettes du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer.
(Exercices 1940 à 1944 inclus.)

IMPUTATION BUDGÉTAIRE.		NATURE DES RECETTES.	EXERCICE.				
Chapitres.	Articles.		1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
		SECTION I. RECETTES ORDINAIRES. TITRE I ^{er} . RECETTES DU TRAFIC.					
		CHAPITRE I ^{er} . — <i>Transports du commerce.</i>					
	1	Voyageurs et bagages.	4.577.380 05	4.772.608 »	5.228.488 40	7.039.017 »	8.451.025 80
	2	Marchandises G. V.	619.685 55	749.812 80	880.478 05	1.206.462 10	1.631.649 70
	3	Marchandises P. V.	15.055.109 90	15.776.714 35	17.931.324 30	23.778.663 75	30.550.234 10
		TOTAL du chapitre I ^{er}	20.252.175 50	21.299.135 15	24.040.290 75	32.084.142 85	40.632.909 10
II	1	CHAPITRE II. — <i>Transports administratifs.</i>					
		Voyageurs et bagages.	795.573 65	679.688 55	711.649 10	746.219 35	1.081.957 15
	2	Marchandises G. V.	542.431 05	600.753 95	443.355 60	215.030 25	210.964 55
	3	Marchandises P. V.	1.375.466 30	1.741.061 85	3.365.938 80	2.339.530 35	1.934.019 25
		TOTAL du chapitre II.	2.713.471 »	3.021.504 35	3.520.928 80	3.300.779 95	3.226.940 95
III	1	CHAPITRE III. — <i>Transports de la construction.</i>					
		Transport du personnel.	—	—	—	—	—
		Transport de matériel.	—	—	—	—	—
		TOTAL du chapitre III.	—	—	—	—	—
		TOTAL du titre I ^{er}	22.965.646 50	24.320.639 50	27.561.219 55	37.384.922 80	43.859.850 05
		TITRE II. RECETTES HORS TRAFIC.					
		CHAPITRE IV. — <i>Recettes hors trafic.</i>					
IV	1/1	Majoration 25 p. 100 sur les cessions aux particuliers.	57.381 04	87.594 04	87.008 39	97.170 64	140.146 13
	1/2	Droits de quais, de grue d'embranchement, location, messages téléphoniques.	146.229 91	152.829 52	109.740 47	296.310 58	474.085 68
	1/3	Retenues pour logements des fonctionnaires.	51.725 38	50.148 20	56.777 06	59.764 07	71.580 »
		TOTAL de l'article 1 ^{er}	255.336 33	290.571 76	343.525 92	453.254 29	691.813 81
	2/1	Bois débités par la scierie de Bonabéri.	1.060.533 91	1.177.893 92	2.001.498 71	1.392.986 35	2.291.531 01
		TOTAL de l'article 2.	1.060.533 91	1.177.893 92	2.001.498 71	1.392.986 35	2.291.531 01
	3/1	Recettes des cessions aux services publics.	1.156.344 51	1.798.122 53	1.946.441 48	1.363.669 60	1.442.546 85
	3/2	Recettes des cessions aux particuliers.	234.914 69	298.612 18	297.051 27	282.112 11	515.758 26
		TOTAL de l'article 3.	1.391.259 20	2.096.734 71	2.243.492 75	1.645.781 71	1.958.305 11

IMPUTATION BUDGÉTAIRE.		NATURE DES RECETTES.	EXERCICE.				
Chapitres.	Articles.		1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
IV	4	Contribution du budget local aux dépenses de la Direction commune des travaux publics et chemins de fer.....	950.000 »	950.000 »	950.000 »	950.000 »	950.000 »
		TOTAL de l'article 4.....	950.000 »	950.000 »	950.000 »	950.000 »	950.000 »
		TOTAL du chapitre IV.....	3.657.129 44	4.516.200 39	5.538.517 38	4.442.022 35	5.891.650 »
V	Unique.	Subvention du Territoire pour insuffisance de recettes.	—	—	—	—	—
		TOTAL du chapitre V.....	—	—	—	—	—
		TOTAL du titre II.....	3.657.129 44	4.516.200 39	5.538.517 38	4.442.022 35	5.891.650 »
		TITRE III.					
		RECETTES DES EXERCICES ANTÉRIEURS.					
VI	1	Recettes des exercices antérieurs.	158.706 42	235.752 06	63.167 11	2.880 55	32.797 98
		TOTAL du chapitre VI.....	158.706 42	235.752 06	63.167 11	2.880 55	32.797 98
		TOTAL du titre III.....	158.706 42	235.752 06	63.167 11	2.880 55	32.797 98
VII	»	TITRE IV.					
		RECETTES D'ORDRE.					
		Régularisation des dépenses d'ordre.	—	—	—	—	—
		TOTAL du chapitre VII.....	—	—	—	—	—
		TOTAL du titre IV.....	—	—	—	—	—
		SECTION II.					
		<i>Recettes extraordinaires.</i>					
		TITRE V.					
		RECETTES EXTRAORDINAIRES.					
VIII	»	Prélèvement sur fonds spécial pour travaux et achats de matériel complémentaires et de renouvellement.	2.000.000 »	2.700.000 »	2.465.000 »	3.450.000 »	24.650.000 »
		TOTAL du chapitre VIII.....	2.000.000 »	2.700.000 »	2.465.000 »	3.450.000 »	24.650.000 »
IX		Contribution extraordinaire du budget local.	—	—	—	—	—
		TOTAL du chapitre IX.....	—	—	—	—	—
		TOTAL du titre V.....	2.000.000 »	2.700.000 »	2.465.000 »	3.450.000 »	24.650.000 »
		RÉCAPITULATION.					
		TITRE I ^{er} . — Recettes du trafic..	22.965.646 50	24.320.639 50	27.561.219 55	35.384.922 80	43.859.850 05
		TITRE II. — Recettes hors trafic.	3.657.129 44	4.516.200 39	5.538.517 38	4.442.022 35	5.891.650 »
		TITRE III. — Recettes des exercices antérieurs.	158.706 42	235.752 06	63.167 11	2.880 55	32.797 98
		TITRE IV. — Recettes d'ordre...	—	—	—	—	—
		TITRE V. — Recettes extraordinaires.	2.000.000 »	2.700.000 »	2.465.000 »	3.450.000 »	24.650.000 »
			28.781.482 36	31.772.591 95	35.627.804 04	43.279.825 70	74.434.298 04

TABLEAU COMPARATIF des recettes du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer.
(Exercices 1940 à 1944 inclus.)

CHAPITRES.	NATURE DES RECETTES PAR CHAPITRE.	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
	RECETTES ORDINAIRES.					
I.	Transports du commerce.....	20.252.175 50	21.299.135 15	24.040.290 75	32.084.142 85	40.632.909 10
II.	Transports administratifs.....	2.713.471 »	3.021.504 35	3.520.928 80	3.300.779 95	3.226.940 95
III.	Transport de la construction....	3.657.129 44	—	—	—	—
IV.	Recettes hors trafic.....	—	4.515.200 39	5.538.517 38	4.442.022 35	5.891.050 01
V.	Subvention du territoire pour insuffisance de recettes.....	—	—	—	—	—
VI.	Recettes des exercices antérieurs.	158.706 42	235.752 06	63.067 11	2.880 55	32.797 98
VII.	Recettes d'ordre.....	—	—	—	—	—
	RECETTES EXTRAORDINAIRES.					
VIII.	Prélèvement sur fonds spécial pour travaux et achats de matériel.	2.000.000 »	2.700.000 »	2.465.000 »	3.450.000 »	24.650.000 »
IX.	Contribution extraordinaire du budget local.....	—	—	—	—	—
		28.781.482 36	31.772.591 95	35.627.804 04	43.279.825 70	74.434.298 04

TABLEAU COMPARATIF des dépenses du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer.
(Exercices 1940 à 1944 inclus.)

CHAPITRES.	NATURE DES DÉPENSES PAR CHAPITRE.	1940.	1941.	1942.	1943.	1944.
	DÉPENSES ORDINAIRES.					
I.	Personnel.	8.082.348 99	8.574.560 11	9.503.930 28	12.337.353 62	16.158.831 08
II.	Main-d'œuvre.	4.879.767 32	5.243.817 10	7.060.550 25	7.736.404 60	8.410.630 73
III.	Matériel.	5.664.741 31	5.597.651 70	7.825.547 96	11.246.740 89	15.314.767 60
IV.	Dépenses diverses et imprévues..	1.451.815 31	2.197.050 55	3.367.326 06	1.819.912 06	2.690.580 94
V.	Transports du personnel.....	80.682 81	17.266 15	99.081 74	285.653 49	1.485.596 67
VI.	Transports du matériel.....	3.515 47	241 25	259 36	1.213 68	2.055 60
VII.	Fonds de renouvellement.....	5.500.000 »	5.750.000 »	2.750.000 »	2.750.000 »	5.500.000 »
VIII.	Dépenses d'ordre.....	—	—	—	—	—
		25.062.871 21	27.380.586 86	30.606.705 25	36.177.178 34	49.562.462 62
	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.					
IX.	Fonds de renouvellement.....	1.811.794 55	1.576.112 32	2.449.063 68	3.421.508 92	23.808.556 44
	TOTAL GÉNÉRAL.....	27.474.665 76	28.956.699 18	33.055.768 93	39.598.687 26	73.371.059 06

B) Les prévisions des budgets 1945 et 1946, non encore soldées, et du budget 1947 en cours d'exécution, sont les suivantes.

DÉSIGNATION.	1945.	1946.	1947.
RECETTES.			
CHAP. 1 ^{er} . — Transports du commerce.....	44.350.000 »	68.640.000 »	161.000.000 »
CHAP. 2. — Transports administratifs.	2 300.000 »	4.100.000 »	9.000.000 »
CHAP. 3. — Transports de la construction.....	»	»	»
CHAP. 4. — Recettes hors trafic.	4 350.000 »	10.500.000 »	22.914.000 »
CHAP. 7. — <i>Recettes extraordinaires :</i>			
Prélèvement sur « Fonds spécial » pour travaux et achat de matériel complémentaire et de renouvellement.....	10.589.000 »	22.626.000 »	14.450.000 »
CHAP. 8. — Contribution extraordinaire du budget local.....	4.741.000 »	»	»
TOTAL des recettes.....	66.330.000 »	105.867.000 »	207.364.000 »
DÉPENSES.			
DÉPENSES ORDINAIRES.			
CHAP. 1 ^{er} . — Personnel.	18.230.000 »	36.123.000 »	59.318.000 »
CHAP. 2. — Main-d'œuvre.	10.015.000 »	12.985.000 »	29.389.000 »
CHAP. 3. — Matériel.	14.975.000 »	21.853.000 »	70.178.000 »
CHAP. 3 bis. — Apprentissage.	—	—	839.000 »
CHAP. 4. — Dépenses diverses et imprévues.....	1.360.000 »	2.660.000 »	4.470.000 »
CHAP. 5. — Transport du personnel.	900.000 »	6.600.000 »	8 700.000 »
CHAP. 6. — Transport de matériel.	20.000 »	20.000 »	20.000 »
CHAP. 7. — Fonds de renouvellement.	5 500.000 »	15.000.000 »	20.000.000 »
TOTAL des dépenses ordinaires.....	51.000.000 »	95.241.000 »	192 914.000 »
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.			
CHAP. 9. — Prélèvement sur « Fonds spécial » pour travaux et achat de matériel complémentaire et de renouvellement.....	10.589.000 »	10.626.000 »	14.450.000 »
CHAP. 10. — Dépenses sur subvention du budgétaire.....	4.741.000 »	—	—
TOTAL des dépenses	66 330.000 »	105.867.000 »	207.364.000 »

IMPOTS

TAUX DE L'IMPOT PERSONNEL.

			1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
ADAMAOUA.	<i>Subdivision de N'Gaoundéré.</i>										
	Foulbé.	H	18	20	25	25	62	50	50	60	60
		F	18	15	15	20	20	80	30	80	35
	M'Boum.	H	10	12	15	25	25	25	25	25	80
		F	10	12	15	20	20	20	20	20	20
	Dourou et Kaka.	H	10	12	15	25	25	25	25	25	30
		F	10	12	15	20	20	20	20	20	20
	<i>Subdivision de Banvo.</i>										
	Foulbé et serviteurs.	H	18	20	25	25	30	50	50	60	60
		F	18	15	15	20	20	80	30	30	35
	Foulbé et Konteba.	H	18	20	25	25	30	50	50	60	60
		F	13	15	15	20	20	80	30	30	35
	Tikar, Mabiha, Kondja.	H	18	20	25	25	30	50	50	60	60
		F	13	15	15	20	20	30	30	30	35
	<i>Subdivision de Meiganga.</i>										
	Baya et M'Boum.	H	10	12	15	25	25	25	25	25	30
		F	10	12	15	20	20	20	20	20	25
	Bororo et étrangers.	H	18	20	25	25	30	50	50	60	60
		F	18	15	15	20	20	30	30	30	35
	<i>Subdivision de Tibati.</i>										
	Foulbé et serviteurs.	H	18	20	25	25	30	50	50	60	60
		F	13	15	15	20	20	30	30	30	35
	Baya et Nyam-Nyam.	H	10	12	12	12	12	15	20	20	20
		F	5	7	7	7	7	15	15	15	15
	M'Boum, Koutiné, Tikar.	H	10	12	15	25	25	25	25	25	30
		F	10	12	15	20	20	20	20	20	25
BALILEKE.	<i>Subdivision de Dschang.</i>	H	28	40	40	40	40	40	40	50	65
		F	8	12	12	12	12	12	15	15	15
	<i>Subdivision de Bafang.</i>	H	28	40	40	40	40	40	40	50	65
		F	10	18	18	18	18	18	18	18	15
	<i>Subdivision de Bafoussam.</i>	H	28	40	40	40	40	40	40	50	65
		F	8	12	12	12	12	12	18	15	15
	<i>Subdivision de Bangangté.</i>	H	28	40	40	40	40	40	40	50	65
		F	8	12	12	12	12	12	15	15	15
	<i>Subdivision de Foumban.</i>										
	Bamoun.	H	28	40	40	40	35	35	40	45	65
BAMOUN.		F	8	12	12	12	12	12	15	20	25
	Tikar.	H	28	40	40	40	30	18	20	30	35
		F	8	12	12	12	12	12	15	20	25
	<i>Subdivision de Foumbot.</i>	H	28	40	40	40	35	35	40	45	65
		F	8	12	12	12	12	12	15	20	25

			1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
	<i>Subdivision de Garoua.</i>										
	Foulbé, Haoussa, Bornouan, Mam- bay, Moundang et étrangers.....	H F	16 10	18 12	20 13	22 15	25 15	35 20	35 25	35 30	40 25
	Pali de Tinguelin, Kangou, Gomena, Njeng, Namchi, Papé, Dourou, Da- ma et Mono.....	H F	7 5	8 6	9 7	10 10	10 10	15 15	20 15	25 20	30 20
	Laka, M'Boum, Bayo de Boubandji- da, Habé.	H F	4 4	5 5	6 6	6 6	6 6	8 8	10 10	12 12	15 12
	<i>Subdivision de Guider.</i>										
	Foulbé, Haoussa, Bornouan, Mam- bay, Moundang et étrangers.....	H F	16 10	18 12	20 13	22 15	25 15	28 18	30 20	30 25	40 25
	Fali évolué, Njong et Gondé de l'Ouest.	H F	5 5	6 6	10 10	10 10	10 10	11 11	18 15	18 18	25 20
BÉNOUÉ.											
	Guider-Est.	H F	5 5	5 5	5 5	5 5	5 5	6 6	9 9	14 14	25 20
	Tous autres Habé.....	H F	2 2	3 3	4 4	5 5	5 5	6 6	9 9	10 10	15 10
	<i>Subdivision de Poli.</i>										
	Foulbé, Haoussa, Bornouan et étran- gers, sauf cantons de Laro Mana et Malloun Koga.....	H F	16 10	18 12	20 13	22 15	25 15	28 18	30 20	35 25	40 25
	Bata, Voko, Kolbila, Dourou et can- tons de Daro, Mana et Maloum, Koga.	H F	7 7	8 8	9 9	10 10	10 10	12 12	12 12	16 16	16 16
	Doayo et tous autres Habé.....	H F	4 4	5 5	5,5 5,5	6 6	6 6	7 7	8 8	12 12	12 12
	<i>Subdivision d'Abong-Mbang.....</i>	H F	27 21	35 30	35 30	35 30	35 30	35 30	40 35	50 40	60 15
HAUT-NYONG.	<i>Subdivision de Doumé.....</i>	H F	27 21	35 30	35 30	35 30	35 30	35 30	40 35	50 40	60 15
	<i>Subdivision de Lomié.....</i>	H F	20 15	30 20	30 20	30 20	40 30	40 30	50 35	70 50	80 15
	<i>Subdivision de Messaména.....</i>	H F	24 17	35 30	35 30	35 30	25 20	25 20	30 20	40 30	60 15
	<i>Subdivision de Kribi.....</i>	H F	41 34	50 35	50 35	50 35	50 35	50 35	50 35	60 45	80 60
KRIBI.	<i>Subdivision de Lolodorf.....</i>	H F	41 34	50 35	50 35	50 35	50 35	50 35	50 35	60 45	80 60
	<i>Subdivision de Campo.....</i>	H F	15 10	25 15	25 15	25 15	25 15	25 15	25 15	25 15	35 20

			1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
LOM et KADEL.....	<i>Subdivision de Batouri, Kaka, Bary, Medjonos, Bangatous et Kaka-Béra.</i>	H	20	30	30	30	35	35	45	50	55
		F	15	20	20	20	20	25	30	40	40
	<i>Baya-Amada et Kos.</i>	H	15	20	20	20	25	20	40	45	45
		F	12	15	15	15	15	20	20	20	25
	<i>Subdivision de Bertoua.</i>	H	20	30	25	25	35	35	45	50	55
		F	15	20	20	20	20	25	30	40	40
	<i>Subdivision de Bétaré-Oya.</i>	H	12	20	25	25	30	30	40	45	45
		F	12	15	20	20	20	20	20	25	25
	<i>Subdivision de Moloundou.</i>	H	17	22	22	25	25	30	40	40	45
		F	12	15	15	18	15	20	20	30	30
	<i>Subdivision de Yokadouma.</i>	H	20	25	25	25	30	35	45	50	50
		F	10	18	18	18	18	25	30	40	40
M'BAM.	<i>Subdivision de Bafia.</i>	H	28	35	35	35	35	35	35	45	65
		F	23	15	15	15	15	15	20	25	40
	<i>Subdivision de Ndikiniméki.</i>	H	25	30	30	35	35	35	40	45	65
		F	17	20	20	20	20	20	25	30	40
	<i>Subdivision de Yoko.</i>	H	15	17	17	17	20	18	20	30	35
		F	12	13	16	16	12	12	15	20	25
MUNGO.	<i>Subdivision de N'Kongsomba.</i>	H	41	45	45	45	45	45	50	65	90
		F	34	35	35	35	35	35	35	35	50
	<i>Subdivision de M'Banga.</i>	H	41	50	50	50	50	50	50	70	90
		F	34	35	35	35	35	35	35	35	50
	<i>Subdivision de Yabassi :</i>										
	<i>1^{er} groupe.</i>	H	41	50	50	50	50	50	50	70	90
		F	34	35	35	35	35	35	35	35	50
	<i>2^e groupe.</i>	H	31	40	50	50	35	40	40	45	70
		F	24	30	35	35	50	30	30	35	30
NORD - CAMEROUN.	<i>Musulmans islamisés, Foulbé, Arabes, Bournouans, Mandars et population flottante.</i>	H	16	18	20	25	25	25	30	32	40
		F	10	12	14	15	15	15	15	16	25
	<i>Mousgoums.</i>	H	12	14	14	14	14	14	15	14	25
		F	7	8	8	8	8	8	10	8	15
	<i>Toupouris et Massa.</i>	H	6	7	7	10	10	10	12	12	25
		F	4	5	5	5	6	6	8	8	15
	<i>Toupouris des subdivisions de Maroua et Kaélé.</i>	H	6	7	7	10	10	10	12	12	25
		F	4	5	5	5	6	6	8	8	15
	<i>Moundans Guissika des subdivisions Kaélé-Maroua.</i>	H	4	5	7	10	10	10	12	12	15
		F	4	5	5	5	6	6	8	8	10
	<i>Mokolo et Mora.</i>	H	3	4	5	5	6	6	8	8	10
		F	3	4	5	5	6	6	8	8	10
N'TEM.	<i>Subdivision d'Ebolowa.</i>	H	37	45	45	50	50	50	55	70	90
		F	30	35	35	35	35	35	40	50	60
	<i>Subdivision de Djoum.</i>	H	28	35	35	40	40	40	45	55	60
		F	16	30	30	30	30	30	35	40	60
	<i>Subdivision de Sangmélima :</i>										
	<i>1^{re} zone.</i>	H	37	45	45	50	50	50	55	70	90
		F	30	35	35	35	35	35	40	50	60
	<i>2^e zone.</i>	H	32	30	30	30	30	30	45	55	60
		F	27	35	35	35	35	35	35	40	40
	<i>3^e zone.</i>	H	25	»	»	»	»	»	»	»	»
		F	17	»	»	»	»	»	»	»	»

			1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	1946	1947
NYONG et SANAGA	<i>Subdivision de Yaoundé.....</i>	H	37	45	45	50	60	70	70	90	100
		F	30	35	35	35	40	40	60	70	70
	<i>Subdivision d'Akonolinga.....</i>	H	32	35	40	40	45	55	60	90	100
		F	27	25	32	32	35	35	50	70	70
	<i>Subdivision de M'Balmayo.....</i>	H	37	45	45	50	60	70	70	90	100
		F	30	35	35	35	40	40	60	70	70
	<i>Subdivision de Nanga-Eboko.</i>	H	24	20	20	20	45	55	60	90	90
		F	16	15	15	15	35	35	55	70	70
	<i>Subdivision de Saa.....</i>	H	36	40	45	50	60	70	70	90	100
		F	28	32	35	35	35	40	60	70	70
SANAGA MARITIME	<i>Subdivision d'Edéa.</i>	H	41	50	50	50	60	60	70	90	100
		F	34	35	35	35	40	40	45	60	70
	<i>Subdivision de Babimbi.....</i>	H	34	40	40	40	40	40	50	80	80
		F	27	30	30	30	30	30	35	50	50
	<i>Subdivision d'Eseka.</i>	H	41	50	50	50	60	60	70	90	100
		F	34	35	35	35	40	40	45	60	70
WOURI.	<i>Subdivision de Douala.....</i>	H	41	50	50	50	60	60	60	80	120
		F	34	35	35	35	40	40	40	50	70

COMMERCE

MOUVEMENT COMMERCIAL.

	1937		1943		1944		1945		1946	
	TONNAGE.	VALEUR.	TONNAGE.	VALEUR.	TONNAGE.	VALEUR.	TONNAGE.	VALEUR.	TONNAGE.	VALEUR.
Importations. .	69.023	257.969.000	48.012	325.891.000	44.284	422.908.000	36.364	435.470.000	55.269	1.004.457.000
Exportations. .	178.945	263.307.000	106.747	412.514.000	117.438	545.514.000	101.987	731.912.000	129.446	1.004.970.000
TOTAL. . . .	247.968	521.276.000	154.759	738.405.000	161.722	968.422.000	138.251	1.167.382.000	184.715	2.009.427.000

Aux chiffres qui précèdent, il faut ajouter en 1946 les envois d'or à la Caisse centrale à Brazzaville (342 kgr. 166 pour 20.163.109 francs, ce qui porte la valeur des exportations à 1.025.133.109 francs.

Ainsi apparaît une balance commerciale faiblement favorable (20.676.109 francs).

Il convient de préciser qu'en 1946 les chiffres ci-dessus ne portent plus que sur le commerce exclusivement camerounais. Tandis qu'avant 1946 ils comprenaient aussi des transactions commerciales intéressant uniquement l'A.E.F., ce qui venait fausser les résultats statistiques.

Les opérations effectuées par l'autorité militaire se sont élevées, au cours de l'année 1946, à :

Importations.. 10 tonnes, pour une valeur
de. 1.333.000 »

Exportations.. 83 tonnes, pour une valeur
de. 4.379.000 »

Soit..... 93 tonnes, pour une valeur
de. 5.712.000 »

Les principales importations ont été : effets personnels (190.000 francs), pièces détachées pour autos (269.000 francs), pièces détachées pour avions (79.000 francs), armes et munitions (125.000 francs), ouvrages en métaux (627.000 francs), et les principales exportations : munitions (3.590.000 francs) et effets personnels (436.000 francs).

IMPORTATIONS.

Les importations, ainsi qu'on l'a vu, se sont élevées à 55.269 tonnes, pour une valeur de 1.004.457.000 francs. Les principales importations ont porté sur les tabacs en feuilles et tabacs manufacturés (45.986.000 francs), boissons (62.612.000 francs), carburants (48.522.000 francs), médicaments composés (24.826.000 francs), tissus de jute

y compris les sacs vides (27.814.000 francs), cotonnades (232.251.000 francs), machines et mécaniques (61.433.000 francs), voitures automobiles et pièces détachées (68.258.000 francs).

Le trafic postal s'est élevé à 11.353.000 francs, chiffre nettement supérieur à celui de 1937 (1.548.000 francs), année normale d'avant-guerre.

Principaux fournisseurs.

DÉSIGNATION DES PAYS.	VALEURS EN FRANCS.		
	1944	1945	1946
France.	1.015.000	23.790.000	162.956.000
Afrique Occidentale française.	—	—	8.366.000
Algérie.	—	—	4.374.000
Maroc.	—	—	4.013.000
Togo.	—	—	2.000
Autres pays de l'Union française. .	24.102.000	12.046.000	5.837.000
Angleterre.	207.814.000	205.077.000	330.870.000
Nigeria.	5.892.000	10.698.000	18.788.000
Union Sud-Africaine.	12.266.000	30.584.000	33.622.000
Autres territoires anglais.	57.287.000	23.072.000	35.170.000
Etats-Unis d'Amérique.	91.206.000	104.269.000	321.192.000
Congo belge.	4.689.000	3.081.000	3.260.000
Autres pays.	18.577.000	22.853.000	76.007.000
TOTAUX.	422.908.000	435.470.000	1.004.457.000

L'Angleterre conserve le premier rang des fournisseurs (330.870.000 francs) et est suivie de près par les Etats-Unis d'Amérique (321.192.000 francs). L'Union Française occupe le troisième rang avec 186.373.000 francs. Elle a surtout vendu au Cameroun du poisson conservé (6.309.000 francs), du tabac manufacturé (1.284.000 francs), des vins ordinaires (12.109.000 francs), des vins mousseux et des liqueurs (5.714.000 francs), des boissons distillées (31.475.000 francs), des médicaments composés (12.831.000 francs), des cotonnades (11.947.000 francs).

Les relations commerciales, qui avaient été interrompues du fait de la guerre, semblent reprendre de plus en plus; c'est ainsi qu'en 1946, parmi les pays non cités nommément figurent à côté des Antilles hollandaises, qui ont totalisé un commerce de 36.825.000 francs, la Guinée Espagnole (11.430.000 francs), la Suède (7.712.000 francs), le Portugal (2.303.000 francs), la Norvège (581.000 francs), etc.

EXPORTATIONS.

Il a été enregistré au titre du commerce spécial d'exportation : 129.446 tonnes, valant 1.004.970.000 francs, plus les envois d'or sur la Caisse centrale à Brazzaville, s'élevant à 20.163.109 francs.

Les principales exportations ont porté sur les bananes fraîches et cosettes de bananes (96.836.000 francs), les amandes de palme (86.255.000 francs), les cafés en fèves (117.130.000 francs), le cacao en fèves (345.606.000 francs), le caoutchouc (98.433.000 francs), les bois (102.341.000 francs).

Les exportations de l'année 1946 sont nettement supérieures à celles des années précédentes pour ce qui concerne le tonnage. Il serait malaisé d'émettre la même opinion pour ce qui concerne les valeurs, étant donné la dévaluation du franc intervenue en décembre 1945. Les chiffres des valeurs ramenés au cours antérieur seraient de l'ordre de 703.500.000 francs pour les exportations de l'année 1946, chiffre sensiblement inférieur à celui de 1945.

Cours des principaux produits. (Nu-basculé la tonne en francs.)

	PALMISTES.	HUILE DE PALME type (3).	CACAO.	CAOUTCHOUC PLANTATION.	ROBUSTA STANDARD	BANANES FRAICHES (1).	ARACHIDES (2).	ETAIN (4).	RUTILE. (1).
1937-38	1.075	1.863	2.330	10.827	6.000	7.250	1.050	1.200	24.500
1941-42	1.050	1.450	2.550	17.385	5.752	8.466	942	1.350	31.300
1945-46	2.899	4.507	5.715	24.896	14.767	12.200	2.825	34.310	8.870
	6.200 (3)	11.635 (3)	12.536	21.000	25.382	7.000 (6)	7.500	36.470	10.000
	7.468 (4)	15.924 (5)				15.646 (7)			

- (1) F. O. B. Douala.
(2) Prix Garoua.
(3) Fin 1946.
(4) Au premier juillet 1947.
(5) Au premier mai 1947.
(6) Exportation sur l'étranger.
(7) Exportation sur la France.

Principaux clients. (En millions de francs.)

	UNION FRANÇAISE.	ALLEMAGNE.	COMMONWEALTH AFRIQUE DU SUD et Nigéria.	U. S. A.	AFRIQUE DU SUD.	NIGERIA.
1937. . .	143,6	23,6	8,2	7,7	—	1,6
1941. . .	37,5	—	100,2	31,3	—	5,2
1945. . .	474,1	—	112,9	105,1	5,2	22,1
1946. . .	672,2	—	41,6	86	10,3	28,5

Principaux clients.

DÉSIGNATION DES PAYS.	VALEURS EN FRANCS		
	1944	1945	1946
France.	71.709.000	413.007.000	542.574.000
Afrique Occidentale française.	—	—	2.229.000
Algérie.	—	—	101.943.000
Tunisie.	—	—	518.000
Maroc.	—	—	24.902.000
Autres pays de l'Union Française.	73.763.000	61.103.000	965.000
Angleterre.	371.132.000	112.869.000	41.579.999
Etats-Unis d'Amérique.	13.858.000	105.170.000	86.028.000
Union Sud-Africaine.	3.414.000	5.201.000	10.321.000
Congo belge.	108.000	90.000	—
Nigeria.	10.736.000	22.159.000	28.495.000
Autres territoires anglais.	259.000	158.000	15.000
Autres pays.	555.000	12.165.000	165.401.000
TOTAUX.	545.514.000	731.912.000	1.004.970.000

Les exportations effectuées à destination de l'Union Française ont représenté environ 67 p. 100 des exportations totales. L'Union Française a absorbé 92 p. 100 des bananes exportées, 98 p. 100 des amandes de palme et cafés en fèves, 47 p. 100 des cacaos, 73 p. 100 du caoutchouc, 41 p. 100 des bois.

ENTREPOT.

Au cours de l'année 1946, il est entré dans les entrepôts fictifs de Douala pour 909.031 francs de marchandises. Après diverses sorties, il est resté au 1^{er} janvier 1947 pour 29.579 francs de marchandises.

Transit. Réexportation. Transbordement. Ravitaillement des navires.

DÉSIGNATION du COMMERCE.	DESTINATION.	1944		1945		1946	
		TONNAGE.	VALEUR (en milliers de francs).	TONNAGE.	VALEUR (en milliers de francs).	TONNAGE.	VALEUR (en milliers de francs).
<i>Transit.</i>	France.	—	—	—	—	—	—
	Territoires français.	—	20	3	33	394	10.314
	Etranger.	532	474	—	—	—	—
	TOTAUX.	532	494	3	33	394	10.314
<i>Réexportation. . . .</i>	France.	—	—	1.174	6.588	562	7.932
	Territoires français.	321	12.886	1.292	28.358	1.501	41.892
	Etranger.	8.375	11.728	5.274	7.785	6.009	15.485
	TOTAUX.	8.696	24.614	7.740	42.731	8.072	65.309
<i>Transbordements. . .</i>	France.	—	—	—	—	—	110
	Territoires français.	142	2.670	109	4.584	53	2.427
	Etranger.	43	1.833	1	38	—	—
	TOTAUX.	185	4.503	110	4.622	53	2.537
<i>Ravitaillement des navires.</i>		396	2.740	1.252	4.128	1.392	4.909
TOTAUX GÉNÉRAUX.		9.809	32.351	9.105	51.514	9.911	83.069

Les recettes douanières effectuées au cours de l'année 1946 se sont élevées à :

Recettes au profit du budget local.....	360.508.531 10
Recettes pour le compte de la Chambre de commerce (1).....	2.060.418 10
Recettes au profit de la commune mixte de Douala.....	1.961.015 10
TOTAL.....	364.529.964 30

Notons qu'en 1945 les recettes douanières proprement dites avaient atteint 107.465.518 fr. 48.

La comparaison des recouvrements effectués avec les prévisions budgétaires donne les résultats suivants en 1946.

DÉSIGNATION DES RECETTES.	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES.	RECOUVREMENTS EFFECTUÉS.	DIFFÉRENCES	
			EN PLUS.	EN MOINS.
Droits à l'entrée.	76.750.000 »	192.156.884 60	115.406 884 60	—
Droits à la sortie.	32.000.000 »	162.703.405 50	130.703 405 50	—
Divers.	200.000 »	461.821 90	261.821 90	—
Taxes exceptionnelles de guerre sur caoutchouc sylvestre.	750.000 »	752.470 10	2.470 10	—
Taxe de contrôle du conditionnement des produits agricoles.	—	669.070 50	669.070 50	—
Recettes sur matières extraites.....	4.093.000 »	2.069.718 70	—	2.023.281 30
Recettes des ports.	1.100.000 »	1.695.159 80	595.159 80	—
TOTAUX.....	114.893.000 »	360.508.531 10	247.638.812 40	2.023.281 30

Mouvement général de la navigation de chacun des ports du Territoire.

ENTRÉES.

PORTS.	NAVIRES ENTRÉS.				MARCHANDISES DÉBARQUÉES.			
	NOMBRE.		JAUGES (TONNES).		QUANTITÉS (QUINTAL MÉTRIQUE).		VALEURS EN MILLIERS DE FRANCS.	
	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.
Douala.	138	234	241.287	430.832	394.958	549.839	323.461	630.335
Kribi.	14	76	15.152	25.717	1.218	3.581	611	6.185
TOTAUX.....	152	310	256.440	456.549	396.176	553.420	324.072	636.520

SORTIES.

PORTS.	NAVIRES SORTIS.				MARCHANDISES EMBARQUÉES.			
	NOMBRE.		JAUGES (TONNES).		QUANTITÉS (QUINTAL MÉTRIQUE).		VALEURS EN MILLIERS DE FRANCS.	
	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.
Douala.	135	233	234.192	431.878	977.615	1.390.267	574.222	1.025.448
Kribi.	16	78	15.152	25.719	38.375	8.854	20.732	41.167
TOTAUX.....	151	311	249.344	457.597	1.015.990	1.399.121	594.954	1.066.615

(1) Y compris 721.550 fr. 40 représentant la ristourne de 50 p. 100 accordée à la Chambre de commerce sur les recettes effectuées au titre de la taxe du contrôle du conditionnement des produits agricoles (cf. arrêté du 20 février 1946) et le droit de magasinage perçu sur les marchandises restées en dépôt dans les magasins de la Chambre de commerce.

Sur ce compte les recettes spécifiquement douanières se sont élevées à 356.074.582 fr. 10, le surplus étant constitué par les recettes revenant à d'autres services administratifs tels que le Service de l'agriculture (669.070 fr. 50), le Service des mines (2.069.718 fr. 70), le Service des ports (1.695.159 fr. 80).

Mouvement général de la navigation du port fluvial de Garoua pendant l'année 1946.

NAVIRES ENTRÉS.					NAVIRES SORTIS.				
PAVILLON.	NOMBRE.	JAUGE (tonneaux).	MARCHANDISES DÉBARQUÉES.		PAVILLON.	NOMBRE.	JAUGE (tonneaux).	MARCHANDISES EMBARQUÉES.	
			Quintal métrique	Milliers de francs.				Quintal métrique	Milliers de francs.
Anglais.	47	26.283	114.368	32.996	Anglais.	48	25.947	107.725	132.539

Mouvement général de la navigation aérienne par pavillon pendant l'année 1946.

ENTRÉES.

PAVILLONS.	NOMBRE D'AVIONS.		PASSAGERS.		MARCHANDISES DÉBARQUÉES.			
					QUANTITÉS (KILOS).		VALEURS (FRANCS).	
	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.
Français.	203	234	675	1.133	2.368,151	5.779.416	461.965	3.824.321
Belge.	141	132	245	176	5.135,657	1.351,755	611.537	238.258
Anglais.	16	1	10	—				—

SORTIES.

PAVILLONS.	NOMBRE D'AVIONS.		PASSAGERS.		MARCHANDISES DÉBARQUÉES.			
					QUANTITÉS (KILOS).		VALEURS (FRANCS).	
	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.	1945.	1946.
Français.	203	333	661	1.141	2.931.520	11.547,267	4.040.030	11.632.048
Belge.	141	131	212	170	369,070	200,545	98.551	58.183
Anglais.	16	1	16	—	698,000	—	28.800	—

VII

LOGEMENT

Il a été répondu plus haut et sommairement à cette question qui exigerait une longue étude.

En effet l'habitation des indigènes en matériaux du pays (pisé, nattes, feuillage, chaume) doit être étudiée en notant que l'on trouve au Cameroun les deux types de case caractéristiques de l'Afrique Noire :

a) Case ronde, du type centre Afrique et soudanais, en terre sèche et couverte en chaume. Cette case, on le sait, reproduit la forme de la tente des nomades;

b) La case rectangulaire sur le type bantou, habitation coutumière des tribus forestières (nattes, feuilles tressées, bois).

Ces deux formes sont conditionnées, expliquées par le climat, les matériaux facilement utilisables et les traditions anciennes.

Il convient de noter que ces types servent de base à une

ornementation originale (case-obus des Mougoum, sur le Logone, case Bamoun, case Bamiléké, etc.).

Quant aux constructions sur le type européen on notera deux périodes :

1° De 1900 à 1925, construction de cases en pierre, bois, briques, tuiles, c'est-à-dire en matériaux du pays, travaillés avec de nouvelles méthodes, le ciment servant de revêtement;

2° A partir de 1925, construction de cases en briques, en ciment, béton et tôles, c'est-à-dire en matériaux importés.

On peut évaluer pour l'ensemble du Territoire à :

1.500 le nombre d'habitations sur le premier modèle;

4.500 le nombre d'habitations sur le second modèle.

Constructions prévues pour l'année : 150.

VIII

PRODUCTION MINIÈRE

TABLEAU N° 1.

PRINCIPALES EXPLOITATIONS MINIÈRES.	DÉBUT D'EXPLOITATION. Année.	PRODUCTION TOTALE DEPUIS LE DÉBUT D'EXPLOITATION JUSQU'À LA FIN 1946.		
		Quantité.	Valeur.	
			En francs (1).	En francs or (Germinal) (2).
Or.	1934	6.040 kg. 292	242.585.000	18.724.000
Rutile (95 p. 100 d'oxyde de titane).	1935	13.998 t. 184	100.163.000	5.763.000
Cassitérite (70 p. 100 d'étain).	1933	3.795 t. 605	73.423.000	5.825.000

(1) En francs jusqu'en 1945 et en francs C. F. A. à partir de 1946.
(2) Par rapport au franc général égal à 0 gr. 3226 d'or à 900/1.000^e ou 0 gr. 290 d'or fin.

TABLEAU N° 2.

PRINCIPAUX MINÉRAIS EXTRAITS EN 1946.		TITRES MINERS EN VIGUEUR EN 1946.			NOMBRE DE MINES EN EXPLOITATION EN 1946.			NOMBRE D'ENTRE- PRISES en 1946.	NOMBRE DE TRAVAIL- LEURS employés en 1946.	QUANTITÉ DE MINÉRAI extrait par travailleur en 1946.
Produits.	Quantités.	Permis de recherche.	Permis d'exploit- ation.	Concessions.	Permis d'exploit- ation.	Concessions.	Total.			
Or.	371 kg. 21	11	232	—	50	—	50	13	4.220	88 grammes.
Rutile.	1.260 tonnes	14	71	—	35	—	35	18	2.120	594 kilogr.
Cassérite.	160 tonnes	—	3	5	—	3	3	1	700	230 kilogr.

IX

MAIN-D'ŒUVRE

**TABEAU DES SALAIRES ACTUELS
DANS LE TERRITOIRE DU CAMEROUN.**

L'arrêté 2493 du 29 août 1946 a établi la répartition des salaires au Territoire en trois groupes : a) Personnel de bureau à salaire mensuel; b) Personnel journalier qualifié; c) Personnel journalier non qualifié. — Pour ces trois groupes, il est prévu des primes d'ancienneté qui sont : pour a) et b) de 5 p. 100 après 5 ans de service; 10 p. 100 après 10 ans; 15 p. 100 après 15 ans; 20 p. 100 après 20 ans.

Le taux des indemnités pour le personnel non qualifié est variable suivant les régions. Elles sont attribuées après 6 mois, 1 an ou 2 ans de service. Ces primes ne sont valables que si le manœuvre a effectué au moins 20 jours de travail dans le mois.

En ce qui concerne les groupes a) et b) il faut noter que le personnel nouvellement engagé peut être soumis à un stage de 6 mois avec un salaire égal à 60 p. 100 de celui de base.

Enfin, dans la plupart des régions, il a été créé un 4^e groupe comprenant les gens de maison.

ARRÊTÉ du 7 mars 1946 fixant le salaire minimum des manœuvres indigènes au Cameroun sous tutelle française.

RÉGIONS.	LOCALITÉS.	NATURE DES ENTREPRISES.	SALAIRES.	
			MINIMUM.	DONT INDEMNITÉ forfitaire vivre.
Adammaoua.	—	Entreprise minière.	9 »	5 »
Bamiléké.	—	Autres entreprises.	7 50	4 »
Bamoun.	—	—	6 »	3 »
Bénoué.	Garoua.	—	6 »	3 »
	Autres localités.	Entreprise minière.	7 »	4 »
Haut-Nyong.	—	Entreprise minière.	7 »	4 »
Kribi.	—	Autres entreprises.	6 »	3 50
Lom et Kadei.	—	—	7 »	3 50
		Entreprise minière.	8 »	3 50
		Autres entreprises.	6 »	3 50
Mbam.	Bafia.	—	7 »	3 50
	Autres localités.	—	6 »	3 50
Mungo.	Nkongsamba.	—	8 »	4 »
	Autres localités.	—	7 »	3 50
	Fort-Foureau.	—	7 »	4 »
Nord-Cameroun.	Maroua-Yagoua.	—	6 »	3 50
	Autres localités.	—	5 »	3 »
Ntem.	—	—	7 50	3 50
	Yaoundé-Mbalmayo.	Entreprise minière.	8 »	4 25
Nyong et Sanaga.	Autres localités.	Autres entreprises.	7 »	3 25
		—	6 »	3 »
Sanaga maritime.	Subdivision Edéa.	—	8 50	4 »
	Subdivision Eséka Babimbi.	—	7 »	3 50
Wouri.	—	—	10 »	4 50

Accidents du travail.

ANNÉES.	NOMBRE D'ACCIDENTS.	DONT ACCIDENTS MORTELS.
1940.	10	1
1941.	5	0
1942.	4	2
1943.	14	3
1944.	32	7
1945.	42	3
1946.	200	18

Les chiffres ont été fournis globalement sans distinction de profession.

Ration alimentaire.

L'arrêté du 7 mars 1946 fixe la ration en nature pour une journée de travail ainsi qu'il suit :

GENRE DE VIVRES.	RATION FORTE.	RATION NORMALE
Tubercule de manioc ou de macabo,	3 kilogr.	2 kilogr.
Ou farine de manioc, mil, maïs en grains,	4 kilogr.	0 kg. 750
Ou maïs en épis,	1 kg. 500	1 kilogr.
Ou riz,	0 kg. 750	0 kg. 500
Ou bananes,	3 kilogr.	2 kilogr.
Viande fraîche,	0 kg. 200	0 kg. 100
Ou poisson frais,	0 kg. 200	0 kg. 100
Ou viande séchée ou poisson sec,	0 kg. 100	0 kg. 050
Sel,	0 kg. 020	0 kg. 020
Huile,	0 kg. 050	0 kg. 050

La ration forte est allouée de plein droit à tous les indigènes employés dans les entreprises minières.

Elle est allouée aux indigènes employés dans d'autres entreprises lorsque les travaux en ont été classés comme pénibles par arrêté du Gouverneur, pris d'office ou sur proposition des chefs de région, après avis du Bureau permanent de l'Office central du travail.

La ration normale est allouée aux indigènes employés dans toutes les autres entreprises.

X

SANTÉ PUBLIQUE

I. — Tableau récapitulatif des formations sanitaires du Territoire.

DÉSIGNATION DES FORMATIONS SANITAIRES.	NOMBRE.	NOMBRE DE LITS.	
		EUROPÉENS.	AFRICAINS.
A) Formations sanitaires d'Etat.			
Hôpitaux.	22	100	2.604
Centres médicaux (avec hospitalisation).	15	—	632
Dispensaires (y compris ceux des hôpitaux et des centres médicaux).	63	—	—
Centres de consultations (postes antennes).	54	—	—
Pouponnières.	3	—	—
Hypnoseries.	12	—	558
Colonies agricoles de lépreux.	25	—	5.840
Pavillons d'hygiène mentale.	2	4	28
B) Formations sanitaires de missions.			
Hôpitaux.	7	15	1.122
Centres médicaux.	3	—	120
Dispensaires.	20	—	—
Colonies agricoles de lépreux.	8	—	1.892

II. — Tableau indiquant le personnel et l'activité médicale dans les hôpitaux du Territoire.

HOPITAL.	NOMBRE DE LITS.		PERSONNEL.												NOMBRE DE MALADES hospitalisés en 1946.		NOMBRE DE CONSULTANTS en 1946.		DÉCÈS en 1948.		
	E.	A.	MÉDECINS EUROPÉENS.	MÉDECINS AFRICAINS.	PHARMACIENS EUROPÉENS.	PHARMACIENS INDIGÈNES.	SAGES-FEMMES européennes.	SAGE-FEMME AFRICAINNE.	SOUS-OFFICIERS infirmiers.	INFIRMIÈRES COLONIALES européennes.	INFIRMIÈRES AFRICAINES et infirmières.	ASSISTANTS SANITAIRES européens.	ASSISTANTS SANITAIRES africains.	DENTISTES.	MÉCANICIENS DENTISTES.	E.	A.	E.	A.	E.	A.
N'Gaoundéré.	—	72	1	1	—	—	—	—	—	—	10	1	—	—	—	12	—	102	6.704	—	23
Dschang.	4	100	1	1	—	—	1	—	—	—	19	—	—	—	—	—	1.359	310	24.948	—	155
Foumban.	2	102	1	1	—	—	—	—	—	—	17	—	—	—	—	—	2.694	25	15.380	—	91
Garoua.	—	86	1	1	—	—	—	—	—	—	16	—	—	—	—	—	873	343	16.949	—	99
Abong-Mbang.	—	170	2	—	—	—	1	—	—	—	20	1	—	—	—	—	1.339	55	15.598	—	186
Doumé.	—	170	—	—	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	—	921	24	12.543	—	73
Messaména.	—	90	1	1	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	915	3	4.295	—	13
Lomé.	—	80	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	392	—	5.111	—	55
Kribi.	—	40	1	—	—	—	—	—	—	—	15	—	1	—	—	1	875	229	18.018	—	32
Batouri.	4	130	1	1	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	336	557	15.372	—	23
Bétaré-Oya.	—	60	1	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	—	932	318	4.953	—	73
Bafia.	—	110	1	1	—	—	—	—	—	—	20	—	—	—	—	—	618	58	23.645	—	49
N'Kongsamba.	—	100	1	1	—	—	1	—	—	—	18	—	—	—	—	—	753	1.541	23.094	1	164
Maroua.	—	55	1	1	—	—	—	—	—	—	22	—	—	—	—	2	696	71	17.302	—	79
Mokolo.	—	32	—	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	1.585	—	10.087	—	86
Fort-Fourreau.	—	41	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	—	—	—	—	628	1	4.791	—	8
Ebolowa.	5	142	1	1	—	—	1	—	—	—	21	—	—	—	—	—	310	208	24.354	—	94
Hôpital Yaoundé.	40	260	2	2	—	1	1	1	3	2	34	—	2	1	1	381	1.578	1.134	4.086	16	233
Ayos.	—	215	2	—	—	—	—	—	1	—	32	—	—	—	—	—	3.716	—	6.868	—	83
Edéa.	—	136	1	1	—	—	1	—	—	—	18	—	—	—	—	—	2.303	219	23.869	—	81
Hôpital européen Donata.	45	—	1	—	1	—	—	—	1	2	14	—	—	1	1	431	1.595	1.189	—	15	—
Hôpital Jaquintinie.	—	350	2	3	1	—	1	—	1	3	37	—	1	—	—	—	4.945	—	40.254	—	326
TOTAUX.	100	2604	22	17	2	1	7	1	6	7	370	3	4	2	2	830	28.963	6.387	318.221	32	2.026

III. — Tableau indiquant le personnel et l'activité médicale des centres médicaux et dispensaires du Territoire.

FORMATIONS SANITAIRES.	NOMBRE DE LITS.		PERSONNEL.			NOMBRE DE MALADES hospitalisés en 1946.		NOMBRE DE CONSULTANTS en 1946.		DÉCÈS EN 1946.	
	E.	A.	MÉDECINS EUROPÉENS.	MÉDECINS AFRICAINS.	INFIRMIÈRES africains.	E.	A.	E.	A.	E.	A.
I. — Centres médicaux.											
Yabassi.		57	—	1	9	—	593	—	17.293	—	40
M'Banga.		26	—	1	7	—	—	—	20.806	—	—
Lolodorf.		20	—	—	3	—	330	12	17.910	—	25
Bafang.		30	—	1	7	—	427	13	16.800	—	41
Bafoussam.		50	1	—	5	—	520	6	19.055	—	40
Bangangte.		25	—	1	5	—	360	2	10.973	—	16
Sangmelima.		65	—	1	4	—	556	36	19.332	—	8
Ambam.		35	—	1	4	—	401	35	13.006	—	23
Djoum.		30	—	—	2	—	288	—	10.530	—	2
Bengbis.		50	—	—	2	—	252	—	7.193	—	14
M'Balmayo.		60	—	2	15	—	971	190	56.365	—	45
Eseka.		50	—	1	6	—	285	29	25.189	—	34
Bertoua.		80	—	1	5	—	582	30	9.050	—	6
Yokadouma.		45	—	1	2	—	265	4	11.189	—	25
TOTAUX.		623	1	11	76	—	5.834	357	253.881	—	319
II. — Dispensaires.											
Non compris ceux des hôpitaux et des centres médicaux.		—	—	—	116	—	—	—	446.262	—	—

IV. — Tableau nosologique.

DÉSIGNATION DE LA MALADIE.	AFRICAINS.						EUROPÉENS.		
	CONSULTANTS.		HOSPITALISÉS.		DÉCÈS dans les formations sanitaires.		CONSUL- TANTS.	HOSPITA- LISÉS	DÉCÈS dans les formations sanitaires.
	Enfants de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.	Enfant's de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.	Enfants de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.			
<i>Maladies pestilentielles.</i>									
Variole.	5	56	1	34	1	5	—	—	—
<i>Maladies endémo-épidémiques.</i>									
Fièvre.	11.234	46.257	253	856	16	3	928	112	—
Paludisme :									
Cachexie.	54	129	7	26	9	13	1	—	—
Accès pernicieux.	42	21	18	55	16	27	6	5	2
Fièvre bilieuse hémoglobinaire.	—	—	—	—	—	—	1	6	4
Trypanosomiase (1).	15	29.296	2	1.662	—	206	5	4	—
Amibiase.	107	1.540	15	453	3	41	103	4	—
Dysenterie bacillaire.	—	21	—	—	—	5	—	—	—
Fièvre récurrente.	—	—	—	—	—	—	3	—	—
Parasitoses intestinales.	14.056	74.410	52	369	3	42	347	9	—
Dengue.	—	—	—	33	—	—	9	—	—
Bilharziose vésicale.	20	436	—	21	—	—	—	—	—
Bilharziose intestinale.	4	316	—	22	—	2	1	—	—
Filariose.	175	1.461	—	933	—	—	8	—	—
Pian	15.659	118.693	95	695	1	2	9	—	—
Ulcère phagédénique.	586	14.507	6	—	—	12	9	3	—
Leishmaniose cutanée.	—	5	—	26	—	—	—	—	—
Autres.	—	773	—	—	—	2	4	—	—

(1) Ce chiffre comprend 16.319 anciens malades, 2.762 nouveaux malades. Les autres consultants ont été reconnus indemnes.

DÉSIGNATION DE LA MALADIE.	AFRICAINS.						EUROPÉENS.		
	CONSULTANTS.		HOSPITALISÉS.		DÉCÈS dans les formations sanitaires.		CONSUL- TANTS.	HOSPITA- LISÉS.	DÉCÈS dans les formations sanitaires.
	Enfants de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.	Enfants de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.	Enfants de 0 à 5 ans.	Enfants 5 ans et adultes.			
<i>Maladies transmissibles.</i>									
Pneumococcie.	50	211	57	457	15	86	2	1	—
Grippe.	1	—	5	—	—	—	31	2	—
Méningite cérébro-spinale.	35	184	48	432	22	103	2	—	—
Polionmyélite.	—	2	—	—	—	—	—	—	1
Fièvre typhoïde.	—	—	—	11	—	3	—	2	—
Coqueluche.	214	136	20	18	1	—	13	1	1
Rougeole.	113	744	15	145	—	1	12	6	—
Oreillons.	124	1.143	—	179	—	—	3	—	—
Varicelle.	20	984	4	285	—	—	4	1	—
Zona.	—	9	—	—	—	—	—	—	—
Diphthérie.	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Trachome	5	649	1	39	—	—	—	—	—
Tétanos.	18	12	14	70	9	52	4	—	—
Rage.	—	288	—	5	—	4	—	—	—
Rubéole.	36	—	36	—	—	—	—	—	—
Autres.	—	66	—	83	—	—	1	—	—
<i>Maladies sociales.</i>									
Tuberculose :									
Pneumonaire.	2	112	1	175	—	49	2	4	—
Autres formes.	2	60	—	44	—	7	—	1	1
Maladies vénériennes :									
Syphilis.	843	50.619	59	2.276	9	51	77	7	1
Blennorragie.	31	46.772	1	1.296	—	—	131	23	—
Lymphogranulatoze.	1	221	—	48	—	1	11	2	—
Chancre mou.	—	1.414	—	86	—	—	19	1	—
Lèpre.	—	2.734	1	1.693	—	487	2	—	—
Cancer.	—	6	—	30	—	10	—	5	—
Alcoolisme.	—	9	—	9	—	9	1	—	2
<i>Maladies sporadiques.</i>									
Appareil respiratoire.	13.353	70.544	201	1.119	16	158	403	14	1
Appareil circulatoire.	56	1.627	12	254	2	73	243	11	5
Appareil digestif.	8.474	60.088	98	1.262	18	106	785	71	—
Appareil urinaire.	6	498	5	93	—	26	77	6	1
Système nerveux.	183	7.298	6	436	2	53	132	20	—
Affections diverses.	3.083	133.902	57	1.409	9	185	482	154	5
<i>Maladies chirurgicales.</i>									
Lésions des parties molles.	6.385	153.773	114	2.813	3	75	622	64	—
Affections des os.	27	1.428	10	168	—	20	35	14	—
Affections des articulations.	142	17.421	12	331	2	2	53	6	—
Affections de la tête et du cou.	80	4.394	4	120	1	5	23	2	3
Affections de la poitrine.	7	598	13	39	—	4	10	5	—
Affections de l'abdomen.	64	2.896	5	2.959	—	148	34	39	2
Affections de l'appareil urinaire.	20	355	—	138	—	19	12	7	—
Affections de l'appareil génital (hom- me).	21	2.765	—	466	—	5	39	6	—
Affections de l'appareil génital (fem- me).	10	14.065	—	2.530	—	21	228	38	1
Affections des organes des sens.	2.942	26.009	37	221	—	—	184	8	—
Affections diverses.	—	1.366	—	888	—	31	43	33	2
Affections obstétricales.	—	18.021	—	6.156	—	23	119	86	—
<i>Maladies cutanées.</i>									
Dermatoses parasitaires.	6.644	45.800	12	123	—	—	8	5	—
Dermatoses microbiennes.	682	5.022	4	85	—	—	247	1	—
Dermatoses autoxiques.	8	188	—	8	—	—	68	1	—
Dermatoses diverses.	480	6.701	1	68	1	1	32	—	—
TOTAUX.	86.119	968.856	1.304	33.644	159	2.182	5.629	789	32
	1.055.475		34.948		2.341				

V. — Tableau indiquant le nombre et la nationalité des missionnaires exerçant une activité dans le Territoire.

QUALITÉ.	NATIONALITÉ FRANÇAISE.	NATIONALITÉ AMÉRICAINÉ.	TOTAL.
Médecins.	3	7	10
Sages-femmes.	3	—	3
Infirmières.	2	4	6

VI. — Tableau indiquant les sociétés de missionnaires exerçant une activité médicale dans le Territoire et les subventions qui leur sont allouées.

MISSION.	SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR LE GOUVERNEMENT.
Fondation médicale <i>Ad Lucem</i> ...	200.000 ».
Mission catholique.	100.000 »
Mission protestante française.....	125.000 »
Mission protestante américaine..	Néant.

XI

ENSEIGNEMENT

I. — Effectifs de l'enseignement public (établissements et élèves).

Enseignement général au 1^{er} janvier 1947.

DÉSIGNATION.	ÉTABLISSEMENTS.				CLASSES SÉPARÉES LOCAL ET MAÎTRES.				COURS OU SECTIONS.				ÉLÈVES.			DONT EUROPÉENS.		
	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	TOTAL.	G.	F.	TOTAL.
I. — ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.	23	2	112	137	78	15	235	326	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Classes enfantines.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	8	10	18	—	—	—
Cours préparatoires.	—	—	—	—	—	—	—	—	36	5	117	158	8.122	1.577	9.699	30	39	69
Cours élémentaires.	—	—	—	—	—	—	—	—	47	3	79	129	5.064	683	5.747	26	36	62
Cours moyens.	—	—	—	—	—	—	—	—	23	3	45	71	2.823	313	3.136	24	27	51
TOTAL.	23	2	112	137	78	15	235	326	106	11	242	359	16.017	2.583	18.600	80	102	182
II. — ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL SECOND DEGRÉ.																		
A) Collèges modernes.																		
Enseignement 2 ^e degré courant.	2	1	—	3	7	2	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sixième moderne (garçons). C. sélect.	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	7	291	—	294	—	—	—
Sixième filles (collège Douala).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	28	28	—	—	—
Cinquième moderne.	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—	4	121	6	127	—	—	—
Quatrième moderne.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	88	—	88	—	—	—
Troisième moderne.	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	84	—	84	—	—	—
B) Ecole normale garçons.	1	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Classe de 2 ^e moderne.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	19	—	19	—	—	—
C) Collège classique et moderne.	—	—	1	1	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Premier cycle.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8	55	20	75	28	20	48
Second cycle.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	5	3	8	1	3	4
TOTAL.	3	1	1	5	8	2	5	15	15	2	10	27	666	57	723	29	23	52
TOTAL GÉNÉRAL.																		
Premier degré.	23	2	112	137	78	13	235	326	106	11	242	359	16.017	2.583	18.600	80	102	182
Second degré.	3	1	1	5	8	2	5	15	15	2	10	27	666	57	723	29	23	52
Ensemble.	26	3	113	142	86	15	240	341	121	13	252	386	16.683	2.640	19.323	109	125	234

II. — Effectifs de l'enseignement public (établissements et élèves).

Enseignement spécialisé au 1^{er} janvier 1947.

DÉSIGNATION	ÉTABLISSEMENTS.				CLASSES.				ÉLÈVES.			DONT EUROPÉENS.		
	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.
IV. — ENSEIGNEMENT SPÉCIALISÉ.														
Industriel.	2	—	—	2	10	—	—	10	180	—	180	2	—	2
Commercial.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL.	2	—	—	2	10	—	—	10	180	—	180	2	—	2

TOTAL GÉNÉRAL DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC.

DÉSIGNATION.	ÉTABLISSEMENTS.				CLASSES.				ÉLÈVES.			DONT EUROPÉENS.		
	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.
A) Enseignement général.	26	3	113	142	121	13	252	386	16.683	2.640	19.323	109	125	234
B) Enseignement spécialisé.	2	—	—	2	10	—	—	10	180	—	180	2	—	2
Ensemble.	28	3	113	144	131	13	252	396	16.863	2.640	19.503	111	125	236

III. — Effectifs de l'enseignement privé (établissements et élèves) au 1^{er} janvier 1947.

DÉSIGNATION.	ÉTABLISSEMENTS.				CLASSES.				ÉLÈVES.			DONT EUROPÉENS.		
	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.
I. — Enseignement primaire.	852	103	223	1.188	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Classes enfantines.	—	—	—	—	663	27	3	693	25.125	2.849	27.982	8	5	13
Cours préparatoires.	—	—	—	—	274	47	281	602	26.887	6.265	33.152	5	6	11
Cours élémentaires.	—	—	—	—	171	46	207	424	17.988	3.140	31.138	12	12	24
Cours moyens.	—	—	—	—	132	45	63	246	10.963	1.845	12.806	3	5	8
TOTAL.	852	103	223	1.188	1.240	165	560	1.965	80.981	14.037	95.078	28	28	56
Classes élémentaires secondaires.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
II. — Enseignement primaire supérieur E. P. S.	1	—	—	1	3	—	—	3	34	—	34	—	—	—
Cours normaux ou école normale.	1	—	1	2	3	—	3	6	191	6	197	—	—	—
TOTAL.	2	—	1	3	6	—	3	9	225	6	231	—	—	—
III. — Enseignement secondaire (1 ^{er} cycle et 2 ^e cycle)	—	—	2	2	—	—	7	7	147	56	203	40	54	94
TOTAL.	—	—	2	2	—	—	7	7	147	56	203	40	54	94
EFFECTIFS globaux de l'enseignement général.	854	103	236	1.193	1.246	165	570	1.981	81.353	14.159	95.512	68	82	150
IV. — Enseignement spécial industriel.	2	—	—	2	5	—	—	5	100	—	100	—	—	—
	2	—	—	2	5	—	—	5	100	—	100	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL.	856	103	236	1.193	1.251	165	570	1.986	81.453	14.159	95.612	68	82	150

IV. — Effectifs généraux (enseignements public et privé) au 1^{er} janvier 1947.

DÉSIGNATION.	ÉTABLISSEMENTS.				CLASSES.				ELÈVES.			DONT EUROPÉENS.		
	G.	F.	M.	T.	G.	F.	M.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.
I. — Enseignement général.														
Public	23	2	112	137	106	11	242	359	10.017	2.583	18.600	80	102	182
Primaire privé.	852	103	232	1.188	1.240	165	560	1.965	80.981	14.097	95.078	28	28	56
TOTAL	875	105	345	1.325	1.346	176	802	2.324	90.998	16.680	113.678	108	130	238
Primaire supérieur :														
Public	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Privé.	2	—	1	3	6	—	3	9	225	6	231	—	—	—
TOTAL	2	—	1	3	6	—	3	9	225	6	231	—	—	—
Secondaire :														
Public	3	1	2	6	15	2	10	27	666	57	723	29	23	52
Privé.	—	—	—	2	—	—	7	7	147	56	203	40	54	94
TOTAL	3	1	2	7	15	2	17	34	813	113	926	69	77	146
Ensemble :														
Public	226	3	113	142	121	13	252	386	16.683	19.323	2.640	109	125	234
Privé.	854	103	236	1.193	1.246	165	570	1.981	81.353	95.512	14.159	68	82	150
TOTAL	880	106	349	1.335	1.367	178	822	2.367	98.036	114.235	16.799	177	207	384
II. — Enseignement spécial.														
Industriel :														
Public	2	—	—	—	10	—	—	10	180	—	180	2	—	2
Privé.	2	—	—	2	5	—	—	5	100	—	100	—	—	—
TOTAL	4	—	—	4	15	—	—	15	280	—	280	2	—	2
TOTAL GÉNÉRAL.														
Enseignement public.	28	3	113	144	131	13	252	396	16.863	2.640	19.503	111	125	236
Enseignement privé.	856	103	236	1.195	1.251	165	570	1.985	81.353	14.159	95.612	68	82	150
Ensemble	884	106	349	1.339	1.382	178	822	2.383	98.216	16.799	115.115	179	207	386

V. — Pénétration scolaire.

DÉSIGNATION.	ENFANTS DE 7 A 13 ANS. COURS PRÉPARATOIRES ET ÉLÉMENTAIRES	ENFANTS DE 13 A 17 ANS. COURS MOYENS.	DE 17 A 20 ANS. PRIMAIRE SUPÉRIEUR ET SECOND DEGRÉ Enseignement général et technique.
	A	B	C
I. — Population d'âge scolaire.	250.000 { 125.000 garçons 125.000 filles	175.000 { 87.500 garçons 87.500 filles	150.000 { 75.000 garçons 75.000 filles
II. — Effectifs de fréquentation.			
Garçons.	83.212	13.786	1.324
Filles.	14.524	2.156	119
TOTAL	97.736	15.942	1.443
Pourcentage des élèves par rapport à la population d'âge scolaire.			
Garçons.	66,6 % environ	15,75 % environ.	1,75 % environ.
Filles.	11,5 % environ	2,5 % environ.	0,15 % environ.
Moyenne.	39 % environ	9,1 % environ.	0,95 % environ.
Rapport de degré à degré.			
Garçons.		10/60, soit 16,5 % environ.	10/104, soit 9,5 % environ.
Filles.		B : 10/67, soit 14,8 % env.	C : 10/181, soit 5,5 % env.
Global.		A : 10/61, soit 16,3 % env.	B : 10/100, soit 9 % env.

OBSERVATIONS. — Les évaluations de la population d'âge scolaire sont très approximatives. Nous pensons, cependant, que les chiffres donnés sont supérieurs aux chiffres réels. Nous avons divisé la population scolaire en trois catégories : deux pour le 1^{er} degré, une pour le 2^e degré général et technique. Les âges élevés des élèves des cours élémentaires et des cours moyens correspondent à une situation de fait, surtout pour les écoles de certaines missions.

VI. — Examens et concours.
Sessions décembre 1946 - janvier 1947. — B. C. C. (session juillet 1947).

ENSEI- GNEMENT.	EXAMENS et CONCOURS.	CANDIDATS PRÉSENTÉS.						DONT EUROPÉENS.						CANDIDATS ADMIS.						DONT EUROPÉENS.					
		ÉCOLES officielles.			ÉCOLES ET CANDIDATS libres.			ÉCOLES officielles.			ÉCOLES et candidats libres.			ÉCOLES officielles.			ÉCOLES et candidats libres.			ÉCOLES officielles.			ÉCOLES et candidats libres.		
		G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.	G.	F.	T.
Primaire. . .	C. E. P. E. africain. . .	881	51	932	2.323	43	2.366	—	—	—	—	—	—	337	6	343	636	18	654	—	—	—	—	—	—
	européen. . .	—	—	—	—	—	—	4	5	9	5	10	15	—	—	—	—	—	—	2	4	6	5	8	13
Primaire. supérieur	C. E. P. S. A.	44	9	53	28	1	29	—	—	—	—	—	—	27	8	35	3	1	4	—	—	—	—	—	—
	D. M. I. (1).	19	—	19	132	—	132	—	—	—	—	—	—	15	—	15	41	—	41	—	—	—	—	—	—
	Aptitudes aux bourses d'as- sés de 6 ^e	30	—	30	—	—	—	6	9	15	—	—	—	5	2	7	—	—	—	—	2	2	—	—	—
	Entrées au 5 ^e moderne (col- lèges afri- cains). . . .	176	—	176	—	—	—	—	—	—	—	—	—	121	—	121	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	B. C. C. 1 ^{re} partie A (an- glais). . . .	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
	B. C. C. 2 ^e partie. . . .	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Spécialisé.	Diplôme E. P. Douala. . .	50	—	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	—	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Sortie E. P. Douala. . .	15	—	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(1) C. E. P. S. } D. M. I. } Examens locaux.																									

VII. — Personnel de l'enseignement public.

Situation du 1^{er} janvier 1947.

CATÉGORIE D'ENSEIGNEMENT.	EFFECTIFS			DONT EUROPÉENS			ONT PROP. et P. T. A.	SITUATION AFRICAINE.		
	H.	F.	T.	H.	F.	T.		TITULAIRES C. E. P. S.	STAGIAIRES C. E. P. S.	AUXILIAIRES D. M. I. C. E. P. S.
Direction et inspection...	10	1	11	5	1	6	—	—	—	—
Primaire.	326	43	369	21	28	49	—	220	50	50
Second degré.	13	7	20	13	3	20	9	—	—	—
Spécialisé.	7	—	7	7	—	7	5	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL. . . .	356	51	407	46	36	82	14	220	50	50

VIII. — Personnel de l'enseignement privé au 1^{er} janvier 1947.

CATÉGORIE D'ENSEIGNEMENT.	MISSIONS.	EFFECTIFS			DONT EUROPÉENS			TITRES DES AFRI.		
		H.	F.	T.	H.	F.	T.	Sup. C. E. P.	C. E. P.	Sans diplôme.
Primaire.	Catholiques.	1.167	152	1.319	67	40	107	41	490	681
	M. P. A.	504	8	512	2	8	10	27	71	404
	S. M. E.	119	4	117	1	4	5	4	70	38
	Adv. du 7 ^e J.	43	—	43	2	—	2	4	37	0
	Total.	1.827	164	1.991	72	52	124	76	668	1.123
Primaire supérieur.	Catholiques.	3	—	3	3	—	3	—	—	—
	M. P. A.	5	1	6	1	1	2	4	0	0
	S. M. E.	1	—	1	1	—	1	—	—	—
	Total.	9	1	10	5	1	6	4	0	0
Secondaire.	Catholiques.	—	3	3	—	3	3	—	—	—
	M. P. A.	4	2	6	1	2	3	3	0	0
	Total.	4	5	9	1	5	6	3	0	0
Spécialisé.	M. P. A.	5	—	5	3	—	3	0	2	0
	S. M. E.	2	—	2	2	—	2	0	—	—
	Total.	7	—	7	5	—	5	0	2	0
TOTAL GÉNÉRAL toutes missions.		1.847	170	2.017	83	58	141	83	670	1.123

LÉGENDE :
M. P. A. = Mission protestante américaine.
S. M. E. = Société des missions évangéliques.
Adv. 7^e J. = Mission des adventistes du 7^e jour.

IX. — Budget de l'enseignement (en milliers de francs). Exercices 1946 et 1947 (section ordinaire).

		EXERCICE 1946.					EXERCICE 1947.				
		ENSEIGNEMENT général.		ENSEI- GNEMENT spécial.	TOTAL.	%	ENSEIGNEMENT. général.		ENSEI- GNEMENT spécial.	TOTAL.	%
		Primaire et primaire supérieur.	Secondaire.				Primaire.	Secondaire.			
ENSEIGNEMENT OFFICIEL.	PERSONNEL (chapitre B).										
	a) Personnel européen.	7.000	710	235	7.945	—	7.530	4.810	1.350	13.690	
	b) Personnel africain.	4.148	—	125	4.273	—	8.410	93	265	8.768	
	TOTAL	11.148	710	360	12.218	—	15.940	4.903	1.615	22.458	
	MATÉRIEL (chapitre C).										
	a) Matériel et entretien.	2.715	269	583	3.567	—	7.133	4.546	2.714	14.393	
	b) Bourses scolaires.	—	1.630	—	1.630	—	150	500	300	950	
	TOTAL	2.715	1.899	583	5.197	—	7.283	5.046	3.014	15.343	
	TOTAL GÉNÉRAL	—	—	—	17.715	538 % (1)	—	—	—	37.801	5,69 % (1)
	ENSEI- GNEMENT PRIVÉ.	a) Chap. B. — Subvention moniteurs privés.									5.034
b) Chap. C. — Contribution entretien écoles privées.										1.421	
TOTAL.										6.455	
TOTAL GÉNÉRAL.										44.256	6,66 % (1)

(1) Du budget du Territoire.

TABEAU des subventions et allocations gouvernementales accordées aux sociétés de missionnaires exerçant une activité en matière d'enseignement.

a) MISSION PRESBYTÉRIENNE AMÉRICAINE.

Subventions.

Entretien des écoles..... 381.500
A locations aux moniteurs : $134\,530 \times 12 =$ 1.614.000

b) SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉVANGÉLISTES DE PARIS.

Subventions.

Entretien des écoles..... 154.500
Allocation aux moniteurs : $49.000 \times 12 =$... 588.000

c) MISSIONS DES ADVENTISTES DU 7^e JOUR.

Subventions.

Entretien des écoles..... 48.500
Allocation aux moniteurs : $23.000 \times 12 =$... 276.000

d) MISSIONS CATHOLIQUES.

Subventions totales.

Entretien des écoles..... 836.500
Allocations aux moniteurs..... 3.546.000

Se répartissant comme suit :

Pères du Sacré-Cœur de Nkongsamba :

Ecoles..... 67.500
Moniteurs..... 504.000

Pères du Saint-Esprit de Douala :

Ecoles..... 284.000
Moniteurs..... 1.140.000

Pères du Saint-Esprit de Yaoundé :

Ecoles..... 485.000
Moniteurs..... 1.902.000

TOTAL DES SUBVENTIONS VERSÉES AUX MISSIONS RELIGIEUSES :

a) Entretien des écoles..... 1.421.000
b) Allocations aux moniteurs..... 6.024.000

TOTAL..... 7.445.000

Etudiants poursuivant hors du Territoire des études les préparant aux professions libérales.

I. — EN FRANCE.

Vingt-quatre étudiants et étudiantes suivent actuellement les cours des Universités ou du second cycle de l'enseignement du second degré pour se préparer aux carrières de la médecine ou du droit.

II. — EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE.

Quinze étudiants suivent les cours de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Dakar pour y préparer le diplôme de médecin africain.

Six étudiantes suivent les cours de l'Ecole des sages-femmes de Dakar.

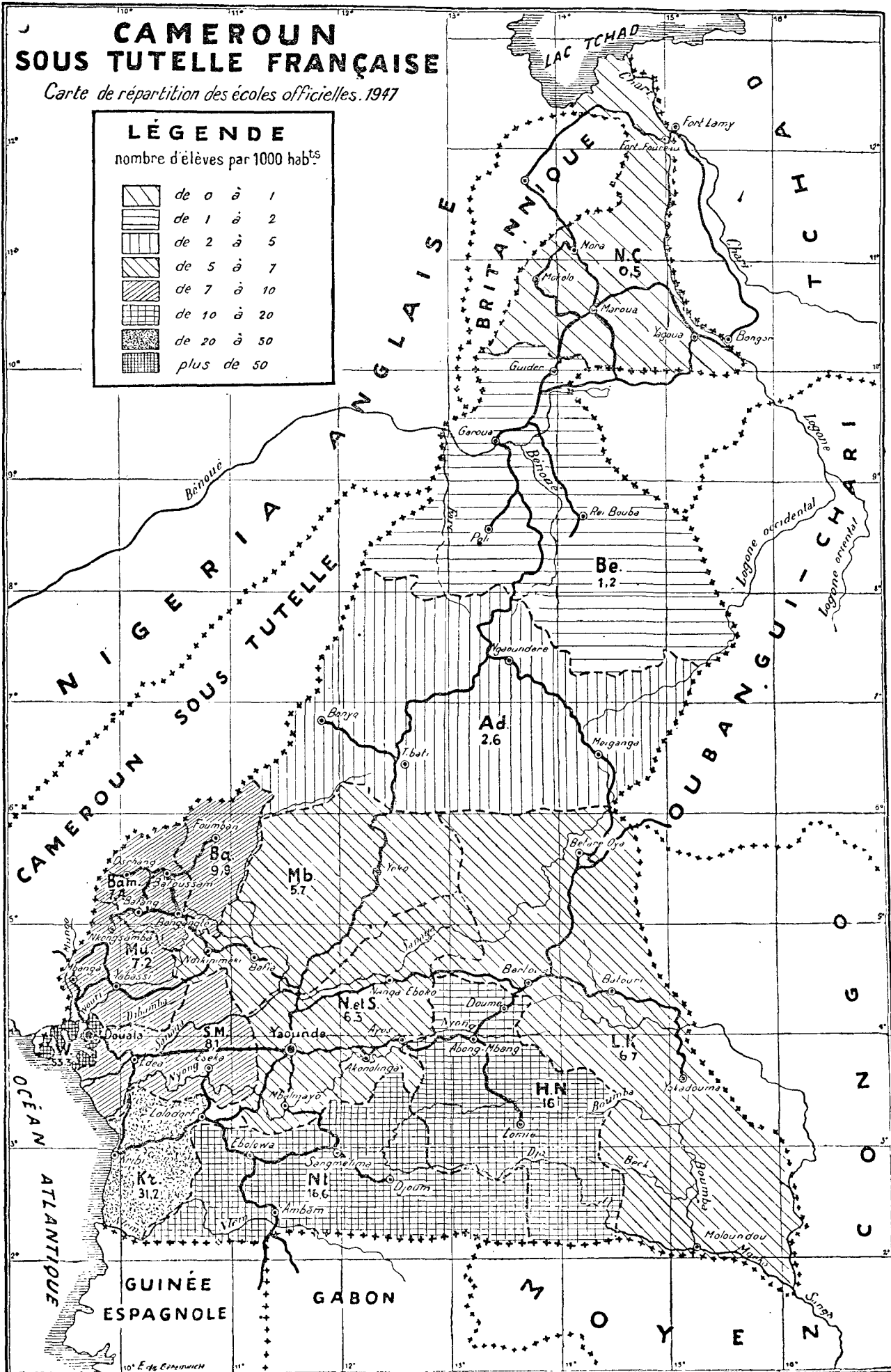
CAMEROUN SOUS TUTELLE FRANÇAISE

Carte de répartition des écoles officielles. 1947

LÉGENDE

nombre d'élèves par 1000 hab^{ts}

	de 0 à 1
	de 1 à 2
	de 2 à 5
	de 5 à 7
	de 7 à 10
	de 10 à 20
	de 20 à 50
	plus de 50



**B. — PRINCIPAUX TEXTES PUBLIÉS
AU CAMEROUN**

NU- MÉROS D'ORDRE.	SOMMAIRE	NU- MÉROS D'ORDRE	SOMMAIRE.
1	Décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans le Territoire du Cameroun.	15	Décret n° 46-432 du 13 mars 1946 rendant applicable à l'Afrique Equatoriale Française, à l'Afrique Occidentale Française, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français de l'Inde et de l'Océanie, à la Guyane, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun, les titres I ^{er} et II de la loi du 1 ^{er} juillet 1901.
2	Décret relatif à la répression de la traite et de l'anthropophagie.	16	Décret n° 46-788 du 11 avril 1948 rendant applicable aux territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer la législation métropolitaine sur la liberté de réunion.
3	Décret du 21 février 1925 modifiant le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun.	17	Loi n° 46-800 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.
4	Décret du 15 juin 1927 habilitant les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo à prononcer l'expulsion de ces Territoires des individus, indésirables français ou étrangers.	18	Décret n° 46-877 du 20 avril 1946 portant suppression de la justice indigène en matière pénale dans les Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.
5	Décret du 7 octobre 1930 réglementant les conditions d'admission et de séjour au Cameroun des nationaux français et étrangers.	19	Arrêté du 29 août 1946 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Service de l'inspection du travail au Cameroun.
6	Arrêté du 8 janvier 1923, portant organisation de l'état civil européen au Cameroun.	20	Décret n° 2097 du 27 septembre 1946 rendant applicable aux Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine l'ordonnance du 13 septembre 1935 modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.
7	Arrêté du 16 mars 1935 portant organisation de l'état civil indigène.	21	Décret n° 46-2376 du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée représentative au Cameroun.
8	Arrêté du 16 avril 1935 portant modification dans l'organisation de l'administration territoriale du Cameroun.	22	Loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.
9	Décision du 14 mars 1936 définissant les attributions des services du Commissariat de la République.	23	Arrêté n° 1879 bis du 10 juillet 1947 approuvant les statuts de la Caisse des allocations familiales au bénéfice des citoyens français européens ou assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun.
10	Décret du 13 février 1937 instituant un poste de Secrétaire général du Territoire sous mandat du Cameroun.	24	Arrêté n° 2309 du 30 août 1947 modifiant l'arrêté n° 133/D, du 9 juillet 1947 fixant le taux provisoire de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français, européens et assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun.
11	Décret du 19 octobre 1937 portant réglementation au Cameroun de l'émigration et de l'immigration des indigènes.	25	Loi n° 47-1708 du 4 septembre 1947 modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union Française.
12	Décret du 23 avril 1941 organisant le régime des communes mixtes au Cameroun.		
13	Arrêté du 25 juin 1941 portant création d'une commune à Douala et à Yaoundé.		
14	Décret du 6 décembre 1945 portant institution de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français, européens ou assimilés, employés dans les entreprises privées du Cameroun.		

1° DÉCRET déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les Territoires du Cameroun.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 7 avril, 5 septembre 1916, 8 juillet 1917 et 29 mars 1920;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les pays dépendant de l'ancien Cameroun occupés par la France forment un territoire spécial placé sous l'autorité d'un Commissaire de la République nommé par décret, sur la proposition du Ministre des colonies.

Le siège de la résidence de ce haut fonctionnaire est à Youandé.

ART. 2. — Le Commissaire de la République est le dépositaire des pouvoirs de la République. Tous les services civils relèvent de son autorité. Il exerce à l'égard des services militaires les pouvoirs conférés aux gouverneurs des colonies autonomes; il correspond seul avec le Gouvernement. Il détermine les circonscriptions administratives et prend les mesures nécessaires pour assurer leur développement et leur organisation.

ART. 3. — Le Commissaire de la République est assisté d'un Conseil d'administration dont la composition et les attributions sont réglées par le décret du 14 avril 1920.

ART. 4. — Le Territoire du Cameroun jouit de l'autonomie administrative et financière. Il possède un budget propre qu'alimentent les recettes de toute nature effectuées sur le Territoire.

Le budget du Cameroun pourvoit à toutes les dépenses, sauf celles de l'occupation militaire. Il peut être appelé à servir une contribution, dont le montant sera fixé par le Ministre, aux budgets des colonies françaises voisines avec lesquelles il aurait des services d'intérêt commun.

Le budget peut comporter des annexes pour les services d'exploitations industrielles et pour l'emploi des fonds spéciaux (emprunt, avances, etc.).

Le budget et ses annexes, arrêtés par le Commissaire de la République, sont approuvés par le Ministre des colonies.

Le Commissaire de la République est ordonnateur du budget du Cameroun et des budgets annexes. Il a la faculté de confier ce pouvoir, par délégation spéciale, aux chefs de services placés sous ses ordres.

ART. 5. — L'égalité commerciale est assurée au Cameroun dans les conditions prévues par l'article 22 du traité du 28 juin 1919. Les tarifs des droits perçus à l'entrée et à la sortie dans la zone du bassin du Congo (Afrique Equatoriale française) sont applicables au Cameroun. Toutes les modifications apportées à ces tarifs y sont étendues de plein droit.

La perception de tous autres impôts, taxes et redevances, est établie conformément aux dispositions de l'article 74, paragraphe G, du décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies.

ART. 6. — Le personnel européen en service au Cameroun est placé hors cadre par le Ministre des colonies pour celui appartenant aux cadres généraux; par les chefs de colonie intéressés pour celui appartenant aux services locaux.

Le Commissaire de la République organise les cadres du personnel indigène.

ART. 7. — Le Commissaire de la République peut être appelé à siéger à son rang de préséance parmi les Gouverneurs au Conseil de gouvernement de l'Afrique Equatoriale française pour participer aux délibérations sur les affaires d'intérêt général ayant pour objet d'assurer la liaison politique et économique entre les deux territoires. Il transmet au Gouverneur général de l'Afrique Equatoriale française la copie des rapports qu'il adresse sur ces questions au Ministre des colonies.

ART. 8. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées et toutes les attributions conférées à l'autorité administrative par les décrets du 14 avril 1920 sur le Conseil d'administration, du 11 août 1920 sur le régime domanial, du 23 octobre 1920 sur le régime minier, sauf celles qui sont réservées au Pouvoir central, sont dévolues au Commissaire de la République.

ART. 9. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré aux journaux officiels de la République française et du Cameroun, au *Bulletin des lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies.

Fait à Paris, le 23 mars 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

2° DÉCRET relatif à la répression de la traite et de l'anthropophagie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Quiconque, sur les territoires du Cameroun, aura conclu une convention ayant pour objet d'aliéner, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, la liberté d'une tierce personne, sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 500 à 5.000 francs. La tentative sera punie comme le délit. L'argent, les marchandises et autres objets ou valeurs reçus en exécution de la convention, ou comme arrhes d'une convention à intervenir, seront confisqués.

ART. 2. — Sera puni des mêmes peines le fait d'introduire dans les territoires du Cameroun des individus à faire l'objet de la convention précitée, ou de faire sortir ou tenter de faire sortir des individus de ces territoires, en vue de ladite convention à contracter à l'étranger.

ART. 3. — Toutefois, la peine d'emprisonnement pourra être portée à vingt ans si la personne ayant fait l'objet de la convention ou tentative de convention, ou destinée à en faire l'objet, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des territoires du Cameroun, est un enfant au-dessous de 14 ans.

ART. 4. — Dans les divers cas prévus aux articles précédents, les condamnés seront privés des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal français, pour une durée de temps variant entre cinq et dix années. Il pourra, en outre, leur être faite défense de paraître, pendant une durée de cinq à dix ans, dans les lieux dont l'interdiction leur sera signifiée avant leur libération.

ART. 5. — La mise en gage des personnes, quel qu'en soit le motif, est interdite dans les territoires du Cameroun.

ART. 6. — Quiconque aura mis ou reçu une personne en gage sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 20 à 200 francs.

Toutefois, la peine sera d'un an à trois ans d'emprisonnement et de 100 à 500 francs d'amende si la personne mise en gage est âgée de moins de 14 ans.

ART. 7. — Sera considéré comme constituant une mise en servitude et puni comme tel le fait de mettre en gage une personne, lorsqu'il aura pour conséquence d'obliger cette dernière à résider chez un individu relevant de toute autre tribu que celle dont elle est originaire.

ART. 8. — Les dispositions qui précèdent ne préjudicient point aux droits résultant de la puissance paternelle, tutélaire ou maritale sur les mineurs ou les femmes mariées en tant que les actes accomplis ne constituent point mise en servitude temporaire ou définitive au profit de tiers, de ces mineurs ou de ces femmes.

ART. 9. — Tout indigène qui, sur les territoires du Cameroun, se sera rendu coupable d'un meurtre ou d'une tentative de meurtre commis dans un but d'anthropophagie, sera puni de mort.

ART. 10. — Tout acte d'anthropophagie, tout trafic ou cession de chair humaine à titre onéreux ou gratuit, commis par des indigènes, seront punis d'un emprisonnement de dix ans à vingt ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs. La tentative sera punie comme le délit.

ART. 11. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout indigène qui se sera rendu coupable, sans anthropophagie, de violation de tombeaux ou de sépultures ou de profanation de cadavre, même inhumé.

ART. 12. — Dans les cas prévus aux articles 10 et 11, il pourra être fait défense aux condamnés de paraître pendant une durée de cinq à dix ans, dans les lieux dont l'interdiction leur sera signifiée avant leur libération.

ART. 13. — Les infractions aux dispositions du présent décret seront déférées aux tribunaux ordinaires dans les conditions prévues aux décrets portant organisation de la justice au Cameroun. Les jugements rendus par les tribunaux indigènes seront soumis d'office à l'homologation du tribunal d'homologation.

ART. 14. — L'article 463 du Code pénal français est applicable aux infractions prévues par le présent décret.

ART. 15. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 16. — Le Ministre des colonies et le Garde des sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 26 avril 1923.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

A. SARRAUT.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Maurice COLRAT.

3° DÉCRET modifiant le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun;

Vu le mandat sur le Cameroun confirmé à la France par le Conseil de la Société des Nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 du décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun, est modifié ainsi qu'il suit :

« Le territoire du Cameroun jouit de l'autonomie administrative et financière. Il possède un budget propre qu'alimentent les recettes de toute nature effectuées sur le Territoire.

« Le budget du Cameroun pourvoit à toutes les dépenses. Il peut être appelé à servir une contribution, dont le montant sera fixé par le Ministre, aux budgets des colonies françaises voisines avec lesquelles il aurait des services d'intérêt commun.

« Le budget peut comporter des annexes pour les services d'exploitation industrielle et pour l'emploi des fonds spéciaux (emprunts, avances, etc.).

« Le budget et ses annexes, arrêtés par le Commissaire de la République, sont approuvés par décret. »

(Le reste sans changement.)

ART. 2. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

ART. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 21 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

DALADIER.

4° DÉCRET habilitant les Commissaires de la République au Cameroun et au Togo à prononcer l'expulsion de ces territoires des individus indésirables, français ou étrangers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies,

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo, confirmé à la France le 20 juillet 1922, par le Conseil de la Société des Nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 30 octobre 1926 fixant les conditions d'admission au Togo et au Cameroun, placés sous mandat de la France, des nationaux français et étrangers,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Commissaires de la République dans les territoires du Togo et du Cameroun placés sous mandat français pourront, par mesure de police prise en

Conseil d'administration, enjoindre à tout individu, à quelque nationalité qu'il appartienne, admis dans le Territoire, d'en sortir immédiatement.

ART. 2. — Tout individu qui se sera soustrait à l'exécution des mesures énoncées dans l'article précédent ou qui, après être sorti du Territoire par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du gouvernement local, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois. Après l'expiration de sa peine, il sera refoulé hors du Territoire.

ART. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 juin 1927.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

LÉON PERRIER.

5° DÉCRET réglementant les conditions d'admission et de séjour au Cameroun des nationaux français et étrangers.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies :

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun ;

Vu le décret du 30 octobre 1926 fixant les conditions d'admission au Togo et au Cameroun des nationaux français et étrangers ;

Vu le décret du 15 juin 1927 relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République au Togo et au Cameroun en matière d'expulsion ;

Vu le décret du 15 juillet 1927 portant réorganisation du service de la justice au Cameroun ;

Vu l'avis du Ministre des affaires étrangères et du Garde des sceaux, Ministre de la justice,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

**DES CONDITIONS D'ADMISSION AU CAMEROUN
DES NATIONAUX FRANÇAIS ET ÉTRANGERS.**

ARTICLE PREMIER. — Pour être admis à pénétrer sur le Territoire du Cameroun, des nationaux français et étrangers des deux sexes doivent

1° Produire un passeport dûment établi et visé, soit par les autorités compétentes en France, soit par les autorités diplomatiques ou consulaires françaises. Le visa consulaire ne devra être exigé que pour les ressortissants des pays pour lesquels cette formalité reste obligatoire à destination de la France.

Tout passeport doit être muni d'une photographie récente et timbrée du sceau de l'autorité qui l'aura établi ;

2° Fournir un extrait du casier judiciaire, lorsque la réglementation de leur pays prévoit la délivrance de cette pièce et, dans les autres cas, fournir toute autre pièce ou déclaration en tenant officiellement lieu. L'une et l'autre de ces pièces devront avoir moins de trois mois de date. Le certificat tenant lieu de casier judiciaire sera délivré et rédigé dans les formes qui sont laissées à l'appréciation de l'autorité diplomatique ou consulaire qui établit et vise le passeport.

Extrait ou certificat sera déposé par l'autorité assurant le contrôle de l'immigration au Cameroun, au greffe du tribunal de première instance de Douala ;

3° Présenter un certificat médical établi moins d'un mois avant le départ de l'intéressé pour le Cameroun et attestant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse. Ce certificat doit être établi par un médecin accrédité par les autorités françaises ou l'Administration du pays où cette pièce est délivrée et dont la signature sera légalisée.

En ce qui concerne les voyageurs s'embarquant dans un port étranger, les deux documents ci-dessus devront être visés par les autorités diplomatiques ou consulaires françaises ;

4° Fournir la preuve, lors du visa du passeport, que tout passager de l'un ou de l'autre sexe, dispose, à titre de cautionnement destiné à assurer son rapatriement, d'une somme représentant le montant des frais de retour au pays d'origine et dont le taux sera fixé, suivant la nationalité de l'immigrant par arrêté du Commissaire de la République française, pris en Conseil d'administration.

Cette somme sera consignée d'office entre les mains du représentant de la Compagnie de navigation assurant le transport du passager et remise par lui au capitaine du navire transporteur qui, à l'arrivée au port de débarquement, la verse, contre reçu, au représentant de l'autorité effectuant le contrôle de l'immigration. Cet agent sera habilité par arrêté du Commissaire de la République à recevoir ces sommes et à en tenir comptabilité.

Les sommes ainsi consignées sont versées à Douala, à la caisse du préposé au Trésor, et récépissé de ce versement sera remis, en ce qui le concerne, à chaque immigrant ou voyageur consignataire.

Toutefois le dépôt du cautionnement susvisé ne sera pas exigé si l'immigrant présente une pièce authentifiée établissant que, soit un commerçant patenté solvable, soit une Banque ou Société agricole, industrielle, commerciale ou forestière, soit une Société de missions religieuses, établi au Cameroun, s'engage à pourvoir à l'intégralité de ses frais de rapatriement. Cette caution devra être agréée par le Commissaire de la République française.

En sera également dispensé tout agent ou employé, soit de commerce, soit au service d'une Banque ou d'une Société locale, industrielle, agricole, forestière ou commerciale, dont le contrat d'engagement comportera une clause de rapatriement, sans aucune condition restrictive, tant pour lui-même que pour sa famille.

ART. 2. — Les représentants des Compagnies de navigation ou de transport ne devront accepter, comme passagers à destination du Cameroun, que les voyageurs, à quelque nationalité qu'il appartiennent, justifiant qu'ils sont en possession régulière des pièces nécessaires, énumérées à l'article 1^{er}, pour que leur débarquement soit autorisé, ainsi que de la somme nécessaire à leur rapatriement ou de la déclaration de caution ci-dessus visée.

Toute Compagnie de navigation ou de transport qui aura accepté, comme passagers à destination du Cameroun des voyageurs non munis de pièces réglementaires ou du cautionnement prévu, et qui, par suite, ne pourront être autorisés à y débarquer, sera astreinte à supporter les frais de leur rapatriement. Ces passagers seront, d'office, consignés à bord du navire, sous la responsabilité du capitaine.

ART. 3. — Les Compagnies de navigation et de transport seront, de même, tenues de rapatrier, à leurs frais et sous leur responsabilité directe, les passagers qu'elles auraient irrégulièrement embarqués et qui auraient été condamnés

pour débarquement clandestin en vertu des dispositions de l'article 23 du présent décret.

Ces passagers seront réembarqués d'office, à l'expiration de leur peine, sur l'un des navires de la Compagnie responsable.

ART. 4. — Les voyageurs pénétrant au Cameroun par la voie de terre devront présenter au poste administratif le plus voisin de la frontière par laquelle ils pénétreront dans le Territoire les pièces réglementaires énumérées à l'article 1^{er} et y verser, s'ils ne sont pas en possession d'une déclaration de caution les concernant, le cautionnement prévu. Reçu leur sera donné de ce dépôt.

Au cas où un voyageur tenterait d'échapper à l'observation de ces prescriptions et de pénétrer clandestinement au Cameroun, il serait passible des sanctions prévues par l'article 23 ci-après. Il serait, en outre, refoulé hors du Territoire à l'expiration de la peine à laquelle il pourrait être condamné de ce fait.

ART. 5. — Les officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services généraux ou locaux du Territoire ou de l'Afrique équatoriale française, ainsi que leur famille sont admis au Cameroun sans aucune formalité; ils sont tenus seulement à l'observation des prescriptions sanitaires locales. Sous réserve de l'obligation pour elles de faire une déclaration de résidence, il en est de même des personnes chargées de mission, ainsi que des chargés de mission, soit par le Gouvernement français, soit par un Gouvernement étranger, porteurs d'un titre officiel de mission, ainsi que des passagers débarqués pour hospitalisation urgente.

Le bénéfice de l'entrée sans aucune formalité pourra être également étendu :

1° Aux agents du bord et aux passagers dûment autorisés par le capitaine du navire et sous sa responsabilité, à débarquer pendant quelques heures;

2° Aux voyageurs et touristes qui, transitant par le Cameroun ou l'un de ses ports, ne doivent pas, sauf en cas de force majeure, y séjourner au delà de quinze jours pour y attendre leur départ pour une autre destination.

Les personnes de cette catégorie demeurent toutefois astreintes à la production du certificat médical réglementaire et à la déclaration de résidence.

TITRE II.

DES CONDITIONS DE RÉSIDENCE AU CAMEROUN.

ART. 6. — Tout voyageur âgé de plus de seize ans, débarquant au Cameroun ou y pénétrant par voie de terre, est tenu, dans les quarante-huit heures de son arrivée, de se présenter devant le chef de la circonscription ou son délégué pour :

1° Faire viser son passeport;

2° Faire établir sa déclaration de résidence et en recevoir le récépissé;

3° Recevoir le récépissé de la déclaration de caution dont il est bénéficiaire; mention de cette déclaration est, en outre, portée, tant sur la déclaration de résidence de l'intéressé que sur le récépissé qui lui en est remis. Il en sera de même pour le récépissé de versement de cautionnement délivré à l'intéressé par le trésorier-payeur du Territoire.

ART. 7. — En cas de changement de domicile ou de résidence, tout titulaire non fonctionnaire d'un récépissé de déclaration de résidence doit, avant son départ, le faire viser par le chef de la circonscription ou de la subdivision.

Il devra accomplir la même formalité, dans les quarante-huit heures de son arrivée, auprès des fonctionnaires dont relève administrativement son nouveau domicile. Tout dimanche ou toute fête légale retarde de vingt-quatre heures le terme ainsi fixé.

ART. 8. — Les personnes qui, ayant leur établissement principal dans l'un des centres de l'une des colonies voisines et y résidant habituellement, sont appelées par les besoins de leur maison à faire de fréquents et courts séjours au Cameroun pourront n'être astreintes qu'à la seule formalité du passeport.

Elles devront le présenter à toute réquisition de l'Administration et le faire viser chaque fois qu'elles pénétreront dans le Territoire.

En outre, et préalablement à tout déplacement de ce genre, l'intéressé devra, chaque fois, faire porter mention sur son passeport par les autorités compétentes de la colonie voisine, du but de son voyage, de la durée de son séjour et de l'itinéraire projeté dont il ne devra pas s'écarter sous peine de retomber sous le régime du droit commun.

Tout abus commis par les voyageurs de cette catégorie entraînera le refoulement à la frontière, sans préjudice de l'intervention éventuelle d'une mesure officielle d'expulsion.

ART. 9. — Toute personne résidant au Cameroun et appelée à s'y déplacer fréquemment devra se munir d'une carte de circulation qui lui sera délivrée annuellement par le chef de la circonscription ou de la subdivision où l'intéressé aura son principal établissement.

Cette carte portera la photographie du bénéficiaire et le dispensera de toute déclaration de résidence au cours des séjours successifs qu'il effectuera dans les divers centres du Territoire.

Pourront seulement bénéficier de cette disposition les Européens qui, ayant au Cameroun leur principal établissement, soit à titre de propriétaire, soit à celui de directeur, fondé de pouvoir, employé, etc., peuvent être appelés par leurs affaires à effectuer dans les colonies voisines des séjours inférieurs à une durée d'un mois.

Ces Européens ne seront astreints, à leur retour au Territoire, qu'à la présentation, en plus du certificat sanitaire requis, de la carte de circulation dont ils sont titulaires.

ART. 10. — Tout hôtelier ou logeur devra signaler au commissaire de police, ou chef de circonscription, ou de subdivision, ou de poste, la présence des voyageurs qu'il héberge, et ce dans les vingt-quatre heures de l'arrivée chez lui de ces derniers.

ART. 11. — La caution est autorisée à retirer sa garantie et sera alors dégagée de l'ensemble de ses obligations envers le cautionné, sous réserve de fournir la preuve soit du versement du cautionnement, soit de l'inscription par un tiers d'une nouvelle garantie agréée par le Commissaire de la République.

La caution primitive sera également dégagée de ses obligations si elle fait la preuve qu'un passage de retour a été mis à la disposition du cautionné et qu'il en aura été avisé par ses soins et par lettre recommandée.

Un délai d'un mois à compter du jour de la réception de cet avis sera imparti au cautionné pour accepter son rapatriement. En cas de refus, le cautionné sera rapatrié d'office et embarqué, si besoin est, par voie d'expulsion, dans tous les cas au frais de sa caution et par premier courrier qui suivra, soit l'expiration dudit délai, soit la signification à l'intéressé et au gérant de l'arrêté d'expulsion visant le cautionné et intervenu pour quelque cause que ce soit.

Exception sera faite, sauf le cas d'expulsion, si dans les limites de ce délai le cautionné verse, en espèces, le cautionnement réglementaire ou s'il fournit une nouvelle caution agréée par le Commissaire de la République.

ART. 12. — Au cas où un employeur prendrait à son service, à quelque titre ou pour quelque durée que ce soit, un agent européen ayant versé caution ou déjà cautionné par un tiers, cet employeur devient garant d'office du passage de retour de cet agent et devra, si sa caution personnelle n'est pas agréée par le Commissaire de la République, verser immédiatement le cautionnement prévu.

La caution primitive ne sera dégagée, dans les conditions fixées à l'article 11, et le cautionnement ne pourra être remboursé à l'intéressé qu'après constatation de l'agrément de la caution du nouvel employeur ou du versement par ce dernier, au profit de son agent, du cautionnement prévu.

En cas de non-exécution de ces obligations, cet employeur y sera contraint par les voies de droit. Il pourra, en outre, lui être fait application des sanctions prévues par l'article 23 du présent décret.

TITRE III.

SORTIE DU TERRITOIRE. EXPULSION ET RAPATRIEMENT D'OFFICE.

ART. 13. — La sortie du territoire, qu'elle soit provisoire ou définitive, qu'elle ait lieu par terre ou par mer, donne lieu, sous réserve des règles spéciales aux expulsés ou aux personnes rapatriées d'office, à une déclaration de sortie de la part des intéressés.

En dehors des officiers, fonctionnaires et agents visés au premier paragraphe de l'article 5, et en dehors de leur famille, sont dispensées de cette déclaration :

1° Les personnes chargées de mission par le Gouvernement français ou un Gouvernement étranger;

2° Les personnes munies d'un passeport permanent et visées à l'article 8;

3° Les personnes débarquées pour quelques heures avec autorisation du capitaine du navire.

ART. 14. — Cette déclaration se fait, soit verbalement, soit par écrit, au bureau du chef de la circonscription ou de la subdivision par où a lieu le départ; elle donne lieu à enregistrement et à délivrance d'un récépissé de déclaration sur le vu duquel les représentants des Compagnies de navigation ou de transport remettent à l'intéressé son billet de passage ou de transport.

Avis est donné au Commissaire de la République de ladite déclaration par le fonctionnaire qui l'a reçue.

ART. 15. — Toute déclaration de sortie faite dans une intention frauduleuse et notamment pour obtenir indûment le remboursement de son cautionnement expose l'intéressé à l'application des pénalités prévues à l'article 23 ci-après, sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour tout autre délit.

A) *Sortie par voie de mer.*

ART. 16. — Tout Européen ou assimilé quittant le Territoire du Cameroun par voie de mer doit se présenter au chef de circonscription du port d'embarquement ou à son délégué, vingt-quatre heures au moins avant l'embarquement. Il lui présente pour visa son billet de passage délivré par le transporteur ou son agent qualifié. Celui-ci doit, dans le même délai de vingt-quatre heures précédant l'embarquement, soumettre pour avis au chef de circonscription la liste de tous les billets de passage délivrés.

Tout capitaine de navire ne doit admettre à son bord que des passagers dont le billet de passage a été régulièrement visé par les autorités administratives du port d'embarquement. Toute présentation de billet de passage irrégulièrement délivré pourra entraîner, tant pour le délinquant que pour l'agent responsable de la Compagnie de navigation ou de transport, l'application des sanctions prévues à l'article 23.

Cet agent devra également, et au plus tard aussitôt après le départ du paquebot à bord duquel devaient s'embarquer les intéressés, donner avis au chef de la circonscription, des billets de passage qui seraient demeurés inutilisés.

ART. 17. — Tout Européen ou assimilé quittant le Cameroun doit, en outre, se faire donner, s'il y a lieu, mainlevée de son cautionnement ou présenter, pour visa d'annulation, la déclaration de caution dont il est bénéficiaire. Le chef de circonscription ou son délégué vise le récépissé de cautionnement qu'il transmet au trésorier-payeur ou à son délégué, lequel y appose également son visa et délivre le bon à payer pour remboursement aux caisses publiques.

Les formalités relatives à la mainlevée du cautionnement devront être engagées vingt jours au moins avant le départ, afin que le remboursement puisse être opéré en temps utile entre les mains de l'intéressé qui peut, d'ailleurs, à cet effet, constituer mandataire.

B) *Sortie par voie de terre.*

ART. 18. — Tout Européen ou assimilé quittant le Cameroun par voie de terre doit, préalablement à son départ, faire la déclaration de sortie réglementaire auprès du chef de circonscription, de subdivision ou de poste, lequel visera également, s'il y a lieu, pour mainlevée, le récépissé de versement du cautionnement de l'intéressé dans les formes prescrites par l'article 17. La mainlevée du cautionnement aura dû être demandée par l'intéressé dans le délai fixé au même article.

La déclaration de cautionnement sera de même visée pour annulation.

ART. 19. — Les prescriptions relatives aux formalités de sortie du Cameroun, tant par voie maritime que terrestre, ne sont pas applicables aux fonctionnaires et agents civils et militaires non plus qu'à leur famille voyageant sur réquisition.

C) *Expulsion.*

ART. 20. — Toute personne expulsée du Cameroun est embarquée d'office par le port le plus proche du pays dont elle est ressortissante. Aucune expulsion ne peut s'effectuer par voie de terre, sauf le cas d'un Européen ou assimilé ayant son principal établissement dans la colonie voisine. L'expulsé est alors dirigé sur le poste administratif le plus proche de cette colonie, dont les autorités reçoivent notification immédiate de l'arrêt d'expulsion.

Le chef de la circonscription du port d'embarquement ou son délégué notifie à l'intéressé l'arrêt d'expulsion dont il est l'objet et fait prendre son billet de passage, soit sur ses fonds personnels, s'il en dispose, soit sur le montant de son cautionnement, soit au nom de la caution ainsi que le stipule, pour ce dernier cas, l'article 11 du présent décret.

ART. 21. — Dans tous les cas, l'Administration sera fondée à se pourvoir, pour l'acquittement du prix de passage de l'expulsé, soit par la saisie des biens qu'il aurait

pu laisser au Territoire, soit par voie de recours contre sa caution.

ART. 22. — Les mêmes règles générales sont applicables pour le cas de rapatriement d'office.

Toutefois ces dispositions ne préjudicient en rien aux règles établies par les articles 2 et 3 concernant la responsabilité du transporteur; en pareil cas l'intégralité des frais et charges de retour demeure à la charge du transporteur.

TITRE IV.

PÉNALITÉS.

ART. 23. — Tout individu non autorisé à débarquer ou à pénétrer au Cameroun et qui, par fraude ou de toute manière, y aura débarqué ou pénétré sans s'être conformé aux dispositions du présent décret, sera puni d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de 2 à 6 mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sont passibles des mêmes peines ceux qui sciemment lui auront procuré aide et assistance, soit pour s'introduire au Cameroun, soit pour le quitter clandestinement tant par voie maritime que terrestre.

Sont également passibles de ces peines ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 12 (cautions et cautionnements).

ART. 24. — Ceux qui, par leur seule négligence, auront facilité l'introduction ou le départ clandestin, infractions visées à l'article précédent, seront punis d'une amende de 1 à 15 francs et de 1 à 5 jours d'emprisonnement ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 25. — Est passible d'une amende de 50 à 200 francs le logeur hébergeant un voyageur et qui aura contrevenu aux dispositions de l'article 10.

ART. 26. — L'article 463 du Code pénal est applicable à toutes les infractions prévues par le présent décret.

Les pénalités établies par ce dernier ne sont pas exclusives du droit d'expulsion appartenant au Commissaire de la République française en vertu du décret du 13 juin 1927.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 27. — Le présent décret entrera en application trois mois après sa promulgation au Cameroun.

Ses dispositions en seront notifiées par les soins ou à la diligence du Commissaire de la République, aux consuls et agents consulaires accrédités au Cameroun, ainsi qu'aux Compagnies de navigation et de transport y ayant un agent ou représentant, de même qu'aux autorités des ports d'embarquement en France, aux gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies voisines, ainsi qu'aux autorités diplomatiques et consulaires dans les pays étrangers.

ART. 28. — Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux indigènes africains ou assimilés.

ART. 29. — Des arrêtés pris par le Commissaire de la République en Conseil d'administration pourront déterminer les conditions d'application du présent décret.

Les infractions à ces arrêtés qui ne tomberaient pas sous le coup des peines prévues aux articles 23, 24 et 25

du présent décret seront punies d'une amende de 1 à 15 francs et d'emprisonnement de 1 à 5 jours ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 30. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, et notamment, en ce qui concerne le Cameroun, le décret du 30 octobre 1926.

ART. 31. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 octobre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

François PIÉTRI.

6^e ARRÊTÉ portant organisation de l'état civil européen au Cameroun.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU CAMEROUN,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun;

Vu le décret du 22 septembre 1887 déterminant les attributions des administrateurs des colonies au Sénégal;

Vu le décret du 10 mars 1920 modifiant l'article 55 du Code civil et complétant les dispositions des articles 77 et 78 du même Code;

Vu l'arrêté du 31 mai 1931 sur l'impôt, du timbre et l'enregistrement et tous actes modificatifs subséquents,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Un centre d'état civil européen est institué au chef-lieu de chaque circonscription ou subdivision excentrique.

ART. 2. — Les fonctions d'officier d'état civil sont assurées, suivant le cas, par le chef de circonscription ou de subdivision, qui enregistre dans les conditions du Code civil modifiées, en ce qui concerne les délais de distance, par le décret susvisé du 10 mars 1920, tous les actes d'état civil concernant les Européens ou assimilés sous les réserves ci-après.

ART. 3. — Les mariages sont obligatoirement célébrés au chef-lieu de la circonscription.

ART. 4. — Lorsque l'acte à enregistrer concerne l'officier de l'état civil régulièrement investi ou un membre de sa famille, un officier de l'état civil *ad hoc* est désigné par décision du Commissaire de la République, après avis du procureur de la République.

ART. 5. — Le présent arrêté, qui abroge tous textes antérieurs relatifs au même objet, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 8 janvier 1935.

REPIQUET.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU CAMEROUN,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun;

Vu le décret du 6 mars 1877 rendant le Code pénal applicable dans les colonies du Sénégal et dépendances;

Vu le décret du 31 juillet 1927 organisant la justice indigène et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 29 septembre 1920 instituant un mode de constatation écrite des conventions passées entre indigènes;

Vu le décret du 8 août 1924 réglementant l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu l'arrêté du 31 mai 1931 sur les droits des timbres et d'enregistrement;

Vu l'arrêté du 26 avril 1933 fixant les frais de justice indigène;

Vu l'arrêté du 26 mai 1934 portant réglementation du mariage indigène, ensemble l'arrêté du 11 février 1935 fixant le montant maximum de la dot,

ARRÊTÉ :

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations de naissance et de décès des personnes régies par les coutumes locales, les reconnaissances d'enfants, adoptions et mariages intervenus suivant les mêmes coutumes sont enregistrées au Cameroun dans les conditions précisées ci-après.

ART. 2. — Il existe trois catégories de registres d'état civil :

1° Registres pour les naissances, adoptions et reconnaissances;

2° Registres pour les décès;

3° Registres pour les mariages.

ART. 3. — Le registre de naissance et de décès comporte une souche et un volant portant des mentions identiques, le volant est remis au déclarant.

Le registre des mariages comporte deux volants qui sont remis à chacun des conjoints.

ART. 4. — Les actes d'état civil doivent énoncer la date à laquelle ils sont dressés; ils sont signés par l'officier de l'état civil et son secrétaire.

Ils sont numérotés dans l'ordre de leur inscription, la même série de numéros étant conservée dans chaque centres d'état civil, pour l'année entière et pour une même catégorie de registres.

ART. 5. — L'inscription de tout acte sur les registres d'état civil est gratuite.

La délivrance des volants et de toute copie ou extrait donne lieu à la perception du droit fixe (2° catégorie) prévu par l'arrêté du 31 mai 1931 instituant un impôt de timbre.

ART. 6. — Les registres d'état civil indigène sont visés au cours de leurs tournées et obligatoirement au début de chaque trimestre par les chefs de subdivision qui s'assurent de leur tenue régulière.

Ils sont clos et arrêtés en fin d'année par l'officier d'état civil indigène et par le chef de subdivision et conservés aux archives de la subdivision.

RECTIFICATION ET RECONSTITUTION DES ACTES D'ÉTAT CIVIL.

ART. 7. — La rectification et la reconstitution des actes d'état civil ne peuvent être effectuées qu'en vertu d'un jugement; il y a lieu à reconstitution dans le cas de perte, de destruction des registres ou de déclarations n'ayant pu être reçues par suite de l'expiration des délais prescrits.

ART. 8. — Les demandes en rectification ou en reconstitution d'actes d'état civil sont portées devant le tribunal de premier degré dans le ressort duquel se trouve le centre d'état civil où l'acte a été ou aurait dû être enregistré.

ART. 9. — Le dispositif de tout jugement supplétif d'acte de l'état civil devenu définitif est transcrit à sa date sur le registre du centre d'état civil où l'acte aurait dû normalement être enregistré.

La même règle est appliquée en ce qui concerne les jugements rectificatifs sous cette seule réserve que la transcription du dispositif desdits jugements doit être faite en marge de l'acte rectifié.

ART. 10. — Par application de l'article 9 de l'arrêté susvisé du 26 avril 1933, les jugements supplétifs d'actes de l'état civil sont rendus sans frais.

ART. 11. — La naissance doit être déclarée dans les quinze jours de l'accouchement.

La déclaration doit être faite par le père, le chef de famille ou un proche parent ayant assisté à la naissance, en présence de deux témoins choisis de préférence parmi les notables du village.

ART. 12. — L'acte de naissance énonce :

1° La date et le lieu de naissance;

2° Le sexe de l'enfant;

3° Les nom et prénoms de l'enfant;

4° Les nom, prénoms, âge, profession, domicile de la mère et du père, celui-ci étant substitué dans le cas de naissance hors mariage par le chef de la famille maternelle;

5° Les nom, profession et domicile du déclarant et des témoins.

L'acte de mariage des père et mère doit être, autant que possible, produit à l'appui de toute déclaration de naissance.

ACTES DE RECONNAISSANCE ET D'ADOPTION.

ART. 13. — La reconnaissance, par le père, d'un enfant né hors mariage ne peut avoir lieu que par jugement. Il en est de même de l'adoption.

Le dispositif du jugement devenu définitif est transcrit à sa date sur le registre des naissances du centre d'état civil du lieu de naissance des intéressés; mention de la reconnaissance et d'adoption est faite en marge de l'acte de naissance quand cet acte a été dressé.

ACTES DE DÉCÈS.

ART. 14. — La déclaration de décès doit être faite par le chef de famille ou proche parent du défunt assisté d'un témoin choisi de préférence parmi les notables du village.

ART. 15. — L'acte de décès énonce :

1° La date et lieu du décès;

2° Les nom, prénoms, profession et domicile du défunt;

3° Les nom, prénoms, profession et domicile de ses père et mère;

4° Les nom, prénom, profession et domicile du déclarant et du témoin.

ART. 16. — Mention du décès est portée en marge de l'acte de naissance et du mariage du défunt chaque fois que ces actes auront été dressés.

ACTES DE MARIAGE.

ART. 17. — Les mariages sont obligatoirement célébrés par l'officier de l'état civil indigène dans les conditions ci-après :

Un mois au moins avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil doit être saisi tant par le futur époux ou son chef de famille que par le chef de famille de la future épouse ou son représentant qualifié d'une double déclaration mentionnant avec les noms, prénoms, profession, lieu d'origine et résidence des futurs époux leur intention de contracter mariage.

L'officier de l'état civil du centre dont dépend le lieu d'origine de la future épouse doit recevoir dans les mêmes conditions une déclaration identique.

Les officiers de l'état civil saisis donnent toute la publicité désirable à ces déclarations en se conformant aux usages locaux.

ART. 18. — Sont seuls fondés à faire opposition au mariage durant le délai prévu à l'article précité :

1° Le chef de famille de l'un ou de l'autre des futurs époux;

2° Le précédent mari de la future épouse, soit que le divorce n'ait pas été régulièrement prononcé, soit que la dot n'ait pas été remboursée dans les conditions fixées par le jugement de divorce;

3° Tout individu précédemment fiancé, suivant la coutume, à la future épouse et qui n'aurait pas été remboursé intégralement des sommes ou valeurs versées à titre d'avances de dot;

4° Tout individu qui, du fait d'une cohabitation permanente et prolongée avec la future épouse, en aurait eu un ou plusieurs enfants;

5° Les chefs de circonscription ou de subdivision intéressés.

Les oppositions sont soumises sans délai à l'examen du tribunal du premier degré, qui doit se prononcer d'urgence sur leur validité.

ART. 19. — Le délai d'un mois étant expiré, après s'être assuré qu'il n'existe aucune opposition, ou que mainlevée judiciaire a été donnée de celles qui ont pu être formées, l'officier de l'état civil procède à la célébration du mariage.

ART. 20. — La célébration du mariage exige obligatoirement la présence :

1° Des futurs époux;

2° Des chefs de famille de chacun des futurs époux ou de leur représentants qualifiés;

3° De quatre témoins choisis de préférence parmi des notables, à raison de deux pour chacun des conjoints.

ART. 21. — Les témoins doivent pouvoir justifier des versements effectués au titre de la dot, à moins que lesdits versements puissent être établis par la production d'une convention écrite dans les conditions fixées par le décret du 29 septembre 1920.

ART. 22. — L'acte de mariage doit mentionner :

1° Les nom, prénoms, date et lieu de naissance, profession et résidence des époux;

2° Les nom, prénoms, profession et résidence des père et mère;

3° Le consentement des époux;

4° Le consentement des chefs de famille;

5° L'absence d'opposition;

6° Le montant de la dot, celui des avances reçues, celui des versements restant à effectuer.

ART. 23. — Les mariages successifs contractés par les indigènes pratiquant la polygamie donne lieu à établissement d'un nombre correspondant d'actes de mariage.

ART. 24. — Mention du mariage doit être portée en marge de l'acte de naissance de chacun des époux quand cet acte a été dressé.

Le divorce doit de même être mentionné en marge de l'acte de mariage et des actes de naissance de chacun des conjoints quand ces actes ont été dressés.

DES CENTRES D'ÉTAT CIVIL ET DES OFFICIERS D'ÉTAT CIVIL.

ART. 25. — Les centres d'état civil indigène sont créés sur la proposition des chefs des circonscriptions par arrêté du Commissaire de la République, qui en détermine le siège et le ressort.

ART. 26. — Les officiers de l'état civil indigène sont choisis parmi les chefs indigènes en fonction dans le ressort des centres considérés; ils sont nommés par décision du chef de circonscription.

Ils sont assistés de secrétaires choisis par eux et agréés par le chef de circonscription.

ART. 27. — Les officiers de l'état civil et leurs secrétaires reçoivent chacun, par acte inscrit, une indemnité de 0 fr. 50 dont le montant total ne peut toutefois dépasser 300 francs par trimestre, sauf décision spéciale du Commissaire de la République.

Cette indemnité est payée trimestriellement.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES.

ART. 28. — Le présent arrêté s'applique à tout le Territoire.

L'enregistrement des actes d'état civil dans les conditions qui précèdent ne sera, toutefois, rendu obligatoire que dans les subdivisions pour lesquelles un arrêté sera spécialement pris à cet effet par le Commissaire de la République, sur la proposition du chef de circonscription.

ART. 29. — Dans les conditions où l'enregistrement des actes d'état civil aura été rendu obligatoire, le défaut de déclaration de naissance et des décès sera passible d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de un à quinze francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Le défaut d'enregistrement des mariages rendra passibles les conjoints et leurs chefs de familles d'un emprisonnement d'un à dix jours et d'une amende d'un à cinquante francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 30. — Seront également passibles des peines prévues au paragraphe précédent :

1° Tout indigène qui, à l'occasion d'une déclaration d'état civil, aura formulé des assertions sciemment inexactes;

2° Les officiers et les secrétaires d'état civil qui auront contrevenu aux prescriptions du présent arrêté sans préjudice des poursuites judiciaires pouvant être exercées contre eux en cas de faux.

ART. 31. — Les peines prévues aux articles précédents sont indigées dans les conditions fixées par le décret du 8 août 1924 sur l'exercice des pouvoirs disciplinaires.

ART. 32. — Il ne peut être procédé aux cérémonies d'un mariage religieux qu'après enregistrement dudit mariage à l'état civil.

Tout ministre du culte ayant contrevenu à ces dispositions est passible d'un emprisonnement d'un à cinq jours et d'une amende d'un à quinze francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 33. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures relatives au même objet, notamment les arrêtés des 30 juin 1917 et 15 juillet 1930, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 16 mars 1935.

REPIQUET.

8° ARRÊTÉ portant modification dans l'organisation de l'administration territoriale au Cameroun.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU CAMEROUN,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1933 portant organisation de l'administration territoriale au Cameroun ;

Vu l'arrêté du 8 avril 1935 portant modification dans l'organisation territoriale du Cameroun,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le territoire du Cameroun est divisé en régions fractionnées elles-mêmes en une ou plusieurs subdivisions.

ART. 2. — La région est placée sous l'autorité d'un fonctionnaire du corps des administrateurs des colonies, éventuellement d'un officier, désigné par le Commissaire de la République.

ART. 3. — L'administrateur, chef de région, est responsable devant le Commissaire de la République, du maintien de l'ordre public et de la bonne marche de l'administration dans l'étendue de son ressort territorial.

Il veille à l'application des règlements et exerce son action politique, administrative, financière et économique dans le cadre des règlements et des directives qui lui sont données par le Commissaire de la République.

ART. 4. — Il exerce, au nom du Commissaire de la République, un contrôle d'ordre général sur le fonctionnement de tous les services publics de la région ; il intervient s'il y a lieu, auprès des représentants locaux des services et, le cas échéant, saisit le Commissaire de la République de ses constatations.

Les fonctionnaires des services sont tenus de lui fournir tous les renseignements et toute documentation qu'il juge utile.

ART. 5. — La correspondance échangée entre les chefs des services et leurs représentants locaux est transmise sous couvert de l'administrateur, chef de région, à l'exclusion toutefois des affaires ayant un caractère exclusivement technique.

ART. 6. — L'administrateur, chef de région, peut être assisté d'un adjoint, désigné par le Commissaire de la

République, qui le seconde et au besoin le supplée dans toutes les parties du service. L'adjoint assure l'expédition des affaires pendant les déplacements et en cas d'empêchement du chef de région.

SUBDIVISIONS.

ART. 7. — Désignés par le Commissaire de la République les chefs de subdivision dirigent l'unité administrative sous le contrôle et la responsabilité du chef de région.

ART. 8. — Le chef de subdivision assure, dans son ressort territorial, le maintien de l'ordre et l'application des règlements conformément aux directives données par l'administrateur, chef de région.

Il peut être assisté d'un adjoint qui le seconde et, au besoin, le supplée dans toutes les parties du service.

Cet adjoint est nommé par le Commissaire de la République.

ATTRIBUTIONS DES CHEFS DE RÉGION.

ART. 9. — Par délégation du Commissaire de la République, l'administrateur, chef de région, détermine les fonctions accessoires du personnel européen en service dans son unité territoriale après avis du chef de service intéressé.

Il prononce les affectations ou mutations du personnel indigène de l'administration générale mis à sa disposition.

Il répartit notamment les gardes indigènes entre les divers établissements, dans la limite des effectifs fixés pour chacun d'eux, dans les conditions de l'arrêté du 10 août 1933.

ART. 10. — Dans la limite des crédits délégués, il nomme et licencie le personnel auxiliaire indigène attaché à la région ci-après désigné : agents d'exécution, messagers, goudiers, plantons.

ART. 11. — Il crée et supprime les villages après en avoir référé au Commissaire de la République et obtenu son autorisation.

ART. 12. — Les administrateurs, chefs de région, sont tenus d'ouvrir un registre de leurs décisions et d'en transmettre trois ampliations pour compte rendu au Commissaire de la République ainsi qu'un exemplaire aux chefs de service intéressés.

ART. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 16 avril 1935.

REPIQUET.

9° DÉCISION définissant les attributions des services du commissariat de la République.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
AU CAMEROUN,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française dans les territoires du Cameroun ;

Vu la décision en date du 9 novembre 1934 définissant les attributions des services du Commissariat de la République,

DÉCIDE :

Les bureaux du Commissariat de la République à Yaoundé sont répartis et leurs attributions sont définies comme suit :

A.

I. — Bureau du Cabinet.

Réception, présentation au Commissaire de la République, expédition, enregistrement et répartition de la correspondance entre les différents services.

Chiffre, réception, présentation, au chef du Territoire et expédition des câblogrammes et télégrammes, classement des originaux.

Tenue des registres de correspondances.

Classement des archives par ordre chronologique et par catégorie de correspondants.

Répertoire des actes officiels.

Promulgation des lois et décrets.

Signature et visa des passeports pour les européens.

II. — Bureau personnel.

(Placé sous la direction du chef du cabinet.)

Organisation et réglementation concernant le personnel des cadres généraux et des cadres locaux.

Tenue des contrôles du personnel européen et du personnel indigène.

Tenue des dossiers du personnel.

Personnel militaire hors cadres.

Centralisation des notes et propositions.

Avancement.

Toute question concernant l'administration du personnel : décisions nommant, affectant, mutant, accordant des congés ou des prolongations de séjour, etc.

Distinctions honorifiques, sauf le Mérite indigène.

Correspondance avec les particuliers au sujet des demandes d'emplois.

Pièces périodiques à fournir au Département au sujet du personnel.

Journal officiel des Territoires du Cameroun.

III. — Bureaux des affaires politiques et administratives.

1. Etude des questions politiques générales, centralisation, étude des rapports politiques, questions indigènes, affaires militaires, correspondances avec le commandant des forces de police.

2. Questions concernant l'état des personnes et s'y rattachant (y compris états civils et recherches dans l'intérêt des familles; naturalisation).

3. Curatelle. Cimetière. Exhumations.

4. Justice européenne. Justice indigène.

5. Esclavage. Traite.

6. Indigénat.

7. Questions concernant la police et les prisons.

8. Organisation administrative et territoriale du Territoire.

9. Conventions internationales et toutes questions se rapportant à la S. D. N.

10. Rapports avec les consulats. Exequatur.

11. Relations politiques extérieures.

12. Mission de délimitation et d'abornement.

13. Etude des questions relatives aux cultes, aux missions religieuses et aux biens culturels.

14. Toutes les questions d'immigration et d'émigration à l'exception de l'émigration des indigènes.

15. Recensements.

16. Tenue des archives de l'inspection des affaires administratives et questions relatives à cette inspection.

17. Presse. Questions relatives au Mérite indigène et centralisation des propositions.

18. Etablissement des passeports pour les Européens.

IV. — Secrétariat du Conseil du contentieux.

V. — Secrétariat permanent de la défense du territoire.

VI. — Garage administratif.

(Dépendant du chef du cabinet et sous sa direction.)

VII. — Bureau de l'Administration générale et des affaires économiques.

1° SECTION D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.

Régime législatif.

Législation administrative.

Conventions commerciales.

Convention de Saint-Germain-en-Laye. Alcool.

Emigration des indigènes. Etablissement et délivrance des passeports pour les indigènes.

Santé.

Aliénés.

Police sanitaire maritime.

Inscription maritime.

Enseignement.

2° SECTION ÉCONOMIQUE.

Documentation économique. Statistiques.

Régime douanier.

Correspondance avec le service des douanes.

Régime foncier et hypothécaire, régime domanial.

Législation commerciale.

Législation agricole.

Législation industrielle.

Correspondance avec les services industriels : ports et rades, travaux publics, postes et télégraphes, chemins de fer.

Examen et étude des questions se rattachant à la météorologie.

Aviation.

Législation fiscale. Tarifs douaniers. Avis sur tous projets de taxes directes ou indirectes. Redevances et tarifs des exploitations industrielles.

Banque. Change. Monnaie. Questions bancaires de crédit et de circulation monétaire. Relations avec la banque de l'A. O. F.

Correspondance avec la Chambre de commerce les organismes commerciaux, industriels et agricoles.

Correspondance avec l'Agence économique des territoires africains sous mandat et colonies autonomes.

Contentieux des affaires ressortissant au service.

3° SECTION DOMANIALE.

Concessions urbaines, rurales, occupation du domaine public, du domaine privé, autorisation d'aliéner. Mines. Forces hydrauliques.

Produits divers du domaine.

Correspondance avec le service foncier et domanial.

Application de la réglementation sur les établissements déclarés et autorisés.

4° SECTION D'AGRICULTURE.

Questions agricoles, documentation relative aux cultures et aux exploitations agricoles, élevage, expositions, foires, commissions agricoles. Inspection des organismes agricoles et des coopératives indigènes. Crédits agricoles. Primes à l'exportation.

Etude des questions forestières, permis d'exploitation forestière, inspection des chantiers forestiers, réserves forestières.

Armes et munitions.

Chasse.

Pêche.

6° SECTION CARTOGRAPHIQUE.

Centralisation des documents cartographiques, préparation des cartes et plans, conservation et renouvellement du matériel cartographique et topographique.

B.

Bureau et services placés sous la direction du chef du Secrétariat général.

1° Voies de communications. Service des routes et ponts. Travaux neufs et contrôle de leur exécution.

2° Bureau des finances et du matériel.

A) Affaires générales directement traitées par le chef du Bureau.

a) Réception, enregistrement, expédition et répartition de la correspondance entre les sections, centralisation des pièces pour la signature, classement des archives générales du bureau (chaque section tient des archives particulières);

b) Affaires réservées.

B) Budgets et comptes définitifs.

Préparation et contrôle de l'exécution du budget spécial et des budgets annexes. Examen du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer. Centralisation et examen des rapports financiers des ordonnateurs-délégués et sous-ordonnateurs, des rapports financiers des chefs de région.

Etablissement du rapport sur les comptes définitifs du budget spécial et des budgets annexes. Examen des comptes définitifs du budget annexe de l'exploitation des chemins de fer. Etablissement des rapports sur la situation financière, transmission au Département.

Compte de gestion des comptables. Réponses aux injonctions de la Cour des comptes.

Débets.

Mouvements de fonds. Visa des réquisitions de transport.

C) Régime fiscal.

Etude et présentation des projets de règlements portant création ou modification d'impôts, de taxes ou de redevances perçus au profit du budget spécial et des budgets annexes.

Examen des questions relatives au recouvrement des taxes, redevances et produits divers.

Examen des restes à recouvrer présentés par les comptables pour les recettes du budget spécial et des budgets annexes.

Contentieux des contributions perçues sur liquidation, des produits des exploitations industrielles perçus sur ordre de recette.

Préparation des projets et règlements d'organisation financière et comptable intéressant le budget spécial et les budgets annexes.

A) Dépenses engagées.

Tenue des dépenses engagées du budget spécial et des budgets annexes.

Distribution des fonds.

Délégation des crédits aux sous-ordonnateurs et autorisations de dépenses aux chefs de région.

Contrôle.

Crédits supplémentaires. Virements.

Prorogations d'exercices.

Fonds de concours. Prélèvements.

B) Ordonnancement, écritures centrales.

Surveillance de la rentrée de tous les produits du budget spécial et des budgets annexes.

Centralisation des recettes des budgets.

Opérations hors budget.

Ordonnancement des recettes et des dépenses civiles et militaires du budget spécial et des budgets annexes.

Ordonnancement des recettes et des dépenses civiles et militaires comprises au budget de l'Etat.

Tenue de la comptabilité de l'ordonnateur conformément aux articles 277 à 294 du décret du 30 décembre 1912.

Réintégration de crédits.

Annulation.

Réimputations.

Constitution de provision dans la métropole pour l'acquittement des dépenses du budget spécial et des budgets annexes.

Centralisation et rattachement aux écritures, des opérations du sous-ordonnateur à Douala.

Etablissement des situations mensuelles et trimestrielles, des comptes définitifs du budget spécial et des budgets annexes.

Comptabilité de la Caisse de réserve dans les conditions de l'article 286 du décret du 30 décembre 1912.

Contrôle des services régis par économie et régularisation de leurs opérations.

Comptes de trésorerie et d'avances à régulariser.

Mandatement des liquidations de droits de douanes dus par les divers services du budget spécial et des budgets annexes.

Mandatement des primes à l'exportation des produits.

Mandatement des remises, parts sur amendes, des remboursements accordés en conseil d'administration ou contentieux administratif.

Remboursement des frais de justice au receveur du domaine.

C) Soldes. Indemnités.

1. *Soldes et accessoires.* — Etude, de concert avec le Cabinet (personnel), des questions intéressant la solde.

Préparation et mise à jour des textes relatifs aux indemnités et accessoires de solde.

Liquidation de la solde du personnel civil et militaire en service à Yaoundé.

Etablissement des états de solde concernant les rappels du personnel civil et militaire présent et en congé.

Mandatement des dépenses de soldes et d'indemnités de toute nature. Tenue du contrôle de soldes, délégations, retenues d'hospitalisation, frais du transport du personnel civil et militaire à l'intérieur et à l'extérieur.

Mandatement des indemnités de déplacement et kilométriques.

Etude des réclamations.

2. *Imprimerie.* — Tenue de la comptabilité générale de l'imprimerie officielle.

Apurement des comptabilités des agences spéciales et des transmissions de la métropole.

Dépouillement des comptabilités, pointage des pièces à l'arrivée avec la copie du livre-journal.

Apurement dans les conditions prévues par les articles 250 et 251 du décret du 30 décembre 1912.

Tenue des comptes courants des agents spéciaux.

Apurement des comptes matières des régions (arrêté du 6 mars 1930).

Débets des agents spéciaux.

Dépenses faites hors de la colonie.

Régularisation des opérations faites en France au directeur de l'Agence économique des territoires africains sous mandat et divers.

Réintégration des provisions.

3° SECTION.

Matériel.

1. *Inventaires.* — Cession de matériel, centralisation et vérification des comptabilités des approvisionnements en magasin, examen des procès-verbaux de recensement, prise de service, de condamnation, de perte et tous autres documents produits à la charge ou la décharge des gestionnaires et dépositaires comptables.

Débets, dégrèvements.

Centralisation et contrôle des comptes généraux du matériel des services du chemin de fer.

Etablissement des réquisitions de transport (matériel).

Liquidation et mandatement des dépenses de matériel des services relevant du budget spécial et des budgets annexes (factures des fournisseurs, transports par automobile, transports par chemin de fer, etc.).

Mandatement des cessions effectuées par les magasins.

Etude des clauses et conditions générales applicables aux fournitures, centralisation, examen et exécution des demandes d'approvisionnement destinés aux divers services du budget spécial et des budgets annexes.

Commandes.

Examen des cahiers des charges, des marchés de travaux, de fournitures et de transport préparés par les services, organisation et contrôle des services concédés de transports.

Examen des procès-verbaux d'adjudication, appels à la concurrence, étude des contrats, pénalités, exonérations, résiliations, contentieux, fournitures de bureau, abonnements aux journaux et recueils, achats d'ouvrages et de publications.

Baux et locations.

2. *Imprimés.* — Centralisation des demandes d'imprimés et exécution par l'imprimerie officielle.

Services intérieurs. Surveillance de l'entretien des locaux et du mobilier de l'hôtel du Secrétariat général; surveillance et entretien des immeubles du Territoire sis à Yaoundé, affectés aux services ou aux logements des fonctionnaires.

Services du transport.

4° SECTION.

Pensions.

A) Pensions civiles et militaires.

Constitution des dossiers de pension.

Etats généraux des services, mémoires de proposition.

Correspondance.

Etude des demandes de validation des services.

Etablissement de déclarations s'y rapportant.

B) Caisse intercoloniale de retraites.

Mise à jour mensuelle des comptes individuels de tributaires.

Etablissement des bordereaux de versement des retenues et abondements encaissés chaque mois, mandatement des dites sommes après discrimination par chapitres, etc.

Etablissement du bordereau récapitulatif semestriel.

Constitution des dossiers de pension (états généraux des services, mémoires de proposition), etc.

Production au Département d'un état évaluatif et détaillé des fonctionnaires dont la mise à la retraite peut être prévue au cours de l'année suivante.

Etude des demandes de validation des services.

Préparation des arrêtés, déclarations s'y rapportant.

Vérification des opérations effectuées par le service des chemins de fer et travaux publics et leur fusion dans celles effectuées au chef-lieu.

C) Caisse locale de retraites.

Tenue du livre-journal de la Caisse locale de retraites. Etude des droits à pension des agents tributaires.

Concession, liquidation des pensions et délivrance des titres.

Tenue du grand-livre de comptes de la Caisse locale des retraites, à la Caisse des dépôts et consignations.

Vérification de la balance annuelle de la Caisse des dépôts et consignations.

D) Pensions des militaires indigènes.

Vérification des propositions du commandant des forces de police.

Préparation des arrêtés de concession.

Régularisation des coupons d'arrérages.

Tenue du grand-livre.

E) Caisse nationale de retraites pour la vieillesse.

Tenue du contrôle des tributaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Versement annuel des retenues opérées sur le traitement du personnel soumis au régime de cet organisme.

La présente décision, qui annule toutes dispositions antérieures, entrera en vigueur à compter du 16 mars 1936.

Yaoundé, le 14 mars 1936.

REPIQUET.

10° DÉCRET instituant un poste de secrétaire général du Territoire sous mandat du Cameroun.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Cameroun confirmé à la France par le Conseil de la Société des Nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République;

Vu le décret du 13 avril 1927, portant réorganisation du Conseil d'administration et du Conseil du contentieux administratif dans le territoire du Cameroun,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions du Commissaire de la République au Cameroun, est modifié ainsi qu'il suit :

« ART. 3. — Le Commissaire de la République est assisté d'un fonctionnaire délégué dans la fonction de secrétaire général et d'un Conseil d'administration dont la compo-

sition et les attributions sont déterminées par un décret spécial.

» Le Secrétaire général assume, sous l'autorité du Commissaire de la République, l'instruction des affaires et l'exécution des décisions prises par le chef du Territoire. En cas de vacance du poste de Commissaire de la République, par décès du titulaire ou par toute autre cause, ou en cas d'empêchement absolu par le titulaire de remplir ses fonctions, le Secrétaire général assure immédiatement et provisoirement l'expédition des affaires courantes.

» Le Commissaire de la République peut déléguer au Secrétaire général tout ou partie de ses pouvoirs pour une ou plusieurs catégories d'affaires. Cette délégation est portée à la connaissance du Ministre des colonies. »

ART. 2. — Le Secrétaire général du Territoire sous mandat du Cameroun est désigné dans les conditions prévues pour les secrétaires généraux des colonies autonomes par les décrets des 6 février 1928 et 19 avril 1934. Il est classé au point de vue des indemnités de route et de passage à la première catégorie A du tableau annexé au décret du 3 juillet 1897, dans les conditions prévues par le décret du 8 juin 1931 pour les secrétaires généraux des colonies autonomes.

ART. 3. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 février 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

Marius MOUTET.

11° DÉCRET portant réglementation au Cameroun de l'émigration et de l'immigration des indigènes.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le mandat sur le Cameroun conféré à la France en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937;

Vu le décret du 31 juillet 1927 portant réorganisation de la justice indigène au Cameroun et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire maritime;

Vu le décret du 22 juin 1934 portant réorganisation de la justice française au Cameroun;

Sur le rapport du Ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

TITRE I^{er}.

ÉMIGRATION.

ARTICLE PREMIER. — Les indigènes originaires du Cameroun ne peuvent quitter le territoire sans une autorisation personnelle délivrée par le Commissaire de la République, ou par les chefs de région qu'il pourra déléguer spécialement à cet effet.

ART. 2. — L'autorisation d'émigrer est subordonnée à l'observation des prescriptions ci-après :

1° Versement d'un cautionnement destiné à assurer, éventuellement, le rapatriement de l'émigrant. Le montant

des sommes à consigner et les conditions de leur remboursement seront fixés par le Commissaire de la République;

2° Etablissement d'un passeport dans les conditions réglementaires.

Ces prescriptions sont applicables aux femmes que pourront épouser au Cameroun des originaires d'autres colonies françaises ou étrangères. Toutefois, dans le cas d'un mariage régulièrement enregistré à l'état civil indigène, l'autorisation d'émigrer sera de droit.

ART. 3. — Les indigènes recrutés pour travailler hors du Territoire ne pourront obtenir l'autorisation prévue aux articles précédents que s'ils sont, en outre, titulaires d'un contrat de travail satisfaisant aux prescriptions de la réglementation du travail indigène au Cameroun.

TITRE II.

IMMIGRATION.

ART. 4. — Aucun indigène de possessions françaises ou étrangères voisines ne sera admis à pénétrer au Cameroun s'il n'est muni :

1° D'un passeport ou carte d'identité dûment établi et visé soit par des autorités compétentes de la colonie de provenance, soit par les autorités diplomatiques ou consulaires françaises. Le visa consulaire ne sera exigé que pour les indigènes ressortissants des pays pour lesquels cette formalité reste obligatoire à destination du Cameroun.

Tout passeport doit être muni d'une photographie récente et timbré du sceau de l'autorité qui l'aura établi;

2° D'un extrait du casier judiciaire ou toute autre pièce ou déclaration en tenant lieu officiellement. L'une et l'autre de ces pièces devront avoir moins de trois mois de date. Extrait ou certificat sera déposé par l'autorité chargée du contrôle de l'immigration au greffe du tribunal de première instance de Douala;

3° D'un certificat médical ou laissez-passer sanitaire ayant moins d'un mois de date et attestant qu'il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse.

ART. 5. — Si l'indigène immigrant est titulaire d'un contrat de travail régulier pour le compte d'une entreprise installée au Territoire, le passeport ne sera pas exigé.

ART. 6. — Les représentants de Compagnies de navigation ou de transports ne devront accepter comme passagers indigènes à destination du Cameroun que les individus justifiant de la possession des pièces ci-dessus énumérées indispensables à leur débarquement.

ART. 7. — Les Compagnies de navigation ou de transport qui transgresseraient les dispositions de l'article 6 ci-dessus seront astreintes à supporter les frais de rapatriement des passagers auxquels aura été refusée l'autorisation de débarquer.

Ces derniers seront d'office consignés à bord du navire, sous la responsabilité du capitaine.

ART. 8. — Les Compagnies de navigation ou de transport seront, de même, tenues de rapatrier à leurs frais et sous leur responsabilité directe, les passagers indigènes qu'elles auraient irrégulièrement embarqués ou qui auraient été condamnés pour embarquement clandestin.

Ces passagers seront rembarqués d'office, à l'expiration de leur peine, sur l'un des navires de la Compagnie responsable.

ART. 9. — Les immigrants indigènes pénétrant au Cameroun par voie de terre sont soumis aux obligations qui précèdent et doivent justifier de l'observation des règles édictées au présent décret au poste administratif le plus voisin de la frontière.

ART. 10. — Sont toutefois admis sur la production d'un simple laissez-passer et d'un certificat médical les indigènes originaires des pays limitrophes du Cameroun et pouvant justifier d'un intérêt quelconque au Territoire, à condition que la durée de leur séjour n'y dépasse pas un mois.

Sont, d'autre part, dispensées de toute formalité les populations pastorales en provenance des pays voisins et surveillant leur bétail en transhumance annuelle dans les pâturages du Cameroun.

ART. 11. — Les infractions au présent décret sont punies de quinze jours à un mois d'emprisonnement et de 15 à 100 francs d'amende ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 12. — Le Commissaire de la République pourra, par arrêté, régler les détails d'application du présent décret.

ART. 13. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures relatives au même objet.

ART. 14. — Le présent décret entrera en vigueur deux mois après sa promulgation dans le territoire du Cameroun.

ART. 15. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 19 octobre 1937.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

Marius MOUTET.

12° DECRET organisant le régime des communes mixtes au Cameroun.

LE CHEF DES FRANÇAIS LIBRES.

Vu l'ordonnance du 27 octobre 1940 organisant les pouvoirs publics durant la guerre et instituant le Conseil de défense de l'Empire;

Vu l'ordonnance du 12 novembre 1940 portant création du haut commissariat de l'Afrique française libre;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouverneur du Cameroun français a la faculté de créer des communes mixtes par arrêtés pris en Conseil d'administration.

Les arrêtés de constitution détermineront la composition et les attributions des commissions municipales, la nomenclature des ressources dont la perception est autorisée au profit des budgets communaux et, d'une manière générale, le régime administratif et financier des communes.

ART. 2. — Le Gouverneur du Cameroun français est chargé de l'exécution du présent décret.

Brazzaville, le 23 avril 1941.

Pour le Chef des Français libres et par délégation :

Le Haut Commissaire
de l'Afrique française libre,
DE LARMINAT.

13° ARRÊTÉ portant création d'une commune à Douala et à Yaoundé.

LE GOUVERNEUR DU CAMEROUN FRANÇAIS,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937;

Vu l'arrêté du 29 août 1940 déterminant les pouvoirs du Gouverneur du Cameroun français;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 avril 1941 organisant le régime des communes mixtes au Cameroun;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Douala et à Yaoundé une commune.

ART. 2. — La commune de Douala a pour limites celles de la région du Wouri telles qu'elles ont été fixées par l'arrêté du 25 juin 1941.

ART. 3. — La commune de Yaoundé a pour limites le périmètre urbain tel qu'il a été fixé par l'arrêté du 25 juin 1941 et qui pourrait être ultérieurement modifié.

ART. 4. — Les communes de Douala et de Yaoundé sont respectivement administrées par les chefs de région du Wouri et du Nyong et Sanaga qui prennent le titre d'administrateur-maire. Ils sont assistés d'une commission municipale.

En cas d'empêchement ou d'absence momentanée, l'administrateur-maire est suppléé par le fonctionnaire adjoint au chef de la région.

ART. 5. — La commission municipale comprend :

— l'administrateur-maire, *président*;

— quatre membres désignés par le Gouvernement du Cameroun français qui lui sont soumis par le chef de région, *membres*;

— deux membres notables indigènes sujets français, désignés dans les mêmes conditions.

Les membres de la commission municipale ont voix délibérative.

La commission municipale peut s'adjoindre à titre de conseillers techniques pour toutes questions de leur compétence, les représentants de divers services résidant sur le territoire de la commune. Ces conseillers ont voix consultative.

ART. 6. — Ne peuvent être nommés membres de la commission municipale :

1° Les personnes n'ayant pas 25 ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de leur nomination;

2° Les personnes ne parlant pas couramment le français;

3° Les personnes ne résidant pas depuis un an au moins sur le territoire de la commune;

4° Les personnes frappées par les lois françaises ou étrangères de peines comportant privation des droits civils et politiques ou de peines équivalentes;

5° Les indigènes condamnés par les tribunaux français ou indigènes pour des délits ou crimes;

6° Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire;

7° Les personnes qui sont dispensées de subvenir aux charges de la commune et celles qui sont secourues par la commune ou le territoire;

8° Les militaires et employés des armées de terre, de mer ou de l'air en activité de service ainsi que les fonctionnaires appartenant aux cadres généraux ou locaux et les employés contractuels ou journaliers de l'administration;

9° Les entrepreneurs des services communaux;

10° Les domestiques attachés à la personne;

11° Les fonctionnaires ou agents au service de la commune.

ART. 7. — L'administrateur-maire est nommé, remplacé ou relevé de ses fonctions par le Gouverneur, dans les mêmes conditions que les autres fonctionnaires de la colonie.

Les membres de la commission municipale sont nommés pour deux ans, remplacés ou révoqués par arrêté du Gouverneur.

Leur mandat est renouvelable.

Les fonctions de membre de la commission municipale sont gratuites; elles ne peuvent donner lieu qu'au remboursement des frais résultant de mandats spéciaux.

L'administrateur-maire pourra recevoir, sur les fonds du budget communal, une indemnité de représentation, qui sera fixée par décision du Gouverneur.

ART. 8. — Deux membres suppléants, citoyens français, et un membre indigène sont désignés par le Gouverneur pour remplacer les membres titulaires en cas d'empêchement ou d'absence momentanée. Ils sont nommés, remplacés ou révoqués dans les conditions prévues pour les membres titulaires.

Les membres suppléants prennent rang, au point de vue de convocations qui peuvent leur être adressées, d'après la date de leur nomination ou, en cas de nomination simultanée, d'après leur rang dans l'arrêté de nomination.

ART. 9. — Tout membre de la commission municipale qui, pour une cause survenue postérieurement à sa désignation, se trouve dans un des cas d'exclusion ou d'incompatibilité prévue à l'article 6, est immédiatement déclaré démissionnaire par le Gouverneur, sauf recours au Conseil du contentieux du Territoire dans les deux jours de la notification.

ART. 10. — Le Gouverneur du Cameroun français peut suspendre ou dissoudre la commission par arrêté pris en Conseil d'administration.

La durée de la suspension ne peut excéder deux mois.

ART. 11. — En cas de dissolution ou de démission de tous les membres en exercice de la commission municipale, il est pourvu à son remplacement dans un délai de deux mois.

Pendant ce temps une délégation spéciale de trois membres nommés par arrêté du Gouverneur en remplit les fonctions.

ART. 12. — Lorsque par suite de vacances, et dans le délai de deux mois à compter de la dernière en date, la

commission municipale, compte tenu des membres suppléants, se trouve réduite aux trois quarts de ses membres, il sera procédé à des désignations complémentaires.

Toutefois ces désignations complémentaires n'auront un caractère obligatoire que si, dans les six mois qui précèdent le renouvellement intégral de la commission, celle-ci, après appel aux membres suppléants, se trouve avoir perdu plus de la moitié de ses membres.

TITRE II.

FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION MUNICIPALE.

ART. 13. — La commission municipale s'assemble en session ordinaire deux fois par an, en mai et octobre, sur la convocation de l'administrateur-maire.

Le Gouverneur peut prescrire la réunion de la commission en session extraordinaire, pour un objet déterminé.

L'administrateur-maire peut également la réunir quand il le juge utile, après avoir avisé le Gouverneur de cette réunion et de son objet.

ART. 14. — La convocation se fait à personne par écrit et à domicile. Pour les sessions ordinaires, la convocation se fait trois jours francs avant la réunion. La convocation mentionne le lieu de la réunion, l'heure de la séance, l'objet de la délibération.

La commission ne peut valablement délibérer que lorsqu'elle réunit la moitié de ses membres, sans compter l'administrateur-maire. Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Lorsqu'après deux convocations successives, à trois jours d'intervalle dûment constatés, les membres de la commission municipale ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise avec la troisième convocation est valable quel que soit le nombre des membres présents.

ART. 15. — L'administrateur-maire préside la commission et, en cas de partage, a voix prépondérante. Les mêmes droits appartiennent au fonctionnaire qui le remplace en qualité d'adjoint.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par un fonctionnaire à la désignation de l'administrateur-maire. Il ne perçoit aucune rétribution.

ART. 16. — Les séances de la commission municipale ne sont pas publiques.

Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par l'administrateur-maire.

Les procès-verbaux sont signés par tous les membres présents à la séance ou mention est faite de la cause qui les a empêchés de signer.

Une copie des délibérations est adressée dans la huitaine au Gouverneur.

Toute délibération de la commission municipale sur un objet étranger à ses attributions est nulle de plein droit.

TITRE III.

ATTRIBUTIONS DE L'ADMINISTRATEUR-MAIRE.

ART. 17. — L'administrateur-maire remplit les fonctions d'officier de l'état civil. Il peut déléguer ses fonctions à son adjoint dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Il est également officier de police judiciaire.

Il est chargé :

1° De l'exécution des lois, décrets et règlements. Il prend toutes les mesures pour en assurer l'application dans toute l'étendue de la commune;

2° De la police municipale et de l'exécution des actes de l'autorité supérieure s'y rapportant;

3° De l'exécution des mesures d'hygiène et de salubrité publique en collaboration, à Douala, avec le médecin-chef de la région;

4° De l'entretien courant de la petite voirie et des réparations locatives des immeubles occupés par la municipalité;

5° De la conservation et de l'administration des propriétés communales et de tous les actes conservatoires pour sauvegarder ces propriétés;

6° De la gestion des revenus, de la surveillance des établissements communaux et de la comptabilité communale;

7° De la préparation et de l'exécution du budget et de l'ordonnement des dépenses.

Il est chargé, sous réserve de l'approbation du gouverneur :

1° De souscrire les baux et marchés, de passer les adjudications des travaux communaux dans les formes réglementaires;

2° De souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, échange, partage, acceptation des dons ou de legs, acquisition, transaction, location.

Il représente, après autorisation du Gouverneur, la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant, tant en première instance qu'en appel, sauf l'exception prévue à l'article 31 pour les actes interruptifs de prescription.

En accord avec le directeur des travaux publics, il établit chaque année un plan de campagne spécial pour les travaux d'intérêt municipal. Ce plan est soumis à l'approbation du Gouverneur, après avis de la commission municipale.

De même, en accord avec le directeur du Service de santé, il établit chaque année, un plan de campagne spécial pour les travaux d'hygiène. Ce plan est soumis à l'approbation du Gouverneur, après avis de la commission municipale.

ART. 18. — Les arrêtés de l'administrateur-maire, portant règlement permanent, ne sont exécutoires qu'après approbation du gouverneur.

Tous les agents municipaux sont nommés, licenciés et révoqués par le Gouverneur, sur la proposition de l'administrateur-maire.

ART. 19. — Les adjudications publiques auxquelles il est procédé pour le compte de la commune sont présidées par l'administrateur-maire ou, en cas d'empêchement, par son adjoint. Il est assisté du receveur municipal et de deux membres de la commission municipale, désignés d'avance par la commission.

Elles ne sont valables et définitives qu'après approbation du gouverneur.

TITRE IV.

ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION MUNICIPALE.

ART. 20. — La commission délibère sur les objets suivants :

1° Le budget de la commune et, en général, toutes les dépenses et recettes, soit ordinaires, soit extraordinaires;

2° Les comptes administratifs et de gestion de la commune;

3° Les tarifs et règlements de perception de tous revenus de la commune;

4° Les acquisitions, les aliénations et échanges de biens communaux, leur administration et leur conservation;

5° Les projets d'ouverture et d'alignement des voies publiques à l'intérieur du périmètre urbain;

6° Les actions judiciaires et transactions intéressant la commune.

ART. 21. — Les délibérations de la commission municipale ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par le Gouverneur en Conseil d'administration.

ART. 22. — La commission municipale donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par l'administrateur-maire ou l'administration supérieure. Elle peut formuler des vœux sur les objets d'intérêt purement communal.

Dans les cérémonies publiques la commission prend rang immédiatement après l'administrateur-maire.

TITRE V.

BUDGET COMMUNAL.

ART. 23. — Les recettes et dépenses de la commune sont effectuées conformément aux règles posées par les articles 333 à 352 inclus du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 24. — Les recettes du budget communal se divisent en recettes ordinaires et en recettes extraordinaires.

a) Les recettes ordinaires se composent :

1° Du produit des prestations (rachat obligatoire et facultatif) et de la taxe vicinale perçue dans les limites de la commune;

2° Du produit des droits de place sur le marché, des droits d'abatage, des droits de fourrière, des droits sur les permis de bâtir perçus sur le territoire de la commune.

3° Du produit des amendes infligées pour contravention aux arrêtés en vigueur dans la commune;

4° Du produit des expéditions des actes administratifs et des actes de l'état civil;

5° Du produit de tous impôts, droits, taxes de ville et de police dont l'établissement serait autorisé;

6° Eventuellement, du montant des subventions qui seraient accordées par le budget local.

b) Les recettes extraordinaires se composent :

1° Des subventions accidentelles, dons ou legs ou avances exceptionnelles qui pourraient être consentis à la commune;

2° Du produit des emprunts autorisés dans les conditions prévues à l'article 339 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

3° De toutes autres recettes accidentelles.

ART. 25. — Les dépenses se divisent en dépenses obligatoires et en dépenses facultatives.

Les dépenses obligatoires comprennent :

1° Les frais de perception des droits et revenus municipaux;

2° Les frais de registre de l'état civil et des tables décennales, les frais de bureau, de bibliothèque et d'abonnement aux publications de service;

3° Les dépenses du personnel auxiliaire de l'administration communale, les indemnités de l'administrateur-maire et des agents chargés d'un service communal;

4° Les dépenses de police municipale;

5° Les dépenses concernant l'hygiène et la salubrité publiques;

6° Les frais d'établissement et de conservation des plans d'alignement, de réparations locatives des immeubles occupés par la municipalité;

7° Les frais d'entretien des cimetières, des jardins et de la fourrière publique et de menu entretien des marchés et des abattoirs.

Toutes dépenses autres que les précédentes sont facultatives.

TITRE VI.

DÉLIBÉRATION, APPROBATION ET EXÉCUTION DU BUDGET COMMUNAL.

ART. 26. — L'exercice financier pour la commune va du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus de l'année. Un trimestre est accordé pour régler toutes opérations qui n'auraient pu l'être au cours de l'année et l'exercice est définitivement clos le 31 mars de l'année suivante.

La commune doit avoir un budget primitif et un budget supplémentaire ou additionnel, qui fait suite au budget primitif.

Le budget primitif présenté par l'administrateur-maire, délibéré par la commission municipale en octobre, est définitivement arrêté par le gouverneur en Conseil d'administration.

Au cas où il serait susceptible de modifications, celles-ci seraient prononcées par arrêté du Gouverneur en Conseil. Ces modifications ne pourront avoir pour objet l'augmentation des dépenses facultatives.

Au cas où la commission municipale ne se réunirait pas ou se séparerait sans avoir voté le budget de la commune, ce budget serait arrêté d'office et mis en exécution, après avoir été approuvé par le Gouverneur en Conseil d'administration.

La session de mai est plus spécialement consacrée à l'examen du compte administratif de l'exercice qui vient de se clore au 31 mars et à l'établissement du budget additionnel.

Le premier article de ce budget est constitué par l'excédent quel qu'il soit, recettes ou dépenses, que vient de révéler le compte administratif.

Le budget additionnel est délibéré et arrêté dans les mêmes formes que le budget. Il en est de même de tout crédit qui pourrait être reconnu nécessaire en cours d'exercice.

ART. 27. — L'administrateur-maire est ordonnateur du budget municipal.

Il présente, par exercice, le compte administratif et le soumet aux délibérations de la commission municipale dans la première session ordinaire que tient la commission après la clôture de l'exercice.

Ce compte est, comme les budgets, définitivement arrêté par le Gouverneur.

ART. 28. — Le trésorier-payeur de la colonie ou préposé remplira les fonctions de receveur municipal. Il est chargé d'effectuer les recettes et les dépenses de la commune. Il aura droit, en cette qualité, aux remises instituées par la municipalité et approuvées par le Gouverneur. Le compte de gestion de ce comptable sera présenté à la commission municipale en même temps que le compte administratif, c'est-à-dire à la session de mai et approuvé par le Gouverneur.

ART. 29. — Les budgets et comptes de la commune restent déposés dans les bureaux de la mairie, où toute personne imposée au rôle de la commune a droit d'en prendre connaissance.

TITRE VII.

CAPACITÉS CIVILES DE LA COMMUNE.

ART. 30. — La commune, représentée par l'administrateur-maire, ne peut ester en justice sans l'autorisation du Gouverneur.

ART. 31. — Aucune action ne peut être intentée contre la commune sans qu'il soit préalablement adressé, par le demandeur, un mémoire au Gouverneur. Le dépôt de ce mandat est interruptif de prescription.

ART. 32. — Cependant l'administrateur-maire peut, sans autorisation préalable, intenter les actions possessoires ou y défendre et faire tous actes conservatoires interruptifs de prescription et tous actes de procédure urgente.

ART. 33. — Le présent arrêté dont les dispositions financières n'entreront en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1942, sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Douala, le 25 juin 1941.

COURNARIE.

ARRÊTÉ DE PROMULGATION DU 9 FÉVRIER 1946.

14° DÉCRET n° 45-042 portant institution de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français, européens ou assimilés, employés dans les entreprises privées du Cameroun.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISoire DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre des colonies:

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 20 juin 1941 portant institution de l'allocation familiale en Afrique française libre,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au Cameroun une allocation familiale au bénéfice des employés citoyens français, européens ou assimilés résidant dans le Territoire et y exerçant leur activité dans les entreprises privées et services concédés, quel que soit le montant de leur revenu, et qui ne sont pas déjà bénéficiaires d'indemnités pour charges de famille payées par le budget local ou par le budget de l'Etat (dépenses militaires).

ART. 2. — Le paiement des allocations est assuré par une Caisse de compensation placée sous le contrôle du Gouverneur et dont les ressources sont fournies par les cotisations des employeurs.

Sont obligatoirement affiliés à cette Caisse à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, tous les chefs d'entreprise, sans distinction de nationalité, résidant dans la colonie, qu'ils emploient ou non du personnel européen ou assimilé.

Le taux de la cotisation est fixé chaque année par arrêté du chef de la colonie avec un minimum pour les chefs

d'entreprise n'employant pas de personnel européen et au prorata du nombre d'employés que ces derniers soient chargés ou non de famille.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION.

ART. 3. — L'allocation est attribuée d'après le nombre des enfants dont le bénéficiaire a la charge qui sont âgés de moins de 16 ans ou incapables de travailler par suite d'infirmités.

Les enfants infirmes ou ceux qui poursuivent des études justifiées par un certificat délivré par les chefs d'établissement ouvrent droit jusqu'à l'âge de 21 ans, dans les mêmes conditions que les enfants âgés de moins de 16 ans, à l'allocation pour charges de famille.

L'attribution éventuelle auxdits enfants de bourses d'enseignement ne fait pas obstacle à la concession de l'allocation.

Ouvrent droit à l'allocation, jusqu'à l'âge de 18 ans, les enfants pour lesquels il aura été passé un contrat écrit d'apprentissage.

ART. 4. — Sont considérés à la charge du bénéficiaire :

1° Les enfants auxquels il doit les aliments en vertu des dispositions du Code civil;

2° Les enfants orphelins ou considérés comme tels effectivement recueillis par lui et dont il assure l'entretien;

3° Les enfants que la femme du bénéficiaire, non séparée de corps, a eus d'un précédent mariage, sauf lorsqu'il y a eu divorce et que les enfants sont restés avec le premier mari, ou que ce dernier contribue à leur entretien.

Toutefois, n'ouvrent pas droit à l'allocation :

- les enfants recueillis qui sont titulaires de pension;
- les enfants admis gratuitement comme interne dans un établissement de l'Etat;
- les enfants naturels reconnus, au delà du troisième.

ART. 5. — Lorsque le mari et la femme appartiennent tous deux à des personnels d'entreprises privées pouvant prétendre à l'allocation pour charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants.

Le chef de famille dont le conjoint bénéficie des indemnités pour charge de famille accordées aux fonctionnaires agents ou employés de l'Administration, ne peut prétendre à l'allocation familiale instituée par le présent décret.

ART. 6. — Pour la détermination du taux de l'allocation chaque enfant prend rang d'après son ordre de naissance, quels que soient l'âge et la condition de ses aînés. Le décès de l'un des enfants ne modifie pas le rang de ses puînés, nés ou à naître.

ART. 7. — L'allocation familiale doit être payée par mois et à terme échu.

Elle est liquidée d'après la situation des enfants au premier jour du mois, l'allocation n'étant payée qu'à partir du premier jour du mois qui suit celui de la naissance et étant due pour le mois entier du décès.

TAUX DE L'INDEMNITÉ.

ART. 8. — Le taux de l'allocation est fixé chaque année par arrêté du Gouverneur sur avis d'une commission mixte composée des représentants des organisations syndicales patronales et ouvrières.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à la date de sa promulgation au Cameroun.

Les conditions d'application de ce règlement seront fixées par arrêté du Gouverneur du Cameroun.

ART. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

ART. 11. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 1945.

CH. DE GAULLE.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République française :

Le Ministre des colonies,

Jacques SOUSTELLE.

15° DÉCRET n° 46-432 rendant applicable à l'Afrique Equatoriale française, à l'Afrique Occidentale française, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, aux Etablissements français de l'Inde et de l'Océanie, à la Guyane, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun, les titres I^{er} et II de la loi du 1^{er} juillet 1901.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, modifiée par les décrets-lois des 23 octobre 1935 et 12 avril 1939,

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les titres I^{er} et II de la loi du 1^{er} juillet 1901, relative au contrat d'association, modifiée par les décrets-lois des 23 octobre 1935 et 12 avril 1939, sont déclarés applicables à l'Afrique Equatoriale française, à l'Afrique Occidentale française, à Madagascar et dépendances, aux Etablissements français de l'Inde et de l'Océanie, à la Guyane, à la Côte française des Somalis, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances, au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux délits prévus par les titres I^{er} et II de la loi du 1^{er} juillet 1901.

ART. 3. — Sont abrogés les articles 291, 292, 293 du Code pénal, ainsi que les dispositions de l'article 294 du même Code, relatives aux associations et généralement toutes les dispositions contraires aux titres I^{er} et II de la loi du 1^{er} juillet 1901.

Il n'est en rien dérogé aux lois spéciales relatives aux syndicats professionnels, aux sociétés de commerce et aux sociétés de secours mutuels.

ART. 4. — Le Ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 13 mars 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République française :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

16° DÉCRET n° 46-788 rendant applicable aux territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer la législation métropolitaine sur la liberté de réunion.

**LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA RÉPUBLIQUE,**

Sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion et notamment son article 13 rendant applicable ladite loi aux colonies représentées au Parlement;

Vu la loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques, notamment son article 3 ainsi conçu :

« Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi et celle du 2 janvier 1907 seront applicables à l'Algérie et aux colonies »;

Vu l'ordonnance du 17 septembre 1943 portant modification temporaire des articles 2, 10 et 11 de la loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques;

Vu le décret du 4 février 1913 rendant applicable à Saint-Pierre et Miquelon la loi du 30 juin 1881;

Vu le décret du 20 avril 1925 rendant applicable à la Guadeloupe et à la Martinique la loi du 28 mars 1907;

Vu le décret du 31 juillet 1945 rendant applicable aux Etablissements français de l'Inde les dispositions de la loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRETE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunion est déclarée applicable à l'Afrique Equatoriale française, à Madagascar et dépendances, à la Côte française des Somalis, au Togo, au Cameroun, à la Nouvelle-Calédonie et dépendances et aux Etablissements français de l'Océanie ainsi qu'aux territoires de l'Afrique Occidentale française où elle n'est pas encore en vigueur.

ART. 2. — Dans les territoires visés à l'article 1^{er} ci-dessus ainsi qu'au Sénégal, à la Guyane, à la Réunion et à Saint-Pierre et Miquelon, les réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration préalable, sous réserve de l'application de l'ordonnance susvisée du 17 septembre 1943.

ART. 3. — L'ordonnance susvisée du 17 septembre 1943 est déclarée applicable à la Guadeloupe et à la Martinique.

ART. 4. — Le Ministre de la France d'outre-mer sera chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 11 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

17° LOI n° 46-860 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans un délai de six mois le Ministre de la France d'outre-mer établira pour les Territoires

relevant de son autorité à la date de la présente loi des plans de développement économique et social portant sur une période de dix années. Ces plans comporteront la transformation de ces Territoires en pays modernes pour tout ce qui concerne leur équipement public et privé et engloberont la production, la transformation, la circulation et l'utilisation des richesses de toute nature desdits Territoires.

Ils auront pour objet, d'une part et par priorité, de satisfaire aux besoins des populations autochtones et de généraliser les conditions les plus favorables à leur progrès social; d'autre part, en concordance avec les plans établis par le Commissariat général du plan, de concourir à l'exécution des programmes de reconstitution et de développement de l'économie de l'Union Française, tant sur le plan métropolitain que sur celui des échanges nationaux.

Ces plans seront approuvés par décrets pris en Conseil des Ministres, sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer, après avis des autorités locales et du Conseil du plan.

ART. 2. — En vue de la préparation et de l'exécution de ces plans, le Ministre de la France d'outre-mer, ou les autorités auxquelles il délègue ses pouvoirs, est investi des pouvoirs nécessaires pour orienter et coordonner les activités privées, ainsi que pour suppléer, le cas échéant, à leur défaillance, dans toute mesure qu'exigera l'accomplissement des programmes. Il pourra notamment, en ce qui concerne les activités essentielles à l'exécution des plans ou à la vie économique et sociale des Territoires en cause :

1° Créer, pour un ou plusieurs Territoires, des sociétés d'Etat qui fonctionneront avec les méthodes et la souplesse des entreprises commerciales et industrielles privées et qui ne seront soumises qu'au contrôle *a posteriori* de l'inspection de colonies et de commissaires aux comptes, membres de l'Ordre national des experts comptables, nommés par le Ministre des finances;

2° Provoquer ou autoriser la formation de sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'Etat, les collectivités publiques d'outre-mer ou les établissements publics desdits Territoires auront une participation majoritaire;

3° Soumettre à autorisation préalable la création ou l'extension des entreprises dont l'activité intéresse directement ou indirectement l'exécution des plans;

4° Soumettre au contrôle de la puissance publique la gestion des mêmes entreprises;

5° Fédérer l'activité des organismes publics ou privés précités, dans un ou plusieurs Territoires, au sein des Conseils qui auront pour attribution d'établir l'équilibre nécessaire entre les besoins de l'homme, le développement, l'utilisation et la préservation des ressources naturelles.

ART. 3. — Le financement de ces plans est assuré par un fonds d'investissements pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) qui sera alimenté en recettes :

a) Par une dotation de la métropole, qui sera fixée chaque année par la loi des finances;

b) Par des contributions des Territoires intéressés constituées par des ressources permanentes ou extraordinaires provenant soit des impôts et taxes locaux, soit des fonds de réserve ou de toute autre ressource de revenus, soit enfin d'avances à long terme que ces Territoires pourront demander à la Caisse centrale de la France d'outre-mer dans la limite des sommes nécessaires à l'exécution des programmes approuvés.

Les contributions précitées des Territoires seront votées par les Assemblées locales. Elles ne pourront être em-

ployées à l'exécution de programmes autres que ceux qui concernent le Territoire qui les accorde, sauf dérogation exceptionnelle consentie par l'Assemblée locale dudit Territoire.

ART. 4. — La Caisse centrale de la France d'outre-mer est autorisée par la présente loi :

— à accorder les avances précitées aux taux d'intérêt 1 p. 100 l'an et avec des délais de remboursements suffisants pour ne pas gêner l'exécution des programmes;

— à constituer directement la part revenant à la puissance publique dans le capital des entreprises prévues aux alinéas 1^o et 2^o de l'article 2 ci-dessus, ou à fournir aux collectivités ou établissements publics, sous forme d'avances, les moyens de le faire;

— à assurer ou garantir aux collectivités ou aux entreprises concourant à l'exécution des programmes, directement par l'intermédiaire d'établissements publics, toutes opérations financières autorisées par la loi et destinées à faciliter cette exécution.

Les conditions dans lesquelles s'effectueront les diverses opérations précitées seront déterminées par décrets en forme de règlement d'administration publique rendus sur le rapport des Ministres de la France d'outre-mer et des finances. Les mêmes décrets modifieront, si besoin est, les statuts de la Caisse centrale de la France d'outre-mer.

ART. 5. — Le fonds d'investissements pour le développement économique social des Territoires d'outre-mer est géré par la Caisse centrale de la France d'outre-mer conformément aux instructions et sous le contrôle d'un Comité directeur composé comme suit :

- le Ministre de la France d'outre-mer, *président*;
- un représentant du Ministre de l'économie nationale;
- un représentant du Ministre des finances;
- le commissaire général du plan;
- le directeur de la Caisse centrale de la France d'outre-mer;
- les directeurs du plan et des affaires économiques au ministère de la France d'outre-mer;
- quatre parlementaires désignés par la commission des territoires d'outre-mer;
- deux personnalités désignées par arrêté conjoint du Ministre de la France d'outre-mer et du Ministre de l'économie nationale et des finances en raison de leur compétence en matière d'économie des Territoires d'outre-mer.

Les attributions du Comité directeur sont fixées par décret rendu sur la proposition du Ministre de la France d'outre-mer. Le comité devra notamment être chargé :

- de donner son avis sur les programmes visés à l'article 1^{er} de la présente loi et les règles de leur financement en application des dispositions de l'article 3 ci-dessus;
- d'exécuter les dispositions adoptées pour le financement de ces programmes;
- d'autoriser la Caisse centrale de la France d'outre-mer à effectuer les opérations prévues à l'article 4 ci-dessus.

ARTICLE 6. — A dater de la promulgation de la présente loi, le fonds d'investissements pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer prend en charge le fonds de solidarité colonial créé par l'acte dit loi du 25 octobre 1940.

ART. 7. — Toute disposition contraire à la présente loi est et demeure abrogée.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,
Marius MOUTET.

Le Ministre de l'économie nationale,
Ministre des finances,
A. PHILIP.

18^e DÉCRET n^o 46-877 portant suppression de la justice indigène en matière pénale dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE
DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Garde des sceaux, Ministre de la justice, et du Ministre de la France d'outre-mer;

Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu le décret du 9 juin 1896 réorganisant la justice à Madagascar et dépendances, modifié par les décrets des 22 juin 1934 et 13 novembre 1945;

Vu le décret du 4 février 1904 portant réorganisation de la justice dans la colonie de la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 22 juin 1934 organisant la justice française au Cameroun;

Vu le décret du 30 juin 1935 organisant la justice française en Afrique Equatoriale française;

Vu le décret du 22 juillet 1939 réorganisant la justice française dans le ressort de la Cour d'appel de l'Afrique Occidentale française;

Vu le décret du 9 mai 1909 portant réorganisation de la justice indigène à Madagascar et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 31 juillet 1927 portant réorganisation de la justice indigène dans le territoire du Cameroun et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en Afrique Equatoriale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 29 mai 1936 portant réorganisation de la justice indigène en Afrique Equatoriale française et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 4 juin 1938 concernant l'organisation de la justice indigène à la Côte française des Somalis;

Vu le décret du 1^{er} juin 1939 portant réorganisation de la justice indigène dans l'archipel des Comores;

Vu le décret du 17 juillet 1944 instituant un Code pénal indigène pour l'Afrique Occidentale française, l'Afrique Equatoriale française, le Togo et le Cameroun,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} juillet 1946, en Afrique Occidentale française, en Afrique Equatoriale française, à Madagascar et dépendances, au Cameroun, au Togo et à la Côte française des Somalis, les juridictions françaises connaîtront seules en matière pénale, conformément à la législation applicable devant ces juridictions et à l'exclusion de toute juridiction indigène de toutes les infractions commises par les indigènes.

ART. 2. — A partir de la même date sera abrogé le décret du 17 juillet 1944 instituant un Code pénal indi-

gène pour l'Afrique Occidentale française, l'Afrique Equatoriale française, le Cameroun et le Togo.

ART. 3. — Toutes les infractions commises antérieurement à la publication du présent décret resteront passibles des peines prévues par la législation indigène lorsque celles-ci étaient moins sévères.

ART. 4. — Le Garde des sceaux, Ministre de la justice, et le Ministre de la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 30 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

Le Garde des sceaux, Ministre de la justice,
Pierre-Henri TEITGEN.

19° ARRÊTÉ relatif à l'organisation et au fonctionnement du Service de l'inspection du travail au Cameroun.

LE HAUT COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU CAMEROUN,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937;

Vu le décret du 17 août 1944 créant un Corps d'inspection du travail dans les territoires dépendant du Ministère de la France d'outre-mer;

Sous réserve de ratification en Conseil d'administration,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le Service de l'inspection du travail au Cameroun fonctionne dans les conditions générales fixées par le décret du 17 août susvisé.

TITRE I^{er}.

ATTRIBUTION.

ART. 2. — Le Service de l'inspection du travail étend son activité à tous les établissements, exploitations et entreprises installés sur le territoire du Cameroun, qu'elle qu'en soit la nature et quel que soit l'employeur, public ou privé, laïc ou religieux.

Il s'intéresse à tous les travailleurs quels que soient leur statut juridique et leur sexe.

Est qualifiée travailleur toute personne qui loue ses services contre rémunération, quel que soit l'emploi et qu'elle qu'en soit la durée.

Est qualifié également travailleur, l'apprenti rémunéré ou non.

ART. 3. — Le Service de l'inspection du travail a pour rôle :

a) De veiller au respect et à l'application de la législation sur l'organisation du travail et la protection du travailleur;

b) De procéder aux études et enquêtes prévues par cette législation;

c) D'aider par ses conseils au développement des rapports permanents entre employeurs et travailleurs et au maintien de la paix sociale;

d) De renseigner l'autorité administrative sur l'évolution de la condition du travailleur;

e) De formuler tous avis et suggestions sur les mesures propres à améliorer la condition du travailleur et de préparer les textes d'application de ces mesures;

f) De procéder à l'étude de toutes questions d'ordre social qui lui seraient soumises;

g) De réunir et coordonner tous renseignements, documents et statistiques intéressant son activité.

Toutes les mesures projetées par l'autorité administrative et touchant au statut des fonctionnaires, à leurs traitements et indemnités ou, en général, à la condition des travailleurs remplissant une fonction publique ou privée, seront obligatoirement et préalablement soumises à l'examen du Service de l'inspection du travail qui formulera sur elles un avis motivé.

En aucun cas le Service de l'inspection du travail ne pourra avoir un rôle de gestion administrative.

TITRE II.

ORGANISATION.

ART. 4. — Le Service de l'inspection du travail au Cameroun réside à Doula.

Il comprend l'effectif fixé par arrêté ministériel et le personnel local chargé du secrétariat et du Bureau régulateur du travail.

En cas d'absence du chef du Service les affaires courantes sont expédiées par son adjoint.

Seuls le chef de Service et son adjoint ont la signature. En cas d'absence ou d'empêchement de l'adjoint, le chef de service désigne l'inspecteur qui le suppléera.

Le chef du Service rend compte de l'activité de l'inspection du travail au Haut Commissaire de la République française au Cameroun et à l'inspecteur général du travail sous couvert du Haut Commissaire.

Il prépare les plans de tournée qu'il soumet à l'approbation du Haut Commissaire.

Il rédige et signe les ordres de mission.

ART. 5. — Le chef du Service de l'inspection du travail correspond directement avec les chefs des Services administratifs, les chefs de région et les chefs ou représentants des entreprises privées de la région du Wouri.

Il correspond avec les entreprises privées situées dans les autres régions sous couvert des chefs de région.

Réciproquement, les chefs de région correspondent directement avec le Service de l'inspection du travail. Les entreprises privées (sauf celles de la région du Wouri qui peuvent correspondre directement) correspondent avec le Service de l'inspection du travail sous couvert des chefs de région.

ART. 6. — Les inspecteurs du travail sont mis à la disposition du chef du Territoire par le Ministre de la France d'outre-mer.

Les chefs de région et les chefs de subdivision sont, de droit, inspecteurs du travail sur toute l'étendue du Territoire qui leur est confié. Les règles de subordination du chef de subdivision au chef de région restent néanmoins respectées. C'est-à-dire que le chef de subdivision inspec-

teur du travail ne peut correspondre avec le Service de l'inspection du travail que sous le couvert du chef de région.

ART. 7. — Les inspecteurs du travail prêtent serment devant le tribunal compétent.

ART. 8. — Les moyens matériels et financiers nécessaires à son bon fonctionnement seront mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 9. — Le Bureau régulateur du travail dépend du Service de l'inspection du travail.

TITRE III.

FONCTIONNEMENT DU SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

ART. 10. — Le Service de l'inspection du travail dispose en permanence des moyens en personnel et matériel qui lui sont nécessaires.

Le personnel du Service de l'inspection du travail se déplace sur ordre de mission établi par le chef de service.

ART. 11. — Les inspecteurs du travail visitent toutes les entreprises telles qu'elles sont définies à l'article 2.

Ils y ont accès de jour et de nuit sur justification de leur qualité.

Ils inspectent au moins une fois par an les exploitations ou les établissements occupant plus de vingt travailleurs et au moins deux fois par an ceux qui occupent plus de cinquante travailleurs. Ces chiffres sont ramenés respectivement à dix et vingt-cinq lorsqu'il s'agit d'entreprises situées à l'intérieur des périmètres urbains.

Sur leur demande, tous documents comptables ou autres relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre doivent leur être immédiatement présentés par l'employeur ou son représentant.

ART. 12. — L'employeur, quel qu'il soit, tient à la disposition des inspecteurs un registre spécial destiné à recevoir, le cas échéant, leurs observations.

Ce registre devra être conforme au modèle ci-annexé. Les observations formulées par les représentants du Service de santé y seront également consignées.

ART. 13. — Les inspecteurs du travail, les chefs de région, les chefs de subdivision et les médecins habilités à cet effet peuvent dresser procès-verbal des infractions à la législation du travail.

Ces procès-verbaux sont adressés à la juridiction compétente par les soins du Service de l'inspection du travail qui reste en liaison avec le parquet, pour connaître la suite qui lui sera réservée.

Il en rend compte au chef du Territoire et à l'Inspection générale du travail au Ministère de la France d'outre-mer.

TITRE IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 14. — Les dépenses afférentes au fonctionnement du Service de l'inspection du travail au Cameroun seront supportées par le budget du Cameroun.

ART. 15. — Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

ART. 16. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 29 août 1946.

R. DELAVIGNETTE.

20° DÉCRET n° 2097 rendant applicable aux Territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, l'ordonnance du 13 septembre 1945 modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer;
Vu la loi du 2 novembre 1946 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse;

Vu l'ordonnance du 13 septembre 1945 modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'ordonnance du 13 septembre 1945, modifiant la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, est déclarée applicable aux Territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine.

ART. 2. — Le Ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, ainsi qu'aux *journaux officiels* des Territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 27 septembre 1946.

Georges BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

Le Ministre des postes, télégraphes et téléphones,
Garde des sceaux,

Ministre de la justice par intérim,

Jean LETOURNEAU.

21° DÉCRET n° 46-2376 portant création d'une Assemblée représentative au Cameroun.

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer;
Vu la loi du 2 novembre 1945 portant organisation provisoire des pouvoirs publics;

Vu la loi n° 46-2152 du 7 octobre 1946 relative aux Assemblées locales dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République dans les territoires du Cameroun;

Vu le décret du 9 octobre 1945 portant création de l'Assemblée représentative du Cameroun;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

TITRE I°.

FORMATION DE L'ASSEMBLÉE.

ARTICLE PREMIER. — Il est institué au Cameroun une Assemblée représentative territoriale portant la dénomination d'« Assemblée représentative », chargée de la gestion des intérêts propres au Territoire. Son siège est au chef-lieu du Territoire.

ART. 2. — L'Assemblée représentative se compose de 40 membres répartis en deux sections délibérant en commun. La première section comprend 16 membres, la seconde 24 membres.

Les membres de l'Assemblée sont élus pour cinq ans et sont rééligibles. L'Assemblée se renouvelle intégralement.

ART. 3. — Il est formé de deux collèges électoraux.

Le premier collège, qui élit les membres de la première section, comprend les citoyens de statut français des deux sexes inscrits sur une liste électorale du Territoire et non frappés d'une incapacité électorale.

Le deuxième collège, qui élit les membres de la deuxième section, comprend les citoyens ayant conservé leur statut personnel et les administrés français, des deux sexes, ayant l'exercice des droits politiques, inscrits sur les listes électorales du Territoire et non frappés d'une incapacité électorale.

Les listes électorales sont dressées et revisées dans les formes, délais et conditions de la législation en vigueur.

ART. 4. — Les élections se font dans chaque collège au scrutin de liste majoritaire à deux tours.

Au premier tour de scrutin, nul n'est élu s'il n'a réuni :

1° La majorité absolue des suffrages exprimés ;

2° Un nombre de suffrages au moins égal au quart des électeurs inscrits.

Au deuxième tour l'élection a lieu à la majorité relative, quel que soit le nombre des votants. Si plusieurs candidats ont le même nombre de suffrages le résultat est acquis au plus âgé.

Les bulletins sont valables bien qu'ils portent plus ou moins de noms qu'il n'y a de conseillers à élire.

Les derniers noms inscrits au delà de ce nombre ne sont pas comptés.

Les bulletins blancs ou illisibles, ceux qui ne contiennent pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se font connaître, n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouillement, mais ils sont annexés au procès-verbal.

ART. 5. — Pour l'élection des représentants du premier collège, des arrêtés du chef du Territoire déterminent les circonscriptions électorales.

Pour l'élection des représentants du deuxième collège, des arrêtés du chef du territoire déterminent les circonscriptions électorales proportionnellement au chiffre de la population sans qu'une circonscription électorale puisse se voir attribuer plus de cinq sièges.

ART. 6. — Sont éligibles à l'Assemblée les personnes des deux sexes âgées de vingt-trois ans accomplis et non pourvues d'un conseil judiciaire, inscrites sur une liste électorale du Territoire ou justifiant qu'elles devraient y être inscrites avant le jour de l'élection, domiciliées depuis trois ans au moins dans le Territoire, et sachant lire, écrire et parler couramment le français.

ART. 7. — Ne peuvent être élus membres de l'Assemblée pendant l'exercice de leurs fonctions et pendant les six mois qui suivent la cession de leurs fonctions par démission, révocation, changement de résidence ou de toute autre manière :

1° Le Haut Commissaire de la République et le Secrétaire général du gouvernement, les directeurs chefs de service ou chefs de bureau du Gouvernement et leurs délégués, les directeurs, directeurs adjoints et chef de cabinet du Haut Commissaire de la République, dans toute circonscription de vote ;

2° Les conseillers privés, titulaires ou suppléants, dans toute circonscription de vote ;

3° Les inspecteurs des affaires administratives, les inspecteurs du travail, les inspecteurs généraux de l'enseignement, dans toute circonscription de vote ;

4° Les administrateurs des colonies en fonctions dans le Territoire, dans toute circonscription de vote ;

5° Les magistrats, les juges de paix et suppléants, les greffiers, dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

6° Les officiers des armées de terre, de mer et de l'air, dotés d'un commandement territorial, dans toute circonscription de vote comprise en tout ou en partie dans le ressort où ils exercent leur autorité ;

7° Les commissaires et agents de police, dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

8° Le chef du Service des travaux publics et ses délégués, le chef du Service des mines et les ingénieurs de ce service en fonctions dans le Territoire, dans toute circonscription de vote ;

9° Le chef du Service de l'enseignement et les inspecteurs des écoles primaires en fonctions dans le Territoire, dans toute circonscription de vote ;

10° Les agents et comptables de tout ordre employés à l'assiette, à la perception et au recouvrement des contributions directes ou indirectes et au paiement des dépenses publiques de toute nature en fonctions dans le Territoire, dans toute circonscription de vote ;

11° Le chef du Service des postes et télégraphes et les inspecteurs des postes et télégraphes en fonctions dans le Territoire, dans toute circonscription de vote ;

12° Le chef du Service et les agents des eaux et forêts, dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

13° Les vérificateurs des poids et mesures, dans toute circonscription de vote de leur ressort ;

14° Les chefs de circonscription administrative et leurs adjoints jusqu'à l'échelon poste administratif et les administrateurs-maires, dans toute circonscription de vote ;

ART. 8. — Le mandat de membre de l'Assemblée est incompatible dans toute circonscription de vote :

1° Avec les fonctions de Haut Commissaire de la République, de Gouverneur général, de secrétaire général de gouvernement général, de gouverneur ou secrétaire général de territoire, de directeur, chef de service ou chef de bureau d'un gouvernement général ou d'un gouvernement local et leurs délégués, de directeur, directeur adjoint et chef de cabinet des Hauts Commissaires de la République, gouverneurs généraux et gouverneurs, avec les fonctions énumérées aux alinéas 1°, 2°, 3°, 4° et 6° de l'article 7 du présent décret, quel que soit le territoire d'outre-mer dans lequel elles sont exercées et avec les fonctions de militaires de carrière ou assimilés en activité de service ou servant au delà de la durée légale dans la métropole ou dans un territoire d'outre-mer ;

2° Avec les fonctions de préfet, sous-préfet, secrétaire général conseiller de préfecture dans la métropole.

ART. 9. — Le mandat de membre de l'Assemblée est incompatible dans toute circonscription de vote avec les fonctions de chef de secrétariat particulier, agents en service au Cabinet du gouverneur, dans les directions des affaires politiques, des affaires économiques, et des finances du gouvernement. La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs de services ou de travaux publics rétribués ou subventionnés sur les budgets colonial, local, communal ou annexes.

L'Assemblée ne peut comprendre plus de deux membres appartenant à une même société ou entreprise en qualité d'administrateur ou salarié.

ART. 10. — En cas de vacance par décès, démission ou pour toute autre cause, il sera procédé à des élections partielles dans le délai de trois mois à compter de la vacance.

Toutefois, dans les six mois qui précèdent le renouvellement de l'Assemblée, il n'est pas pourvu aux vacances.

ART. 11. — Les collèges électoraux sont convoqués par arrêté du chef du Territoire qui fixe en même temps la date des élections.

Il doit y avoir au moins un intervalle de trente jours francs entre la date de la convocation et le jour de l'élection qui sera toujours un dimanche. Le scrutin ne dure qu'un jour. Il est ouvert et clos aux heures fixées par l'arrêté de convocation des collèges électoraux. Le dépouillement du scrutin a lieu immédiatement.

Lorsqu'il y a lieu à second tour, il est procédé de droit le quatrième dimanche suivant celui du premier tour.

ART. 12. — Nul ne peut être candidat dans plus d'une circonscription électorale. Si un candidat fait, contrairement à ces prescriptions, acte de candidature dans plus d'une circonscription, il ne peut être valablement proclamé élu dans aucune circonscription.

ART. 13. — Toute liste fait l'objet, au plus tard le quinzième jour précédant le premier tour de scrutin ou le septième jour précédant le second tour, d'une déclaration revêtue des signatures légalisées de tous les candidats, enregistrée au gouvernement du Territoire.

A défaut de signature, une procuration du candidat doit être produite. Il est donné au déposant un reçu provisoire de la déclaration, le récépissé définitif est délivré dans les trois jours.

La déclaration doit comporter :

1° Les nom, prénoms, dates et lieux de naissance des candidats;

2° La circonscription électorale dans laquelle la liste se présente;

3° Le collège électoral devant lequel la liste se présente.

Toute liste doit comporter un nombre de noms de candidats au plus égal à celui des sièges à pourvoir.

Aucun retrait de candidature ne sera admis au cours de la période de quinze jours précédant le premier tour de scrutin ou de sept jours précédant le second tour. En cas de décès de l'un des candidats pendant ces périodes, les candidats qui ont présenté la liste auront le droit de le remplacer par un nouveau candidat.

Aucune liste constituée en violation des alinéas précédents ne sera enregistrée, et les bulletins obtenus par les candidats qui seraient portés sur une liste non enregistrée sont nuls.

ART. 14. — Sont applicables les dispositions du décret du 30 août 1945 fixant dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer les modalités des opérations électorales sous réserve des dispositions du présent article et des articles 15 et 16 ci-dessous.

Au terme de non-citoyen est substitué celui d'administré français ou de citoyen ayant conservé son statut personnel.

Le chef du Territoire fixe par arrêté les conditions dans lesquelles les bureaux de vote peuvent, si le nombre des électeurs l'exige, être divisés en sections de vote. Il fixe également la composition des bureaux de ces sections. Pour les bureaux de vote ainsi divisés en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section. Le résultat est immédiatement arrêté et signé par le bureau de la section, il est ensuite porté au président du Bureau de la première section qui, en présence

des présidents des autres sections, opère le recensement général des votes et en proclame le résultat.

Le chef du Territoire peut, lorsque les circonstances locales l'exigent, désigner par arrêté des localités autres que les chefs-lieux des circonscriptions administratives prévues par le décret du 30 août 1945, dans lesquelles le vote aura également lieu. L'arrêté détermine l'étendue de la circonscription de vote ainsi créée et fixe la composition des bureaux.

ART. 15. — Immédiatement après le dépouillement du scrutin, chaque président de bureau de vote transmet au chef de Territoire le procès-verbal des opérations électorales accompagné des pièces qui doivent y être annexées, le tout pour être remis à la commission de recensement prévue à l'article 16 ci-après.

ART. 16. — Le recensement général des votes est effectué au chef-lieu du Territoire par une commission présidée par un magistrat et dont la composition est fixée par arrêté du chef du Territoire. Ces opérations sont constatées par un procès-verbal. Le résultat est proclamé par le président de la commission qui adresse immédiatement tous les procès-verbaux et les pièces au chef du Territoire.

ART. 17. — Tout membre de l'Assemblée qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouverait dans un des cas prévus aux articles 7, 8 et 9 du présent décret ou se trouve frappé de l'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire par l'Assemblée, soit d'office, soit sur la réclamation de tout électeur.

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article 9, la préférence est donnée aux deux plus âgés proclamés élus.

Lorsqu'un membre de l'Assemblée aura manqué au cours de son mandat aux séances de deux sessions ordinaires, sans excuse légitime admise par l'Assemblée, il sera déclaré démissionnaire d'office par l'Assemblée.

Lorsqu'un membre de l'Assemblée donne sa démission, il l'adresse au président de l'Assemblée ou au président de la commission permanente, qui en donne immédiatement connaissance au chef du Territoire.

ART. 18. — Le mandat de membre de l'Assemblée est gratuit. Toutefois, les membres de cette Assemblée peuvent recevoir, pendant la durée des sessions et indépendamment du remboursement de leurs frais de transport, une indemnité journalière fixée par arrêté du chef du Territoire en Conseil par référence à l'indemnité de même nature accordée à une catégorie de fonctionnaires.

ART. 19. — Les membres de l'Assemblée représentative portent un insigne dont le modèle est déterminé par arrêté du chef du Territoire.

ART. 20. — Les élections peuvent être arguées de nullité par tout électeur de la circonscription électorale, par les candidats et par les membres de l'Assemblée représentative.

La réclamation peut être consignée dans le procès-verbal des opérations électorales. Si elle ne l'a pas été, elle doit être déposée au greffe du Conseil du contentieux dans le mois qui suit la proclamation par le président de la Commission de recensement du résultat de l'élection.

Il en est donné récépissé.

Le chef du Territoire transmet au Conseil du contentieux le procès-verbal consignant les réclamations dans les dix jours qui suivent sa réception.

Le chef du Territoire a pour réclamer contre les élections un délai d'un mois à partir du jour où il a reçu les procès-verbaux des opérations électorales. Il envoie sa

réclamation au Conseil du contentieux du Territoire. Elle ne peut être fondée que sur l'inobservation des conditions et formalités prescrites par des dispositions législatives ou réglementaires.

La notification du recours est faite par les soins du président du Conseil du contentieux, dans le mois qui suit l'enregistrement de la protestation, au conseiller proclamé élu qui est avisé en même temps qu'il a un mois pour tout délai à l'effet de déposer sa défense au greffe du Conseil du Contentieux et de faire connaître s'il entend ou non user du droit de présenter des observations orales. Il est donné un récépissé des défenses.

ART. 21. — Le Conseil du contentieux prononce sa décision dans le délai de trois mois à compter de l'enregistrement de la réclamation, et le président fait notifier ladite décision dans le mois de sa date aux parties intéressées et au chef du Territoire.

S'il intervient une décision ordonnant une preuve, le Conseil du contentieux doit statuer définitivement dans les deux mois à partir de cette décision.

Lorsqu'une réclamation implique la solution d'une question préjudicielle, le Conseil du contentieux renvoie les parties à se pourvoir devant les juges compétents et la partie doit justifier de ses diligences dans le délai de quinzaine. A défaut de cette justification, il est passé outre et la décision du Conseil du contentieux doit intervenir dans le mois à partir de l'expiration de délai de quinzaine. Si un jugement intervient sur la question préjudicielle, le Conseil du contentieux doit statuer dans le délai d'un mois à compter du jour où ce jugement est devenu définitif.

ART. 22. — Faute par le Conseil du contentieux d'avoir statué dans les délais prévus à l'article 21 ci-dessus, la réclamation est considérée comme rejetée et les parties peuvent porter leur recours devant le Conseil d'Etat. Le recours n'est plus recevable s'il est formé plus de quinze jours après la notification du dessaisissement du Conseil du contentieux à laquelle le Commissaire du Gouvernement près ce Conseil doit faire procéder sans délai par les soins du chef du Territoire.

ART. 23. — Le recours au Conseil d'Etat contre la décision du Conseil du Contentieux est ouvert soit au chef du Territoire, soit aux parties intéressées. Il doit, à peine de nullité, être déposé au gouvernement du Territoire dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision. Le chef du Territoire donne immédiatement par la voie administrative connaissance du recours aux parties intéressées en les prévenant qu'elles ont quinze jours pour tout délai, à l'effet de déposer leurs défenses au gouvernement du Territoire.

Aussitôt ce nouveau délai expiré, le chef du Territoire transmet au Ministre de la France d'outre-mer, qui les adresse au Conseil d'Etat, le recours, les défenses s'il y a lieu, le procès-verbal des opérations électorales, la liste qui a servi aux émargements, une expédition de l'arrêté attaqué et toutes les autres pièces visées dans ledit arrêté; il y joint son avis motivé.

Les délais pour la constitution d'un avocat et pour la communication au Ministre de la France d'outre-mer sont d'un mois pour chacune de ces opérations.

Les dispositions contenues dans l'article 16 de la loi du 10 août 1871, modifiée par la loi du 31 juillet 1875, demeurent applicables à l'instruction et aux jugements des recours portés devant le Conseil d'Etat.

TITRE II.

FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLÉE.

ART. 24. — L'Assemblée tient chaque année deux sessions ordinaires et peut tenir des sessions extraordinaires, soit sur la convocation du chef du Territoire, soit à la demande écrite des deux tiers de ses membres adressée au président. La première session s'ouvre entre le 1^{er} mars et le 1^{er} avril. La deuxième session ordinaire, dite session budgétaire de l'Assemblée représentative, s'ouvre entre le 1^{er} juillet et le 31 août. Ces dates peuvent être exceptionnellement modifiées par décret.

La durée des sessions ordinaires ne peut excéder trente jours, celle des sessions extraordinaires quinze jours.

L'Assemblée est convoquée et ses sessions sont ouvertes et closes par arrêté du chef du Territoire.

ART. 25. — L'Assemblée nomme au scrutin secret et à la majorité des voix un président, un ou plusieurs vice-présidents et des secrétaires dans les conditions et pour une durée fixée par son règlement intérieur.

Pour la première formation de l'Assemblée, il est élu un bureau provisoire.

ART. 26. — Le président a seul la police de l'Assemblée. Il peut faire expulser de la salle des séances ou arrêter toute personne qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

ART. 27. — Les délibérations de l'Assemblée ne sont valables qu'autant que la moitié plus un des membres en exercice est présente.

Si le quorum n'est pas atteint au jour fixé pour l'ouverture de la session, celle-ci est renvoyée de plein droit au troisième jour qui suit, dimanches et jours fériés non compris. Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des membres présents. La durée légale de la session court à partir du jour fixé pour la seconde réunion.

Lorsque, en cours de session, les membres présents ne forment pas la majorité de l'Assemblée, les délibérations sont renvoyées au lendemain; elles sont alors valables quel que soit le nombre de votants.

Dans les deux cas les noms des absents sont inscrits au procès-verbal.

ART. 28. — L'Assemblée fixe dans son règlement intérieur toutes les modalités concernant son fonctionnement non prévues par le présent titre. Elle règle l'ordre de ses délibérations. Elle établit un procès-verbal de chacune de ses séances.

Les procès-verbaux rédigés par les secrétaires sont signés du président, adressés par lui au chef du Territoire et font l'objet d'une publication dans le plus bref délai par les soins de l'Administration.

ART. 29. — Tout acte, toute délibération de l'Assemblée relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions, sont nuls et de nul effet.

La nullité en est prononcée par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

ART. 30. — Est nulle toute délibération quel qu'en soit l'objet prise hors du temps des sessions ou hors du lieu des séances.

Le chef du Territoire, par arrêté motivé, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend les mesures nécessaires pour que l'Assemblée se sépare immédiatement et rend compte au Ministre de la France d'outre-mer.

ART. 31. — Excepté lorsqu'il l'agit de l'apurement de ses comptes, le chef du Territoire a entrée aux séances de l'Assemblée; il peut prendre part aux discussions et assister aux votes.

Le secrétaire général du Gouvernement ou, à défaut, un autre fonctionnaire désigné par le chef du Territoire, assiste de droit à toutes les séances en qualité de représentant de l'Administration. Il peut se faire assister d'un ou plusieurs commissaires.

L'Assemblée peut entendre les chefs de service ou d'administration sur les matières qui entrent dans leurs attributions. Elle en adresse la demande au Gouverneur.

ART. 32. — La dissolution ou la suspension de l'Assemblée ne peut être prononcée que par décret pris en Conseil des Ministres.

TITRE III.

ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLÉE.

ART. 33. — L'Assemblée prend des délibérations et donne des avis.

Le chef du Territoire est chargé de l'instruction préalable des affaires qui intéressent le Territoire. Il assure l'exécution des délibérations de l'Assemblée ou de la Commission permanente.

ART. 34. — Sous réserve des questions intéressant la préparation et l'exécution du plan prévu par la loi du 30 avril 1916, l'Assemblée délibère sur les objets ci-après désignés :

1° Acquisitions, aliénations et échanges des propriétés mobilières et immobilières du Territoire, affectées ou non à un service public;

2° Changement de destination ou d'affectation des propriétés du Territoire affectées ou non à un service public;

3° Mode de gestion des propriétés du Territoire;

4° Baux des biens du territoire donnés ou pris à ferme, quelle qu'en soit la durée;

5° Actions à intenter ou à soutenir au nom du Territoire, sauf dans le cas d'urgence où le chef du Territoire peut intenter toute action ou y défendre sans délibération préalable de l'Assemblée et faire tous actes conservatoires;

6° Transactions qui concernent les droits du Territoire et portent sur les litiges supérieurs à 100.000 francs;

7° Acceptation ou refus des dons et legs faits au Territoire avec ou sans charge, avec ou sans affectation immobilière. Le chef du Territoire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et les legs. La délibération du Conseil qui intervient ensuite a effet du jour de cette acceptation;

8° Classement, déclassement et direction des routes;

9° Construction des routes, ordre et exécution des travaux;

10° Offres de concours à toutes les dépenses quelconques d'intérêt local;

11° Concessions faites à des associations, à des sociétés ou des particuliers, de travaux d'intérêt territorial;

12° Part contributive du Territoire dans la dépense des travaux à exécuter par l'Etat et qui intéressent le Territoire;

13° Travaux à exécuter sur les fonds du Territoire et plans et devis concernant ces travaux;

14° Assurances des propriétés mobilières et immobilières du Territoire;

15° Conditions d'exploitation par le Territoire, des ouvrages destinés à un usage public et tarifs à percevoir;

16° Encouragement à la production;

17° Emprunts à contracter et garanties pécuniaires à consentir sur les ressources du Territoire;

18° Organisation des Caisses d'épargne;

19° Bourses d'enseignement;

20° Habitations à bon marché et coopératives;

21° Organisation du tourisme;

22° Tarifs des frais de justice;

23° Assistance à l'enfance, aux aliénés et assistance sociale dans la mesure où elle dépend du service local;

24° Urbanisme;

25° Mode d'assiette, règles de perception et tarifs des impôts, taxes et contributions de toute nature, perçus au profit du Territoire, y compris les droits d'importation et d'exportation, ainsi que le maximum des centimes additionnels ordinaires ou extraordinaires dont la perception est autorisée au profit des collectivités autres que le Territoire;

26° Classement et direction des canaux d'irrigation, classement des étangs du Territoire servant à la culture;

27° Placement et aliénation des fonds du Territoire dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

En outre, l'Assemblée a le contrôle des recettes de l'agence des timbres, en ce qui concerne la vente des timbres émis pour le compte du Territoire.

ART. 35. — Les délibérations prises sur ces diverses matières sont définitives et deviennent exécutoires :

1° Si leur annulation n'est pas demandée pour excès de pouvoir ou violation de la loi, par le chef du Territoire, dans un délai d'un mois à partir de la clôture de la session. Le recours formé par le chef du Territoire doit être notifié au président de la Commission permanente et au président de l'Assemblée;

2° Si l'annulation n'est pas prononcée dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification prévue ci-dessus.

L'annulation est prononcée par un décret pris dans la forme des règlements d'administration publique.

ART. 36. — Par dérogation aux dispositions de l'article précédent :

1° Les délibérations prises sur le mode d'assiette et les règles de perception des impôts, taxes et contributions de toute nature, y compris les droits d'importation et d'exportation, ne sont applicables qu'après avoir été approuvées par décret en Conseil d'Etat. Ces décrets doivent être pris dans les quatre-vingt-dix jours à partir de la date d'arrivée des délibérations au Ministère de la France d'outre-mer, date qui est notifiée au président de l'Assemblée et au président de la Commission permanente par l'intermédiaire du chef du Territoire dès réception des délibérations. Passé ce délai, ces délibérations sont considérées comme approuvées, elles deviennent définitives et sont exécutoires.

Si le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu de procéder à un complément d'information ou que la délibération qui lui est soumise ne peut être approuvée qu'après certaines modifications, son avis indique les pièces et renseignements à produire ou les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter au texte dont il est saisi.

Cet avis est communiqué d'urgence par le Conseil d'Etat au Ministre de la France d'outre-mer qui, dans les quinze jours de la réception, le notifie au président de l'Assemblée et au président de la Commission permanente par l'inter-

médiaire du chef du Territoire. Cette notification interrompt le délai spécifié au premier paragraphe du présent article.

Si l'Assemblée appelée à se prononcer de nouveau, adopte les modifications proposées par le Conseil d'Etat, sa délibération devient définitive. Elle est exécutoire par arrêté du chef du Territoire pris dans le délai de trente jours à dater de la notification de la nouvelle délibération au chef du Territoire. Au cas contraire, la nouvelle délibération reste soumise aux mêmes conditions d'approbation que la délibération primitive;

2° En ce qui concerne les délibérations prises sur les tarifs des impôts, taxes et contributions de toute nature, y compris les droits d'importation et d'exportation, sur le maximum des centimes additionnels perçus au profit des collectivités autres que le Territoire, ainsi que sur les emprunts et garanties pécuniaires, elles sont définitives et deviennent exécutoires par arrêté du chef du Territoire si leur annulation n'a pas été prononcée par décret en Conseil d'Etat, dans les quatre-vingt-dix jours à partir de la date d'arrivée des délibérations au Ministre de la France d'outre-mer, date qui sera notifiée au président de l'Assemblée représentative et au président de la commission permanente par l'intermédiaire du chef du Territoire dès réception des délibérations.

Ces délibérations peuvent être rendues immédiatement exécutoires par décision du Ministre de la France d'outre-mer.

Le délai d'annulation des dispositions relatives aux tarifs prises en même temps que des délibérations portant sur le mode d'assiette et les règles de perception des impôts taxes et contributions de toute nature, y compris les droits d'importation et d'exportation, est fixé à trente jours à dater du jour où ces dernières sont devenues définitives.

La perception des impôts, taxes et contributions de toute nature, y compris les droits d'importation et d'exportation, se fera sur les bases anciennes et d'après les tarifs antérieurs jusqu'à la publication des arrêtés du chef du Territoire rendant exécutoires les délibérations approuvées ou non annulées dans les formes et délais prévus au présent article.

Les délais prévus au présent article sont des délais francs.

ART. 37. — L'Assemblée est obligatoirement consultée sur les matières ci-après énumérées;

1° Sous réserve des questions intéressant la préparation et l'exécution des plans prévus par la loi du 30 avril 1946, l'octroi des concessions rurales supérieures à 200 hectares et des concessions forestières supérieures à 500 hectares. En cas de désaccord entre le chef du Territoire et l'Assemblée, il est statué par décret pris sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer pour les concessions agricoles jusqu'à 1.500 hectares et pour les concessions forestières jusqu'à 2.500 hectares; au-dessus, il est statué par décret pris en Conseil des Ministres sur avis de l'Assemblée de l'Union Française;

2° Sous la même réserve, l'octroi des permis généraux de recherches des types A et B. En cas de désaccord entre le chef du Territoire et l'Assemblée, il est statué par décret pris sur le rapport du Ministre de la France d'outre-mer pour les permis généraux de recherches du type B et par décret pris en Conseil des Ministres sur avis de l'Assemblée de l'Union Française en ce qui concerne les permis généraux de recherches du type A;

3° L'organisation administrative du Territoire;

4° L'organisation de l'enseignement du premier et du second degré de l'enseignement technique et professionnel;

5° La réglementation foncière, agricole, forestière et minière;

6° Le régime domanial;

7° La réglementation en matière de chasse et de pêche;

8° La réglementation en matière de travaux publics;

9° Le régime du travail et de la sécurité sociale;

10° Le plan d'équipement économique et social en ce qui concerne les mesures de préparation et d'exécution;

11° La réglementation en matière de procédure civile exception faite de l'organisation judiciaire;

12° La réglementation sur les loyers;

13° La réglementation de l'état-civil;

14° L'organisation de la représentation économique dans le cadre du territoire (Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture, etc.);

15° Organisation du crédit agricole, commercial et industriel du territoire;

16° L'organisation des cadres locaux;

17° L'organisation du notariat, des professions d'avocat-défenseur, d'huissier, de commissaire priseur, de courtier et autres officiers ministériels, et d'agents d'affaire;

18° Régime pénitentiaire local.

L'Assemblée doit donner son avis au plus tard au cours de la session ordinaire ou extraordinaire qui suit la session au cours de laquelle elle a été consultée.

ART. 38. — Le budget du Territoire, établi en monnaie locale, est préparé et présenté par le chef du Territoire; il est délibéré par l'Assemblée représentative et rendu exécutoire par arrêté du chef du Territoire sous réserve des dispositions de l'article 35 ci-dessus.

L'initiative des dépenses appartient concurremment à l'Assemblée et au chef du Territoire. Toutefois l'initiative des inscriptions de dépenses tant pour les créations d'emploi que pour les relèvements des crédits concernant le personnel appartient au chef du Territoire seul.

Aucune augmentation de dépenses, aucune diminution de recettes ne peut être retenue si elle ne trouve pas sa contre-partie dans les recettes prévues ou si elle n'est accompagnée d'une proposition de relèvement de taxe, de création de taxe ou d'économie de même importance.

Le budget est délibéré par chapitre et article. Tout virement de chapitre à chapitre doit être autorisé par l'Assemblée. Les virements d'article à article dans le corps d'un même chapitre sont opérés par arrêtés du chef du Territoire rendus après avis de la Commission permanente.

Les crédits supplémentaires et prélèvements sur la Caisse de réserve sont proposés et délibérés dans les mêmes conditions.

En cas d'urgence et en dehors des sessions, des crédits supplémentaires pourront être ouverts et des prélèvements sur la Caisse de réserve opérés, après avis conforme de la Commission permanente, par arrêtés du chef du Territoire qui devront être soumis à la ratification de l'Assemblée lors de sa plus prochaine session.

ART. 39. — Les dépenses inscrites au budget du Territoire sont divisées en dépenses obligatoires et en dépenses facultatives.

Les dépenses obligatoires se rapportent :

1° Aux dettes exigibles et à la contribution à la Caisse intercoloniale des retraites;

2° Aux traitements, indemnités, frais de représentation du chef du Territoire, au loyer, à l'ameublement, à l'entretien de son hôtel, au frais de son secrétariat ainsi qu'aux

traitements et indemnités des fonctionnaires des cadres organisés par des lois ou décrets;

3° Aux dépenses afférentes aux forces publiques, à la justice, à l'enseignement public, à la santé publique et aux fonds spéciaux;

4° A toute dépense imposée par une disposition législative.

ART. 40. — Si les dépenses obligatoires ont été omises ou si le chef du Territoire, en Conseil, estime que les allocations portées par une ou plusieurs de ces dépenses sont insuffisantes, le chef du Territoire, en Conseil, peut y pourvoir provisoirement soit à l'aide du fonds des dépenses diverses et imprévues, soit au moyen d'une réduction des dépenses facultatives, soit par une imputation sur les fonds libres. Il en avise le président de l'Assemblée, en réfère d'urgence au Ministre de la France d'outre-mer et, le cas échéant, le crédit nécessaire est inscrit d'office au budget par décret pris en Conseil d'Etat, publié au *Journal officiel* de la République française et promulgué dans le Territoire.

Il est pourvu au paiement des dépenses inscrites d'office comme il est dit ci-dessus et, à défaut, au moyen d'une majoration de taxe fixée par le décret d'inscription d'office.

ART. 41. — En dehors des cas prévus par l'article précédent, aucune dépense régulièrement délibérée par l'Assemblée ne peut être modifiée par le chef du Territoire.

Aucune création d'emploi ne peut être faite en cours d'année s'il n'y a pas de prévision inscrite à cet effet au budget en cours.

ART. 42. — Aucun avantage direct ou indirect, sous quelque forme que ce soit, ne pourra être attribué par l'Assemblée à un fonctionnaire ou à une catégorie de fonctionnaires autrement que sur la proposition du chef du Territoire. Toute délibération prise contrairement à cette disposition est nulle et de nul effet.

ART. 43. — Si l'Assemblée ne se réunissait pas ou se séparait sans avoir délibéré le budget, le Ministre de la France d'outre-mer l'établirait d'office sur proposition du chef du Territoire en se basant sur le budget et le tarif des taxes établis pour l'exercice précédent.

ART. 44. — L'Assemblée peut adresser directement, par l'intermédiaire de son président, au Ministre de la France d'outre-mer, les observations qu'elle aurait à présenter dans l'intérêt du Territoire à l'exception des problèmes d'ordre politique, ainsi que son opinion sur l'état et les besoins des différents services publics.

ART. 45. — L'Assemblée peut charger un ou plusieurs de ses membres de recueillir sur les lieux des renseignements qui lui seraient nécessaires pour statuer sur les affaires qui entrent dans ses attributions.

ART. 46. — L'Assemblée peut adresser au chef du Territoire toute demande de renseignements sur les questions intéressant le Territoire.

ART. 47. — Sont applicables l'article 56 de la loi du 10 août 1871 et l'article 316 du décret du 30 décembre 1912.

TITRE IV.

DE LA COMMISSION PERMANENTE.

ART. 48. — L'Assemblée élit chaque année dans son sein une commission permanente. Elle se compose de trois membres au moins et de cinq au plus. Deux au moins de ces membres doivent appartenir à la première section de l'Assemblée. Les membres de la Commission sont rééligibles.

ART. 49. — Sont applicables à la Commission permanente les dispositions des articles 70 à 74 inclus, 76, 79, 80 et 83 à 85 inclus de la loi du 10 août 1871, modifiée et complétée par les textes subséquents.

ART. 50. — Les membres de la Commission permanente peuvent recevoir pendant la durée de ses sessions et indépendamment du remboursement de leurs frais de transport une indemnité journalière fixée par arrêté du chef du territoire, en Conseil, par référence à l'indemnité de même nature accordée à une catégorie de fonctionnaires.

ART. 51. — La commission permanente règle les affaires qui lui sont renvoyées par l'Assemblée dans les limites de la délégation qui lui est faite. Elle délibère sur toutes les questions qui lui sont déférées par les textes en vigueur et donne son avis au chef du Territoire sur toutes les questions qu'il lui soumet ou sur lesquelles elle croit devoir appeler son attention dans l'intérêt du Territoire à l'exception des problèmes d'ordre politique.

ART. 52. — Le chef du Territoire est tenu d'adresser à la Commission permanente, au commencement de chaque mois, l'état détaillé des distributions de crédits et des mandats de paiement du mois précédent concernant le budget local.

Toutes les affaires et propositions qui sont soumises par le chef du Territoire aux délibérations de l'Assemblée doivent, exceptions faites pour les affaires qui devraient être soumises d'urgence à l'Assemblée, être communiquées dix jours au moins avant l'ouverture de la session à la Commission permanente qui, si elle le juge utile, formule son avis et présente son rapport sur chacune d'elles à l'Assemblée.

TITRE V.

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET TRANSITOIRES.

ART. 53. — Pour l'application des dispositions de la loi du 10 août 1871 et généralement des textes métropolitains déclarés applicables par le présent décret, le Territoire et la circonscription électorale sont substitués respectivement au département et au canton; par session d'août il faut entendre la deuxième session ordinaire, quelle que soit sa date.

Les attributions dévolues au Ministre de l'intérieur sont conférées au Ministre de la France d'outre-mer; les attributions conférées aux préfets et sous-préfets sont dévolues au chef du Territoire.

ART. 54. — Le fonctionnement et les attributions de l'Assemblée représentative actuellement existante restent réglés par la législation en vigueur qui demeure applicable jusqu'à l'entrée en fonctions de l'Assemblée créée par le présent décret. Sont abrogées à compter de cette même date toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 55. — Le Ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du territoire du Cameroun et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 25 octobre 1946.

GEORGES BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,
Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'Assemblée de l'Union Française comprend à nombre égal des représentants de la métropole, d'une part, et, d'autre part, des représentants des départements d'outre-mer, des Territoires d'outre-mer et des Etats associés.

L'Assemblée de l'Union Française ne peut comporter au total plus de 240 membres.

ART. 2. — Les membres de l'Assemblée nationale représentant la métropole élisent 50 membres de l'Assemblée de l'Union Française.

Les membres du Conseil de la République représentant la métropole élisent 25 membres de l'Assemblée de l'Union Française.

En outre, les membres métropolitains de l'Assemblée nationale et du Conseil de la République élisent des représentants à l'Assemblée de l'Union Française en nombre égal à celui des représentants des Etats associés, à raison de deux tiers pour les membres élus par les membres métropolitains de l'Assemblée nationale et d'un tiers pour les membres élus par les membres métropolitains du Conseil de la République.

ART. 3. — Les membres représentant les départements et territoires de la République française outre-mer sont au nombre de 75.

Le nombre de membres représentant les Etats associés est fixé par un acte intérieur à chaque Etat et par règlement d'administration publique. Il ne peut excéder 45 pour l'ensemble des Etats associés.

ART. 4. — Les 75 membres de l'Assemblée de l'Union Française représentant les départements et territoires de la République française outre-mer sont répartis comme suit en trois catégories :

1° Représentants des départements de la République française outre-mer :

Départements algériens.	12
Département de la Martinique.	1
Département de la Guadeloupe.	1
Département de la Réunion.	1
Département de la Guyane.	1

2° Représentants des territoires de la République française outre-mer :

Territoire du Sénégal.	3
Territoire de la Côte d'Ivoire.	5
Territoire du Soudan.	5
Territoire du Niger.	3
Territoire de la Guinée.	3
Territoire de la Mauritanie.	1
Territoire du Dahomey.	2
Territoire du Cameroun.	5
Territoire du Togo.	1
Territoire du Gabon.	1
Territoire du Moyen-Congo.	1
Territoire de l'Oubangui-Chari.	1
Territoire du Tchad.	2
Territoire de Madagascar.	5
Territoire des Comores.	1
Territoire des Somalis.	1
Territoire de l'Inde française.	1
Territoire de la Nouvelle-Calédonie.	1
Territoire des Etablissements français d'Océanie.	1
Territoire de Saint-Pierre et Miquelon.	1

3° Représentants des zones territoriales de la République française outre-mer :

Groupes de territoires de l'Afrique Occidentale française.	5
Groupe des territoires de l'Afrique Equatoriale française.	2
Algérie.	6
Madagascar.	2

ART. 5. — Les membres élus par les représentants métropolitains à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République sont choisis à la représentation proportionnelle des groupes auxquels ces représentants appartiennent.

Nul n'est candidat devant l'Assemblée nationale ou le Conseil de la République. Le droit de présentation appartient aux membres de ces Assemblées.

L'élection a lieu dans les formes prévues par les règlements de chaque Assemblée.

Tout membre de l'Assemblée nationale ou du Conseil de la République élu à l'Assemblée de l'Union Française doit opter entre ses deux mandats dans le délai d'un mois. A défaut d'option, il est présumé renoncer à son mandat à l'Assemblée de l'Union Française.

ART. 6. — En Algérie, les représentants des départements sont élus par les Conseil généraux à raison de quatre par département.

Dans chaque département, deux conseillers de l'Union Française sont élus par les conseillers généraux du premier collège et deux par les conseillers généraux du deuxième collège.

Les six représentants de la zone territoriale que constitue l'Algérie sont élus par l'Assemblée algérienne.

ART. 7. — Les conseillers généraux des départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane élisent les représentants de ces départements.

ART. 8. — Les Assemblées des Territoires de la République française outre-mer élisent les représentants de ces Territoires.

Quand un Territoire possède des Assemblées provinciales, l'élection des représentants à l'Assemblée de l'Union Française peut être confiée en tout ou en partie aux Assemblées provinciales.

ART. 9. — Les élections prévues aux articles 6 à 8 ont lieu au scrutin à deux tours chaque fois qu'il n'y a qu'un représentant à élire.

Pour être élu au premier tour, il faut recueillir la majorité absolue des membres de l'Assemblée qui compose le collège électoral. Au second tour la majorité relative suffit. Au cas d'égalité de suffrages, le candidat le plus âgé est proclamé élu.

Quand il y a lieu de désigner deux représentants ou plus, les élections ont lieu au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

ART. 10. — Les membres de l'Assemblée de l'Union Française élus par les représentants métropolitains à l'Assemblée nationale sont soumis à réélection dans le mois qui suit le renouvellement par moitié du Conseil de la République.

ART. 11. — Les élections prévues aux articles 2 et 10 ont lieu à la représentation proportionnelle des groupes composant les Assemblées.

Le règlement intérieur de chaque Assemblée fixe les modalités de ces élections.

ART. 12. — Les membres de l'Assemblée de l'Union Française visés à l'article 4 sont élus pour six ans.

Leur remplacement s'effectue par moitié tous les trois ans.

Les départements et territoires d'outre-mer sont divisés en deux catégories dont les élections ont lieu alternativement. La date et les conditions de renouvellement de l'Assemblée de l'Union Française doivent être fixées en fonction de la date et des conditions prévues pour le renouvellement du Conseil de la République.

ART. 13. — Les inéligibilités et incompatibilités sont les mêmes que celles prévues pour les élections à l'Assemblée nationale.

ART. 14. — En cas de vacance, le remplacement des représentants élus au scrutin à deux tours a lieu dans les conditions prévues à l'article 9, sauf si la vacance se produit dans les six mois qui précèdent le renouvellement du mandat des représentants des Territoires intéressés.

ART. 15. — Le remplacement des représentants élus à la représentation proportionnelle s'effectue par la désignation du candidat suivant sur la liste du représentant à remplacer.

Si la liste est épuisée, aucun remplacement n'a lieu, à moins que la moitié au moins des représentants des Territoires intéressés ne soit à remplacer et que la date du renouvellement normal pour ce Territoire ne soit éloignée de plus de six mois.

ART. 16. — Des règlements d'administration publique détermineront les modalités d'application de la présente loi et notamment les règles de représentation et d'élections propres à chaque Territoire ou groupe de Territoires, les modalités de la représentation des Etats associés, la date des premières élections et les mesures transitoires applicables à la première Assemblée de l'Union Française.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 octobre 1946.

Georges BIDAULT.

Par le Président du Gouvernement provisoire
de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

Edouard DEPREUX.

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

23° ARRÊTÉ N° 1879 bis approuvant les statuts de la Caisse des allocations familiales au bénéfice des citoyens français, européens ou assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun.

LE HAUT COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU CAMEROUN,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937;

Vu le décret n° 45-042 portant institution de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français ou assimilés, employés dans les entreprises privées du Cameroun;

Vu l'arrêté de promulgation au territoire du Cameroun du décret susvisé en date du 8 février 1946;

Vu le T. O. n° 293/IGT-FOM du 21 mai 1947 de M. le Ministre de la France d'outre-mer,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les statuts de la Caisse des allocations familiales au bénéfice des citoyens français, européens ou assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun, annexés au présent arrêté, sont approuvés.

ART. 2. — Le règlement intérieur de la Caisse d'allocation familiales sera soumis à l'approbation du Haut Commissaire de la République française au Cameroun dans un délai d'un mois.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié et enregistré partout où besoin sera.

Douala, le 10 juillet 1947.

HOFFNER.

24° ARRÊTÉ N° 2399 modifiant l'arrêté n° 133/D. du 9 juillet 1947 fixant le taux provisoire de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français, européens et assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun.

LE HAUT COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
AU CAMEROUN,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions du Commissaire de la République française au Cameroun, ensemble le décret du 13 février 1937;

Vu le décret du 6 décembre 1945 portant institution de l'allocation familiale au bénéfice des citoyens français, européens et assimilés employés dans les entreprises privées du Cameroun;

Vu l'arrêté n° 133/D du 9 juillet 1947 fixant le taux provisoire des allocations familiales au bénéfice des citoyens français, européens et assimilés, employés dans les entreprises privées du Cameroun;

Vu le T. O. n° 45 du Ministère de la France d'outre-mer en date du 31 juillet 1947,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 133/D. du 9 juillet 1947 susvisé est modifié comme suit :

« Le présent arrêté qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera prendra effet à compter du 9 février 1946. »

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Yaoundé, le 30 août 1947.

Pour le Haut Commissaire de la République française
en mission :

*Le Secrétaire général du Cameroun,
chargé de l'expédition des affaires courantes,*
CASIMIR.

25° LOI N° 47-1708 du 4 septembre 1947 modifiant la loi n° 46-2395 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Les paragraphes 2 et 3 de l'arti-

c. 4 de la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

« ART. 4....

« 2° Représentants des territoires de la République française outre-mer :

« Territoire du Sénégal.....	3
« Territoire de la Côte-d'Ivoire.....	4
« Territoire du Soudan.....	5
« Territoire du Niger.....	3
« Territoire de la Guinée.....	4
« Territoire de la Mauritanie.....	1
« Territoire du Dahomey.....	2
« Territoire de la Haute-Volta.....	5
« Territoire du Togo.....	1
« Territoire du Cameroun.....	5
« Territoire du Gabon.....	1
« Territoire Moyen-Congo.	1
« Territoire de l'Oubangui-Chari.....	2
« Territoire du Tchad.....	3
« Territoire de Madagascar.....	7
« Territoire des Comores.....	1

« Territoire des Somalis.....	1
« Territoire de l'Inde française.....	1
« Territoire de la Nouvelle-Calédonie.....	1
« Territoire des Etablissements français de l'Océanie.	1
« Territoires de Saint-Pierre et Miquelon.....	1

« 3° Représentants des zones territoriales de la République française d'outre-mer :

« Algérie. 6. »

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 4 septembre 1947.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil des Ministres,

PAUL RAMADIER.

Le Ministre de l'intérieur,

Edouard DEPREUX.

Le Ministre de la France d'outre-mer,

Marius MOUTET.

IMPR. CHARLES-LAVAUZELLE ET cie, 31-3271. — PARIS, LIMOGES, NANCY. — 1948.
